

# POLITISER LA POLITIQUE

BERNARD FREDERICK\*

« **Plutôt qu'un éditorial qui fixerait une « ligne », nous ouvrons cette revue sur un « Point de vue ». Ce parti pris sera renouvelé à chaque livraison. C'est un symbole et c'est un manifeste.**

Un symbole, parce que FondationS se veut une revue de recherche interdisciplinaire. Forcément ouverte. Forcément attachée à l'expression et à la confrontation des idées, des analyses, des expériences aussi. Donc, forcément contradictoire.

Un manifeste, parce que ainsi s'exprime la volonté de l'éditeur, la Fondation Gabriel Péri. Celle-ci, reconvenue d'utilité publique par le décret du ministère de l'Intérieur du 22 juillet 2004, se fixe pour objectif de favoriser « par ses propres initiatives et en collaboration avec d'autres institutions publiques, l'élargissement du champ de la recherche, dans toutes les disciplines, afin de mieux faire fructifier le patrimoine social et démocratique français par la confrontation d'idées, le partage d'expériences et de savoirs, en France, en Europe et dans le monde ». La Fondation a l'ambition « d'enrichir et de stimuler la diversité des actions engagées par toutes celles et tous ceux – citoyennes et citoyens, associations, institutions – qui cherchent à ouvrir la voie à une mondialisation de progrès social, démocratique, humain ».

Tel est notre « cahier des charges », à quoi s'ajoute la valorisation des archives du Parti communiste français, confiées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, et, plus largement, l'investigation critique de l'histoire de ce qu'on a appelé « le mouvement ouvrier ».

Crée à l'initiative du PCF, la Fondation Gabriel Péri s'inscrit dans la tradition marxiste française. Elle est cependant rigoureusement indépendante et ne saurait, par principe, nourrir de sentiments partisans. Son président, Robert Hue, s'en expliquait ainsi en octobre 2004 devant un parterre d'étudiants : « Dans la lutte politique, les partis confrontent des opinions, des posi-

tions, quelque fois des analyses. La vocation d'une Fondation est tout autre. Il s'y approfondissent et s'y confrontent des connaissances. »

Approfondir et confronter les connaissances : telle sera donc notre boussole.

La publication de FondationS est un événement éditorial qui mérite d'être souligné. C'est la première revue théorique qui paraît dans l'entourage du PCF depuis des décennies. Nous allons y revenir.

Pourquoi maintenant ? À quels défis se confronte notre entreprise ? C'est à ces questions que je voudrais tenter de répondre dans ce « Point de vue » dont on aura compris qu'il est personnel, comme tous les travaux exposés dans nos pages.

**LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME** se pose, aujourd'hui, dans les conditions d'une crise majeure de l'ensemble des composantes du « socialisme historique français » et d'un élargissement sans précédent du champ du capitalisme. L'une et l'autre conduisent à une dépolitisation du politique, qui finit par brouiller les enjeux et embrouiller les citoyens.

En témoignent, par exemple, les thèses d'Anthony Giddens, maître à penser de Tony Blair et théoricien du social-libéralisme. « Le changement des conditions historiques, écrit-il, a conduit à l'émergence d'un ensemble de problèmes et de possibilités qui ne rentrent pas dans le schéma gauche-droite. On peut citer l'environnement, mais aussi les problèmes liés à la transformation de la famille, du travail et de l'identité personnelle et culturelle ; (...) À la politique d'émancipation de la gauche classique, en conclut-il, nous devons ajouter ce que j'ai appelé par ailleurs la « politique de la vie » (...) Comment devons-nous réagir à l'hypothèse d'un réchauffement global de la terre ? Devons-nous accepter l'énergie nucléaire ou non ? Jusqu'où le travail doit-il rester une valeur centrale de la vie humaine ? Devons-nous favoriser la décentralisation du pouvoir ? Quel devrait être le futur de l'Union européenne ? Aucune de ces questions ne se pose dans des termes clairs de gauche et de droite<sup>1</sup>. »

\*Rédacteur en chef.

## Directeur de publication

Michel Maso

## Rédacteur en chef

Bernard Frederick

## Rédacteur en chef adjoint

Jérôme-Alexandre Nielsberg

## Comité de rédaction\*

Alexandre Courban, Bernard Frederick, Théophile Hazebroucq, Sacha Kleinberg, Chrystel Le moing, Jean Lojkine, Michel Maso, Arnaud Spire, Serge Wolikow.

\* En cours de constitution

## Iconographie

Gravure sur bois de Albrecht Dürer (1471-1528)

« Hercule vainqueur de Cacus »

## Éditeur :

Fondation Gabriel Péri, 22 rue Brey – 75017 Paris

Téléphone : 01 44 0904 32

Courriel : [fondation@gabrielperi.fr](mailto:fondation@gabrielperi.fr)

## Abonnement et diffusion :

Prix au numéro 15

Tarif abonnement de lancement :

4 numéros par an : 45

Étudiants et chômeurs : 25

Commandes et abonnements (accompagnés du règlement) à :

Collectif des éditeurs indépendants

3, rue de Plaisance – 75014 Paris



Voilà qui fait réagir ainsi un des meilleurs critiques du blairisme, Philippe Marlière : « Dans ces perspectives, on assiste à une “privatisation” de la sphère politique, puisque les débats et les conflits politiques majeurs se déroulent autour de questions liées aux choix de mode de vie et d’identité. (...) il s’agit ici d’une mise en retrait du politique entendu comme un champ de luttes entre agents et structures partisans, proposant des projets socio-économiques clairement distincts<sup>2</sup>. » Or, si Giddens et d’autres adeptes d’une « domestication écologique et sociale de l’économie de marché » (Dominique Strauss-Khan) aboutissent à ce « retrait du politique » (entre autres car une partie des analyses de Giddens serait susceptible d’enrichir la réflexion de la gauche même la plus radicale), ils n’en ont pas le monopole. Ainsi en est-il également de la vision que développait José Bové dans un entretien avec *L’Humanité* : « Le politique a vocation d’organiser les territoires, alors que fondamentalement, les organisations syndicales et les mouvements de citoyens se battent sur la reconnaissance des droits à partir de la réalité vécue socialement ou économiquement par les personnes, et pour leur extension, quelles que soient les frontières entre pays. » La « légitimité politique, précisait-il, c’est d’abord la gestion territoriale, puis aussi la gestion des droits acquis dans le mouvement social<sup>3</sup> ».

Cette conception du politique ou de la politique fait écho à l’idéologie libérale qui veut opposer au « tout État » la « société civile » ou la « liberté » de « l’individu » à son essence sociale.

**C’EST LA QUESTION DE « L’AUTONOMIE ».** Elle est devenue récurrente tant à gauche qu’à droite et elle sous-tend aussi bien la réflexion sur une nouvelle démocratie, « participative », que les tentatives de « décollectivisation » des institutions politiques et des cadres sociaux, acquis et investis, au prix de décennies de lutte, par les forces sociales organisées, syndicales ou politiques. Autour de « l’autonomie », on assiste à un double mouvement de construction et de déconstruction du procès de socialisation propre au capitalisme, c’est-à-dire, entre autres, au fameux passage de la « classe en soi » à la « classe pour soi ».

La question de l’autonomie a pour base objective le progrès culturel; les mutations du travail et les évolutions consécutives du salariat, donc de la classe ouvrière. Elle est à la fois produit et genèse du processus de destruction – reconstruction du corps social, lequel comporte simultanément une dimension sociologique et idéologique. La gauche a, dans l’ensemble, très mal saisi les évolutions sociologiques, que mettent en lumière les travaux de plusieurs sociologues dont on trouvera ici l’écho. D’autre part, la crise du marxisme a entraîné certaines régressions théoriques

qui ont investi le discours même le mieux intentionné à gauche. Ainsi, l’universitaire américain Moishe Postone, polémiquant avec Derrida, est-il conduit à faire ce rappel : « Marx affirme, me semble-t-il, que l’individu moderne est constitué socialement et historiquement par une forme de rapports sociaux, rapports sociaux que l’individu constitue en retour. Sur cette base, Marx critique Stirner parce que celui-ci pose l’individu en tant que donné, en tant que point de départ ontologiquement irréductible, et non pas en tant que résultat historique<sup>4</sup>. »

Or, si la crise politique est bien le résultat d’une contradiction croissante entre gouvernés et gouvernants – on parle d’épuisement du modèle démocratique tel qu’il s’est constitué durant deux siècles –, il devient d’une extrême urgence, si l’on veut parvenir à sa résolution progressiste, de mettre fin à la confusion entretenue à gauche et à droite, la première opposant le « citoyen », l’« individu » aux forces obscures du Marché; la seconde, face à l’État « omniprésent ». Les courants socio-libéraux et libertaires mélangeant, eux, les deux.

S’adressant à des enseignants communistes, l’été 2002, le chercheur Jean-Yves Rochex le soulignait : « Il y a urgence – et c’est évidemment très difficile – à réinstaurer de la dynamique collective, qui ne soit pas seulement de solidarité caritative ou compassionnelle, mais d’émancipation collective, à l’encontre de ces phénomènes qui fragmentent de plus en plus les classes populaires, le groupe ouvrier, et les opposent de plus en plus à eux-mêmes. » Et, s’inquiétant des « processus d’éthnisation de la question sociale », Jean-Yves Rochex mettait en garde contre la sous-estimation de la « logique binaire » du « eux et nous » et montrait que « le dernier effet du déni de la conflictualité sociale est évidemment sa retraduction en termes, en propositions et en idéologies sécuritaires...<sup>5</sup> ». L’actualité, particulièrement la crise de l’automne dans les banlieues, lui donne, selon moi, pleinement raison.

La question est donc de savoir si l’on peut dépasser l’opposition individu/État, individu/Marché.

La question est de savoir si l’on peut re-politiser la politique.

De ce point de vue, il est urgent de revenir au matérialisme et à la dialectique. À « l’analyse concrète d’une situation concrète » ou, mieux encore, par extrapolation, à l’analyse complexe d’une situation complexe.

Car dans le débat tel qui se développe à gauche, au PCF, mais aussi au PS, chez les Verts ou à l’extrême gauche, sur les questions stratégiques, l’idéologie est pesante, omniprésente même et donc omnipotente.

On examine les raisons de la défaite de l’intérieur. Seulement de l’intérieur. Il s’agit d’erreurs stratégiques; de mauvaises postures; de communications déficientes; d’écarts pris avec la réalité et le peuple; de fautes de direction et de mauvaises gestions. On demeure dans la posture. Dans l’analyse subjective, souvent partielle, toujours partielle.

## Il est, aujourd’hui, indispensable de renouer le fil entre pratique et théorie.

Or Marx ne forge pas le socialisme « scientifique » à partir d’une posture mais d’une critique. Critique de l’économie politique bourgeoise, c’est-à-dire de la représentation du capitalisme et du capitalisme lui-même. Critique du socialisme français ou utopiste. Critique de l’idéologie allemande, c’est-à-dire de la primauté donnée à la conscience sur l’être réel. Ce qui compte, aujourd’hui, c’est de saisir la complexité des rapports sociaux et de discerner la représentation que s’en font les forces en présence. C’est de discerner dans le détail et dans leurs contradictions les mécanismes de l’accumulation capitaliste et d’en cerner les conséquences politiques et sociales. C’est d’analyser avec toute la rigueur nécessaire le fonctionnement de l’État au regard du rôle qu’il s’assigne ou qui lui est dévolu à « l’insu de son plein gré ». C’est la question du Droit et des droits. C’est de comprendre quel statut ont les idéologies et comment, par quelles médiations, dans quels espaces, sous quelles contraintes et dans quelles contradictions, elles se meuvent et elles fonctionnent.

**S’IL FAUT DÉBATTRE, IL FAUT TRAVAILLER.** Il faut travailler, c’est la condition du débat vrai. Du débat au fond. Sans quoi, on assistera – on assiste déjà – à un débat de positions. C’est-à-dire à une confrontation de doctrines en lieu et place d’une confrontation de savoirs.

Il est, aujourd’hui, indispensable de renouer le fil entre pratique et théorie. Or, la théorie de la transformation sociale progressiste est en capilotade. Pas seulement parce qu’elle s’alignait sur un modèle systémique qui s’est effondré au terme d’une longue crise, mais parce qu’elle est, elle-même, et depuis longtemps, en crise. Et parce que pour fuir cette crise – qu’on a longtemps niée – on s’est pour ainsi dire débarrassé de la théorie

elle-même. Pour être dans le vrai, il convient d’ajouter que le marxisme d’aujourd’hui connaît une nouvelle actualité à travers une investigation critique et innovante dont témoignent bien des travaux, en France et à l’étranger. Mais la gauche organisée, pour beaucoup, les ignore, comme elle fait peu de cas des recherches en sciences sociales et humaines, en général. C’est le paradoxe de notre époque. Sur laquelle pèse encore l’histoire.

**POUR CE QUI CONCERNE LE SEUL PCF**, par exemple, il faut se souvenir des années 70-90 et de la régression culturelle et théorique qui en a été la marque et dont témoignent concrètement certains faits : la crise et la « normalisation » de la fédération de Paris (1978-79) puis celle du Doubs, de la Seine-Saint-Denis, de l’Hérault; la liquidation de *La Nouvelle Critique* et des *Lettres françaises*; celle de *L’Université nouvelle*; le tournant « pragmatique » imposé à la section économique et à la revue *Économie politique*; l’abandon de *France Nouvelle*; la disparition de la commission de l’enseignement puis de la revue *L’École et la Nation*; la disqualification du secteur de la Culture et des Intellectuels; la distance prise avec la recherche, qu’elle se réalise dans la mouvance du Parti ou à l’extérieur.

Si l’on veut affronter l’histoire – notre histoire – il faut affronter cela. Cette question : pourquoi a-t-on craint et écarté les intellectuels? Pourquoi a-t-on craint et écarté la théorie?

Parce qu’ils conduisaient à une critique de l’histoire et donc de la politique?

On n’échappe pas à l’histoire. On peut en revanche la surmonter.

Une idée n’est rien par elle-même si elle n’est pas l’émanation d’une réalité matérielle, même s’agissant d’une utopie. Le communisme, pour Marx, était « un mouvement ». Longtemps, cependant, la matérialité de l’idée communiste venait de ce qu’il existait un monde communiste, imparfait et tragique, mais alternative concrète à la domination du capitalisme. Et cette alternative-là ne s’imposait pas seulement aux forces révolutionnaires qui se réclamaient du « modèle ». Elle structurait la politique nationale et internationale des États; influait directement les rapports de force politiques autant par le jeu de la géopolitique qu’à travers la confrontation idéologique. Et, surtout, elle s’imposait à l’économie capitaliste elle-même dont l’espace et le marché étaient disputés par des systèmes alternatifs : le socialisme et, un moment, les États du tiers-monde dont les choix de politique économique, pour être bref, ressortaient de ce qu’on appellerait aujourd’hui la « mixité ».

La crise du communisme n’a pas commencé et ne s’est pas achevée avec l’effondrement de l’Est. C’est un



aspect d'une crise plus profonde, de la crise du marxisme, commencé du vivant de Marx lui-même comme Louis Althusser le démontra avec pertinence dans ces textes de 1976-78. Mais la disparition de l'URSS a des conséquences autrement plus étendues. Elle ne frappe pas seulement les communistes et les partis communistes. Elle produit des ondes de choc qui déstabilisent tour à tour la social-démocratie (voir Giddens, Habermas...) et les droites « classiques », les unes et les autres s'étant constituées d'abord par référence à la Révolution d'octobre et à son influence, dans l'entre-deux-guerres puis au lendemain de la défaite de l'Allemagne nazie, dans la guerre froide.

Il ne s'agissait pas seulement de postures politiques ou idéologiques. Au lendemain de la crise de 1929, le New Deal de Roosevelt montrait que le capitalisme américain n'était pas insensible à une certaine rationalité économique inspirée par l'exemple étatique

### Poser les questions qui rendent l'action possible.

russe de la planification. On retrouvera la même influence, avec en plus une aile sociale tout à fait décisive, dans la politique d'industrialisation menée à la Libération en France et en Italie.

**CE QU'ON APPELLE L'ÉTAT PROVIDENCE** – du moins ce qu'appellent ainsi ceux qui disposent de la providence sans l'aide de l'État – fut autant le résultat d'un rapport de force international que de rapports de force nationaux. De même que l'accumulation du capital a dû pallier au rétrécissement de son espace mondial, amputé de l'URSS, de ses alliés, de la Chine et de tout un pan des anciennes colonies françaises et britanniques. Et qu'il y pallia à travers un interventionnisme accru de l'État. La recherche, notamment de marxistes français, sur ce qu'on appela le Capitalisme monopoliste d'État (CME), permit dans les années 60 d'approfondir l'analyse du capitalisme contemporain non seulement à travers ses mécanismes d'accumulation mais dans l'étude des effets sociaux de ceux-ci. C'est sur cette base que, sous l'égide de Waldeck Rochet, s'élabora une stratégie de rassemblement et d'union, laquelle conduisit à de nouvelles et larges investigations culturelles et scientifiques dont les revues et sections de travail du PCF furent des axes majeurs jusqu'au début des années 70.

Ce rappel schématique donne la mesure de l'étendue de l'espace qu'il nous faut (ré)investir.

« La révolution du XIX<sup>e</sup> siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet, écrivait Marx. Autre fois, la phraséologie dépassait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui dépasse la phraséologie <sup>6</sup>. » Ce à quoi fait écho, aujourd'hui, Habermas en parlant d'un passé qui a perdu « sa valeur d'exemplarité <sup>7</sup> ».

Là est le défi qu'il nous faut relever.

**FONDACTIONS S'ENGAGE, À SA MESURE**, dans cette reconquête. La seule qui puisse chercher une nouvelle synthèse entre la pensée et l'action.

La pensée et l'action, c'est le couple inépuisable de la révolution. La crise du marxisme et la montée en puissance de l'idéologie libérale qui en a résulté l'ont poussé au divorce. Depuis, l'action d'un côté, la pensée de l'autre, sont contraintes au célibat ou à des mariages blancs. Séparées l'une de l'autre, elles sont stériles.

Il nous faut nous entremettre pour leurs retrouvailles, sans quoi nous regarderons sous nos fenêtres passer du « communisme », nous nous compterons dans les manifestations et les forums. Et les libéraux, plus ou moins « sociaux », gouverneront la planète!

Marier la pensée et l'action, voilà la politique! Voilà, me semble-t-il, la tâche de la Fondation Gabriel Péri : chercher dans ce mariage-là la « grande méthode » qui repolitiserait la politique.

« La grande méthode, écrivait Bertolt Brecht, est un enseignement pratique concernant les alliances et la rupture des alliances, l'art d'exploiter les changements et la dépendance où l'on est par rapport aux changements, la réalisation du changement et le changement des réalisateurs, la dissociation et la formation des groupes, la dépendance des contraires entre eux, la comptabilité des contraires qui s'excluent. La grande méthode permet de discerner dans les choses des processus et de les utiliser. Elle enseigne à poser des questions qui rendent l'action possible. »

Poser les questions qui rendent l'action possible. Toutes les questions. Non pas *même* celles qui gênent, mais *d'abord* celle qui gênent. Ainsi FondationS sera-t-elle le pluriel de ce qui fut et de ce qui advient. ●

1. Anthony Giddens et Tony Blair, *La Troisième Voie*, Le Seuil, 2002.  
2. Philippe Marlière, *La Troisième Voie dans l'impasse*, Éditions Syllepse, 2003.  
3. *L'Humanité*, 29 août 2003.  
4. *Marx est-il devenu muet?*, Éditions de L'Aube, 2003.  
5. *Lettre n° 14* du Réseau du collectif enseignement du PCF, novembre 2002.  
6. Karl Marx, *Le Dix-Huit brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, 1984.  
7. Jürgen Habermas, *Écrits politiques, La crise de l'État-providence*, Champs Flammarion, 1990.



## ANALYSE

Les référendums sur la Constitution européenne

# MOUVEMENTS ANTILIBÉRAUX OU RÉVOLTE ANTILIBÉRALE ?

MICHEL MASO\*

**1** L'incapacité de la gauche du non à prospérer sur son succès référendaire étonne. Elle escomptait une large adhésion populaire pour occuper ce qui semblait être un boulevard ouvert devant elle après le 29 mai et le rejet du traité constitutionnel européen. Un rejet commenté comme étant la manifestation d'un antilibéralisme largement majoritaire dans les 55 % de non et, en leur sein, quasi hégémonique chez les électrices et électeurs de gauche. Avec de surcroît, selon la plupart des responsables politiques engagés dans la campagne en faveur du non, l'affirmation d'une nouvelle exigence de radicalité à gauche, de rupture avec les expériences passées dominées par les attermoissements de la social-démocratie.

Comment, dès lors, expliquer les difficultés actuelles des formations de gauche les plus en pointe dans la bataille référendaire à prolonger le 29 mai, à ne pas laisser « retomber la pâte » ? Après leur campagne agressive contre le traité, elles s'étaient prises à rêver à la constitution d'un vaste front citoyen antilibéral – certains allaient jusqu'à dire anticapitaliste – dont elles auraient été le fer de lance politique. Or, à l'évidence, nous n'en sommes pas là.

Pourquoi? Sans doute faut-il regarder de plus près les motivations profondes d'un vote plus complexe qu'ont pu le laisser penser les analyses « à chaud », souvent rapides et partielles.

Le sondage effectué à la sortie des urnes par l'institut CSA est à cet égard éclairant. Le non est ainsi majoritaire dans toutes les classes d'âge actives (de 18 à 54 ans) et dans toutes les professions, sauf chez les patrons, les professions libérales et les cadres. Le non a convaincu 57 % des salariés en CDI, 68 % des CDD et plafonne à 70 % parmi les intérimaires. Au sein des diplômés, seuls ceux qui ont suivi des études supérieures ont placé le oui en tête, et sur l'échelle des revenus, le non est majoritaire, du seuil minimal à 3 000 euros de revenus mensuels. La grande majorité

des électeurs se déclarant de gauche ou d'extrême droite l'ont plébiscité. Quant aux syndiqués, ils ont voté oui majoritairement à la CFDT, la CFTC, la CGC, la FNSEA... et au MEDEF. De ces quelques indicateurs, on peut donc déduire que le vote du 29 mai a bien été un « vote de classe ». Plus l'électeur se trouvait installé dans la précarité, plus ses revenus étaient modestes et issus exclusivement du travail, moins il était éduqué, plus il a voté non.

Et les trois premiers enjeux, avancés par les électeurs du non eux-mêmes (la situation sociale en France – 55 % –, le contenu du texte de la Constitution européenne – 24 % – et l'entrée possible de la Turquie dans l'UE – 20 %) vont en ce sens. Mais d'autres chiffres, issus de la même enquête, complexifient cette première lecture. Ainsi, parmi les personnalités politiques « nonistes » jugées les plus convaincantes par leurs électeurs, Marie-George Buffet arrive en tête (22 %), mais elle est talonnée par Jean-Marie Le Pen (20 %) et Philippe de Villiers (18 %), que suivent Laurent Fabius et Henri Emmanuelli (respectivement 18 et 13 %). De même, l'électorat du non, réputé antilibéral, place cependant Nicolas Sarkozy nettement en tête de ses favoris (à droite) pour remplacer Jean-Pierre Raffarin. Et s'il estimait à l'époque, plus logiquement, que Laurent Fabius serait le meilleur candidat pour le Parti socialiste à l'élection présidentielle (20 %), celui-ci ne devançait que d'une courte tête toute une série de « ouiistes » rassemblés dans un mouchoir de poche (Lionel Jospin, second, était à 19 %).

À cette modération de l'appréciation qualitative du non doit s'ajouter une prudence quantitative. Le non ne l'a en effet emporté que soutenu par un gros tiers (37 %) des électeurs, le oui et l'abstention représentant respectivement 31 et 30 %. Il ne faut pas oublier, en second lieu, qu'il était à 45 % de droite. Et parmi les 30 % de citoyens de gauche qui ont voté contre, combien d'euroseptiques de principe conviendrait-il de retrancher? 81 % des électeurs du non ont déclaré avoir voté en fonction des problèmes nationaux, contre

\* Directeur de la Fondation Gabriel Péri.



39 % seulement pour ce qui concernait la construction de l'Europe. Et seuls 19 % d'entre eux envisagent celle-ci avec enthousiasme, là où ils sont 90 % à y être hostiles. Les deux revirements en tête du non correspondent ainsi très exactement à l'irruption décisive de la directive Bolkestein dans la campagne et à l'annonce par Jean-Pierre Raffarin de la suppression du jour férié de Pentecôte. L'affaire du logement de fonction du ministre Hervé Gaymard a également pesé.

Ce portrait chiffré offre une vision contrastée de l'électorat français du non, qui semble travaillé par une foule de contradictions. Les motivations du seul autre peuple européen à avoir été consulté s'en rapprochent-elles ?

Pays fondateur et très attaché à l'Union, les Pays-Bas sont traditionnellement perçus comme libéraux. Ils ont pourtant rejeté, eux aussi, le traité constitutionnel européen à une écrasante majorité, plus nette même qu'en France. Là encore, le contexte politique national était très tendu. À l'automne, le gouvernement de centre-droit avait tenté de réformer le système social en en réduisant drastiquement les prestations. Il avait, cependant, rencontré la résistance farouche du peuple, descendu en masse dans les rues pour manifester. Patronat et syndicats se sont ensuite réunis pour signer plusieurs accords, notamment sur les préretraites. Le gouvernement est resté attentif à ce que leur « générosité » n'annule pas l'effet de ses réformes malthusiennes. Comme en France, le Premier ministre a alors battu des records d'impopularité (19 % d'opinions favorables au moment du référendum).

**CÔTÉ PROPREMENT EUROPÉEN**, les Néerlandais tirent un bilan extrêmement négatif du passage à l'euro, qui a entraîné une hausse du prix des biens de grande consommation. Le directeur de la Banque des Pays-Bas a même reconnu pendant la campagne référendaire que le florin avait été sous-évalué de 5 à 10 % par rapport au Deutsche Mark.

La géographie physique batave a une fois de plus joué un rôle non négligeable. Les Néerlandais ont mal vécu le passage à vingt-cinq au sein de l'Union, pour lequel ils n'ont pas plus été consultés que les autres Européens. Seulement peuplés de 16 millions d'habitants, les Pays-Bas craignent d'être submergés par l'arrivée de nouveaux membres territorialement plus étendus, plus peuplés, et au niveau de vie bien moins élevé. Ils supportaient déjà assez mal d'être les plus gros contributeurs par tête au budget communautaire : l'élargissement leur a donné le sentiment de payer pour les autres. La peur de l'immigration y a progressé en conséquence de manière inquiétante.

Enfin, les Néerlandais doutaient que la conservatrice Europe en matière de mœurs ne les laisse poursuivre

leur législation sociétale humaniste. Leur ouverture d'esprit pluriséculaire, rarement démentie, a beaucoup contribué à leur prestige ; il était hors de question pour eux de renoncer à l'euthanasie, au mariage homosexuel, à la légalité des drogues douces, voire à l'avortement, toutes choses estimées pour eux comme des avancées sur lesquelles il n'était pas possible de revenir. Au fond, les Pays-Bas redoutaient une mise en cause de leur identité.

Les divergences qui ont écartelé les grands partis français n'ont pas été constatées aux Pays-Bas, où la totalité des grands partis soutenaient le TCE, même si les membres des partis de gauche ont été partagés. Mais à la différence de la France, le débat interne n'a même pas eu lieu. Le non était en fait porté par le Socialistische Parti (PS, gauche radicale), l'extrême droite (son unique député Geert Wilders, la List Pym Fortuyn et Leefbaar Nederland – « Les Pays-Bas vivables » –) et les partis protestants orthodoxes, mécontents de l'absence de référence religieuse plus marquée dans le texte. Aucun d'entre eux n'a jamais porté l'UE dans son cœur. Le porte-parole du PS déclarait ainsi pendant la campagne : « L'élite européenne se prépare à réaliser la fédéralisation politique de l'Europe. (...) à l'intérieur de cette future fédération, les grands pays, cela va de soi, domineront. Le poids respectif de notre pays sera ramené à 3 % des votes (...). Nous deviendrons une province sans pouvoir. » La perte d'influence des petits États-membres dans l'Europe à vingt-cinq et la disparition du droit de veto national dans un nombre croissant de domaines ont été longuement rebattues pendant le débat.

La mosaïque altermondialiste a fait bloc contre le traité et s'est rassemblée au sein de la fondation Grontwet Nee (« Non à la Constitution »), pour rejeter cette perpétuation de la politique « néolibérale, militariste et antidémocratique de l'Union européenne. (...) Pour beaucoup de gens, l'Europe reste un *show* joué loin de chez eux. Ils ne mettent pas automatiquement en relation avec l'Union européenne la démolition de l'État providence ainsi que tous les autres aspects de la mondialisation néolibérale, contre lesquels ils se sont mobilisés il y a seulement quelques mois. (...) En automne, le mouvement n'a pas été capable de montrer qu'il peut s'imposer contre la politique du gouvernement. Et il n'est pas parvenu à se doter d'une représentation politique qui poursuivrait la lutte pour ses revendications ». Même si tous les syndicats s'étaient prononcés pour le oui, l'antilibéralisme militant n'a pas fait recette aux Pays-Bas, et le camp du non n'a pas survécu à la consultation.

Au bout du compte, les Néerlandais perçoivent l'Union comme lointaine, incontrôlable, trop grande,

antidémocratique (c'était la première fois qu'ils étaient consultés sur le sujet) et trop pressée. Comme les Français, ils ont eu le sentiment que le traité constitutionnel européen allait faire baisser leur niveau de vie et réduire leur pouvoir décisionnaire. Ils ont voté autant par crainte d'une Europe élargie menaçant leurs valeurs qu'en signe de protestation contre la classe politique. Le politologue néerlandais Claes de Vreese écrivait en 2004 que « les considérations économiques et l'évaluation des gouvernements nationaux sont les variables prédictives les plus fortes à la fois du soutien au processus d'intégration européenne et à la propension des individus à voter oui dans un référendum sur l'élargissement de l'Europe ». Il ajoutait à ces deux variables celle des sentiments hostiles aux flux migratoires pour prédire que des référendums sur le traité constitutionnel européen déboucheraient sur un non en cas de haut niveau des sentiments anti-immigration, du pessimisme économique et de l'impopularité du gouvernement.

## La distance entre gouvernés et gouvernants ne cesse de grandir.

**DE LEUR CÔTÉ, LES FRANÇAIS CONTESTENT** depuis une décennie la plupart des réformes libérales, en particulier lorsqu'elles touchent aux services publics et aux droits qui font l'essence de leur modèle social. Pourtant, le libéralisme économique ne cesse de progresser, et la distance entre gouvernés qui critiquent ce cours des choses, et gouvernants qui, bon an mal an, l'atténuent, l'accompagnent ou l'accélèrent, ne cesse de grandir. La cause principale de cette apparente contradiction tient à ce que cet antilibéralisme général, partagé jusqu'à droite (au moins dans les discours), ne donne pas naissance à un anticapitalisme politique. La conjoncture actuelle ne se contente pas de répéter le passé.

Le référendum a en fait signé la rupture entre un peuple de plus en plus précarisé et une élite sûre d'elle-même et de son avenir. Ce clivage n'a cependant pas généré de nouveaux sentiments de « classe pour soi », comme l'ont montré les difficultés à traduire le vote dans les mobilisations sociales et en offre politique renouvelée.

La raison de ce fait assez inédit est historique. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au début des années 80, la forme républicaine de l'État a permis de générer un haut

niveau de compromis social entre les classes. Grâce à l'action des syndicats, les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière se sont progressivement élevées. Le communisme politique, notamment municipal, et l'action syndicale de ses militants articulaient projet révolutionnaire et avancées économiques et sociales « ici et maintenant ». L'ouvrier avait alors une raison sociale forte. Son utilité et son savoir-faire étaient reconnus et valorisés. Il tirait de son travail, même pénible, une indépendance financière, une liberté et une dignité concrétisées par l'acquisition de droits sécurisants et de garanties sur l'avenir.

Le capitalisme managérial a commencé à changer la donne en intégrant l'aspiration soixante-huitarde à l'autonomie dans le travail. Conjugué à l'individualisme contemporain, il a estompé les identités collectives de classes nées de l'antagonisme capital/travail. Il a offert et concrétisé pour partie la promesse de la réalisation de soi, au travers d'objectifs permettant au salarié de se projeter dans son avenir professionnel, en cohérence avec celui de l'entreprise. La plus grande défaite syndicale aura donc été culturelle : l'individu a troqué les anciennes appartenances de classe contre son propre devenir arrimé à l'initiative personnelle.

Le passage au capitalisme patrimonial a achevé de renverser les représentations traditionnelles. En déplaçant le pouvoir au sein de l'entreprise, il a rompu le contrat implicite d'épanouissement entre le salarié et l'entreprise. La mondialisation, d'abord perçue de façon positive au travers du prisme culturel (le rapprochement entre les peuples) et de la consommation (les nouvelles technologies de l'information), a fini par déstabiliser les salariés, inquiets des risques de délocalisations et de *dumping* social. Face à ce phénomène, l'État est apparu comme renonçant à son rôle médiateur ; comme abandonnant progressivement l'exercice de ses prérogatives. Beaucoup des Français qui se sont alors intéressés au mouvement altermondialiste étaient alors, au fond, en quête d'une forme moderne d'un engagement de type « libertaire », qu'avaient fait disparaître les organisations communistes et la République redistributive.

**POUR LE POLITOLOGUE STÉPHANE ROZÉS**, l'imprévisibilité économique du « devenir social » a engendré l'antilibéralisme national au sein d'un bloc associant classes moyennes et populaires, au point d'en modifier les perceptions collectives : « Au clivage politique gauche/droite qui repose sur l'antagonisme social capital/travail se superpose dorénavant une nouvelle représentation : le haut et le bas, ou les élites et le peuple. Ces oppositions sont indexées non pas sur des situations ou des statuts sociaux mais sur le "devenir social". Ceux "d'en haut", chefs de grandes entreprises, financiers, journalistes, magistrats, hauts fonc-

tionnaires, grands patrons, maîtriseraient leur devenir social alors que les autres, c'est-à-dire la grande majorité, ne sauraient de quoi l'avenir serait fait pour eux et leurs enfants. (...) La victoire du non au référendum sur le traité constitutionnel le 29 mai 2005 aura été la plus nette expression électorale de la coupure idéologique entre le "peuple" et les "élites" selon une détermination de "classe" mais dans son acceptation nouvelle du "devenir social". »

**LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS ET DES NÉERLANDAIS** est favorable à la construction européenne, mais cette expression même commence à poser problème, dans la mesure où elle est de plus en plus vécue par les classes laborieuses comme un démantèlement des structures qui ont fait leurs preuves. Au fond, l'Europe ne séduit plus, et même déçoit, car les citoyens attendaient un prolongement des États-nations, là où leurs dirigeants ont les yeux rivés sur les marchés financiers et la compétition internationale. Le vote du 29 mai 2005 est donc avant tout « un vote de précaution sociale », selon la formule de Stéphane Rozès.

Mais c'est aussi pour lui « un vote de précaution démocratique » : le non a ainsi « vu dans le traité constitutionnel, non la résultante d'un compromis entre représentants européens, mais un labyrinthe se perdant entre Paris, Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg... dont la ligne de pente aurait été de permettre, une fois adopté, à nos gouvernants de s'exonérer définitivement de leurs responsabilités nationales. Indexés sur les seuls revenus du travail, les électeurs du non ont été mus non par des logiques partisans ou médiatiques, mais par un réflexe de classe en conservation d'un modèle républicain qui intrique social et politique. Ils ont semblé vouloir conserver la possibilité que l'égalité politique puisse corriger les inégalités de condition économique ». L'Union européenne ne répond pas aux espoirs qu'elle avait suscités. Elle « ne fait plus rêver », comme l'a très justement remarqué le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker au soir du non batave.

Ces données font dire à Stéphane Rozès qu'« en ce début de siècle l'individu est libéral comme consommateur de biens et de territoires, conservateur socialement et républicain idéologiquement. Ainsi le libéralisme économique a perdu dans les esprits mais avance dans les faits car l'individu l'entretient au quotidien alors même qu'il ne peut s'y projeter ». Pas de volonté de transformation sociale profonde chez les électeurs du non : malgré leur net rejet de l'exécutif, ils étaient 70 % à ne pas désirer la tenue d'élections présidentielles anticipées ! Et la personnalité politique qu'ils estimaient la plus marquante au cours de la campagne était... Nicolas Sarkozy, quasiment le seul

homme politique français de premier plan à défendre ouvertement des positions libérales. Ceci ne lui est paradoxalement pas rédhibitoire, pour deux raisons, semble-t-il. Outre l'extrême complaisance médiatique dont il bénéficie, sa posture de fermeté adoptée sur n'importe quel sujet lui confère une aura d'homme d'État. Et c'est bien le manque d'État que déplorent les Français. Les deux séjours de Nicolas Sarkozy place Beauvau l'ont étroitement associé, dans l'imaginaire collectif, à l'appareil républicain. La police est le seul corps de métier, avec l'armée et la justice, que même les libéraux les plus virulents ne veulent pas privatiser ; c'est la fonction régaliennne par excellence. Nanti de cette position inexpugnable, Nicolas Sarkozy capitalise sur l'illusion qui voit en lui le représentant d'un État fort.

### Le vote du 29 mai 2005 est donc avant tout « un vote de précaution sociale ».

Faut-il encore s'étonner, dans ces conditions, que l'antilibéralisme – à bien des égards plus défensif qu'offensif – ne profite pas à la gauche de la gauche ? « Pour les communistes revigorés et l'extrême gauche, analyse Stéphane Rozès, leurs succès électoraux résultent plus d'une instrumentalisation pour que "la gauche soit de gauche" que de la maturation d'une conscience de classe qui permettrait de passer de l'antilibéralisme idéologique à l'anticapitalisme politique. Ce vote « non », principe de précaution sociale et démocratique, a plus été l'expression d'un attachement conservateur aux compromis sociaux inscrits dans la République que le signe avant-coureur d'une nouvelle radicalité politique. » La situation historique est donc telle que ce sont désormais les classes laborieuses qui veulent conserver les rapports sociaux, et la bourgeoisie qui cherche à les modifier !

Reste que le référendum a également marqué le moment de politisation le plus intense qu'ait connu la France depuis 1981. Les citoyens ont pris le mot de constitution au pied de la lettre et ont cherché à exprimer quel avenir ils désiraient et quel héritage ils souhaitaient léguer à leurs enfants. Contre toute

attente, ils ont rejeté le *blanc-seing* que leur demandaient leurs dirigeants. Ils ont réaffirmé avec force le rôle du politique et ont laissé libre cours à leur vision du souhaitable au lieu de se contenter d'un possible régressif présenté sans beaucoup de courage par leurs représentants comme une contrainte indépasseable imposée par Bruxelles. Pourtant, dans une autre conjoncture, avec un chômage moins élevé, le oui l'aurait peut-être emporté. Il n'est qu'à voir le succès populaire des privatisations, comme celle d'EDF. Les salariés et les citoyens avaient beau se déclarer attachés à ce fleuron du service public, ils se sont rués en masse sur les actions émises. Et la récente grève des Allemands pour la sauvegarde de leurs propres services publics n'a soulevé en France aucune réaction particulière ; le lien transnational entre ces problèmes similaires ne se fait pas, et la solidarité européenne joue peu au niveau syndical. De même, au Parlement européen, le GUE a des difficultés à trouver une unité et une audience. Avant d'envisager une révolte antilibérale en Europe, il pourrait être judicieux de s'interroger sur la nature de ces organisations collectives, qui ne fournissent plus un contrepoids suffisant au marché.

**LE SOCIOLOGUE ROBERT CASTEL** estime que « la présence du marché est incontournable. (...) Une entreprise est bien obligée de faire des bénéfices, mais qu'elle n'en fasse pas à n'importe quel prix ». Pour atténuer ses effets sociaux néfastes tout en préservant son efficacité, il propose un réformisme de gauche inspiré de Karl Polanyi, « un marxiste non communiste, [qui] proposait déjà de réguler ou de domestiquer le marché. En gros, c'est le programme qui a été réalisé sous le capitalisme industriel[,] sorte de compromis social (...) qui n'a pas bouleversé les rapports de production, qui n'a pas fait la révolution (...). Cette position, bien qu'elle soit réformiste, n'est pas une position modérée [mais] volontariste [et] un peu crédible (...) La plupart des partis de gauche sont en deçà de ce type de positionnement (...) Le schéma marxiste était séduisant, mais malheureusement trop simple. Il y avait d'un côté les prolétaires qui n'avaient "rien à perdre d'autre que leurs chaînes", donc ils pouvaient y aller à fond, ils étaient censés faire la révolution. Quant aux classes moyennes, et c'est devenu vrai pour la classe ouvrière aussi à partir d'un certain moment de sa transformation historique, elles ont eu autre chose à perdre que leurs chaînes et elles n'ont pas fait la révolution. Mais le phénomène le plus inquiétant dans la situation actuelle, c'est sans doute la faiblesse des formes d'organisation collective ».

Lorsque la classe ouvrière s'est constituée en force politique, l'aliénation et la plus-value sont demeurées,

mais le travail octroyait des droits au travailleur. Le droit à la retraite, par exemple, garantissait un minimum d'indépendance sociale à l'ancien travailleur. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui occupent un emploi instable, temporaire, qui ne leur fournit ni droits ni garanties sur l'avenir. La mutation des formes d'organisation du travail lui a fait perdre cette teneur, il est dorénavant volatile. Il reste donc à recomposer les organisations adaptées à cette nouvelle réalité et capables d'imposer, par exemple, l'idée des droits du travailleur mobile et des situations de non-emploi formulée par Alain Supiot ou Bernard Gazier. Pour Robert Castel, « l'Europe a une consistance économique importante, l'euro représente quelque chose de fondamental et d'irréversible. On ne peut pas tourner le dos à cela, mais il faut qu'il y ait des contreparties sociales à cette politique de développement économique. [Trouvons] une certaine forme de compromis entre les intérêts du marché, qui a besoin d'être efficace, et les intérêts de ceux qui font marcher le marché, les travailleurs. »

Il faudrait en tout cas être prêt, si les projections démographiques prévoyant la raréfaction de la force de travail due au vieillissement de la population s'avéraient exactes. Cela pourrait lui donner un poids inédit dans le rapport de force qui a, depuis trente ans au moins, toujours été défavorable aux salariés en raison, entre autres, du chômage de masse.

Les Européens consultés sur le traité constitutionnel européen ont donc avant tout profité de l'occasion pour montrer leur profond attachement à l'État-nation, garant de hauts compromis sociaux et de libertés individuelles étendues. Ils ont souhaité en réaffirmer le principe, et signifier qu'ils n'entendaient pas renoncer à l'horizon du bien-être pour tous. Leur antilibéralisme cherche d'abord à préserver les acquis du siècle dernier.

Ce type d'État est pourtant assailli de toutes parts par le marché totalement dérégulé du capitalisme patrimonial. Face à la passivité, voire la complicité, de la classe politique, certains se tournent vers de nouvelles formes de mobilisations (sécurisation de la vie professionnelle, écologie, altermondialisme, réappropriation de la souveraineté des nations), signes de la volonté de construire un devenir social serein dans un cadre démocratique.

Le politique apparaît comme la seule façon de s'assurer que les arbitrages de court terme des individus et des groupes sociaux soient compatibles avec leur devenir social, et d'éviter le recours au repli communautariste.

Maîtrise du devenir social ou distinction identitaire, telle est l'alternative. ●



**ANALYSE** *Le « sarkozysme », nouvelle étape de la mutation de la droite*

# SYNTHÈSE IDÉOLOGIQUE ET ADAPTATION NÉOCONSERVATRICE

JÉRÔME-ALEXANDRE NIELSBERG\* et STÉPHANE SAHUC\*\*

**U**n spectre hante la France, celui d'un second tour en 2007 duquel la gauche serait absente. Un second tour entre Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen ou entre Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Rien n'est joué, bien sûr. En quinze mois, la situation peut évoluer considérablement. Reste qu'en ce début 2006, l'hypothèse d'un second tour sans la gauche est considérée comme crédible par de nombreux observateurs et soulève nombre d'interrogations. Comment expliquer, en effet, que cette droite française qui a subi des revers électoraux sans précédent lors des élections régionales, cantonales et européennes de 2004, cette droite que la victoire du « non » au référendum aurait dû achever, comment expliquer que cette droite occupe aujourd'hui quasiment à elle seule l'ensemble du paysage politique français ? Une omniprésence qui réussit à rendre crédible dans l'opinion l'idée que l'alternative à la droite serait... la droite.

Indéniablement une part de responsabilité revient à la gauche, dans son ensemble et dans toutes ses composantes. Elle apparaît trop illisible. Mais cette « absence de la gauche » n'explique pas tout. La droite UMP mène en effet une intense bataille politique et idéologique qui marque des points. Une bataille qui s'est encore intensifiée depuis que Nicolas Sarkozy a pris la tête du parti fondé par Alain Juppé et Jacques Chirac, dans la foulée de l'élection présidentielle de 2002. Avec Nicolas Sarkozy, ce nouveau parti créé à l'imitation des grandes organisations conservatrices européennes, prenant comme modèle avoué le parti populaire espagnol de José María Aznar, a franchi une

étape quantitative et qualitative. Quantitative : avec ses 200 000 adhérents à jour de cotisations fin 2005, l'UMP a presque doublé son « chiffre organisation » en un an. Qualitative : l'UMP, à travers une série de conventions, affine ses propositions sur tous les sujets et commence à réaliser son objectif idéologique : ne laisser aucun terrain sans disputer le leadership idéologique à la gauche. « La création de l'UMP est le signe d'un renouveau du débat d'idées à droite. Pour la première fois, nous sommes suffisamment forts pour affirmer nos valeurs, en face d'une gauche plus que jamais conservatrice et divisée en chapelles idéologiques. La meilleure preuve en est l'indignation de tous nos clercs bien-pensants, toujours prêts à signer une pétition pour défendre leurs droits acquis, qui font mine de s'insurger contre « un nouvel anti-intellectualisme d'État » ! Après avoir perdu le monopole du cœur, voici que la gauche découvre avec effroi qu'elle a perdu le monopole de l'intelligence », expliquaient dans la tribune<sup>1</sup> d'un journal l'ancienne responsable à la formation de l'UMP, Valérie Pécresse, et deux ministres, Dominique Bussereau et Henri Plagnol.

La première des priorités de Nicolas Sarkozy concerne son propre camp. Il s'agit d'y gagner l'hégémonie culturelle. Un atout nécessaire pour faire aboutir ses ambitions : l'Élysée en 2007. Car des divergences politiques existent entre Jacques Chirac, actuel président de la République et chef de file de la majorité parlementaire de droite, et Nicolas Sarkozy, président de l'UMP. Celui-ci rejette le pragmatisme politique et l'opportunisme social de Jacques Chirac. Cependant, la question n'est pas de s'interroger sur la réalité du côté social de Chirac, mais d'analyser les divergences stratégiques et idéologiques qui traverse la droite française d'aujourd'hui. La stratégie chiraquienne est rejetée par Nicolas Sarkozy. Il juge qu'elle légitime les exigences des Français et donne en conséquence des munitions aux luttes sociales. Nicolas Sarkozy plaide pour une droite assumée et un libéralisme

décomplexé, une thématique symbolisée dans le mot « rupture ». Mais le concept de « rupture » est-il une nouveauté à droite ?

Dans un entretien publié par *Libération*<sup>2</sup>, Henry Rouso, président de l'Institut d'histoire du temps présent, rappelle, citant les travaux de l'historien israélien Zeev Sternhell, qu'il existe en France une droite « révolutionnaire » qui revendique le thème de la rupture. « Après la Révolution, la contre-révolution, avec Joseph de Maistre par exemple, a théorisé le désir de rupture apocalyptique. (...) Sarkozy, poursuit-il, défend une position néoconservatrice à l'américaine et je pense qu'il a lu le livre de Robert Kagan : *La Puissance et la Faiblesse*. Il veut maintenir certaines valeurs de tradition : la famille, la patrie, et pour les défendre, il se sent prêt au combat, assumant la rupture, s'affirmant prêt à changer les choses pour conserver un ordre ancien. » Cette « révolution conservatrice est d'ailleurs un thème ancien à droite en France, dès l'après-Révolution française, mais aussi dans l'Allemagne de Weimar ou l'Amérique de Bush », souligne

**Cette « révolution conservatrice » est un thème ancien à la droite en France, dès l'après-Révolution française.**

l'historien, qui cite en exemple les nombreuses droites « populistes » prônant la rupture qui parsèment l'histoire de France, du bonapartisme à la droite de la guerre d'Algérie, en passant par le « boulangisme »... Comme l'explique donc Henry Rouso, derrière la « rupture » sarkozyste, on retrouve des fondamentaux de la pensée libérale et conservatrice. Mais cette « rupture » tant mise en avant cache aussi une ambition idéologique : réaliser une nouvelle synthèse de la pensée de droite, empruntant à ses différentes grandes familles telles que définies par René Rémond. Une synthèse idéologique y compris des droites les plus extrêmes et les moins fréquentables pour gagner un nouvel électorat, mais pas seulement. Il s'agit pour la droite sarkozyste d'en finir avec une certaine tradition de la droite française afin d'achever en quelque sorte son européanisation. Si Jacques Chirac a tué le gaul-

lisme politique pour n'en garder qu'une mythologie, Nicolas Sarkozy entend, lui, en forger une nouvelle.

**LA SYNTHÈSE IDÉOLOGIQUE : Le travail et l'emploi.** « Travailler plus pour gagner plus », « revaloriser la valeur travail », dénonciation de la permissivité de la gauche avec l'invention en 1981 du ministère du Temps libre... Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin et Jacques Chirac n'en finissent pas de remettre au goût du jour la citation biblique : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Le travail censé être le seul moyen de vivre mieux, gagner plus passe par une augmentation du temps travaillé pour produire davantage de richesses. Selon Nicolas Sarkozy, « nous continuons d'abdiquer devant le mensonge socialiste qui veut faire croire que l'on peut redistribuer la richesse sans prendre la peine d'abord de la créer. Et aujourd'hui, nous sommes totalement décalés par rapport au nouvel état du monde. (...) Eh bien, moi, je dis les choses comme je les pense : avant de pouvoir redistribuer, il faut créer de la richesse. Le premier problème de l'économie française est un problème de création de richesses. Notre croissance est molle parce que nous l'avons nous-mêmes amputée par des politiques de partage du travail et de découragement de l'initiative. Le tissu productif français n'est pas celui d'un grand pays : nous avons beaucoup de toutes petites entreprises, mais nous ne savons plus transformer ces entreprises en entreprises de taille moyenne. (...) Cette dégradation de nos performances n'est pas seulement navrante. Elle est devenue le cœur de notre problème social. Quand on a peu à distribuer, le problème de la création de richesses finit nécessairement par devenir un problème de redistribution<sup>3</sup> ». Ainsi, lors de sa « convention sociale », il y a quelques semaines, l'UMP a été clair. Sa « priorité » est de « permettre la création de richesses en libérant l'initiative, en desserrant les contraintes, en réduisant les prélèvements obligatoires, en reformant les structures administratives ». Philippe Brongniart, ancien directeur général du groupe Suez et membre du directoire de la Fondation pour l'innovation politique (FONDAPOL), proche de l'UMP, plaide lui aussi clairement pour « une révision profonde du code du travail. Chacun sait que ce sujet tabou devra être mis sur la table pour prendre en compte les impératifs d'une économie ouverte fondée sur les services<sup>4</sup> ». L'objectif est fixé par les propositions du rapport Cahuc-Kramarz qui explique que « la réglementation actuelle de la protection de l'emploi est un frein à la création d'emplois<sup>5</sup> » : un contrat de travail unique. Pourquoi ? Parce que « de très nombreuses embauches avec des contrats durables ne se font pas, parce que les entreprises savent qu'il leur sera très difficile de licencier ». C'est ce que Nicolas Sarkozy explique, assurant que « les entreprises veulent

\* Jérôme-Alexandre Nielsberg est journaliste et essayiste. Derniers ouvrages publiés : *Violence impériale et luttes de classes* (sous la dir.), PUF, 2004, et *L'Idéologie toujours présente, Dialogue entre Eidos et Logos* (avec Arnaud Spire), La Dispute, 2004.

\*\* Stéphane Sahuc est journaliste, chef du service « France » à *L'Humanté Dimanche*, spécialiste de la droite.

pouvoir adapter plus rapidement leurs effectifs aux évolutions de l'économie. Elles hésitent à embaucher pour ne pas être enfermées dans des rigidités et des coûts en cas de baisse d'activité<sup>6</sup>. Ainsi, pour le président de l'UMP, lui aussi, il faut arrêter « de penser en termes de statut ou de positions acquises pour privilégier l'accès à l'emploi pour tous », et réfléchir « à une évolution vers un contrat de travail unique ». On retrouve là le programme des amis d'Alain Madelin qui soutiennent que « la construction de notre droit du travail a été dominée par le poids de la grande industrie : emplois à durée indéterminée, horaires réguliers, salaires fixes et garantis, négociés dans le cadre de conventions collectives assurant une uniformité de traitement selon l'ancienneté, le grade, le métier exercé, etc. Autant d'obstacles qui empêchent aujourd'hui l'émergence de nouvelles formes de travail et d'emplois mieux adaptés au développement des activités de services et à la nécessité d'une flexibilité du travail<sup>7</sup> ». FONDAPOL estime donc que « la présence d'un minimum légal élevé dégrade la situation, en termes d'employabilité, sur le marché du travail des groupes défavorisés. Il y a donc tout intérêt à examiner les conséquences d'une réduction des charges au voisinage du SMIC ». Et la même fondation de commenter que « la France se trouve aujourd'hui dans une situation qui peut lui suggérer de s'inspirer du modèle hollandais (...) dans lequel, depuis 1982, les salaires du secteur public ont diminué de 20 % relativement au secteur privé. La part des administrations publiques dans l'emploi total passe d'un maximum de 14,9 % en 1983 à 11,6 % en 1996. Par ailleurs, plusieurs réformes ont contribué au dynamisme du marché du travail : réduction du salaire minimum, durcissement des conditions d'octroi de l'assurance-chômage, renforcement des contrôles et sanctions ». On retrouve chez Nicolas Sarkozy, dans sa conception du « travailler plus », des éléments du néolibéralisme « scientifique » des « nouveaux économistes » des années 70 qui, dans le sillage de Lepage, Salin, Rosa ou Aftalion, s'employaient à faire connaître les théories de Hayek ou de Friedman. D'ailleurs, Pascal Salin est l'un des inspirateurs de l'idéologie sarkozyste de « rupture » : rupture avec le « modèle social », mais également avec le chiraquisme. Ainsi peut-on lire sous sa plume : « Privilégier ainsi la consommation, c'est aussi faire une autre erreur intellectuelle : c'est supposer que les ressources non consommées, c'est-à-dire celles qui sont épargnées, disparaissent du circuit économique. C'est pourtant bien le contraire qui est vrai (...). C'est l'effort d'épargne qui permet la croissance, car il signifie renoncer à une consommation présente pour obtenir plus de richesses dans le futur. (...) Au lieu de raisonner en termes glo-

baux et mécaniques, il faut s'interroger sur le système d'incitations qui conduit les individus à produire davantage, à travailler davantage, à innover davantage, à épargner et à investir davantage. Or, les structures institutionnelles de la France sont maintenant telles, après des années de socialisme de gauche et de droite, que tout est fait pour punir les efforts de travail (les 35 heures, les retraites anticipées), de production ou d'épargne (la fiscalité, les réglementations). (...) Il est lassant d'avoir à le répéter indéfiniment : contrairement à ce que vient encore d'affirmer récemment le prési-

## Rôle et place de l'État restent un sujet de divergences au sein de la droite.

dent de la République, ce n'est pas la baisse des impôts qui est conditionnée par la croissance, c'est la croissance qui est conditionnée par la baisse des impôts. Ce ne sont pas les dépenses publiques en faveur de l'emploi, le « traitement social du chômage » ou les réglementations contre les licenciements qui feront reculer le chômage, mais le retour à la liberté contractuelle et le reflux de l'État. (...) Les sources de la croissance existent potentiellement, elles existent dans la France d'aujourd'hui, dans les cerveaux et le courage de ces millions d'entrepreneurs, de salariés, d'épargnants qui seraient prêts à créer des richesses si l'État ne les spoliait pas par ses impôts et ne les paralysait pas par ses réglementations<sup>8</sup>. » Dans cet article, Pascal Salin ouvre également le second chantier de la « rupture » sarkozyste : le rôle et la place de l'État<sup>9</sup>.

**L'État.** La diminution du rôle de l'État aux fonctions régaliennes, la fin de « l'État protecteur » ou régulateur, la réduction du périmètre de l'État et son corollaire, la baisse drastique du nombre de fonctionnaires : cette conception de l'État reste au cœur du projet libéral. Si, aujourd'hui, l'argument invoqué pour rogner jusqu'à les faire disparaître un certain nombre de domaines de compétence de l'État est la réduction de la dette publique, la dénonciation du trop d'État ou

de l'État baudruche n'a rien de nouveau de la part des philosophes libéraux. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils s'opposaient au modèle de l'État police, au nom de l'État de droit. Une conception développée par Humboldt<sup>10</sup>. Celui-ci distingue deux objets possibles de l'État : le bien positif, qui consiste dans le bien-être physique des sujets, et le bien négatif, qui consiste dans leur sûreté. L'État qui poursuit le premier a tendance à accroître indéfiniment son emprise, à transformer les hommes en machines et à uniformiser la société. Seule la recherche du bien négatif, par conséquent, est compatible avec les exigences de la liberté. Sûreté contre bien positif : la formule sera reprise, au XIX<sup>e</sup> siècle, par tous les partisans d'un État minimal (Constant, Dunoyer, Comte). « Une société est d'autant plus parfaite que l'État s'y occupe de moins de choses », écrivait alors Renan. « L'homme qui produit alors que d'autres disposent de ce qu'il produit est un esclave. Celui qui produit alors que l'État lui en prend la moitié est un demi-esclave. La propriété acquise par l'effort et la raison est donc une condition impérative de l'exercice de la liberté », ajoute aujourd'hui Jacques de Guénin, l'un des papes du libéralisme<sup>11</sup>.

Cependant, la conception du rôle et de la place de l'État reste un sujet de divergences au sein de la droite. Face à Dominique de Villepin qui explique aux jeunes de l'UMP : « Vous le savez, les Français sont attachés à un État à sa place et qui fait son travail, à un État fort, à un État capable d'apporter des réponses, à des services publics toujours meilleurs. Et nous devons nous engager dans cette voie<sup>12</sup> », l'ancien Premier ministre et mentor de Nicolas Sarkozy, Édouard Balladur, répond dans une interview intitulée « La France a besoin d'une politique profondément nouvelle ». Il admet que cette question de l'État, son rôle, sa place, marque une divergence à droite. Il convoque certes le général de Gaulle pour tenter de valider le concept de « rupture », cher à son poulain : « Si 1940 et 1958 ne sont pas une rupture, alors je ne sais pas en quoi elle peut consister. Lorsque, en 1986, j'ai lancé les privatisations, supprimé le contrôle des prix et relancé l'économie grâce à la baisse des déficits et des impôts, c'était une rupture avec l'ordre établi depuis la guerre<sup>13</sup> ». Mais l'ancien candidat à l'élection pose surtout l'affrontement Sarkozy-Villepin comme « deux conceptions de l'avenir », et fait de 2007 une revanche de 1995. « La droite française, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, est riche de deux courants : un courant jacobin et un courant libéral. Cette ligne de partage existe toujours. En 1995, j'avais insisté sur le fait que la France devait s'ouvrir au monde, à la liberté économique, se réformer. Chirac avait insisté davantage sur la protection, le rôle de l'État », explique-t-il.

« Nous devons changer notre pays, nous devons le changer profondément, nous devons rompre avec ce système politique, économique et social qui, depuis trente ans, ne produit que de la dette, du chômage et de l'immobilisme. C'est cela que j'appelle la rupture<sup>14</sup> », explique Nicolas Sarkozy. Et de s'en prendre au « modèle français », qu'il n'aurait pas à « abattre puisqu'il s'est effondré tout seul » : « Il y a ceux qui proposent des rustines et ceux qui proposent la rupture. La rustine, c'est ce que nous faisons depuis vingt-cinq ans, boucher les trous les plus visibles, une subvention par-ci, un dispositif par-là. » Libéral ou social ? À l'UMP, le choix est fait désormais. Au nom de la création de richesses. À peine une modernisation de Benjamin Constant, qui écrivait déjà en 1806 : « Sous le régime de la liberté, l'intérêt personnel est l'allié le plus éclairé, le plus constant, le plus utile de l'intérêt général. On parle d'accaparements, de machinations, de ligues entre les accapareurs. Mais qui ne voit que la liberté à elle seule offre le remède à ces maux ? Ce remède, c'est la concurrence<sup>15</sup>. »

Reste que l'État minimal, dans la conception du président de l'UMP, doit être un État fort, voire policier. Un État pourvu d'un chef. Brice Hortefeux, secrétaire général délégué de l'UMP et éminence grise de Nicolas Sarkozy, l'explique clairement : « Durant ces dernières années, nombre de nos valeurs ont été abandonnées, bafouées ou récupérées. »

Abandonnées, parce que, en laissant, comme la gauche l'a fait pendant des années, l'insécurité se développer et l'immigration devenir incontrôlable, on abandonne le droit à la tranquillité et la possibilité de s'intégrer. (...) Bafouées, nos valeurs, parce que, en nous expliquant que l'on peut gagner plus tout en travaillant moins, on ment aux Français et on brocarde les valeurs du travail, de l'effort et du mérite. Résultat : les experts sont formels, les 35 heures n'ont jamais permis au chômage de baisser. Récupérées, les valeurs, parce que, aujourd'hui, les extrêmes de droite comme de gauche, voitures-balai de la république, tentent de s'approprier les valeurs en les dénaturant à leur profit pour proposer finalement un projet de société d'un côté rétrograde, de l'autre haineux. (...) La France doit rompre avec l'idée selon laquelle on ne peut rien faire : il ne s'agit pas d'attendre le renouveau, d'espérer la croissance mais bien d'agir. Il faut un vrai projet, un cap et un leadership politique fort. Les Français ne veulent plus seulement être gérés, ils attendent d'être guidés, d'être conduits par des dirigeants qui ont le courage des vérités et l'audace de leur fixer un cap<sup>16</sup>. « État fort », « Autorité », « guide », « parler vrai » sont les mots-clés que Nicolas Sarkozy utilise dans une longue interview au *Figaro*, titrée : « Mes idées avan-

cent<sup>17</sup> ». Le président de l'UMP y assume ses « dérapages », avouant tenter de la sorte de « gagner la bataille de la communication et celle de l'action ». « Nettoyer les cités? Qu'y a-t-il de choquant? (...) Comment la société politique française peut-elle se dire scandalisée par le mot "nettoyer" et ne pas l'être plus que cela par la mort d'un enfant de onze ans? » Un couplet populiste pour faire croire que ceux qui sont choqués par ses propos sont du côté des coupables, quand lui serait de celui des victimes. Une rhétorique pour flatter les plus bas instincts, pour s'assurer de la sympathie de l'électorat Font national. Même si, cyniquement, Nicolas Sarkozy s'interroge : « Pourquoi chercherais-je l'électorat du Front national? Je l'ai déjà! (...) » « S'il y a un électorat à récupérer, c'est surtout l'électorat populaire abandonné par la gauche », explique-t-il. Il reprend ainsi un classique de la droite, le recours à la victimisation de ces catégories. Quand Nicolas Sarkozy justifie sa politique sécuritaire et dénonce les « droits-de-l'hommes » des beaux quartiers qui « passent devant la porte de Saint-Ouen en disant : "Mon Dieu, les pauvres", puis s'en vont pour aller dîner en ville<sup>18</sup> », il fait irrésistiblement penser à Maurice Barrès, qui justifiait ainsi la peine de mort au début du XX<sup>e</sup> siècle : « L'immense majorité des crimes portent sur les peuples des faubourgs, puis sur des faibles et des isolés. Ainsi, cette réforme que vous croyez généreuse [l'abolition de la peine de mort], il faut bien constater qu'elle augmenterait les risques du petit peuple. » Nicolas Sarkozy offre des boucs émissaires aux Français : ce sont les étrangers quant à la sécurité, les pays de l'Est en ce qui concerne les délocalisations. Ce populisme lui permet de donner une certaine cohérence aux demandes traditionnelles de l'électorat de droite et à son discours de « prise en compte des plus faibles », que l'on retrouve quand il assure que l'UMP défendra des projets « justes et équitables » ou qu'« il faut rendre la réussite accessible à tous ceux qui la méritent. Elle n'est pas un dû qu'on vient chercher à un guichet ». Comme l'explique Brice Hortefeux, « lorsqu'on leur [les Français] demande ce qui les révolte le plus, c'est davantage ceux qui profitent injustement des avantages sociaux que ceux socialement très privilégiés. Les Français ont soif d'équité plus que de stricte égalité, ils veulent plus de liberté et sont prêts pour son corollaire, la responsabilité. Ils ne craignent pas le changement, ils l'attendent. Ne confondez pas le populisme qui incite à surfer sur les vagues de la mode avec la popularité qui est la capacité à incarner les espoirs<sup>19</sup> ». La « popularité » passe également par une forme de discours en « rupture » avec les codes traditionnels de la politique et de la responsabilité. Le sarkozysme, c'est prétendre

dire ce que « les gens » disent. « Jamais je n'ai senti un décalage aussi profond entre le pays virtuel, tel qu'il est décrit à longueur d'articles, et le pays réel (...) J'ai voulu m'appuyer sur le pays réel qui a parfaitement compris que nous étions à une minute de vérité » expliquait Nicolas Sarkozy le 19 novembre 2005, devant des nouveaux adhérents de l'UMP à propos des émeutes en banlieue, justifiant ainsi son utilisation des mots « racailles » ou « Karcher ». Parler au nom du « pays réel », contre le « pays virtuel » des élites, dans la lignée de Charles Maurras lorsque celui-ci opposait « pays réel » et « pays légal ».

**1 Le libéralisme à tout prix.** « Ce qui est fondamentalement indispensable, c'est de maintenir la loi et l'ordre, si bien que la coercition physique exercée par tel individu sur tel autre soit impossible et que les contrats volontairement passés soient respectés ; c'est donc de donner quelque contenu au mot "privé". (...) Aussi longtemps que l'on maintient une liberté d'échange effective, le trait central du mécanisme du marché est qu'il empêche une personne de s'immiscer dans les affaires d'une autre en ce qui concerne la plupart des activités de cette dernière. Du fait de la présence d'autres vendeurs avec lesquels il peut traiter, le consommateur est protégé contre la coercition que pouvait exercer sur lui un vendeur ; le vendeur est protégé contre la coercition du consommateur par l'existence d'autres consommateurs auxquels il peut vendre ; l'employé est protégé contre la coercition du patron parce qu'il y a d'autres employeurs pour lesquels il peut travailler, etc. Le marché y parvient de façon impersonnelle et sans qu'il soit besoin d'une autorité centralisée », écrit Milton Friedman<sup>20</sup>. La critique libérale du dirigisme économique incarnée par Milton Friedman, pape de l'École de Chicago et maître à penser des néoconservateurs américains mais aussi de la droite sarkozyste, trouve chez Hayek un pendant philosophique qui fonde sa pensée. Hayek pose notamment les éléments d'une critique du « constructivisme social », c'est-à-dire de l'illusion qui consiste à vouloir organiser la société selon la raison, illusion dont l'activisme révolutionnaire serait la meilleure des illustrations. Pour Hayek, écrit Bernard Manin, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris et à New York, « l'intervention de l'État dans l'économie, fût-ce pour corriger, en fonction d'objectifs apparemment rationnels, le fonctionnement ou les effets du marché, n'est que la manifestation d'une erreur beaucoup plus fondamentale, la croyance que les hommes peuvent organiser leur vie sociale d'après un dessein qu'ils auraient librement formé<sup>21</sup> ». Une organisation est un ordre tel que les éléments qui le composent y sont rationnellement disposés en fonction d'une intention spécifique, toujours

modifiable par principe. L'erreur des constructivistes consisterait justement à concevoir l'ordre social sur ce modèle, c'est-à-dire à méconnaître l'existence d'ordres que Hayek nomme « autogénérés » ou « ordres spontanés ». Les institutions et les règles qui permettent l'apparition de cet ordre social n'ont pas elles non plus été « inventées » mais résultent d'un processus d'évolution, lui-même spontané, que Hayek appelle « sélection naturelle des institutions sociales et des règles de conduite » : « L'ordre entier de la société, et même tout ce que nous appelons la culture, est le produit d'efforts individuels qui n'ont jamais eu un tel but, mais ont été canalisés à cette fin par des institutions, des pratiques et des règles qui n'ont jamais été délibérément inventées, mais dont le succès a assuré la survie et le développement<sup>22</sup>. » Une théorie générale du libéralisme qui est

La thématique néolibérale est apparue comme la rationalisation savante des *habitus* admis par la nouvelle génération militante du RPR.

donc tout à la fois une philosophie de l'ordre et un évolutionnisme. Dans son opposition au « rationalisme constructivisme », Hayek affirme renouer avec la grande tradition libérale du XVIII<sup>e</sup> siècle, particulièrement avec la philosophie sociale des Écossais David Hume, Adam Smith et Adam Ferguson. Rappelons, à titre d'illustration, l'idée d'Adam Smith selon laquelle « chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher pour tout le capital dont il peut disposer l'emploi le plus avantageux : il est bien vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, non celui de la société, mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer ce genre d'emploi même qui se trouve être le plus avantageux à la société<sup>23</sup> ». L'harmonisation des intérêts ne serait donc en aucun cas le résultat d'une politique délibérée : elle s'opère spontanément, par le libre jeu des égoïsmes individuels. Ou, pour reprendre José Ortega y Gasset, « ce fut ce que l'on a

appelé l'individualisme qui a enrichi le monde et c'est cette richesse qui a si fabuleusement multiplié la plante humaine ». La *Révolte des masses* pointe là la justification théorique de la méritocratie et de l'individualisation des droits contre la logique des garanties collectives. Des fondamentaux du libéralisme que la droite pré-Sarkozy avait déjà tenté d'imposer. À commencer par Jacques Chirac au début des années 80. Une conversion au libéralisme que Jean Baudouin analysait comme étant une réponse du RPR à la fois à la gauche au pouvoir et au giscardisme toujours influent : « Au fond, le RPR inverse la dualité caractéristique de l'ère giscardienne : au couple dirigisme économique-libéralisme culturel, il oppose désormais le couple libéralisme économique-ordre moral, croisant par là même la vague néolibérale qui s'avance impétueusement dans toutes les sociétés occidentales<sup>24</sup>. » Et d'ajouter que « là réside peut-être le principal secret de la greffe provisoirement réussie du néolibéralisme sur le corps singulièrement exsangue du gaullisme historique. La thématique néolibérale, au-delà de ses propres ambiguïtés, est apparue comme la rationalisation savante des *habitus* les plus communément admis par la nouvelle génération militante du RPR. Elle ne pouvait qu'être plébiscitée par toute cette coalition de professions libérales et entrepreneuriales qui forme désormais la majorité sociologique du parti. Le néolibéralisme est apparu en quelque sorte comme la langue naturelle de toutes ces couches que la victoire du « socialo-communisme » crispait autour des valeurs individualistes et libérales. Reste que le chercheur limite la réalité idéologique de cette adhésion, estimant qu'« il n'est pas aisé de déchiffrer avec précision les racines de cette brève mais radicale conversion aux thèses les plus extrémistes de l'idéologie néolibérale ». Selon lui, « le rapport mouvant et velléitaire que la formation chiraquienne a toujours entretenu à l'égard de l'idéologie fait plutôt songer à un moment cathartique au cours duquel des dirigeants traditionnellement pragmatiques s'adonnent sans retenue et sans contrôle à la production idéologique<sup>25</sup> ». Un pragmatisme qui selon certains observateurs lui permet de piller les idées de la gauche. On se souvient du thème de la fracture sociale en 1995, mais plus récemment, ses vœux en début d'année 2006 ont été interprétés comme un recyclage des propositions socialistes, selon les socialistes eux-mêmes. Or, il n'en faut pas plus pour que les cheveu-légers de Nicolas Sarkozy sonnent la charge, à commencer par Patrick Devedjian qui assure que « Jacques Chirac n'a jamais déclaré qu'il était de droite ! Il a toujours récupéré les idées du jour, il est plastique. Il était libéral en 1986 pour les élections législatives, puis a fait du travaillisme

à la française. Il était contre l'adhésion de l'Espagne à l'Europe à cause des fruits et légumes et est aujourd'hui favorable à l'entrée de la Turquie. Il a été recordman du cumul des mandats et il est à présent contre pour les autres. Il a fait 14 % de logements sociaux à Paris et maintenant il en demande 20 % ! Il y a quelques semaines, il nous avait déjà surpris avec la taxe sur les billets d'avion, un succédané de la taxe Tobin défendue par Attac<sup>26</sup> ». La « droite décomplexée » prônée par le président de l'UMP ne peut survivre et gagner si le débat politique se déporte, même artificiellement et pour des raisons tactiques, à gauche. Pourquoi ? Parce que l'une des nouveautés sarkozystes dans le débat idéologique réside dans un apport d'inspiration néoconservatrice anglo-saxonne à la pensée de la droite française.

**L'ADAPTATION NÉOCONSERVATRICE** Nicolas Sarkozy ne cache pas qu'il désapprouvait la position de la France sur l'Irak. Lors de son voyage aux États-Unis, il a été reçu en vice-chef d'État bénéficiant même des compliments de Condoleezza Rice. La même qui assurait que l'Oncle Sam punirait la France pour sa position sur la guerre en Irak. Nicolas Sarkozy, qui veut faire comprendre aux Américains qu'il incarne un après-Chirac qui leur serait nettement plus favorable, pousse la droite à prendre un tournant atlantiste. De même, en matière européenne, il ne cache pas qu'il s'entendait plus facilement avec les Anglais qu'avec les Allemands. À l'Europe de Jacques Chirac, centrée autour de Paris et Berlin, il préfère une Europe alignée qui serait mieux vue de Washington. En visite à New York, il s'est déclaré « étranger à son propre pays ». Dans un anglais laborieux mais flagorneur, il s'est adressé aux étudiants de l'université de Columbia, le 4 octobre 2004, et s'est livré à une déclaration d'amour à l'Amérique de George Bush : « Les Français aiment les Américains. Le rêve des familles françaises, c'est que les jeunes aillent travailler dans les universités américaines. Quand nous allons au cinéma, c'est pour voir des films américains. Quand nous ouvrons nos radios, c'est pour écouter la musique américaine. » Et de conclure : « Le monde vous admire, le monde vous respecte. »

**La religion.** Au premier rang de l'influence des néoconservateurs, la question de la religion : en juin 2005 dans la revue *The National Interest*, à laquelle collabore notamment Paul J. Saunders, le directeur du Nixon Center, Martin Walker, un penseur néoconservateur écrit, pour s'en féliciter : « Sarkozy a maintenant fait un livre, traduit *The Republic, Religions and Hope*, qui cherche à aborder une issue pour les musulmans de France, que de nombreux votants placent au sommet de leurs inquiétudes. C'est un petit volume de cent quatre-vingts pages, essentiellement fait de conversa-

tions avec le philosophe Philippe Verdin, mais qui est révolutionnaire selon les standards français en ce sens qu'il appelle à la fin de la loi de 1905 qui a établi la France comme république séculière, avec séparation de l'Église et de l'État. Si l'État peut subventionner les clubs et le sport, pourquoi pas les Églises ? dit Sarkozy. La religion est une qualité essentielle pour la civilisation et la moralité, insiste Sarkozy ( position inhabituelle dans ce qu'est en train de devenir l'Europe postchrétienne). (...) Seule la religion peut définir et imposer une morale absolue qu'une société juste et confiante requiert<sup>27</sup>. » Et d'ajouter que c'est une faiblesse de l'État français que ce manque de dimension morale : « Dans une France dont les écoliers sont endoctrinés par "les vertus républicaines" et où le processus politique américain est raillé à cause de la puis-

Nicolas  
Sarkozy  
veut faire  
comprendre  
aux Américains  
qu'il incarne  
un après-Chirac.

sance des groupes religieux et la prévalence de la rhétorique religieuse, c'est un contenu audacieux. Car Sarkozy est clair. La République ne connaît pas la différence entre le bien et le mal. Elle défend le droit, la loi, sans les fonder sur une dimension morale<sup>28</sup>. »

Cet hommage montre bien que la réactivation par Nicolas Sarkozy du débat sur la laïcité en proposant un « toilettage de la loi de 1905 » touche en réalité à des questions de fond qui structurent la conception française de la république. En apparence, le principe même de laïcité n'est pas discuté. Mais il faudrait, pour ceux qui l'ont mal compris ou en sont des adversaires inavoués, l'adapter aux réalités de l'époque. C'est l'idée fameuse d'une « nouvelle laïcité » ou « laïcité ouverte ». Quand Nicolas Sarkozy, devant l'Académie des sciences morales et politiques, le 19 septembre 2005, déclare : « Je rappelle le rôle joué par la religion dans la France profonde, celle des campagnes, il y a un siècle. Il y avait des instits et aussi des curés. La religion a contribué à créer des citoyens. Aujourd'hui, les

campagnes ont été remplacées par les banlieues... Ce qui me frappe, cent ans après, c'est que ces quartiers sont devenus des déserts culturels et culturels...<sup>29</sup> », il remet en cause le contrat politique qui fonde la République. À l'imitation de la conception néoconservatrice américaine mais en y intégrant une vieille tradition conservatrice française. La lutte sur la question de la religion fut d'abord l'apanage de la droite contre-révolutionnaire. Pour une raison essentielle : Descartes et les Lumières ont ancré en France une conception de la politique fondée sur la raison et le contrat social qui a nourri la rupture révolutionnaire. Derrière cette rupture avec l'Église est également posée la légitimité du pouvoir : elle perd son fondement divin. Le pouvoir n'est plus la conséquence du sacre du monarque. Le principe de la souveraineté réside dans la Nation et le peuple.

À Dieu et à l'ordre naturel s'opposent la loi et la raison. C'est cette rupture que Sarkozy refuse. C'était cette contradiction que tentait également de résoudre Napoléon avec le concordat de 1801. Mais cette lutte n'est pas seulement celle de la droite contre-révolutionnaire ; s'y retrouve la droite libérale du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Le conflit droite/gauche sur cette question atteint son paroxysme au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Il se traduit, par exemple, par la campagne de haine contre les minorités juive, protestante, franc-maçonne qui aboutit à l'affaire Dreyfus. Le régime de Vichy rétablit d'ailleurs les devoirs envers Dieu dans le programme de morale des écoles primaires (23 novembre 1940), et autorise des curés à faire le catéchisme dans les écoles (6 janvier 1941). Pour la droite libérale, qui tolère la démocratie, rejette la République et s'épanouit sous le régime autoritaire de Napoléon III, la laïcité est affublée d'une tare originelle : la remise en cause d'un ordre naturel assimilé à la « vraie Liberté » qui se traduit par l'acceptation du principe d'inégalité naturelle. C'est sur cette position que l'on retrouve les penseurs néoconservateurs d'aujourd'hui. Comme l'explique Antoine Casanova : « Les remises en cause [de la laïcité] sont constantes. Elles s'exacerbent dans le contexte actuel du capitalisme mondialisé, certes de plus en plus contesté. Mais le courant dominant reste celui qui se retrouve et se reconnaît, stratégiquement, dans la "communauté financière économique". Les enjeux qui se cristallisent sur la question de l'égalité entre tous les êtres humains, la séparation des religions et des institutions des États ou des structures telles que l'Union européenne, prend une portée renouvelée. Déjà, dans la décennie 2000, les forces économiques, sociales et politiques dirigeantes travaillent de manière diversifiée et intensifiée à consolider l'ordre dominant en soutenant et en favo-

risant l'audience et les activités des courants religieux conservateurs, chrétiens et musulmans notamment, hostiles à l'égalité des droits, aux droits des femmes, et à la séparation des religions et des États. (...) Ce qui est frappant dans le livre de Nicolas Sarkozy, c'est sa parenté profonde avec la démarche géostratégique des forces dominantes aux États-Unis. Le président de l'UMP reconnaît l'importance de la crise sociale. Dans ce contexte [le ministre n'entend pas changer de politique] et devant la désespérance qui règne dans les banlieues dites "sensibles", il convient, dit-il, de développer mosquées, synagogues, temples. Est-ce par souci de promouvoir la liberté religieuse ? Non, il veut multiplier les lieux de cultes, car, face à la crise, "l'espérance d'avenir après la mort, une perspective d'accomplissement dans l'éternité" sont de portée cruciale, fondamentale. Cela peut, dans les banlieues "qui concentrent toutes les désespérances", être "un facteur d'apaisement", un "élément calmant", un "élément civilisateur"<sup>30</sup>. » Analyse partagée par Caroline Forest. Elle souligne notamment que le président de l'UMP veut « négocier la paix sociale avec des prédicateurs islamistes dans les quartiers populaires, quitte à déléguer le lien social à la religion plutôt qu'à l'État au détriment des habitants laïcs de ces quartiers<sup>31</sup> ». Une idée qui, selon elle, tente « autant les élus locaux de la droite libérale que les élus locaux d'une certaine gauche. Au nom d'un pragmatisme social, en réalité guidée par des motivations électorales ». La bataille pour ou contre la laïcité n'est donc et n'a jamais été un simple clivage entre non-croyants et croyants, mais bien une bataille idéologique entre deux conceptions de la société et de la légitimité du pouvoir. Le terrain de l'école est en première ligne dans cette bataille depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La majorité de la droite et du centre poussant à une nouvelle définition des rapports entre l'État et des établissements privés. L'argumentation dominante ne se fonde pas essentiellement sur le droit qu'aurait les Églises de posséder des établissements d'enseignement mais sur le principe de la liberté d'enseignement. L'enjeu du débat sur l'enseignement privé est le développement d'une conception libérale de l'enseignement, ouvrant la voie à l'établissement de la concurrence entre privé et public. Or, l'égalité dans l'école renvoie à l'égalité sociale réelle. La question d'une « laïcité ouverte » opposée à une laïcité dure n'est qu'une diversion. Le « toilettage » proposé par Nicolas Sarkozy s'inscrit totalement dans cette volonté de saper des fondements de la République qui reste un frein au libéralisme à tout crin pour lui opposer la conception d'une « naturalité » du pouvoir appuyé sur des « communautés » au sens de ce qu'écrit Joseph Raz : « Le rôle des droits

n'est pas d'articuler des principes moraux ou politiques fondamentaux, ni de protéger les intérêts personnels vitaux des individus. Il est de maintenir et de protéger la culture politique et morale fondamentale d'une communauté à travers des combinaisons institutionnelles ou des conventions politiques particulières<sup>32</sup>. » Car, « pour le libéral, la solidarité, la sollicitude vis-à-vis de ses semblables sont des vertus individuelles qui s'exercent directement ou au moyen de libres associations. La solidarité qui s'exerce par exemple dans les petites communautés, villages, quartiers, lieux de travail, où les gens se connaissent et s'impliquent<sup>33</sup> ».

**1 Les rapports sociaux.** Pierre Méhaignerie, sarkozyste convaincu, qui ne manque jamais de citer en exemple Ronald Reagan et Margaret Thatcher, doit être satisfait. La droite cornaquée par Nicolas Sarkozy brûle d'en découdre et la référence au modèle thatcherien est loin d'être anodine. La méthode de la Dame de fer pour imposer la règle des trois D (déréglementer, défiscaliser, désétatiser) se résumait à taper vite, fort et souvent. Une logique d'affrontement direct pour mettre en échec les luttes sociales et faire reculer de façon durable les capacités de résistance. Pour le président de l'UMP et ses affidés, cette forme d'autoritarisme devient, plus qu'une méthode, un véritable programme de gouvernement. En qualité de ministre de l'Intérieur, il ne se prive d'ailleurs pas de le mettre en œuvre. Son discours aux préfets en est une parfaite démonstration. À preuve cette « obligation de résultats » en ce qui concerne les expulsions. Nicolas Sarkozy va jusqu'à exhorter les préfets à « résister aux pressions de tels ou tels "collectifs" ou "coordinations", qui ne représentent qu'eux-mêmes<sup>34</sup> ». Même logique lorsqu'il appelle, à mots à peine couverts, les gendarmes à se servir de leurs armes, jette aux orties, avec Pascal Clément, le principe de non-rétroactivité des lois pénales ou explique que « l'UMP est du côté des usagers, pas du côté de ceux qui prennent en otage nos services publics ». Stigmatisation de l'État providence et exaltation de l'État-gendarme, un couple idéologique qui fait maintenant partie des classiques de la droite. La tentation du coup de force permanent n'est pas l'apanage des seuls amis de Nicolas Sarkozy. Jean-Pierre Raffarin et son successeur Dominique de Villepin en sont également des adeptes. Nicolas Sarkozy joue de sa partition populiste pour faire accepter ses idées. Jean-Pierre Raffarin noyait le poisson sous le vocable « nouvel humanisme » et sanctionnait lourdement les grévistes contre la réforme des retraites ou faisait matraquer les lycéens en grève. Dominique de Villepin, lui, choisit la posture gaulliste en réactivant, dans le discours sur le « patriotisme économique et la

croissance social<sup>35</sup> », la vieille thématique de l'association « capital-travail ».

La mise en parallèle avec la situation outre-Atlantique est éclairante tant l'offensive du pouvoir néoconservateur liée à celle du patronat américain ressemble comme une goutte d'eau à l'offensive de la droite et du MEDEF en France. David Brooks, le correspondant à New York de *La Jornada en la Economía*, supplément du quotidien progressiste mexicain *La Jornada*, explique que « le syndicalisme étatsunien traverse sa crise la plus grave depuis un siècle, cette crise a provoqué la scission la plus importante depuis trente ans. Bien que la scission survenue fin juillet dans le syndicat AFL-CIO – au cours d'un congrès qui, ironiquement, célébrait le cinquantième anniversaire de l'unité syndicale étatsunienne – ne résolve rien du tout, elle est l'expression de la crise profonde que traverse le mouvement ouvrier face à l'offensive néolibérale aux États-Unis<sup>36</sup> ». Bill Henning, vice-président de la section syndicale 1180 du syndicat national des télécommunications à New York, ajoute : « Il y a ici une véritable guerre terroriste, celle provoquée par les patrons contre les travailleurs afin de les empêcher de s'organiser dans des syndicats et de défendre leurs intérêts et leurs droits<sup>37</sup>. » Les travailleurs ont dû faire face à une offensive politique et patronale contre les droits sociaux élémentaires. Les multinationales n'ont pas cessé de transférer leurs activités productrices dans des pays à la main-d'œuvre bon marché et aux normes sociales plus « flexibles ». Ce processus concerne aussi bien les opérations manuelles que les industries de haute technologie, de l'industrie automobile à la production d'appareils et de composants électroniques. Ce processus, dénommé *outsourcing*, sert d'argument aux patrons pour défendre la délocalisation de leur production afin de mieux concurrencer ces « étrangers ». « Lorsque les patrons se mettent à la table de négociation, ils soulignent toujours qu'ils n'ont que deux options : dégrader les conditions de travail afin de maintenir la productivité de l'entreprise ou délocaliser ses activités à l'étranger. À chaque fois que les syndicats insistent à défendre les conquêtes ouvrières et la qualité de vie, les patrons insistent sur le fait que ce n'est économiquement pas viable et qu'il n'y a là rien de personnel, seulement du business. (...) Le patronat qui est parvenu à établir le fait que ses intérêts sont suprêmes pour le "bien-être" du pays et que les mesures sociales ou environnementales sont des obstacles à la prospérité, est celui que doit affronter le mouvement ouvrier<sup>38</sup> », conclut David Brooks.

Le regard que portent les néoconservateurs américains sur l'Europe est des plus intéressants et des plus éclairants. Dans *Weekly Standard*, autre revue phare des pen-

seurs néoconservateurs d'outre-Atlantique, William Kristol, qui participa à la rédaction du discours de la seconde investiture de George W. Bush, écrit dans un article intitulé « Le référendum constitutionnel en France pourrait être un moment libérateur pour l'Europe », que « la bonne nouvelle pour l'Amérique est le mécontentement dans les années 90 qu'ont produit un Rudy Giuliani, gouverneur de New York, un Clinton redéfinissant le Parti démocrate et un Newt Gingrich revitalisant le Parti républicain. En Europe, aujourd'hui,

### Un symbole de cette synthèse entre héritage pétainiste et néoconservatisme, dans le discours du MEDEF.

d'hui, il y a des signes d'un clintono-giuliano-gingrichisme dans la montée d'un Nicolas Sarkozy en France et d'une jeune et fraîche pensée néoconservatrice et néolibérale<sup>39</sup> ». Ainsi, en France aussi, le premier objectif est-il devenu la casse du syndicalisme. Dans ce domaine, Nicolas Sarkozy innove encore, choisissant le « bout de la lorgnette » de la représentativité syndicale pour la remettre en cause au profit d'un corporatisme qui ne dit pas son nom : « Je veux que l'on innove dans le dialogue social. Nos syndicats sont, en France, trop petits, trop émiettés et ne sont pas assez représentatifs du monde des salariés. Je souhaiterais qu'ils le soient davantage. Je le dis comme je le pense et tant pis si cela choque : je ne comprends pas le maintien de la règle archaïque qui donne le monopole de la présentation des candidats au premier tour des élections aux cinq grandes centrales syndicales issues de la guerre. Si l'on veut revivifier la démocratie sociale, il faut alors rendre à chacun le droit imprescriptible de se présenter librement à une élection. À qui viendrait-il l'idée d'obliger aux élections législatives les Français à voter pour la démocratie chrétienne ou la SFIO<sup>40</sup>? » On retrouve ici des relents pétainistes inquiétants. Pour mémoire, Vichy avait instauré une « Charte du travail » expliquant que « les intérêts de classe ne sont plus dominants, seuls

comptent désormais les intérêts professionnels ; dans le sein de la profession la collaboration est la loi nouvelle obligatoire pour tous ». Pour Vichy, le social n'est pas du rôle de l'État, c'est l'affaire des familles, des professions, des communautés naturelles. C'est cette philosophie, largement empruntée à l'Action française, que le régime de Vichy a essayé de substituer au modèle social républicain. Le principal instrument de cette politique aurait dû être la Charte du travail. Les comités sociaux professionnels, la pierre angulaire du dispositif, avaient reçu l'objectif de mettre en œuvre « dans l'ordre social et familial, (...) les devoirs des corporations à l'égard de leurs membres ». En 2005, Jacques de Guénin se livre encore à une apologie de ce corporatisme en y ajoutant une pointe de paternalisme : « J'ai découvert un jour dans les archives du groupe Peugeot un petit livre datant de 1894 intitulé *Institutions patronales de la maison Les Fils de Peugeot frères*. (...) J'ai vainement cherché dans notre Sécurité sociale totalitaire s'il existait des avantages que n'avaient pas déjà les salariés de la maison Peugeot. Je n'en ai trouvé aucun. En revanche j'ai trouvé trois avantages qu'avaient sur nous ces salariés il y a plus d'un siècle : leur participation n'était que de 5,5 % du salaire, le reste étant couvert par l'entreprise ; bien que la part patronale fût très supérieure, la gestion était paritaire ; tous les salariés recevaient ce petit livre, clair, lisible et précis. Et ce petit livre se terminait ainsi : "Les ouvriers de la maison *Les Fils de Peugeot frères* ne se sont jamais mis en grève et une entente parfaite a toujours existé entre les patrons et les ouvriers"<sup>41</sup>. » Comme un symbole de cette synthèse entre héritage pétainiste et néoconservatisme, on retrouve dans le discours de Laurence Parisot à l'occasion de son élection à la tête du MEDEF les grands traits de l'attitude patronale dénoncée par David Brooks : Laurence Parisot entend bien gagner la bataille de l'opinion publique, elle veut « parler d'économie, expliquer l'économie » et pour ce faire, il s'agit de « faire aimer l'économie de marché car elle seule permet une redistribution des richesses », parce qu'une « politique économique et sociale favorable aux entreprises, ce n'est pas être antisocial, c'est la condition même du social<sup>42</sup> ». La nouvelle présidente du MEDEF souhaite « une rénovation des règles de représentativité syndicale », avant d'engager « un dialogue sur l'économie avec les syndicats pour une meilleure compréhension ». Pour Laurence Parisot, « nous sommes dans une démocratie sociale confuse, pour ne pas dire illusoire ». Il faut, dit-elle, « sortir du contrôle politique » de l'État sur la législation sociale. Et d'emprunter à Nicolas Sarkozy, sans le citer, cette phrase : « Il nous faut un État plus mince et plus efficace ; plus efficace car plus

mince. » « Nous les entrepreneurs, nous pouvons être ce que les instituteurs ont été dans notre III<sup>e</sup> République », martèle la nouvelle présidente du MEDEF. La référence n'est pas anodine. Comme les instituteurs ont été les « hussards noirs » de la République et l'ont installée dans les têtes, les adhérents du MEDEF entendent devenir les hussards du capitalisme.

**CONCLUSION.** *L'idéologie du risque : catalyseur nécessaire de la mutation de la droite française.* Dans un article publié dans la revue *Le Banquet*<sup>43</sup>, Michel Kokoreff et Jacques Rodriguez, respectivement sociologue, maître de conférences à l'université Paris-V René-Descartes, chercheur au Cesames (CNRS-INSERM, Paris-V), et agrégé de sciences sociales, maître de conférences à l'université de Lille-I, chercheur au Clerse (CNRS), pointent les nœuds autour desquels tourne le débat politique économique et idéologique de ces quinze dernières années. Selon eux la période serait marquée par « l'incertitude » comme « prisme par lequel on peut lire les mutations sociales et politiques. Ce n'est pas seulement l'incertitude temporelle qui est en jeu car celle-ci, on le sait, n'est pas "nouvelle" : elle est constitutive de la première modernité — celle de la révolution industrielle — et s'est accentuée avec la seconde modernité — celle de la révolution informatique. L'incertitude est, plus fondamentalement, une forme sociale, un langage qui permet de nommer ce qui résiste à la désignation. Elle renvoie en cela à une multiplicité de phénomènes dont la "morosité" ou la "sinistrose" affectant le moral des ménages n'est qu'un symptôme », expliquent-ils. « C'est l'inquiétude nourrie à l'égard de l'école et de son rôle d'ascenseur social, fortement remis en cause dans un contexte de massification de l'enseignement. C'est la généralisation de la précarité dans la vie professionnelle, familiale, conjugale, qui s'accompagne d'une montée des insécurités civile, sociale, économique mais aussi identitaire. » « Ce sont aussi l'exaspération et la crispation communautaires qui vont paradoxalement de pair avec la poussée des individualismes. C'est encore l'incertitude des responsabilités avec l'illisibilité du droit, confronté à l'opacité des procédures et à la multiplication des situations singulières, ou le jeu de défiance du politique qui sollicite de plus en plus les individus, sommés de décider par eux-mêmes ce que les institutions, à commencer par l'État, peinent ou rechignent à décider. »

Le volontarisme affiché par Nicolas Sarkozy, son obsession de l'action ou plus exactement son activisme, sa conception communautariste de la société française collent à la fois à cet « état d'esprit » et correspondent également à l'image qu'il veut se construire : devenir une sorte de repère stable dans cet univers d'incertitude. Le processus va bien au-delà de l'image et touche

à des ressorts idéologiques dont le cœur est le passage de l'état « d'incertitude » généré par les évolutions de la mondialisation capitaliste à l'hégémonie idéologique du concept de « société du risque ».

D'inspiration néolibérale, la théorisation de la société du risque « tend à rabattre sur les individus des processus sociaux sur lesquels, de ce fait, nul ne semble avoir de prise. De l'incertitude au risque, des transformations sociales à leur gestion politique, se joue en fait le glissement d'un modèle de société à un autre (...) », expliquent les deux chercheurs. « Jusque dans les années 60, la société française pouvait se caractériser par la superposition de conflits de classes (les ouvriers contre les dirigeants) et de clivages politiques (d'un côté la gauche, de l'autre la droite). Nous vivions dans une formation sociale, pour parler comme Marx, ayant pour clé de voûte l'État-nation qui articulait un type d'organisation politique, une identité culturelle et un espace de souveraineté. Ce modèle avait le travail pour pivot : il assurait une continuité du social au politique et du public au privé, dans l'expression des conflits sociaux et la construction des identités collectives et des modèles sexués. » Or ce modèle vole en éclats sous les coups de boutoir du capitalisme mondialisé. « Les sociétés nationales ont perdu leur légitimité, menacées par la globalisation d'un côté, la territorialisation de l'autre. Le travail a perdu son rôle de "grand intégrateur" et sa capacité à donner sens aux identités collectives. Les autres institutions, à commencer par la famille et l'école, mais aussi la religion, les organisations syndicales et politiques, ont perdu, sinon leur rôle de socialisation, du moins une partie de leur légitimité, souvent remise en cause. Ce sont aussi les supports identitaires qui se sont multipliés dans l'espace laissé vacant par les grands collectifs (nation, classe, etc.), qu'il s'agisse des identités culturelles, religieuses, sexuées ou générationnelles. Autrement dit, les sociétés dans lesquelles nous vivons, en devenant plus complexes, sont aussi devenues moins lisibles. » Pour les deux chercheurs, cela prouve que « nous vivons en réalité dans un contexte d'incertitude normative où les normes qui orientent l'action ont perdu leur clarté tout en se renouvelant profondément ».

Mais pour une série de théoriciens néolibéraux ou néoconservateurs, cette réalité se traduit dans une « rhétorique de la "crise", qui repose au contraire sur ce que l'on peut appeler le mythe de la règle faible ». « Sous cet éclairage, nous serions confrontés à la dissolution des repères, à l'affaiblissement de l'autorité, à la vacance des institutions, et c'est pourquoi l'exaction ou les conduites inciviles seraient devenues la norme », ajoutent-ils, estimant à cette aune que le « recalibrage des missions de l'État n'est pas seulement

une réponse à la fameuse "demande de sécurité" » mais qu'il est le « prélude à une reconfiguration radicale des relations entre l'individu et les pouvoirs publics », car « c'est précisément parce que le risque est une contrainte » qu'il fonctionne aussi comme un « principe général de recomposition politique ». Une reconfiguration des relations entre l'individu et les pouvoirs publics à laquelle travaille Nicolas Sarkozy lorsqu'il explique, le 15 janvier 2005 : « Je suis persuadé que nos compatriotes en ont plus qu'assez de voir qu'on ne respecte plus grand-chose ; le respect, ça veut dire quoi ? Quand un professeur rentre dans sa classe, que les élèves se lèvent quand il rentre, c'est peu de choses mais c'est beaucoup de choses en même temps. Le respect, ça veut dire quand il y a une personne âgée ou une femme dans les transports en commun, qu'on lui laisse la place ; le respect, ça veut dire que quand il y a une règle, elle est respectée et elle n'est pas faite que pour les autres. Le respect, c'est ce qui permet à une démocratie de fonctionner. Quand il n'y a plus de règles et que plus personne ne respecte rien, ce n'est plus la démocratie. Et quand j'ai parlé de ce besoin d'autorité, c'est parce que je suis persuadé que les Français éprouvent pour eux-mêmes, pour leur famille, pour leurs enfants, le souhait qu'ils soient respectés<sup>44</sup>. » La crise des banlieues et sa gestion politique par la droite, mais particulièrement par le ministre de l'Intérieur, démontrent de manière évidente que le thème du risque devient une arme stratégique. Nicolas Sarkozy a utilisé les violences en banlieue à l'image de l'utilisation politique du 11-Septembre 2001 par l'équipe de George Bush. Plus généralement – comme le prouvent les analyses développées en France par François Ewald ou Denis Kessler et en Angleterre par Anthony Giddens, le « gourou » de Tony Blair – le risque et ses avatars – insécurité dans toutes ses dimensions – sont utilisés comme « point de convergence de contraintes objectives, notamment budgétaires, et de choix idéologiques<sup>45</sup> » qui permet « à la fois de contenir les demandes de sécurité qui se font jour et d'encadrer l'autonomie des acteurs sociaux, et définit un nouveau mode de gouvernement de l'incertitude sociale ». La « gestion du risque » devient une affaire individuelle, on retrouve là le concept de responsabilité cher au libéraux et la justification de l'individualisation des droits et du passage de la loi au contrat.

L'idéologie du risque sous-tend toute la bataille que mène le MEDEF autour de la « refondation sociale » initiée par Seillière, adaptée aujourd'hui par Laurence Parisot, et mise en œuvre par la droite au pouvoir au niveau social et économique. L'idéologie du risque donne également de nouvelles bases idéologiques à la

tradition autoritariste de la droite française. La force de Nicolas Sarkozy et de son équipe est d'avoir réussi à traduire politiquement ce concept qui lui permet d'intégrer le corpus idéologique néoconservateur dans une synthèse inédite des différentes traditions des droites françaises. ●

1. *Le Figaro*, 24 février 2004.
2. *Libération*, 7 octobre 2005.
3. Intervention de Nicolas Sarkozy, président de l'Union pour un mouvement populaire, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, mercredi 7 septembre 2005, à Paris, Palais des congrès, lors de la Convention pour un projet populaire : « Le nouveau modèle français : Un travail pour chacun, du pouvoir d'achat pour tous ».
4. Voir [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org).
5. *Ibid.*
6. Discours de Nicolas Sarkozy devant des entrepreneurs, le 15 décembre 2005.
7. Voir [www.cerclesliberaux.com](http://www.cerclesliberaux.com).
8. Pascal Salin, « La croissance entravée », *Le Figaro*, pages « Débats et opinions », 7 avril 2003.
9. « L'État doit se recentrer sur ses fonctions essentielles », Nicolas Sarkozy, Assemblée nationale, 28 avril 2004.
10. Voir en particulier Wilhelm von Humboldt, *Essai sur les limites de l'État*, Belles Lettres, 2004.
11. Assises libérales de Bretagne, 10 septembre 2005.
12. Université d'été des Jeunes populaires, La Baule, 2,3 et 4 septembre 2005.
13. *Le Figaro*, 17 octobre 2005.
14. Discours de clôture des « 48 heures pour l'UMP », 20 novembre 2005.
15. Benjamin Constant, *Principes de politique*, Hachette Pluriel Références, 2006.
16. Intervention à l'Université d'été des Jeunes UMP, 2 septembre 2005 (?).
17. *Le Figaro*, 30 juin 2005.
18. *Le Monde*, 24 octobre 2002.
19. Intervention à l'Université d'été des jeunes UMP, 2 septembre 2005 (?).
20. Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté*, Robert Laffont, 1971.
21. Bernard Manin, « Le libéralisme radical de F.A. Hayek », *Commentaire* n° 22, août 1983, p. 331.
22. « Dr Bernard Mandeville », *ibid.*, p. 253.
23. *La Richesse des nations*, I, IV, chap. 2.
24. Jean Baudouin, « Le "moment néolibéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, 1990, vol. 40, n° 6, pp. 830-844.
25. *Op. cit.*
26. *Libération*, 7 janvier 2006.
27. Martin Walker, *The National Interest*, juin 2005.
28. *Op. cit.*
29. Nicolas Sarkozy, devant l'Académie des Sciences morales et politiques, le 19 septembre 2005.
30. *L'Humanité*, 20 septembre 2005.
31. Caroline Fourest, « Épître à Nicolas Sarkozy », *Prochoix* n° 30, date ?
32. Joseph Raz, *The Morality of Freedom*, Oxford University Press, 1986.
33. Jacques de Guénin, Assises libérales de Bretagne, 10 septembre 2005.
34. Nicolas Sarkozy, discours devant les préfets, 9 septembre 2005.
35. Conférence de presse mensuelle à Matignon, octobre 2005.
36. David Brooks, « La Jornada en la Economía », *La Jornada*, juin 2005.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*
39. William Kristol, *Weekly Standard*, mai 2005.
40. Intervention à l'Université d'été des jeunes UMP, 2 septembre 2005.
41. Jacques de Guénin, Assises libérales de Bretagne, le 10 septembre 2005.
42. Laurence Parisot, discours lors de son élection à la tête du MEDEF, juillet 2005.
43. *Le Banquet*, numéro de septembre 2005.
44. Nicolas Sarkozy, 15 janvier 2005. source ?
45. *Le Banquet*, septembre 2005.



# DOSSIER

L'année 1905 marque le début d'un siècle qu'on a pu appeler celui des révolutions. Révolutions sociales, mais aussi culturelles, et artistiques, scientifiques et techniques, éthiques aussi. Année charnière donc. En France, c'est aussi celle de

# 1905

l'unification socialiste voulue par Jaurès. Une année à suivre dans ses suites, immédiates avec l'adoption de la Charte d'Amiens en 1906 ; plus tardive avec la scission de 1920. Et un débat toujours d'actualité : réforme ou révolution ?

# (suites)

## ANALYSE

1905, année charnière

LA PASSION  
DE LA  
MODERNITÉ

ROGER MARTELLI\*

La France aime les anniversaires. Ils prennent plus d'éclat encore quand la situation est incertaine, quand les collectivités humaines s'interrogent sur leur avenir. Alors, plus que jamais, le désir est immense de chercher dans le passé la mémoire de l'avenir. L'année 1905 n'a pas manqué de se prêter à cet exercice. En tout cas à gauche...

Que se passe-t-il cette année-là? C'est l'année de la grande réunification socialiste en France et de la création de la SFIO, ont dit les communistes et les socialistes, qui en sont tous issus. C'est l'année de la loi de séparation de l'Église et de l'État, ont rappelé les laïcs et les républicains. Guesde, Jaurès, Vaillant, Briand, Combes... Certains ont évoqué avec nostalgie le temps où le mouvement ouvrier avait une grande organisation politique, où la République savait ce qu'elle était et où elle allait. La parenthèse soviétique refermée, le motif de la séparation des communistes et des socialistes effacé, on aurait pu rêver, de-ci de-là, à la simplification qui mettrait enfin, face à face, un grand parti de la droite et un grand parti de la gauche. Et, du côté « républicain », les voix n'ont pas manqué pour appeler 1905 à la rescousse, afin de renouer avec le vieux principe de la « concentration républicaine » contre tous les ennemis de la République et de la laïcité. Les prêtres hier, les imams aujourd'hui...

Sur 1905, il s'est écrit et dit beaucoup de choses. Comme toujours, il y en eut de pertinentes, d'autres plus hasardeuses. Il en est résulté, surtout, un constat de prudence : si 1905 fut une année cruciale, fondatrice par bien des aspects, elle cristallisa les questions d'une époque révolue. Les nôtres se posent sur un tout autre registre...

**UNE ANNÉE DÉCISIVE.** Année spectaculaire, et pas seulement pour la gauche française, ou pour la scène politique en général, 1905 a vu la formulation par Einstein de sa

théorie de la relativité restreinte et l'installation des principales « majors » du cinéma américain. Cette année-là, encore, la population arménienne est victime d'un terrible génocide, la crise franco-allemande au Maroc annonce la conflagration future et la première révolution russe « invente » la forme politique des « soviets ». Sans compter, les *Trois essais sur la théorie de la sexualité* de Freud, le Salon d'automne qui consacre le fauvisme avec Matisse, Rouault et Derain... et la première grande bande dessinée aux USA, *Little Nemo* de Winsor McKay.

Mais, tout bien considéré, 1905 n'est qu'un moment dans une chaîne plus large. Glanons ainsi quelques dates dans la décennie 1900-1910. On y trouvera, pêle-mêle : les grandes découvertes de la radioactivité, la naissance du Parti radical en France, celle du Labour Party en Angleterre, l'amorce de la révolution chinoise et la création du mouvement « Jeune-Turc » dans l'Empire ottoman. Ces dix années voient aussi les débuts de l'aviation, l'expansion du cinéma, la création de l'entreprise Ford et de la Shell aux États-Unis, la naissance de la génétique et l'essor du cubisme. Einstein, Freud, Picasso et Lénine fourbissent les instruments qui les mettront sous les feux de la rampe dans les décennies suivantes. En bref, si la Première Guerre mondiale a ouvert le « court XX<sup>e</sup> siècle » (Eric Hobsbawm), la décennie 1900-1910 en a installé les fondations.

L'Europe début de siècle est à la recherche de nouveau. Dans les décennies qui précèdent, elle a connu le triomphe du capitalisme, deux révolutions industrielles successives. Elle est à la tête d'un formidable empire colonial. Elle est en train de basculer, définitivement, d'une société à une autre. Bien sûr, l'ancien ordre social n'entend pas se laisser faire. « Jusqu'en 1914, le « cadre d'acier » des sociétés politiques de l'Europe est resté éminemment féodal et nobiliaire », écrit l'historien Arno Mayer qui, un brin provocateur, intitule son livre sur l'Europe de 1848 à 1914 *La Persistance de l'Ancien Régime*. Il n'a pas tort. Les structures agraires résistent sur le Vieux Continent. La population

urbaine a certes rattrapé celle des ruraux, en Angleterre dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce n'est pas le cas partout. En France, il faudra attendre le début des années 30 du siècle suivant pour qu'il en soit ainsi. Et que dire des vastes espaces de l'Europe centrale et orientale ! Ajoutons au substrat social la dynamique culturelle et politique qui ne joue pas si facilement en faveur de la modernité. Car l'accouchement de la société nouvelle de l'industrie ne se fait pas sans douleur. Les vieilles aristocraties, de fait, utilisent les angoisses que nourrit le souvenir du siècle des révolutions, ouvert dans la France de 1789 et refermé dans les flots de sang qui noient l'expérience de la Commune de Paris en 1871. La peur des possédants, comme c'est souvent le cas, nourrit la tentation de recourir aux vieilles méthodes de l'ordre moral et de la religion et, périodiquement, le spectre semble resurgir de l'alliance du trône, du sabre et de l'autel. Cela suffit, dans la foulée de l'affaire Dreyfus, pour que la République et l'anticléricalisme fassent bon ménage. Face au vieux monde qui résiste, farouchement, de Saint-Pétersbourg et de Vienne jusqu'à Paris, il semble que le temps soit à l'union sans exclusive des héritiers des Lumières. Socialisme, radicalisme, républicanisme : est-il encore temps de chercher des distinctions chez les enfants de la Raison, alors que le « fanatisme » et la morgue aristocratique dominent encore la scène publique ? Tout compte fait, la République française est encore bien isolée, dans un continent où s'imposent toujours une majorité de monarchies, dont les titulaires sont plus ou moins cousins et dont les dignitaires paradent en uniformes chamarrés. La loi française de « séparation », en 1905, se nourrit de cette conjoncture, qui n'est pas seulement française.

Mais quelles que soient les résistances des sociétés d'hier, il devient de plus en plus évident qu'elles ne peuvent pas grand-chose face au déferlement de l'ordre industriel et urbain. Le cadre ancien était celui des ordres et des castes : quand le siècle bascule, il consacre le triomphe des classes et des masses. Malgré ses échecs sanglants, de 1848 à 1871, le mouvement ouvrier est en train de prendre le relais de l'antique contestation paysanne. Partout, dans l'Europe occidentale tout au moins, les grandes émeutes populaires ont disparu, mais l'essor continu des effectifs ouvriers et la lente généralisation de la démocratie représentative sont en train de relancer la donne. Le suffrage universel ne va-t-il pas produire ce que les barricades n'avaient pu obtenir jusque-là ? Ce suffrage « universel » – mais strictement masculin – s'impose peu à peu, érodant l'hégémonie traditionnelle des notables et de la terre. Il est vrai que cette universalité reste encore largement un vœu pieux, même pour les indi-

vidus de sexe masculin. Le suffrage universel masculin existe en France depuis 1848, en Grande-Bretagne depuis 1867, au Danemark depuis 1866 et dans le jeune Reich allemand depuis 1872. Il vient à peine de s'imposer en Espagne (1890), en Belgique (1893) et en Norvège (1898). Mais il n'est complet ni en Allemagne (cela dépend des Länder), ni en Belgique, ni aux Pays-Bas, et même pas en France (les militaires ne sont pas électeurs et... les domestiques ne sont pas éligibles). L'Empire austro-hongrois n'en bénéficie pas, même si l'on évoque le suffrage universel pour la Hongrie en 1904.

Pourtant l'idée et la pratique de la citoyenneté et de la « juste » représentation commencent à se répandre ou à devenir des exigences. En quelque trois décennies, le système des partis politiques modernes s'est installé. Le départ est donné par l'Allemagne avec l'*Allgemeiner DeutscherArbeitsverein* de Ferdinand Lassalle en 1863, qui sera poursuivi jusqu'à l'affirmation du Parti social-démocrate en 1891. L'équivalent danois apparaît en 1871. L'accélération se fait à la charnière des deux siècles. Elle se fait d'abord à gauche, dans le mouvement ouvrier de la Seconde Internationale. Rien d'étonnant à cela. Les classes populaires ont besoin d'unir leurs forces et de s'appuyer sur les couches moyennes instruites pour compter politiquement. Elles ont donc besoin de structures politiques simples, de partis en un mot, alors que les classes dominantes ont l'impression alors qu'elles peuvent encore se contenter des réseaux classiques de la sociabilité notabiliaire. L'organisation Émancipation du travail, du marxiste russe Gueorgui V. Plekhanov, naît en 1883, le Parti ouvrier belge en 1885, le Labour Party entre 1893 et 1906. La France n'est pas en reste, même si les choses sont parfois plus complexes qu'ailleurs dans un pays où l'esprit centraliste se méfie des « factions » et des « fractions » au nom de l'indivisibilité du peuple et de la nation. C'est entre la fin des années 1870 et l'année 1905 que se met en place la structure fondamentale de la « tradition républicaine » (celle de la III<sup>e</sup> République) et du système politique français dans son ensemble. Le radicalisme qui devient politiquement dominant se constitue en parti en 1901, le socialisme réunifié fait de même en 1905. Les républicains sont majoritaires depuis 1879, les lois scolaires sont entrées en vigueur en 1881-1882, la liberté d'association est complète en 1901, la laïcité est parachevée en 1905 et les gauches se sont dotées de partis... Le cycle ouvert en 1789 semble enfin achevé. C'est peut-être là que gît le lièvre... Car quand le mouvement ouvrier se met à relever la tête, l'esprit de révolution s'est émoussé.

**LA SYNTHÈSE JAURÉSIENNE.** Bien sûr, l'échec de la Commune n'a pas été si facile à digérer et les péripéties du terrorisme anarchiste, dans les années 1892-1894, ont

\*Roger Martelli, historien. Derniers ouvrages parus : *Le communisme, un bon parti*, La Dispute, 2003 et *Le Communisme*, Les Essentiels, Milan, 2005.



servi davantage à exacerber la peur des bien-pensants qu'à stimuler la combativité ouvrière. Mais en 1905, du côté des socialistes, l'heure n'est certainement pas au doute et aux hésitations. Cette année-là, un quart de siècle après la création du premier parti socialiste (« l'immortel » Congrès de Marseille, 1879), les socialistes se retrouvent dans un même parti, sous les auspices de la Seconde Internationale. Et dans cette réunification, c'est la figure rassembleuse de Jaurès qui va dominer, même si officiellement il fait partie de ceux qui ont dû se plier, pour prix de l'union socialiste, aux injonctions de l'Internationale condamnant le « ministérialisme », la participation gouvernementale des socialistes que Jaurès avait approuvée et que la majorité des socialistes avait repoussée. Jaurès, pourrait-on dire, est politiquement battu mais culturellement vainqueur. Car ce qui domine alors est la conviction que le basculement de la société bourgeoise vers la société ouvrière est à terme inéluctable et, vraisemblablement, sans convulsion violente, sans ces affrontements sanglants dont le XIX<sup>e</sup> siècle avait été jalonné. En effet, avec la conjonction du suffrage universel et de la croissance irréprouvable des effectifs ouvriers, la possibilité devenait concrète de réaliser enfin la synthèse de la République et de la révolution sociale. En 1905, pour tout dire, l'horizon semble bien au socialisme républicain. Un socialisme donc, qui, à l'image du parcours même de Jaurès, s'est définitivement dégagé du républicanisme « bourgeois », y compris dans sa variante radicale. Mais un socialisme républicain qui, tout en se distinguant, ne se sépare pas d'un vaste mouvement qui le déborde et que l'affaire Dreyfus a finalement installé dans sa variante la plus à gauche, celle de la République radicale. Au fond, le socialisme de ces années fondatrices cultive tranquillement la logique qui veut que le socialisme de l'égalité des conditions ne soit rien d'autre que la forme la plus cohérente et la plus avancée de l'égalité en droit fondant le pacte républicain. Le socialisme jaurésien se veut à la fois différent du républicanisme et républicanisme conséquent. Disons-le ici ouvertement : il n'y avait pas dans tout cela un doux rêve, comme le disaient alors avec virulence les anarchistes, une partie des socialistes et la plus grande part du syndicalisme naissant. Il y avait une intuition, optimiste mais pas absurde ; et il y avait le pari que le jeu des institutions républicaines conduirait de lui-même, si les socialistes s'y prêtaient avec intelligence, vers la République sociale, cette « Sociale » désirée depuis si longtemps. Le problème est que ce pari buta sur la guerre : la fraternité prolétarienne se mua en frénésie patriotique et l'émancipation ouvrière laissa partout la place aux cadences et

aux contraintes draconiennes de l'industrie de guerre. Le pari était rationnel ; mais ce fut un pari perdu. En fait, la réunification de 1905 ne peut être observée que dans sa contradiction la plus épaisse : elle porta en avant le socialisme, pour en faire une force expansive, jusqu'en 1914 ; mais si elle fut au bout du compte vécue comme un terrible échec, c'est qu'elle contenait aussi des limites qui, au départ simples failles, devinrent des gouffres, une fois la guerre advenue. Ces limites de 1905 sont essentiellement au nombre de trois.

Tout d'abord, s'il est alors d'ancrage ouvrier et révolutionnaire, le socialisme réunifié de 1905 est loin de regrouper toute la classe et, surtout, tout le courant révolutionnaire. À côté de lui existe un syndicalisme qui, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des autres cas européens, est structurellement séparé du champ partisan. Et cette séparation n'est pas seulement fonctionnelle, comme nous la vivons aujourd'hui : le syndicalisme révolutionnaire se veut en fait, comme l'affirmera un an plus tard la célèbre Charte d'Amiens, l'organisation par excellence de l'émancipation ouvrière, le véritable « Parti du Travail » que vante le syndicaliste Émile Pouget. Madeleine Rebérioux nous disait naguère : « un autre socialisme ». Nombre de syndicalistes, nombre de jeunes ouvriers se tiennent ainsi à l'écart d'un socialisme qui leur paraît bien tiède avec le poids de ses élus, un socialisme qui ne leur paraît être que, pour reprendre l'expression de Gustave Hervé – alors ultra-gauche et bientôt ultra-nationaliste –, « une admirable machine à cotiser et à voter ». Notons, à ce propos, que Jaurès est l'un des rares à prendre la mesure de cette coupure : alors que les autres dirigeants socialistes, Guesde en tête, observent avec méfiance l'évolution syndicale, Jaurès dialogue avec la CGT, en acceptant *a priori* le principe de son autonomie, conscient que l'écart du syndicalisme et du socialisme est meurtrier. Lui qui est depuis toujours un défenseur acharné de l'action parlementaire sait et dit que cette action sans la lutte ouvrière est une impasse, un engluement du socialisme.

En deuxième lieu, fût-ce de façon limitée et chaotique, la société du premier XX<sup>e</sup> siècle est en train de changer avec le double essor de l'industrie mécanique et des périphéries urbaines. De la sorte, le monde du travail est en train de se modifier, changeant du même coup les contours et le cœur de la classe ouvrière elle-même. Or, ni le socialisme de métiers – dont restent imprégnés les dirigeants socialistes – ni le socialisme républicain ne sont à même de percevoir ces évolutions et, *a fortiori*, d'en traiter les attentes. Pour une part, cela continuera après la guerre. Ce qui fit la force du communisme des années 1930-1950 fut, par le biais d'une pratique municipale

inventive et d'un syndicalisme combatif, de s'ancrer dans une certaine modernité industrielle et urbaine que les autres forces politiques avaient du mal à intégrer. *A contrario*, la SFIO maintenue perdit son hégémonie à gauche pour n'avoir pas su garder le contact avec la réalité ouvrière du moment.

Enfin – et là nous touchons à une limite qui est celle de l'Internationale tout entière – le socialisme ne mesure pas toutes les dimensions du passage du capitalisme classique à ce que Lénine et Hilferding appellent l'impérialisme. Il ne mesure pas ce que ce passage contient de violence accumulée d'une part – même si Jaurès se plaît à fustiger sans cesse cette guerre que le capitalisme porte avec lui « comme la nuée dormante porte l'orage » –, de dilution des liens anciens d'autre part et, enfin, ce qu'il recèle de potentialité critique en élargissant le champ de l'exploitation à des sociétés et à des territoires – le monde des dominés – qui restaient jusqu'alors à l'écart de son espace. Par là, en se concentrant sur la seule Europe et en se laissant aller au seul optimisme mathématique de la majorité électorale ouvrière, le socialisme européen étouffe sa fonction critique et finit par se contenter d'accompagner plus ou moins patiemment le système, en attendant que le fruit mûr tombe presque de lui-même.

Telle est donc la force et la limite du socialisme de 1905. Cette année-là, on a l'impression que le mouvement ouvrier pouvait se réunifier sous la houlette de la tradition révolutionnaire, celle que Jaurès cultive avec tant de talent, en historien et en socialiste. Quand Jaurès parle de « d'évolution révolutionnaire », il ne tente pas une voie médiane entre réforme et révolution. Il est tout entier du côté de la révolution, mais d'une révolution qui, comme l'espérait Engels quelques années plus tôt, ferait l'économie des affrontements violents si souvent transformés en solos funèbres. C'est un esprit révolutionnaire optimiste qui l'anime, quelque chose comme une espérance. Or cette espérance ne résistera pas au choc terrible de 1914. Au lendemain de la guerre, les socialistes devront reconsidérer leurs choix. En 1920, la majorité d'entre eux ne peut plus croire au modèle dominant d'avant 1914, celui de la social-démocratie allemande. Cette majorité va chercher des réponses du côté de Moscou ; la minorité se repliera, elle, sur le modèle de Londres. Modèle contre modèle... L'Internationale au début du XX<sup>e</sup> siècle pense rassembler dans un même ensemble tous les courants du mouvement ouvrier ; la Grande Guerre cristallise à nouveau la distinction, jusqu'à la rupture violente de la vieille maison.

**À LA RECHERCHE DU NOUVEAU.** Peut-on faire du neuf sans révolution ? Au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, avant que l'absurdité des massacres de masse n'envahisse l'horizon en

1914, on est largement porté à le croire. Le doute a certes commencé de s'installer, sur les vertus de la raison scientifique et de la technologie, et pas seulement parmi les admirateurs invétérés de l'Ancien Régime. Nietzsche a déjà imposé sa marque, si contradictoire... Mais la tendance dominante est à l'optimisme, à l'image de ces instituteurs républicains, militants et positivistes, dont les lois scolaires ont fait les « hussards de la République » et qui sont persuadés que la conjugaison de la science et de l'idéal des Lumières va ouvrir une ère de prospérité et de progrès ininterrompus. Éblouis par la puissance de la grande industrie mécanique, les hommes de ce temps imaginent qu'ils sont en train d'ouvrir une ère nouvelle. L'État-nation, qu'exaltent à la fois les nationalistes et les républicains, a pris la relève des vieilles solidarités familiales et rurales, celles de la paroisse ou du « pays ». Les « communautés imaginées » – pour reprendre l'expression pertinente du sociologue Benedict Anderson – ne sont plus ni celles des principautés trop réduites, ni celles des empires trop vastes et sur le déclin. La nation devient le grand cristallisateur des engagements collectifs, le principal rival non seulement des idéologies transnationales classiques (celle des Églises notamment) mais encore des idéologies plus modernes, et notamment celles du mouvement ouvrier. Quant aux femmes, maintenues dans une situation de subordination pesante, elles amorcent, notamment dans les classes moyennes et bourgeoises, un mouvement d'émancipation qui touche tous les aspects de la vie, de la culture à la sexualité. La sensualité féminine devient en elle-même l'objet de l'attention des peintres, comme le montrent les tableaux du Viennois Gustav Klimt. Emma Bovary, si près et pourtant déjà si loin...

L'époque est ainsi à la floraison du « nouveau ». L'armée citoyenne dont rêve Jaurès se veut « nouvelle », la féminité s'incarne dans la « nouvelle femme » et l'art lui-même se fait « Art nouveau ». Le début du siècle est dans la continuité de la « modernité » que les années 1880 ont inventée et qui s'est répandue depuis. La technologie fait son irruption jusque dans la vie quotidienne, la « fée électricité » illumine les villes, l'architecture urbaine s'épure en même temps que se diffusent les nouveaux matériaux. L'essor de la presse populaire, le service militaire obligatoire, l'attraction coloniale et... le timbre-poste désenclavent les campagnes et l'ouvrent au vertige des horizons lointains. Le cinéma ne met qu'une poignée d'années à devenir un art de masse et un formidable business. Dans la science, l'urbanisme, la politique, la peinture, tous les schémas organisateurs qui vont marquer le XX<sup>e</sup> siècle se mettent en place au cours cette décennie féconde. Ils se mettent en place, mais ils sont loin de se généraliser. Car il ne suffit pas de proclamer l'exigence du neuf

pour qu'il adienne vraiment. Il suffit d'observer l'Art nouveau... En quelques années, il a envahi l'espace culturel des sociétés européennes, gagnant à la fois les couches moyennes et les élites bourgeoises. Expansif, sûr de lui, efficace, créatif, il débordé les espaces traditionnels de la création culturelle, envahit l'espace public par l'affiche ou par les réalisations de l'architecture urbaine. Mais il en est de lui, hier, comme du design aujourd'hui : il touche à la modernité, mais n'en exprime souvent que l'écume. Résultat : à la veille de la guerre, il n'a déjà plus le vent en poupe. Trop enclin au compromis entre classicisme du fond et modernité de la forme. Trop mièvre, trop ornemental, trop bourgeois en fin de compte. De l'Art nouveau, il nous reste donc quelques pépites : Debussy, Klimt, Gallé, Guimard. En fait, la modernité « vraie » se cherche ailleurs, dans les arts populaires comme le cinéma, ou chez des créateurs, alors à la marge. Einstein, Lénine, Freud, Picasso, Loos : c'est après le cataclysme de la Grande Guerre, quand il faudra tout reconstruire, qu'ils deviendront des repères universels.

Là est sans doute le constat majeur : si la première décennie du siècle a cherché passionnément à bâtir le cadre intellectuel et sensible de la modernité, ce n'est pas elle qui a fondé le siècle nouveau. La guerre en sera le prélude véritable, avec la « brutalisation » – la propension à la violence publique – qui en est résultée, un peu partout. Le « surhomme » de Nietzsche était pacifique ; sa perversion nazie en fera une brute guerrière. Pourquoi tous les possibles ne se déploieraient-ils pas alors, pour faire du monde de l'industrie triomphante celui d'une humanité apaisée ? Peut-être parce que, à cause de l'échec des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, le siècle naissant avait fini par oublier que la science, la technologie, le progrès n'ont pas de sens en dehors des rapports sociaux qui les encadrent, des visées humaines qui les fondent, des acteurs sociaux qui les contrôlent. Dans l'ivresse des novations, on oublia quelque peu que si les villes devenaient plus prospères, le mal-vivre s'installait sur leur pourtour. On oublia que si le « centre » constitué par l'Europe occidentale était dynamique, sa « périphérie » – la Russie, la Turquie, la Chine – restait déchirée et fragile. Sans compter la poudrière que représentait un monde colonial superbement ignoré. Pour un Jaurès qui sent, de toutes ses fibres, la pesanteur du joug colonial et les perversions qu'elle nourrit chez les dominants, pour un Lénine qui comprend que la fierté coloniale est l'os accordé au monde ouvrier pour qu'il renonce à son émancipation, pour ces quelques-uns combien de socialistes se sont laissés bercer par l'idée trompeuse que la colonisation apporterait à terme la libération des peuples dominés. Il fallut la guerre, puis

la révolution russe d'Octobre, pour rappeler que le monde de la modernité n'était pas à l'écart des conflits de puissances et de classes et que, peut-être, la question de l'ordre social, de sa reproduction ou de sa subversion n'était pas devenue secondaire...

Pour que cette question ait été collectivement traitée, encore eût-il fallu que suffisamment de forces convergent afin de l'imposer. Or, la décennie 1900 présente une originalité. Depuis les années 1880, la mode est aux « avant-gardes ». Mais si l'on en trouve dans tous les domaines, leur jonction ne se fait pas. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Lumières avaient permis la convergence des innovations scientifiques, technologiques, culturelles, politiques. *L'Encyclopédie* avait symbolisé cette fusion. Les classes dominantes de l'époque ne s'y étaient pas trompées : c'est la faute à Voltaire, diront les émigrés de Coblenz ; la révolution est le résultat du grand complot des loges maçonniques, expliquera l'abbé Barruel.

Or rien de semblable ne s'observe un siècle et demi plus tard. Des liens existent, certes : la déconstruction du réel qu'opère la science imprègne la musique moderne, affecte le regard des peintres, s'essaie dans l'impressionnisme, s'épanouit dans le cubisme, plus tard dans le constructivisme. Mais les avant-gardes, culturelles et politiques, ne se rejoignent pas. Comme si les militants révolutionnaires, en général, se méfiaient des créateurs petits-bourgeois et excentriques et préféreraient l'accès, pour les masses, à la culture classique ou plutôt à la culture « conforme ». Comme si les créateurs, en sens inverse, peinaient à voir, dans le mouvement ouvrier de la II<sup>e</sup> Internationale, le ferment réel d'un monde nouveau, où la liberté absolue de la personne et l'émancipation collective iraient de pair.

**PAS DE LEÇONS, MAIS DES EXEMPLES À MÉDITER.** Que pouvons-nous retenir de cette époque ? Tout ce qui s'est alors construit est aujourd'hui contesté. Les partis politiques restent nécessaires à la politisation démocratique, mais quelque chose dans leur façon d'être et de faire n'est plus dans l'air du temps. La laïcité est toujours un horizon, mais ses formes demandent à être repensées. Rien ne peut se reproduire à l'identique. La révolution ? Oui, mais pas comme on l'a longtemps imaginée et pratiquée. La République ? Oui, mais sans son étatisme et sa confusion de l'égalité et de la similarité. La science ? Sans nul doute, mais débarrassée de ses oripeaux « scientistes », de la croyance naïve en sa toute-puissance. Tout peut continuer. Mais autant dire : tout doit se transformer, et jusqu'à la racine.

Un siècle plus tard, la modernité est à nouveau sur la sellette. Le langage du monde actuel peine à se formaliser. Les mots anciens servent encore, mais s'essouffent quand leur grammaire ne sait pas se renouveler.

Et, comme en 1905, il ne suffit pas de se dire « moderne » ou de vaticiner sur le « nouveau ». Il est des modernités frelatées – par exemple celle du « post-modernisme » – qui ne font qu'accompagner les révolutions conservatrices.

Nous n'avons besoin ni de répétition ni d'adaptation, dans ce monde redevenu incertain. Nous avons plutôt besoin d'ambition, donc d'intelligence critique et de volonté de subversion. Et, là encore, il ne suffira pas de juxtaposer les intelligences et les désirs de transformation. Il faudra bien plutôt apprendre à les conjuguer, sans les simplifier mais sans les séparer.

Au total, le début du XX<sup>e</sup> siècle n'a pas su vraiment faire du commun. La première grande expérience commune fut donc celle des tranchées. Il est grand temps de se sortir de cette matrice, avant que la « guerre des civilisations » dans laquelle certains voudraient nous engluer ne ferme les portes du partage universel que la fin de la guerre froide aurait dû nous ouvrir.

Il n'y a sans doute jamais eu de « leçons » de l'histoire. L'histoire, à certains égards, ne nous apprend rien sur le présent. Tout est en effet à la fois trop semblable et pourtant radicalement différent.

Le capitalisme est toujours là, mais financiarisé et mondialisé, plus proche à certains égards de l'épure du Manifeste de 1848 que le capitalisme que connaissait Jaurès. La société est plus urbanisée, plus industrialisée à l'échelle mondiale, mais une industrie débordée par la croissance des services et de la sphère informationnelle. Quant à la démocratie, elle est à la fois potentiellement universelle et en crise profonde, au point de souvent balbutier. Ajoutons à cela, pour faire bonne mesure, que le XX<sup>e</sup> siècle a vu à la fois l'essor du capitalisme et l'échec des grandes tentatives engagées pour échapper à son cadre : échec du soviétisme, échec du premier tiers-mondisme. Quelle conséquence tirerons-nous de tout cela ? Qu'il est temps de se débarrasser de ce qui restait au socialisme de la vieille utopie ? Qu'il est temps de renoncer aux grands rêves qui nous pousseraient, illusoirement, à croire que l'on peut, demain, abattre enfin les citadelles du capital ? Qu'il faut, pour tirer les leçons du passé, admettre qu'il n'y a pas d'autre voie raisonnable, efficace et au bout du compte morale, que de se glisser dans la texture de l'économie actuelle pour en accompagner les mérites et pour en corriger les excès par les vertus de la règle et de la loi ? Le début du XX<sup>e</sup> siècle rêvait encore à une modernité produite par le grand nettoyage du monde ancien et par la glorification sans limite du nouveau. Le XXI<sup>e</sup> siècle, nous dit-on souvent, doit renoncer aux grands récits...

Rien n'est moins évident. Parce que si la fin du XX<sup>e</sup> siècle a été signifiée par l'effondrement du soviétisme, l'échec ultime du grand mythe, à la charnière

des années 80 et 90, s'est entremêlé avec l'échec de la grande tentation social-démocrate de l'État providence. Parce que, surtout, nous vivons une de ces périodes étonnantes où, tout à la fois, le capitalisme mondialisé semble triompher et montre que le développement humain – le « développement humain » et non pas la croissance – est de moins en moins pensable dans les cadres du système lui-même. Cela ne signifie pas que nulle amélioration n'est plus envisageable à l'intérieur dudit système, mais que, si l'on veut améliorer les choses, même modestement, il faut bien le faire à partir d'une contestation radicale de ce qui est au cœur de l'accumulation contemporaine du capital financier. Au fond, le réalisme, peut-être, est en train de changer de camp : il est du côté de ceux qui font consciemment le pari du développement des capacités humaines, plutôt que de ceux qui pratiquent la religion du CAC 40 et des fonds de pension... Et, de fait, un tel parti pris critique, contestant en leur fond les choix du capital, est au cœur de ce vaste mouvement que l'on appelle social et/ou altermondialiste et que rassemble ce beau slogan : « Le monde n'est pas une marchandise. »

Nous voilà, finalement, revenus à notre point de départ. Le socialisme international s'est alors fixé pour objectif de réunir la famille des socialistes sous le drapeau d'un certain marxisme, tout au moins d'un marxisme revendiqué. Ce faisant, il a ouvert un possible et installé le mouvement ouvrier au cœur de la démocratie politique et non pas à ses marges. Mais il a laissé de côté une part non négligeable de la substance critique que contenait ledit mouvement ouvrier. Aujourd'hui, nous pouvons, nous devons viser au rassemblement de la gauche, car nous savons qu'il n'y a pas de changement social possible sans majorité. Mais nous ne pouvons pas penser cette union en oubliant que, aujourd'hui comme hier, la gauche reste polarisée. Je ne dis pas : coupée en deux, mais polarisée... Pour ceux qui veulent à la fois la liberté et la justice – c'est cela, en longue durée, l'identifiant de la gauche – il n'y a que deux attitudes possibles face au monde réel du capital. Ou bien l'on pense que ce capitalisme est économiquement indépassable et qu'il faut donc, bon an mal an, s'en accommoder pour en contrôler le plus possible l'exercice. Ou bien l'on pense que, le capitalisme étant par nature inégalitaire, il n'y a pas d'autre manière d'installer durablement la justice que d'en chercher le dépassement et donc la disparition à terme. La première attitude fonde le parti pris social-démocrate ; la seconde fonde le parti pris révolutionnaire. Que les deux sensibilités au réel (qui ne se réduisent ni l'une ni l'autre à une seule formation politique) puissent et doivent, le plus souvent pos-



sible, travailler ensemble pour avancer sur le terrain de la justice et donc pour conquérir des réformes me paraît aller de soi. Je n'aime donc pas en cela la rhétorique des « deux gauches ». Inutile de dresser, entre les pôles, une nouvelle muraille de Chine; mais il y a bien deux pôles d'agrégation. J'ajoute : à tout moment, il s'agit de savoir qui, des deux sensibilités, donne le ton général à l'ensemble du concert de gauche. Sur les deux attitudes, les jugements moraux ont peu d'intérêt. Je dis seulement que je crois à la nécessité de la seconde attitude – la révolutionnaire. Et j'ajoute que, à mes yeux, cette nécessité ne s'accommode d'aucune propension à la répétition. La révolution ne sera plus ce qu'on l'imaginait encore au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le choix révolutionnaire ne se répète donc pas : il se décline à frais nouveau. Il a obligation d'atteindre à la force d'un projet transformateur concret; il est une visée ou un but, mais il doit aller jusqu'à la forme programme. Il se doit d'énoncer la dynamique

démocratique exigeante sans laquelle le projet n'est qu'une épure vague. Il doit imaginer les configurations d'alliance et les formes politiques qui accompagneront le tout. Pour tout dire, je ne vois pas d'autre choix communiste – c'est en tout cas le mot que je retiens – possible que celui d'un communisme postjaurésien et postbolchevique (et je ne dis pas ici : antibolchevique ou antijaurésien). Mais ce choix sera communiste : « post », disais-je, mais qui, en étant « après », prolonge sans le répéter quelque chose du passé. Sans doute, ce faisant, on est plus près de « l'évolution révolutionnaire » de Jean Jaurès que du « ministérialisme » d'Alexandre Millerand ou du marxisme intransigent de Jules Guesde. Mais ce choix de Jaurès – de son esprit bien sûr, et non de sa lettre –, au bout du compte, n'est pas plus déraisonnable que celui d'un socialisme qui ne sait plus très bien, lui-même, si son horizon est celui de Jaurès, d'Olof Palme ou de Tony Blair. •



## THÉORIE

Le concept « d'évolution révolutionnaire » chez Jaurès

ESQUISSE D'UNE THÉORIE  
DU DÉPÉRISSEMENT  
DU CAPITALISME

BRUNO ANTONINI\*

**In mars 1850 Marx et Engels rédigèrent, à Londres, sous forme de tract d'abord<sup>1</sup>, *L'Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*, espérant encore voir remonter la révolution et travaillant à l'élaboration de la théorie et de la tactique du prolétariat. L'idée fondamentale de *L'Adresse* est celle de la révolution ininterrompue amenant la suppression de la propriété privée et des classes, la création d'une société nouvelle. À la fin de ce document, ils écrivent :**

« Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier une *évolution révolutionnaire*<sup>2</sup> assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré. »

Il s'agit d'un texte qui fut jugé fondamental pour les révolutionnaires. Ce texte insiste sur la nécessité d'une organisation indépendante du prolétariat (s'affranchir des influences « petites-bourgeoises »), seule capable de mener à terme une politique véritablement conforme aux intérêts du prolétariat. La notion de « révolution permanente », déjà présente dans *L'Idéologie allemande*, est aussi évoquée, et même invoquée pour penser une « tactique révolutionnaire » autonome du prolétariat. À la relecture, on peut y voir aussi une explication matérialiste en termes de classes sociales en situation de l'opposition réformisme-évolution/révolution. Et c'est donc dans ce texte-là que le concept d'*évolution révolutionnaire* fait son apparition pour la première fois, semble-t-il, sous la plume de Marx et d'Engels et dans leur corps de doctrine, en mars 1850. Ce concept devait ensuite connaître une certaine fortune, dans la vulgate marxiste en particulier mais aussi dans la mouvance socialiste en général, notamment en France, chez Jean Jaurès qui, dès 1898, sans se prétendre marxiste au sens strict – et sans pou-

voir le qualifier tel aujourd'hui – reprend nommément ce concept à Marx pour repenser le rapport entre réforme et révolution au-delà du *Manifeste* et, en fond, esquisser une nouvelle « méthode socialiste » :

« Je me préoccupais surtout d'introduire jusque dans la société d'aujourd'hui des formes nouvelles de propriété, à la fois nationales et syndicales, communistes et prolétariennes, qui fissent peu à peu éclater les cadres du capitalisme. C'est dans cet esprit que lorsque la Verrierie ouvrière fut fondée, je pris délibérément parti contre les amis de Guesde, qui, dans les réunions préparatoires tenues à Paris, voulaient la réduire à n'être qu'une verrerie aux verriers, simple contrefaçon ouvrière de l'usine capitaliste. Je soutins de toutes mes forces ceux qui voulurent en faire et qui en ont fait la propriété commune de toutes les organisations ouvrières, créant ainsi le type de propriété qui se rapproche le plus, dans la société d'aujourd'hui, du communisme prolétarien. J'étais donc toujours dirigé par ce que Marx a nommé magnifiquement *l'évolution révolutionnaire*. Elle consiste, selon moi, à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la dissolution du monde ancien. Les réformes ne sont pas des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations<sup>3</sup>. »

La même année, Rosa Luxemburg affirmait dans *Réforme sociale ou révolution ?* qu'entre réforme sociale et révolution, il n'y avait pas grande différence, à la condition de ne jamais oublier le « but » dans le « mouvement » : la construction d'une société nouvelle. Tout revient donc à choisir la « bonne » méthode.

Pour Jaurès, cette méthode est une propédeutique à l'action par laquelle il convient de préparer le prolétariat à son émancipation. En effet, Jaurès ne pense pas que la révolution viendra d'un coup d'éclat rapide et brutal déclenché par un niveau extrême de misère. Il pense au contraire qu'elle doit se préparer méthodiquement avec un prolétariat organisé et évolué, c'est-

\* Auteur du livre *État et socialisme chez Jean Jaurès*, L'Harmattan, coll. « Ouverture philosophique », 2004.



à-dire par l'action graduelle et l'appui des classes moyennes. Dès 1893 – année où il adhère au socialisme et intègre dans sa pensée politique les fondements du marxisme (théories de la plus-value, de la lutte des classes, de l'aliénation) – Jaurès avait déjà défendu l'idée d'une collaboration de classes, en groupant « autour du prolétariat quelques-unes des consciences les plus nobles et les plus hardies de la bourgeoisie et ainsi adoucir l'évolution, ménager les transitions, amortir les chocs<sup>4</sup> ».

La conversion du mode de production capitaliste en mode socialiste devra donc se faire sans crise, mais en douceur, comme par une évolution toute naturelle, sans heurter l'ordre ancien, mais en l'enveloppant dans l'ordre nouveau, qui devra émerger et se développer à côté et aussi à partir de lui, après une longue période de coexistence de ces deux modes de production, avant que le vieux meure peu à peu et que le neuf naisse dans le même temps :

« L'histoire démontre que des formes diverses et même contradictoires ont souvent coexisté : longtemps la production corporative et la production capitaliste ont fonctionné côte à côte : tout le XVII<sup>e</sup> et tout le XVIII<sup>e</sup> siècles sont faits du mélange des deux, et longtemps aussi le travail libre agricole et le servage avaient coexisté. Et je suis convaincu que dans l'évolution révolutionnaire qui nous conduira au communisme, la propriété collectiviste et la propriété individuelle, le communisme et le capitalisme seront longtemps juxtaposés. C'est la loi même des grandes transformations<sup>5</sup>. » Telle est la méthode socialiste de Jaurès : une méthode scientifique du développement économique et social, qui rejette la violence politique et tout coup de main décisif de type blanquiste au profit d'un socialisme « qui comprend mieux la complexité des faits sociaux et la loi d'évolution qui impose à toute pensée révolutionnaire une longue période de préparation économique et politique<sup>6</sup> ». Cette méthode est donc celle de la transition par une action évolutive dans l'ordre social.

La tactique politique rejoint alors l'analyse du développement de la société ; ce qui conduit Jaurès à ne « faire aucune différence entre les différents partis bourgeois qui se succèdent. [...] c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière<sup>7</sup> ».

Ainsi est consacrée l'idée de coalition gouvernementale dans une stratégie de collaboration de classes. Mais c'est aussi une méthode d'anticipation de l'ordre à venir que Jaurès entend mettre en œuvre, en instillant des germes d'organisation socialiste dans le mode actuel de production capitaliste. Et c'est au travers de son gradualisme politique que Jaurès esquisse en creux une théorie du dépérissement du capitalisme, où, en

plagiant Engels dans *Anti-Dühring*, nous pouvons dire que celui-ci n'est pas aboli. Il s'éteint. Cette esquisse de théorie constitue, dans le même temps, une pratique de l'émancipation économique individuelle et de la libération morale et sociale de l'humanité.

La méthode socialiste de Jaurès va consister à concilier les classes antagonistes en une fusion au terme de laquelle il n'y aura pas de classe vaincue, mais la victoire de toutes en une unité accomplie qui sera, du même coup, leur autoabolition :

« Ainsi la révolution sociale, en brisant la bourgeoisie, agrandira et ennoblira son œuvre [...] Donc, pour les deux classes antagonistes, pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, la révolution sociale sera une ascension. [...] C'est en montant toutes deux que les deux classes se confondent ; c'est sur un sommet que sera proclamée l'unité humaine<sup>8</sup>. »

Quel est donc cet arrière-plan philosophique de ce qui n'est resté qu'une esquisse théorique de l'État chez Jaurès ? Cet arrière-plan s'enracine dans une métaphysique de l'unité de l'être et occupe le fond de sa « métaphysique sociale » de l'unité humaine. Ce mouvement de réalisation de l'humanité (ou socialisme) est justement l'État, chez Jaurès (« L'État d'aujourd'hui » se caractérise par « l'idée de mouvement<sup>9</sup> »), en tant qu'instance éthico-politique de réalisation des valeurs. Car si, dans sa vision politique, l'être est l'humanité, le mouvement est bien l'État : mouvement en tant que passage de la puissance à l'acte (de la République au socialisme). Mais qu'est-ce qui impulse ce mouvement ? Quelle est la force de ce mouvement ? Il s'agit du prolétariat ; l'État étant « l'expression d'une démocratie bourgeoise où la puissance du prolétariat grandit<sup>10</sup> ».

C'est cette force du mouvement, force ascendante qui va, consciente de sa puissance, force motrice de la révolution sociale et démocratique à venir, qui permet de cerner ce mouvement de transmutation de la République en socialisme qu'est l'État. Pour penser la force active du prolétariat organisé, auteur et acteur de l'histoire, lui-même en mouvement dans l'État par ses modes de représentation et d'action que sont les syndicats, les coopératives ouvrières et le Parti socialiste, il convenait surtout de restituer toute la dynamique de la lutte des classes dans l'État, que Jaurès définit comme champ de forces de « la démocratie [qui] est ce milieu où se meuvent les classes<sup>11</sup> », et est « dans le grand conflit social une force modératrice<sup>12</sup> ».

Champ de rapports de forces (de la classe ouvrière en action à travers son autre : la force de la classe possédante, du Capital, sachant que toute force n'est force que face à une autre force qui lui résiste et à laquelle elle résiste) ; théâtre de la lutte des classes, l'État « n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je

veux dire le rapport de leurs forces<sup>13</sup> », écrit Jaurès, dans la lignée de Ferdinand Lassalle. Par conséquent, l'État jaurésien ne doit pas être vu comme une superstructure devant dépérir, mais comme une instance métapolitique du politique, des rapports de forces entre classes sans cesse en mouvement en son sein ; l'État comme au-delà de lui-même se dépassant pour mieux se retrouver, en tant qu'État des classes au-dessus des classes, régulateur, éthique et neutre – dès lors indépassable –, en qui doit se réaliser l'élan fusionnel des deux classes opposées, au terme duquel le processus de dépérissement de l'État se déplace sur le capitalisme.

**PRAXIS D'ÉTAT ET DÉPÉRISSMENT DU CAPITALISME : ÉVOLUTION ET DÉVELOPPEMENT SOCIALISTES.** C'est le régime économique seul qui dépérit, et non le caractère politique de l'État (contrairement à ce qu'envisage Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* : perte du caractère politique de l'organe de l'État). L'instance [du] politique qu'est l'État est indépassable (même si l'État n'est pas une fin en soi) en ce que son arrière-plan est ce qui précisément fonde le politique chez Jaurès, à savoir sa métaphysique de l'unité de l'être.

C'est là que se situe toute la « métaphysique sociale » de Jaurès : une métaphysique de l'unité humaine par la transmutation de la République en socialisme (calquée sur l'unité de l'être par actualisation de sa puissance d'unité), qui est transmutation d'un régime institutionnel bourgeois et formel en régime économique, juridique et social (instauration d'un droit social dans une révolution de l'organisation du travail et de la production par l'abolition du régime capitaliste de propriété privée des moyens de production et d'échange).

Cette force prolétarienne – et ses résistances – à l'œuvre dans l'État doit se cerner au sein d'une ontologie de la lutte politique pour la réalisation des valeurs (« onto-axiologique » : être/valeur) que nous pouvons faire glisser vers l'« onto-praxique » (être/action) : d'où le concept de *Praxis* d'État, que nous pouvons tenter ici d'élaborer pour désigner l'action révolutionnaire du prolétariat dans et par l'État pour transmuter la République en socialisme.

Interdisant toute justification du pouvoir d'État chez Marx, la *Praxis* devient *Praxis* d'État chez Jaurès, c'est-à-dire action politique, vie pratique : politico-morale (indissociable de la théorie), justifiant la dimension éthico-politique de l'État et confirmant la nature dynamique de l'État jaurésien au sein même de la République, dans l'action conjuguée du parlementarisme et de l'action révolutionnaire de terrain (surtout à travers l'action syndicale, forme immédiatement ouvrière du socialisme).

Puisque chez Jaurès la République est liée au socialisme comme la puissance à l'acte, la République a

donc pour destination la réalisation du socialisme, comme la plénitude de l'être est l'actualisation de sa puissance d'unité. Voilà pourquoi la République est pour Jaurès une œuvre inachevée, prometteuse, et qui ne trouve tout son sens que dans la réalisation du socialisme, qui est donc à la fois sa finalité et son dépassement. République et socialisme sont donc compénétrés. Et c'est dans ce concept panthéiste et stoïcien de compénétration que s'affirme et se déploie la double méthode d'enveloppement et de développement déjà à l'œuvre dans sa métaphysique de l'unité de l'être. Cette conception s'adosse également à une autre qui lui est inséparable : une interprétation politique du développement social de l'humanité. Le jaurésisme n'est pas un historicisme parce qu'il est d'abord une théorie du développement moral et social qui fonde l'évolution historique sur des principes philosophiques. Ces principes sont ceux d'unité, de solidarité harmonieuse et de continuité absolue en un holisme social autant que cosmique qui s'articule à une vision morale de l'individu, qui confère à la démocratie une dimension universelle où tout est organiquement lié.

Cette méthode est donc celle de la transition par une action évolutive dans l'ordre social, que lui inspire « la philosophie à la fois profondément évolutionniste et hardiment révolutionnaire du citoyen Vaillant », cet ancien blanquiste reconverti qui possède un « sens très délié de toutes les réformes de transition, de toutes les évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution<sup>14</sup> ».

L'évolution vers le socialisme est donc inchoative et de type endogène : l'action est toujours envisagée dans son commencement ou dans sa progression vers un dépassement finalisé, et le but visé est toujours préformé, c'est-à-dire enveloppé dans ce qui est encore, à partir duquel se développera ce qui est déjà là. Contrairement à l'évolution graduelle de l'épigenèse, l'embryon de socialisme se développera graduellement selon des causes qui lui sont propres et intérieures, sans causes ni apports extérieurs et accidentels, car, pour Jaurès, l'humanité porte en elle ses déterminations passées, présentes et à venir. Dans sa conception de l'histoire, Jaurès « n'accorde pas à Marx que les conceptions religieuses, politiques, morales, ne sont qu'un reflet des phénomènes économiques. Il y a dans l'homme une telle pénétration de l'homme même et du milieu économique qu'il est impossible de dissocier la vie économique et la vie morale ; pour les subordonner l'une à l'autre<sup>15</sup> ». Dans sa théorie du développement économique et social à venir comme dans sa conception de l'histoire, Jaurès ne fait donc qu'affirmer la théorie de la préformation de Leibniz en parlant d'une « préfor-



mation cérébrale de l'humanité ». Cette conception idéaliste permet de penser un idéal préconçu de la justice et du droit que l'humanité possède *a priori* : « l'humanité, dès son point de départ, a pour ainsi dire une idée obscure, un pressentiment premier de sa destinée, de son développement. Avant l'expérience de l'histoire, avant la constitution de tel ou tel système économique, l'humanité porte en elle-même une idée préalable de la justice et du droit, et c'est cet idéal préconçu qu'elle poursuit<sup>16</sup> ».

Tout est donc déjà là en germe, selon nos aptitudes et selon notre disposition à développer des liaisons en notre esprit. Ces liaisons sont devancées par un pressentiment chez Leibniz, tout comme le lien social est préformé chez Jaurès parce que pressenti dans l'idéal préconçu du droit, par lequel l'humanité réalisera son unité de justice et de paix, à force de luttes et par l'unité de l'esprit et des sens, de la conscience humaine et du monde, en écho à la double source des connaissances que sont les sens et la réflexion chez Leibniz.

La conciliation des théories du *reflet* et de la *préformation* au regard de la conception jaurésienne de l'histoire n'est autre qu'une conciliation des thèses opposées de l'idéalisme historique et moral et du matérialisme économique.

Les notions d'*évolution* et de *développement* semblent être synonymes et indistinctement employées par presque tout le monde. Jaurès semble ne pas échapper à la règle. Ces deux notions sont en effet interchangeables chez lui et s'adossent à sa philosophie politique et à ses enjeux méthodologiques d'avènement du socialisme, tout en s'inscrivant dans les débats biologiques de son temps. Jaurès pense l'évolution révolutionnaire sous le vocable d'une théorie du développement qui emprunte plus à Leibniz – et même à Comte – qu'à Marx et/ou à Darwin. En effet, si l'*évolution révolutionnaire* est le mouvement de l'histoire qui doit nous mener au socialisme, ce mouvement est avant tout chez Jaurès un processus de développement qui obéit à une logique préformée au sein même de l'humanité. Or, en son essence même, l'évolution n'obéit pas à une logique préformée car elle dépend du hasard des mutations, des contingences. En cela, Jaurès demeure absolument préformationniste à la manière de Leibniz – et de Comte –, ce qui constitue un point faible de sa pensée vis-à-vis des débats scientifiques de son temps. Mais comment expliquer cette assimilation, sinon cette confusion ?

Ce n'est que dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – avec la parution de *L'Origine des espèces* de Charles Darwin en 1859 – que « les termes inchangés de *développement* et d'*évolution* en arrivent à signifier, pour les embryologistes et les zoologistes, presque exactement

le contraire de ce qu'ils signifiaient pour les naturalistes du XVIII<sup>e</sup><sup>17</sup> ». Ainsi l'année de la naissance de Jaurès marque le début d'une réflexion féconde, d'une « réformation » de concept, où *évolution* et *développement* ne sont plus strictement synonymes.

Mais, avant de voir leur nouvelle distinction nuancée, rappelons brièvement pourquoi ces deux termes sont restés longtemps synonymes, à la lumière de l'étymologie et des théories passées. Un seul et même mot désigne en latin « évolution » et « développement » : c'est le terme *evolutio, onis, f.* (Gaffiot). Ce terme signifie l'action de dérouler, de parcourir, de lire (du verbe *evolvere, volvi, volutum, ere, tr.*, emporter en roulant ; faire sortir (dégager) de quelque chose qui enveloppe, qui entoure ; dérouler, déployer, expliquer ; dérouler le temps, les années, les jours), et s'oppose au terme *revolutio, onis, f.*, révolution, retour (du verbe *revolvere, volvi, volutum, ere, tr.*, rouler en arrière, faire rétrograder en roulant).

Étymologiquement, *évolution* s'oppose à *révolution* car si l'évolution déroule ce qui est enroulé, enveloppé (et donc développe), la révolution est le mouvement de réenveloppement, d'essence rétrograde, car elle fait faire marche arrière, annule toute avancée linéaire ou circulaire en ramenant au point de départ, ou bien fait retourner à l'identique toute chose en mouvement, telle la « révolution elliptique de la Terre autour du Soleil ». Le développement est donc une évolution en ce qu'il est mouvement de déploiement de force et d'être, mouvement de devenir qui transforme l'être en son autre, déploie la différence en son identité.

Le développement apparaît d'abord surtout comme la réalisation d'un programme préétabli, d'un plan, où l'être formé est le résultat de l'être préformé (qui n'était que sa réduction, sa forme organique distincte mais pas différente), où l'œuf préexiste à l'oiseau dont il est la cause et l'être en puissance. Le développement est alors évolution prédéterminée, intérieure et autonome, actualisation de la puissance, ne subissant donc aucune influence extérieure. L'évolution est, quant à elle, devenir sans destin préétabli, acte sans puissance, création libre car affranchie de tout plan et de toute limite stricte. L'évolution n'a pas de destin parce qu'elle est son propre destin ; un destin qui n'est pas posé à l'avance mais autodonné par ajouts successifs et aléatoires du milieu.

Or plusieurs théoriciens de l'évolution ont pensé le passage de la forme préformée à la forme formée comme une transformation de propriétés métriques invariantes. Tel est le cas de Malebranche et de Leibniz, deux penseurs qui ont compté dans la formation de la pensée philosophique de Jaurès.

L'évolution par préformation n'est autre ici qu'un

développement inéluctable de la forme organique, opposée aux explications mécanistes ou matérialistes de l'origine des êtres vivants de type lucrécien (comme Diderot), ne pensant la transformation que pour les individus et non pour les espèces – cloisonnées entre elles.

Parce qu'un développement se poursuit toujours jusqu'à son terme, sa finalité est de s'achever lui-même ; il n'est donc pas arrêté : « Pour qu'on puisse parler de l'arrêt d'un développement, il faut que ce développement ait du mouvement pour aller plus loin. Un développement dont les limites sont assignées à l'avance prend fin lorsqu'il les atteint. Il s'éteint spontanément. Il se termine. Il n'est pas arrêté ; il ne s'arrête même pas. Un processus n'est dit arrêté que s'il ne va pas, provisoirement ou définitivement, à ses limites. La théorie qui lie la monstruosité à l'arrêt de développement se concilie mal avec une croyance à la préformation<sup>18</sup> ». Toute théorie du développement est donc de type finaliste et endogène, et devient même le fondement de l'idée de progrès chez Comte.

Il n'en est pas de même pour l'idée de loi d'évolution car celle-ci suppose l'influence de causes accidentelles, d'où le rejet de la théorie de la préformation des germes et l'adoption de l'épigénèse : théorie selon laquelle l'embryon se constitue graduellement dans l'œuf par formation successive de parties nouvelles et apports éventuels du monde extérieur, et opérant, selon Darwin, un passage possible d'une espèce à l'autre par « modifications parcellaires relativement indépendantes<sup>19</sup> ». De par ses structures, l'évolution d'un embryon ne peut plus être traitée comme un simple agrandissement ; préformation, développement et causalité sont ainsi rejetés au profit de l'idée d'évolution, désormais distincte et même opposée à celle de développement, avec quelqu'un comme Geoffroy Saint-Hilaire.

Comment ces deux notions d'origine biologique – et leur distinction précise – sont-elles réinvesties dans le champ du politique ? Comment Jaurès, et d'abord le marxisme transposent-ils ces théories dans leurs théories respectives<sup>20</sup> ?

Jaurès parle aisément d'« évolution » vers le socialisme et de « développement » économique et social de l'humanité, même s'il n'établit pas clairement de distinction précise, consciente et volontaire. Il est resté « classique » en restant fidèle – comme Comte – à la théorie du développement adossée à celle de la préformation. Il reste donc fidèle à l'embryologie et à l'idée de réalisation d'un plan, de prédétermination, et même d'idée directrice (qu'il reprendra explicitement à Claude Bernard lors de sa conférence de Buenos Aires de septembre 1911 intitulée « La force de l'idéal<sup>21</sup> »).

Jaurès justifie sa théorie préformationniste du développement en ce qu'elle s'inscrit pleinement dans une sorte de religion téléologique qui garde quelque chose de dogmatique et qui constitue tout le fond d'une ontologie de la lutte dont le socialisme est le but, le réformisme le moyen et la République le cadre.

Au fond, il n'y a pas de théorie historique chez Jaurès, mais il y a une théorie de la révolution qui est une théorie de la libération dans l'histoire par la lutte comme théorie de l'action et de la conquête du pouvoir. C'est ainsi que le point de rencontre de l'évolution et du développement – que Jaurès articule sur le rapport historique et politique entre le prolétariat et l'humanité – se situe au niveau de la question de l'État, strictement liée à celle de la révolution. La révolution est donc chez Jaurès processus de réalisation de l'idéal, système de mise en forme de la pensée dans l'action. Ce processus est aussi une méthode : méthode d'action politique de prise du pouvoir (par le respect de la voie légale, du suffrage universel et du parlementarisme, qui confirment la République comme cadre légal de la réalisation du socialisme dont elle est la puissance destinée à s'actualiser), mais aussi de son exercice, à travers la méthode socialiste, graduelle et réformiste, qui constitue le fond de l'action et de l'esprit révolutionnaires, et révolutionne du même coup la *Praxis*, dans le droit fil ici de la célèbre onzième *Thèse sur Feuerbach* de Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. »

Transformer le monde à partir de l'interprétation qu'on en a faite, c'est mettre « l'idée dans le mouvement et le mouvement dans l'idée, la pensée socialiste dans la vie prolétarienne, la vie prolétarienne dans la pensée socialiste<sup>22</sup> ». La pensée se fait action et devient pouvoir. Mais la *Praxis*, chez Jaurès, d'essence révolutionnaire, porte en elle les éléments d'un développement ultérieur qui la transformera de l'état de théorie à celui de pratique d'émancipation sociale de l'Humanité par le prolétariat, qui réalisera ainsi l'Humanité totale.

Jaurès ramène la *Praxis* à une théorie du développement de l'humanité (ensemble des hommes en sociétés), qui lui sert de cadre pour penser ce processus de dépérissement du régime capitaliste. L'être du prolétariat est action révolutionnaire, production de valeurs par la lutte contre le capitalisme. C'est par l'État que cette lutte s'effectue : une lutte onto-axiologique qui se mue en culture onto-praxique transcendant l'idée même de classe pour embrasser l'universel, productrice de pratiques sociales, d'institutions, de méthodes et représentations idéologiques structurant le nouveau régime économique. La *Praxis* d'État est ainsi ce par quoi le prolétariat exerce le pouvoir politique après l'avoir conquis

légalement. Tel est le socialisme jaurésien, un socialisme qui n'est pas *contre* l'État, ni même *d'État*, mais *par* l'État : c'est par lui que s'effectue la révolution sociale, par l'action réformatrice, graduelle et légale.

De son côté, le capitalisme se développe pour tendre vers sa propre fin, il est « fait pour » être dépassé. Ce processus de dépérissement est révolutionnaire étymologiquement en ce qu'il procède par rétrogradation, réenveloppement, à la juste proportion inverse du développement de l'humanité. Comme pour la théorie du dépérissement de l'État de Marx et Engels, les bases de l'extinction programmable du capitalisme sont économiques. C'est par l'État que cette extinction économique s'élabore : juxtaposition des deux régimes de propriété évoluant ensemble un certain temps avant que le régime collectiviste ne prenne le dessus, développement de coopératives ouvrières et des syndicats comme fer de lance de la nouvelle démocratie économique. Au fond, la révolution prendra les traits d'une évolution « naturelle », sans heurts ni ruptures violentes mais par gradation continue, en un élan d'unité et de pénétration universelles. La société communiste prolongera ainsi la société capitaliste avec laquelle elle est compénétrée ; les cadres de la vieille et inique société capitaliste éclateront sous le poids de l'invasion de l'esprit socialiste. Pénétrée et saturée de réformes sociales, la société capitaliste se muera peu à peu en société communiste.

**MÉTHODE GRADUELLE ET BUT FINAL.** Pour Jaurès, la méthode graduelle rend caduque la théorie de la dictature du prolétariat, forme universelle de la transition à la société sans classes étroitement associée à celle du dépérissement de l'État. La méthode graduelle est donc à cette esquisse jaurésienne de théorie implicite du dépérissement du capitalisme ce que la dictature du prolétariat est à la théorie du dépérissement de l'État chez les marxistes. Le développement de l'humanité par l'évolution socialiste de l'organisation du travail et de la propriété commande donc une nécessaire et « symbiotique » méthode graduelle ; le dépérissement du capitalisme – qui lui est étroitement lié – obéit, lui, à un « antibiotique » processus graduel.

Jaurès est réformiste mais aussi révolutionnaire ; disons plutôt qu'il est révolutionnaire par la réforme : c'est l'idée au départ marxienne d'*évolution révolutionnaire* qui fait de Jaurès le théoricien d'un réformisme révolutionnaire qui nous permet de le qualifier d'« évolutionnaire » dans la théorie, au moment où il qualifie Millerand du même vocable dans sa pratique gouvernementale entre 1899 et 1902. Il n'est pas permis de dire que Jaurès fut révisionniste au sens où on l'entendait alors, car il ne fut nullement révisionniste sur le plan de l'économie (contrairement à Bernstein, il reste

fidèle à la théorie de la valeur-travail de Marx), mais se rapproche de Bernstein sur le plan de la tactique politique. Jaurès lui-même se défendit toujours d'être révisionniste, notamment dans sa conférence sur « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste » du 10 février 1900, où il se déclare d'emblée plus proche de Kautsky (même si ce dernier fut très hostile à son égard, l'accusant de désunir le socialisme français) – le théoricien du « centre » orthodoxe de la mouvance marxiste –, en arguant ironiquement qu'« il y a dans Kautsky, dès maintenant, un peu de Bernstein, et, lorsqu'[il] approuve pleinement Kautsky, par là même [il] approuve partiellement Bernstein<sup>23</sup> ».

La position de Jaurès – la seule contribution sérieuse des socialistes français à la réfutation du révisionnisme de Bernstein – s'inscrit aussi dans un contexte français, à savoir que Jaurès entend répondre aux attaques et accusations des guesdistes – marxistes « officiels » – et de Lafargue, qualifiant Jaurès et Millerand d'« Indépendants polychromes du socialisme sentimental, pittoresque et intégral<sup>24</sup> », à un moment où le socialisme français pouvait espérer réaliser son unité, malgré les fortes divergences à propos de l'affaire Dreyfus. Car là est bien la préoccupation essentielle de Jaurès : réussir l'unité des socialistes français au sein d'un même parti ; chose difficile à réaliser si les socialistes français rejettent et se mettent à dos le parti social-démocrate allemand, qui était alors l'organisation socialiste la plus puissante et la plus prestigieuse du monde<sup>25</sup>. Aussi, vu l'importance de cette controverse doctrinale et compte tenu de ses responsabilités politiques, Jaurès n'a pu s'esquiver, et c'est de façon embarrassée qu'il essaie de prendre position.

Pour ce faire, Jaurès s'efforce donc de mettre les choses au point sur la base d'une double argumentation, faite de positionnement tactique et d'offensive critique : il critique Bernstein et entend prouver une fidélité plus forte de sa méthode à l'esprit du marxisme que ne l'est celle de ses adversaires guesdistes. Jaurès répond aux révisionnistes allemands tout en ripostant aux marxistes « orthodoxes » français.

Sur le plan doctrinal Jaurès donne tort à Bernstein, mais sur le plan pratique il se sent proche de lui : la tactique de l'alliance avec des forces politiques non socialistes lui apparaît nécessaire. Ainsi la position ambiguë de Jaurès tient au fait qu'il rejette le révisionnisme tout en soutenant le réformisme ! Et c'est parce qu'il pense que la pratique réformiste est préférable à la théorie révisionniste (qui pourtant la soutient) que Jaurès entrevoit des points de rencontre possibles entre Bernstein et Kautsky : « sans doute, nous avons à faire à mon sens une politique socialiste neuve, à certains égards, plus agissante, nous avons à

modifier notre attitude en face de certains problèmes ; mais nous pouvons le faire sans rompre avec les traditions générales de la démocratie socialiste internationale<sup>26</sup> ». Cette « politique socialiste neuve » n'est autre que le réformisme. Un réformisme de type révolutionnaire dans le sens où les réformes sont un moyen pour préparer la révolution (d'où le rôle prépondérant des syndicats dans cette préparation économique et sociale du prolétariat) et non pour l'éviter (les réformes rendant la révolution inutile parce qu'elles améliorent les conditions de vie ouvrières), comme le pensaient Bernstein et bon nombre de réformistes, dont Millerand...

Le socialisme est le but qui se donne les réformes comme moyens. Il est d'essence révolutionnaire, pour Jaurès, à l'image de son agent qu'est le prolétariat et de l'esprit de la République « à la française ». Ainsi seuls les fondements théoriques du révisionnisme sont à condamner. N'avançant jamais ses arguments de façon tranchée et reconnaissant un certain nombre de mérites à l'impulsive objection bernsteinienne, Jaurès estime pouvoir démontrer en même temps que le révisionnisme en tant que tel (comme pratique politique d'union gouvernementale) n'est pas à mettre en cause et que le marxisme a capacité à se réformer par lui-même : « J'estime et j'essaierai de démontrer que le marxisme lui-même contient les moyens de compléter et de renouveler le marxisme là où il faut, et qu'il n'est nullement utile, au point de vue théorique, comme au point de vue pratique, de briser les cadres théoriques de la démocratie socialiste internationale, parce que ces cadres peuvent dès maintenant, par leur propre jeu, s'élargir et s'assouplir<sup>27</sup>. » Ainsi s'affirme le métamarxisme de Jaurès : un réformisme non révisionniste qui repose sur l'idée d'un dépassement du marxisme traditionnel (rejet du matérialisme historique) dans la fidélité au matérialisme économique (et à sa théorie de la valeur-travail) et l'adhésion à la pensée et à l'action révolutionnaires, qui place le mouvement ouvrier à l'avant-garde de la lutte des classes et du combat pour la justice sociale, dans un renouvellement de la *Praxis* qu'est le réformisme révolutionnaire.

Si « tout est dans le mouvement, rien n'est dans le but final » chez Bernstein, et « tout est dans le but final, rien dans le mouvement » chez Rosa Luxemburg (hostile à toute tentation réformiste), nous pouvons dire que la position de Jaurès se ramène à celle de Wilhelm Liebknecht – père de Karl – (né en 1826 et mort en août 1900, grande figure politique qui prit part à la révolution allemande de 1848, fondateur avec Bebel du Parti ouvrier social-démocrate allemand en 1869, député au Reichstag, il refusa de voter l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ; Jaurès s'y référerait

souvent), pour qui « l'essentiel est le but final, mais il faut le mouvement pour s'approcher du but ». Jaurès salua en lui le défenseur du suffrage universel comme « force légale du socialisme révolutionnaire ».

Mais ce qui plut surtout à Jaurès fut sa réflexion sur la méthode d'action politique du prolétariat pour la réalisation du socialisme. C'est à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Liebknecht que Jaurès revient sur sa pensée, pour commémorer un grand homme disparu mais d'actualité, tourné vers l'avenir, puisqu'il se pencha sur la question de la méthode socialiste en rédigeant un manuscrit (trouvé peu après sa mort dans ses papiers par ses amis) commencé en 1881 et apparemment inachevé, intitulé *Comment se réalisera le socialisme*. Jaurès reprend ce texte avant-gardiste pour le présenter et le commenter dans plusieurs de ses articles à *La Petite République* des 15, 17, 21 et 24 août 1901, considérant « la publication de ces pages posthumes de Liebknecht comme un événement capital dans la vie politique et sociale de l'Allemagne, dans la vie du socialisme universel<sup>28</sup> ».

Ce document présente un grand intérêt pour Jaurès et pour la période d'alors, en Allemagne comme en France, et Jaurès n'hésite pas à citer de larges extraits de ce manuscrit traduit par lui-même pour la circonstance. L'intérêt, pour nous, est de montrer en quoi l'apport de Liebknecht au débat sur la méthode socialiste constitue une base solide à la légitimation de la position de Jaurès vis-à-vis du révisionnisme et sur le rapport entre le but final et le mouvement de transition.

Liebknecht ne se demandait pas *si* le socialisme triompherait, mais *comment* il triompherait. Même si l'avènement du socialisme se fait attendre, son accession est historiquement inévitable. Voilà pourquoi il convient plutôt de méditer sur les moyens, sachant que le but est premier et assuré et conditionne les moyens : le possible se mesure à l'aune du souhaitable ; la fin justifie les moyens, mais les moyens se façonnent selon les circonstances : « La tactique se détermine d'après les circonstances. [...] L'essentiel, pour nous, c'est que les principes inaltérés du socialisme soient réalisés le plus rapidement possible dans l'État et la société. L'inessentiel, c'est *comment* ils seront réalisés. Non que nous prétendions diminuer la valeur de la tactique. Mais la tactique n'est qu'un moyen en vue d'un but, et tandis que le but se dresse ferme et immuable, on peut discuter sur la tactique. Les questions de tactique sont des questions pratiques, et elles doivent être absolument distinguées des questions de principes<sup>29</sup> », écrit Liebknecht. Si la tactique est secondaire dans l'ordre des valeurs, elle est prioritaire dans l'ordre de l'action ; l'inessentiel doit passer avant l'essentiel, comme pour lui préparer la place.

Ainsi, pour Liebknecht, le Parti socialiste doit se préparer à prendre part au gouvernement pour améliorer les conditions de travail : une participation partielle et mesurée, avec des degrés, des nuances et des modalités. Voilà comment procéder. Jaurès commente ces propos : « De même que la tactique est variable, le programme, qui est après tout une partie de la tactique, peut être modifié, révisé, complété. [...] [Il] doit être complété par toute une série de mesures introduisant graduellement la classe ouvrière dans la puissance économique et ébauchant un demi-communisme dans la production paysanne<sup>30</sup>. »

Contre tout recours à la force – qu’il juge contre-révolutionnaire – Liebknecht confirme déjà le respect de la voie légale, du suffrage universel et du gradualisme, qu’il réussit à concilier avec l’action révolutionnaire du prolétariat. C’est en cela que Jaurès se reconnaît pleinement en lui : « “Le droit pour l’État de réglementer la production contient le devoir pour l’État de s’intéresser au travail et le contrôle du travail social par l’État conduit tout droit à l’organisation du travail social par l’État.” Voilà ce que disait Liebknecht de la loi sur les accidents, qui de toutes les lois d’assurance est la plus superficielle, la plus extérieure au travail<sup>31</sup>. » Graduellement, par l’action légale et par la propagande, la nation est amenée au socialisme. L’économique et l’individuel se trouvent liés, dans ce socialisme d’inspiration morale qui « considère l’éducation comme un des devoirs essentiels de l’État, et [qui] fait consister l’idéal civil et social à réaliser en tout homme autant que possible l’idéal de l’humanité. [...] Mais nous ne sauterons pas d’un coup dans le socialisme. Le passage s’accomplit continuellement, et il s’agit pour nous [...] de déterminer un programme pratique pour la période de transition<sup>32</sup>. »

En cela, le socialisme révolutionnaire de Liebknecht préfigure bien le socialisme révolutionnaire de Jaurès et semble annoncer et préparer admirablement le socialisme qui s’élabore autour de 1900, autour de la question désormais décisive des méthodes de la loi d’évolution.

Au fond et plus généralement, c’est plus le Marx politique (et Engels) du *Manifeste* de 1848 que le Marx économiste du *Capital* qui fait l’objet des critiques essentielles de Jaurès, parce que ce dernier adopte désormais une lecture essentiellement politique du marxisme, et non plus socio-économique et philosophique.

Ce n’est donc pas la science de Marx sur le développement des sociétés et sa critique de l’économie capitaliste que Jaurès conteste, mais ses hypothèses sur le jeu des rapports de classes et les perspectives d’actions « révolutionnaires » dans les pays industrialisés telles

qu’on les trouve formulées dans le *Manifeste* de 1848. Jaurès considère en effet celui-ci comme « suranné » ; le marxisme est « dépassé » en tant que méthode de révolution. Contrairement à ce que pensaient Babeuf, Blanqui, Marx et Engels (« glisser » le communisme prolétarien au sein des révolutions bourgeoises), il n’est plus possible de penser, autour de 1900, que la révolution prolétarienne peut et doit se greffer sur une révolution bourgeoise. Mais si cette méthode a échoué en France et en Allemagne, elle a eu au moins l’avantage de poser la question fondamentale de la propriété et celle d’une action autonome et émancipée du prolétariat. Puisque le temps des révolutions bourgeoises est terminé, il est temps de penser à une transition vers le socialisme par le prolétariat lui-même.

Il est temps aussi pour nous de voir comment Jaurès articule cette « théorie » de la transition vers le socialisme avec une conception métamarxienne de l’action révolutionnaire du prolétariat, et en quoi sa position constitue une réponse au révisionnisme théorique bernsteinien tout en étant une réponse au marxisme « orthodoxe » de la pratique révolutionnaire. C’est par une démarche d’évitement que Jaurès procède, pour asseoir sa position politique et doctrinale spécifique et atypique, guidée par une volonté constante de garder ses distances avec les doctrines en cours (et vis-à-vis de leurs épigones français, marxistes notamment : Guesde et Lafargue), comme pour vouloir librement les réviser à sa façon pour mieux les concilier. Ainsi sa référence à la pensée marxienne est constante, même si elle n’est pas toujours explicite ; le marxisme demeure sa sphère de pensée.

La transition vers le socialisme est avant tout l’expression d’une continuité de la révolution bourgeoise dans la révolution prolétarienne ; la classe ouvrière étant le vrai agent historique de son émancipation (nous pouvons voir dans cette idée jaurésienne plus que jamais affirmée l’influence une fois de plus de la pensée de Michelet, qui a vu dans la Révolution française l’avènement politique et historique du peuple ; Jaurès venant à cette époque de rédiger son *Histoire socialiste de la Révolution française*, dans laquelle il se revendique de la vision mystique de Michelet). Le prolétariat se trouve avoir une sorte de supplément d’âme, disons même un supplément d’être sur la bourgeoisie, et c’est cette « plus-value ontologique » qui fait du prolétariat la classe de l’avenir, celle de l’émancipation universelle et de l’unité humaine.

**UN PROLÉTARIAT ÉMANCIPÉ ET UNE BOURGEOISIE HISTORIQUEMENT DÉSUÛTE ET STÉRILE.** C’est carrément une nouvelle conception de la révolution que propose Jaurès, étroitement associée à une théorie de l’État au moins implicite. Là se situe véritablement le point de rupture – ou l’élément d’in-

conciliabilité – entre Jaurès et Marx : pour Jaurès, la révolution apparaît non pas comme le point de départ que devrait suivre une dictature transitoire, mais comme la fin du processus qui conduit vers le socialisme ; d’où la nécessité de concevoir comme préalable le terrain de la légalité démocratique et du suffrage universel, condition, selon Jaurès, pour que le prolétariat socialiste prépare et organise la révolution, la conquête légale de la démocratie étant alors sa méthode souveraine : « [le prolétariat] a, par les syndicats et les coopératives, une puissance économique grandissante. Il a par le suffrage universel et la démocratie une force légale indéfiniment extensible. [...] Il prépare méthodiquement ou mieux, il commence méthodiquement sa propre Révolution par la conquête graduelle et légale de la puissance de la production et de la puissance de l’État<sup>33</sup>. »

Ainsi, si pour Marx la révolution éclatera lorsque l’état de souffrance et de misère du prolétariat aura atteint son comble, pour Jaurès, la classe ouvrière est sans cesse plus forte, plus cultivée et moins misérable. Et tout ce qui accroît sa puissance intellectuelle, économique et politique accélère l’évolution politique et sociale vers le communisme. Cet état de fait est le fondement de sa méthode : « À la question toujours impérieuse : comment se réalisera le socialisme ? il convient de répondre : par la croissance même du prolétariat qui se confond avec lui. [...] Précisément parce que le prolétariat a déjà grandi, parce qu’il commence à mettre la main sur le mécanisme politique et économique, la question se précise : quel sera le mécanisme de la victoire ? À mesure que la puissance prolétarienne se réalise, elle s’incorpore à des formes précises, au suffrage universel, au syndicat, à la coopérative, aux formes diverses des pouvoirs publics et de l’État démocratique<sup>34</sup>. »

Ainsi, en rappelant le « fait incontestable » du progrès du prolétariat et de « la puissance croissante des syndicats ouvriers, des coopératives ouvrières, et la part croissante de pouvoir politique qu’ils conquièrent sur l’État ou dans l’État<sup>35</sup> », Jaurès entend réaffirmer la force décisive et désormais autonome d’un prolétariat émancipé, mais aussi mettre à distance la théorie marxienne du dépérissement de l’État. Même si c’est « sur l’État ou dans l’État » que le prolétariat grandit, c’est par l’État qu’il accomplira l’Humanité totale, qu’il s’émancipera intégralement, émancipant également l’humanité tout entière.

C’est donc par l’État que le développement des institutions se poursuivra et réalisera l’évolution de la société vers le socialisme ; c’est par l’État que s’accomplira la méthode de réalisation socialiste dont le prolétariat sera l’agent essentiel : « [la vie du prolétariat] s’est

déjà incorporée à des institutions : institutions économiques et institutions politiques ; ces institutions, suffrage universel, démocratie, syndicat, coopérative, ont un degré déterminé de développement, une force et une direction acquises : et il faut savoir si le communisme prolétarien pourra se réaliser par elles, s’accomplir par elles, ou si au contraire il ne s’accomplira que par une suprême rupture. [...] Et si nous souffrons aujourd’hui, s’il y a dans notre parti incertitude et malaise, c’est parce qu’il associe en des mélanges confus les méthodes en partie surannées que nos maîtres nous ont léguées, et les nécessités mal formulées encore des temps nouveaux<sup>36</sup>. »

C’est donc contre les anarchistes et les guesdistes que ces propos de Jaurès sont dirigés, lorsqu’il écrit que « les uns veulent que [le prolétariat] se mêle le moins possible aux conflits de la société qu’il doit détruire, et qu’il réserve toutes ses énergies pour l’action décisive et libératrice<sup>37</sup> ». Allusion à peine voilée à la position des marxistes orthodoxes réunis autour de Jules Guesde à propos de l’affaire Millerand – ce socialiste entré dans un « ministère bourgeois » – et surtout à propos de l’affaire Dreyfus, prétendu véritable objet du dissentiment méthodologique qui opposa Jaurès à Guesde et aux marxistes français.

C’est à ce moment-là que Jaurès infléchit son discours sur Marx. Même si Marx lui-même affirma à la fin de sa vie – pensant à Guesde et à Lafargue – qu’il n’était pas marxiste, c’est la pensée de Marx, du jeune Marx du *Manifeste*, que Jaurès met en question en 1901, parce que Marx et Engels y affirment que « les ouvriers n’ont pas de patrie », alors que Jaurès est profondément patriote... et internationaliste (conciliation qu’il développera surtout dans le chapitre X de *L’Armée nouvelle*).

Mais ce sont aussi des raisons politiques qui expliquent ce revirement de Jaurès à l’égard de Marx. En effet, les heurts violents des guesdistes au moment de l’affaire Dreyfus ont marqué Jaurès : là aussi leur vision non universaliste a déplu à Jaurès parce que c’était, pour lui, la figure de l’Humanité tout entière qui était attaquée en la personne du capitaine Alfred Dreyfus, et non pas seulement un individu de surcroît bourgeois, dont la cause du même nom ne doit en rien concerner le prolétariat (position de Guesde). La lutte de classes n’a pas qu’un enjeu de classe : elle a d’emblée une ampleur universelle pour Jaurès. Les autres raisons politiques de l’infléchissement du discours de Jaurès sur Marx tiennent aux désastres constatés de la stratégie des guesdistes pour empêcher l’émergence d’une puissante force socialiste en France. Jules Guesde et les guesdistes souhaitaient l’isolement de la classe ouvrière et du mouvement socialiste. Les guesdistes étaient aussi contre les

réformes, même si les députés du POF les votaient à l'Assemblée (à propos des accidents du travail en 1898, sur les retraites ouvrières, les projets Millerand, etc.). Or, pour Jaurès, la classe ouvrière ne doit pas « camper aux portes de la cité » et doit pleinement s'intégrer dans le mouvement social pour en tirer des leçons pour l'avenir et en prendre à terme la direction. C'est ce dont le prolétariat a de toute façon déjà fait l'expérience, au moment justement de l'affaire Dreyfus.

Pour Jaurès, l'affaire Dreyfus et l'affaire Millerand ont en effet toutes deux concouru au même but : l'émancipation du prolétariat, la croissance de sa force, de sa volonté, de sa conscience et de son unité, pour l'accomplissement d'emblée de la révolution prolétarienne, dès lors émancipée... de l'idée d'une période préalable de révolution bourgeoise. C'est à Lassalle que Jaurès reprend cette idée de refuser à la bourgeoisie la période de préséance révolutionnaire et de la voir passer dès les premiers jours aux mains ouvrières. Mais Jaurès va plus loin que Lassalle car il lui reproche sa modération, notamment au sujet de la question de la propriété : « de ce pouvoir révolutionnaire soudain conquis, Lassalle se proposait, il est vrai, de faire un usage très modéré. Il se serait borné à fonder le suffrage universel ; à supprimer les impôts indirects, à affranchir la presse du joug du capital et à subventionner largement sur les ressources de l'État des associations ouvrières de production : pas d'expropriation, pas d'application étendue d'un plan communiste<sup>38</sup> ». Mais si le prolétariat est à même de mener à bien à lui seul le mouvement révolutionnaire, ce n'est pas seulement parce qu'il a grandi en force et en conscience et s'est émancipé, c'est aussi parce que la bourgeoisie s'est vidée de tout son sens historique et révolutionnaire. Elle est désormais dépassée parce qu'elle est rattrapée par le prolétariat ; sa mission historique a été accomplie, et l'heure est maintenant à l'action révolutionnaire du prolétariat. Voilà pourquoi les thèses principales du *Manifeste communiste* sont tout aussi désuètes que le rôle historique de la bourgeoisie victorieuse « éminemment révolutionnaire », car si « aujourd'hui, le mode déterminé sous lequel Marx, Engels et Blanqui concevaient la révolution prolétarienne est éliminé par l'histoire », c'est d'abord parce que « le prolétariat plus fort ne compte plus sur la faveur d'une révolution bourgeoise<sup>39</sup> ».

Au fond, Jaurès reproche à Blanqui et à Marx et Engels d'avoir été les théoriciens d'une conception bourgeoise de la révolution prolétarienne, où le prolétariat ne joue que les seconds rôles, ne pouvant poursuivre sa marche révolutionnaire qu'en plaçant ses pas dans ceux de la bourgeoisie<sup>40</sup>. Pour Jaurès, « si un des caractères du socialisme utopique est de n'avoir pas

compté sur la force propre de la classe ouvrière, le *Manifeste communiste* de Marx et de Engels fait encore partie de la période d'utopie<sup>41</sup> ». La bourgeoisie ne précède donc pas historiquement le prolétariat ; elle n'annonce pas « l'aurore socialiste » ; elle ne donnera pas de coup d'envoi et le prolétariat n'attendra aucun signal. C'est d'emblée que la révolution est dérivée vers le prolétariat ; « c'est en réalité la conquête légale de la démocratie qui devient la méthode souveraine de Révolution ».

Voilà pourquoi « c'était une chimère d'espérer que le communisme prolétarien pourrait être greffé sur la révolution bourgeoise<sup>42</sup> ». Non seulement la période révolutionnaire de la bourgeoisie est close, mais la méthode de révolution ouvrière préconisée par Marx et Engels en 1847 est déclarée aussi désuète que la bourgeoisie par Jaurès.

La méthode socialiste de Jaurès, toute empreinte de respect de la légalité démocratique du suffrage universel et de gradualisme politique et économique, évacue les « hypothèses historiques épuisées » et les « hypothèses économiques inexactes<sup>43</sup> » du *Manifeste*, au premier rang desquelles il faut placer l'idée de dictature du prolétariat et « d'un brusque effondrement économique de la bourgeoisie, d'un cataclysme du système capitaliste<sup>44</sup> ». Ce n'est pas seulement par une simple condamnation morale, mais sur une analyse structurelle de la société que repose la critique jaurésienne de la violence et du coup de force. Jaurès rappelle que Marx et Engels savaient bien que le prolétariat avait grandi et qu'il était la vraie force révolutionnaire ; il rappelle aussi qu'ils affirmaient que la bourgeoisie était devenue incapable de régner, de devenir la classe dirigeante parce que devenue incapable d'assurer la subsistance minimale à ses esclaves ; mais c'est pour rappeler que Marx (et non Engels<sup>45</sup>) se trompait lorsqu'il postulait sa théorie de la paupérisation absolue. Pour Jaurès, la bourgeoisie ne peut plus jouer « qu'un rôle d'appoint<sup>46</sup> », et l'idée de Marx selon laquelle le prolétariat doit être infiniment appauvri et dénué pour pouvoir provoquer les grands soulèvements prochains est une idée fautive : « Marx se trompait. Ce n'est pas du dénuement absolu que pouvait venir la libération absolue<sup>47</sup> ». Mais, rappelant que nul des socialistes, aujourd'hui, n'accepte la théorie de la paupérisation absolue du prolétariat (la condition économique matérielle des prolétaires allant en s'améliorant), Jaurès affirme qu'« il n'est plus permis de répéter après Marx et Engels que le système capitaliste périra parce qu'il n'assure même pas à ceux qu'il exploite le minimum nécessaire à la vie. [...] Ainsi, les deux hypothèses, l'une historique, l'autre économique, d'où devait sortir, dans la pensée du *Manifeste communiste*, la soudaine Révolution prolé-

tarienne, la Révolution de dictature ouvrière, sont également ruinées<sup>48</sup> ».

Dès lors, non seulement la méthode graduelle de transition en douceur se trouve confirmée, et, par le rejet de toute action violente et de toute idée de chute soudaine du capitalisme et de la bourgeoisie, c'est l'idée d'avènement progressif et endogène du socialisme à partir et en coexistence avec le capitalisme que couronne Jaurès, par l'action directe de la force propre du prolétariat révolutionnaire émancipé. Puisque le prolétariat libère l'humanité en se libérant lui-même, la bourgeoisie participant bien sûr à la même humanité, elle ne sera pas vaincue mais intégrée à la victoire du prolétariat, en ne perdant que sa position formelle de domination, qu'elle a déjà perdue dans les faits, et ainsi son statut de classe opprimante et possédante.

L'enjeu de la lutte sociale devient alors mystique : exprimant d'abord la réalité humaine de la chute dans la dispersion, la lutte exprime en même temps le remède contre ce mal, « l'antidote du péché » qui ramène à l'unité perdue de l'être-humanité par cette religion laïque qu'est le socialisme ontologique de Jaurès, dans un élan d'optimisme (réhabilitant le travail, qui n'est pas une malédiction, comme aussi chez Marx et déjà Saint-Simon et les saint-simoniens), et contre l'idée marxienne de nécessaire malédiction sociale et matérielle du prolétariat préalable au soulèvement final et à la résurrection révolutionnaire de l'humanité. Reprochant à Marx d'avoir écrit pour le prolétariat allemand ces paroles « de mystique abaissement et de mystique résurrection », Jaurès affirme : « De même que le Dieu chrétien s'est abaissé au plus bas de l'humanité souffrante pour relever l'humanité tout entière, [...] de même que cet abaissement infini de Dieu était la condition du relèvement infini de l'homme, de même dans la dialectique de Marx, le prolétariat, le Sauveur moderne, a dû être dépouillé de toute garantie, dévêtu de tout droit, abaissé au plus profond du néant historique et social, pour relever en se relevant toute l'humanité<sup>49</sup>. »

Dès lors la théorie de la paupérisation absolue du prolétariat apparaît tout à fait surannée à Jaurès, ainsi que la méthode de révolution violente que cette théorie présuppose et que le *Manifeste* préconise. Elle est surannée parce « qu'il est faux que dans l'ensemble la condition économique matérielle des prolétaires aille en empirant<sup>50</sup> ».

Pour Jaurès, le cataclysme économique qui doit provoquer « l'effondrement violent de la bourgeoisie » n'aura pas lieu. Ni de révolution bourgeoise dans l'ordre politique, ni de catastrophe capitaliste dans l'ordre économique ; Jaurès renvoie ces deux hypothèses complémentaires dos à dos, car le nouveau sys-

tème de production n'émergera pas de l'effondrement du capitalisme, mais de l'action méthodique et progressive du prolétariat. Si ces hypothèses – historiques et économiques – sont au début du XX<sup>e</sup> siècle surannées, elles n'auront pas été vaines : Jaurès les pense en effet nécessaires mais pas suffisantes. Nécessaires parce que le prolétariat a su, depuis la Révolution, tirer des leçons des agitations de la bourgeoisie révolutionnaire – sans que cette dernière eût été pour autant la tutrice du prolétariat ; pas suffisantes parce que les révolutions bourgeoises ne montrent que le type d'action à mener (le moyen révolutionnaire) mais pas la voie à suivre (le but final), celle de l'émancipation collective, de la libération universelle, que seul le prolétariat peut mener, idée en cela conforme à celle de Marx sur le caractère éminemment universel du combat prolétarien et de la révolution socialiste. S'il y a une continuité historique entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne à venir, il n'y a pas héritage de la première sur la seconde.

**ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE ET ACTION RÉFORMATRICE.** Jaurès entend avant tout ébaucher plus qu'une théorie du pouvoir ; c'est véritablement une pédagogie de l'action politique qu'il expose, qui esquisse en creux une théorie du dépérissement du capitalisme sur lequel cette pédagogie de l'action se développe, supposant dans le même temps une condamnation sans appel de toute violence politique comme moyen d'action, un rejet de la théorie de la dictature du prolétariat, étroitement associée à la théorie du dépérissement de l'État : « Ce n'est pas par le contrecoup imprévu des agitations politiques que le prolétariat arrivera au pouvoir, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces sous la loi de la démocratie et du suffrage universel. Ce n'est pas par l'effondrement de la bourgeoisie capitaliste, c'est par la croissance du prolétariat que l'ordre communiste s'installera graduellement dans notre société<sup>51</sup>. »

La démocratie et la légalité s'en trouvent confortés et, avec elles, l'idée que « le but final se dessinera mieux<sup>52</sup> » dès lors que le mouvement désordonné s'apaisera par l'action graduelle du Parti socialiste confondu dans la nation, où le communisme prolétarien devra être « l'idée directrice et visible de tout le mouvement<sup>53</sup> ».

Voilà pourquoi Jaurès ne donne pas raison à Bernstein, qui a paru « dissoudre dans les brumes de l'avenir le but final du socialisme<sup>54</sup> » avec son idée d'opposer les réformes et la révolution (comme le rappelle Rosa Luxemburg dans *Réforme ou révolution ?*, préface du 18 avril 1899), pensant qu'on pouvait aller au socialisme par une transformation progressive du régime capitaliste au moyen de réformes sociales, rendant ainsi

toute révolution inutile. Jaurès ne partage pas du tout cette vue de Bernstein car il n'oppose pas réformes et révolution mais, au contraire, considère que les réformes sont des préparations de la révolution qu'elles achèvent, rejoignant en cela la pensée de Rosa Luxemburg. Pour Jaurès, la réforme (qui, au singulier, désigne une méthode d'action) est révolutionnaire ; les réformes (en tant qu'ensemble de mesures graduelles) réalisent la révolution socialiste qu'elles contiennent en puissance. La révolution est donc réformatrice par une méthode : le gradualisme. C'est exactement l'idée que Jaurès reprendra lors de son célèbre discours au congrès socialiste de la SFIO à Toulouse, le 17 octobre 1908 : « [...] nous n'acceptons pas qu'on oppose l'esprit révolutionnaire et l'action réformatrice du Parti. Nous disons que dans un Parti vraiment et profondément socialiste, l'esprit révolutionnaire réel est en proportion de l'action réformatrice efficace et que l'action réformatrice efficace est en proportion de la vigueur même de la pensée et de l'esprit révolutionnaires. Nous vous disons : Précisément parce que le Parti socialiste est un parti de révolution, précisément parce qu'il ne se borne pas à réformer et à pallier les pires abus du régime actuel, mais veut réformer en son principe et en son fond ce régime même, précisément parce qu'il veut abolir le salariat, résorber et supprimer tout le capitalisme, précisément parce qu'il est un parti essentiellement révolutionnaire, il est le parti le plus activement et le plus réellement réformateur<sup>55</sup>. » C'est essentiellement la théorie du dépérissement de l'État et sa non moins complémentaire idée de dictature du prolétariat<sup>56</sup> qui posent problème à Jaurès. Si les diagnostics du *Capital* demeurent valides et pertinents, les thèses du *Manifeste* et ses méthodes d'action révèlent des hypothèses historiques et économiques dépassées, et surtout l'inanité de la conception marxienne de l'État.

Restant dans le champ du marxisme, Jaurès entend donc « réviser » la pensée marxienne dans ses moyens tout en restant fidèle à ses principes et à ses buts (les idées de lutte de classes, d'inégalité des rapports de production, les théories de la plus-value, de la baisse tendancielle du taux de profit, de la valeur-travail, de l'aliénation du travail, de la fétichisation de la marchandise, etc.). Cette révision est donc avant tout une réhabilitation critique, la réaffirmation d'une loi d'évolution qui est une refondation de l'idée de révolution socialiste.

La question de l'État est donc étroitement liée à celle de la période transitoire entre le régime capitaliste et la pleine réalisation du socialisme ou communisme. Puisque cette période transitoire ne doit pas être, pour Jaurès, celle de la dictature du prolétariat (laquelle sup-

pose un recours préalable à l'insurrection, comme l'envisageaient Marx, Blanqui, Guesde, Vaillant et Lénine), elle sera celle de l'élargissement de « la démocratie formelle en démocratie sociale et en démocratie socialiste ». Cet élargissement est l'œuvre d'un « réformisme révolutionnaire » qui renouvelle la *Praxis* et réalise la justice sociale selon une évolution graduelle vers le socialisme, qui se traduit par un rapport d'immanence, où le socialisme germe au sein du capitalisme. Les deux régimes sont appelés à coexister un certain temps, avant que le socialisme ne supplante le régime capitaliste en l'absorbant définitivement. Le mouvement de réalisation du but final est mouvement d'actualisation de la puissance. En cela, les réformes constituent ces germes d'avenir car elles « sont des grains de semence du communisme, semés dans la terre capitaliste<sup>57</sup> ».

**REMARQUES CONCLUSIVES.** Sans rejeter la pensée de Marx, Jaurès prétend la repenser, la réviser, au point même de ramener Marx à lui-même, en allant au-delà des postulats marxistes, comme s'il s'agissait de tirer de nouvelles conceptions de sa pensée, de ne se réclamer de Marx qu'en le dépassant : Jaurès métamarxien pour prolonger l'œuvre de Marx dans et par le réformisme, qui serait, sinon l'impensé, du moins le non-dit de la pensée politique de Marx<sup>58</sup>.

C'est tout le sens de la méthode politique de Jaurès, qui s'est développée dans sa conception gradualiste de l'action gouvernementale. Le réformisme est en fait un gradualisme, une méthode graduelle d'ensemencement économique du « socialisme progressif » si cher à Benoît Malon, qui affirmait, dans *Le Socialisme intégral* : « Soyons révolutionnaires quand les circonstances l'exigent et réformistes toujours. » Cette méthode apparaît donc comme l'incarnation de l'« évolution révolutionnaire » de Marx appliquée à l'action gouvernementale réformatrice au sein de la République bourgeoise. Telle est la méthode préconisée par Jaurès et tentée par Alexandre Millerand lors de son expérience ministérielle dans un « gouvernement bourgeois » de 1899 à 1902 ; ce socialiste que Jaurès qualifia de « bon évolutionnaire »... C'est justement Millerand, alors chef de file des socialistes « indépendants » et successeur de Benoît Malon à ce poste, qui avait posé le cadre de ce gradualisme politique, dans son célèbre discours au « Banquet de Saint-Mandé », le 30 mai 1896, qui devait ensuite servir de base programmatique à toutes les composantes socialistes, à l'exception des allemanistes. Il y avait défini le gradualisme comme la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste ; en plus d'édicter comme principe majeur la conquête du pouvoir par le suffrage universel (d'où l'adhésion au parlementarisme et non au coup

de force blanquiste) et la conciliation entre l'internationalisme et le patriotisme.

Sans renier ses principes, un socialiste peut donc et même doit exercer le pouvoir, fût-ce dans un « gouvernement de combat », selon une tactique qui dépasse le seul positionnement politique. La République tient lieu de dictature du prolétariat chez Jaurès : elle en joue le rôle et nous en dispense. C'est par la « République bourgeoise » et à partir d'elle que se réalisera le socialisme, par l'action révolutionnaire du prolétariat dans l'État réformatrice « évolutionnaire » accompagnant le processus de dépérissement du capitalisme. C'est par étapes que se réalisera le socialisme, et la participation au gouvernement constitue une étape, une préparation du socialisme à venir, car elle est une expérience du pouvoir, de la puissance étatique au service de l'émancipation collective par l'adoption de réformes graduelles des fondements économiques de la société : seul moyen pour Jaurès de réaliser la « révolution sociale », par la proclamation de la propriété sociale et universelle. ●

1. Ce document fut ensuite publié par Engels, à titre de supplément du livre *K. Marx, « Enthüllung über den kommunisten Prozeß zu Köln »* (Hotttingen, Zurich, 1885). D'abord répandue secrètement parmi la Ligue des communistes, l'*Adresse* fut aussi publiée dans des journaux petits-bourgeois allemands et dans le livre écrit par deux fonctionnaires de Police Wermuth et Stieber...

2. Le texte allemand d'origine dit *revolutionäre Entwicklung*, ce qui signifie « développement révolutionnaire ». La traduction française est donc erronée, ou du moins inexacte, soit par inattention du traducteur, soit par choix délibéré gros de présupposés philosophico-politiques à ne pas vouloir distinguer scientifiquement *évolution* et *développement*. Nous verrons plus bas que ces deux notions ne sont pas synonymes et qu'elles ont fini par être distinguées par Darwin et par la science biologique naissante, avec des répercussions dans le schème politique...

3. Jean Jaurès, « République et socialisme », article de *La Petite République* [désormais noté *PR*], 17 octobre 1901, dans *Études socialistes II : 1897-1901*, textes rassemblés, présentés et annotés par Max Bonnafous, Éd. Rieder, 1933, p. 272.

4. Jean Jaurès, « Collectivisme », article de *La Dépêche de Toulouse*, 25 septembre 1893, dans *Études socialistes I*, pp. 160 et 161.

5. Jean Jaurès, « Question de méthode », article-préface du 17 novembre 1901 sur le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels [désormais noté *QM*], aux *Cahiers de la Quinzaine* de Charles Péguy, dans *Études socialistes II*, p. 249.

6. Jean Jaurès, « La philosophie de Vaillant », article de *La Petite République*, 8 janvier 1901, dans *Études socialistes II*, p. 221.

7. Jean Jaurès, « Les deux méthodes », conférence du 16 novembre 1900 opposant Jaurès à Jules Guesde à l'hippodrome de Lille, dans *Études socialistes II*, p. 195.

8. Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », article de *La Revue de Paris*, 1er décembre 1898, dans *Études socialistes II*, dans *Œuvres de Jean Jaurès*, t. VI, 1933, *op. cit.*, p. 83.

9. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Éd. Rieder, 1932, tome IV, chapitre X : « Le ressort moral et social. L'armée, la patrie et le prolétariat », p. 359.

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*, p. 348.

12. *Ibid.*, p. 344.

13. *Ibid.*, pp. 357-358.

14. *La Petite République*, 8 janvier 1901, *ES II*, p. 224. Les transformations révolutionnaires sont donc préparées au sein même du capitalisme finis-

sant. Mais « il faut qu'à cette *société de transition* corresponde un organe législatif et gouvernemental approprié ». Dans « cette marche par étapes, cette action évolutive par des lois de plus en plus populaires [...] un appareil législatif et gouvernemental capable de produire ces lois et de les appliquer » est nécessaire. Le « citoyen Vaillant » prévoit que « la force législative et gouvernementale soit républicaine, démocratique et agissante ». Fondant son ministérialisme sur le réformisme de Vaillant, Jaurès rappelle que « la formation d'une majorité de gauche, si timide qu'elle soit, soutenant avec constance un gouvernement de gauche, si hésitant ou insuffisant qu'il soit, est à mes yeux un fait d'une importance extrême. [...] avec un nouvel effort de la démocratie et avec une organisation plus puissante du prolétariat, des gouvernements de gauche, mais plus hardis seront possibles » (*ibid.*, p. 226).

15. « Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire », *ES II*, pp. 15 et 16.

16. *Ibid.*, p. 7.

17. Georges Canguilhem, Georges Lapassade, Jacques Piquemal et Jacques Ulmann, *Du développement à l'évolution au XIX<sup>e</sup> siècle*, PUF, 1985 (1re éd. 1962), coll. Pratiques théoriques, p. 3.

18. *Ibid.*, p. 13.

19. *Ibid.*, p. 33.

20. Cf. Henri See, « Jean Jaurès et la doctrine de l'évolution », *La Grande Revue*, novembre 1924. Reproduit dans *Science et philosophie de l'Histoire*, Alcan, 1928.

21. « La force de l'idéal », conférence de Jean Jaurès à Buenos Aires (Argentine) en septembre 1911, parue dans *La Vanguardia* du 20 septembre 1911, traduite de l'espagnol par Peytavi de Faugères, document dactylographié en possession du Centre national et musée Jean Jaurès à Castres (Tarn).

22. *QM*, p. 243.

23. « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », conférence prononcée le 10 février 1900, sous les auspices du Groupe des étudiants collectivistes de Paris, à l'Hôtel des Sociétés savantes, sous la présidence de Jean Allemane, *ES II*, p. 120.

24. Paul Lafargue, *Le Socialiste*, 26 novembre 1899.

25. En effet, le PSD allemand était la grande puissance de l'Internationale : la social-démocratie allemande constituait alors un modèle et un guide pour les autres partis socialistes, autant pour ses effectifs militants, son organisation et sa puissance que pour la quantité, la qualité et la notoriété de ses théoriciens et chefs.

26. « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste », p. 120. de quel ouvrage ?

27. *Ibid.*

28. « Paroles de Liebknecht », *PR*, 15 août 1901, dans *ES II*, p. 310.

29. Passage de *Comment se réalisera le socialisme*, traduit par Jaurès et cité dans son article « Liebknecht et la tactique », *PR*, 17 août 1901, dans *ES II*, p. 312.

30. *Ibid.*, p. 313.

31. *Ibid.*, p. 315.

32. Wilhelm Liebknecht, *Comment se réalisera le socialisme*, encore traduit et cité par Jean Jaurès dans son article « Le socialisme et les privilégiés », *PR*, 24 août 1901, dans *ES II*, pp. 323-324.

33. *QM*, p. 254.

34. *Ibid.*, pp. 243-244. Cependant Jaurès souligne que le « mérite décisif » de Marx est « d'avoir rapproché et confondu l'idée socialiste et le mouvement ouvrier. (...) La gloire de Marx est d'avoir été le plus net, le plus puissant de ceux qui mirent fin à ce qu'il y avait d'empirisme dans le mouvement ouvrier, à ce qu'il y avait d'utopisme dans la pensée socialiste. Par une application souveraine de la méthode hégélienne, il unifia l'idée et le fait, la pensée et l'histoire. Il mit l'idée dans le mouvement et le mouvement dans l'idée, la pensée socialiste dans la vie prolétarienne, la vie prolétarienne dans la pensée socialiste. Désormais, le socialisme ne réalisera toute son idée que par la victoire du prolétariat ; et le prolétariat ne réalisera tout son être que par la victoire du socialisme » (*ibid.*, p. 243).

35. *Ibid.*, p. 242.

36. *Ibid.*, p. 244.

37. *Ibid.*, p. 242.

38. *Ibid.*, p. 253.

39. *Ibid.*

40. Dans un passage du *Manifeste communiste* cité par Jaurès, Marx et Engels

écrivent que « c'est l'Allemagne surtout qui attirera l'attention des communistes. L'Allemagne est à la veille d'une révolution bourgeoise. Cette révolution, elle l'accomplira en présence d'un développement général de la civilisation européenne et d'un développement du prolétariat que ni l'Angleterre au XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE ni la France au XVIII<sup>e</sup> n'ont connu. La Révolution bourgeoise sera donc, et de toute nécessité, le prélude immédiat d'une Révolution prolétarienne » (*ibid.*, p. 246).

41. *Ibid.*, p. 247. Jaurès poursuit : « Robert Owen, Fourier comptaient sur le bon vouloir des classes supérieures. Marx et Engels attendent, pour le prolétariat, la faveur d'une Révolution bourgeoise. Ce que propose le *Manifeste*, ce n'est pas la méthode de Révolution d'une classe sûre d'elle-même et dont l'heure est enfin venue : c'est l'expédient de Révolution d'une classe impatiente et faible, qui veut brusquer par artifice la marche des choses » (pp. 247-248).

42. *Ibid.*, p. 253.

43. *Ibid.*, p. 244.

44. *Ibid.*, p. 255.

45. Cf. l'article de Jaurès « Le vrai marxisme », *PR*, 17 novembre 1900, dans *ES II*, pp. 183-185, où Jaurès rappelle qu'en 1880-1881 Engels admet l'idée d'un prolétariat éduqué et organisé, engagé dans une action de préparation et de transition vers le socialisme.

46. *QM*, p. 254.

47. *Ibid.*, p. 259.

48. *Ibid.*, p. 262.

49. *Ibid.*, p. 259.

50. *Ibid.*, p. 262.

51. *Ibid.*, pp. 262-263.

52. *Ibid.*, p. 263.

53. *Ibid.*, p. 264.

54. *Ibid.*

55. « Discours au Congrès de Toulouse », dans *L'Esprit du socialisme*, six études et discours de Jean Jaurès présentés par Jean Rabaud, Genève et Paris, Gonthier, 1964, coll. Médiations, pp. 71-72.

56. Rappelons que la thèse du dépérissement de l'État est un aspect de la théorie de la dictature du prolétariat qui devient central lorsque celle-ci, cessant de désigner une stratégie de conquête du pouvoir par des moyens d'exception, devient pour Marx, Engels et plus tard Lénine la forme universelle de la transition à la société sans classes.

57. Phrase de Jaurès citée par Alexandre Zévaès dans un article intitulé « La philosophie de Jaurès », *Agence technique de la presse* n° 2126, 29 juillet 1936.

58. C'est ce non-dit que Jaurès explicitait déjà juste un an auparavant dans un fameux article à *La Petite République* du 17 novembre 1900 (le lendemain de la conférence l'ayant opposé à Guesde à l'hippodrome de Lille). Cet article s'intitule « Le vrai marxisme » et reprend une des lettres inédites de Frédéric Engels adressées en 1881 et 1882 à Bernstein, que ce dernier a fait publier dans la revue *Mouvement socialiste* du 1<sup>er</sup> novembre 1900. Et, commentant la lettre du 22 septembre 1882, Jaurès rappelle « dans les paroles d'Engels, les idées directrices, les affirmations de méthode ». Pour lui, Engels pense « qu'il y a un ordre nécessaire d'évolution et que nous ne pourrions parvenir à l'entière réalisation socialiste qu'en traversant des formes politiques et sociales déterminées ». Jaurès en retire l'idée que « la République bourgeoise doit se développer en une série de formes politiques et sociales toujours plus démocratiques et plus populaires, antécédents nécessaires ou probables, tout au moins, de la République socialiste. Cette évolution ne sera pas gouvernée par la seule logique interne de l'idée de démocratie ; mais il est probable que l'action du prolétariat organisé en parti de classe marquera tous les jours plus profondément la République bourgeoise dans la période de transition qui doit conduire au socialisme. (...) Ce sera une période de transition et de préparation, où la classe ouvrière organisée commencera à entrer en partage de la puissance économique sans que la forme juridique de la propriété capitaliste soit directement atteinte. Par les combinaisons innombrables qui procèdent du contrat collectif la classe ouvrière participera à la direction de la production et complètera son éducation économique en vue de l'ordre communiste » (dans *ES II*, pp. 183-185).

## DISCOURS DE JEAN JAURÈS

**Le 26 novembre 1900, cinq ans avant l'unification du congrès du Globe, quelque huit mille socialistes des différents partis alors existants en France, assis, à l'hippodrome de Lille, à une réunion contradictoire entre Jaurès et Guesde. Les deux dirigeants s'expliquent à propos de leur attitude pendant l'Affaire Dreyfus ; donnent leur point de vue sur la participation à des « gouvernements bourgeois », sur le socialisme municipal. Mais on retiendra surtout la controverse doctrinale : réforme ou révolution ? Ces deux discours ont été plusieurs fois publiés, récemment encore par L'Humanité. Il nous a semblé, cependant, qu'ils donnaient à ce dossier une dimension à la fois historique et vivante, éclairée par le propos de Bruno Antonini (page 33).**

Citoyens,

Le plus grand plaisir que vous puissiez nous faire, ce n'est pas de nous acclamer, c'est de nous écouter. C'est un grand honneur pour le Parti socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique.

Nous n'avons rien à cacher, nous sommes le parti de la discipline dans l'action, prêts à nous incliner toujours pour la conduite à tenir devant la décision régulière du parti organisé, mais nous sommes en même temps le parti de la liberté, toujours à l'éveil sur les meilleurs moyens d'émanciper le prolétariat.

Je suis venu m'expliquer ici sans violence aucune, mais sans aucune réticence.

**L'ORIGINE DU DISSIDENT.** D'où est né, quand et comment, le dissentiment entre Guesde et moi ? Et quand je dis Guesde et moi, il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'une misérable querelle personnelle. Le débat, le dissentiment entre nous est bien plus noble et en même temps plus grave, puisqu'il s'agit non pas de vieilles et odieuses rivalités dont ont parlé nos ennemis com-

muns, mais d'un dissentiment de tactique et de méthode que nous avons le devoir de soumettre au parti et que le parti jugera souverainement ! (*Bravos*) Eh bien ! quand donc est né ce dissentiment ?

On a dit, on a répété qu'il avait pris naissance à l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois et, en effet, cet événement a aggravé, a accusé les dissentiments de méthode qui existaient déjà et je m'expliquerai bientôt là-dessus, mais il ne l'a point créé. Le dissentiment existait déjà, il s'était déjà manifesté à propos de l'affaire Dreyfus.

Vous vous rappelez, en effet, que pendant que plusieurs de nos compagnons de lutte et moi, nous étions engagés dans cette bataille, résolus à la mener jusqu'au bout, il apparut, dès le mois de juillet 1898, un manifeste du conseil national de nos camarades du Parti ouvrier français et ce manifeste avertissait les travailleurs, avertissait les prolétaires de ne pas s'engager trop avant dans cette bataille et de réserver leurs forces pour la lutte de classes.

Plus tard, quand parut le manifeste retentissant au lendemain de l'entrée de Millerand dans le ministère, le manifeste déclarait qu'il était du devoir des socialistes, non pas seulement de parer à cet événement particulier, mais de corriger, de redresser des déviations qui, d'après le manifeste, remontaient à deux années au moins. C'était encore une condamnation nouvelle de la tactique que plusieurs d'entre nous avions suivie, à propos de l'affaire Dreyfus.

Et plus récemment, dans le discours qu'il prononçait à la mort de Liebknecht, dans la salle Vantier, Guesde, revenant sur cette question redoutable, déclarait une fois de plus que nous avions eu tort d'entrer dans une bataille mal engagée – que nous avions ainsi servi les intérêts du nationalisme – non, que c'était à la bourgeoisie de réparer les erreurs de la société bourgeoise et qu'enfin, par cette lutte, nous avions déserté le terrain de la lutte de classes. J'ai donc le droit de dire, sans que nul puisse me démentir, que ce n'est pas à propos de la question Millerand que le dissentiment des méthodes s'est produit pour la première fois entre



nous, mais que c'est à propos de l'affaire Dreyfus et que c'est à partir de ce moment. (*Cris de : Vive Guesde ! Silence, silence !*)

DELORY – Voyons, citoyens, on vous a demandé de ne pas faire d'interruptions, écoutez ; vous serez alors libres de juger quelle est la méthode que vous voulez adopter.

Jaurès – Je crois que mes paroles ne peuvent blesser personne. J'ai résumé précisément les objections dirigées contre nous par les contradicteurs et j'ai dit tout de suite : puisque, à propos de ce conflit qui a ému toute l'humanité pensante et où nous avons cru devoir prendre parti, non seulement pour défendre la personne humaine outragée, mais dans l'intérêt même du prolétariat ; puisque, à propos de ce conflit, on a dit que nous avions abandonné le terrain du socialisme, le terrain de la lutte de classes, je dis que la première question que nous devons poser est celle-ci : Qu'est-ce donc que la lutte de classes ? Que signifie ce principe si souvent invoqué et si rarement défini ?

**LA LUTTE DE CLASSES.** À mes yeux, citoyens, l'idée de la lutte de classes, le principe de la lutte de classes, est formé de trois éléments, de trois idées. D'abord, et à la racine même, il y a une constatation de fait, c'est que le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force-travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste.

Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante du salarié, qui veut élever son salaire et du capitaliste qui veut le réduire ; du salarié qui veut affirmer sa liberté et du capitaliste qui veut le tenir dans la dépendance.

Voilà donc le premier élément de la lutte de classes. La condition de fait qui le fonde, qui le détermine, c'est le système de la propriété capitaliste, de la propriété privée. Et remarquez-le bien : comme ici il s'agit des moyens de travailler et, par conséquent, des moyens de vivre, il s'agit de ce qu'il y a pour les hommes d'essentiel, de fondamental, il s'agit de la vie privée, de la vie de tous les jours. Et, par conséquent, un conflit qui a, pour principe, la division d'une société en possédants et non-possédants n'est pas superficiel ; il va jusqu'aux racines mêmes de la vie. (*Vifs applaudissements*)

Mais, citoyens, il ne suffit pas pour qu'il y ait lutte de classes qu'il y ait cet antagonisme entre les intérêts. Si

les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, ils n'entrevoient pas la possibilité d'une société nouvelle et plus juste ; s'ils croyaient, s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustices. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible.

(*Interruptions*)

DELORY – Pas d'interruptions, citoyennes et citoyens. S'il y a encore des interruptions, je vais être obligé de prier les commissaires de salle de faire sortir les interrupteurs. (*Applaudissements et nouvelles interruptions*)

Citoyennes et citoyens, croyez-vous qu'il ne serait pas plus digne pour les deux personnes qui ont à parler de ne pas faire d'interruptions ? Si vous interrompez, vous avez l'air de supposer que Guesde n'est pas capable de répondre à Jaurès ; si vous interrompez Guesde, vous aurez l'air de supposer la même chose pour Jaurès.

Je crois que les deux camarades que nous avons devant nous ont assez de talent pour pouvoir nous expliquer les deux théories qui sont en présence, sans qu'il y ait des interruptions qui, ainsi que je l'ai dit au début, ne pourront que troubler la discussion. (*Applaudissements*)

Jaurès – Donc, pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.

Il faut donc que les intérêts en présence prennent conscience d'eux-mêmes comme étant, si je puis dire, déjà deux sociétés opposées, en lutte, l'une, la société d'aujourd'hui, inscrite dans le titre de la propriété bourgeoise, l'autre, la société de demain, inscrite dans le cerveau des prolétaires.

C'est cette lutte des deux sociétés dans la société d'aujourd'hui qui est un élément nécessaire à la lutte de classes.

Et enfin, il faut une troisième condition pour qu'il y ait lutte de classes. Si le prolétariat pouvait attendre sa libération, s'il pouvait attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste d'une autorité neutre, arbitrale, supérieure aux intérêts en conflit, il ne prendrait pas lui-même en main la défense de la cause.

C'est ce que prétendent, vous le savez, les socialistes chrétiens dont quelques-uns reconnaissent la dualité, l'antagonisme des intérêts, mais qui disent au peuple : « Ne vous soulevez pas, ne vous organisez pas, il y a une puissance bienfaisante et céleste, la puissance de l'Église, qui fera descendre parmi vous, sans que vous vous souleviez, la justice fraternelle. »

Eh bien ! si les travailleurs croyaient cela, ils s'abandonneraient à la conduite de cette puissance d'En-Haut et il n'y aurait pas de lutte de classes. Il n'y aurait pas de classe encore si les travailleurs pouvaient attendre leur libération de la classe capitaliste elle-même, de la classe privilégiée elle-même, cédant à une inspiration de justice.

Vous savez, citoyennes et citoyens, que tant qu'a duré la période de ce que Marx et Engels ont appelé le « socialisme utopique », les socialistes croyaient que la libération du prolétariat se ferait par en haut.

Robert Owen, le grand communiste anglais, faisait appel, pour réaliser la justice sociale, aux puissances de la Sainte Alliance réunie au Congrès de Vienne. Fourier, notre grand Fourier, attendait tous les jours l'heure qu'il avait marquée, la venue du donateur généreux qui lui apporterait le capital nécessaire pour fonder la première communauté, et il espérait que le seul exemple de cette communauté radieuse se propageant de proche en proche, étendant pour ainsi dire les cercles d'organisation et d'harmonie, suffirait à émanciper et à réjouir les hommes.

Et, plus tard, à un autre point de vue, Louis Blanc s'imaginait que c'était la bourgeoisie, à condition qu'elle revînt à certaines inspirations de 1793, qui pourrait affranchir les prolétaires. À la fin de son *Histoire de dix ans*, il invitait la classe bourgeoise à se constituer la tutrice du prolétariat.

Tant que le prolétariat a pu attendre ainsi des tuteurs, tuteurs célestes ou tuteurs bourgeois, tant qu'il a pu attendre son affranchissement d'autres puissances que de la sienne, d'autres forces que la sienne, il n'y a pas eu lutte de classes.

La lutte de classes a commencé le jour où, à l'expérience des journées de Juin, le prolétariat a appris que c'était seulement dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut.

C'est ainsi que le principe de la lutte de classes, qui suppose d'abord la division de la société en deux grandes catégories contraires, les possédants et les non-possédants ; qui suppose ensuite que les prolétaires ont pris conscience de la société de demain et de l'expérience collectiviste, c'est ainsi que la lutte de classes s'est complétée par la conviction acquise par le prolétariat qu'il devait s'émanciper lui-même et pouvait seul s'émanciper. (*Applaudissements prolongés. Bravos !*)

**LA QUESTION DE TACTIQUE.** Voilà, citoyens, comment m'apparaît, comment je définis la lutte de classes et j'imagine qu'en ce point il ne pourra pas y avoir de contradiction grave entre nous. Mais je dis que, quand vous l'avez ainsi analysée, quand vous l'avez ainsi définie, il vous est impossible d'en faire usage pour déterminer d'avance, dans le détail, la tactique de chaque jour, la méthode de chaque jour.

Oui, le principe de la lutte de classes vous oblige à faire sentir aux prolétaires leur dépendance dans la société d'aujourd'hui. Oui, il vous oblige à leur expliquer l'ordre nouveau de la propriété collectiviste. Oui, il vous oblige à vous organiser en syndicats ouvriers, en groupes politiques, en coopératives ouvrières, à multiplier les organismes de classe.

Mais il ne vous est pas possible, par la seule idée de la lutte de classes, de décider si le prolétariat doit prendre part à la lutte électorale et dans quelles conditions il doit y prendre part ; s'il peut ou s'il doit et dans quelles conditions il peut ou il doit s'intéresser aux luttes des différentes fractions bourgeoises. Il ne vous est pas possible de dire, en vertu du seul principe de la lutte de classes, s'il vous est permis de contracter ou si vous êtes tenus de répudier toutes les alliances électorales.

Ce principe si général vous indique une direction générale ; mais il ne vous est pas plus possible d'en déduire la tactique de chaque jour, la solution des problèmes de chaque jour, qu'il ne vous suffirait de connaître la direction générale des vents pour déterminer d'avance le mouvement de chaque arbre, le frisson de chaque feuille dans la forêt.

De même, vous aurez beau connaître tout le plan de campagne d'un général, il vous sera impossible, par connaissance générale de ce plan de campagne, de déterminer d'avance tous les mouvements particuliers d'offensive ou de défensive, d'escalade ou de retraite que devra accomplir chacune des unités tactiques qui composent l'armée.

Par conséquent, au nom de la lutte de classes, nous pouvons nous reconnaître entre nous pour les directions générales de la bataille à livrer ; mais, quand il s'agira de déterminer dans quelle mesure nous devons nous engager dans l'affaire Dreyfus, ou dans quelle mesure les socialistes peuvent pénétrer dans les pouvoirs publics, il vous sera impossible de résoudre cette question en vous bornant à invoquer la formule générale de la lutte de classes.

Dans chaque cas particulier, il faudra que vous examiniez l'intérêt particulier du prolétariat. C'est donc une question de tactique et nous ne disons pas autre chose. (*Applaudissements répétés*)

De même, il n'est pas possible que vous prétendiez introduire le principe de la lutte de classes en disant,



comme le font souvent nos contradicteurs, que le Parti socialiste doit toujours être un parti d'opposition. Je dis qu'une pareille formule est singulièrement équivoque et singulièrement dangereuse.

Oui, le Parti socialiste est un parti d'opposition continue, profonde, à tout le système capitaliste, c'est-à-dire que tous nos actes, toutes nos pensées, toute notre propagande, tous nos votes doivent être dirigés vers la suppression la plus rapide possible de l'iniquité capitaliste. Mais, de ce que le Parti socialiste est donc essentiellement, un parti d'opposition à tout le système social, il ne résulte pas que nous n'ayons à faire aucune différence entre les différents partis bourgeois et entre les différents gouvernements bourgeois qui se succèdent.

Ah oui! la société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires; mais, en même temps, elle est menacée par le retour offensif de toutes les forces du passé, par le retour offensif de la barbarie féodale, de la toute-puissance de l'Église, et c'est le devoir des socialistes, quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée, quand les vieux préjugés qui ressuscitent les haines de races et les atroces querelles religieuses des siècles passés paraissent renaître, c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière. (*Applaudissements bruyants et prolongés*)

Je suis étonné, vraiment, d'avoir à rappeler ces vérités élémentaires qui devraient être le patrimoine et la règle, de tous les socialistes. C'est Marx lui-même qui a écrit cette parole admirable de netteté : « Nous socialistes révolutionnaires, nous sommes avec le prolétariat contre la bourgeoisie et avec la bourgeoisie contre les hobeaux et les prêtres. » (*Vifs applaudissements*)

UN CITOYEN – Ce n'est pas vrai.

DELORY – Citoyens, il est regrettable qu'une pareille interruption se soit produite, pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure.

Jaurès – Citoyens, j'ai reconnu le camarade qui m'a adressé cette interruption désobligeante, et je me borne à lui dire ceci : vous vérifierez avec vos amis, nous vérifierons l'exactitude de la citation que j'ai faite et, si elle est exacte, je ne vous demanderai qu'une chose comme réparation : c'est, dans une de nos prochaines réunions, de venir en témoigner loyalement à la tribune. (*Bravos*)

Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts, de ne pas faire une différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelque commencement de liberté, il est impossible, particulièrement aux élus

socialistes, de ne pas faire une différence entre les divers gouvernements bourgeois.

Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, et le bon sens révolutionnaire du peuple fait, lui, une différence entre le ministère Méline et le ministère Bourgeois; il fait une différence entre le ministère d'aujourd'hui et les combinaisons nationalistes qui le guettent, et je n'en veux d'autre preuve que le vote unanime du groupe socialiste, qui, l'autre jour...

UN CITOYEN, *ironiquement* – Pour Chalon?

Jaurès – Prenez garde, vous croyez m'embarrasser en me jetant ce mot.

DELORY – Citoyennes et citoyens, permettez-moi de m'adresser à un vieux camarade, fondateur du parti, c'est-à-dire dans nos rangs depuis plus de vingt ans, pour lui dire qu'il devrait être le premier à avoir la patience d'attendre la réponse du camarade Guesde.

Vous savez la conséquence des interruptions; j'en appelle au témoignage des camarades sincères du parti; qu'ils prennent garde, en commençant les interruptions, de donner la faveur à des adversaires de les continuer pour troubler la réunion. (*Applaudissements*)

L'AFFAIRE DREYFUS. Jaurès – J'ajoute, citoyens, pour aller jusqu'au bout de ma pensée : il y a des heures où il est de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie elle-même et voilà pourquoi, lorsque, à propos d'un crime militaire, il s'est élevé entre les diverses fractions bourgeoises la lutte que vous savez, et lorsqu'une petite minorité bourgeoise, contre l'ensemble de toutes les forces de mensonges déchaînées, a essayé de crier justice et de faire entendre la vérité, c'était le devoir du prolétariat de ne pas rester neutre, d'aller du côté où la vérité souffrait, où l'humanité criait.

Guesde a dit à la salle Vantier : « Que ceux qui admirent la société capitaliste s'occupent d'en redresser les erreurs; que ceux qui admirent le soleil capitaliste s'appliquent à en effacer les taches. »

Eh bien! qu'il me permette de lui dire; le jour où il se commet par la main de la bourgeoisie, mais où le prolétariat, en intervenant, pourrait empêcher ce crime, ce n'est plus la bourgeoisie seule qui en est responsable, c'est le prolétariat lui-même; c'est lui qui, en n'arrêtant pas la main du bourreau prêt à frapper, devient le complice du bourreau; et alors ce n'est plus la tache qui voile, qui flétrit le soleil capitaliste déclinant, c'est la tache qui vient flétrir le soleil socialiste levant. Nous n'avons pas voulu de cette flétrissure de honte sur l'aurore du prolétariat. (*Applaudissements et bravos prolongés*)

Ce qu'il y a de singulier, ce qu'il faut que tout le Parti

socialiste en Europe et ici, sache bien, c'est qu'au début même de ce grand drame, ce sont les socialistes révolutionnaires qui m'encourageaient le plus, qui m'engageaient le plus à entrer dans la bataille.

Il faut que vous sachiez, camarades, comment devant le groupe socialiste de la dernière législature, la question s'est posée.

Quand elle vint pour la première fois, quand nous eûmes à nous demander quelle attitude nous prendrions, le groupe socialiste se trouva partagé à peu près en deux.

D'un côté, il y avait ceux que vous me permettez bien d'appeler, ceux qu'on appelait alors, les modérés du groupe. C'était Millerand, c'était Viviani, c'était Jourde, c'était Lavy, qui disaient : « Voilà une question dangereuse, et où nous ne devons pas intervenir. »

De l'autre côté, il y avait ceux qu'on pouvait appeler alors la gauche révolutionnaire du groupe socialiste. Il y avait Guesde, Vaillant et moi qui disions : « Non, c'est une bataille qu'il faut livrer. »

Ah! je me rappelle les accents admirables de Guesde lorsque parut la lettre de Zola. Nos camarades modérés du groupe socialiste disaient : « Mais Zola n'est point un socialiste; Zola est, après tout, un bourgeois. Va-t-on mettre le Parti socialiste à la remorque d'un écrivain bourgeois? »

Et Guesde, se levant comme il suffoquait d'entendre ce langage, alla ouvrir la fenêtre de la salle où le groupe délibérait, en disant : « La lettre de Zola, c'est le plus grand acte révolutionnaire du siècle! » (*Applaudissements prolongés et répétés*)

Et puis, lorsque, animé par ces paroles, en même temps que par ma propre conviction, lorsque j'allais témoigner au procès Zola; lorsque, devant la réunion des colonels, des généraux dont on commençait alors à soupçonner les crimes, sans les avoir profondément explorés; lorsque j'eus commencé à témoigner, à déposer, et que je revins à la Chambre, Guesde me dit ces paroles dont je me souviendrai tant que je vivrai : « Jaurès, je vous aime, parce que chez vous l'acte suit toujours la pensée. » (*Ovation prolongée*)

Et, comme les cannibales de l'état-major continuaient à s'acharner sur le vaincu, Guesde me disait : « Que ferons-nous un jour, que feront un jour les socialistes d'une humanité ainsi abaissée et ainsi avilie? Nous viendrons trop tard, disait-il avec une éloquente amertume; les matériaux humains seront pourris lorsque ce sera notre tour de bâtir notre maison. »

Eh bien! pourquoi après ces paroles, pourquoi après ces déclarations, le Conseil national du parti, quelques mois après, au mois de juillet, a-t-il essayé de faire sortir le prolétariat de cette bataille?

Peut-être, j'ai essayé de me l'expliquer bien des fois,

les révolutionnaires ont-ils trouvé que nous nous attardions trop dans ce combat, que nous y dépensions trop de notre force et de la force du peuple?

Mais qu'ils me permettent de leur dire : où sera, dans les jours décisifs, l'énergie révolutionnaire des hommes si, lorsqu'une bataille comme celle-là est engagée contre toutes les puissances du mensonge, contre toutes les puissances d'oppression, nous n'allons pas jusqu'au bout?

Pour moi, j'ai voulu continuer, j'ai voulu persévérer jusqu'à ce que la bête venimeuse ait été obligée de dégorger son venin. (*Bravos, bravos!*)

Oui, il fallait poursuivre tous les faussaires, tous les menteurs, tous les bourreaux, tous les traîtres; il fallait les poursuivre à la pointe de la vérité, comme à la pointe du glaive, jusqu'à ce qu'ils aient été obligés à la face du monde entier de confesser leurs crimes, l'ignominie de leurs crimes. (*Longs applaudissements et bravos.*)

Et, remarquez-le, le manifeste par lequel on nous signifiait d'avoir à abandonner cette bataille, paru en juillet, a précédé de quelques semaines l'aveu, qu'en persévérant, nous avons arraché au colonel Henry.

Eh bien! laissez-moi me féliciter de n'avoir pas entendu la sonnerie de retraite qu'on faisait entendre à nos oreilles; d'avoir mis la marque du prolétariat socialiste, la marque de la Révolution sur la découverte d'un des plus grands crimes que la caste militaire ait commis contre l'humanité. (*Applaudissements*)

Ce n'était pas du temps perdu, car, pendant que s'étaient ses crimes, pendant que vous appreniez à connaître toutes ses hontes, tous ses mensonges, toutes ses machinations, le prestige du militarisme descendait tous les jours dans l'esprit des hommes et sachez-le, le militarisme n'est pas dangereux seulement parce qu'il est le gardien armé du capital, il est dangereux aussi parce qu'il séduit le peuple par une fausse image de grandeur, par je ne sais quel mensonge de dévouement et de sacrifices.

Lorsqu'on a vu que cette idole si glorieusement peinte et si superbe; que cette idole qui exigeait pour le service de ses appétits monstrueux des sacrifices de générations; lorsqu'on a vu qu'elle était pourrie, qu'elle ne contenait que déshonneur, trahison, intrigues, mensonges, alors le militarisme a reçu un coup mortel, et la Révolution sociale n'y a rien perdu. (*Vifs applaudissements*)

UN CITOYEN – Vive Galliffet!

Jaurès – Je dis qu'ainsi le prolétariat a doublement rempli son devoir envers lui-même. Et c'est parce que dans cette bataille le prolétariat a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité; c'est parce qu'il a poussé si haut son action

de classe, qu'au lieu d'avoir, comme le disait Louis Blanc, la bourgeoisie pour tutrice, c'est lui qui est devenu dans cette crise le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre; c'est parce que le prolétariat a joué un rôle décisif dans ce grand drame social que la participation directe d'un socialiste à un ministère bourgeois a été rendue possible.

**LA QUESTION MILLERAND.** De quelque manière que vous jugiez l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau; de quelque manière que vous jugiez la tactique ainsi inaugurée et les résultats qu'elle a produits, tous vous êtes d'accord pour dire qu'en tout cas, l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois est un signe éclatant de la croissance, de la puissance du Parti socialiste.

Vous vous rappelez que c'est ce que proclamait, il y a un an, le citoyen Lafargue lui-même. Opposé, dès la première heure, à l'entrée de Millerand dans le ministère, il déclarait cependant que c'était là un symptôme décisif de la force croissante de notre parti.

Je me souviens qu'il y a quelques semaines, à la clôture du Congrès international, quand les délégués du Socialisme international allèrent porter une couronne au mur des Fédérés, malgré le stupide déploiement de police du préfet Lépine, le socialiste allemand Singer qui représente pourtant l'extrême gauche du mouvement allemand, qui avait été le seul de ses camarades à voter contre la motion transactionnelle de Kautsky, le citoyen Singer disait: « On ne peut approuver l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois; mais je ne puis cependant ne pas dire que, tandis qu'il y a trente années, la bourgeoisie fusillait ici les prolétaires, le Parti socialiste a tellement grandi qu'en une heure de péril, pour sauver les libertés élémentaires, la bourgeoisie est obligée d'appeler un des nôtres. »

Donc, il n'y aura pas sur ce point de doute entre nous. Quelque jugement que nous portions sur le fond même de la chose, nous serons unanimes à proclamer devant tous les partis bourgeois qu'elle atteste la force croissante de notre parti.

Maintenant est-il juste, est-il sage, est-il conforme au principe qu'un socialiste participe au gouvernement de la bourgeoisie?

Citoyens, l'heure est venue, il me semble, de discuter cette question avec calme. Jusqu'ici nous ne l'avons discutée que dans les tempêtes et pour ma part – ne vous fâchez pas de ce ressouvenir –, si je me reporte au Congrès de décembre, il y a un an, et au Congrès plus récent de la fin septembre, je me rappelle avoir entendu des arguments à coup sûr, mais aussi beaucoup de cris variés de: « Galliffet! Chalon! La Martinique!... »

J'imagine que nous avons cessé de discuter de cette façon, parce que, prenez-y garde, ces procédés de discussion, au moyen desquels on a prétendu nous frapper, pourraient blesser vos amis eux-mêmes. Vous nous avez crié « Galliffet » pour signifier qu'en approuvant l'entrée de M. Millerand au ministère nous étions, pour ainsi dire, responsables et solidaires de tous les actes passés de Galliffet.

Prenez-y garde, camarades, qui me faites un signe d'interruption silencieux dont je vous remercie, puisqu'il m'avertit sans troubler l'ordre de l'assemblée, prenez-y garde.

Vous autres, ici, à Lille, les travailleurs lillois, deux mois après l'entrée de Millerand au ministère, vous l'avez reçu ici, vous l'avez fêté ici, vous l'avez acclamé ici, et j'imagine, quoiqu'il fût dès lors le collègue de Galliffet, que vous ne vouliez pas acclamer en même temps Galliffet lui-même. Par conséquent, ne nous envoyez pas une flèche qui rebondirait vers vous. (*Très bien! Très bien! Bravos!*)

Et maintenant, je ne veux dire que quelques mots des douloureux événements de la Martinique et de Chalon, mais laissez-moi rappeler à ceux de nos camarades qui se laissent emporter jusqu'à en faire un grief contre nous qu'ils commettent une confusion étrange. Lorsqu'on soutient un ministère dans la société bourgeoise, même un ministère où il y a un socialiste, cela n'implique pas qu'on ait la naïveté d'attendre de ce ministère et d'aucun ministère bourgeois l'entière justice et l'entière déférence aux intérêts du prolétariat. Nous savons très bien que la société capitaliste est la terre de l'iniquité et que nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme.

Mais nous savons aussi qu'il y a des ennemis plus forcenés dans la société bourgeoise, des adversaires plus haineux et plus violents les uns que les autres; et lorsque nous soutenons un ministère, ce n'est pas pour ce ministère, c'est contre les autres plus mauvais qui voudraient le remplacer pour vous faire du mal.

Alors c'est une injustice meurtrière de nous reprocher les fautes, les erreurs ou les crimes de ceux que nous ne soutenons que pour empêcher des crimes plus grands. (*Vifs applaudissements*)

Laissez-moi vous dire, pour la Martinique, qu'à peine le massacre des Français fut-il connu en Europe et lorsque arrivèrent les premières lettres à nos amis et les premiers rapports au gouvernement, le groupe socialiste des Antilles, réuni à Paris, fit une démarche auprès du ministre.

Il lui demanda trois choses: il lui demanda le déplacement des magistrats qui avaient le plus brutalement condamné les grévistes; il lui demanda la disgrâce, la peine disciplinaire la plus forte contre l'officier Kahn, contre l'officier meurtrier.

UNE VOIX – Il fallait le fusiller!

JURÉS – Et il demanda enfin la mise en liberté immédiate de tous les prolétaires noirs condamnés pour faits de grève.

L'officier a été frappé, les juges ont été déplacés et, par câble, l'ordre a été donné de remettre en liberté tous les ouvriers grévistes condamnés. (*Bravos*)

En ce qui concerne les grèves de France, je ne dis qu'une chose: le gouvernement a adopté une tactique, dont, malgré tout, dans l'avenir, s'ils savent l'imposer toujours, les prolétaires pourront bénéficier: c'est de ne pas dessaisir de la police les municipalités. Vous savez bien que les patrons de Marseille, comme M. Thierry, ont fait grief au gouvernement de n'avoir pas enlevé la police au maire socialiste de Marseille, à notre ami le citoyen Flaissières.

À Chalon, c'est le crime de la municipalité interdisant le cortège qui a été la cause de la bagarre et l'occasion du meurtre.

Malgré tout, parce que nous savons que les prolétaires auront plus de garantie, si ce sont les municipalités élues par eux, vivant au milieu d'eux qui gardent la police, il faut persister à demander que la police soit laissée aux mains des municipalités.

Et laissez-moi vous le dire, si vous aviez le droit, parce que nous avons soutenu contre le nationalisme, contre la réaction, le ministère Waldeck-Rousseau, si vous aviez le droit de nous accuser de je ne sais quelle complicité dans les crimes de la Martinique et de Chalon, que diriez-vous à vos amis eux-mêmes?

Quoi! vous avez réuni sur cette estrade – et je vous demande la permission de parler en toute liberté – vous avez réuni sur cette estrade les maires du Parti ouvrier français. Eh bien! je vous le demande, si la politique du gouvernement pouvait se caractériser par la Martinique et par Chalon, si ces crimes-là en étaient l'expression vraie et la caractéristique, que diriez-vous des municipalités élues qui auraient accepté, comme l'ont fait les vôtres – et elles ont eu raison – d'aller rompre le pain de l'hospitalité, au même banquet que les gouvernants meurtriers?

Quoi! le maire de Lille, le citoyen Delory, le maire de Fourmies – de Fourmies! la ville assassinée – tous ces maires élus, tous ceux qui portent en eux la responsabilité de la cité vont s'asseoir à la même table que Waldeck-Rousseau, et lorsque la Chambre est rentrée, lorsque le Parlement est réuni, lorsqu'il y a une interpellation sur la politique générale, lorsqu'il ne s'agit plus seulement de Chalon et de la Martinique, mais de Sipido ignominieusement expulsé, mais de Morgari chassé; lorsqu'il s'agit de tout cela, telle est pourtant la force des choses, tel est l'intérêt suprême du prolétariat à ne pas se livrer à la réaction nationaliste et

cléricale, que tous vos élus, tous, tous, Zévaès qui est ici, comme Vaillant, tous ont donné un vote de défiance au gouvernement.

Prenez garde, si vous dites Chalon et La Martinique, ce n'est pas moi seul que vous frapperez! (*Vifs applaudissements et bravos*)

Nous pouvons donc, nous élevant au-dessus de ces polémiques personnelles et de ces luttes fratricides, nous pouvons regarder la question de principe en elle-même et pour elle-même.

Je me permets de vous dire avec l'assurance peut-être présomptueuse de n'être pas démenti par les années qui vont venir, je me permets de vous dire que le Parti socialiste, depuis trente ans, a essayé une forme nouvelle d'action toutes les fois qu'il a renoncé à son abstention première, qualifiée révolutionnaire, pour entrer dans l'action et se mêler aux événements, toujours il y a eu des intransigeants qui ont adressé au Parti socialiste les reproches que quelques-uns d'entre vous adressent aujourd'hui à la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois.

**TACTIQUE.** Ah! citoyens, depuis trente ans, le Parti socialiste a fait du chemin dans le monde. Il s'est mêlé à beaucoup d'événements, à beaucoup d'institutions en dehors desquelles il se tenait d'abord. Nous discutons aujourd'hui pour savoir si le Parti socialiste doit participer à l'action parlementaire.

N'allez pas pourtant vous imaginer, camarades, qu'il en a toujours été ainsi. Il y a eu dans l'histoire du Parti socialiste depuis trente ans un moment où ceux qui conseillaient l'entrée des socialistes dans le Parlement étaient combattus aussi violemment, dénoncés aussi âprement que nous, nous le sommes aujourd'hui.

Écoutez, je vous prie, ce qu'écrivait en 1869 le grand socialiste démocrate dont l'humanité socialiste a pleuré la mort, le citoyen, le compagnon Wilhelm Liebknecht.

En 1869, au moment où venait d'être créé depuis deux ans déjà le suffrage universel en Allemagne, pour le Parlement de la confédération de l'Allemagne du Nord, Liebknecht a écrit une brochure pour chercher ce que les socialistes pouvaient et devaient faire au Parlement.

Non seulement il ne voulait pas qu'on s'y occupât d'action réformatrice, mais il considérait que la tribune parlementaire était inutile, même pour les discours de pure propagande, et il disait:

« Nos discours ne peuvent avoir aucune influence directe sur la législation; nous ne convertissons pas le Parlement par des paroles, par nos discours nous ne pouvons jeter dans la masse des vérités qu'il ne soit possible de mieux divulguer d'une autre manière.

« Quelle utilité pratique offrent alors les discours au



Parlement? Aucune; et parler sans but constitue la satisfaction des imbéciles.

« Pas un seul avantage.

Et voici de l'autre côté les désavantages : sacrifice des principes, abaissement de la lutte politique, réduite à une escarmouche parlementaire ; faire croire au peuple que le Parlement bismarkien est appelé à résoudre la question sociale serait une imbécillité ou une trahison. »

Voilà comment, en 1869, apparaissait aux socialistes démocrates l'action même, l'action de propagande de nos élus dans le Parlement. J'imagine que vous avez reconnu là, appliquées à un objet différent, les condamnations que l'on porte contre nous à propos de l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois. Quelques années après, pourtant, entraîné par l'irrésistible mouvement des choses, non seulement Liebknecht demeurait un combattant à l'assemblée de l'Empire, mais il entra au Landtag saxon, où on ne peut entrer qu'en prêtant le serment de fidélité à la constitution royale et bourgeoise.

« Je jure devant Dieu. » (*Exclamations ironiques de plusieurs côtés*)

DELORY – Citoyennes et citoyens, le besoin d'interruption place les interrupteurs dans une mauvaise posture puisque Jaurès n'a fait qu'une citation. (*On rit*)

Jaurès – Mais, voyez, citoyens, à quel malentendu extraordinaire peuvent conduire les préventions que nous avons les uns contre les autres. Je viens de vous annoncer qu'on ne pouvait entrer au Landtag sans prêter un serment de fidélité au roi de Saxe; je vous rappelle, je vous décris la formule du serment prêté par Liebknecht pour entrer au Landtag de Saxe, et voilà des camarades un peu pressés qui ne sont pas fâchés de me taxer de cléricisme. (*Hilarité*)

Représentez-vous bien que c'est Liebknecht qui parle : « Je jure devant Dieu d'être inébranlablement fidèle à la Constitution et de servir, selon ma conscience, par mes propositions et mes votes, l'intérêt inséparable du roi et de la patrie. Ainsi Dieu me soit en aide. »

Il se trouva à ce moment, camarades, des purs, des intransigeants qui accusèrent Liebknecht, envers la démocratie socialiste, d'avoir prêté ce serment en vue d'occuper un siège au Landtag et Liebknecht, l'admirable révolutionnaire, répondait avec raison : « Mais alors? Nous serons éternellement les dupes des dirigeants s'il leur suffit de mettre sur notre route cet obstacle de papier d'une formule de serment. »

Et moi je vous demande, lorsqu'on fait un crime à un ministre socialiste d'avoir accepté ce que j'appellerai la formalité ministérielle de l'apparente solidarité de vote avec ses collègues du Cabinet, je vous demande si cette formalité est plus humiliante pour le Parti socia-

liste de France que ne l'était, pour les révolutionnaires socialistes d'Allemagne, le serment prêté devant Dieu d'être fidèles au roi?

Je vous demande si, nous aussi, nous nous arrêtons devant ces obstacles de papier, devant ces formalités et ces chinoiseries, et si nous hésitons, quand il le faudra pour notre cause, à jeter un des nôtres dans la forteresse du gouvernement bourgeois. (*Non ! Non ! Bravos!*)

Mais ce n'est pas tout et une autre question, très délicate aussi... Mais j'oublie l'heure... Citoyens, j'ai du remords d'être long. (*Parlez ! Parlez !*)

Je vais céder la parole à Guesde.

DELORY – En un quart d'heure, vous aurez fini.

Camarades, nous vous demandons un peu de patience. Il est certain que la question est suffisamment grave pour que nous sacrifions quelques minutes de notre temps. Le camarade Jaurès va essayer de résumer le plus brièvement possible pour permettre à Guesde de répondre. (*Bravos*)

Jaurès – J'ai dit qu'une question aussi difficile s'était posée devant les socialistes allemands à propos de la participation aux élections au Landtag de Prusse.

Là, il n'y a pas de suffrage universel, il y a trois classes d'électeurs : c'est un véritable cens et le système électoral est combiné de telle sorte que les socialistes tout seuls ne peuvent jamais faire entrer l'un des leurs dans l'assemblée électorale de Prusse. Ils ne le peuvent qu'en contractant des alliances ou, comme ils disent, des compromis avec les partis bourgeois.

En 1893, sur un rapport de Bebel, les démocrates socialistes allemands déclarèrent ce qui suit au Congrès de Cologne :

« Considérant qu'il est contraire aux principes observés jusqu'ici par le parti de s'engager dans des compromis avec des partis ennemis, parce que ceux-ci conduiraient nécessairement à la démoralisation, aux querelles et aux divisions dans leurs propres rangs, le Congrès déclare :

« C'est le devoir des membres du Parti en Prusse de s'abstenir entièrement de prendre part aux élections pour le Landtag, sous le régime actuel. »

Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en s'abstenant de prendre part aux élections, ils laissaient écraser la bourgeoisie libérale par les partis rétrogrades et que les droits du prolétariat, droits d'association, droits de coalition étaient menacés.

À Hambourg en 1898, à Stuttgart en 1899, ils commençaient à permettre aux socialistes de Prusse de prendre part aux élections du Landtag prussien.

Et enfin cela ne suffit pas et le même Bebel qui, en 1893, avait demandé au parti d'interdire à tous ses membres la participation aux élections du Landtag

de Prusse, le même Bebel, comprenant la faute qui avait été commise, l'erreur de tactique qui avait été faite, demanda, en 1900, au Congrès de Mayence un vote ferme.

Au Congrès de Mayence, sept ans après l'interdiction portée, le Parti socialiste allemand a donné l'ordre aux socialistes prussiens de prendre part aux élections du Landtag de Prusse.

Et pourtant, c'est au nom de la lutte de classes, c'est au nom de la tactique de parti qu'en 1893 on interdisait aux socialistes allemands de prendre part aux élections du Landtag.

Puis on a vu que la lutte de classes obligeait le prolétariat à défendre ses libertés élémentaires même, s'il le faut, en se coalisant avec la fraction libérale de la bourgeoisie et là où on avait dit « Non » on a dit « Oui » et on a donné un ordre. Les accuserez-vous d'avoir trahi? (*Vifs applaudissements*)

Et moi, je vous dis, sans pouvoir vous donner maintenant toutes mes raisons, que de même l'heure viendra où le Parti socialiste unifié, organisé, donnera l'ordre à l'un des siens ou à plusieurs des siens d'aller s'asseoir dans les gouvernements de la bourgeoisie pour contrôler le mécanisme de la société bourgeoise, pour résister le plus possible aux entraînements des réactions, pour collaborer le plus possible aux œuvres de réforme.

**L'UNITÉ.** Citoyens et amis, j'ai abusé de votre bienveillante attention et je ne me consolerais pas de brusquer ainsi ma démonstration, de la laisser incomplète, pour céder à Guesde mon tour de parole, si je ne me disais qu'après tout, quels que soient les dissentiments, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les polémiques d'un jour entre socialistes, on se retrouve. Nous reviendrons, non plus pour batailler, non plus pour polémiquer, mais quand le parti sera organisé, pour chercher ensemble, en loyaux camarades, quel est le meilleur moyen de servir les intérêts du parti. Ah! on dit au Parti : « Restez isolé, restez à l'écart, ne vous mêlez pas à l'action gouvernementale; tenez-vous aussi loin que possible de l'État bourgeois. »

Et moi je vous dis que toutes les grandes révolutions ont été faites dans le monde parce que la société nouvelle, avant de s'épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne.

L'autre jour Kautsky, nous raillant un peu, nous disait : « Mais vous imaginez-vous conquérir le pouvoir gouvernemental de l'État en conquérant portefeuille par portefeuille? C'est comme si, au temps de la Réforme, les protestants s'étaient imaginé qu'ils allaient conquérir le monde en conquérant un cardinal après l'autre, dans le sacré Collège. »

J'en demande pardon à Kautsky : ce qui a fait la force

des hérésies, des grandes révoltes de la conscience religieuse indépendante, au XII<sup>e</sup> et au XIII<sup>e</sup> siècles, ce qui fit ensuite la force de la Réforme, c'est précisément qu'elle a surgi en s'emparant d'une partie même du pouvoir de l'ancienne Église; c'est qu'il y a eu, au XVI<sup>e</sup> siècle, une période où les fidèles ne savaient plus au juste si leurs cardinaux, évêques ou moines étaient restés avec le pape ou étaient allés avec Luther.

L'Église l'a si bien senti, elle a si bien compris que le péril pour elle était dans cette pénétration, que l'ordre des Jésuites, qui s'est constitué pour la sauver, s'est donné pour mot d'ordre de pénétrer partout et d'être, lui, impénétrable à tous.

L'Église s'est sauvée pour des siècles en se fermant à l'action de la société nouvelle. Mais ce que l'Église a pu faire, la démocratie bourgeoise ne peut pas le faire; elle ne pourra se fermer; elle vous a laissé déjà pénétrer dans les municipalités.

On parle de responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois; mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités? Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'État bourgeois? Mais le suffrage universel qui le nomme, il est réglé, il est limité par la loi bourgeoise.

Et si je voulais triompher du point de vue intransigeant où se placent quelques-uns de vos amis, comme je pourrais vous rappeler que vous acceptez ainsi le pouvoir municipal d'un suffrage universel, d'où la loi bourgeoise, en excluant les assistés ou les ouvriers errants, a exclu les plus pauvres des prolétaires; comme je pourrais vous dire que le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central, et pour un an n'être pas rééligible; comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément, parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises, comme je pourrais vous dire que s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme, c'est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique. Et voyez, à Marseille, ces jours-ci, quelle responsabilité pesait sur le maire socialiste. En assistant au débarquement de Krüger, et en protégeant les étrangers anglais contre les violences possibles de la foule, il n'était plus le maire socialiste de Marseille, il était chargé de la sécurité, du renom de la France entière.

Ah! ce serait trop commode d'être maire socialiste devant le monde, si on n'était pas obligé en même temps de compter avec toutes ces responsabilités! Mais c'est parce que la tâche est lourde, c'est parce qu'on est tout ensemble une fraction du prolétariat conquérant et une fraction de l'État bourgeois.

C'est pour cela qu'il ne suffit pas d'un mécanisme pour faire aller la mairie socialiste, qu'il y faut des

hommes de tête, des hommes de prudence, de pensée et de réflexion, d'équilibre et de volonté, des hommes comme Flaissières, des hommes comme Delory. (*Bravos répétés. Cris : Vive Delory !*)

Oui, à mesure que grandit le pouvoir du Parti socialiste, grandit sa responsabilité.

Mais de cette responsabilité, nous n'avons pas peur, le Parti socialiste n'en a pas peur; il a confiance dans la classe ouvrière, à une condition, c'est qu'elle soit organisée, c'est qu'elle soit unifiée; c'est qu'en face de tous les autres partis anarchiques et discordants, elle ne forme qu'un parti, comme elle ne forme qu'une classe.



Eh oui! il y aura entre nous, longtemps peut-être, des dissentiments de méthode et de tactique. Mais il y en a en Belgique, en Allemagne; cela ne les empêche pas d'être unis, de discuter loyalement, en camarades.

Et c'est ainsi que nous voulons discuter encore; et nous voulons préparer au grand jour la grande unité socialiste, la grande fraternité socialiste, par la lumière, par la raison, par l'organisation; et cela pour faire d'abord œuvre de réforme, et dans la réforme, œuvre commençante de révolution; car je ne suis pas un modéré, je suis avec vous un révolutionnaire. ●

DOCUMENT « Les deux méthodes », Lille, 26 novembre 1900

## DISCOURS DE JULES GUESDE

Citoyennes, citoyens, camarades, Laissez-moi, tout d'abord, remercier Jaurès d'avoir aussi bien posé la question, la seule question pour la solution de laquelle vous êtes réunis ce soir. Jaurès a dit la vérité au point de vue historique de nos divergences lorsque, allant au-delà de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois, il est remonté jusqu'à ce qu'on a appelé l'affaire Dreyfus.

Oui, là est le principe, le commencement, la racine d'une divergence qui n'a fait depuis que s'aggraver et s'étendre.

**LA LUTTE DE CLASSE.** Jaurès a eu raison également, lorsqu'il a commencé par vous fournir l'élément indispensable de tout jugement, lorsqu'il vous a rappelé la société actuelle divisée en classes nécessairement antagonistes et en lutte; il a eu raison de vous dire que c'était en vous plaçant sur ce terrain socialiste que vous pouviez vous prononcer entre lui et nous. Seulement, à mon avis, il a été imprudent en invoquant ce qu'il appelle un principe, et ce que j'appelle, moi, un fait : la lutte de classe. Oh! il vous l'a très bien définie, il vous l'a montrée sévissant dans tous les ateliers, sur le terrain économique; il vous l'a montrée comme moyen indispensable, le jour où elle est transportée et systématisée sur le terrain politique, pour en finir avec les classes, pour affranchir le travail et pour affranchir la société; mais ensuite, il vous a dit : « Cette lutte de classe que nous venons de reconnaître positivement et de proclamer théoriquement; cette lutte de classe, nous allons commencer par la laisser de côté comme ne pouvant pas déterminer notre conduite, notre politique, notre tactique de tous les jours. » De telle façon qu'il assimilait la lutte de classe au paradis des chrétiens et des catholiques, que l'on met si loin, si en dehors de tout qu'il n'influe pas sur la vie quotidienne, ne dirigeant ni les volontés ni les actes des chrétiens et des catholiques d'aujourd'hui, réduit qu'il est à un simple acte de foi dans le vide.

La lutte de classe, telle que l'a très bien définie Jaurès, si elle ne devait pas déterminer votre conduite de tous les jours, la politique de la classe ouvrière, la tactique

nécessaire du prolétariat organisé en parti de classe, serait un mensonge et une duperie : elle est pour nous, elle doit être au contraire la règle de nos agissements de tous les jours, de toutes les minutes. (*Bravos vifs et répétés*)

Nous ne reconnaissons pas la lutte de classe, nous, pour l'abandonner une fois reconnue, une fois proclamée; c'est le terrain exclusif sur lequel nous nous plaçons, sur lequel le Parti ouvrier s'est organisé, et sur lequel il nous faut nous maintenir pour envisager tous les événements et pour les classer.

**PREMIÈRE DÉVIATION.** On nous a dit : La lutte de classe existe; mais elle ne défendait pas, elle commandait au contraire au prolétariat, le jour où une condamnation inique était venue atteindre un membre de la classe dirigeante, elle faisait un devoir, une loi aux travailleurs d'oublier les iniquités dont ils sont tous les jours victimes, d'oublier les monstruosité qui se perpétrent tous les jours contre leurs familles, contre leurs femmes et contre leurs enfants.

Ils devaient oublier tout cela; c'étaient des injures anonymes, des iniquités anonymes, ne pesant que sur la classe ouvrière – qui ne compte pas. Mais le jour où un capitaine d'état-major, le jour où un dirigeant de la bourgeoisie se trouvait frappé par la propre justice de sa classe, ce jour-là, le prolétariat devait tout abandonner, il devait se précipiter comme réparateur de l'injustice commise.

Je dis que la lutte de classe ainsi entendue – je reprends mon mot de tout à l'heure – serait une véritable duperie. Ah! Jaurès a fait appel à des souvenirs personnels, il vous a raconté ce qui s'était passé dans le groupe socialiste de la Chambre des députés à la fin de la législature de 1893-1898; à ce moment-là, c'était à l'origine de l'affaire, elle était, on peut le dire, encore dans l'œuf, Jaurès vous a dit qu'il y avait les modérés – dont il n'était pas – et qu'il y avait l'extrême gauche, les avancés, dont il était, et qu'à ce moment Guesde lui-même poussait à une intervention du groupe socialiste dans une affaire qui n'avait pas revêtu le caractère individuel ou personnel.

C'est alors, comme vous l'a dit Jaurès, que j'ai protesté contre l'attitude des modérés : mais savez-vous quel était leur langage ? Jaurès aurait dû l'apporter à cette tribune. Les modérés ne voulaient pas qu'on se mêlât à l'affaire parce que, disaient-ils, nous sommes à la veille des élections générales et que l'on pourrait ainsi compromettre notre réélection. Et ils ajoutaient : « Ah ! si nous avions encore devant nous une ou deux années avant que le suffrage universel ait la parole, nous pourrions alors examiner la question en elle-même et décider si l'intérêt, si le devoir du parti est d'intervenir. »

C'est contre cette lâcheté électorale, contre ces hommes qui ne pensaient qu'à leur siège de député que j'ai protesté (*vifs applaudissements*), et que j'ai dit autre chose encore, car j'ai été plus loin : j'ai dit que si le suffrage universel, utilisé par le prolétariat, devait aboutir à une simple question de réélection, de fauteuils à conserver, j'ai dit qu'il vaudrait mieux rompre avec la méthode parlementaire et nous cantonner dans l'action exclusivement révolutionnaire.

Est-ce vrai, Jaurès ? N'est-ce, pas le langage que j'ai tenu ?

(*Bravos répétés, mouvements divers*)

Permettez, camarades, que j'entre dans le détail. Jaurès était avec moi alors...

JAURÈS : C'est très bien, c'est très juste.

**NOTRE ATTITUDE.** GUESDE : Mais à ce moment-là, camarades, de quoi s'agissait-il ? S'agissait-il de diviser le prolétariat en dreyfusards et en antidreyfusards ? de poser devant la classe ouvrière ce rébus de l'innocence ou de la culpabilité d'un homme ? Car dans ces termes, c'était, et c'est resté, un véritable rébus, les uns jurant sur la parole d'untel, les autres sur la parole d'un autre, sans que jamais vous ayez pu pénétrer dans cet amas de contradictions et d'obscurités pour vous faire, par vous-même, une opinion. Il ne s'agissait pas d'affirmer, de jurer que Dreyfus était innocent ; il ne s'agissait pas surtout d'imposer au prolétariat le salut d'un homme à opérer, lorsque le prolétariat a sa classe à sauver, à l'humanité entière à sauver ! (*Longs applaudissements*)

C'était à propos du procès Zola, lorsque nous avons assisté à ce scandale d'un chef d'état-major général, de galonnés supérieurs, venant devant la justice de leur pays et jetant dans la balance leur épée ou leur démission en disant : « Nous ne resterons pas une minute de plus à notre poste, nous abandonnerons, nous livrerons la Défense nationale, dont nous avons la charge, si les jurés se refusent au verdict que nous leur réclamons. » Dans ces circonstances, j'ai dit à Jaurès que si une République, même bourgeoise, s'inclinait devant un pareil ultimatum du haut militarisme, c'en était fait de la République ; et j'ai ajouté : « Il nous faut monter à la tribune ; il nous faut demander l'arrestation immé-

diante, non pas pour leur rôle dans l'affaire Dreyfus, mais pour leur insurrection devant le jury de la Seine, du Boisdeffre et de ses suivants. »

Est-ce vrai, encore, citoyen Jaurès ? (*Vifs applaudissements*)

Voilà comment j'ai été dreyfusard, c'est-à-dire dans la limite de la lutte contre le militarisme débordé, allant jusqu'à menacer, sous le couvert d'un gouvernement complice, d'un véritable coup d'État. Et nous avons été ainsi jusqu'aux élections ; et aux élections – s'il y a ici des camarades de Roubaix, ils pourront en témoigner –, sur les murs, j'ai été dénoncé comme acquis, comme vendu à Dreyfus. Est-ce que je me suis défendu contre pareille accusation ? (*Non ! Non !*) Est-ce que j'ai pensé un instant qu'il y avait là un certain nombre de voix à perdre et qui allaient assurer le succès de mon adversaire ? Non, camarades, pas plus alors que jamais je ne me suis préoccupé des conséquences personnelles que pouvaient avoir mes actes qui ont toujours été dirigés, déterminés, commandés par l'intérêt de la classe ouvrière que je représentais – et que j'entendais représenter seule, car sur les murailles de Roubaix il y avait, personne ne peut l'oublier : « Qu'aucun patron ne vote pour moi, qu'aucun capitaliste ne vote pour moi ; je ne veux ni ne puis représenter les deux classes en lutte, je ne veux et ne puis être que l'homme de l'une contre l'autre. »

Voilà le mandat que je vous demandais, que vous m'aviez donné, et que j'ai rempli. (*Vifs applaudissements et bravos*)

**DREYFUS ET LE PARTI SOCIALISTE.** Mais le lendemain des élections tout avait changé ; il ne s'agissait plus, cette fois, de brider le militarisme, il ne s'agissait plus de prendre au collet les généraux ou les colonels insurgés ; il s'agissait d'engager à fond le prolétariat dans une lutte de personnes.

Il y a, disait-on – et on l'a dit et écrit, non pas une fois, mais cent, non pas cent fois, mais mille –, il y a une victime particulière qui a droit à une campagne spéciale et à une délivrance isolée ; cette victime-là, c'est un des membres de la classe dirigeante, c'est un capitaine d'état-major – c'est l'homme qui, en pleine jeunesse, fort d'une richesse produit du vol opéré sur les ouvriers exploités par sa famille et libre de devenir un homme utile, libre de faire servir la science qu'il doit à ses millions au bénéfice de l'humanité, a choisi ce qu'il appelle la carrière militaire. Il s'est dit : « Le développement intellectuel que j'ai reçu, les connaissances multiples que j'ai incarnées, je vais les employer à l'égorgement de mes semblables. » Elle était bien intéressante, cette victime-là. (*Vifs applaudissements*)

Ah ! je comprends bien que vous, les ouvriers, vous, les paysans, que l'on arrache à l'atelier, que l'on arrache à

la charrue pour leur mettre un uniforme sur le dos, pour leur mettre un fusil entre les mains, sous prétexte de patrie à défendre, vous ayez le droit et le devoir de crier vers nous, vers le prolétariat organisé, lorsque vous êtes frappés par cette épouvantable justice militaire, parce que vous n'êtes pas à la caserne de par votre volonté – parce que vous n'avez jamais accepté ni les règlements, ni l'organisation, ni la prétendue justice militaire que vous subissez ; mais lui, il savait ce qu'il avait devant lui lorsqu'il a choisi le métier des armes ; c'est de propos délibéré qu'il s'est engagé dans cette voie, partisan des conseils de guerre tant qu'il a cru qu'ils ne frappaient que les prolétaires et que c'était lui, dirigeant, officier, qui mettrait contre eux en mouvement cette justice aveugle et à huis clos. Telle était la victime pour laquelle on avait osé la prétention de mobiliser tout l'effort prolétarien et socialiste...

Ah ! camarades, on a fait appel à des souvenirs... (*Applaudissements*) Oh ! n'applaudissez pas, je vous prie, laissez-moi aller jusqu'au bout sans ajouter, par vos bravos, à ma fatigue. On a fait appel à des souvenirs personnels, je demande à les compléter.

Jaurès vous a parlé non pas d'un manifeste, mais d'une déclaration du Conseil national du Parti ouvrier français.

Ce qu'il ne vous a pas dit, c'est qu'au paravant il y avait eu une espèce de conseil du socialisme ; il y avait eu, organisée par Millerand et Viviani, une rencontre entre Jaurès, qui voulait non seulement entrer dans cette affaire Dreyfus, mais y engager tout le parti, et nous, qui étions d'un avis contraire.

C'est aux environs de Paris, dans une maison de campagne de Viviani, que nous nous sommes réunis tous un soir ; et, comme Vaillant n'avait pu être au rendez-vous, il avait écrit à Jaurès, l'avisant – je fais encore ici appel à la mémoire de Jaurès...

JAURÈS : Mais je ne conteste pas la lettre de Vaillant, je constate qu'elle ne m'était pas adressée.

GUESDE : Soit. Laissant de côté l'intervention de Vaillant sous la forme d'une lettre à Jaurès, je dis qu'il y a eu, cette nuit-là, bien avant la déclaration du Conseil national, une réunion dans laquelle Millerand et Viviani, qui, pas plus que Vaillant et moi, ne voulaient alors que l'on entraînant le Parti socialiste derrière Dreyfus, se sont joints à moi pour vous dire : « Citoyen Jaurès, vous ne pouvez pas engager le parti, vous n'avez pas le droit d'engager le Parti » – et vous nous avez donné votre parole de ne faire qu'une campagne personnelle. (*Bravos*)

JAURÈS : Je l'ai toujours dit.

GUESDE : Jaurès reconnaît que ce que je rapporte est l'exacte vérité ; si j'ai évoqué ces faits, ce n'est d'ailleurs que pour établir les responsabilités. Quand il

vous parlait tout à l'heure de la déclaration du Conseil national du Parti ouvrier comme ayant retiré pour ainsi dire nos troupes engagées – ce qui constitue un acte de défection et de trahison sur tous les champs de bataille –, Jaurès oubliait de vous dire que la totalité des socialistes et des organisations consultés lui avait intimé l'ordre de ne pas engager le Parti socialiste derrière lui.

Lorsque notre déclaration a paru, elle ne faisait donc que maintenir une décision qui avait toujours été la nôtre et qui exprimait la volonté concordante des différentes fractions socialistes.

Oh ! je pourrais aller plus loin dans ces détails personnels ; mais je m'arrête, estimant que ce que j'ai rappelé est suffisant, et je reviens à notre terrain de classe. Je dis que nous ne pouvons reconnaître à la bourgeoisie, lorsqu'une injustice frappe un des siens, le droit de s'adresser au prolétariat, de lui demander de cesser d'être lui-même, de combattre son propre combat pour se mettre à la remorque des dirigeants les plus compromettants et les plus compromis ; car il est impossible de ne pas se souvenir que le principal meneur de cette campagne contre une iniquité individuelle avait déposé un projet de loi qui était la pire des iniquités contre une classe ; révolté par un jugement de conseil de guerre qui aurait frappé un innocent, il n'avait pas craint de frapper sans jugement tous les ouvriers et employés des chemins de fer, en voulant qu'avec le droit de grève on leur enlevât le moyen de défendre leur pain : c'était là l'homme de la vérité, c'était là l'homme de la justice ! et il aurait fallu que même les serfs des voies ferrées oubliassent le crime projeté contre leur classe pour faire cause commune avec M. Trarieux, avec M. Yves Guyot, avec la fine fleur des bourgeois exploités (*Rires et applaudissements*) ou ayant théorisé l'exploitation des travailleurs ; il aurait fallu, et on aurait pu – tout en maintenant la lutte de classe – coudre le prolétariat à cette queue de la bourgeoisie emprisonneuse qui avait derrière elle la bourgeoisie fusilleuse de 1871.

Ah ! non, camarades. À ce moment-là, le Parti ouvrier a crié : Halte-là ! À ce moment, il a rappelé les travailleurs à leur devoir de classe ; mais il ne leur prêchait pas le désintéressement ou l'abstention. La déclaration portait en toutes lettres : « Préparez-vous à retourner, contre la classe et la société capitaliste, les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. » Ce que nous voyions en effet, dans l'affaire Dreyfus, c'étaient les hontes étalées qui atteignaient et ruinaient le régime lui-même. Il y avait là une arme nouvelle et puissante, dont on pouvait et dont on devait frapper toute la bourgeoisie, au lieu de mobiliser et d'immobiliser le prolétariat

derrière une fraction bourgeoise contre l'autre... Vous évoquiez tout à l'heure l'admirable révolutionnaire qu'était Liebknecht. Or, il a pris la parole dans cette affaire Dreyfus, et ça été, comme notre Parti ouvrier, pour désapprouver votre campagne : « Je ne l'approuve pas – vous écrivait-il –, je ne peux pas l'approuver, parce que vous avez porté de l'eau au moulin du militarisme, du nationalisme et de l'antisémitisme. » C'est la vérité, camarades ; au bout de l'affaire Dreyfus, il n'y a pas eu de suppression des conseils de guerre, il n'y a pas eu la moindre modification à la justice militaire, il n'y a rien eu de ce qu'on vous promettait ; il y a eu un homme qui a été arraché à son rocher de l'île du Diable ; campagne personnelle, elle n'a eu qu'un résultat personnel. (*Mouvements divers*)

**L'EMBOURGEOISEMENT.** Oh ! je me trompe, il y a eu quelque chose, et ce quelque chose, c'est Jaurès lui-même qui a eu le courage de le confesser. Il vous a dit : « De l'affaire Dreyfus, de la campagne que j'ai menée avec un certain nombre de socialistes pour Dreyfus, il est sorti la collaboration d'un socialiste à un gouvernement bourgeois. » Cela est vrai, citoyen Jaurès, et cela suffirait, en espèce de coopération socialiste, en dehors du reste, pour condamner toute (...) dont vous vous vantez.

Oui, il a fallu cette première déformation, il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment donné on ait pu présenter comme une victoire la pénétration dans un ministère d'un socialiste qui ne pouvait pas y faire la loi, d'un socialiste qui devait y être prisonnier, d'un socialiste qui n'était qu'un otage, d'un socialiste que M. Waldeck-Rousseau, très bon tacticien, a été prendre dans les rangs de l'opposition pour s'en faire une couverture, un bouclier, de façon à désarmer l'opposition socialiste (*Bravos*), de façon à empêcher les travailleurs de tirer, non seulement sur Waldeck-Rousseau, mais sur Galliffet, parce que entre eux et Galliffet, il y avait la personne de Millerand. (*Nouveaux applaudissements*)

Ah ! vous dites et vous concluez que vous aviez raison dans la campagne Dreyfus parce qu'elle a conduit Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau/Galliffet. Je dis, moi, que là est la condamnation définitive de cette campagne. Il a suffi qu'une première fois le Parti socialiste quittât, fragmentairement, son terrain de classe ; il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie pour que, sur cette pente glissante, il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie, et le voilà maintenant entraîné à faire gouvernement commun avec cette classe.

Et la lutte de classe aboutissant ainsi à la collaboration des classes, cette nouvelle forme de coopérative réunissant dans le même gouvernement un homme qui, s'il est socialiste, doit poursuivre le renversement de la société capitaliste, et d'autres hommes, en majorité, dont le seul but est la conservation de la même société, on nous la donne comme un triomphe du prolétariat, comme indiquant la force acquise par le socialisme. Dans une certaine mesure, oui, comme le disait Lafargue. C'est parce que le socialisme est devenu une force et un danger pour la bourgeoisie, à laquelle il fait peur, que celle-ci a songé à s'introduire dans le prolétariat organisé pour le diviser et l'annihiler ; mais ce n'est pas la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, c'est la conquête d'un socialiste et de ses suivants par les pouvoirs publics de la bourgeoisie. Et alors, nous avons vu, camarades, ce que j'espérais pour mon compte ne jamais voir, nous avons vu la classe ouvrière, qui a sa République à faire, comme elle a sa Révolution à faire, appelée à monter la garde autour de la République de ses maîtres, condamnée à défendre ce qu'on a appelé la civilisation capitaliste.

Je croyais, moi, que quand il y avait une civilisation supérieure sous l'horizon, que lorsque cette civilisation dépendait d'un prolétariat responsable de son affranchissement et de l'affranchissement général, c'était sur cette civilisation supérieure qu'on devait avoir les yeux obstinément tournés ; je croyais qu'il fallait être prêt à piétiner le prétendu ordre d'aujourd'hui pour faire ainsi place à l'autre.

Il paraît que non ; il paraît que les grands bourgeois de 1789 auraient dû se préoccuper de défendre l'Ancien Régime, sous prétexte des réformes réalisées au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle ; je croyais, moi, qu'ils avaient marché contre ce régime, qu'ils avaient tout balayé, le mauvais et le bon, le bon avec le mauvais, et je croyais que le prolétariat ne serait pas moins révolutionnaire, que, classe providentielle à son tour, appelé à réaliser, à créer une société nouvelle, émancipatrice, non plus de quelques-uns mais de tous, il devait n'avoir d'autre mobile que son égoïsme de classe, parce que ses intérêts se confondent avec les intérêts généraux et définitifs de l'espèce humaine tout entière !

La nouvelle politique que l'on préconise au nom de la lutte de classe consisterait donc à organiser à part, sur son propre terrain, le prolétariat, et à l'apporter ensuite, comme une armée toute faite à un quelconque des états-majors bourgeois. Alors que, abandonnée par les salariés, qui sortaient de ses rangs politiques au fur et à mesure de leur conscience de classe éveillée, la bourgeoisie se sentait perdue, on nous fait aujourd'hui un devoir pour demain, comme pour hier, de nous porter à son secours chaque fois que se

produira une injustice, chaque fois qu'une tache viendra obscurcir son soleil.

Ah ! camarades, s'il vous fallait faire disparaître l'une après l'autre toutes ces taches, non seulement vos journées mais vos nuits n'y suffiraient pas et vous n'aboutiriez pas à nettoyer ce qui n'est pas nettoyable ; mais à ce travail de Pénélope, vous auriez prolongé la domination qui vous écrase, vous auriez éternisé l'ordre de choses d'aujourd'hui qui pèse sur vos épaules, après dix-huit mois de collaboration socialiste au pouvoir bourgeois, aussi lourdement qu'à l'époque des Méline, des Dupuy et des Périer.

**COLLECTIVISME ET RÉVOLUTION.** Il n'y a rien de changé et il ne peut rien y avoir de changé dans la société actuelle tant que la propriété capitaliste n'aura pas été supprimée et n'aura pas fait place à la propriété sociale, c'est-à-dire à votre propriété à vous.

Cette idée-là que, depuis vingt et quelques années, nous avons introduite dans les cerveaux ouvriers de France, doit rester l'unique directrice des cerveaux conquis et doit être étendue aux cerveaux d'à côté où la lumière socialiste ne s'est pas encore faite. C'est là notre tâche exclusive ; il s'agit de recruter, d'augmenter la colonne d'assaut qui aura, avec l'État emporté de haute lutte, à prendre la Bastille féodale ; et malheur à nous si nous nous laissons arrêter le long de la route, attendant comme une aumône les prétendues réformes que l'intérêt même de la bourgeoisie est quelquefois de jeter à l'appétit de la foule, et qui ne sont et ne peuvent être que des trompe-la-faim. Nous sommes et ne pouvons être qu'un parti de révolution, parce que notre émancipation et l'émancipation de l'humanité ne peuvent s'opérer que révolutionnairement.

Nous détourner de cette lutte, camarades, c'est trahir, c'est désertir, c'est faire le jeu des bourgeois d'aujourd'hui qui savent bien, comme le disait Millerand à Lens, que le salariat n'est pas éternel, qui savent bien, comme l'a répété comme un écho Deschanel à Bordeaux, que le prolétariat est un phénomène provisoire... mais qui renvoient la disparition de cette dernière forme de l'esclavage à je ne sais quelle date plus éloignée que le paradis même des religions, qui au moins doit suivre immédiatement votre mort. Vous ne vous paierez pas de cette monnaie de promesses, vous êtes actuellement trop conscients et trop forts.

**PAS DE CONFUSION.** Mais Jaurès a été plus loin ; il a essayé d'assimiler l'action électorale du socialisme emmanchant le suffrage universel comme un moyen de combat, à l'action ministérielle par la bourgeoisie gouvernementale. Il a été encore au-delà, il a prétendu qu'en installant avec vos propres forces Carette à l'hôtel de ville de Roubaix et Delory à l'hôtel de ville de

Lille, vous aviez autorisé Millerand à accepter un morceau de pouvoir de la classe contre laquelle vous êtes obligés de lutter jusqu'à la victoire finale. Il vous a cité, d'autre part, certaines paroles de Liebknecht, qui aurait condamné en 1869 l'entrée des socialistes dans les parlements bourgeois, alors que la même année il se laissait porter avec Bebel dans le Reichstag de la confédération de l'Allemagne du Nord ; il vous a rappelé que Liebknecht a pénétré également dans le Landtag de Saxe alors qu'il y avait un serment à prêter et que Liebknecht disait : « Si nous n'étions pas capables de passer par-dessus cet obstacle de papier, nous ne serions pas des révolutionnaires. »

Quel rapport est-il possible d'établir entre les deux situations ? Pour entrer dans le Reichstag de la confédération de l'Allemagne du Nord, il fallait y être porté par les camarades ouvriers organisés ; il fallait y entrer par la brèche ouverte de la démocratie socialiste ; on était le fondé de pouvoir de sa classe. Il fallait, pour le Landtag de Saxe, prêter un serment dérisoire, comme celui que Gambetta devait prêter à l'Empire, qui n'empêchait pas que ce fût en ennemi qu'on s'introduisait dans l'Assemblée électorale, comme un boulet envoyé par le canon populaire... Et vous osez soutenir que les conditions seraient les mêmes de Millerand acceptant un portefeuille de Waldeck-Rousseau ? C'est le prolétariat, paraît-il, qui l'année dernière a donné un tel coup d'épaule électoral que la brèche a été faite par laquelle Millerand a passé ? Une pareille thèse n'est pas soutenable. Il est arrivé au gouvernement appelé par la bourgeoisie gouvernementale. (*Applaudissements et bravos*) Il y est arrivé dans l'intérêt de la bourgeoisie gouvernementale qui, autrement, n'aurait pas fait appel à son concours. On pouvait constituer un ministère, même de plus de défense républicaine que celui dont nous jouissons depuis dix-huit mois, sans qu'un socialiste en fit partie. Vous avez parlé du cabinet Bourgeois ; il n'y avait pas de socialiste dans ce cabinet et il a fait, on peut l'affirmer, une œuvre plus républicaine que le cabinet d'aujourd'hui. Une preuve, entre autres, c'est que la loi sur les successions, votée alors, n'a pas trouvé grâce devant le gouvernement de défense républicaine de l'heure présente, qui compte un socialiste et qui a lâché une partie de la réforme d'alors. (*Bravos*)

Camarades, le jour où le Parti socialiste, le jour où le prolétariat organisé comprendrait et pratiquerait la lutte de classe sous la forme du partage du pouvoir politique avec la classe capitaliste, ce jour-là il n'y aurait plus de socialisme ; ce jour-là il n'y aurait plus de prolétariat capable d'affranchissement ; ce jour-là les travailleurs seraient redevenus ce qu'ils étaient il y a vingt-deux ans, lorsqu'ils répondaient soit à l'appel de



la bourgeoisie opportuniste contre la bourgeoisie monarchiste, soit à l'appel de la bourgeoisie radicale contre la bourgeoisie opportuniste; ils ne seraient plus qu'une classe, qu'un parti à la suite, domestiqué, sans raison d'être et surtout sans avenir.

**EN COMBATTANT.** Je me souviens d'un Parti républicain dont j'ai été, le vieux Parti républicain, qui se refusait au genre de compromission que l'on voudrait imposer aujourd'hui à notre Parti socialiste. L'Empire ayant fait appel, réellement appel à un des Cinq, à Émile Ollivier, quoiqu'il s'agît alors de transformer, ce qui était possible, l'Empire dictatorial en Empire libéral, quoiqu'il y eût au bout de cette collaboration d'un républicain au gouvernement de Bonaparte la liberté de réunion et de presse et le droit de coalition ouvrière, malgré tout, à l'unanimité, la bourgeoisie républicaine, plus intransigeante, possédant sur ses élus une maîtrise plus complète, n'hésita pas à exécuter comme traître M. Émile Ollivier.

N'aurions-nous donc ni l'énergie ni la conscience des républicains bourgeois de la fin de l'Empire? Ce n'est d'ailleurs là que la partie incidente de mon rappel au passé. Ce que je voulais mettre en lumière, c'est que le Parti républicain sous l'Empire, comme le Parti socialiste aujourd'hui, disait : « Il faut faire la République, mais il faut marcher en combattant. »

Cela n'a pas duré longtemps. Un homme est venu, c'était Gambetta, et je me rappelle en 1876, à Belleville, il prononçait les paroles suivantes : « Je ne connais que deux manières d'arriver à mon but, en négociant ou en combattant; je ne suis pas pour la bataille. »

C'était là l'arrêt de mort du vieux Parti républicain; l'opportunisme était né, et l'opportunisme républicain, c'était la stérilité républicaine, c'était l'avortement républicain, incapable en trente années d'aboutir même aux réformes politiques qui sont un fait accompli par-delà nos frontières, aux États-Unis d'Amérique ou dans la République helvétique; c'était, je le répète, la mort du Parti républicain bourgeois! Eh bien, aujourd'hui, nous nous trouvons, nous, parti de classe, nous, Parti socialiste, avec des responsabilités plus grandes, avec des nécessités qui s'imposent plus impérieusement, devant les deux mêmes politiques : les uns préconisant la prise du pouvoir politique en combattant, les autres poursuivant cette prise du pouvoir partiellement, fragmentairement, homme par homme, portefeuille par portefeuille, en négociant.

Nous ne sommes pas pour le négoce : la lutte de classe interdit le commerce de classe; nous ne voulons pas de ce commerce-là; et si vous en vouliez, camarades de l'usine, camarades de l'atelier, prolétaires qui avez une mission à remplir, la plus haute mission qui se soit jamais imposée à une classe, le jour où vous accepte-

riez la méthode nouvelle, ce jour-là non seulement vous auriez fait un marché de dupes mais vous auriez soufflé sur la grande espérance de rénovation qui aujourd'hui met debout le monde du travail...

**CLASSE CONTRE CLASSE.** Aujourd'hui ce qui fait la force, l'irrésistibilité du mouvement socialiste, c'est la communion de tous les travailleurs organisés poursuivant, à travers les formes gouvernementales les plus divergentes, le même but par le même moyen : l'expropriation économique de la classe capitaliste par son expropriation politique.

Cette unité socialiste, jaillie des mêmes conditions économiques, serait brisée à tout jamais le jour où, au lieu de ne compter que sur vous-mêmes, vous subordonneriez votre action à un morceau de la classe ennemie, qui ne saurait se joindre à nous que pour nous arracher à notre véritable et nécessaire champ de bataille.

La Révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste. C'est la concurrence économique qui est la loi de sa production et c'est la concurrence politique ou les divisions politiques qui, soigneusement entretenues, lui permettent de prolonger sa misérable existence.

Si la classe capitaliste ne formait qu'un seul parti politique, elle aurait été définitivement écrasée à la première défaite dans ses conflits avec la classe prolétarienne. Mais on s'est divisé en bourgeoisie monarchiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre-penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue pût toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemie.

C'est le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en continue pas moins à flotter, insubmersible. Et ce navire-là, ce sont les galères du prolétariat, sur lesquelles c'est vous qui ramez et qui peinez et qui peinez et qui ramerez toujours, tant que n'aura pas été coulé, sans distinction de pilote, le vaisseau qui porte la classe capitaliste et sa fortune, c'est-à-dire les profits réalisés sur votre misère et sur votre servitude. (*Applaudissements et bravos répétés*). •

1. Le Parti ouvrier français, qui se réclamait du marxisme, était le parti de Guesde et Lafargue jusqu'en 1902, date à laquelle il fusionnera avec les partisans d'E. Vaillant au sein du Parti socialiste de France. Le Parti socialiste de France sera lui-même une des composantes de l'unification socialiste de 1905 qui allait donner lieu à la création de la SFIO.



ETUDE

De la SFIO de 1905 au PS de 2006

# LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LA « CLASSE OUVRIÈRE »

RÉMI LEFEBVRE\*

La question du rapport des catégories populaires et des partis de gauche est à nouveau discutée depuis un certain nombre d'années. Les scores électoraux et la sociologie du FN, la défaite de 2002, le renouveau des études sociologiques sur les groupes populaires<sup>1</sup> et la montée des inégalités sociales ont contribué à remettre à l'agenda cette question. Le « divorce » entre les catégories populaires salariées (ouvriers et employés) et la gauche, et tout particulièrement le PS, a été construit comme un des enseignements saillants de l'élection présidentielle de 2002, tant dans les commentaires « à chaud » que dans les essais parus dans les mois qui ont suivi l'élection<sup>2</sup>. Le sens de ce scrutin a été pour partie fixé autour de cette thématique qui a constitué un des cadres interprétatifs les plus prégnants des commentaires journalistiques et politologiques. Les données de la sociologie électorale ont été largement utilisées à l'appui de cette thèse. La faiblesse historique du score de Lionel Jospin au sein des classes populaires (selon les sondages 12 % des ouvriers ont voté Jospin, contre 14 % Chirac et 26 % Le Pen) et son maintien chez les cadres (24 % contre 13 % pour Chirac et 8 % pour Le Pen) ont maintes fois été rappelés, de même que le succès corrélatif sans précédent des candidats trotskistes. Cette lumière portée sur le décrochage électoral des catégories populaires a conduit à laisser dans l'ombre d'autres érosions tout aussi significatives (chez les enseignants ou les salariés du public notamment<sup>3</sup>). Le Parti socialiste représente ou ne représente-il pas les catégories populaires ? Aborder la question de la représentativité sociale c'est déjà, d'un certain point de vue, prendre pied dans les luttes politiques dont elle constitue un enjeu (surtout dans la période critique de « refondation » de l'identité partisane que connaît le PS<sup>4</sup>). La question n'a sans doute par ailleurs pas

beaucoup de sens sur le plan sociologique si on la formule de cette manière. Le rapport des partis et des groupes sociaux doit en effet être analysé de manière relationnelle (les partis font les groupes qui font les partis...<sup>5</sup>). Les électorats sont des construits sociaux et politiques. On peut d'ailleurs se demander ce que *représentent* les catégories populaires (c'est-à-dire ce qu'il y a à *représenter*). La consistance sociale et politique du groupe et son autonomie symbolique sont aujourd'hui très faibles, au point que l'on est en droit de se demander si, à l'instar de la paysannerie, les ouvriers ne sont pas devenus ce que Pierre Bourdieu nommait, dans le sillon du Marx du 18 brumaire, une « classe-objet », une classe dont les membres sont totalement dépossédés des ressources symboliques leur permettant de produire de façon autonome leur identité sociale<sup>6</sup>. De fait, dans l'espace public et les médias, la représentation des catégories ouvrières se raréfie ou se folklorise à l'instar de celle des paysans à partir des années 60. Les classes populaires arrimées traditionnellement au groupe ouvrier, longtemps en position sociale et politiquement et tout se passe au fond comme si ces catégories étaient désormais comme *invisibilisées*<sup>7</sup>. Si divorce il y a, il n'est pas donc réductible à l'évolution du Parti socialiste. Il renvoie de manière plus générale à la déshérence des catégories populaires et ouvrières dans la société française. Certes les ouvriers constituent encore 28 % de la population active et « la classe populaire a connu depuis les années 60 une parfaite stabilité autour de 60 % de la population active<sup>8</sup> ». Mais l'identité ouvrière s'est érodée, chacun en convient<sup>9</sup>, sous les effets conjugués du chômage de masse et de la précarisation. Elle s'appuyait sur la force de collectifs ouvriers enracinés dans une certaine communauté de conditions et une certaine communauté d'intérêts. Ces collectifs et ces solidarités collectives au travail se sont désagrégés. La crise de l'identité ouvrière se manifeste notamment dans le

refus net de la majorité de jeunes d'utiliser le mot ouvrier pour s'autoqualifier. Le mot d'« opérateur » dont les connotations sont plus mélioratives lui est préféré<sup>10</sup>. Les catégories populaires sont ainsi entrées dans une spirale de dévalorisation sociale. La forte absence des ouvriers renforce encore ce phénomène. Leur retrait de l'espace public en fait une simple force d'appoint pour les partis de gauche en place et tout particulièrement pour le Parti socialiste qui ne semble plus miser sur cette clientèle électorale devenue marginale. Les « catégories populaires » renvoient par ailleurs aujourd'hui à des réalités sociales plus hétérogènes que jamais<sup>11</sup>. Les ouvriers ne sont plus majoritaires dans les usines. Ils se sont tertiariés et se sont dispersés dans des unités de production de petite taille et souvent dans la sous-traitance<sup>12</sup>. Ils ont parfois l'impression que leurs donneurs d'ordres ne sont plus leurs patrons mais leurs clients, d'où une haine qu'ils peuvent nourrir à l'égard de la société et qui peut contribuer à marquer à droite leurs opinions<sup>13</sup>.

Pour autant, ces réserves exprimées, la question du rapport du Parti socialiste aux « catégories populaires » mérite d'être analysée. D'abord parce que ces catégories ont longtemps constitué un référent sociologique et politique pour le socialisme. Si les partis politiques ne sont qu'un des vecteurs de production et de diffusion des identités sociales, ils n'en concourent pas moins, à côté des syndicats, des mouvements sociaux et des groupes d'intérêt, à les légitimer et à les politiser<sup>14</sup>. À travers leurs discours, mais aussi leurs pratiques et le personnel qu'ils promeuvent, ils contribuent à donner consistance à des identités sociales et à valoriser les individus susceptibles de les épouser. Le constructivisme en sciences sociales a bien établi que le processus de construction des groupes et des clivages sociaux est le résultat pour partie d'un double travail symbolique et politique. Les groupes populaires existent ainsi notamment à travers les discours et les représentations qui contribuent à les objectiver. Le groupe vit à travers la constitution et l'activation de représentations du monde et d'un langage commun face à ceux d'autres groupes. Il existe aussi à travers les porte-parole et les institutions qui parlent en son nom dans la confrontation avec d'autres groupes.

Il faut néanmoins se déprendre de la « nouveauté » de la faiblesse de l'ancrage ouvrier du Parti socialiste. Si la rhétorique socialiste a pu longtemps être ouvriériste, le socialisme français n'a jamais été pleinement « ouvrier » (selon une vulgate de l'historiographie du socialisme que l'on discutera ici). Si elle s'est accusée lors des dernières élections présidentielles, l'érosion ouvrière du vote socialiste s'inscrit dans un temps électoral long<sup>15</sup>. Le décrochage à l'égard des catégo-

ries populaires avait déjà été très net en 1995 lors des élections présidentielles. Lionel Jospin ne recueille alors la voix que de 24 % des ouvriers tandis que son score atteint chez les cadres et professions intellectuelles plus 31 %. Comme l'observe Jérôme Jaffré, « ces mécanismes de recomposition avaient peu retenu l'attention en 1995 tant la performance de Lionel Jospin paraissait digne d'éloge après la déroute de 1993<sup>16</sup> ». Les appréciations électorales sont toujours relatives. Le décrochage des catégories populaires avait été fortement souligné lors des dernières élections municipales où le PS avait plus séduit l'électorat « bourgeois » ou aisé de Lyon ou Paris que celui des quartiers populaires. On se propose ici de mettre en perspective historique cette question du rapport du socialisme français aux catégories populaires en s'attachant à l'évolution du discours socialiste et à la question des faiblesses ouvrières du socialisme.

**UNE RHÉTORIQUE LONGTEMPS OUVRIÉRISTE.** Comment le socialisme français a-t-il historiquement défini son rapport à la société ? Quel rôle assigne-t-il, plus particulièrement, à la « classe ouvrière » ? Comment la nomme-t-il, comment la délimite-il ? C'est à ces questions que l'on s'attachera d'abord à répondre en mobilisant quelques textes fondateurs du discours socialiste<sup>17</sup> qui permettent de faire une généalogie rapide de la sociologie officielle du Parti socialiste et d'objectiver un certain nombre de glissements sémantiques.

**L'Unité socialiste et la sociologie originelle.** Le Congrès de la salle du Globe en avril 1905 réalise l'unité des socialistes et crée la section française de l'Internationale ouvrière. Une Commission d'unification avait préalablement préparé l'organisation politique de ce congrès et avait, en décembre 1904, adopté un texte qui devient en 1905 la première déclaration de principes du Parti socialiste. Elle porte la marque des thèses « guesdistes » alors dominantes qui relèvent d'un marxisme appauvri. Il y est affirmé que le Parti socialiste est un « parti de classe » (le terme « prolétariat » est utilisé). Il a pour but de « transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste » par « l'organisation économique et politique du prolétariat ». La vocation révolutionnaire de la classe ouvrière est affirmée : « Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme mais un parti de lutte de classe et de révolution. » Quelques années plus tard, l'unité réalisée, dans les premiers volumes de l'*Encyclopédie socialiste*, Paul Louis chargé du volume sur le *Parti socialiste en France* prolonge cette conception : « En disant qu'il est un parti de classe, le Parti socialiste (...) se sépare de tous les autres partis.

\* Professeur de sciences politiques à Reims, chercheur au Ceraps (Lille-II)



Ceux-ci, en effet, font appel à toutes les catégories sociales dont ils prétendent pouvoir concilier, harmoniser, défendre conjointement les intérêts. (...) À l'encontre des conservateurs, des radicaux, des progressistes, qui s'attachent à enrôler simultanément les grands capitalistes et les ouvriers les plus mal payés, pour mieux nier l'opposition des classes, le Parti socialiste s'affirme représentant de la classe ouvrière, ou plus exactement il est le prolétariat organisé sur le plan politique, pour conquérir son affranchissement, pour détruire le mécanisme de l'État capitaliste, pour transformer toute la structure de la propriété. » Le Parti socialiste n'est donc pas un parti interclassiste comme la plupart des autres organisations (un *catch all party* ou « parti attrape-tout » dirait aujourd'hui la science politique). Il a pour but de rassembler en vue d'un objectif politique déterminé (la prise du pouvoir) une catégorie particulière de salariés, les ouvriers qui constitue son référent sociologique central. Cette sociologie indigène, constitutive d'un véritable schéma d'interprétation du social, va néanmoins évoluer.

**La Libération : changements et continuités.** Après 1920 et la création de la section française de l'Internationale communiste, la SFIO conserve la déclaration de principes de 1905, ce qui est une manière de montrer, face au futur rival communiste, l'attachement de la « vieille maison » aux principes traditionnels du socialisme. Il faut en fait attendre la Libération pour que le Parti socialiste redéfinisse et reformule ses principes et donc sa sociologie. Léon Blum tente « une rénovation idéologique » et un virage vers le travaillisme en cherchant à substituer l'intérêt général à l'intérêt de classe. Il propose un projet de déclaration de principes et de statuts (dans la lignée de son ouvrage *À l'échelle humaine*) au congrès d'août 1945. Ce texte abandonne toute référence à « la dictature du prolétariat » et au « prolétariat » (il lui substitue « les travailleurs »). Le texte définit le parti non comme « de classe » mais comme « un parti essentiellement démocratique ». Le texte finalement adopté en 1946 qui conforte une certaine orthodoxie marxiste portée par Guy Mollet introduit des changements notables<sup>18</sup>. Le Parti socialiste a « pour action propre de grouper sans distinction de croyances philosophiques ou religieuses la masse des travailleurs en tout genre – travailleurs intellectuels ou manuels – sur le terrain politique, économique et doctrinal, en vue de la conquête des pouvoirs publics, condition non suffisante mais nécessaire de la transformation sociale ». La déclaration poursuit : « le Parti socialiste est un parti essentiellement révolutionnaire : il a pour but de réaliser la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange

deviendront la propriété de la collectivité et, où, par conséquent les classes seront abolies ». L'objectif est « de libérer la personne humaine de toutes les servitudes qui l'oppriment », c'est-à-dire « d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le libre exercice de leurs droits et de leurs facultés naturelles ». La SFIO demeure « un parti de lutte de classes fondé sur l'organisation du monde du travail » mais ce dernier n'est plus aussi homogène : différentes catégories de travailleurs y coexistent (travailleurs intellectuels ou manuels, hommes et femmes, adultes et enfants...)

**Des années 60 aux années 90 : la progressive désouvriérisation.** La déclaration de principes de 1969 (création du PS, fin de la SFIO) accuse l'orientation prise en 1946 : la vocation du Parti socialiste est de regrouper « travailleurs manuels et intellectuels » mais aussi ruraux et citadins. Cette déclaration marque surtout une étape intéressante par la volonté d'aller au-delà de la formule de « l'appropriation collective des moyens de production et d'échange » pour tenter de définir les modalités de la « démocratie économique » qui distingue, selon la déclaration de principes de 1969, le socialisme des autres familles idéologiques et politiques (la démocratie économique est considérée comme « le caractère distinctif du socialisme »). L'objectif des luttes est donc de parvenir à s'emparer et à instaurer « des pouvoirs démocratiques de gestion, de contrôle et de décision ». Il s'agit de concilier démocratie politique et démocratie économique. « Le Parti socialiste propose aux travailleurs de s'organiser pour l'action car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Dans sa présentation du programme de gouvernement du Parti socialiste (1972), l'autogestion est définie comme « la finalité de la société socialiste dans la mesure où cette finalité signifie la disparition des classes antagonistes, l'abolition du salariat, l'instauration plénière de la démocratie ». Le programme de « nationalisations », analyse Maurice Braud, veut avancer concrètement dans la voie de l'abolition du salariat par un programme de collectivisation multiforme, « avec à la fois la défense dans certains secteurs de l'emploi salarié, dans d'autres le passage de l'état de salarié à celui de coopérateur, enfin pour une autre part de maintenir un statut de salarié tout en ouvrant la voie par l'extension de droits collectifs, en particulier par la représentation dans les instances de direction stratégique (CA) ou par l'élection – partielle ou non – de l'encadrement, à la transformation profonde de cet état de salarié ».

Avec le *Projet socialiste pour la France des années 80*, l'idée d'abolition du salariat, naguère systématiquement évoquée avec l'autogestion, disparaît. Le travailleur est

principalement un salarié, et le nouveau statut qui devient le sien par les réformes de structure proposées n'est pas explicité. Plus présente qu'hier, la figure du cadre est renvoyée à celle d'un salarié comme les autres, et donc susceptible lui aussi de rejoindre les rangs socialistes<sup>19</sup>. Dans les *110 propositions* du candidat François Mitterrand, la perspective autogestionnaire n'est plus citée sans être formellement abandonnée et le statut du travailleur (salarié, indépendant, ...) n'est jamais précisé. Avec l'exercice du pouvoir dans les années 80, les références à l'autogestion, à « la rupture avec le capitalisme » et à l'abolition du salariat disparaissent complètement. Les termes de « démocratie économique » ou de « démocratie sociale » sont peu à peu abandonnés, les textes du parti évoquant plus volontiers la « citoyenneté dans l'entreprise » qui nécessite le développement de l'information et une représentation accrue des salariés dans les instances décisionnelles de l'entreprise. La figure de l'exclusion apparaît dans le discours socialiste qui prend peu à peu acte de la « fragmentation du salariat ». La déclaration de principes de 1990 définit le Parti socialiste en ces termes : « Parti de rassemblement, il met le réformisme au service des espérances révolutionnaires. Il s'inscrit ainsi dans la démarche historique du socialisme démocratique. » Certes, le Parti socialiste entend demeurer « un parti ancré dans le monde du travail ». La conflictualité sociale n'a pas disparu : « Les mutations incessantes et profondes des sociétés contemporaines n'ont pas éliminé les oppositions des classes et des groupes sociaux. C'est pourquoi les socialistes participent au combat pour le progrès de toute la société, ils sont particulièrement attentifs aux intérêts des salariés et au développement de toutes leurs capacités d'action. » Mais le terme « ouvrier » disparaît. « Particulièrement attentif aux intérêts des salariés et au développement de toutes leurs capacités d'action, le parti entend surtout servir l'ensemble de la société française dans sa diversité. » Penser la diversité de la société, fondamentalement hétérogène, et penser à l'intérieur de celle-ci la coordination et l'agrégation des intérêts des différentes catégories de travailleurs, tel est le principal tropisme sociologique du Parti socialiste des années 90. La fragmentation sociale a pris le pas sur l'unité de classe. La sociologie du Parti socialiste s'assouplit, devient plus incertaine.

**DES ASSISES OUVRIÈRES FRAGILES.** Si l'on considère le corpus des travaux consacrés à l'histoire du Parti socialiste français, ce n'est pas cette désouvriérisation, souvent perçue comme inéluctable dans une perspective évolutionniste, qui a attiré l'attention des chercheurs mais son caractère *tardif*. L'originalité du socialisme serait à trouver dans un parti ouvrieriste mais peu

ouvrier. De nombreux travaux s'attachent à démontrer la spécificité, voire « l'exceptionnalité » du socialisme français au regard du développement des partis « sociaux-démocrates » européens notamment.

**L'exception socialiste française.** Trois caractéristiques principales sont ainsi communément dégagées<sup>20</sup>. La première serait la faiblesse de son enracinement social. Nombreuses sont les analyses qui insistent sur l'absence de liens « organiques » du socialisme avec le monde ouvrier et les syndicats et plus généralement sur les faiblesses de son ancrage sociétal. Le Parti socialiste ne s'est jamais, à l'échelle du pays, constitué en contre-société ou en parti « milieu de vie ». Sa faiblesse organisationnelle constituerait une deuxième particularité. Jamais la structure « social-démocrate » n'est parvenue à s'imposer en France<sup>21</sup>. Elle apparaît introuvable à ceux qui tentent de la repérer<sup>22</sup> (ou alors très limitée géographiquement<sup>23</sup>). Appareil peu étoffé, bureaucratie partisane quasi inexistante<sup>24</sup>, forte décentralisation, faible pouvoir du centre sur la périphérie et surtout inexistence d'un militantisme puissant et intégré, dit de « masses » spécifient le parti comme organisation et le différencient de ses homologues allemand, anglais ou scandinaves<sup>25</sup>. Hugues Portelli s'appuie sur cette structuration lâche pour considérer que le Parti socialiste a toujours été un parti de notables et de comités locaux reproduisant le modèle organisationnel du parti radical (dont il tendrait d'ailleurs à supplanter la place dans le système politique)<sup>26</sup>. La SFIO n'aurait jamais été en ce sens un parti ouvrier.

Enfin, le socialisme français aurait cultivé une relative extériorité par rapport aux règles du jeu politique et n'aurait que tardivement accepté, de manière pleine et entière, son intégration dans le système politique<sup>27</sup>. L'antériorité de la République par rapport au socialisme et une constante méfiance à l'égard des principes de la démocratie représentative seraient ici en cause. Les socialistes ne se sont pas identifiés à la lutte pour l'élargissement du suffrage à laquelle ils n'ont pas pris part, n'étant pas encore constitués en parti. Les contradictions auxquelles le Parti socialiste est régulièrement confronté au cours de son histoire résideraient dans les arbitrages toujours douloureux qu'il doit opérer entre « une conception incarnative du social » (celle du « parti-classe<sup>28</sup> » qui tend à l'émancipation de la population ouvrière) et une conception représentative de la politique qui vise à l'émancipation de tous grâce au plein exercice des droits de chacun. Le dilemme historique du socialisme et sa contradiction matricielle et longtemps insurmontable tiendraient en une difficulté permanente à articuler « l'absolu du parti au relatif de la démocratie parlementaire » et pluraliste qui le

condamnerait doctrinalement et pratiquement à « bricoler des formules mixtes<sup>29</sup> ». Cette logique de « l'entre-deux » fait du socialisme « un obscur objet de l'histoire<sup>30</sup> ». Le Parti socialiste, tarabudé par « le remords du pouvoir », a longtemps ainsi été réfractaire à toute « culture de gouvernement », contraire aux principes qui fondent son identité partisane, et n'a jamais assumé l'exercice des responsabilités dans le cadre politique « bourgeois », les désillusions induites par l'exercice du pouvoir réactivant sans cesse l'esprit de parti<sup>31</sup>. « Le compromis social-démocrate » lui est ainsi resté étranger<sup>32</sup>. Ce n'est que tardivement qu'il a opéré son « Bad Godesberg » et a renoncé statutairement à sa vocation révolutionnaire<sup>33</sup>. Ce « Bad Godesberg » serait rampant, l'idéologie du parti relevant toujours de bricolages peu stabilisés. L'aggiornamento idéologique douloureux des années 80 témoigne d'un rapport longtemps ambivalent aux cadres définis à la fois par l'économie de marché et la démocratie pluraliste.

Ces divers traits typiques, fortement intriqués, font système et dessinent un modèle d'analyse relativement cohérent rendant compte de la solidité et de la permanence dans le temps de « l'exception » socialiste française. La prédilection pour l'idéologie et la constance de l'intransigeance doctrinale fonctionnent ainsi, par exemple, comme un moyen de conjurer sa faible représentativité ouvrière et sa fragilité organisationnelle. Dans cette perspective, ce qui relie les membres du parti et fonde leur lien et leur engagement est moins une appartenance sociale commune que l'adhésion partagée à un discours revendiquant une transformation profonde de l'ordre social. La rigidité doctrinale constitue en somme le principal support de l'identité partisane qu'elle réassure en permanence.

**1 Les limites du modèle.** Routinisées, ces caractéristiques historiques du socialisme français méritent à la fois d'être dépassées puis contrastées et réinterrogées à l'aune de perspectives nouvelles, d'échelles d'analyse plus diversifiées et d'approches théoriques renouvelées. Ce modèle explicatif est insatisfaisant en l'état pour plusieurs raisons. D'abord, il laisse une énigme non résolue. Il ne permet pas en effet de comprendre la manière dont le Parti socialiste a assuré sa pérennité (voire sa survie) et sa place, constante même si évolutive, dans le système politique, alors même qu'il a subi de nombreuses crises et perturbations (deux guerres, de très nombreuses scissions, plusieurs régimes politiques...) et qu'il a été confronté à la concurrence très vive du Parti communiste (dont la puissance en France n'a guère d'équivalent dans les autres pays européens<sup>34</sup>). Le Parti socialiste français, par-delà ses avatars successifs et les réalités très différentes que le sigle partisan subsume historique-

ment, est marqué par une forte continuité historique. *Dès lors on peut se demander comment un parti si faible et si dépourvu de ressources politiques et de soutiens sociaux a pu se maintenir, même avec des fortunes diverses, tout au long du siècle, à la faveur de contextes si troublés.* La question reste ouverte et appelle investigation. Elle invite à remettre l'ouvrage historique sur le métier.

En deuxième lieu, ces analyses participent d'une certaine forme de culturalisme toujours enclin à déceler et à décliner, en matière de socialisme comme en d'autres, les formes de « l'exception française<sup>35</sup> ». Centrées sur les arènes partisanes nationales, les débats idéologiques et le rapport au pouvoir d'État qui ordonne la mise en récit, elles méconnaissent, par leur approche surplombante et générale, les réalités locales et historiques très diverses sur lesquelles le phénomène socialiste s'est appuyé. Elles tendent en cela à expliquer « le politique par le politique » et à en surestimer l'autonomie<sup>36</sup>. Dans une large mesure, elles font l'impasse sur l'histoire sociale du socialisme. Ainsi Frédéric Sawicki a bien montré que la diversité synchronique et diachronique du socialisme a été méconnue et que le Parti socialiste est trop souvent décroché par ses analystes de son environnement social<sup>37</sup>. En le réencastrant dans des rapports sociaux concrets et en étudiant les milieux sociaux divers qui sont au principe de sa structuration et de son influence, il a analysé comment, sous le même label socialiste, coexistent des fédérations renvoyant à des pratiques et des réalités très distinctes. Le socialisme français a ainsi, ici et là, pu être très ouvrier, on y reviendra.

Pour autant, l'approche localisée, « par le bas », ne saurait mettre en cause, même si elle en affine les conclusions et les réquisits, la validité globale des caractéristiques historiques prêtées au socialisme français. Ces dernières ne sauraient être occultées et doivent être *prises au sérieux*. Le comparatisme à l'échelle européenne permet de les établir et individualise de manière assez indiscutable le « cas » français. Une certaine méfiance à l'égard des règles du jeu politique constitue de manière peu douteuse un fond irréductible de « la culture socialiste ». *Reste néanmoins à véritablement expliquer ces singularités.* Les processus historiques et les dynamiques sociopolitiques qui les ont fixés tendent à être en effet complètement *naturalisés*. Devenues des « boîtes noires » constitutives d'un sens commun largement partagé (par les acteurs politiques eux-mêmes) et guère discuté, ces caractéristiques sont souvent plus *postulées* que véritablement *analysées*, plus invoquées et mobilisées que minutieusement explicitées et élucidées. Que l'on songe ici tout particulièrement aux relations entre le parti et les syndicats. Tout se passe au total comme si on avait fait

l'économie de l'étude précise des conditions historiques et sociopolitiques qui ont présidé à leur genèse et à leur permanence. L'histoire qui a cristallisé et objectivé ces traits typiques n'était pas « écrite » et elle reste, à notre sens, à être mise en intrigue. *Il aurait pu en être autrement* et « les possibles non advenus », scénarios historiques avortés<sup>38</sup>, méritent d'être repérés et appréhendés pour mieux comprendre de manière précise et concrète les processus divers et complexes qui ont établi les particularités du Parti socialiste.

On peut émettre que la force du municipalisme a constitué un des aspects de l'exception socialiste française. Prendre en compte la force du socialisme municipal conduit à « repenser » la « faiblesse » du socialisme<sup>39</sup>. Les socialistes ici et là ont noué et établi des liens souvent durables sur des bases municipales avec des groupes sociaux divers et notamment les catégories ouvrières. Si le socialisme ne s'est pas constitué en contre-société, sur le mode d'autres partis socialistes européens, il n'en a pas moins fait souvent corps avec les sociétés locales, ouvrières notamment, en se faisant producteur d'identités à base territoriale et en épousant les formes communautaires de la vie locale. L'observation locale au niveau communal montre que le municipalisme a été une des modalités de l'ancrage ouvrier du socialisme français. Plus qu'on le prétend, dans les villes du Nord mais aussi ailleurs, les socialistes ont établi des liens avec les populations ouvrières en prenant en charge leurs intérêts<sup>40</sup>. Grâce aux municipalités, leurs besoins ont pu accéder à une forme de représentation. Le socialisme ne s'est pas attaché le soutien des communautés ouvrières, lorsque ce fut le cas, uniquement sur la base d'un projet de transformation sociétale à long terme et d'une téléologie mais sur la foi d'un socialisme « possibiliste » prenant en charge ses intérêts sociaux et incarné dans des réalisations tangibles. On peut faire l'hypothèse que « les liens générateurs » d'adhésion socialiste sont municipaux et que les liens immédiats et pratiques créés par les municipalités sont à l'origine de puissantes matrices d'adhésion même si le clientélisme municipal n'a pas favorisé les mobilisations idéologiques et la constitution de puissantes identités collectives à base de classe.

**1 Le contre-modèle du socialisme septentrional.** Dans ce modèle général du socialisme français, la fédération du Nord (et celle du Pas-de-Calais) fait exception. C'est historiquement une fédération ouvrière dans un parti qui ne l'est pas (de manière globale). D'où sa valorisation, voire sa dimension mythique dans le parti. Si la fédération du Nord a toujours été un modèle pour le parti, une caution ouvrière, cette fédération est en fait une figure inversée du parti. Dans le Nord, pour aller

vite, le socialisme est historiquement puissant, militant, fortement connecté au monde ouvrier et au syndicalisme, dans une région, qui, rappelons-le, est très industrielle et ouvrière. Les socialistes du Nord entretiennent un rapport identitaire avec le monde ouvrier dès la fin du XIX<sup>e</sup>. Le mouvement ouvrier se structure dans le Nord dans les années 1870 et surtout 1880. Ces premiers leaders socialistes sont connus : Gustave Delory à Lille, Henri Carrette à Roubaix, ouvriers ou anciens ouvriers, souvent licenciés pour activisme politique et obligés d'ouvrir des estaminets pour vivre et continuer leur œuvre de propagande. Les trois quarts des élus du conseil municipal élus à Roubaix en 1892 sont cabaretiers mais sont issus du monde ouvrier. Le guesdisme, marque organisationnelle du socialisme septentrional, tire sa force des liens que ses leaders entretiennent avec le monde ouvrier. Il se manifeste par un souci de l'organisation et un fétichisme du parti qui confine à un certain formalisme. Les socialistes du Nord ont ainsi tout particulièrement « l'esprit de parti ». Mais c'est surtout à partir des années 1920 que les socialistes vont développer un mode d'implantation qui assure de forts liens avec le monde ouvrier. On retrouve ce modèle dans les villes ouvrières du Nord qui deviennent de véritables bastions (Roubaix, Lille, Dunkerque...). C'est celui d'une véritable « contre-société » socialiste qui, à l'instar du modèle communiste, encadre, protège, « enveloppe » la classe ouvrière, lui donne dignité et fierté. Ce dispositif d'implantation est fondé sur quatre pôles : la section, le syndicat, la coopérative, la municipalité. La section est active et en prise avec les ouvriers qui contrôlent les élus. Elle est en lien avec le monde syndical même si cette proximité n'est pas systématique (on mesure ici les limites du guesdisme). À Lille ou Roubaix, on observe souvent un cumul des fonctions partisanes et syndicales qui facilite les rapprochements organisationnels. Le mouvement coopératif est une dimension importante du mouvement ouvrier. La coopérative fonde l'autonomie ouvrière. Grâce à elle, le socialisme pénètre le monde quotidien des ouvriers. Les ouvriers achètent, parfois à prix coûtant, leurs produits dans les coopératives, ce qui crée des liens puissants (parce que pratiques). Cet esprit de solidarité est renforcé par le municipalisme socialiste qui est une dimension essentielle du socialisme dans le Nord. Le socialisme s'ancre dans le monde ouvrier par ses municipalités<sup>41</sup>. Roubaix est socialiste dès 1892, Lille en 1896. Le nombre de mairies ne cesse de progresser à partir des années 1910 : 40 mairies en 1908, 107 en 1919 (le chiffre reste à peu près stable par la suite). La gestion municipale se veut une gestion de classe au service de la classe ouvrière. On peut parler d'une

véritable commune providence. À travers l'œuvre municipale, il s'agit d'améliorer la condition ouvrière mais aussi de préparer la classe ouvrière à jouer son rôle historique, à œuvrer à son émancipation. Le socialisme municipal est une propédeutique à l'action révolutionnaire. La première municipalité tente de mettre en œuvre à partir de 1892 à Roubaix le programme municipal dont s'est doté un an plus tôt le parti ouvrier. Les cantines, les crèches et le sanatorium constituent les innovations ayant l'écho le plus important. Plusieurs articles du programme se heurtent aux veto préfectoraux ou à la mauvaise volonté du pouvoir central qui veille scrupuleusement au respect de la tutelle pour éviter que l'expérience roubaisienne ne fasse tâche d'huile. L'interventionnisme municipal s'approfondit et se systématise dans l'entre-deux-guerres avec la municipalité Lebas. Roubaix incarne le modèle de la municipalité socialiste. Le contrôle de la vie quotidienne ouvrière devient un enjeu central de la concurrence entre la municipalité et les industriels. Si le niveau municipal est toujours présenté comme « un terrain limité », un principe de quasi-universalité des compétences municipales s'impose de fait. Le municipalisme maladroît des mandats de Henri Carrette (premier maire socialiste de Roubaix) devient scientifique, méthodique et rationnel. La continuité et la longévité de l'expérience municipale permettent la constitution d'une véritable œuvre municipale, consacrée par la presse nationale socialiste comme un modèle de socialisme municipal. Construction d'écoles, consultation des nourrissons, sanatorium, école de plein air, colonies, sport ouvrier, hygiénisme, piscine à eau chaude... : Roubaix-socialiste n'usurpe pas son titre de « cité radieuse » ou de « ville sainte » du socialisme. En toute matière, les socialistes cherchent l'exemplarité. À Roubaix, l'initiative locale devance très souvent l'obligation légale. La vie quotidienne fait l'objet d'une prise en charge de plus en plus systématique. La ville socialiste devient ainsi une grande entreprise de services collectifs et l'institution prend corps dans une figure bienfaitrice. Elle devient l'instance protectrice, du berceau à la tombe, à tous les âges de la vie, de la population ouvrière, celle qui l'assiste face à la pauvreté et la préserve des « malheurs du temps » qui l'accablent (le chômage, la maladie, la misère...). La municipalité ne privilégie pas les luttes sociales ou l'action contre le pouvoir économique (même si elle soutient les grèves). Elle n'attaque pas « les sources de la misère », accusent les communistes. Elle s'attache avant tout à en prévenir les effets ou en soulager les manifestations et à soustraire la population ouvrière de l'emprise patronale. Le socialisme à Roubaix est « bon » pour

l'ouvrier et sa classe parce qu'il le protège et lui garantit un certain bien-être. Par les diverses politiques menées, l'institution exerce par là même une emprise très forte sur la population. Les politiques municipales fondent la popularité des grands élus dans le monde ouvrier. L'élu socialiste devient un bienfaiteur, une figure protectrice d'autant qu'il est en prise avec la sociabilité ouvrière qu'il patronne par sa présence. Lebas ou Salengro jouissaient ainsi d'une grande popularité dans le monde ouvrier. Le clientélisme qui revêt une dimension de classe est au principe des bastions que les socialistes se constituent.

Ce dispositif est encore renforcé par les liens noués avec le monde associatif et le monde laïc. Les instituteurs sont des vecteurs de la parole socialiste dans le monde ouvrier. La défense de la laïcité s'inscrit dans un combat de classe. La fédération du Nord des œuvres laïques a longtemps été la première de France. Les responsables d'associations laïques occupent souvent des fonctions partisans centrales. Albert Denvers, maire de Gravelines, est président du secteur laïc de Dunkerque. Le sport ouvrier ou « travailliste » joue un rôle très important dans l'implantation du socialisme. Il permet la prise en charge des ouvriers, leur contrôle, qui s'exerce par les corps et sur les corps. La fédération sportive et gymnique du Nord compte cent clubs et regroupe mille cinq cents jeunes en 1949.

On peut dire, au total, que le socialisme dans le Nord est plus communautaire qu'idéologique. L'adhésion des ouvriers est moins fondée sur l'idéologie que sur la base des liens pratiques et immédiats que génère le parti et qui assurent sa force. La conviction socialiste des ouvriers se ressource et se renforce plus dans la convivialité, dans l'entre-soi que le partage de valeurs idéologiques (même si le parti diffuse sa conception classiste de la société par l'éducation populaire, les causeries...). La convivialité ouvrière se ressource dans les moments festifs comme la fête de Phalempin qui dans les années 50 rassemblait de 50 à 70 000 personnes ou dans celle des cafés où les militants se retrouvent autour de la belote. Cet ouvriérisme pratique va ainsi de pair avec un certain anti-intellectualisme. La fédération du Nord n'a pas produit de grands « idéologues » sans doute parce que les classes populaires ont un sens du concret et du particulier qui les éloigne des schémas trop théoriques (voir les travaux de Richard Hoggart). Cet ouvriérisme va de pair avec la culture de l'unanimité. On n'a jamais tort contre son parti, disait Salengro. Les socialistes ne sauraient être divisés parce que les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être qu'homogènes. Augustin Laurent, opposé aux courants, s'exprime ainsi en 1954 au moment de la CED : « Nous ne sommes pas un parti bourgeois, il

ne peut s'agir de conscience individuelle troublée, il s'agit de la conscience collective du parti. Le seul cas de conscience qui existe est la division du parti. »

La composition socioprofessionnelle des adhérents est nettement ouvrière. En 1954, plus de la moitié (51 %) des adhérents de la fédération du Nord sont ouvriers alors que la moyenne du parti s'élève à 33 %. Près de 70 % des militants peuvent être considérés comme appartenant à la classe ouvrière. La section de Lille est ouvrière à 41 %, celle de Roubaix à 64 % (en 1954 toujours). Ces chiffres ne cessent de baisser à partir des années 50 (même si les données disponibles pour l'établir sont souvent peu nombreuses). À Roubaix dans les années 70, la part des militants ouvriers passe en dessous des 50 %. Une enquête du Cevipof au milieu des années 80 établit à 15 % le pourcentage de militants ouvriers dans le Nord. Le chiffre est trompeur parce que l'origine ouvrière et la valorisation de la culture ouvrière restent fortes. En 1985, 37 % des militants ont un père ouvrier contre 27 % en moyenne dans le parti. Reste que la désouvriérisme affecte le bastion nordiste et l'affaiblit. Le discours socialiste accélère autant qu'il traduit ces évolutions sociologiques.

**LA DÉCONFLICTUALISATION DU DISCOURS SOCIALISTE.** L'ouvriérisme a aujourd'hui largement disparu du discours socialiste. Les années 90 ont marqué, on l'a vu, une inflexion assez nette dans la mobilisation de référents sociologiques. La nouvelle déclaration de principes adoptée en 1991 ne définit plus le Parti socialiste comme « un parti de classe » mais comme « un parti ancré dans le monde du travail ». L'individu tend à devenir la figure centrale du discours socialiste, l'individualisme étant posé comme le fait social majeur et une donnée intangible même si elle est peu discutée et problématisée sociologiquement.

**1 Une sociologie incertaine marquée par la figure de l'individu.** Lors de l'université d'été de La Rochelle des socialistes en septembre 1999, Lionel Jospin propose certes « une nouvelle alliance » entre les exclus, les classes populaires et les classes moyennes qui est alors largement commentée. Ce discours témoigne de la persistance dans le discours socialiste d'une lecture de la société en termes de classes sociales par opposition au travaillisme blairiste anglais notamment, marqué par la disparition de ses principes de classement de la réalité sociale<sup>42</sup>. Mais les contours de cette alliance sont restés flous et trois ans plus tard force est de constater, à la lecture du programme socialiste lors des présidentielles, l'absence de toute production et de mobilisation d'une vision clivée du monde social. La conflictualité sociale a disparu de la rhétorique socialiste qui ne s'ordonne plus autour de lignes de force sociologiques saillantes. Les textes du Parti socialiste, produits pour affronter les échéances

électorales, décrivent un monde « irénique » et « virtuel » seulement « peuplé de non-salariés et de certains salariés moyens et supérieurs » où la figure ouvrière a disparu<sup>43</sup>. Le discours socialiste n'offre plus une base de politisation des identités et de l'expérience sociales des catégories les plus modestes. Elle peine à administrer un sens politique s'articulant sur le vécu social. Ce constat renvoie à l'analyse de Stéphane Beaud lorsque ce dernier affirme qu'« en même temps que disparaît la société industrielle de la France du XX<sup>e</sup> siècle s'opère, à travers des luttes symboliques, le vieillissement des mots sociaux qui servent à la décrire : ouvrier, patronat, classe ouvrière<sup>44</sup> ». Le discours socialiste révèle cette obsolescence autant qu'il la consacre. Il met hors-champ une partie de la société française.

S'il néglige la figure ouvrière, le projet socialiste n'apparaît pas pour autant complètement désociologisé. Il s'adosse en effet à la vision d'une société d'individus aspirant à l'autonomie personnelle et accorde une large place aux thématiques dites « postmatérialistes » dans la continuité des mesures prises par Lionel Jospin comme le PACS, la parité... Le projet socialiste rédigé sous l'égide de Martine Aubry porte à l'évidence la marque des intellectuels qui ont contribué à son élaboration et de ce que Michel Wievorka appelle « les politiques du sujet personnel<sup>45</sup> ». Ces orientations méconnaissent les inégalités sociales devant le processus d'individuation et l'aspiration de nombreuses catégories populaires à plus de protection alors que la stabilité des statuts professionnels et les structures d'encadrement traditionnelles s'affaiblissent<sup>46</sup>. Le discours socialiste contribue par là même à son niveau au processus à l'œuvre de désobjectivation du groupe ouvrier. Il n'est sous-tendu par aucune tentative d'unification des catégories populaires et de mise en sens de leurs expériences sociales. Les socialistes ne produisent pas un discours pouvant donner sens à l'accroissement des inégalités qui s'accompagne paradoxalement d'un affaiblissement du sentiment d'appartenir à une classe sociale.

**Après la défaite : le « retour » discursif des catégories populaires.** La question des catégories populaires est réinscrite à l'agenda socialiste après la double défaite de 2002, devenant en quelque sorte une problématique imposée. Le populaire, investi dans les luttes symboliques qui se cristallisent après la défaite, resurgit dans le discours socialiste. La défaite du « 21 avril » a fait l'objet de deux interprétations stratégiques qui se sont stabilisées et opposées lors des débats préparatoires au congrès de Dijon<sup>47</sup>. D'un côté, les opposants à la ligne majoritaire (Nouveau Monde et Nouveau Parti socialiste, courants nés de la défaite) construisent l'événement comme (re)fondateur et comme un révélateur parti-

culièrement saillant de phénomènes structurels<sup>48</sup> : la dérive « social-libérale » du parti, les dysfonctionnements du parti, son absence de renouvellement, autant de phénomènes attestés par le décrochage des catégories populaires... Les entrepreneurs du changement et de la rénovation se sont tout particulièrement saisis de la problématique des couches populaires. De l'autre, les partisans de la direction du parti, regroupés dans la motion A lors du congrès, pressés d'« en finir » avec le 21 avril (l'expression est de François Hollande) et d'en neutraliser le potentiel mobilisateur, tentent, à des degrés divers selon les positionnements des uns et des autres, de limiter la portée de la défaite mettant en avant des facteurs plus conjoncturels et accidentels et « le bon bilan » du candidat Jospin. C'est un certain rapport au populaire et une représentation du monde social que font affleurer les débats.

*La Revue socialiste* ouvre ses colonnes à de nombreux sociologues et consacre en mars 2003 un dossier intitulé « reconquérir les catégories populaires ». Sept dirigeants du parti s'expriment sur cette question. Même si une tonalité autocritique domine dans les textes, le rapport au populaire est corrélé au positionnement occupé dans l'espace politique par leurs auteurs. On observe ainsi un continuum dans les analyses. Pour Henri Emmanuelli, « le contraste est saisissant entre d'une part le développement extrêmement fort des clivages entre classes sociales et d'autre part l'absence de conscience de cette communauté de destin au sein des catégories populaires (...) Reconquérir les classes populaires doit impérativement s'appuyer sur la définition de mots d'ordre unifiant les salariés victimes de la crise, par-delà la diversité de leurs situations individuelles » (p. 127). Pour Jean-Luc Mélenchon, il faut « partir de l'évidence sociologique qui fournit au projet socialiste contemporain la plus large base sociale dont il a jamais pu disposer dans l'histoire : en effet la quasi-totalité de la population active est sous statut salarial, l'écrasante majorité est ouvrière ou employée et la quasi-totalité de la population vit en milieu urbain ou rural » (p. 162). Martine Aubry cède à une forte autocritique : « Nous avons pris conscience trop tardivement du malaise des classes populaires<sup>49</sup>. » Les propos de Laurent Baumel, Laurent Fabius et Jean-Marie Le Guen sont plus nuancés : la prise en compte nécessaire des catégories populaires ne saurait conduire et être le prétexte à une radicalisation idéologique du Parti socialiste qui doit assumer « un réformisme décomplexé ». Pour Laurent Baumel, « il est clair que nous payons l'impuissance longtemps acceptée, voire théorisée, face à la question centrale du chômage. Le volontarisme politique mis en œuvre par Lionel Jospin a certes permis de rétablir dans les

années 1995-1998 une certaine confiance. Mais il y a, dans ce domaine, un phénomène d'hystérésis. La dose accumulée de méfiance, de rejet vis-à-vis du monde politique était trop forte pour espérer regagner en quelques années tout le terrain perdu » (p. 108). « Chaque catégorie, et à la limite chaque individu, a désormais ses problèmes, ses attentes, ses revendications singulières et spécifiques » (p. 109). « La vieille solidarité de classe fait de plus en plus place, notamment dans les milieux populaires, à une logique de concurrence généralisée où "l'adversaire" est parfois, de façon paradoxale, le plus proche socialement » (p. 111). « Cette nouvelle réalité sociale, "objective" et "subjective" a, à l'évidence, des conséquences politiques et électorales. Elle ne permet plus non plus de mobiliser notre base électorale avec les mêmes leviers, de miser sur un réflexe "campiste" ("tu es ouvrier donc tu votes à gauche") puisque chacun se sent différent, singulier, potentiellement porteur d'une identité multiple et complexe. » Laurent Fabius ne peut accepter « cette mise en congé du prolétariat » (p. 130) : « Les ouvriers continuent de représenter 26 % de la population active. Les familles ouvrières constituent le principal groupe social en France, tout comme le salariat d'exécution. La question ouvrière n'est pas une question périphérique, elle reste une question majeure. » Mais Laurent Fabius analyse l'attente des catégories populaires non pas « comme une demande d'idéologie, le fameux "plus à gauche que moi tu meurs" étant rejeté par les classes populaires elles-mêmes » mais « une demande de projet ». Il cite dans son article un sondage Ipsos de janvier 2003 qui indique qu'« une majorité des personnes issues de milieux populaires ou défavorisés considèrent qu'une orientation plus radicale de la politique du gouvernement de Lionel Jospin n'aurait rien changé au scrutin du 21 avril, voire l'aurait aggravé » (p. 134). Pour Jean-Marie Le Guen, « la gauche n'a jamais été et ne pourra être l'expression "organique" des classes laborieuses. C'est bien dans le sens de la reconstitution d'une offre politique, d'un projet, d'un contrat, d'une forme d'organisation et de représentation politiques et non pas dans la gestion d'une soi-disant demande que nous devons travailler. Cette question ne peut être résolue par un retour à un âge d'or "plus socialiste" et "plus populaire" que nous ressusciterions par une plus grande radicalité de notre discours » (p. 143). Jean-Christophe Cambadélis appelle, quant à lui, dans la revue *Esprit*, à repenser la société et à abandonner d'anciennes catégories : « La matrice sociologique qui rendait lisible la société est en miettes. On faisait de la politique à partir de ce monde sensible : ce n'est plus possible. L'hétérogénéité de la demande a disloqué l'offre. Se fonder sur la

matrice sociologique d'hier, c'est vouloir répondre à des demandes contradictoires : c'est une offre globale qu'il faut proposer. Il ne faut pas être l'otage de notre sociologie d'hier<sup>50</sup> ». Le néo-ouvriérisme socialiste, qui a pu être typifié comme « molletiste<sup>51</sup> », est moqué par certains intellectuels proches du Parti socialiste. Michel Wievorka, qui entend prendre part à la rénovation de la gauche, écrit : « L'aggiornamento de la gauche ne se fera pas à partir des attentes légitimes, mais désormais sans portée universelle, qui proviennent du monde ouvrier (...) Contre le gauchisme ouvrieriste, il faut affirmer que le souffle du renouveau, à gauche, ne proviendra guère des usines et des ateliers<sup>52</sup>. »

Si, dans les débats, les catégories populaires sont réapparues, le mot ouvrier a bien disparu. Une analyse lexicographique des cinq motions soumises aux militants lors du congrès de Dijon établit que le vocable ouvrier n'est utilisé que quinze fois seulement (sur 102 797 mots). Le terme est absent du texte de François Hollande<sup>53</sup>. Le mot « travailleurs » revient à trente reprises dans les motions. Le terme de salariés est par contre utilisé cent quarante-trois fois<sup>54</sup>. De plus, les catégories populaires ont été, dans les débats, plus « parlées » qu'écoutes. Devant la recrudescence des références aux catégories populaires, Gérard Lindeperg note : « Beaucoup d'entre nous se réfèrent aux "couches populaires". Eh bien, parlons-en. Mais commençons par les rencontrer et par les écouter<sup>55</sup>. »

Ces débats montrent à quel point les groupes populaires demeurent des enjeux internes importants au sein du Parti socialiste et constituent des « objets » de positionnement, en particulier dans un contexte d'opposition. Les groupes populaires sont devenus des groupes « objets » dont on parle (au Parti socialiste ou ailleurs) mais qui « parlent » de moins en moins. Ils sont donc susceptibles de tous les usages, notamment les plus instrumentaux<sup>56</sup>, d'autant plus qu'est déniée à ce groupe toute forme de compétence. La réflexion sur les catégories populaires s'est pour l'essentiel inscrite dans un registre doctrinal et idéologique. La question des pratiques politiques, des conditions sociales et organisationnelles de la prise en compte des intérêts populaires et de la réception dans ces milieux sociaux du discours socialiste n'a guère été posée dans les arènes du Parti socialiste. L'audience du discours socialiste est pourtant sans doute d'autant plus limitée dans les catégories populaires que ceux qui l'énoncent en sont socialement éloignés<sup>57</sup>. Les élites socialistes par leur recrutement sociologique se révèlent imperméables aux attentes d'un monde social qu'elles ignorent dans une large mesure d'abord parce qu'elles n'en sont pas issues. Si les suites du congrès de Dijon ou la composition des listes aux élections

régionales ont été marquées par la promotion de militants d'origine étrangère et tout particulièrement maghrébine, aucune promotion de militants d'extraction modeste ou d'origine populaire n'a été mise en œuvre. Tout se passe comme si le Parti socialiste avait renoncé à toute politique volontariste en la matière. Aucune résistance organisationnelle n'est opposée à la tendance à la technocratisation. La culture ministérielle est devenue dominante avec la pratique répétée du pouvoir. Si on veut bien accepter la métaphore de la « représentation », il est permis d'écrire que le Parti socialiste ne *représente* pas ou plus les catégories populaires aux trois sens du terme : il ne donne plus forme à ce groupe, il n'est plus à son image, il n'est plus à même de porter ni de défendre ses intérêts. En ce sens, si les « classes laborieuses » n'existent plus, le plus souvent, qu'entre guillemets dans la bouche des porte-parole du Parti socialiste, ce n'est pas seulement parce qu'ils pensent que ce discours n'est pas efficace électoralement, mais parce que le désajustement entre ce qu'ils sont socialement et l'usage d'un idiome de classe empêcherait probablement la magie sociale du discours d'opérer. En ce sens, la « prise de conscience » qui a suivi la défaite de 2002 avait bien peu de chances d'être suivie d'effets tant les routines organisationnelles, les contraintes du calendrier électoral et les intérêts sociaux constituent des obstacles à une remise en cause des pratiques et des discours. Il est significatif qu'un certain nombre de propositions lancées après la défaite de 2002 soient ainsi restées lettre morte. La proposition de J.-C. Cambadélis en juin 2002 de mettre en place « une convention nationale des quartiers populaires » avec pour objectif que ces acteurs soient représentés dans les prochaines élections n'a pas eu de suite<sup>58</sup>. Pour reprendre les termes d'Annie Collovald, le peuple est désormais moins pour le PS « une cause à défendre » qu'un « problème à résoudre<sup>59</sup> ». ●

1. J. Lojkine, *L'Adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005.

2. Voir par exemple Éric Conan, *La Gauche sans le peuple*, Paris, Fayard, 2004 ; et Henri Rey, *La Gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une méfiance*, La Découverte, 2004.

3. Chez les salariés du public, le candidat Jospin perd 14 points par rapport à 1995 (18 % contre 32 %), contre 7 points parmi les salariés du privé.

4. Comme le note Jean-Paul Molinari, les catégories populaires continuent à « engager des disputes savantes à fort coefficient d'intérêts sociaux », « Ouvriers, classe ouvrière : entre déclin et redéploiement », dans P. Bouffartigue, *Le Retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, La Dispute, 2004, p. 78.

5. Voir sur ce point la mise en garde salutaire formulée par Michel Offerlé : « Se demander si un parti représente bien tel groupe ou incarne bien telle famille politique apparaît comme un faux problème. Ni pur fantasme ni réalité objective, la représentativité sociale d'un parti ou la figuration d'une famille (gaulliste ou autre) n'est que le résultat toujours précaire d'un travail de construction qui a permis aux entrepreneurs de faire croire tout à la fois en l'existence du parti comme un tout et du groupe auquel il se réfère

et donc à les faire exister » (*Les Partis politiques*, PUF, 2002, quatrième édition, p. 109).

6. « Entre tous les groupes dominés, la classe paysanne (...) est l'exemple par excellence de la classe objet, contrainte de former sa propre subjectivité à partir de son objectivation (et très proche en cela des victimes du racisme). (...) Affrontés à une objectivation qui leur annonce ce qu'ils sont et ce qu'ils ont à être, ils n'ont d'autres choix que de reprendre à leur compte la définition (dans sa version la moins défavorable) qui leur est imposée ou de se définir en réaction contre elle », Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17/18, 1977, p. 4.
7. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires? Petit détour par l'histoire », *À Gauche!*, La Découverte, 2002.
8. Louis Chauvel, « Le renouveau d'une société de classes », dans P. Bouffartigue, *Le Retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits, op. cit.*, p. 62.
9. La question de l'identité subjective et objective du monde ouvrier est éminemment complexe. Comme le note, Louis Chauvel, (*op. cit.*, p. 65) : « la théorie de la fin des classes sociales s'est souvent développée en prenant l'affaiblissement idéologique et subjectif des classes comme point de départ, pour laisser croire que les structures objectives suivaient nécessairement la même pente, alors que ces deux dimensions sont sinon interdépendantes l'une de l'autre, en tout cas liées d'une façon non mécanique ».
10. S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999. « Les sciences sociales en négligeant le champ de la recherche sur le "populaire" ont contribué à leur manière à la désobjectivation du groupe ouvrier. Au début des années 90, le taux des thèses de sociologie utilisant le mot "classe" dépassait à peine 1 % », L. Chauvel, *Le Destin des générations*, PUF, 1998.
11. Ce retour du populaire conduit à des formes d'idéalisation rétrospective de ce qui était réellement et notamment une conception classiste de l'ensemble des ouvriers au principe sans doute d'un certain nombre de malentendus interprétatifs sur le vote Front national. Voir R. Cornu, « Nostalgie du sociologue. La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle n'a jamais été » dans J. Deniot, C. Dutheil (sous la dir.), *Métamorphoses ouvrières*, tome 1, L'Harmattan, 1995.
12. Voir l'analyse approfondie du vote du premier tour des élections régionales menée par Dominique Goux et Éric Maurin, « L'anatomie sociale d'un vote », *Le Monde*, 14 avril 2004. Pour ces analystes, la question du vote des catégories populaires n'a pas vraiment de sens et il convient de distinguer les ouvriers de type industriel, les ouvriers des services aux entreprises... Leur étude les amène à la conclusion qu'« il n'y a pas des "votes populaires" qui seraient l'expression d'une seule "France populaire", mais des expériences socioprofessionnelles différentes qui se traduisent par des votes différents, et même, à certains égards antagonistes ». Les ouvriers de l'agriculture, du bâtiment ou des services aux entreprises (nettoyeurs, chauffeurs, réparateurs, manutentionnaires...) sont les catégories les plus proches du Front national et celles où le retour à gauche est le moins net.
13. Comme le montre Danilo Martucelli, les expériences contemporaines de la domination rendent cette dernière plus difficilement imputable à un acteur identifiable et doté d'une intention de domination. Elle passe par des processus complexes de responsabilisation individuelle. D. Martucelli, « Retour sur la domination », *Recherches sociologiques* volume 34, 2, 2003.
14. Frédéric Sawicki, « Les partis comme entreprises culturelles », dans Daniel Cefaï (sous la dir.), *Les Cultures politiques*, PUF, 2001.
15. Aux législatives de 1978, le Parti socialiste recueille 27 % chez les ouvriers. En 1981, aux présidentielles, le candidat socialiste rassemble plus d'ouvriers que le candidat communiste (30 % contre 28 %). Aux législatives qui suivent, 44 % des ouvriers votent socialiste (24 % pour le PC). Aux législatives de 1986, 36 % des ouvriers votent encore pour le Parti socialiste et 42 % pour le candidat Mitterrand au premier tour de la présidentielle en 1988. Voir H. Rey, *La Gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente*, La Découverte, 2004, pp. 33-38.
16. J. Jaffré, « Comprendre l'élimination de Lionel Jospin », dans P. Perrineau, C. Ysmal (sous la dir.), *Le Vote de tous les refus*, Presses de Science-Po, 2003, p. 225.
17. On s'appuie surtout sur les déclarations de principe : La Revue de l'OURS *Recherche socialiste* a réédité les différentes déclarations de principes du Parti socialiste avec une présentation d'Alain Bergounioux (« Les

- déclarations de principes du Parti socialiste (1905-1999) », *Recherche socialiste* n° 7, juin 1999. On s'appuie aussi sur les textes réunis et mis en perspective par Maurice Braud (« Parti socialiste et salariat. Un aperçu (1971-2002) », *Recherche socialiste* n° 20, septembre 2002).
18. La définition de la sociologie officielle du socialisme doit bien sûr être rapportée aux luttes internes dont elle constitue un des objets et aux propriétés sociales des acteurs en concurrence pour « dire » le socialisme légitime.
19. Il faudrait bien sûr évoquer ici les transformations sociologiques qui affectent le Parti socialiste dans les années 70. Le poids des classes moyennes semble s'accroître au Parti socialiste dans les années 70. C'est en investissant le pouvoir local sur des bases nouvelles qu'il se produit pour partie comme organisation des classes moyennes. Son attractivité sociale nouvelle est en effet liée à l'offre d'espace politique, de pratiques sociales (associatives, militantes, délibératives...) et de discours qu'il propose à des groupes sociaux dotés de propriétés sociales spécifiques qui se reconnaissent en lui. L'auto-gestion et la démocratie locale sont, dans cette perspective, des « produits d'appel » politiques, censés attirer la petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne qui aspire aux responsabilités et répondre à ses aspirations (poussée de l'idéologie du cadre de vie, afflux des demandes culturelles, montée de l'écologie urbaine et des « valeurs postmatérialistes »...). Si la thématique participative est récupérée (des Groupes d'action municipale), travaillée et prise en charge, c'est à la mesure de la rentabilité électorale que les dirigeants socialistes en escomptent. L'échelle municipale permet au Parti socialiste d'établir des relations avec des groupes sociaux en voie de cristallisation. Les « classes moyennes » ne se constituent pas, comme d'autres groupes, à partir des rapports de production mais se définissent à travers un ensemble de signes distinctifs et de pratiques sociales et culturelles qui se développent justement au niveau local. La visibilité que le Parti socialiste donne localement au phénomène associatif est un support politique à la promotion de ces couches sociales érigées en nouveau « sujet » historique, porteur de changement social.
20. L'exposé de ces diverses caractéristiques est systématisé dans A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, 1992. Voir la récente édition, *L'Ambition et le Remords*, Fayard, 2005.
21. A. Bergounioux, B. Manin, *Le Régime social-démocrate*, PUF, 1989 et G. Moschonas, *La Social-Démocratie*, Montchrestien, 1994.
22. G. Moschonas, *La Gauche française (1972-1988) à la lumière du paradigme social-démocrate*, thèse de doctorat de science politique, Paris-II, 1990.
23. L. Olivier, *Un Exemple de social-démocratie dans le socialisme français : la fédération du Nord de la SFIO de 1944 à 1958*, thèse de doctorat de science politique, Lille-II, 1992.
24. Dans l'entre-deux-guerres, le siège de la SFIO ne compte qu'une poignée de permanents.
25. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg distinguent trois sous-modèles au sein du socialisme européen : le social-démocrate, le travailliste et le socialiste (le socialisme français comme les pays d'Europe du Sud se rattachant au troisième). Voir A. Bergounioux, B. Grunberg, *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XXe siècle*, Editions de Fallois, 1995, p. 13. Sur le socialisme européen, on se reportera aussi à M. Lazar, « Invariants et mutations du socialisme en Europe », dans M. Lazar (sous la dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945*, PUF, 1996.
26. H. Portelli, *Le Socialisme français tel qu'il est*, PUF, 1980. Dans un ouvrage plus récent, l'auteur défend une thèse très proche (H. Portelli, *Le Parti socialiste*, Montchrestien, 1992).
27. A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, op. cit.*; J.-P. Brunet, *Histoire du socialisme en France*, PUF, « Que sais-je? », 1989; J. Moreau, *Les Socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Hachette, 1998; et M. Sadoun, *De la démocratie française, essai sur le socialisme*, Gallimard, 1993.
28. M. Sadoun (M.), *De la démocratie française, essai sur le socialisme, op. cit.*, p. 62.
29. *Ibid.*, pp. 170 et 175.
30. *Ibid.*, p. 20.
31. A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, op. cit.*
32. A. Bergounioux, B. Manin, *La Social-Démocratie ou le compromis*, PUF, 1979.
33. A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, op. cit.*
34. L'exception du socialisme français tient peut-être beaucoup à la force de son rival communiste et aux contraintes qu'elle exerce sur lui.

35. Pour une critique de la notion de culture politique, voir D. Cuche, *La Notion de culture en sciences sociales*, La Découverte, 1996.
36. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg cherchent par exemple à « mettre au jour une logique politique » qui a, selon eux, « commandé l'histoire du socialisme jusqu'à nos jours » (A. Bergounioux, B. Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir, op. cit.*, p. 17).
37. F. Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997. Voir aussi M. Sadoun, « Sociologie des militants et sociologie du parti, le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *RFSP*, juin 1988.
38. Sur la notion de « possibilités avortées », voir P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Le Seuil, 1996 (1re éd. 1971), p. 145.
39. R. Lefebvre, *Le Socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980)*, thèse de science politique, Lille-II, 2001.
40. Les municipalités ont permis en de nombreuses villes une symbiose avec les communautés ouvrières. Cette déclaration très éloquente d'un délégué au XXII<sup>e</sup> Congrès national de la SFIO (Auray, député de la Seine) en témoigne : « C'est dans l'ordre municipal qu'il faut chercher l'activité la plus utile et la plus féconde au parti, car c'est la vie municipale, plus que la vie parlementaire, qui se mêle à la vie elle-même. (...) La collaboration avec les masses ouvrières s'effectue là quotidiennement avec ses diverses organisations. (...) C'est dans ses rapports constants avec la masse ouvrière, nés des affaires communales, que le parti peut le mieux comprendre les aspirations et les besoins des travailleurs. » (*Le Populaire*, 25 février 1925).
41. R. Lefebvre, « Le socialisme français soluble dans l'institution municipale. Emprise institutionnelle et forme partisane : le cas de Roubaix (1892-1983) », *Revue Française de science politique*, 2004.
42. Voir notamment G. Grunberg, « Jospin et Blair en luttes sur les classes », *Libération*, le 7 septembre 1999. Pour l'auteur, le Parti socialiste adopte désormais une vision pluraliste de la société qui nécessite des alliances entre des classes dont les intérêts légitimes peuvent être divergents.
43. P. Baco, « L'atelier de Jospin avait-il oublié les ateliers? », *Le Monde*, 14 mai 2002.
44. S. Beaud, « Portrait social de la France », *Alternatives économiques*, hors-série n° 49, 2001.

45. M. Wieworka, « Les idées de la gauche ne sont pas de pures abstractions », *Libération*, 26 mars 2002.
46. Le processus d'individuation ne peut se produire hors de puissants processus de socialisation et de constitution de « supports » sociaux. Voir R. Castel, C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, Fayard, 2001 et S. Le Lay, « Individuation, individualisation, atomisation. Malentendus de classes », *Mouvements* n° 26, mars-avril 2003.
47. Il y aurait un bel article à écrire sur la manière dont le « 21 avril » a été pensé notamment à travers des catégories d'entendement politique de plus en plus structurantes au sein des élites socialistes.
48. Plusieurs militants du Nouveau Parti socialiste nous confient pendant le congrès de Dijon : « Le 21 avril c'est notre fonds de commerce, il faut en entretenir la mémoire. »
49. M. Aubry, « Les conditions de la reconquête des catégories populaires », *La Revue socialiste*, 11-12, 2003, page 104.
50. Entretien dans *Esprit*, « Repenser l'avenir de la gauche », janvier 2003, p. 170.
51. Dans de nombreuses tribunes d'Alain Duhamel dans *Libération*.
52. M. Wieworka, « Deux gauches face à trois droites », *Libération*, 21 juin 2002.
53. Il en va de même deux ans plus tard au congrès du Mans.
54. Étude réalisée par le club socialiste *En temps réel*, mars 2003.
55. *L'Hebdo des socialistes*, 14 décembre 2002.
56. Le « populaire » est devenu une ressource d'opposition au Parti socialiste. Il suffit de l'invoquer pour apparaître contestataire. Le Nouveau Parti socialiste invoque beaucoup les catégories populaires mais ne cherche pas à les promouvoir dans ses rangs qui en comptent peu.
57. R. Lefebvre, F. Sawicki, « Le peuple des socialistes. Ressorts sociaux et partisans d'une invisibilisation », dans F. Matonti (sous la dir.), *La Démobilisation politique*, La Dispute, 2005.
58. *Libération*, 25 juin 2002.
59. Annie Collovald, « Le national-populisme ou le fascisme disparu », dans Michel Dobry (sous la dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, 2003.



# RETOUR SUR LES FONDEMENTS THÉORIQUES DU « SOCIAL-LIBÉRALISME »

JEAN LOJKINE\*

Il vaut la peine de lire ou de relire Anthony Giddens, certainement l'un des meilleurs sociologues britanniques vivants, mais surtout le maître à penser de Tony Blair. Il faut lire son livre de 1994 (*Beyond Left and Right*) et son livre plus politique de 1999 : *The Third Way*<sup>1</sup>. La force de son argumentation tient à mon avis dans sa capacité à relier la révolution des rapports homme/femme, des rapports intergénérationnels (avec la montée de l'aspiration à l'autonomie individuelle dans la nouvelle génération) et la crise du *welfare state* qu'il met sur le même plan que la crise et la décomposition de l'État de type soviétique. Le fondement sociologique profond de toutes ces crises et mutations serait, selon lui, l'incapacité des systèmes de solidarité universels et standardisés, imposés d'en haut, sous forme d'assistanat, à répondre aux aspirations de ce qu'il appelle, comme tous les sociaux-démocrates, la « classe moyenne ». La classe moyenne privilégierait de plus en plus la responsabilisation des individus et refuserait les lourdes impositions du *welfare state* (d'où le *workfare*, repris en France par la droite, la CFDT et les tenants du social-libéralisme).

Derrière la réflexion de Giddens, il y a une notion centrale pour lui et qui délimite deux conceptions opposées de la politique comme « gestion des risques » par une société. Il y a :

1. La gestion des risques « externes », sous forme de prévision universelle s'appliquant à tous les cas possibles<sup>2</sup>. Le fondement philosophique, c'est le rationalisme cartésien et la philosophie des Lumières, mère de « l'État providence », et de toutes les téléologies ; le fondement politique, ce serait la planification, sur le modèle du gosplan<sup>3</sup> soviétique (qui fit rêver un temps les planificateurs gaullistes dans les années 50), et tous les systèmes socialistes (ou communistes) d'assurance

sociale mis au point à la Libération, dans les années 40. 2. La gestion des risques internes fondée sur l'idée chère à Giddens de *manufactured risk (uncertainty)*, c'est au contraire la gestion des risques « fabriqués » (*manufactured*) par ce même rationalisme conquérant ; c'est pour Giddens la modernisation « non réfléchie » et qui se nomme : risques nucléaires, routiers et alimentaires, violences, terrorismes, etc. On sent bien ici l'empreinte classique du « postmodernisme », mais en même temps, au-delà du biais idéologique (qui naturalise ou « psychologise » la crise du système capitaliste), Giddens soulève des problèmes réels que se pose notre société.

Problèmes réels que se pose notre société, mais sans pouvoir y répondre, contrairement au fameux adage de Marx – si souvent cité par Giddens – selon lequel l'humanité ne se pose que des problèmes qu'elle peut résoudre ou quand elle peut les résoudre. Le recours d'une grande partie de ladite « classe moyenne » à l'assurance privée (assurance vie, fonds de pension, mutuelles complémentaires) reposerait justement sur ce refus d'une assurance universelle et donc égale pour tous, refus d'une solidarité « mécanique » (Durkheim) entre les générations, quel que soit le travail, les efforts de chacun. On retrouve ici les critiques libérales contre le RMI et les « minima sociaux » équivalents du SMIC – « Pourquoi travailler si le montant du RMI est l'équivalent du SMIC ? » – ou contre le fameux « revenu d'existence » (produit par quel travail?) prôné par les écologistes.

La spécificité de la *troisième voie* c'est de préciser ce que le social-libéralisme entend par « assistance sociale positive » : il s'agit de faire basculer les risques externes dans la catégorie des risques internes, c'est-à-dire, pour Giddens, des risques relevant de la responsabilité et de l'autonomie individuelle, *via* notamment l'implication dans les associations de bénévoles, les ONG (tiers-secteur pour la réinsertion des chômeurs, l'aide aux personnes âgées, etc.) chargées de remplacer les anciens services publics de protection sociale par des actions

caritatives censées éviter la dépendance sociale et l'assistanat engendrés par les « bureaucraties » de la Sécurité sociale (où les risques externes seraient naturalisés, objectivés et non assumés, pris en charge de manière active et autonome).

Il y a une réflexion à avoir sur la nature profonde de cette « banque non marchande » qu'est la caisse de Sécurité sociale, la « banque sociale » qui ne fait pas de profit et distribue des fonds sans contrepartie (il ne s'agit donc pas de salaires différés mais de fonds non marchands), et sur la gestion paritaire des caisses de Sécurité sociale, qui s'est dégradée et étatisée, technocratisée (plus d'élections du conseil d'administration depuis les années 80). Il y a une réflexion concertée, qui a sa cohérence autour de la notion de « société du risque » chez les théoriciens du social-libéralisme, depuis Giddens-Blair, Ulrich Beck, jusqu'à Delors-Rocard-Strauss-Kahn du côté du Parti socialiste, ou de la part des intellectuels organiques du MEDEF : F. Ewald et D. Kessler.

Dans la notion de « société du risque » se cache un véritable coup de force théorique et idéologique qui consiste à confondre risques imprévisibles, aléatoires, relevant de décisions *subjectives*, individuelles ou collectives (sang contaminé, vache folle, accidents routiers, amiante, catastrophes nucléaires et sanitaires) et risques *objectifs* relevant de la *structure* même de la société capitaliste : chômage, exclusion sociale, précarisation, inégalités sociales devant les maladies, la mort, déficiences de notre système de solidarité sociale. Ainsi les dix mille morts de la canicule en août 2003 ont été attribués par notre ministre comme par Kouchner à une simple défaillance de notre institut de veille sanitaire, à une mauvaise connexion entre les informateurs et non à la politique menée depuis vingt ans de diminution des lits hospitaliers, de rationnement des crédits aux maisons de retraite.

Giddens tire au maximum les phénomènes *structurels* vers des actions d'individus *autonomes* parce qu'il a poussé jusqu'au bout cette « individualisation du social » revendiquée par le social-libéralisme, à l'instar de Rosanvallon ou d'Ewald.

En même temps, il serait vain de ne pas remarquer que cette poussée sociale-libérale s'appuie sur des mutations réelles de notre société : avec la révolution informationnelle, l'élévation du niveau intellectuel des nouvelles générations, même dans le cadre du capitalisme, les aspirations et les pratiques d'autonomisation individuelle, de maîtrise de l'information mettent en cause les structures déléguées, pyramidales, autoritaires, tant des institutions anciennes que des organisations censées représenter les classes dominées et bâtir des alternatives.

Les organisations du mouvement ouvrier ont profondément intériorisé en fait le système institutionnel délégué, sans pouvoir le dépasser (malgré les tentatives de la CGT après 1968 autour de la section syndicale d'entreprise et de l'intervention directe non déléguée des militants de base). J.-L. Moynot, partisan des conseils d'atelier, fut écarté du bureau confédéral de la CGT en 1982. Les syndicalistes autogestionnaires de la CFDT (Rollant) seront écartés à la même période, au moment du recentrage et de la centralisation organisationnelle de la CFDT. Or, il y a un cercle vicieux entre la perte d'adhérents et le renforcement du processus délégué *via* la technocratisation et l'utilisation centralisatrice de l'informatique et des médias. On cherche à pallier la désaffection des militants en transformant le syndicat en agence de services et en concentrant les décisions autour d'un sommet bureaucratique centralisé, qui privilégie les négociations au sommet et les résultats des élections professionnelles par branche. Il en est de même pour les partis politiques de gauche qui perdent leurs militants et substituent aux actions de terrain comme les porte-à-porte des opérations médiatiques. La critique par Rémi Lefebvre du « divorce consommé » entre le Parti socialiste et les couches populaires est à cet égard fondamentale<sup>5</sup> et pourrait s'appliquer aussi, dans une certaine mesure, à une évolution récente du PCF – qui fera l'objet d'un très vif débat après avril 2002 –, lorsque les enjeux « sociétaux » – censés être privilégiés par les « couches moyennes » – priment sur les enjeux sociaux.

C'est un obstacle fondamental aujourd'hui à une offensive de tous ceux qui sont attachés à la défense des services publics, de la solidarité universelle contre le libéralisme individualiste. Les catastrophes ferroviaires en Angleterre ou les pannes d'électricité à New York ou en Californie ne suffisent pas à contrer l'offensive libérale et à passer à la contre-offensive. La campagne des assureurs privés contre le « risque moral », reprise d'une certaine manière par Giddens et Blair (le détournement opportuniste des fonds de solidarité distribués à l'aveugle, sans contrôle des processus de réinsertion, des minima sociaux équivalents au SMIC), rencontre un large écho, surtout chez ceux qui payent lourdement leur contribution à la solidarité collective. Le (social)-libéralisme oppose fortement les « preneurs de risques responsables » (à commencer par les chefs d'entreprise, mais aussi les partisans de l'assurance privée) et les « comportements sans risques » des adhérents passifs des services de protection sociale ; cette campagne médiatique a un large écho, mais elle suppose l'existence d'une « vaste classe moyenne » bénéficiant de la croissance capitaliste et

\* Sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS. Dernier ouvrage paru : *L'Adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005.

aspirant à un individualisme consumériste sans rivages. Ce qui est contredit par la paupérisation des segments les plus fragiles des couches moyennes.

Le concept même de classe moyenne a fondé toute la démarche sociale-démocrate depuis l'origine : Bernstein en Allemagne s'opposera à Rosa Luxemburg, à Lénine et à la révolution bolchevique sur cette double base : capacité du capitalisme à s'adapter à ses crises et à élargir sa base sociale en créant une « classe moyenne » de plus en plus vaste, individualiste, opposée à la classe ouvrière et à la révolution violente. La faiblesse des révolutionnaires viendra justement d'une analyse erronée de cette classe dite moyenne qui sera diabolisée (il s'agissait alors essentiellement de la petite et moyenne bourgeoisie traditionnelle : les paysans et les petits entrepreneurs au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle). Les tentatives de Lénine durant la NEP en direction des cadres et ingénieurs aboutiront à un échec.

Aujourd'hui la situation a doublement changé : d'une part les paysans et commerçants ont cédé la place à un nouveau salariat des services qui a bien des points communs avec le salariat dit populaire (ouvriers et employés), notamment dans le secteur public ; d'autre part ce salariat connaît à son tour la crise économique, le chômage et la précarité et la notion même de classe moyenne qui a connu ses beaux jours durant les trente Glorieuses n'est plus viable<sup>6</sup>.

Le raisonnement individualiste du social-libéralisme anglo-saxon a perdu de sa superbe lorsque les fonds de pension ont commencé à faire faillite (Enron et autres), lorsque les plans sociaux et la précarisation des emplois ont touché les cadres comme les ouvriers.

Ce qui est reconnu dans *La Revue socialiste* à propos du cas allemand : « Après les élections fédérales de 1994, plusieurs études économiques et sociales ont montré que (...) la relative homogénéité des classes moyennes allemandes était en cours de dislocation et que celles-ci vivaient très mal une certaine "perte de repères" (...) Ce sont les classes moyennes qui ont payé l'essentiel du coût de la réunification et qui ont connu une forte baisse du pouvoir d'achat à partir du début des années 90 (...) Proportionnellement, les plus bas revenus [des "classes moyennes" (n.d.t.)] ont d'avantage contribué aux efforts financiers exigés par l'unification que les plus hauts revenus (...) Les ouvriers spécialisés (qualifiés) et les petits employés, catégories qui avaient été parmi les grands bénéficiaires du miracle économique de la fin des années 50, glissent rapidement, surtout avec une famille à charge, vers la "prospérité précaire". D'année en année, ces catégories sociales ne parviennent plus à maintenir leur statut » (*La Revue socialiste*, janvier 1999, p. 88-89). On peut supposer, sans grand risque d'être démentis,

qu'il en est de même pour ces couches sociales dans les autres pays européens. Faute de l'avoir compris, le Parti socialiste français a été dans le mur en 2002 et en 2005. Le phénomène est européen : les partis sociaux-démocrates ont subi une défaite historique en Autriche au profit du FPÖ de Heider, en Italie (Berlusconi, Alliance nationale, Ligue du Nord), aux Pays-Bas (Pim Fortuyn), au Portugal. En 2005, le SPD de Schröder paye à son tour les conséquences de ses réformes libérales du code du travail et de la protection sociale, sans être parvenu à juguler pour autant la montée du chômage.

Les raisons sont les mêmes : au lieu de pratiquer la politique de l'autruche en incriminant une erreur de « communication » ou une division de la gauche, il vaudrait mieux scruter la nature même du discours socialiste durant la campagne électorale et ses pratiques concrètes : « Les textes socialistes décrivent un monde irénique et virtuel seulement peuplé de non salariés et de certains salariés moyens et supérieurs (...) il s'adosse à la vision d'une société d'individus aspirant à l'autonomie personnelle et accorde une large place aux thématiques dites "postmatérialistes" dans la continuité de mesures prises par Jospin comme le PACS, la parité (...) »<sup>7</sup>

Nous partageons cette analyse, sauf sur un point fondamental. Elle analyse tend à réduire la fracture sociologique entre la « gauche plurielle » et le salariat aux seules « couches populaires ». En gros, il aurait fallu privilégier une politique et une campagne électorale tournées essentiellement vers les ouvriers et les employés qui constituent 60 % de la population active et qui seraient les principaux « perdants » de la politique de Jospin. C'est également un point de vue défendu par une partie du Parti communiste français et les groupes d'extrême gauche. Nous ne partageons pas ce point de vue parce qu'il nous semble reposer sur un contresens majeur. Il y aurait en quelque sorte des « gagnants » (les cadres, la classe moyenne) et des perdants : les « classes populaires » (ouvriers et employés). C'est faux, comme est erronée l'analyse-bilan sur les 35 heures « favorables aux cadres, défavorables aux classes populaires ». Ce point de vue continue en effet à se référer au mythe d'une classe moyenne gagnante et d'exclus marginalisés par la « modernisation » économique, par les nouvelles technologies...

Or les luttes des enseignants, des chercheurs, des intermittents du spectacle, des professionnels de la santé invalident complètement cette thèse, comme les études statistiques (Chauvel, Baudelot, Piketty) sur l'évolution des salaires et des revenus depuis les années 80-90. L'unité mythique du groupe cadres

(moteur de la « classe moyenne ») éclate complètement et fait apparaître d'énormes clivages entre les véritables cadres supérieurs alliés à la bourgeoisie par leurs revenus (notamment mobiliers et immobiliers) et leurs positions sociales et toute une série de catégories salariées qui basculent dans la prolétarisation par leur statut et leurs revenus. En avril 2002, le vote des enseignants, pour autant que l'on peut se fier aux sondages après les urnes, a lui aussi fait défaut à Jospin au profit des candidats protestataires de gauche : 22 % des enseignants auraient voté pour Jospin (sondage Sofres sortie des urnes), alors qu'ils étaient 46 % aux présidentielles de 1995<sup>8</sup>. En 2002, 7 % auraient voté pour Besancenot, 8 % pour Mamère, 8,5 % pour Chevènement. Le fort recul du Parti socialiste chez les ouvriers et les employés (Mitterrand 1988 : 42 % du vote ouvrier, 38 % du vote employé ; Jospin 2002 : 13 % du vote ouvrier ; 12 % du vote employé) ne doit pas nous faire oublier son recul dans d'autres couches salariées abusivement agglomérées au groupe cadres, alors que de multiples liens unissent maintenant ouvriers, employés et couches salariées intermédiaires.

Les résultats du referendum du 29 mai 2005 sur la Constitution européenne ne font que confirmer notre hypothèse. Selon les premiers sondages réalisés par TNS-Sofres pour *Le Monde*<sup>9</sup>, si 81 % des ouvriers, 79 % des chômeurs ont voté non, il en est de même pour 56 % des professions intermédiaires et 60 % des employés. Quant aux professions intellectuelles et cadres supérieurs, s'ils ont voté oui à 62 %, leur non progresse par rapport au scrutin de 1992 sur le traité de Maastricht. Selon un sondage Ipsos-*Le Figaro* des 13-14 mai, les comparaisons avec les sondages sortis des urnes BVA-France 2 en 1992 donneraient un non en hausse de 27 points chez les professions intermédiaires et les employés, de 7 points chez les cadres supérieurs et professions intellectuelles, et de 14 points chez les diplômés du supérieur.

L'hypothèse défendue par les partisans du oui d'un « vote d'humeur », « émotionnel », d'un cri d'angoisse des « perdants », des exclus de la « modernisation » ne tient plus : comme le note l'analyste d'Ipsos, Philippe Hubert, « le fait que le non touche fortement des classes aisées et diplômées révèle l'existence d'un non "cultivé" ou "raisonné", bref un non fondé idéologiquement et de conviction. Un non "informé" même, puisque selon la dernière enquête Ipsos, le non est plus fort chez les personnes ayant lu le traité que chez celles ne l'ayant pas lu. C'est là une différence majeure et essentielle par rapport au contexte de Maastricht : l'adhésion au traité ne croît pas avec le niveau d'information. »

L'ampleur inédite des forums sur Internet durant la campagne du référendum de 2005 et le rôle décisif

qu'y ont joué les partisans du non, le rôle d'organisations comme Attac où dominent les professions intellectuelles et les diplômés du supérieur, renforcent encore cette hypothèse. Enfin, l'agglomération arbitraire par l'Insee des professions intellectuelles et des cadres supérieurs confond dans une même catégorie socioprofessionnelle cadres du privé et cadres du public, professions intellectuelles paupérisées (enseignants, travailleurs sociaux, journalistes pigistes, artistes) en peine révolte sociale et cadres supérieurs du privé en mobilité ascendante.

Les enquêtes de l'Insee montrent d'autre part le contexte socio-économique tout à fait nouveau dans lequel se construisent les identités ouvrières. 50 % des ouvriers sont aujourd'hui dans les services ou exercent une fonction de service (maintenance, entretien) et les imbrications sont nombreuses d'une part entre les ouvriers et les agents de service, les employés de commerce (conditions de travail de type industriel – travail à la chaîne – mais avec la spécificité de la relation de service et une plus grande autonomie), d'autre part entre une fraction des employés qualifiés et les couches moyennes salariées. L'apparente stabilité du vote cadre entre 1995 et 2002 cache un net détachement d'une partie des couches salariées des services publics les plus exposées à la précarisation et à la dévalorisation sociales<sup>10</sup>.

**NOUVEAUX RAPPORTS DE CLASSE OU LOGIQUE D'INTÉGRATION SOCIALE ?** Les enquêtes se multiplient qui soulignent l'explosion des inégalités sociales y compris à l'intérieur des fameuses « classes moyennes<sup>11</sup> » ; reste à analyser la signification de ces « segmentations » des « classes moyennes » et des « classes populaires » : s'agit-il d'une forme nouvelle d'exclusion qui fait toujours référence à l'opposition entre les *in* et les *out*, ou bien au contraire d'une manifestation majeure de la « prolétarisation » des couches moyennes salariées, touchées à leur tour par les formes nouvelles de l'exploitation capitaliste (chômage de masse, précarisation-flexibilisation) ?

Dans son ouvrage récent (*Pour l'égalité réelle – Éléments pour un réformisme radical*<sup>12</sup>) Dominique Strauss-Kahn prend bien en compte les nouveaux clivages qui opposent la « classe moyenne » et le véritable groupe des « privilégiés<sup>13</sup> » (baisse des revenus, exclusion de l'habitat des grands centres ville, etc.), il note que l'échec socialiste de 2002 a été dû pour partie au sentiment dans les classes populaires et moyennes de ne pas avoir été entendues, mais il persiste, comme la plupart des responsables du Parti socialiste, à privilégier une approche en termes d'exclus et d'inclus. Les inégalités sociologiques, les clivages intercatégoriels sont figés dans des clivages territoriaux, au point que Dominique Strauss-Kahn parle d'« inégalités de

*destin* », ce qui renforce encore le constat fataliste, alors même que tout son propos politique vise au contraire à réduire ces inégalités sociales. Pour remonter à la racine même de ces inégalités sociales, il aurait fallu analyser l'originalité de la crise actuelle du capitalisme (qui commence au début des années 70), sa financiarisation<sup>14</sup>, avec pour conséquence la fuite en avant des politiques publiques néolibérales et la remise en cause des politiques keynésiennes.

**FORCE ET FAIBLESSE DU NÉOLIBÉRALISME.** Reste à expliquer la force d'attraction de ces politiques néolibérales sur les couches moyennes salariées mais aussi sur les couches populaires. Pourquoi en, effet, la relève des gouvernements conservateurs en Allemagne comme en Grande-Bretagne a-t-elle été assumée par des socialistes convaincus que seul le social-libéralisme pouvait répondre à l'ultralibéralisme? Pourquoi l'énorme succès électoral de Blair et du *New Labour* en 1997 auprès de ceux qui avaient été déçus par l'expérience et les promesses de Thatcher? Pourquoi l'électorat travailliste, même en 2005, hostile à l'intervention en Irak, se dit-il pourtant relativement « satisfait<sup>15</sup> » d'une politique économique libérale certes, mais qui a réduit le chômage<sup>16</sup>? Même si la majorité des emplois créés sont précaires et à temps partiel, ne sont-ils pas jugés préférables au chômage de longue durée, dans un contexte mondial où le capitalisme est perçu comme indépassable?

Pourquoi le même glissement politique, culturel, plus tardif, chez les sociaux-démocrates et les Verts allemands? Même interrogation pour l'ex-PCI en Italie avec un rapport de forces électoral sans discussion entre le petit Parti communiste maintenu (Rifondazione Comunista ne dépasse guère les 5-6 %) et le nouveau parti social-démocrate, les Démocrates de gauche (30 %), et ce malgré les énormes potentialités de mobilisation collective des « mouvements sociaux » italiens. Pourquoi les ouvriers de la Fiat, votent-ils pour Berlusconi ou Rossi? Pourquoi, après les manifestations monstres (plusieurs millions de manifestants) des pacifistes dans les grandes villes espagnoles, les élections régionales et locales ont-elles été favorables à Aznar? Pourquoi en 2004 un vote massif pour Zapatero, tenant du social-libéralisme, au détriment de la gauche communiste et radicale? Peut-être parce que ceux qui manifestent contre la guerre, contre le néolibéralisme, contre l'OMC en Italie et en Espagne (les jeunes étudiants ou les diplômés précaires qui vivent encore chez leurs parents, faute de revenus et faute de logements disponibles, et ne votent pas, ne sont pas inscrits sur les listes électorales) ne sont pas les mêmes que ceux qui votent? Mais peut-être aussi parce que les partis communistes ou les organisations proches

n'ont pas su répondre aux aspirations des nouvelles générations de salariés, et notamment les jeunes diplômés et les femmes.

Comment répondre théoriquement et politiquement à cette vague déferlante néolibérale, hégémonique dans le salariat, notamment chez les jeunes, si l'on en reste à la « défense » des « acquis » de l'État providence, à la conception « machiste » d'une assurance sociale tournée vers le travail des hommes (ouvriers et cadres) et le « non-travail » (non reconnu) des femmes (travail domestique + travail professionnel à temps partiel, comme salaire d'appoint, etc.)?

**LES MIRAGES DU LIBÉRALISME « SOCIAL ».** Il nous faut tout d'abord dissiper l'illusion, entretenue par les socialistes libéraux, d'une distinction radicale entre libéralisme « social » et libéralisme « pur » ou « ultralibéralisme<sup>17</sup> ». Selon les promoteurs d'un libéralisme « social », le libéralisme inclurait dans ses principes constitutifs une « autorégulation » de l'économie de marché; ce sont les acteurs du marché eux-mêmes qui produiraient des règles, des normes destinées à corriger les excès ou les dérives du laisser-faire. L'intervention de l'État régulateur, l'arbitrage d'instances externes produites par la société civile sont ainsi présentés comme des attributs de la pensée libérale « normative ». On a quelque peine à déceler cependant comment ce raisonnement diffère des idées de F. Hayek, le pape du néolibéralisme, qui postule une « autorégulation » du marché. Pour Hayek, « l'ordre du marché, comme système d'intérêts médiatisés, porte en lui-même le principe régulateur des contradictions du capitalisme<sup>18</sup> ». En quoi cette autorégulation « spontanée » des marchés sans recours extérieur se distingue-t-elle des « régulations immanentes » destinées à contrôler les « effets externes » (selon le langage libéral classique) du laisser-faire?

En revanche, s'il n'y a pas d'autorégulation « spontanée » des marchés, comment parler de régulations « immanentes » à propos des règles formulées par des autorités « extérieures » au marché? On ne voit pas par quel miracle cette intervention normative, ces règles « en surplomb » pourraient être une émanation naturelle du marché, ou être élaborées par les acteurs de la « société civile ».

Deuxième raison qui invalide fortement l'idée d'un libéralisme « social », c'est la filiation assumée entre libéralisme économique et libéralisme politique ou moral. Au nom de la référence commune, dans les deux libéralismes, à l'autonomie, à la « prise de risque » individuelle, on rallie sous l'étendard des libertés les deux composantes de la révolution bourgeoise de 1789 : la liberté d'expression du citoyen et la liberté d'entreprendre du capitaliste, « l'existence d'un marché étant requise pour que chacun puisse

exprimer son jugement ». Il n'y aurait donc pas de distinction sur le marché du travail entre le vendeur de sa force de travail et le propriétaire capitaliste des moyens de production : tous deux chercheraient à « faire fructifier leur travail, leurs talents ». On met ainsi sur le même plan le « capital culturel » des intellectuels salariés<sup>19</sup> et le capital « économique » du propriétaire capitaliste de l'entreprise.

En même temps, la référence insistante de ces libéraux aux idéaux du socialisme s'exprime notamment dans la lutte revendiquée contre les inégalités sociales à l'école, dans le logement ou dans l'accès aux soins. Mais comment est-ce compatible avec les principes mêmes du libéralisme<sup>20</sup>? Bien plus, comment peuvent-ils à la fois prôner l'égalité de tous dans l'accès aux services publics et la primauté d'un « marché libre où s'exerce une véritable concurrence », voire une évaluation marchande, avec les mêmes instruments de mesure, de ces « biens publics » non marchands? Il en est de même pour l'argumentation (« sociale ») libérale qui justifie la privatisation des services publics au nom de la concurrence libre et non faussée : comment admettre, si la référence au service public a encore un sens, que des entreprises capitalistes privées, gouvernées par les critères du profit et de la rentabilité, puissent offrir les mêmes prestations que des entreprises publiques gouvernées par des principes non marchands de solidarité et d'égalité? Il suffit de prendre l'exemple des chemins de fer britanniques – privatisés –, des services d'électricité en Californie ou des organismes de santé aux USA, pour prendre la mesure du caractère pour le moins « utopique » de ce libéralisme « social ».

Jamais, en revanche, n'est envisagée une véritable « troisième voie », dépassant tant la privatisation libérale que l'étatisation des services publics, comme le proposait déjà Jaurès – pourtant si souvent citée par Dominique Strauss-Kahn. Les projets de loi présentés par Jaurès pour la nationalisation des mines de charbon proposaient en effet une véritable socialisation non étatique, décentralisée, des entreprises, avec une participation effective des salariés et des collectivités locales à la gestion des mines.

Le projet de Sécurité-emploi-formation (SEF) présenté aujourd'hui par le Parti communiste français<sup>21</sup> a sur ce plan le grand mérite d'éviter les pièges de l'étatisme et de la privatisation libérale. Il propose une mutualisation des financements des entreprises, un engagement responsabilisé (avec obligation de résultats) tant des aides publiques que des stratégies des entreprises en matière d'emploi, une mobilité active, volontaire des salariés dans le choix des emplois et des formations et ce à tous les niveaux du territoire : bas-

sins d'emploi, département, région, espace national, européen, etc.

Ce qui distingue le SEF des projets libéraux concurrents qui se multiplient (depuis le rapport Boissonnat sur les contrats d'activité jusqu'au rapport Cahuc-Kramarz au Premier ministre Raffarin), c'est d'une part une sécurisation systématique des trajectoires individuelles (dans l'emploi comme dans la période de formation) et d'autre part une intervention décisive des salariés eux-mêmes et de leurs représentants dans les choix de gestion des entreprises et dans les négociations pour les contrats d'embauche. Tant il est vrai que la référence très consensuelle aujourd'hui à la « mutualisation des risques » peut cacher une précarisation et une flexibilisation subie des salariés.

Reste maintenant à mettre en œuvre le projet SEF. Où sont ces « chantiers » décentralisés, décidés unanimement lors du dernier Congrès du Parti communiste français, ces fameuses « expérimentations » locales, d'en bas, qui font si peur aux partisans de l'État républicain à l'ancienne parce qu'il y voient la main du Diable (le libéralisme manipulant tout ce qui est décentralisé) et n'ont pas confiance dans des initiatives locales venues du peuple<sup>22</sup>? Comment d'autre part la CGT, qui a son propre projet de « sécurité sociale professionnelle », va-t-elle le mettre en œuvre?

Ne faudrait-il pas d'ailleurs engager sur ce dernier point un débat précis, concret, avec le Parti socialiste qui prend parti à son tour pour une sécurité d'emploi et de formation, apparemment dans les mêmes termes que le Parti communiste français et la CGT? Rappelons ce qu'en dit Henri Weber, proche de Laurent Fabius, au cours d'un bilan sans complaisance de l'échec du Parti socialiste en avril 2002. Il commence par constater « notre incapacité [celle du PS] à donner une réponse convaincante à la précarisation progressive de la condition salariale que porte le capitalisme contemporain ». Puis il propose : « La bonne réponse réside dans la sécurisation des parcours professionnels, la mutualisation des risques sociaux liés aux changements techniques et économiques. Il faut adapter le droit du travail à l'évolution du travail salarié dans la société de services fondée sur la connaissance, c'est-à-dire au recul du travail à temps plein, à durée indéterminée, dans la même entreprise, tout au long de la vie, caractéristique de la société industrielle. Il faut promouvoir un nouveau statut professionnel qui permette aux salariés d'alterner, dans de bonnes conditions de sécurité économique, des périodes de travail en entreprise avec des périodes de formation, de congé parental ou civique ou de travail indépendant. Il s'agit de mettre en place une "sécurité sociale professionnelle", selon l'expression de la CGT, comme on a mis en

place, à la Libération, la Sécurité sociale, contre la maladie, le vieillissement, les accidents<sup>23</sup> ».

Le texte prend bien garde de reprendre les passages les plus libéraux du rapport Boissonnat bien critiqués par Boccara<sup>24</sup>, il insiste sur la sécurité nécessaire de cette mobilité voulue emploi-formation (« alterner, dans de bonnes conditions de sécurité économique, des périodes de travail en entreprise, avec des périodes de formation »). Qui va trancher entre les interprétations libérales (fondées sur la précarisation-flexibilisation) et les interprétations sociales (fondées sur une véritable mobilité sécurisée et assumée des parcours professionnels)?

À défaut de répondre à une telle question, faute encore de véritables expérimentations alternatives, on peut déjà s'interroger sur l'état d'esprit des salariés concernés. Des enquêtes sociologiques nous permettent-elles de répondre aux questions suivantes.

1. Quel est le degré d'adhésion des différentes fractions du salariat à l'idée d'une défense inconditionnelle du travail à temps plein dans la même entreprise ou dans le même service? Combien de jeunes rêvent d'être fonctionnaires à l'ancienne<sup>25</sup>?

2. Quel est le degré d'adhésion des différentes fractions du salariat à l'idée d'une mobilité assumée emploi-formation, dans le cadre d'une mutualisation du financement de ses emplois successifs?

Ce que nous savons sur l'acceptation d'une certaine flexibilité-mobilité chez les professionnels du spectacle<sup>26</sup> s'applique-t-il aux salariés des industries de masse et aux salariés de la fonction publique? Nous savons déjà que la crise du recrutement des infirmières à statut dans les hôpitaux est due en partie au développement des infirmières intérimaires à statut libéral : elles ont fait ce choix pour mieux aménager leur temps de travail en fonction de leur vie familiale. Mais leur implication personnelle dans la vie de l'hôpital (leur non syndicalisation, etc.) n'est pas du tout la même que celle des infirmières à statut public.

Excès d'individualisme d'un côté, excès de dépendance à l'égard des organismes d'assistance sociale d'un autre côté de certaines fractions du prolétariat? Peut-on dissocier les difficultés des plans sociaux de reconversion et les problèmes particuliers posés par certains types de main-d'œuvre ouvrière dont la formation initiale est très faible et qui n'ont jamais connu de formation permanente qualifiante? Là encore ne va-t-on pas se trouver devant des salariats très clivés?

Deux types de salariat, l'un âgé (salarat féminin ou d'origine maghrébine?), peu qualifié, dans les petites villes ou en milieu rural, très réticent devant les programmes de reconversion, l'autre jeune et diplômé, beaucoup plus mobile? Deux types de bassins d'em-

ploi aussi : des bassins d'emploi marqués par la mono-industrie et offrant peu de perspectives aux nouvelles générations diplômées (les bacs-pro et les bacs-plus des enfants d'ouvriers à Sochaux-Peugeot dont parle Stéphane Beaud<sup>27</sup> par exemple) et les marchés du travail diversifiés des grandes villes comme Paris. Mais deux jeunes aussi : une jeune « étudiante et bourgeoise » bien dotée scolairement et socialement qui expérimente un nouvel « individualisme des mœurs », entièrement dégagée de la tutelle des parents ; et une jeune populaire condamnée à un « repli contraint et forcé sur le foyer des parents », faute d'un emploi minimal pour financer un logement indépendant<sup>28</sup>. Toutefois la forte montée du chômage et la scolarisation longue de masse vont brouiller cette opposition trop simple, toujours au centre des travaux de Baudelot et Establet, entre les bourgeois et les prolos. À la mise au travail précoce des jeunes enfants d'ouvriers très peu scolarisés durant l'entre-deux-guerres (A. Prost) a succédé une période de « postadolescence » (O. Galland), un moratoire pour tous les jeunes scolarisés où même les diplômés, les bac-plus vont se trouver confrontés au chômage et à la précarisation. Sans effacer les oppositions anciennes qui perdurent entre enfants de cadres et enfants des couches populaires, la précarisation d'une partie des couches moyennes salariées et la scolarisation longue d'une partie des enfants des milieux populaires<sup>29</sup> vont cependant contribuer à resserrer les liens entre des fractions du salariat autrefois opposées. Les jeunes qui manifestent pour la paix, contre la mondialisation marchande, qui galèrent dans des petits boulots et vivent toujours chez leurs parents, ne sont pas tous des enfants de bourgeois repus!

**CLIVAGES SOCIÉTAUX ET CLIVAGES DE CLASSE.** Le décrochage spectaculaire de la référence de classe dans le vote ouvrier en faveur de Le Pen a mis en lumière la complexité des relations actuelles entre l'économie et le culturel. Il n'y a pas que le racisme, la xénophobie qui brouillent les identités de classe. Les chercheurs du Cevipof ont pu montrer que les valeurs du « libéralisme culturel » (les références à la liberté sexuelle, à l'anti-autoritarisme, à l'ouverture à l'autre) n'étaient pas nécessairement liées à la référence au libéralisme économique (privatisation, individualisme, hostilité aux syndicats) qui avait été le soubassement traditionnel de l'opposition droite/gauche. Mais là encore ce brouillage identitaire a des prolongements politiques. Il est en effet revendiqué par le social-libéralisme pour justifier la théorie de la classe moyenne et de l'individualisation du social : la croissance capitaliste aurait peu à peu effacé les grandes fractures sociales, les inégalités sociales et mis au premier plan des revendic-

ations « postmatérialistes » pour « plus de libertés et d'autonomie individuelles, davantage de reconnaissance des spécificités de l'identité de chacun et de protection contre des risques variés issus de transformations de la société<sup>30</sup> ».

Les débats autour du PACS, de la parité, de l'autorité, de l'immigration remplaceraient les anciens clivages politiques autour des nationalisations ou de l'État providence. En même temps, ce primat accordé au social servirait de justificatif à une privatisation des grands services publics et de notre système de protection sociale, au nom d'une conception « positive » de l'assistance sociale (Giddens-Blair, Rocard-Delors).

On peut répondre à ces arguments en faveur du primat du « social » en mettant en avant les déterminants économiques et sociologiques du vote Le Pen : le chômage et la précarisation du travail jouent un rôle décisif, comme le démantèlement des anciens réseaux de la sociabilité ouvrière. Nous avons vu de même comment les références à l'antiuniversalisme (le refus de l'autre), lors du vote, pouvaient être contredites par les vagues de solidarité soulevées par les grèves de 1995 ou de 2003.

Mais ne faut-il pas aller plus loin et essayer de mieux articuler l'économique et le culturel? L'exemple nous en est donné dans les tentatives de certains courants féministes proches du marxisme<sup>31</sup> pour « penser ensemble », sans les confondre, rapports de classe et rapports de genre (ou de sexe au sens culturel du terme). Ainsi H. Hirata et D. Kergoat proposent-elles<sup>32</sup> d'analyser les rapports de classe « en tant qu'ils impriment des contenus et des directions concrètes aux rapports de sexe et à l'inverse les rapports de sexe comme apportant des contenus spécifiques aux rapports de classe... Les rapports sociaux forment un treillis : il y a séparation et entrelacement, contradiction et cohérence de ces rapports. L'un et l'autre sont transversaux à l'ensemble de la société ».

Ainsi « le fait que ce n'est plus le mineur de fond ou le métallurgiste, mais plutôt l'institutrice, l'assistante sociale, les infirmières<sup>33</sup> qui sont les figures centrales du nouveau salariat pose de problèmes à la conscience de classe<sup>34</sup> », mais d'un autre côté l'identité femme est à son tour traversée par les rapports de classe que masquent certaines revendications féministes pour la parité qui se placent d'emblée en dehors de la division sociale du travail.

Or les rapports de domination homme/femme ne peuvent à eux seuls expliquer les relations complexes, ambivalentes, de domination-coopération entre les femmes salariées à temps plein sur des emplois bénéficiant de garanties sociales et les femmes réduites à l'emploi précaire d'aides à domicile qui permettent le

travail salarié « noble » des premières. On peut imaginer bien des cas de figure, depuis les relations entre des femmes sans diplôme ni qualification salariées comme aides-ménagères par des femmes salariées diplômées... et exploitées – voire dominées sur le marché du travail formel – ; des étudiantes diplômées employées pour payer leurs études par des femmes salariées... sur un emploi précaire. On peut aussi évoquer les rapports classe-sexe-ethnie, dans un pays très inégalitaire comme le Brésil, entre des femmes salariées dans des emplois qualifiés du secteur formel (par exemple comme assistantes sociales ou enseignantes) et des hommes noirs<sup>35</sup> employés comme domestiques, hommes à tout faire. Le brouillage identitaire évoqué par H. Hirata et D. Kergoat est donc à double entrée et va dans les deux sens : les rapports de travail brouillent les rapports de genre, comme les rapports de genre (et ethnique) brouillent les rapports de travail, de classe.

Nous n'avons souligné jusqu'ici que les facteurs de différenciation, de fragmentation, de brouillage de rapport de classe par les rapports culturels. Or si classe et genre divergent, ils peuvent aussi converger dans certaines conditions lorsque des luttes menées surtout par des femmes (assistantes sociales, infirmières, enseignantes) donnent une coloration particulière à la lutte des classes en introduisant les enjeux spécifiques des services dans le monde du travail marqué jusqu'ici par la révolution industrielle et la division entre le travail marchand (masculin) et le travail domestique (féminin) qui rendait possible à la fois la production et la reproduction du travail masculin. La salarisation massive des femmes, y compris mariées et mères de famille, dans les années 60-70 a complètement bouleversé cet équilibre aussi vieux que la société capitaliste et que la division spatiale et temporelle entre travail professionnel et activités domestiques.

L'ambivalence du service à autrui, issu du monde domestique, débouche d'emblée sur une confrontation entre rapports d'exploitation et rapports de domination culturels : le travail de service peut asservir (pensons aux emplois de domestiques ou de certains services à domicile dont nous parle André Gorz) ou permettre l'épanouissement individuel, des formes de coopération, de partage d'expériences, comme dans la relation enseignant-enseigné, artiste-spectateur, soignant-malade.

La parenté entre cette ambivalence du travail professionnel dans les services et l'ambivalence subie par les femmes dans leur travail domestique, le début de transformation des relations des hommes au travail domestique – qui « commence » à être partagé (plus en Suède qu'en France) – vont donc dans le sens d'un début de convergence. ●

1. Traduction française : *La Troisième Voie*, Le Seuil, 2002.
2. On retrouve ici une conception « probabiliste » (donc prévisible) des risques; elle s'oppose à la notion d'incertitude qui repose en dernier ressort sur la liberté humaine, comme gestion de risques imprévisibles, et donc incalculables.
3. Il y eut aussi, au début du *XX<sup>e</sup>* siècle, dans le sillage des saint-simoniens, une tendance dans le mouvement ouvrier à fonder beaucoup d'espoir pour la gestion de la société future dans l'usage des prévisions statistiques. Voir Jean Lojkine, *Le Tabou de la gestion*, Éd. de l'Atelier, 1996.
4. C'est le mérite d'Althusser d'avoir mis en garde le Parti communiste français contre l'intériorisation de la structure de l'État capitaliste dans son organisation et son fonctionnement centralisé et pyramidal.
5. Rémi Lefebvre, « Le Parti socialiste et les catégories populaires; quelques hypothèses pour l'analyse d'un divorce consommé », *Recherche socialiste*, 19 juin 2002; et, plus récemment, avec F. Sawicki, « Le peuple des socialistes. Ressorts sociaux et partisans d'une invisibilisation », dans F. Matonti (sous la dir.), *La Démobilisation politique*, La Dispute, 2005.
6. Voir, du même auteur, *L'Adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005.
7. R. Lefebvre, « Le Parti socialiste et les catégories populaires », *Recherche socialiste*, 19 juin 2002.
8. D. Boy, N. Mayer, *L'Électeur a ses raisons*, Presses de Sciences-Po, 1997, pp. 126-127.
9. Sondage réalisé dimanche 29 mai, voir *Le Monde*, 31 mai 2005, p. 2.
10. « Chez les salariés du public, le candidat Jospin perd 14 points par rapport à 1995 contre 7 points parmi les salariés du privé », R. Lefebvre, « Le peuple des socialistes », *op. cit.*
11. Voir par exemple Jean Bensaïd, Daniel Cohen, Éric Maurin, Olivier Mongin, « Les nouvelles inégalités », *Esprit*, mars 2004, et, plus particulièrement – pour une synthèse théorique reprise par Dominique Strauss-Kahn –, Jacques Donzelot, « La ville à trois vitesses : relégation, péri-urbanisation, gentrification », *Esprit*, *ibid.*
12. *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, n° 41, juillet 2004.
13. Encore que l'opposition qu'il fait entre les professions intermédiaires du secteur public et les cadres et ingénieurs du privé doit être relativisée, compte tenu de la précarisation et de l'éclatement du groupe cadres (voir P. Bouffartigue, *Les Cadres*, La Dispute, 2001).
14. Dominique Strauss-Kahn la constate, mais ne donne aucun élément pour la remettre en cause.
15. Satisfait ou plutôt fataliste, car Tony Blair ne recueille même pas 30 % des voix du corps électoral qui s'abstient massivement dans les classes populaires.
16. Le chiffre de 5% de chômeurs en Grande Bretagne est autant sujet à caution que celui, avancé pour les Pays-Bas : il ne tient pas compte de la masse des inactifs classés comme « handicapés » (près de 3 millions), ni de la précarisation beaucoup plus forte des emplois, souvent à temps partiel.
17. Voir Monique Canto-Sperber, *Les Règles de la liberté*, Plon, 2003; Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, 2002.
18. Monique Canto-Sperber, *op. cit.*
19. On notera l'emprunt de cette notion bourdieusienne par Dominique Strauss-Kahn dans son argumentation en faveur de la « classe moyenne » composée notamment de salariés « héritiers » culturels, distincts des prolétaires qui n'ont que leur force de travail.
20. On pourrait nous objecter l'existence en Grande-Bretagne dans la première moitié du *XX<sup>e</sup>* siècle d'un libéralisme dit « radical » (Keynes, Hobhouse, Hobson, Beveridge) qui revendiqua à la fois sa filiation libérale et son adhésion à l'intervention massive de l'État dans l'économie pour lutter contre le chômage (G. Dostaler, *Keynes et ses combats*, Albin Michel, 2005). Mais justement le libéralisme dit « social » ou « normatif » actuel, dont se réclament tant Monique Canto-Sperber que Giddens ou Blair, s'oppose radicalement au keynésianisme et revendique, contrairement à Keynes, un lien étroit entre libéralisme économique et libéralisme politique.
21. Voir Paul Boccard, *Une Sécurité d'emploi ou de formation*, Le Temps des cerises, 2002.
22. Voir le numéro de *La Pensée*, avril-juin 2003, sur l'Europe, notamment l'article de M. Bouillot et P. Lenormand : « Gouvernance néolibérale. Nouvelle architecture territoriale, nouvelles règles du jeu ». L'article est intéressant par ailleurs mais unilatéral, de par le biais très « jacobin » de son approche de la décentralisation (il n'y a pas de salut en dehors du cadre de l'État-nation).

23. *La Revue socialiste*, juin 2002.
24. P. Boccard, *op. cit.*
25. Il faut relire le livre de F. De Singly et C. Thélot : *Gens du privé, gens du public*, Dunod, 1988.
26. Voir les travaux de Pierre-Michel Menger sur les intermittents du spectacle et mon analyse critique dans *L'Adieu à la classe moyenne*, *op. cit.*
27. Stéphane Beaud, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1996.
28. Voir C. Baudelot, R. Establet, *Avoir 30 ans*, Le Seuil, 2000, pp. 44-45; O. Galland, « Un nouvel âge de la vie », *Revue française de sociologie* n° 31, 1990 et *Sociologie de la jeunesse*, Armand Colin, 1997.
29. 1969/1998 : les diplômés licence et plus ont triplé; les bacs + 2 multipliés par 7 chez les hommes, par 6 chez les femmes; les sorties du système éducatif : divisées par 2 (800 000/400 000); les diplômés de l'université passent de 50 000 à 300 000.
30. L. Bouvet, « La gauche française entre social et "sociétal" », *La Revue socialiste*, avril 2000.
31. Mais critiques à l'égard d'une théorie qui avait bâti une conceptualisation de rapports de classe où l'appartenance de classe des femmes était construite « en référence exclusive aux hommes (mari, père) sans que soient prises en compte les activités des femmes elles-mêmes ». Voir C. Delpy : « Les femmes dans les études de stratification », dans A. Michel : *Femmes, sexisme et société*, PUF, 1977. Et pour la Grande-Bretagne, R. Crompton, M. Mann (sous la dir.), *Gender and Stratification*, Polity, Cambridge, 1985, 1994.
32. « La classe ouvrière a deux sexes », *Politix* n° 4, juillet 1993, pp. 55 et sqq.
33. D. Kergoat, « L'infirmière coordonnée », *Futur antérieur* n° 6, 1991.
34. « La classe ouvrière a deux sexes », *op. cit.*
35. Helena Hirata m'indiquait que des enquêtes sociologiques récentes démontrent que les critères raciaux peuvent être encore plus discriminants que les critères sexistes : les hommes noirs sont moins bien payés à qualification égale que des femmes blanches.



## ANALYSE

Parti socialiste européen (PSE)

# QUEL PARTI POUR QUELLE EUROPE ?

GERASSIMOS MOSCHONAS\*

**E**n janvier 1957, à Luxembourg, à l'initiative du PvdA hollandais, le Bureau de liaison des partis socialistes de la Communauté européenne a été créé<sup>1</sup>. La première structure socialiste européenne à visée transnationale était ainsi mise en chantier. La novation qu'apportait cette initiative consistait en la mise en place d'une coopération interpartis qui jusque-là ne s'opérait que par l'intermédiaire des parlementaires socialistes de l'Assemblée commune de la CECA.

**LE PSE AVANT LE PSE : DU BUREAU DE LIAISON À L'UNION.** Le Bureau ne fut jamais une véritable organisation transnationale et son rôle fut minime et sans impact réel sur la vie des partis nationaux. Sous l'angle de l'intégration organisationnelle, le Bureau de liaison, comme il est indiqué par son nom, fut donc une structure peu compacte, peu complexe, peu contraignante, proche du modèle de l'Internationale socialiste. Il faut toutefois souligner que le Bureau a montré un degré relativement élevé de cohésion programmatique (notamment après le tournant de Bad Godesberg du SPD et l'engagement résolu des sociaux-démocrates allemands en faveur de la construction européenne). Idéologiquement assez cohésif, le Bureau a élaboré une sorte de projet politique pour l'Europe de l'époque. Ce projet – et plaidoyer – européen était la clé de voûte de la coopération socialiste jusqu'au début des années 70. Certes, la division des socialistes du continent en deux groupes, ceux qui plaidaient en faveur de l'intégration communautaire (les Six) et ceux qui étaient plutôt « libre-échangistes » (notamment : les Britanniques, les Scandinaves et les Autrichiens), a réduit largement la représentativité du Bureau. Il reste que le programme

\* Professeur assistant en analyse politique comparée au Département de science politique et d'histoire de l'université Panteion (Athènes). Ouvrage récent : *In the Name of Social Democracy, The Great Transformation : 1945 to the Present*, Verso, Londres, New York, 2002, et en français *La Social démocratie de 1945 à nos jours*, Éditions Montchrestien, collection Clefs, 1994.

du Bureau, pas toujours solidement charpenté et le plus souvent incapable de décrire les moyens et les transitions, allait au-delà du *statu quo* communautaire de l'époque : il a affirmé clairement comme objectifs politiques de longue haleine la création des « États-Unis d'Europe » (option fédérale), l'élargissement géographique de la communauté et la construction de l'Europe dans une direction plus à gauche. En s'attaquant sans complexe à certains problèmes, en ne masquant pas ses choix derrière un écran de fumée rhétorique, le Bureau de liaison (rebaptisé en 1971 Bureau des partis socialistes de la Communauté européenne) a produit un guide programmatique pour les socialistes communautaires de la « petite Europe » des Six. Ce guide fut son apport le plus important. L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCE), fondée en avril 1974, succédant au Bureau de liaison, s'est voulue une réponse organisationnelle ambitieuse à la relance de la dynamique communautaire de l'époque, notamment à l'élargissement des communautés européennes (effectif en 1973) et à la perspective des premières élections européennes au suffrage universel direct. Or, en dépit de ses visées transnationales, l'Union, également connue sous le nom anglais de Confederation of the Socialist Parties of the EC (CPS), n'a pu retrouver la cohérence politique du socialisme communautaire des années 60. L'affiliation du Labour britannique, des sociaux-démocrates danois et des travaillistes irlandais a fait perdre en cohésion ce qui avait été gagné en représentativité. En outre, le tournant à gauche de certains partis pendant les années 70 (et leur attitude critique à l'endroit de la CEE) a libéré des tendances centrifuges, peu propices aux stratégies de type transnational, que ce soit pour l'Europe ou pour la construction de l'organisation partisane elle-même. L'impossibilité de formuler un programme commun pour les élections européennes de 1979 (les partis membres se cantonnant à un simple « Appel aux électeurs »), la révision des statuts de l'Union en 1980

(dans une direction favorisant le consensus et l'autonomie des partis nationaux), ou les quatre ans de retard du premier congrès de l'UPSCE (qui s'est tenu en 1979) illustrent parfaitement les difficultés qu'a rencontrées l'UPSCE. De fait, l'Union se trouve loin des déclarations fédéralistes des sociaux-démocrates communautaires des années 60, loin aussi du PPE, qui marque dès le départ sa détermination, affirmée dans les statuts, pour la fédéralisation de l'Europe. Non seulement les socialistes n'ont pas su diriger le processus de construction de la Communauté européenne mais ils ont donné d'eux-mêmes, notamment pendant les années 70, l'image d'une famille politique divisée et à engagement « européiste » incertain.

Peut-on pour autant parler de correction brutale du sens donné par les socialistes à la construction européenne – et à la construction du pilier partisan – depuis plusieurs années? Certainement pas. L'institutionnalisation des sommets de chefs nationaux de parti est le fait de cette période. Un mécanisme se met ainsi en place (il est décidé en 1987 que les conférences au sommet auront lieu deux fois par an et précéderont les réunions du Conseil), pour lier, ne serait-ce que de façon médiate, les objectifs des partis socialistes à l'agenda du Conseil européen<sup>2</sup>. La méthode de constitution de groupes de travail pour élaborer certains aspects de la politique de l'UPSCE, qui sera étendue et renforcée durant les années 90, date aussi de cette période. Par ailleurs, notamment pendant la seconde moitié des années 80, les divergences idéologiques et programmatiques deviennent moins fortes et une certaine « atmosphère d'intimité » commence à s'installer, souvent au plus haut niveau, au sein de l'Union. Compte tenu de cette tendance à une meilleure coordination et à une intensification des échanges, la création du PSE en 1992 s'inscrit dans le droit fil des dernières années de l'expérience de l'Union.

Les difficultés de l'UPSCE – par moments aussi son impuissance et sa paralysie – émanent de la situation réelle du socialisme en Europe et consacrent l'impossible cohésion de ce dernier. Elles émanent aussi du fait que les partis membres « ne prennent pas au sérieux » l'UPSCE, selon l'expression de Guy Spitaels, dernier président de l'Union<sup>3</sup>. Au fond, les difficultés de l'UPSCE marquent la fin des anticipations optimistes, politiques ou scientifiques, concernant la dynamique des fédérations européennes de partis. La convergence des différentes approches et idées au sein de ces dernières ne pouvait se faire que lentement, plus lentement que prévu, par un processus graduel et selon une méthode qui ne heurterait pas de front le poids des intérêts nationaux. Les péripéties de l'UPSCE (le développement fastidieux de la première période, la pro-

gression lente de la seconde moitié des années 80) ont démontré les vertus de l'approche pragmatique.

**LE PSE : UN BILAN POSITIF.** La création du Parti des socialistes européens (PSE) en novembre 1992, devenu dans sa dénomination française Parti socialiste européen au singulier depuis 2001 (en anglais la dénomination Party of European Socialists n'a pas changé), constitue une nouvelle étape dans la coopération des socialistes communautaires. L'objectif clairement affiché par les promoteurs de cette réforme interne fut de créer « un instrument politique permettant aux instances socialistes d'exercer une influence décisive dans la Communauté européenne » en s'orientant vers la création d'un « parti véritable<sup>4</sup> ». Et ceci dans un cadre d'accélération du processus d'intégration, suite à l'adoption de l'Acte unique européen (1987) et du traité de Maastricht (1992), mais, aussi, dans un cadre de politisation accrue du processus en question. En outre, l'internationalisation des marchés et des contraintes économiques, qui a fait perdre à la gauche « la maîtrise des solutions » au niveau national, ont amené les élites sociales-démocrates à se tourner davantage vers l'Europe. La valorisation progressive, intellectuelle et idéologique de l'échelon supranational par les élites sociales-démocrates et par une fraction croissante du peuple de gauche est une évolution qui pourrait désormais être qualifiée de *décisive* : le développement ultérieur du PSE prend appui sur ce nouvel état d'esprit qui influence les options et la culture (et les « bonnes » actions à entreprendre) des partis membres. Les partis nationaux commencent peu à peu à « prendre au sérieux » les europartis.

Face aux contradictions de la phase précédente, le PSE a clairement contribué au ressourcement, à la réorganisation et à l'approfondissement de la coopération au sein du socialisme européen. Le PSE s'est imposé et s'est graduellement reconnu comme le centre organisationnel incontestable de coordination des socialistes au niveau de l'UE.

Parti plus homogène que l'Union, le PSE paraît même, aujourd'hui, plus unifié et mieux armé que le PPE (dont la stratégie d'englober le plus grand nombre possible de partis conservateurs a remis en question sa capacité « fédéraliste »), pour mener des actions « cohérentes » au sein des institutions européennes. On est loin de la période des années 70, ou du début des années 80, quand l'adoption du manifeste électoral s'avérait un exercice périlleux : cette adoption est désormais « une routine<sup>5</sup> ». On est loin aussi de l'époque où le Labour britannique, traditionnel « fauteur de troubles » au sein de l'Union, manifestait à toute occasion une humeur eurosceptique et mettait systématiquement en scène sa spécificité iden-

itaire. Il est à cet égard caractéristique qu'un Britannique, Robin Cook, ait été élu président du parti en 2001. Aujourd'hui, tous les partis membres du PSE sont plus ou moins favorables à l'intégration européenne (au prix de différences importantes) et la convergence des opinions sur les grands dossiers et choix politiques (comme l'économie) est plus grande. Les socialistes ne sont plus ni si désunis ni « à la traîne de l'intégration ».

Outre la tendance à la convergence programmatique, le parti dispose d'une plus grande capacité opérationnelle dans ses transactions avec les autres acteurs du jeu européen, notamment à travers les réunions au sommet et le groupe socialiste au sein d'un Parlement européen à compétences élargies. À cet égard, les réunions des leaders socialistes nationaux, sous la forme de la Conférence des leaders (reconnue dans les statuts, depuis 1992, comme un organe du PSE), ou sous celle des meetings pré-Conseil, irrégulières dans les années 70 et 80, se sont faites régulières et se tiennent à un rythme très soutenu dans les années 90. Le premier président du PSE, le Flamand Willy Claes (1992-94), et son successeur, l'Allemand Rudolf Scharping (1995-2001), ont beaucoup contribué à ce fonctionnement sans discontinuité ainsi qu'à la réforme interne de ces sommets visant à inclure un plus grand nombre de participants. Ces réunions, lieux de concertation et d'arrondissement des angles, contribuent à la création d'un *ethos* de coopération au plus haut niveau ainsi qu'à une certaine « européanisation » du clivage gauche-droite. Mais l'apport le plus important – au-delà de l'effet intégratif – de ces réunions, c'est qu'elles exercent une certaine influence sur l'agenda du Conseil et, par cette voie-là, sur la prise de décisions au sein de l'UE. Certes, si la plupart des initiatives programmatiques du PSE (menées à terme par les groupes de travail dont l'importance est nettement renforcée dans le PSE) ont été jusqu'à la phase de décision au sein du parti (adoption par les leaders, les Premiers ministres, les ministres de l'Économie et des Finances du PSE ou par le congrès du parti), rares sont les initiatives qui ont été adoptées par le Conseil européen<sup>6</sup>. Il n'en reste pas moins que les rencontres au sommet sont devenues un élément moteur pour la revitalisation du PSE, tout en signalant, par certains de leurs aspects, la réintroduction et le renforcement d'une logique de type intergouvernemental dans le fonctionnement interne du parti<sup>7</sup>.

Il faut souligner, aussi, que le PSE assume davantage que par le passé le rôle, selon l'expression de Robert Ladrech, de l'« organisation focale » entre les partis nationaux et le groupe parlementaire. De fait, le PSE semble actuellement mieux placé pour influencer les

prises de position des parlementaires socialistes (qui traditionnellement possèdent une forte autonomie politique et logistique), notamment à travers le renforcement des liens de contact et de collaboration entre le président du groupe et les instances dirigeantes du parti. En outre, l'« esprit de parti » – le sentiment d'appartenance à une organisation transnationale qui dépasse les murs de l'hémicycle – se fait de plus en plus fort parmi les parlementaires socialistes.

Globalement, le PSE en tant que structure pour la coordination de l'action socialiste en Europe a convaincu : il en a fait la preuve par le renforcement de son influence, par la rénovation de son organisation, mais aussi par l'inclusion du plus grand nombre possible de partis nationaux dans ses rangs. En outre, il a prouvé sa capacité à construire la cohérence de ses propres élites. Comme le cercle étroit historique des « socialistes communautaires » tend désormais – après le dernier élargissement – à s'identifier au cercle large des « socialistes européens », le PSE représente l'ensemble du socialisme en Europe. Le chemin parcouru par rapport à l'UPSCE n'est donc pas négligeable. La volonté d'adhésion au parti, pleinement confirmée pendant l'élargissement de 2004, fait du PSE un point de référence important et obligé pour les partis – et les leaders – socialistes nationaux. Le PSE est un outil pour les partis membres : il crée un lien entre les partis individuels de telle sorte que toute tentative pour « agir européen » doit être collective<sup>8</sup>. Le PSE a beaucoup de faiblesses, mais il constitue une structure importante pour la coordination de l'action socialiste en Europe.

**UN PARTI FAIBLE.** Le sort des europartis est directement lié à leur position dans deux champs : d'abord, le champ proprement européen (le système politique/l'édifice institutionnel de l'UE), ensuite, le champ des scènes politiques nationales. Les europartis, dans le champ proprement européen, occupent globalement une position faible – quoique nettement plus forte que par le passé (points de référence obligés pour les partis nationaux, plus grande *capacité opérationnelle* dans leurs transactions avec les autres acteurs du jeu européen, *renforcement global* des groupes et de leur cohésion interne au sein du PE). Comme l'écrit Paul Magnette, « le modèle communautaire rejette, dans ses caractéristiques les plus profondes, la forme classique du parti politique ». Dans le champ des scènes nationales, leur position est également faible et, en même temps (et en partie), une position d'*extériorité* (pas d'influence politique significative sur les partis nationaux, *peu reconnus* par les opinions publiques nationales comme de véritables forces politiques). Cependant, dans ce dernier champ – aussi – leur position est aujourd'hui renforcée, comme le montrent l'inclusion du plus

grand nombre possible de partis nationaux dans leurs rangs, leur plus grande visibilité, et leur rôle de légitimation de certaines options ou situations politiques dans les scènes nationales (deux exemples : a. l'appartenance au PSE fut un argument politique important dans le discours de certains partis sociaux-démocrates de l'Europe centrale et orientale pendant les élections européennes de 2004 ; b. les cadres et le leader du PSE ont plaidé activement pour le « oui » au référendum français, en intervenant systématiquement sur la vie interne du Parti socialiste français). La faiblesse et le renforcement (les europartis se sont renforcés tout en demeurant faibles) marquent la dynamique contemporaine des fédérations européennes des partis. Ils marquent aussi la dynamique du PSE.

De fait, si le bilan du PSE est positif, il pâtit pourtant de faiblesses significatives qui sont largement révélatrices des limites de la construction européenne.

Tout d'abord, le PSE agit largement en vase clos : il n'a pas de contact organisationnel direct avec les sociétés européennes, n'exerce pas d'influence politique directe sur les élites des partis nationaux et le seuil de visibilité publique n'a pas encore été franchi, loin s'en faut. Certes, notamment depuis 1997 – où la tenue du congrès du PSE immédiatement après les victoires de Tony Blair et de Lionel Jospin a bénéficié d'une importante couverture médiatique –, les congrès et les rencontres au sommet trouvent une petite place sur les écrans de télévision et dans les pages politiques des journaux. Mais le PSE n'a pas encore l'image et la reconnaissance d'un acteur réel dans les opinions publiques en Europe, ce qui a été confirmé par l'« européanisation défailante » de la campagne européenne de 2004. Ensuite, la production programmatique (dont le traditionnel manifeste électoral) du PSE est le plus souvent formulée en termes généraux et indécis qui brouillent la clarté du message. Le caractère fréquemment déclaratoire de cette production est le signe d'une construction transnationale immature. Le PSE – comme les autres europartis – demeure une structure faible, guère susceptible de fonctionner comme une véritable force politique. Ce qui, par ailleurs, a incité le nouveau président du PSE, le Danois Poul Nyrup Rasmussen, élu en avril 2004 à la tête du parti (à une très courte majorité et après un duel l'opposant à l'Italien Giuliano Amato<sup>9</sup>), à reprendre à son compte l'objectif fondateur de 1992 et à affirmer sa volonté de « faire du PSE un vrai parti européen ». La tâche sera sans doute ardue.

Si donc le PSE a prouvé sa capacité à coordonner l'action socialiste au niveau européen, si son bilan est positif, il n'en reste pas moins que la distance à parcourir en vue d'une réelle cohésion au sein du socia-

lisme en Europe demeure grande. Le PSE demeure un « parti de partis ». Il n'est pas assez développé en tant que structure transnationale pour influencer de manière déterminante la stratégie des partis socialistes nationaux. Et pour combler la plus importante lacune de l'action sociale-démocrate en Europe : l'absence d'un projet de gauche pour l'UE.

**LE PSE APRÈS LES RÉFÉRENDUMS : UN PROJET À CONSTRUIRE.** La construction européenne constitue un des plus grands changements dans l'histoire du continent européen et, si elle continuait son chemin, pourrait potentiellement s'avérer une démarche correspondante à celle de la formation de l'État-nation, mais en sens inverse. De même que cette dernière a créé des divisions politiques profondes (centre-périphérie, État-église, etc.) et des partis politiques (partis du centre, partis de la périphérie, partis chrétien-démocrates, etc.), il est possible que l'unification européenne générera ses propres clivages politiques et des conséquences significatives dans l'espace de compétition partisane. Les résultats des référendums en France et, surtout, en Hollande vont dans la direction de l'apparition et de l'affirmation d'une nouvelle dimension de compétition. Il est pourtant difficile de dire si les oppositions et fractures sur le front européen sont susceptibles de converger, de s'amplifier et de fusionner politiquement en un clivage plus large. Le clivage « européen », dont on entrevoit déjà certains signes mais qui demeure latent et potentiel (n'agissant jusqu'à ce jour qu'aux marges des systèmes partisans), ne remet pas en cause – ou pas encore – le clivage gauche-droite. Certes, les attitudes à l'égard de l'UE ne recourent pas la dimension gauche-droite des alignements qui prévaut au plan national (et dans le Parlement européen<sup>10</sup>). La prédominance de la dimension gauche-droite dans toutes les arènes électorales (nationales et européenne) n'est pas sérieusement contestée. Ceci facilite la tâche du PSE.

En revanche, ce qui est sérieusement contesté est la direction de l'unification européenne. Les deux « non » à la Constitution européenne sont de ce point de vue caractéristiques et, peut-être, prémonitoires. Ils ne constituent pas un accident de parcours (comme le suppose une partie des élites bruxelloises). Or, le PSE ne paraît pas en mesure de se poser – et de s'imposer – comme un pôle d'attraction capable de contribuer à la fois à l'accélération du processus d'intégration et à la mise en avant d'un « européisme populaire ». Cette double incapacité est due à la situation des partis nationaux socialistes (absence de projet, divisions), elle est aussi le fait du système de gouvernance européen qui fait que le recul des partis au plan national reste sans véritable compensation au plan supranational. Les inquiétudes populaires actuelles et l'euroscépti-

cisme qui se développe restent sans réponse politique efficace à gauche<sup>11</sup>. Les propositions concrètes pour la promotion d'une « Europe sociale » sont rares, l'expression « Europe sociale » constituant un « slogan de tréteaux<sup>12</sup> », sans impact réel sur les priorités politiques du PSE. Ainsi, l'offre programmatique européenne des sociaux-démocrates, dépourvue de grands thèmes alternatifs, est peu susceptible de structurer différemment les attitudes des couches populaires vis-à-vis de l'Europe<sup>13</sup>.

Les partis sociaux-démocrates et socialistes ont toujours à mettre en œuvre un projet transnational pour l'Europe. Ce projet, concret, moderne et adapté à la nouvelle donne créée par les référendums, doit être en mesure de capter l'attention des couches défavorisées des sociétés européennes. Faire du PSE un « vrai parti » et à projet social européen attirant sont les deux faces de la même démarche stratégique. Cependant, ce type de démarche buterait sur les orientations (et les divisions) des partis socialistes nationaux et sur la logique de fonctionnement du système institutionnel de l'UE. Une telle démarche stratégique comporte donc des ruptures, elle comporte des risques organisationnels et politiques importants. Elle va, en outre, contre l'approche pragmatique et prudente qui a défini historiquement la construction partisane du PSE (et des autres europartis). La cartographie organisationnelle et idéologique du PSE actuel et toute la culture communautaire (aucune institution n'est régie par une logique majoritaire ou une coalition stable) ne sont pas de nature à favoriser des évolutions spectaculaires au sein du PSE et de son groupe. ●

#### COMPLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

G. Devin, « L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne. Le socialisme communautaire en quête d'identité », dans *I Socialisti e l'Europa* (ouvrage collectif), Coll. Socialismo Storia, Milan, Franco Angeli, 1989, pp. 265-290.

R. Ladrech, *Social Democracy and the Challenge of European Union*, London, Boulder, 2000.

P. Magnette, *Les Contraintes institutionnelles au développement des partis politiques européens*, Internet, site non précisé.

1. Ce texte est une version modifiée et enrichie d'une publication parue en 2005 sous le titre : « Parti Socialiste Européen (PSE) » dans Y. Déloye (sous la dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Économica, 2005, pp. 530-536.

2. S. Hix et U. Lesse, *Shaping a Vision. A History of the Party of European Socialists, 1957-2002*, Brussels, Party of European Socialists, 2002, pp. 29, 42-43.

3. E. Kulahci, *Le Parti des socialistes européens et le défi de légitimité socio-économique de l'UE*, thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles, Département de sciences politiques, 2003, p. 80.

4. Guy Spitaels, *Rapport d'activité de l'Union, 1990-1992*.

5. Hix et Lesse, *op. cit.*, p. 83.

6. Kulahci, *op. cit.*

7. G. Moschonas, *In the Name of Social Democracy, The Great Transformation : 1945 to the Present*, New York, Verso, 2002, pp. 272-274.

8. R. Ladrech, « Les changements programmatiques dans le Parti des socialistes européens (PSE) », dans P. Delwit (sous la dir.), *Où va la social-démocratie européenne ?*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 2004, pp. 53-61.

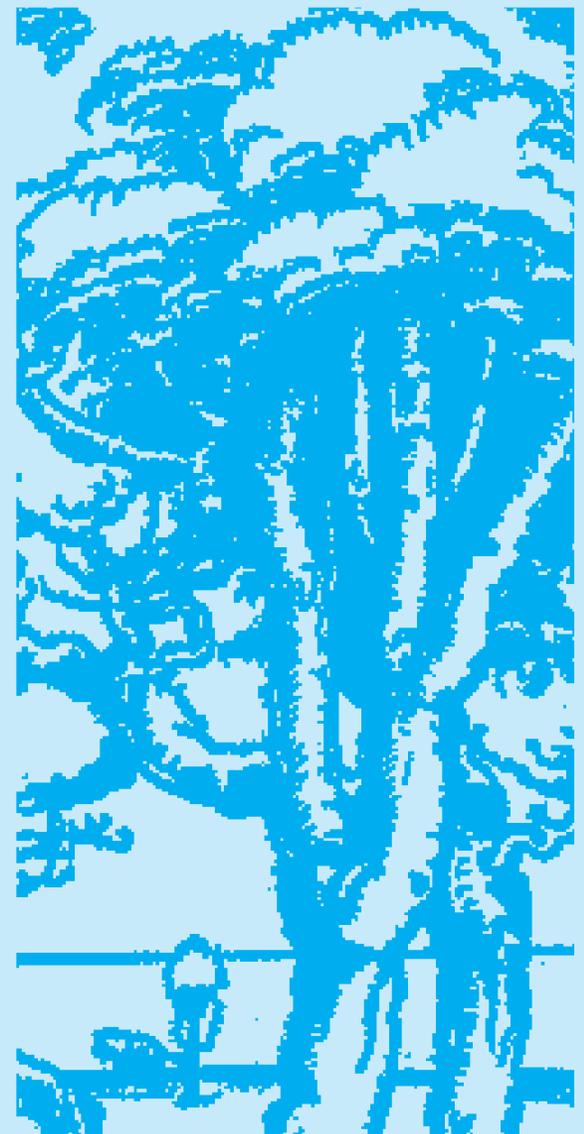
9. Compétition en elle-même neuve compte tenu du fait que jusqu'à présent l'élection du président du PSE était bouclée d'avance.

10. S. Bartolini, « Clivages politiques européens », dans Y. Déloye (sous la dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Économica, 2005, pp. 105-107.

11. 81 % des ouvriers ont voté « non » au référendum français du 29 mai 2005 (voir Perrineau, pp. 241-242). Le « non » ouvrier est extraordinairement massif pour une période d'affaiblissement de la culture et de l'identité ouvrières et montre une frustration profonde des couches le plus populaires à l'égard de l'UE.

12. Bellec, « Europe sociale », dans Y. Déloye (sous la dir.), *op. cit.*, pp. 275-279.

13. Voir Grunberg, G. Moschonas, « Le vote socialiste : les bénéficiaires du vote-sanction dans une élection de second ordre » dans P. Perrineau (sous la dir.), *Le Vote européen 2004-2005, De l'élargissement au référendum français*, Presses de Sciences-Po, 2005, pp. 173-205.



## HISTOIRE

Le congrès du PCF à Lille, 20-27 juin 1926

UN PARTI  
À LA CROISÉE  
DES CHEMINS

SERGE WOLIKOW\*

**A**u moins deux raisons font des congrès du Parti communiste français des moments privilégiés de son histoire. D'abord, parce que le PCF assigne à ses congrès un rôle plus important que d'autres organisations. Ensuite, parce que les historiens, cédant à la facilité, puisent largement dans les documents de congrès qui forment un corpus de textes facilement accessibles. D'où la place disproportionnée qu'occupent les congrès dans certaines histoires du PCF ! Mais s'il convient de ne pas surestimer l'événement, on ne peut l'ignorer. Ce qui nous intéresse, c'est de le situer dans l'évolution politique du PCF car il est en premier lieu le produit de celle-ci. Mais il cristallise également cette évolution et la donne à voir dans un bref moment historique, en cela il est toujours événement même si ces travaux n'apportent rien de neuf.

Moment d'une évolution, un congrès du PCF est plus que le simple reflet de celle-ci. Bien sûr, même si les statuts le stipulent, ce n'est pas l'ensemble de la politique du parti qui est alors décidée ! Dans ce domaine, le processus de décision ne coïncide pas en général avec la périodicité des congrès. Le congrès a un rôle spécifique : il légitime à l'issue des débats préparatoires une politique dont les termes ont été largement diffusés dans le parti. Il fournit, sous une forme concentrée, l'exposé d'une orientation à laquelle durant la période suivante les militants pourront se référer : c'est ainsi que le congrès unifie l'activité du parti.

Le V<sup>e</sup> Congrès ne retient guère l'attention des ouvrages

\* Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne. Vice-président de l'université de Bourgogne, directeur de la Maison des sciences de l'homme (MSH) de Dijon. Parmi ses publications : *Cultures communistes au XX<sup>e</sup> siècle. Entre guerre et modernité*, (dir. avec Jean Vigreux), La Dispute, 2003 ; et *Moscou, Paris, Berlin, 1939-1941. Télégrammes chiffrés du Komintern*, (dir. avec Bernhard Bayerlein, Mikhaïl Narinski et Brigitte Studer), Éditions Tallandier, 2003.

les plus anciens<sup>1</sup>. J. Fauvet se borne à affirmer qu'alors le parti frappe de droite et de gauche et que « le congrès de Lille consacre les progrès de la bolchevisation et de la politique de Sémard et Thorez<sup>2</sup> ».

Le *Manuel* consacre une peu plus d'une page à l'événement et le caractérise comme « une nouvelle étape » dans la liquidation des tendances opportunistes. Il n'oublie pas de préciser ensuite que les erreurs gauchistes ont été de nouveau condamnées. « Le congrès précise la ligne politique », est-il affirmé sans plus de précisions. Au bout du compte les auteurs du *Manuel* retiennent que ce congrès a confirmé la réorganisation entreprise depuis 18 dix-huit et a rappelé la lutte nécessaire à la fois contre l'opportunisme et le sectarisme<sup>3</sup>.

Robrieux consacre un assez long passage à ce congrès qu'il ne relie pas tant à l'activité du parti qu'à celle de l'Internationale. Procédant à une longue description fondée sur les comptes rendus de *L'Humanité*, il estime que c'est un congrès « boukharinien ». Les différences de tonalité des interventions retiennent son attention bien davantage que la teneur des débats et des orientations finalement adoptées<sup>4</sup>. Stéphane Courtois et Marc Lazar évoquent rapidement le congrès de Lille en insistant sur la constitution d'une direction regroupée autour de Sémard sans s'attarder sur les travaux du congrès en tant que tels<sup>5</sup>.

En définitive, le seul ouvrage qui se livre à une réelle analyse des travaux de ce V<sup>e</sup> Congrès est celui de Carr<sup>6</sup>. Il en détaille le déroulement et relate la nature de quelques débats, avec cependant une propension à plaquer des considérations générales qui faussent l'appréciation de l'événement. Il valorise, par exemple, la question syndicale en évoquant les difficultés structurelles de la CGTU de 1924 à 1928, sans relever pour autant ce qu'il y a, en 1926, d'original dans l'orientation en faveur d'un syndicalisme révolutionnaire de masse enraciné dans les luttes revendicatives.

Dans la série des congrès allant de la fondation du parti à la consécration du Front populaire, le

V<sup>e</sup> Congrès occupe une place à part. Ni fameux ni ignoré, il est resté méconnu, sans cependant être oublié. Il demeure, longtemps après la Seconde Guerre mondiale, comme un point de repère dans la mémoire communiste. M. Thorez, secrétaire général, évoque son intervention comme jeune responsable à l'organisation lors de ce V<sup>e</sup> Congrès.

Ce congrès détonne dans la série. Il est différent des précédents, car ses travaux ne comportent ni affrontement violent, ni anathème idéologique, ni exclusion. Il est celui d'une organisation politique devenue plus cohérente. Il tranche également avec les congrès suivants : contrairement à eux, il est encore marqué par des débats contradictoires et des réflexions autocritiques auxquels participent aussi bien les délégués des régions que les dirigeants du parti. L'unité de pensée qui, au bout du compte, se dégage de ces travaux est respectée par les délégués, mais n'est pas un monolithisme imposé par la direction.

**LA PRÉPARATION.** Prise en charge par le bureau d'organisation, la préparation du congrès est relativement longue, en raison notamment du report de sa date d'ouverture, initialement prévue pour la fin du mois de mars<sup>7</sup>. À l'origine, ce congrès devait, dans l'esprit de la direction, faire le bilan victorieux de la bolchevisation. Mais la crise interne qui secoua le parti en novembre 1925 et les modifications opérées après le 2 décembre changèrent la signification du congrès en lui conférant des dimensions nouvelles (*voir également page 159*). Durant tout le début de l'année 1926 le PCF est accaparé par des discussions sur son fonctionnement, son orientation et son mode de direction. Mais la rectification globale de son activité résulte d'un processus bien peu linéaire. Les contradictions, les avancées et les reculs ne manquent pas jusqu'au Comité central (CC) des 6 et 7 avril 1926 qui, au lendemain d'une réunion de l'Internationale communiste (IC) à Moscou régla en principe les problèmes de direction<sup>8</sup>. À partir de ce moment, les difficultés internes se déplacent du niveau central vers l'échelon régional ou local. La préparation du congrès est l'occasion, pour les simples adhérents, de discuter des difficultés rencontrées par le parti depuis un an. Cette discussion, essentiellement centrée sur les problèmes internes, est encouragée par la direction et particulièrement le bureau d'organisation dirigé par Thorez.

La discussion publique qui s'ouvre dans les colonnes de *L'Humanité* et les pages des *Cahiers du bolchevisme* est peu abondante, mais révélatrice de l'ouverture voulue par la direction. Les tribunes de discussion accueillent ainsi des points de vue fort différents, tant sur les questions d'organisation que sur la nouvelle formule de *L'Humanité* ou encore la politique de

Front unique. *L'Humanité* publie même une longue déclaration, très critique, d'opposants qui s'insurgent contre la direction du parti. Les neuf signataires de ce texte sont d'ailleurs publiquement désignés et reconnus comme appartenant à une tendance « centriste » dirigée par Humbertot et Morin, tous deux cadres du parti dans la Région parisienne<sup>9</sup>.

La préparation du congrès suscite des discussions souvent vives. Dans les principales régions, des documents substantiels sont élaborés par les directions sortantes. Ainsi, dans le Nord, le rapport moral, présenté le 1<sup>er</sup> juin 1926 à la conférence régionale, comprend une analyse serrée de la situation du parti, un bilan de son activité, une réflexion sur les erreurs commises et les faiblesses persistantes, enfin, une tentative pour dégager les nouvelles possibilités politiques ouvertes par la mise en œuvre du Front unique avec les socialistes. Ce ton, volontairement lucide et réaliste, rompt délibérément avec les accents volontaristes de l'année précédente<sup>10</sup>. En Région parisienne, la participation des militants à la préparation du congrès est plus importante. La conférence régionale, par son ampleur et ses discussions, annonce le congrès. Pour la première fois, depuis la réorganisation du parti en cellules et rayons, se tient une conférence de la Région parisienne. Elle rassemble près du quart des adhérents de tout le PCF. Quelques mois auparavant, les différents courants d'opposition y étaient particulièrement actifs comme les assemblées d'information, tenues en janvier l'avaient montré. La direction régionale craint, après les conférences de rayon dominées par les opposants, que ceux-ci trouvent une forte audience en dépit des points marqués depuis cinq mois par la nouvelle politique du parti.

La conférence de la Région parisienne réunit plus de deux cents délégués représentant quarante-huit rayons qui se retrouvent quatre jours durant à raison de trois séances quotidiennes<sup>11</sup>. Dans son rapport moral, qu'il présente au nom de la direction, Costes, le secrétaire, dresse un bilan nuancé de l'activité du parti dans la région. Il rappelle les campagnes contre le fascisme et la guerre coloniale, son action en faveur de l'unité syndicale, ses initiatives de Front unique, ainsi que la lutte menée contre l'opposition de droite, hostile à la réorganisation.

Mais il évoque également les fautes commises au cours de celle-ci avec leurs conséquences sur les effectifs : la perte de vieux militants non compensée par l'arrivée de nouveaux adhérents inexpérimentés, le manque d'activité des communistes dans les syndicats. Pourtant, le nombre des adhérents reste à peu près stable, avec 13 570 cartes placées en novembre 1925, contre 12 843 l'année précédente. Les opposants interviennent



nent pour critiquer la grève du 12 octobre et dénoncer le centralisme exagéré. Il n'y a là rien de nouveau, mais le plus important est sans doute que ces interventions aient pu être tout simplement présentées.

Le deuxième jour, Costes appuyé par Sémard répond aux critiques, mais il prend soin d'ajouter qu'il « était heureux des débats », tout en demandant un vote sans réserve du rapport moral. Celui-ci est finalement adopté par 191 voix, 34 voix avec réserve, et une voix contre. Les deux premières journées sont principalement occupées par l'évocation du passé et les deux suivantes consacrées à la situation nationale et internationale, ainsi qu'à la politique du parti. Costes remarque que « sans doute, la situation en France n'est pas immédiatement catastrophique et n'a rien de commun avec celle de l'Allemagne en octobre 1923, mais le parti français n'a pas le droit de se laisser prendre aux dépourvu ». Au centre de son orientation, explique-t-il, il y a le Front unique pour lequel le parti doit agir sans cesser de développer son programme. La lutte contre le fascisme réclame la constitution d'accords plus larges, des « accords circonstanciels » avec des forces politiques extérieures au mouvement ouvrier afin d'organiser des ripostes communes, notamment des meetings.

Ce rapport qui se donne explicitement comme objectif d'obtenir une approbation unanime suscite des critiques contradictoires. Les uns, tel A. Marty mettent en cause la nouvelle formule de *L'Humanité* parce qu'elle atténue, selon eux, le caractère de classe de la politique du parti. D'autres, tel Morin, au nom de leur tendance « centriste », se défendent de confondre dans leurs critiques les erreurs du passé et les nouvelles orientations, mais réaffirment leur scepticisme quant à leur réalisation concrète.

Costes répond en souhaitant que les membres du parti fassent « enfin la paix à l'intérieur de l'organisation » et en réclamant le concours de tous pour le nouveau comité régional. Sémard confirme cette orientation et lance un appel à la collaboration de tous pour la bonne marche du parti. La résolution politique présentée à la Conférence précise et développe cette idée<sup>12</sup>. En séance de nuit, la composition du groupe dirigeant suscite divers commentaires dont celui de Gaillard, dirigeant régional et aussi membre du CC, qui estime qu'« au prochain congrès, Suzanne Girault et Treint devront faire partie du CC mais non du BP ».

Finalement, l'adoption quasi unanime de la résolution, l'élection de la nouvelle direction et la désignation de la délégation parisienne au congrès concrétisent un soutien élargi à la politique du parti. Cela exprime également la volonté d'associer aux responsabilités de

direction des militants continuant d'avoir des désaccords tel Morin, élu au comité régional et délégué à Lille, bien qu'il anime une tendance critique.

**ORGANISATION ET DÉROULEMENT.** À Lille, le 20 juin au matin, le V<sup>e</sup> Congrès du PCF commence. Le lieu et le cadre dans lequel il se trouve ont de quoi dépayser les trois cents délégués arrivés des différentes régions françaises<sup>13</sup>. La métropole du Nord n'est-elle pas le bastion d'une social-démocratie qui prétend à elle seule incarner tout l'héritage du mouvement ouvrier? Le congrès se tient en plein centre de la ville, dans un vaste bâtiment dont l'appellation indique sa vocation. Cette « Salle des Ambassadeurs » abrite, au fond d'un grand jardin, les réunions les plus diverses : deux ans auparavant, la Seconde Internationale n'y a-t-elle pas tenu congrès? Bien sûr, cette localisation a une signification politique : il s'agit d'affirmer en terre socialiste la présence des communistes et de renouveler l'image du Parti communiste. La direction du PCF veut représenter de manière inédite ce que sont désormais les communistes.

La décoration intérieure en apporte un témoignage supplémentaire. Significative est la première phrase venue sous la plume du journaliste de *L'Humanité* relatant la nature et la portée de l'événement. « Il y a quelque chose de neuf dans le parti », avant de décrire par le menu l'agencement des lieux<sup>14</sup>. Le Parti communiste se pose en héritier du mouvement socialiste à ses débuts. Le buste de Jules Guesde, dans le vestibule, fait face à la table de contrôle des mandats, placée sous une grande banderole annonçant le congrès. Dans la salle elle-même, il y a les tentures et les drapeaux rouges, le buste blanc de Lénine et une grande banderole disposée en vis-à-vis de la tribune : « Le communisme libèrera le monde », y est inscrit. Sur les murs latéraux, deux autres banderoles rappellent l'importance de la tradition révolutionnaire française d'avant 1914. « La lutte de classes doit être la règle de nos agissements de tous les jours, de toutes les minutes. » C'est la phrase de Jules Guesde prononcée précisément à Lille en 1900 dans sa controverse avec Jean Jaurès. « Un communiste français doit connaître les œuvres de Lafargue et les ouvrages de Jules Guesde » déclare Zinoviev qui, sur une autre banderole, donne l'aval de l'Internationale à cette évocation des sources françaises du communisme. Enfin des panneaux, disposés tout autour de la salle, présentent ce que *L'Humanité* désigne comme un véritable musée révolutionnaire. Ils présentent, par le biais d'affiches, diagrammes, brochures et journaux, l'activité du parti et de ses organisations de masses. Ainsi, des diagrammes sur les effectifs, des cartes du découpage régional, voisinent avec les documents qui illustrent

l'action du Secours rouge, de l'ARAC, des coopératives ou encore des syndicats de locataires.

Les délégués, arrivés de toute la France et logés dans les différents Hôtels de la ville, se retrouvent donc au matin du 20 juin dans cette salle pour la première séance du congrès.

Avant d'examiner ses travaux, il faut évoquer la grande manifestation populaire organisée ce même jour au cœur de la grande cité du Nord pour célébrer politiquement l'événement. L'image d'une foule ouvrière compacte, traversant la ville derrière une fanfare et une forêt de drapeaux rouges, occupe, le lendemain, la une de *L'Humanité*<sup>15</sup>. Elle est corroborée par les informations policières<sup>16</sup>. Sans doute, les chiffres divergent, puisque le journal communiste évoque trois à quatre mille personnes pour le défilé et la police « mille cinq cents personnes environ », mais ce n'est pas l'essentiel. Les uns et les autres attestent de l'importance de la foule. Les sources policières évaluent à quatre mille l'assistance au meeting qui se tient ensuite dans la grande salle de l'Hippodrome.

Dans cette foule, outre les communistes, il y a des « sympathisants et curieux », selon la police, mais également des socialistes, aux dires de Vaillant-Couturier, qui s'adresse explicitement à eux par un discours enflammé et les appelle à rejoindre les communistes dans leur action révolutionnaire.

Placé sous la présidence du député communiste, Clotaire Delourme, vieux militant guesdiste, le meeting dure deux heures au cours desquelles des dirigeants du parti prennent successivement la parole. Les interventions typées correspondent à la personnalité et aux fonctions de chacun. Cachin, vieux militant socialiste d'avant-guerre, rappelle, comme le président, l'épisode historique au cours duquel, vingt-six ans auparavant, dans la même salle, J. Guesde et J. Jaurès ont débattu de leurs conceptions respectives du socialisme. Personne plus que le directeur de *L'Humanité* n'a l'autorité pour dénoncer l'évolution de la SFIO et de l'IOS au regard de la tradition socialiste et dire que le PCF en est désormais le véritable dépositaire. Thorez, plus jeune, évoque avec émotion les difficultés de l'action communiste dans le Nord face à la puissance des socialistes. Il dénonce « l'exclusive prononcée contre le Parti communiste par la formidable organisation réformiste » et affirme avec force son espoir dans le rapprochement entre ouvriers socialistes et communistes. Doriot, dans un bref discours, exalte le rôle des communistes et notamment celui des jeunes contre les guerres coloniales. Sémard critique les dirigeants socialistes qui cherchent des accommodements avec le patronat au lieu d'organiser le Front unique contre le fascisme. Reynaud, « au nom de la classe ouvrière de

la Région parisienne », célèbre le rôle de la CGTU et de la lutte pour réaliser l'unité ouvrière. Après le discours de Vaillant-Couturier, un jeune dirigeant communiste du Nord, F. Bonte, fait acclamer un ordre du jour qui vient en conclusion du meeting<sup>17</sup>.

**LES TRAVAUX DU CONGRÈS.** Ouvert le dimanche 20 juin, le congrès s'achève le samedi suivant après une semaine de travaux et quatorze séances plénières. Le rapport moral qui revient sur l'activité du parti des dix-huit derniers mois, c'est-à-dire depuis le précédent congrès, provoque une longue discussion qui occupe la moitié de la semaine. Ensuite, le rapport de Sémard sur la situation nationale et internationale ne suscite pas de vifs débats sauf sur quelques questions internationales. Enfin, les responsables des secteurs de travail du parti interviennent puis sont suivis par les rapporteurs des commissions avant l'élection de la nouvelle direction et l'adoption des diverses résolutions, le 26 au soir.

L'impact du congrès est limité en raison des événements qui secouent la vie politique française. L'instabilité gouvernementale, la spéculation monétaire, la crise du cartel des gauches, se nourrissant réciproquement, occupent largement le devant de la scène. Dans ce contexte, le congrès du PCF ne parvient pas à occuper la une de la presse. La faiblesse de l'écho accordé par les journaux à l'événement exprime aussi une certaine perplexité devant un congrès différent des précédents.

La plupart des journaux, *Le Temps* par exemple, ne consacrent que quelques lignes à l'événement, alors qu'ils ont abondamment rendu compte du IV<sup>e</sup> Congrès en janvier 1925. Cachin dénonce sans délai « le silence de la presse bourgeoise » interprété comme une « tactique d'étouffement<sup>18</sup> ». Seul de la grande presse, *Le Matin* publie plusieurs articles sur les débats du congrès malgré une hostilité méprisante. Un article se félicite de « la crise de confiance » qui atteint les militants, un autre dénigre personnellement Sémard par une vive attaque mettant en doute les capacités intellectuelles du secrétaire général du parti sur un ton de basse polémique<sup>19</sup>. Les articles des jours suivants conservent le même style pour évoquer l'isolement des anciens dirigeants. « Le tandem capitaine Treint-S. Girault est cassé<sup>20</sup> », ou l'intervention d'Humbert-Droz : « Moscou parle et exécute<sup>21</sup> ».

Au lendemain du congrès *Le Quotidien*, qui n'a jusque-là accordé qu'une place minime à l'événement, lui consacre un assez long article dont la tonalité, assez neutre, est celle de l'analyse sans passion. Titrant « Tout ne va pas pour le mieux dans le Parti communiste<sup>22</sup> », le journal tire argument des débats et des diverses critiques pour considérer que le congrès n'a pas été satisfaisant. Selon l'article, l'heure de

S. Girault et de Treint est bien passée, mais la nouvelle direction du parti, face aux critiques, a répondu sans vigueur et sans réussir à convaincre. En somme, il n'y a dans la presse que peu d'informations sur ce congrès, si ce n'est quelques appréciations péremptoires et fortement négatives. Pour *L'Humanité*, à l'opposé, ce congrès resterait comme « le premier grand congrès communiste de France », marqué non par les luttes internes d'un champ clos, mais par une discussion libre entre communistes, suivi d'un accord général avec les orientations de la direction<sup>23</sup>.

**UNE NOUVELLE ORIENTATION.** Les travaux de ce congrès nous montrent l'état du Parti communiste, sa réflexion, son activité, son organisation et ses militants. Ils permettent aussi d'entrevoir, indépendamment de la conscience qu'en ont ses membres, les difficultés et les contradictions du parti. Moment spécifique de l'activité du PCF, ce V<sup>e</sup> Congrès est autant un aboutissement qu'un point de départ. Les travaux du congrès, édités en un fort volume de sept cents pages, peuvent être lus en fonction de quelques grandes interrogations.

Dans quelle mesure l'orientation politique nouvelle, élaborée au printemps 1926, se retrouve-t-elle dans le congrès? Au moment où la crise politique française s'aggrave, les contradictions apparues quelques semaines auparavant entre les analyses du PCF et celles de l'IC persistent-elles? Quelle est, enfin, la situation du parti après les secousses qu'il a subies depuis que le renouveau est engagé?

Le rapport d'ouverture, présenté par Sémard, n'apporte pas d'élément inédit, mais confirme l'orientation progressivement élaborée depuis le 2 décembre. Il s'agit d'abord de « liquider le passé », indique Sémard<sup>24</sup>. Ainsi, la diminution des effectifs est liée, reconnaît-il, aux erreurs commises lors de la réorganisation du parti en cellules. Le recours à des méthodes purement administratives pour l'affectation des adhérents, l'activité débridée des cellules a provoqué le départ d'anciens adhérents déroutés, mais aussi celui de jeunes militants dont l'enthousiasme est vite retombé en raison de la répression, et faute d'une vie réelle des cellules. « Une cause de diminution qui, à mon sens, est la plus importante, c'est que cette réorganisation s'est faite sans liaison suffisante entre le travail de réorganisation lui-même, les tâches politiques et le travail théorique au sein du parti<sup>25</sup>. » Est-ce le souci de ne pas abonder dans le sens des opposants, l'impossibilité de critiquer directement des mesures patronnées par l'IC, ou seulement la volonté de ne pas créer désormais d'illusions sur un redressement rapide? Toujours est-il que le secrétaire général se refuse à rendre la direction du parti responsable de l'affaiblissement. Non sans une certaine lucidité, il

signale que le problème est difficile à résoudre, car il s'agit en fait de faiblesses chroniques. « Ce n'est pas là un défaut qui soit imputable à la direction, ni une faute de la direction : cela tient à l'état général, à la situation générale de notre parti. »

De nombreux délégués interviennent pour dire les difficultés du parti et signaler les erreurs commises avec des accents critiques et une liberté de ton qui sonnent de façon nouvelle. Les méthodes de direction, fortement centralisées à Paris, sont mises en cause par Guyot, délégué de la région Centre<sup>26</sup>. Mathieu, du Limousin, après avoir évoqué l'envoi dans sa région d'instructeurs incompetents, affirme : « Il y a eu faute de la part de la direction d'envoyer ces camarades<sup>27</sup>. » Cette tendance à mettre en cause la direction est relevée par le secrétaire de la région bordelaise, Pichon, qui en souligne les dangers au niveau local lorsque la rectification de la politique suivie jusqu'alors n'est pas faite. Pour lui, le gauchisme a fait beaucoup de mal<sup>28</sup>. Désormais les dirigeants régionaux ne doivent plus se contenter de critiquer, mais ils doivent participer à l'élaboration des décisions et à l'ensemble de l'activité du parti.

D'autres délégués ne modèrent pas autant leurs critiques, tel celui qui inventorie les mots d'ordre incohérents, successivement proposés aux militants en 1925. Ayant ainsi mis en cause l'inconséquence, voire la légèreté de certains dirigeants, Nérac, de Bordeaux, se refuse à oublier ceux qui ont commis les erreurs. « Je ne veux pas dire que nous condamnons systématiquement tous les camarades qui ont été au Comité central, mais tous ceux qui se sont rendus responsables des faits que je qualifie de fait de carence<sup>29</sup>. »

Ces critiques répondent aux vœux de Sémard et à l'orientation de la Lettre ouverte appelant les cadres du parti à s'exprimer et à relever les erreurs sectaires. Mais elles illustrent surtout le besoin de la nouvelle orientation sans en discuter le bien-fondé. L'intervention de R. Jean prend de ce point de vue un relief particulier puisque figure importante du parti, dont Manouilski lors de sa venue à Paris avait déploré qu'il ait été éloigné de la direction, il prononce un discours très critique. *L'Humanité* titre : « Renaud Jean demanda un changement de méthodes dans l'organisation du parti<sup>30</sup>. » Le député du Lot-et-Garonne se livre à une critique qui englobe l'activité parlementaire, le mauvais fonctionnement du Comité central, la réorganisation hâtive et irréaliste, avant de s'inquiéter de la baisse des effectifs. Il approuve, non sans un certain scepticisme, l'orientation présentée par Sémard en manifestant son souci que le parti prenne en compte les réalités politiques nationales ou locales. Selon lui, il faut recentrer davantage l'activité du parti

sur le département, stabiliser les structures d'organisation et élaborer un programme positif qui établisse une « liaison meilleure que par le passé des revendications partielles des différentes catégories de travailleurs ». Après avoir annoncé qu'il va voter le rapport moral, il conclut, sous les applaudissements : « Si j'avais à rédiger une thèse, si j'avais à rédiger une motion pour dicter son devoir au Comité central, j'aurais rédigé cette thèse ou cette motion d'une façon bien simple : « Dans le Parti communiste, tout le monde avec les masses! »<sup>31</sup> »

Finalement, seul le député Gauthier met en cause la nouvelle organisation en cellules. Son intervention, critique contre toute la politique du parti, reste sans écho. Thorez l'ignore, mais répond longuement aux interrogations de R. Jean. Il admet qu'un des dangers est celui du repli du parti sur lui-même et plaide pour une activité beaucoup plus ouverte en direction des ouvriers. Il reconnaît d'autre part l'inefficacité des découpages organisationnels opérés l'année précédente et affirme qu'il faut désormais « tendre à constituer dans le cadre de chaque division administrative de l'Etat bourgeois un organisme solide du parti<sup>32</sup>. » C'est implicitement reconnaître l'importance du niveau départemental, rappelé par R. Jean. Thorez expose ainsi une conception élargie de la politique qui, sans doute, n'est pas originale, puisqu'elle a déjà été envisagée les mois précédents. Depuis que la bolchevisation du parti a été engagée, c'est cependant la première fois qu'un dirigeant du PCF traite publiquement de la diversité des formes politiques en France, avec toutes les conséquences sur l'activité du PCF. « Notre politique se fait dans l'usine, mais elle se fait aussi dans la localité, elle se fait aussi dans le café, elle se fait également à la campagne. Nous savons que la politique se fait également dans les cantons : elle se fait autour de la foire mensuelle ou encore annuelle, lorsque tous les petits paysans des villages environnants viennent au marché du chef-lieu de canton. Elle se fait dans le cadre du département et le Parti communiste qui ne fait pas sa politique dans les nuages doit tenir compte absolument de toutes ces réalités<sup>33</sup>. »

Ce réalisme, désormais au centre de la nouvelle orientation, guide les réflexions sur la pratique du parti. Sémard consacre ainsi près de la moitié de son rapport au Front unique et aux alliances. Il justifie le besoin d'une activité de masse renouvelée en évoquant la puissance persistante, souvent sous-estimée, du Parti socialiste et de la CGT. Dans ce domaine, le PCF a échoué en 1925, reconnaît-il<sup>34</sup>.

Sémard s'inscrit dans la ligne des rectifications opérées lors du CC du 2 décembre et des travaux du VI<sup>e</sup> Plénum de l'IC. Il explique l'intérêt d'une politique d'al-

liances larges. « Notre but, c'est de réaliser toutes les alliances possibles et profitables pour le prolétariat<sup>35</sup>. » Cet objectif n'est pas sans poser de nombreux problèmes à un parti qui a, l'année précédente, au cours de la « bolchevisation », cultivé son identité en affirmant ses différences par son mode d'organisation et ses mots d'ordre. Mettre l'accent sur les alliances, n'est-ce pas escamoter l'identité du parti? Sémard reconnaît que des fautes ont été commises lorsque « certaines régions ont appliqué un Front unique beaucoup trop élargi, et le parti s'est trouvé noyé au milieu des éléments de gauche ». Ceux qui demeurent réticents à l'égard de la rectification ont, à plusieurs reprises, épilogué sur la capacité du PCF à rester lui-même dans le cadre d'initiatives communes. Humbert-Droz, quelques jours avant le congrès, met en garde le Bureau politique contre la tendance au compromis avec des forces non ouvrières<sup>36</sup>. L'insistance avec laquelle Sémard explique qu'il faut « employer à plein la tactique de Front unique » prend, dans ce contexte, un relief particulier, d'autant qu'il avance l'idée d'alliances allant au-delà des seules organisations ouvrières. « Il faut que lorsque nous en avons la possibilité, nous réunissions tous les éléments susceptibles d'être dressés contre la bourgeoisie et contre le fascisme<sup>37</sup>. » Bien que se référant à l'Internationale, le secrétaire du parti va au-delà de ce qui a été conçu à Moscou, lors du VI<sup>e</sup> Plénum, au sujet des « alliances temporaires avec les classes moyennes » dans un cas précis tel que le 1<sup>er</sup> Mai ou la lutte contre le fascisme. Sur ce point, ces propos ne manquent pas d'audace, puisqu'il préconise la création de « comités communs » pour agir contre le fascisme.

Ces propos ne suscitent pas de vifs débats, mais quelques délégués signalent les risques courus dans les régions où le parti est faible. Ainsi, Barette, du Nord-Est, relate diverses actions antifascistes lors desquelles les communistes n'ont pas toujours réussi à s'affirmer comme tels<sup>38</sup>. S'il y a peu de critiques, il n'y a guère plus d'interventions pour illustrer positivement les idées présentées par Sémard. Pour les uns et les autres, qu'ils soient d'accord – c'est la majorité – ou qu'ils restent réticents, la pratique du Front unique et des alliances est encore très récente et hétérogène. En fait, seule la Région parisienne, où le PCF a une influence dominante à gauche, a obtenu certains résultats positifs. Dans les autres régions, si les initiatives n'ont pas manqué, les succès restent limités.

La nouvelle orientation bénéficie d'une large approbation dans la mesure où elle corrige des erreurs dont les traces ne sont point effacées. Mais en même temps, elle fait apparaître des lacunes idéologiques et des faiblesses organisationnelles précédemment masquées.

**LA DIFFICILE MAÎTRISE DE L'ANALYSE STRATÉGIQUE.** La discussion sur le rapport moral ayant duré bien plus longtemps que prévu, c'est seulement au matin du quatrième jour que Sémard présente un long rapport qui analyse successivement la situation internationale et la situation politique française. Les commentateurs de la presse non communiste insistent sur le manque d'originalité d'un discours qui reprend les thèses de l'Internationale<sup>39</sup>. Sans aucun doute, la démarche générale est celle adoptée trois mois plus tôt, lors du VI<sup>e</sup> Plénum. Rien d'étonnant puisque le PCF avait été partie prenante de ces travaux de l'Internationale communiste ! Pour autant, l'exposé de Sémard n'est pas une simple traduction des textes de l'IC. Il évoque, non sans une certaine ironie, les deux perspectives tracées par Zinoviev, dès le V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, où il avait envisagé soit une maturation rapide, soit un développement lent des processus révolutionnaires internationaux. « Vous allez me dire que dans ces deux perspectives, il y en a pour tout le monde <sup>40</sup> ! » Sans doute n'est-ce qu'une apostrophe insérée dans une argumentation justifiant le bien-fondé des analyses de l'IC sur la précarité de la stabilisation, mais elle exprime ainsi les réticences face à une analyse incertaine. Sémard, loin de réexposer seulement les thèses de l'IC, passe en revue la situation politique des grands pays européens et le rôle qu'y jouent les différents partis communistes. Après s'être attardé sur les difficultés du mouvement ouvrier anglais, il insiste sur le reclassement des partis qui « s'opèrent en Angleterre comme dans tous les autres pays » et évoque les possibilités nouvelles de renforcement du PCGB<sup>41</sup>. Cet optimisme relatif est conforté par l'évolution de la situation politique allemande dans laquelle Sémard puise des raisons d'espérer pour le PCF. Le PCA n'a-t-il pas réussi à développer un large mouvement de masse avec les socialistes pour protester contre l'indemnisation des anciens princes ? Les résultats du référendum, 15 millions de voix contre, sont communiqués en séance aux congressistes et vigoureusement applaudis. Sémard note que c'est l'amorce d'un mouvement de Front unique destiné à s'élargir. Le PCA en est devenu l'artisan efficace et prouve, par là, sa rupture avec ses errements gauchistes<sup>42</sup>. Sémard insiste également sur le renforcement de l'hégémonie américaine au plan international, en Europe, par le biais, notamment, de la pénétration financière. Par ailleurs, il affirme la consolidation économique, sociale et politique de l'URSS, dénonce l'impuissance de la SDN et le fiasco des conférences internationales sur le désarmement. Le secrétaire général évoque les problèmes du PCF dans la seconde partie de son rapport qu'il débute par des considérations sur les transformations de l'écono-

mie française, directement inspirées par les schémas de l'IC. L'industrialisation, la concentration capitaliste modifient les rapports sociaux et entraînent la croissance du prolétariat, la domination renforcée de la grande bourgeoisie et le déclin des classes moyennes. Parallèlement, d'anciennes formes politiques deviennent périmées ; les partis des classes moyennes entrent en crise, le parti radical se divise, le Parti socialiste s'embourgeoise. D'où le pronostic de Sémard : « Nous allons à la formation de nouveaux groupements politiques. » Enfin et surtout, le grand patronat et la haute finance soutiennent des organisations fascistes pour développer la répression contre la classe ouvrière. Le secrétaire du parti insiste sur les déchirements du Parti radical, les derniers retournements politiques, les pressions des milieux financiers nationaux et internationaux. D'abord, « les grandes organisations industrielles placent de plus en plus le pays sous la domination de la haute finance intérieure et de la haute finance américaine en particulier ». Ensuite, la grande bourgeoisie « s'efforce de pousser le gouvernement à droite, on a réclamé pendant quelque six mois la constitution d'un gouvernement d'union sacrée, d'union nationale<sup>43</sup> ». Cette appréciation ne débouche cependant pas sur une position claire. D'un côté Sémard rappelle et justifie l'attitude du parti qui s'est déclaré prêt à soutenir un gouvernement de gauche qui prendrait de véritables mesures anticapitalistes<sup>44</sup>. Mais d'un autre côté, il précise que ce discours n'est plus d'actualité dès lors que le Bloc des gauches se disloque. En définitive, il discerne mal la solution politique nouvelle qui pourrait être mise en place. Bien qu'il perçoive les pressions de la grande bourgeoisie en faveur d'une large coalition gouvernementale d'union nationale et malgré une longue analyse des contradictions du Parti radical, Sémard n'envisage pas la possibilité d'un renversement complet de majorité avec une alliance des radicaux et de la droite sous la direction de celle-ci. Dès lors, il n'escompte pas de changement politique avant l'automne ! L'extrême confusion et l'instabilité de la situation politique expliquent en partie cette appréciation erronée. Celle-ci exprime surtout la difficulté du PCF à faire des propositions de caractère gouvernemental aux autres partis de gauche sur des objectifs limités. L'IC avait rappelé à plusieurs reprises que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan devait toujours lier directement les revendications immédiates et les objectifs révolutionnaires<sup>45</sup>. L'évolution politique apparaissait d'autant plus incertaine que le PCF n'avait en définitive que peu de prise sur elle, d'où le caractère général de son discours dès qu'il s'agissait des perspectives d'action.

En revanche, on est frappé par la précision des développements consacrés par Sémard à l'orientation nouvelle du parti et à ses effets pratiques. Il insiste ainsi tout particulièrement sur le travail de masse politique et syndical pour gagner les classes moyennes et la paysannerie comme alliés du prolétariat. « Autrement, faisons attention, parce que la petite bourgeoisie, dans une situation de crise en développement, dans une situation difficile, si nous ne la gagnons pas, elle peut très bien s'orienter du côté de la grande bourgeoisie pour résoudre la crise par des voies réactionnaires. Vous comprendrez là toute l'importance de notre besogne, de notre tâche parmi les classes moyennes<sup>46</sup>. » « Il faut, [conclut-il], que nous gagnions de vitesse » le fascisme en plein développement dans ces couches. Il termine en insistant sur les possibilités de mobilisation et de rassemblement du parti, dès lors qu'il aura définitivement surmonté ses problèmes internes. Or, précisément, les travaux du congrès allaient montrer qu'il en demeurait beaucoup.

**UNE DISCUSSION DÉCOUSUE.** La discussion qui suit le rapport de Sémard est à la fois vivante et riche, confuse et désordonnée. Un grand nombre de délégués traitent de la stratégie du parti ou de la situation nationale ou mondiale. Mais ces interventions sont souvent assorties de remarques sur les problèmes internes de direction, ce qui biaise le débat. Il n'y a pas de débat général autour de quelques questions, mais une succession d'interventions suscitant des réactions et des réponses plus ou moins vives.

Les questions internationales sont, à deux reprises, au centre de la discussion avec les interventions de Gauthier puis de Treint. Chacun, bien que de manière différente, exprime des désaccords politiques. Le premier, député, se fait le porte-parole du courant dit de « droite » qui, désormais passé à l'extérieur du parti, le critique systématiquement. Le second, longtemps dirigeant de premier plan, est fortement discrédité et refuse d'assumer seul la responsabilité des erreurs commises. Il tente en plus de s'imposer en présentant sous une forme très construite des considérations sur l'évolution de la situation mondiale.

L'intervention de Gauthier marque le congrès, en raison de sa longue diatribe contre l'Internationale et le parti bolchevik dont il annonce de nouvelles divisions qu'il rapproche des débats dans la direction du PCF. Il se livre ainsi à des interrogations provocatrices. « Quelle est la politique du parti français, puisqu'il prétend représenter la politique de l'Internationale ? Est-ce la politique du V<sup>e</sup> Congrès, de Zinoviev ? Pourquoi avoir continué la discussion dans le parti ? Est-ce la politique de Staline ? Il n'y a pas eu de congrès international. Est-ce la politique de Zinoviev, de Trotski ? Je n'en sais rien. En France, est-ce la politique de Suzanne et de notre cama-

rade Treint ? Est-ce celle de Sémard ? Lorsque je dis politique, c'est la tendance, parce que en réalité, il y a des tendances dans notre parti<sup>47</sup>. »

Cette intervention ne reçoit, dans le congrès, aucun soutien et discrédite davantage l'action de ceux qui refusent la nouvelle orientation du parti. Elle provoque la réaction de nombreux délégués qui réfutent autant l'attitude de Gauthier que le contenu de ses propos. Rappoport, bien placé pour cela, rappelle les origines de la position exceptionnelle du parti russe en se référant à l'exemple de la Révolution française longtemps phare des révolutionnaires au XIX<sup>e</sup> siècle. Il ajoute que cette position exceptionnelle résulte, en définitive, essentiellement de l'échec des révolutions dans les autres pays. Sémard qui répond longuement à Gauthier, y trouve l'occasion d'exposer publiquement des réflexions issues de son expérience des derniers mois. Tout en reconnaissant et justifiant le rôle dirigeant et souverain de l'IC, il précise la façon dont, selon lui, il s'exerce. « Il ne s'agit pas d'une soumission automatique, ce n'est pas le couperet qui fonctionne contre les communistes des sections de l'Internationale communiste<sup>48</sup>. » Allant plus loin, il évoque la décision du dernier congrès, le XIV<sup>e</sup> du parti bolchevik où « il est dit que, désormais, il fallait que les différents partis de l'Internationale eussent une grande liberté pour se déterminer ». Cela le conduit à envisager une évolution au terme de laquelle les sections de l'IC auront une plus grande autonomie<sup>49</sup>.

À propos de la situation dans le parti russe, Sémard dénonce, non les indications de Gauthier, mais le procédé qui consiste à aller chercher ses renseignements auprès de Souvarine. Ultérieurement, Sémard reconnaît qu'il a été surpris par la précision des informations données et qu'en fait certaines d'entre elles provenaient de Jacob, délégué du PCF à Moscou, qui, présent au congrès a pris parti pour Zinoviev et Trotski. Toujours est-il que le secrétaire du parti explique pourquoi, vu l'état du parti, le report de la discussion sur la question russe, décidé par l'Internationale et le PCF, a été une mesure justifiée. Désormais, le parti étant consolidé, la discussion va pouvoir s'ouvrir après le congrès sans précipitation ni transposition mécanique des clivages<sup>50</sup>.

Les questions internationales, abordées par Treint, sont d'une autre nature, puisqu'il envisage l'avenir des relations entre les grandes puissances capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord. Selon lui, les contradictions entre les États-Unis et le Royaume-Uni passent au premier plan et laissent entrevoir, depuis les accords de Locarno, le développement d'un antagonisme entre des pays capitalistes européens et les États-Unis. Son propos s'inscrit dans un discours qui aborde de façon



lapidaire et sentencieuse toute la politique du PCF. L'ancien leader du parti affirme brièvement son accord avec l'orientation suivie depuis le 2 décembre et donne des conseils sur la politique à suivre. Loin d'accepter la responsabilité des erreurs dénoncées alors, il mentionne publiquement les divergences qui se font jour au sein de la direction du parti. Se donnant le beau rôle, il réclame pour lui et Doriot la paternité du changement d'orientation. « Avec Suzanne, avec toute l'ancienne direction, avec l'ensemble du parti, j'ai commis des fautes. Mais avec Doriot, j'ai été de ceux qui ont pris l'initiative de les corriger le 2 décembre, malgré les résistances de Suzanne...<sup>51</sup> » Il ne craint pas de relater la manière dont les autres dirigeants ont été qualifiés trop rapidement de « résistants », malgré leurs hésitations. « Le camarade polonais qui, le 2 décembre, a qualifié Sémard, Crémet et Thorez de résistants a eu tort. Mais ces camarades doivent bien reconnaître qu'ils ont eu à ce moment des hésitations. » Ces derniers propos ne provoquent pas, chez ceux qu'ils visent, de longue réponse. Suzanne Girault, seule, réplique : « Treint aurait pu s'abstenir de rappeler ces choses-là<sup>52</sup>. » Mais à son tour, elle apporte des précisions sur le rôle qu'il a alors joué avec Doriot, lors de la Conférence nationale. Elle estime qu'ils ont posé la question d'une rectification de la ligne sur le Front unique « inopinément devant cette assemblée, en cherchant à faire apparaître les autres membres du BP comme "résistants" sur cette question ». S. Girault évoque cet épisode en reconnaissant sa responsabilité dans les erreurs commises et son éviction du groupe de direction. Pour autant elle manifeste des réticences face à la nouvelle orientation !

Les propos de Treint sur les questions internationales focalisent le débat toute l'avant-dernière journée du congrès, puisque Crémet, Doriot, Girault, Sémard et Humbert-Droz lui répondent. Les questions abordées sont indéniablement importantes, mais elles présentent également l'avantage d'empêcher que le débat avec Treint s'engage sur la politique passée. En fin de compte on discute fort peu de la situation politique française et de l'action du parti. Celle-ci fait cependant l'objet d'un certain nombre d'échanges critiques.

**LES CRITIQUES DE MARTY ET DES AUTRES.** A. Marty critique à plusieurs reprises l'activité parlementaire du parti et son fonctionnement. Tout en déplorant le manque de rigueur et d'organisation du travail parlementaire, il met ouvertement en doute la nécessité d'un élargissement des instances de direction. Stigmatisant l'inefficacité du Comité central élu au précédent congrès, il réclame la constitution d'une sorte de super-bureau politique dont l'autorité renforcée

s'imposerait aussi bien au groupe parlementaire qu'aux différents organismes du parti<sup>53</sup>. A. Marty est, dès cette époque, un personnage politique original et singulier. Il fait la leçon à tout le monde et multiplie les critiques avec une assurance qu'il a de la peine à dissimuler : « On me dit que je critique toujours, j'admets qu'il peut y avoir des erreurs dans ce que je dis, mais il s'y trouve peut-être des choses justes. » Et pour distinguer ses critiques de celles émises par des opposants tel Gauthier, il ajoute : « Mes critiques sont faites de manière à corriger les fautes commises et non pas à discréditer le parti<sup>54</sup>. »

Les fautes qu'il dénonce concernent l'activité du parti en matière d'organisation, d'action contre la guerre et de propagande. Tout en approuvant la nouvelle formule de *L'Humanité*, destinée selon lui à donner au journal « une figure plus agréable », il met en cause sa ligne politique qu'il faudrait « transformer » sans délai. De son point de vue, l'organe central du parti ignore ou minore les luttes ouvrières au détriment du fait divers ou de l'information sportive<sup>55</sup>. Tout en affirmant qu'il votera « sans réserve » le rapport moral, A. Marty se place, par ses critiques, en position de retrait. Son attitude, faite d'expectative, traduit un désaccord sur la politique suivie depuis le 2 décembre car il la suspecte d'amoindrir la combativité du parti.

R. Jean et Rappoport, deux autres grandes figures du parti, présentent des critiques et des interrogations qui vont à l'opposé de celles du mutin de la mer Noire. L'un et l'autre déplorent le déclin des effectifs du Parti communiste qu'ils opposent à l'augmentation de ceux de la SFIO. Renaud Jean, un des rares députés restés depuis le Congrès de Tours, s'interroge sur les errements organisationnels de l'année 1925. Pour lui, l'abandon du cadre départemental au profit de celui de la région « morte depuis cent cinquante ans » est une erreur qu'il convient d'effacer en reconstruisant des organisations départementales. Il préconise, pour répondre aux difficultés du PCF, des remèdes qui ont le mérite de la clarté : simplifier le fonctionnement du parti en limitant les instances intermédiaires, lier son action aux revendications populaires et mettre au point un programme positif. Il approuve les changements opérés dans les méthodes de direction. Selon lui, il faut que le Comité central joue un rôle plus important grâce à des réunions régulières où les décisions les plus importantes doivent être prises.

Sur de nombreux points, il se situe à l'opposé d'A. Marty, mais il se retrouve d'accord avec lui pour déplorer les carences de l'activité parlementaire et se plaindre d'être, comme député communiste, livré à lui-même. Le député du Lot-et-Garonne, tout en approuvant le rapport moral, se fait l'écho de ceux qui

sont restés plus ou moins à l'écart durant la période de la « bolchevisation ». Son approbation de l'orientation nouvelle ne signifie pas la disparition de toutes ses réticences. Mais en définitive, l'important, pour les dirigeants du parti, est que R. Jean appuie la politique nouvelle. D'où leur réaction mesurée à ses propos souvent fort critiques.

Sémard et Thorez répondent brièvement aux diverses critiques et consacrent davantage de temps à exposer les mesures souhaitables pour répondre aux questions en débat, notamment celles concernant les tendances et les structures d'organisation. Tout en affirmant le caractère irréversible de l'organisation en cellules, seulement contestée par Gauthier, ils reconnaissent la nécessité d'une meilleure prise en compte des réalités politiques et sociales au niveau des villes et des départements<sup>56</sup>.

**LE RALLIEMENT DE LA TENDANCE HUMBERDOT-MORIN.** Le problème des tendances est posé par les interventions de Humbertdot et de Morin qui, durant toute la préparation du congrès, se sont présentés comme les chefs de file d'un courant « centriste ». Cette appellation ne leur est d'ailleurs pas refusée puisque, après avoir envoyé un texte critique à l'IC, ils ont signé un texte dans la tribune de discussion de *L'Humanité* à la veille du congrès et qu'ils y sont ensuite envoyés comme délégués.

D'entrée, ils développent leur position et se félicitent que Sémard ait repris certaines de leurs critiques. N'ont-ils pas dénoncé la centralisation excessive, la disparition du débat et les modalités simplistes de la réorganisation. Tout en prenant acte de l'orientation nouvelle, ils sont restés longtemps sceptiques. Les anciens dirigeants demeurant en place, ils n'ont pas cru à sa mise en œuvre. Or ils sont pris à contre-pied par la préparation et le déroulement du congrès. Ils constatent que la direction du parti semble décidée à promouvoir effectivement une orientation nouvelle et qu'elle reprend largement leurs remarques critiques dans le parti, mais ils ne peuvent plus espérer la garder. Aussi, tout en ne cachant pas leur amertume, ils déclarent apprécier les prises de position de Sémard<sup>57</sup>. Ils s'affirment prêts à collaborer aux activités de direction sous réserve que la discussion ne révèle pas de désaccords politiques fondamentaux sur le centralisme démocratique. « Si nous sommes d'accord, comme vous nous avez demandé de collaborer avec vous et que nos camarades ont accepté de le faire, à la conférence de la Région parisienne, il n'y a pas de raisons pour que nous le refusions au congrès du parti<sup>58</sup>. »

**PROGRÈS ET FAIBLESSES.** Les dernières séances sont dominées par l'intervention d'Humbert-Droz qui parle en tant que représentant de l'Internationale. Bien que séjour-

nant depuis quelque temps en France, il prononce un discours dans lequel il ignore les débats du congrès mais sermonne ses délégués.

Il rappelle l'analyse de l'IC sur la stabilisation, critique les positions de Treint, avant d'en venir à la situation française. Il exhorte le PCF à sortir des supputations tactiques et des spéculations sur la situation en URSS. « Pour vous, parti français, la grosse question n'est pas de savoir si le parti est derrière Zinoviev ou derrière Trotski, mais de savoir comment il sera contre la bourgeoisie française. » Il se dit « étonné que dans ce congrès ne passe pas davantage le souffle de l'usine et de ces vagues de grèves qui depuis quelques mois agitent le pays<sup>59</sup> ». Ces remarques, dures pour le PCF, expriment publiquement l'état d'esprit des dirigeants de l'IC à son égard.

La lucidité critique d'Humbert-Droz à l'égard du PCF se combine avec une analyse de la situation politique française qui, pour le moins, manque de finesse et d'originalité comme en témoigne ce rapprochement entre la situation française et celle de l'Allemagne de 1922<sup>60</sup>. Du nouveau gouvernement Briand-Caillaux, il dit qu'il est directement orienté contre le prolétariat. « Il est certain que le gouvernement qui vient d'être constitué est un gouvernement à la main forte, au poing tendu contre la classe ouvrière française<sup>61</sup>. » Il pronostique qu'il va stabiliser la monnaie aux dépens des travailleurs français en faisant baisser leur niveau de vie comme Mussolini en Italie ! Dès lors, l'affrontement de classe ne peut que grandir « dans la rue et dans les usines ». Humbert-Droz a visiblement le souci de mettre en garde le PCF contre ses illusions à l'égard du Parti socialiste, « jouet dans les mains de la bourgeoisie ». Il s'inquiète aussi des risques que comporte la politique de Front unique et insiste sur les limites à lui apporter. Il explique aux communistes français qu'ils ne doivent jamais accepter « des restrictions à notre droit de critique ». Il s'inquiète également des actions communes avec les organisations de la petite bourgeoisie qui, en France, après l'Italie, ne font rien pour battre le fascisme. Tout en mettant l'accent sur la nécessité d'une activité de masse, notamment économique, Humbert-Droz critique l'élargissement des alliances politiques auxquelles le PCF s'est risqué durant les derniers mois<sup>62</sup>.

Cette intervention d'Humbert-Droz marque fortement les dirigeants communistes français qui lui en tiennent durablement rigueur, car ils ont le sentiment que le représentant de l'IC n'a pas bien mesuré le redressement auquel ils se sont consacrés depuis six mois.

Les dernières séances du congrès sont dédiées à l'audition des rapports élaborés par diverses commissions constituées pour préciser la position du parti sur

l'activité syndicale, l'immigration, la paysannerie, les classes moyennes, les femmes, les colonies, la jeunesse, le mouvement sportif, etc. Successivement présentés et approuvés, ils ne donnent pas lieu à discussion, bien qu'ils soulèvent nombre de questions. Faute de temps, car le congrès a déjà été prolongé, le débat n'est plus possible. Ces textes, rapidement élaborés, ne présentent pas d'originalité particulière et illustrent la nouvelle démarche du parti centrée sur l'activité de masse. Ils prennent ainsi en compte les revendications spécifiques des diverses catégories de travailleurs afin de préciser ce que doivent être, dans chaque domaine, les objectifs et les mots d'ordre des communistes.

**LE NOUVEAU COMITÉ CENTRAL.** L'ultime moment du congrès est celui de l'élection du Comité central, précédée de l'annonce par Sémard des décisions de la commission politique. Il est décidé, en premier lieu, que le Comité central, pour mieux jouer son rôle, se réunira moins fréquemment, une fois par mois et non plus tous les quinze jours tandis que ses effectifs sont portés à quatre-vingts membres. L'élargissement est géographique puisque les dirigeants des grandes régions y figurent désormais. Il est également organisationnel, puisque les dirigeants des syndicats ou des organisations de masses, telles que l'ARAC, doivent également en faire partie. Il est enfin politique, car s'y trouvent des dirigeants qui, à l'image de R. Jean, n'ont pas ménagé leurs critiques ou leurs réticences à l'égard de la politique suivie en 1925. L'ampleur de ce mouvement est accentuée par la mise à l'écart du Comité central de certains « camarades qui portent plus particulièrement les responsabilités des fautes passées<sup>63</sup> ». Enfin Sémard indique que la commission politique a souhaité que Treint et Girault soient écartés du prochain Bureau politique. Il est prévu que les treize membres du Bureau politique, plus le secrétaire de la Région parisienne et celui de la Jeunesse communiste, seront épaulés par un secrétariat qui aura à s'occuper des problèmes matériels de la direction.

En réponse à A. Marty, qui réitère ses doutes, Sémard défend les modifications opérées. Depuis le précédent congrès, la tenue des Comités centraux élargis s'est toujours révélée positive en donnant une place nouvelle aux dirigeants provinciaux et à tous ceux qui exercent des responsabilités dans le mouvement ouvrier. Cette nouvelle conception de la direction a progressivement mûri en réaction contre les méthodes employées au temps où Girault et Treint dirigeaient. L'élargissement confère au travail de direction une plus grande efficacité, nécessaire pour mettre en œuvre l'orientation approuvée par le congrès et pour consolider le parti. « J'ai la conviction que le Comité central élargi à quatre-vingts membres est nécessaire pour

l'examen des grands problèmes politiques et de la situation révolutionnaire, vous comprendrez qu'il ne faut pas toujours laisser aux mêmes militants toute la responsabilité et que le Bureau politique a besoin de s'appuyer sur un solide Comité central. Qu'il ne soit pas composé seulement de quelques camarades et parfois des seuls membres du Bureau politique ou des secrétaires des différentes sections de travail du parti<sup>64</sup>. » Envisagée depuis la fin de 1925, la modification du fonctionnement de la direction est désormais réalisée grâce à un collectif élargi dont la structure, Comité central, Bureau politique, secrétariat, est assez lourde. Mais, en contrepartie, elle doit garantir contre un retour aux anciennes méthodes exagérément centralisées et personnalisées.

En définitive, le Congrès se termine mieux qu'il n'a commencé. Il a été l'occasion d'une large discussion dans un climat qui, dans l'ensemble, est resté serein. Sans doute des faiblesses du parti sont apparues, notamment celle de l'organisation, encore très inégalement consolidée. Puissant dans quelques rares régions, le PCF reste extrêmement faible dans la plupart. Fortement secoué en 1925, il est en voie de stabilisation sous la direction de Thorez, dont la stature nouvelle s'affirme dans les discussions sur les statuts. Face aux critiques nombreuses le groupe de direction apparaît uni. Sémard, Thorez, Crémet, Doriot ou Monmousseau tiennent un même langage d'où toute trace de leurs récentes divisions a disparu. Le déroulement du Congrès, l'élection du nouveau Comité central confirment donc l'orientation adoptée six mois auparavant. Il est bien, comme les dirigeants du parti l'écrivent dans *L'Humanité*, un congrès de consolidation. Cependant, celle-ci reste limitée et relative. La dégradation de l'organisation a été stoppée et l'activité du parti se relève, mais sa capacité d'intervention demeure faible et ses analyses encore hésitantes. Cette fragilité est liée à la personnalité des dirigeants communistes français dont l'expérience est somme toute récente, du moins à des postes de haute responsabilité politique. On ne peut cependant ignorer la responsabilité de l'IC dans certaines faiblesses du congrès. Ainsi, les carences et les incohérences de l'analyse politique doivent beaucoup aux orientations dont Humbert-Droz s'est fait le porte-parole en s'inquiétant de l'élargissement exagéré du Front unique ou de l'éventuel soutien parlementaire communiste à un gouvernement de gauche.

Le V<sup>e</sup> Congrès illustre en même temps les faiblesses persistantes et les progrès sensibles du PCF. Cette dualité se retrouve les semaines suivantes, lorsque le Parti communiste, confronté au retour de Poincaré au pouvoir et à la faillite du cartel des gauches, lance une campagne nationale d'action qui assoit son audience. ●

1. Par exemple, G. Walter, *Les Origines du communisme*, 1931, rééd. Payot, 1975, qui ne le cite pas comme tel.
2. J. Fauvet, *Histoire du PCF*, t. I, Fayard, 1964, p. 74.
3. *Manuel d'histoire du Parti communiste français*, Éditions sociales, 1964, p. 179.
4. P. Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, 1920-1945*, Fayard, 1980, pp. 250-260.
5. S. Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 1995, p. 96.
6. E.-H. Carr, *Foundations of a Planned Economy, 1926-1929*, vol. 3, Londres, 1976.
7. Voir Bureau politique, 19 janvier 1926, Rgaspi 517/1/364.
8. CC du 7 avril 1926. La constitution du groupe dirigeant autour de Sémard est confirmée, avec le retour de Cachin, l'élimination de Treint et Girault, la confirmation du rôle de Thorez et Doriot, et l'attention portée aux syndicalistes.
9. « Lettre adressée à l'Exécutif de l'Internationale », CB n° 25, mars 1926.
10. En témoigne la conclusion ainsi formulée : « Nous n'avons voulu faire de ce rapport ni un plaidoyer ni un dithyrambe. Nous avons exposé sincèrement les faits. Il y a dans la région du Nord près de trois millions d'habitants. Dans cette population, 600 000 ouvriers et 200 000 paysans, plus de 100 000 ouvriers étrangers. C'est toute cette masse ouvrière et paysanne que nous avons à conquérir à notre influence. La tâche est rude, elle n'est pas impossible », AN F7 13 093.
11. Les 23 et 24 mai, la discussion porte sur le rapport moral, les 5 et 6 juin, sur la situation nationale et internationale et la politique du parti, AN F 13 013.
12. « Le parti ne doit pas rester plus longtemps dirigé par une fraction (...) le groupe dirigeant doit devenir réellement un centre qui réunit toutes les forces actives des syndicats et des autres organisations, il doit également grouper autour de lui sur la plate-forme tracée par le CE de l'IC toutes les forces du parti », *ibid.*
13. *L'Humanité* du 21 juin titre : « Une splendide manifestation ouvrière a salué hier après-midi à Lille l'ouverture de notre Ve Congrès national. »
14. *Ibid.*
15. *L'Humanité*, 22 juin 1926.
16. Lettre du commissaire spécial au département du Nord, AN F7 13 090.
17. « Les ouvriers de la région du Nord, réunis à l'hippodrome lillois dans un meeting grandiose, après avoir entendu les orateurs, approuvent le Parti communiste, seul capable d'assainir nos finances en faisant payer les capitalistes en faveur de la classe laborieuse. Demandent le Front unique pour lutter victorieusement contre la bourgeoisie et les ligues fascistes. Se séparent en demandant l'unité prolétarienne et en criant : Vive un gouvernement ouvrier et paysan ! Vive la révolution ! », AN F7 13 090.
18. *L'Humanité*, 24 juin 1926.
19. « Le camarade Sémard a de la mémoire, sinon des idées. Dans son discours, le nouveau secrétaire général du parti récite par cœur sa leçon dictée par Moscou », *Le Matin*, 23 juin 1926.
20. *Le Matin*, 27 juin 1926.
21. *Le Matin*, 28 juin 1926.
22. *Le Quotidien*, 27 juin 1926.
23. *L'Humanité*, 29 juin 1926.
24. « Je crois en effet que la tâche principale de ce congrès sera de liquider le passé et d'examiner les faits pour en tenir compte et pour que de l'expérience des erreurs et des fautes commises sorte pour nous la possibilité de devenir un parti beaucoup plus fort », *Ve Congrès national, compte rendu sténographique*, Bureau d'éditions, Paris, 1927, p. 20.
25. *Ibid.*, p. 22.
26. « Dans notre région, nous avons considéré que nous pouvions nous passer de camarades de Paris et qu'il était de notre devoir de travailler par nous-même. », *ibid.*, p. 138.
27. *Ibid.*, p. 67.
28. « Ce qui a déterminé les fautes administratives du Centre provient d'une mauvaise politique. Nos camarades du Centre ont eu pendant des mois une politique gauchiste et cela s'est traduit dans les procédés de mécanisation et dans l'envoi de camarades dans les régions. », *ibid.*, p. 143.
29. *V<sup>e</sup> Congrès national, compte rendu sténographique, op. cit.*, p. 208.
30. *L'Humanité*, 22 juin 1926.
31. *5<sup>e</sup> Congrès national, compte rendu sténographique, op. cit.*, p. 119.

32. *Ibid.*, p. 597.

33. *Ibid.*, p. 598.

34. « Par notre agitation et notre Front unique, nous n'avons pas suffisamment mordu dans la gauche du Parti socialiste », *ibid.*, p. 13.

35. *Ibid.*, p. 20.

36. BP, 17 juin 1926, Rgaspi 517/1/365.

37. *V<sup>e</sup> Congrès national, compte rendu sténographique, op. cit.*, p. 19.

38. D'où sa conclusion : « Front unique, d'accord, partout où c'est possible, partout où il peut profiter au parti et faire augmenter son influence. Mais il faut se dire adversaires du Front unique si, dans certains endroits, il fait disparaître le parti ou seulement même s'il lui fait perdre son influence », *ibid.*, p. 138.

39. *Le Matin*, 27 juin 1926.

40. *V<sup>e</sup> Congrès national, compte rendu sténographique, op. cit.*, p. 297.

41. « Ce renforcement du mouvement minoritaire et du Parti communiste anglais est d'autant plus possible que les masses ouvrières évoluent, comme dans beaucoup de pays, vers la gauche et que les récents événements ne peuvent qu'en précipiter le rythme », *ibid.*, p. 302.

42. « Le Parti communiste allemand a fait évidemment là la démonstration qu'il a corrigé le caractère gauchiste, dont il est atteint depuis quelques années... », *ibid.*, p. 304.

43. *Ibid.*, p. 327.

44. « La position que nous avons prise au Parlement nous permet, dans certaines circonstances, de déterminer la majorité, nous fait un devoir de dire aux ouvriers : "Voilà notre position, nous sommes contre la réaction ; au fond, vous voulez, vous pensez qu'un gouvernement de gauche est susceptible d'apporter des solutions financières, nous voulons que la démonstration de son impuissance, si vous ne l'avez pas encore comprise, soit faite. À un gouvernement de réaction, nous préférons, nous, donner un gouvernement de démocratie, de celle que vous réclamez, et nous vous disons : Si ce gouvernement applique les solutions financières qui pèsent véritablement sur le capital, il aura notre soutien." C'est une façon de démasquer les chefs sociaux-démocrates et le Bloc des gauches au pouvoir, de les démasquer d'une façon beaucoup plus concrète aux yeux de la classe ouvrière. Cela a été notre position au cours de cette dernière crise, comme au cours de la chute du cabinet Painlevé », Sémard, *ibid.*, pp. 328-329.

45. Il précise que le parti « doit joindre ce programme de revendications immédiates au programme de revendications plus lointaines, jusqu'à la prise du pouvoir et à la constitution du gouvernement ouvrier et paysan, et quand, pour les solutions financières, il demande le monopole du commerce extérieur, la nationalisation des banques, le contrôle ouvrier, etc., il doit bien indiquer au prolétariat que ces revendications, qui paraissent être immédiates, ne peuvent pas être réalisées dans le cadre du régime capitaliste et que seul le gouvernement ouvrier et paysan est susceptible de les réaliser. Nous devons naturellement lier très intimement, très étroitement les revendications immédiates au programme de notre parti », *ibid.*, pp. 333-334.

46. *Ibid.*, p. 336.

47. *Ibid.*, p. 245.

48. *Ibid.*, p. 269.

49. « C'est-à-dire que lorsque l'Internationale et le parti russe qui pèse d'un poids considérable dans ses décisions s'apercevront que les différentes sections de l'IC se consolident et se développent, qu'elles sont dans la bonne ligne, à ce moment, il leur sera donné beaucoup plus de liberté de détermination », *ibid.*, p. 269.

50. « Le parti russe a déclaré, dans une résolution que j'ai sous les yeux, qu'il n'était pas désirable de transporter mécaniquement la discussion russe dans les différents pays. J'ai personnellement discuté de cette question avec Zinoviev et avec Staline et je leur ai dit que, dans la situation du parti français, une première tâche était de faire disparaître notre malaise intérieur, de consolider le parti, de lui donner une direction, de préparer le congrès national pour que celui-ci soit en mesure de discuter, ensuite. Quand la discussion sera ouverte et que nous aurons tout le matériel nécessaire en main, à ce moment-là, ce sera profitable pour notre parti, mais c'eût été une catastrophe de discuter et de se prononcer sans examen sérieux et de classer arbitrairement les militants, à la veille d'un congrès qui avait à fixer les perspectives et les tâches immédiates du parti français », *ibid.*, p. 271.

51. *Ibid.*, p. 398.

52. *Ibid.*, p. 495.

53. « Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux n'avoir que le Bureau politique que vous appellerez "Comité central", si vous voulez, à qui on laisserait la direction du parti, en tenant un Comité central élargi tous les trois mois », *ibid.*, p. 168.

54. *Ibid.*

55. « C'est ainsi qu'on a publié, en première, un article sur le Tour de France, après tout secondaire au moment où le pain est à 42 sous, oubliant que c'est de cela qu'on parlait à Belleville et à Ménilmontant, et non pas du droit des coureurs », *ibid.*, p. 158.

56. Voir ci-dessous.

57. « Nous sommes heureux de voir aujourd'hui que les critiques qu'il était si difficile de formuler et d'extérioriser autrefois sont reconnues justifiées, puisqu'on a modifié la ligne tactique du parti, la ligne politique suivie par le parti, exactement comme nous, nous demandions qu'on la modifiât », *Vé Congrès national, compte rendu sténographique, op. cit.*, p. 84.

58. *Ibid.*, p. 90.

59. *Ibid.*, p. 541.

60. « Nous avons en France la même situation qu'en Allemagne en 1922, au moment où les prix en France sont encore inférieurs de deux, trois ou même cinq fois pour certains articles aux prix du marché mondial », *ibid.*, p. 136.

61. La conséquence politique est que « l'opposition de la classe ouvrière ne se fera pas au Parlement, mais dans la rue », *ibid.*, p. 536.

62. « Je crois que le parti français l'applique surtout sur le plan de la lutte ouvrière avec les autres partis, mais pas suffisamment encore à la base, dans l'usine, le plan du Front unique doit être moins dans les réunions publiques qu'à l'usine », *ibid.*, p. 538.

63. Sont cités notamment Calzan, Sauvage, Cadeau, Désusclade, *ibid.*, p. 619.

64. *Ibid.*, p. 621.



## PORTRAIT

Le « père fondateur » du PCF

# MARCEL CACHIN L'HOMME DE LA TRANSITION

JEAN VIGREUX\*

**Un homme incarné, me semble-t-il, à merveille, l'histoire de la gauche française de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du premier XX<sup>e</sup> siècle : Marcel Cachin.** Son itinéraire, mais aussi son action en faveur de l'émergence du socialisme, puis du communisme, illustrent bien les tâtonnements, la quête d'une identité d'un courant prenant en compte la question sociale dans le cadre du « modèle républicain<sup>1</sup> », fondé sur un idéal de justice sociale, de « bonheur pour tous », alliant le monde des villes et celui des sociétés rurales, mais aussi fortement teinté par l'idéal internationaliste – cet aller-retour national/international pouvant constituer une véritable tension permanente<sup>2</sup>. Un tel courant réformiste et/ou radical marque durablement l'histoire de la gauche française : même si Jean-Jacques Becker et Gilles Candar rappellent à juste titre que « la gauche est plus voyante que la droite, mais moins facile à observer<sup>3</sup> ».

Si Marcel Cachin a un rôle fondamental dans l'émergence du socialisme, puis du communisme français, « aucune biographie ne lui a été jusqu'à présent consacrée, la publication de ses *Carnets* tient en partie lieu de biographie », comme le rappelle Alexandre Courban<sup>4</sup>. Si le « père fondateur » du PCF attend encore son biographe, c'est sans doute lié à l'immensité de la tâche. À la fois du fait de la longévité biologique de Marcel Cachin – il naît le 20 septembre 1869 à Paimpol (Côtes-du-Nord) et il meurt le 12 février 1958 à Choisy-le-Roi (Seine) – mais surtout du fait de son activité politique débordante ; il a été député, sénateur, directeur de *L'Humanité* (1918-1958), mais aussi membre de la commission administrative permanente de la SFIO, membre du Comité directeur, puis du Bureau politique du PCF (1920-1958).

Son nom, qui reste attaché à *L'Humanité*, est aussi celui

de la motion majoritaire au Congrès de Tours en 1920 (avec Ludovic-Oscar Frossard) pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, mais également à celui du Front populaire. On mesure ainsi le poids des héritages, qui sont encore présents dans l'histoire du communisme français, malgré la volonté, la pratique de contrôle du « Centre sur sa périphérie », de l'Internationale communiste sur la SFIC<sup>5</sup>.

**ÉMERGENCE D'UN MILITANT, PUIS D'UN CADRE SOCIALISTE.** Après avoir réussi brillamment son passage à l'école de la République – véritable ascenseur social pour ce jeune Breton – Marcel Cachin fait ses études de philosophie à Bordeaux. C'est dans ce milieu bordelais et des cercles étudiants qu'il rencontre le socialisme ; d'autant qu'il est choqué par l'opulence qui règne chez le monde du négoce. Il adhère au groupe des étudiants socialistes au cours de l'année 1890, puis s'occupe de rédiger et réaliser un « petit journal qu'il réalisait entièrement, et qui, pour l'essentiel, était consacré aux problèmes paysans » (notice du *DBMOF*).

C'est en 1892, qu'il entre au POF (Parti ouvrier français) de Jules Guesde et de Paul Lafargue, « Bordelais d'adoption » selon les propres mots de Cachin (*L'Humanité*, juin 1922<sup>6</sup>). Dans ce même article, il dresse le portrait de son mentor politique : « Guesde vint à Bordeaux. C'est là que je le vis pour la première fois. Il m'est impossible de dire l'impression que produisirent la conversation et les discours du chef du Parti ouvrier français sur mon jeune enthousiasme de néophyte. Il parlait avec une éloquence précise et quasi mathématique. Il n'avait qu'un but : celui de convaincre par la vérité et le mot propre. Il méprisait ce qu'on appelle souvent l'éloquence, c'est-à-dire l'emploi de grands mots sonores et vides. Mais il atteignait à l'éloquence réelle, celle qui séduit la raison et l'entraîne irrésistiblement quand elle est saine et droite. Sa voix était faible et elle était cassée : à travers elle, semblaient passer toute la colère et toute la souffrance tragique de la classe qu'il appelait à lui. Écoutant sa parole ardente, claire, émouvante plus que nulle autre, un ordre de ma

\* Maître de conférences à l'université de Bourgogne, auteur notamment de *Waldeck Rochet, une biographie politique*, La Dispute, 2000, a participé notamment à la publication des *Carnets de Marcel Cachin*, Éditions du CNRS, sous la direction de Denis Peschanski.

conscience m'invitait impérativement à suivre désormais l'enseignement de ce maître incomparable. » Il mit au service du Parti ouvrier français ses compétences sur le monde rural et il participa « à l'enquête sur la situation de la paysannerie destinée à préparer les travaux du Congrès de Marseille<sup>7</sup> ».

Poursuivant ses études en philosophie, Marcel Cachin se voit retirer sa bourse d'agrégation en 1895, en raison de son engagement politique. Il devient l'une des chevilles ouvrières du socialisme guesdiste en Gironde, s'employant à créer des sections du POF, mais aussi à diriger *Le Socialiste de la Gironde* (qui paraît depuis janvier 1899). Il participe de plus en plus à la vie politique de son parti; candidat sans succès aux élections législatives de 1898 à Libourne (1<sup>re</sup> circonscription), délégué au XVI<sup>e</sup> Congrès national du POF à Montluçon du 17 au 20 septembre 1898. Initié, comme le rappelle sa notice biographique du *DBMOF*, à la franc-maçonnerie, il tisse de plus en plus de liens, construisant les réseaux guesdistes.

Claude Willard en mesure la portée en évoquant la situation du parti en 1899 et 1900 lors du Congrès fédéral de Macau (Gironde) : « Le parti progresse à travers le département, s'étirant le long des grands axes de circulation (Gironde et Garonne, routes vers Libourne au nord-est, vers Arcachon au sud-ouest), prenant appui sur les bourgades à fort artisanat. En 1899, la fédération, avec ses sept cents adhérents répartis en soixante groupes, vient au 4<sup>e</sup> ou au 5<sup>e</sup> rang dans le POF. En mars 1900, le Congrès fédéral de Macau dresse un état précis (peut-être optimiste) des forces du parti, circonscription par circonscription : il affirme compter 1017 adhérents habitant dans cent vingt-six communes et vingt-trois cantons (sur quarante-neuf), formant soixante-trois groupes organisés<sup>8</sup>. »

Toutefois, une crise survint en 1900 dans cette fédération du POF où certains militants ont suivi les sirènes du municipalisme à l'image de Millerand. C'est Marcel Cachin qui s'emploie alors à reconstruire le POF; son action lui vaut d'être « la principale figure de la fédération girondine ». Surtout, il travaille avec ardeur à l'unification du socialisme français, qui reste encore éclaté en plusieurs partis; d'abord, il soutient la naissance du Parti socialiste de France (PSF), fusion du Parti ouvrier français (POF) et du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) d'Édouard Vaillant, même s'il sait s'opposer à Jean Jaurès en publiant un article sévère, « Le dîner du roi », dans *Le Socialiste* du 25 octobre 1903.

Cependant, ces critiques n'obèrent pas le rapprochement et l'unification du socialisme français; en 1905, au Congrès du Globe à Paris, Jean Jaurès réussit à créer la SFIO et Marcel Cachin est aussi l'un des acteurs de l'unité : il présente le rapport sur la tactique

électorale. Il devient membre de la Commission administrative permanente du parti depuis le Congrès de Chalon-sur-Saône (octobre 1905). D'abord suppléant, il est titularisé en 1906 et surtout, depuis cette date, il remplace Jules Guesde comme délégué du parti à la propagande. Dès lors, il s'emploie à construire le parti, à former les cadres et les militants; bref, c'est celui qui connaît au mieux le terrain, l'implantation et la sociologie des acteurs socialistes à la veille de la Première Guerre mondiale. S'il apparaît comme un cadre et dirigeant éminent du socialisme français, il n'arrive pas à être élu député avant 1914. Entre-temps, il a subi plusieurs revers – dont un douloureux en 1910, à Alès où il avait été déclaré vainqueur –, mais grâce à son implantation dans la Goutte d'Or à Paris (conseiller municipal depuis 1912), grâce à son ascension dans le parti – il entre à *L'Humanité* en remplacement de Lafargue (1912) – qui le conduit au secrétariat (secrétaire adjoint de la SFIO dès février 1912), il est élu député le 10 mai 1914 dans la 3<sup>e</sup> circonscription du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

En ces moments de tensions internationales, c'est un proche de Jaurès, puisqu'il fait partie des délégations qui rencontrent les socialistes allemands, mais surtout celle du 31 juillet 1914 (Jaurès, Bracke, Longuet et Cachin), qui était reçue chez Viviani, président du Conseil. C'est au retour de cette entrevue que Jean Jaurès est assassiné... la marche à la guerre ne peut plus être enrayée.

#### LA GUERRE ET LES RÉVOLUTIONS RUSSES : LE LOURD HÉRITAGE DE JEAN JAURÈS.

Marcel Cachin écrit le 1<sup>er</sup> août 1914 l'éditorial de *L'Humanité*; il remplace Jean Jaurès et surtout dans cet article, s'il montre les tentatives ultimes de « l'Apôtre de la Paix », il évoque la dernière réflexion de Jean Jaurès qui devait écrire « l'article décisif par lequel aurait été dégagee la responsabilité de notre parti ». Dès lors, la matrice républicaine du socialisme français, celle de la « défense de patrie en danger » héritée de la levée en masse de l'An II, mais aussi de la Commune de Paris, permet de comprendre son engagement sans faille dans le combat pour la défense patriotique, celle de l'union sacrée qui tranche avec le pacifisme exalté des semaines précédentes. Marcel Cachin préside alors le Comité patriotique du ravitaillement de Paris.

Surtout, comme membre de la commission des affaires extérieures de la Chambre des députés, il participe à plusieurs missions; la première en Italie au printemps 1915, pour obtenir son entrée en guerre, puis en février 1917, alors qu'éclate la Révolution russe, il se rend à nouveau en Italie dans le cadre d'une visite officielle, puisqu'il est reçu par le roi.

Peu de temps après, il est envoyé en Russie avec ses

camarades Marius Moutet et Ernest Laffont, afin de s'assurer de l'appui des socialistes russes; parti le 31 mars 1917, il arrive à Petrograd le 13 avril... Cette rencontre fut primordiale, comme l'a mis en évidence Gilles Candar, c'est de ce moment que date son rapprochement avec la minorité longuetiste; Marcel Cachin est séduit par le discours menchevik sur la paix sans contribution ni annexion. Dès lors, il s'engage fortement pour la tenue de la conférence de Stockholm. C'est la rupture avec l'union sacrée!

Pourtant, après la prise du pouvoir par Lénine en octobre 1917, il n'adhère pas à aux positions bolcheviques, soutenant activement Kerenski en 1918. Ainsi, comme tout socialiste français, il lit les révolutions russes à l'aune de sa culture française; transposant le modèle de la « Grande révolution de 1789-1799 » à ce qui se passe en Russie. Surtout, il gagne avec Longuet la majorité du parti en octobre 1918, date à laquelle il est élu, en son absence<sup>9</sup>, directeur de *L'Humanité* par 1 510 voix contre 1 355 à Pierre Renaudel. Peu de temps avant la fin de la Grande Guerre, Marcel Cachin devient l'héritier de Jean Jaurès; il développe avec succès *L'Humanité*. Analysant les méfaits de cette guerre totale, il s'emploie au cours de l'année 1919 à dénoncer violemment le traité de Versailles, à rechercher les moyens de l'unité des socialistes européens. Cependant, il sait qu'il est impossible de reconstruire la II<sup>e</sup> Internationale sans un renouvellement profond des pratiques et des projets.

Au XVII<sup>e</sup> Congrès de la SFIO à Strasbourg (25-29 février 1920), il fut l'un des organisateurs les plus en vue; présidant le congrès, il gardait la majorité sur les destinées du parti. Conformément aux décisions du congrès, qui stipulait que « le congrès, résolu à une action immédiate, donne mandat à la CAP, tout en gardant le contact avec les sections nationales des partis occidentaux, d'entrer sans délai en négociations avec les organismes qualifiés de la III<sup>e</sup> Internationale et de préparer, d'accord avec les socialistes indépendants d'Allemagne, les partis suisse et italien, une conférence en vue de grouper finalement, avec les partis constituant la III<sup>e</sup> Internationale, tous les partis résolus à maintenir leur action sur la base des principes traditionnels du socialisme ». Ainsi, la SFIO quitte la II<sup>e</sup> Internationale reconstruite, et Marcel Cachin est mandaté avec Ludovic-Oscar Frossard pour rencontrer les dirigeants de la nouvelle Internationale.

Cette période de lendemains de guerre, avec une vague révolutionnaire, une agitation sociale sans précédent – liées à l'onde de choc des révolutions russes –, est primordiale dans la vie de Marcel Cachin, mais aussi du socialisme international et français : c'est « l'ère des masses », selon l'expression de Eric J. Hobsbawm, où

la question sociale est à l'ordre du jour. Dès lors, une course de vitesse a lieu entre les différentes organisations du mouvement ouvrier pour savoir qui va prendre le « leadership » international; certains partis, à l'image du Labour britannique, restent affiliés à la II<sup>e</sup> Internationale, d'autres comme le Parti socialiste italien, rejoignent l'Internationale de Lénine, alors que certains socialistes hésitent et pensent pouvoir garder un lien entre toutes les familles (réformistes et révolutionnaires) en proposant en février 1921, l'Internationale de Vienne ou l'UPSAI (l'Union des Partis socialistes pour l'Action internationale).

Entre-temps, Marcel Cachin et L.-O. Frossard assistent au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC en juillet 1920; ils rentrent enchantés de leur voyage soviétique et animent tout au long de l'été 1920 des meetings et conférences en vue de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale.

#### LE PÈRE FONDATEUR DU PCF ET L'HOMME DE L'UNITÉ DE LA GAUCHE.

Au cours de cette année 1920, la « France socialiste » est divisée en trois grands courants. Le « Comité pour la reconstruction de l'Internationale », qui regroupe des partisans de l'ancienne minorité socialiste, élabore une motion « d'adhésion sous réserve à la III<sup>e</sup> Internationale » signée par Jean Longuet; une deuxième motion réunissant les dirigeants qui ont participé à l'union sacrée s'intitule « pour l'unité internationale », signée notamment par Léon Blum. La troisième motion importante pour le XVIII<sup>e</sup> Congrès de la SFIO, regroupant le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et une fraction des reconstructeurs, propose quant à elle une adhésion sans réserve; les principaux acteurs sont Marcel Cachin, L.-O. Frossard, Lorient et Souvarine.

Lorsque le Congrès de Tours commence le 25 décembre 1920, après un grand débat dans les différentes fédérations socialistes, tout le monde sait déjà que l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale doit l'emporter. Toutefois les « reconstructeurs » se divisent : une partie suit la majorité dans la III<sup>e</sup> Internationale, une autre, rassemblée autour de Longuet, reste à la SFIO, ou la « vieille maison » selon l'expression devenue célèbre de Léon Blum.

L'histoire retient que c'est la motion Cachin-Frossard qui l'emporte et qui fonde la SFIC. S'agit-il d'une greffe bolchevique sur le corps du socialisme français, pour reprendre l'expression d'Annie Kriegel? « La scission socialiste de décembre 1920 fut donc une affaire de circonstances exactement située entre deux limites de temps : après que les résultats obtenus à l'échelle de la France par les moyens du socialisme français ont paru dérisoires dans le contexte de la révolution bolchevique; avant que la perspective d'une révolution mondiale dans le prolongement de la révolution russe se soit obscurcie. Mais la scission socialiste

en France ne fut pas seulement un accident – au sens propre – de la conjoncture française et européenne, elle fut aussi un accident – au sens figuré du point de vue des modalités<sup>10</sup>. »

Cette analyse mérite cependant quelques nuances qui ont déjà été effectuées. Il est vrai que pour Marcel Cachin, cette adhésion n'est pas une conversion au « socialisme à la sauce tartare », mais bel et bien la continuité d'un engagement. Certes, il va falloir s'adapter à la bolchevisation du parti, mais la culture de la SFIO, voire du POF perdure. Ainsi, Marcel Cachin qui reste à la tête de *L'Humanité*, mais aussi dans l'équipe dirigeante de la jeune SFIC, incarne véritablement la transition, l'héritage entre les deux formations de gauche ; on pourrait dire qu'il s'agit d'un passeur entre les deux cultures politiques.

D'ailleurs, avant la mise au pas du parti par l'IC, on voit bien les débats qui existent entre les différentes tendances ; Cachin jouant le rôle d'arbitre, de celui qui recherche la synthèse. En ce sens, c'est sans doute la leçon qu'il tira de l'expérience de la SFIO. Pour Boris Souvarine, cette attitude n'était pas celle d'un vrai bolchevik, qui doit savoir trancher dans le vif ; il alla même jusqu'à dénoncer Marcel Cachin pour ses « cachineries ».

Lors de l'occupation de la Ruhr, il s'emploie à dénoncer l'attitude du gouvernement français ; son immunité parlementaire est levée, mais le Sénat refuse de le faire inculper pour atteinte à la Sûreté de l'État ; cette peur du « complot communiste<sup>11</sup> » lui vaut à nouveau d'être inquiété et condamné à un an de prison lors de la guerre du Rif.

Toutefois, malgré les reprises en main du parti, au cours de la bolchevisation de la période sectaire de « classe contre classe », Marcel Cachin reste à la direction ; fait-il preuve seulement d'abnégation ? Est-il là seulement pour marquer la continuité entre la SFIO et la SFIC ?

Il semble qu'à la tête de *L'Humanité*, il essaya de préserver l'héritage jaussien ; d'abord, Marcel Cachin évitait les conflits, voulait garder l'unité de la rédaction. Puis, surtout, il sauva à plusieurs reprises le journal de la faillite, en particulier lorsqu'il créa les comités de défense de *L'Humanité* (CDH).

C'est véritablement au moment du Front populaire que Marcel Cachin retrouve la fibre de l'unité ; il est aux « avant-postes dans le rôle du rassembleur » (DBMOF « Maitron »). Il est de tous les combats antifascistes et participe activement aux différents meetings prônant l'unité. Son action en faveur du Front populaire redynamise son journal, qui (re)découvre un vocabulaire aux accents républicains où le drapeau rouge côtoie le drapeau bleu-blanc-rouge, l'Internationale

retrouve La Marseillaise<sup>12</sup>. Il se rend à nouveau Moscou au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste à l'été 1935<sup>13</sup>. À l'automne de cette année, il est élu sénateur de la Seine et dirige la fraction parlementaire du PCF.

Lors de la déclaration de guerre en 1939, il vote les crédits militaires nécessaires comme son collègue sénateur communiste Clamamus et comme les députés communistes. La fibre patriotique est encore à l'ordre du jour et il écrit à Léon Blum : « À cette heure grave, le Parti communiste affirme que si Hitler déclare la guerre à la France, il trouvera devant lui le peuple uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays » (*Le Populaire*, 9 septembre 1939).

Toutefois, l'interdiction du PCF, la suppression du journal qu'il dirigeait et l'expulsion de sa maison de Choisy-le-Roi allaient changer sa vie. Il se replia en province, intervint au procès des députés communistes en avril 1940. Réfugié à Lancerf en Bretagne, il resta isolé.

En 1941, il est arrêté par les Allemands, puis incarcéré. Les troupes d'occupation essayent d'utiliser ses propos contre les attentats individuels. Une affiche du POPF (Parti ouvrier et paysan français), fondé par Gitton, rend public un extrait de cette prise de position<sup>14</sup>, ce qui après-guerre sera utilisé par Paix et Liberté qui ose rééditer cette affiche dix ans après en pleine guerre froide... Cependant, Marcel Cachin participe activement en 1943 à la rédaction de *L'Humanité clandestine*. À la Libération, il fait partie de l'Assemblée consultative, puis il est élu aux deux assemblées constituantes en 1945 et 1946 ; comme doyen d'âge il préside aux ouvertures des sessions. Au cours de ces années de reconstruction où l'on allie « démocratie libérale et démocratie sociale », la volonté de retrouver une fusion organique entre la SFIO et le PCF est à l'ordre du jour ; il s'agit de poursuivre la Résistance, l'unité dans les combats<sup>15</sup>. Dès lors, se pose le problème d'un Congrès de Tours à l'envers. Est-ce le climat optimiste, l'euphorie de la Libération qui poussent à cette création ? Est-ce un intérêt stratégique bien calculé, est-ce le poids de la base ? Les contradictions enterrent ce projet et le Comité directeur de la SFIO met fin officiellement à cette entreprise le 3 septembre 1946.

Pourtant, Marcel Cachin, figure historique, voire emblématique, du parti présidait aux débats ; le PCF avait même créé des « amis du POF » dans tout le pays. À la lecture des *Carnets* de Marcel Cachin on voit bien que les rapports sont de plus en plus tendus au sein du comité : « Florimond a attaqué vigoureusement hier à la réunion communistes socialistes. Mayer : mal répondu, visqueux ; ils nous haïssent. Hier, pas d'ordre du jour commun, on s'est engueulés. On a

dit : les Juifs ont attendu le messie et quand il est arrivé, ils l'ont désavoué ; [ill.] les socialistes attendent le socialisme, quand il est arrivé en Russie, ils l'ont repoussé » et plus loin d'ajouter : « Mayer et Moch ont réuni toutes les critiques les plus infamantes contre le communisme. Ils nous ont proposé de garder le silence sur leurs accusations et de ne pas répondre<sup>16</sup>. »

Des logiques différentes, contradictoires, ont participé à l'élaboration de ce comité d'entente. Elles apparaissent très vite et le comité devient un enjeu tactique pour la recomposition politique attendue et voulue : le PCF voit la possibilité d'absorber la SFIO, en vain.

Figure historique du socialisme et du communisme français, Marcel Cachin s'éteint en pleine guerre d'Algérie, peu avant la fin tragique de la IV<sup>e</sup> République. Il avait entre-temps évoqué ses souvenirs de la Grande Guerre, du socialisme de Jean Jaurès et de la révolution d'Octobre, dans le film *La Terre fleurira* (1954). Son plaidoyer pour un socialisme ancré dans la culture républicaine, fortement teinté de pacifisme, proposait un idéal de justice sociale et de bonheur pour tous, qui emprunte largement à l'histoire du socialisme français : le greffon soviétique ne semble alors pas plus puissant que l'arbre socialiste ou même républicain... En témoignent ses carnets où l'on voit bien comment il retrouve une « nouvelle jeunesse » au cours du Front populaire et à la Libération. N'était-il pas alors « l'ancien » respecté de tous, jouissant d'une certaine autorité morale dans le parti de Maurice Thorez ? ●

1. Selon l'expression de Serge Berstein et Odile Rudelle, *Le Modèle républicain*, PUF, 1992.

2. Serge Wolikow et Michel Cordillot (sous la dir.), *Prolétaires de tous les pays unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*, Dijon, EUD, 1993.

3. Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (sous la dir.), *Histoire des gauches en France*, La Découverte, 2004.

4. Alexandre Courban, *L'Humanité (avril 1904 - août 1939) : histoire sociale, politique et culturelle d'un journal du mouvement ouvrier français*, thèse d'histoire, université de Bourgogne, décembre 2005, introduction. Denis Peschanski (sous la dir.), *Les Carnets Marcel Cachin, (t. I : 1906-1916, t. II : 1917-1920, t. III : 1921-1933, t. IV : 1935-1947)*, Éditions du CNRS, 1993-1998.

5. Serge Wolikow, *Les Rapports entre le PCF et l'IC, 1919-1934*, thèse de doctorat d'État, Paris-VIII, 1990 ; Mikhaïl Narinsky, Jürgen Rojahn, *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Lights of New Documents*, Amsterdam, IISH, 1996 ; Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Sergio Claudio Ingerflom, Roland Lew, Bernard Pudal, Claude Penneret, Serge Wolikow (sous la dir.), *Le Siècle des communismes*, L'Atelier, 2000 (Point Seuil, 2004).

6. Article cité dans *Marcel Cachin vous parle*, Éditions sociales, 1959, pp. 15-16 et dans Marcelle Hertzog-Cachin, *Regards sur la vie de Marcel Cachin*, Éditions sociales, 1980, p. 23.

7. Claude Willard, *Les Guesdistes. Le mouvement socialiste en France (1893-1905)*, Éditions sociales, 1965, p. 609.

8. Claude Willard, *op. cit.*, pp. 305-306. Voir aussi *Le Socialiste de la Gironde*, 1<sup>er</sup> avril 1900.

9. Gilles Candar, *Carnets Marcel Cachin, (1917-1920)*, tome II, Éditions du CNRS, 1993, note 86, pp. 296-297.

10. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Mouton, 1964, réédition 1978, Champs Flammarion, p. 430.

11. Frédéric Monier, *L'Apparition du complot communiste en France (1920-1932) : le pouvoir d'État et l'opinion publique face à la section française de la IIF Internationale dans les années 20*, thèse, Paris-X Nanterre, sous la direction de Jean-Jacques Becker, 1995.

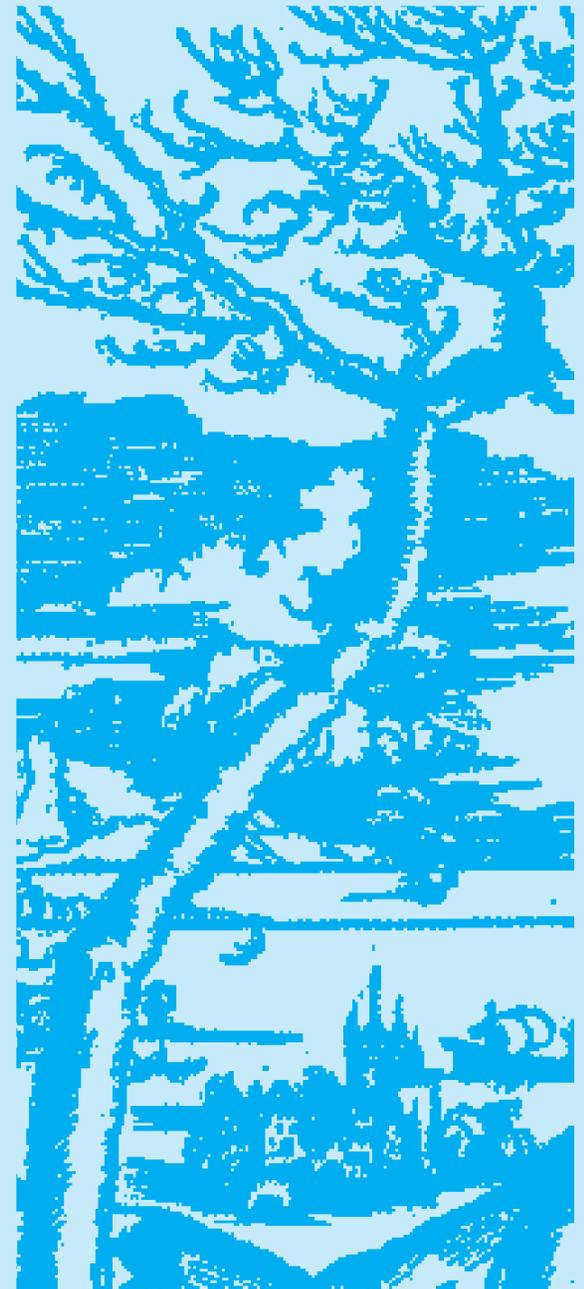
12. Denis Peschanski, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF, 1934-1936*, Klincksiek, 1988.

13. Voir Serge Wolikow, *Introduction à l'année 1935 des Carnets Cachin*, *op. cit.*

14. Lire Denis Peschanski, Marcel Cachin face à la Gestapo : la déposition du 21 octobre 1941, *Communisme* n° 3, 2<sup>e</sup> semestre 1983

15. Jean Vigreux, « Le comité d'entente socialiste-communiste », dans Serge Berstein, Frédéric Cépède, Gilles Morin, Antoine Prost (sous la dir.), *Le Parti socialiste entre Résistance et République*, Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 181-192.

16. Carnets Marcel Cachin, *op. cit.*, 6 septembre 1945.



SYNDICALISME

Réflexions autour de la « Charte d'Amiens »

# DE L'UNITÉ SOCIALISTE À L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

STÉPHANE SIROT\*

**1**e processus qui mène en avril 1905 au Congrès d'unité socialiste de la salle du Globe à Paris ne laisse pas indifférent le mouvement syndical. Depuis quelque temps déjà, les velléités de regroupement des organisations du socialisme français attirent l'attention des responsables de la CGT née à Limoges en 1895 ; elles rejaillissent en outre dans une certaine mesure sur les discussions à l'intérieur de la confédération, sur le déroulement de son congrès d'Amiens d'octobre 1906 et expliquent en partie le vote de la motion, plus connue sous le nom de « Charte d'Amiens ». Ce texte centenaire, érigé au rang de déclaration d'indépendance du syndicat à l'égard du parti politique, fait un peu figure de symbole, régulièrement invoqué par certains, instrumentalisé par d'autres.

Ce congrès n'est certes pas le point de départ d'une quelconque génération spontanée de syndicalistes soudain décidés à exprimer hautement leur volonté d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Il existe en effet parfois une tentation historiographique consistant à se saisir du confort offert par un moment-clé pour ordonner autour de lui la lecture d'une tendance historique, tant il est vrai que « dans l'histoire du syndicalisme français, la Charte d'Amiens est longtemps restée comme le texte fondateur de référence<sup>1</sup> ». Sombrer dans ce travers revient à évacuer un long passé de débats et de précédentes déclarations que la « Charte d'Amiens » reprend et ramasse en quelques dizaines de lignes. De fait, ce texte représente surtout la cristallisation d'un cheminement, de préoccupations qui dès les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle agitent le mouvement ouvrier. En outre, il serait réducteur d'oublier que ce congrès de la CGT s'inscrit dans un contexte européen où, dans les grands pays industriels, le syndi-

calisme se détermine à peu près au même moment sur la nature de ses rapports aux organisations politiques. Mais là encore, le simplisme guette : la motion adoptée en 1906 va bien au-delà de la stricte affirmation de l'indépendance à l'égard des organisations partisans. Plus largement, elle est un cri d'autonomie lancé au visage du champ politique national. Ce faisant, elle érige le mouvement syndical en structure sociale totale qui se confronte en permanence à l'ensemble des champs de la vie de la cité, des institutions et des acteurs de la société. La CGT de l'orée du XX<sup>e</sup> siècle revendique ainsi pleinement une forme de syndicalisme sociopolitique qui constitue pour une large part, jusqu'à nos jours, une singularité nationale marquante.

**UNE DÉCLARATION D'AUTONOMIE OUVRIÈRE.** Dès ses prémices, l'histoire du mouvement ouvrier français est en partie déterminée par sa relation aux organisations politiques censées relayer les aspirations du monde ouvrier naissant et, au-delà, du peuple. Il faut à cet égard rappeler que de la Révolution française qui, avec la loi Le Chapelier de 1791, interdit les regroupements à caractère revendicatif, et jusqu'au vote de la loi de 1884 qui autorise enfin la libre constitution des syndicats, les militants ouvriers sont pour l'essentiel privés de la possibilité de s'organiser dans un cadre professionnel, à un moment où le peuple des usines est socialement marginalisé. En conséquence, ceux qui recherchent l'amélioration de leur situation placent alors la majeure partie de leurs espoirs dans le mouvement politique républicain, qui ressent d'ailleurs lui-même la nécessité d'une complicité avec le monde laborieux<sup>2</sup>. Cela n'empêche pas pour autant l'émergence progressive d'une certaine méfiance à l'égard du champ politique, sous ses formes étatique et partisane, ainsi qu'une prise de conscience d'une condition particulière à l'univers ouvrier nécessitant l'expression d'une parole et d'une action spécifiques. Par exemple, dès le I<sup>er</sup> congrès ouvrier tenu à Paris en 1876, des militants expriment un désir d'autonomie qui ressort

des discussions engagées à propos des candidatures ouvrières aux élections. Les congressistes sont conduits à envisager la présentation de candidats ouvriers qui seraient les défenseurs, au sein du pouvoir législatif, des intérêts de leur catégorie sociale. Il est même proposé qu'un jury composé exclusivement d'ouvriers examine les capacités et les convictions des candidats potentiels<sup>3</sup>. Certes, l'expression d'une autonomie ouvrière<sup>4</sup> demeure alors diffuse, elle n'est pas encore strictement formalisée et proclamée. Il n'en reste pas moins que la question du rapport au champ politique gagne en ampleur, sous la forme d'une défiance de plus en plus manifeste à l'égard des structures organisationnelles qui l'occupent. En outre, la déception grandissante des espoirs placés dans l'avènement et l'enracinement d'une République qui n'accorde pas des droits sociaux à la hauteur des droits politiques, nourrit la montée en puissance d'une volonté de prise d'autonomie du syndicalisme par rapport aux institutions de la vie politique nationale. Par exemple, le II<sup>e</sup> congrès ouvrier, réuni à Lyon en 1878, s'oppose à la représentation du prolétariat au Parlement<sup>5</sup>.

La disjonction entre l'action et les partis politiques d'une part, les organisations du monde du travail et la revendication sociale ou économique d'autre part, s'exprime encore plus librement dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup>. Cette réalité se produit sous l'effet de la loi de 1884 qui légalise et légitime le fait syndical, mais également en raison du ralliement des militants anarchistes qui se dégagent des tentations terroristes pour reporter leurs efforts vers la préparation de la grève générale et l'action directe par la voie du syndicalisme.

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant qu'en 1895, la création de la CGT se produise sur les bases d'une affirmation d'indépendance syndicale, d'ailleurs considérée comme un principe premier puisque exprimé dans l'article initial de ses statuts :

« Les éléments constituant la Confédération générale se tiendront en dehors de toute école politique<sup>6</sup>. »

L'article 2 souligne en outre que « la Confédération générale du travail a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale<sup>7</sup> ».

Le congrès de 1902 fusionne le propos de ces deux articles, ce qui établit déjà clairement une manière d'étroite relation entre le souci de construire une société nouvelle et la prise de distance à l'égard des structures partisans, l'un étant en quelque sorte nécessaire par l'autre. Désormais, la confédération « groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat<sup>8</sup> ».

Dans la pratique, la CGT laisse cependant à chacun des groupes qui la composent la liberté d'autoriser ou de prohiber le cumul des fonctions syndicales et politiques. Mais la règle générale, sans être universelle, est tout de même de ne pas autoriser la conjonction des responsabilités, comme au sein de la Chambre syndicale d'ouvriers tullistes et similaires de Calais (1896-1900) qui indique de manière emblématique que :

« Le conseil d'administration ayant pour seul but de gérer les affaires du syndicat et d'assurer son bon fonctionnement en dehors de tout esprit de parti, nul ne pourra en faire partie s'il occupe ou accepte une fonction politique<sup>9</sup>. »

Le processus d'unité des organisations socialistes a le pouvoir de réanimer puissamment la question du rapport syndical au politique. Ainsi, quelques jours avant le Congrès de la salle du Globe, l'un des principaux dirigeants de la CGT, Jean Latapie, écrit un très long article dans l'organe officiel de son syndicat qui réaffirme la règle commune :

« Nous ne faisons pas de parlementarisme – car il ne faut pas confondre *politique* et *parlementarisme* –, la politique que nous faisons revêt un caractère essentiellement social et, partant, n'est pas susceptible de nous diviser, et de désagréger nos organismes économiques comme l'a toujours fait et le ferait encore la politique électorale, si on ne l'avait pas éliminée de nos groupements corporatifs et laissée à l'initiative des groupes d'études spécialement consacrés à cet effet<sup>10</sup>. »

La portée politique de l'action syndicale, nous y reviendrons, est assumée, revendiquée. En revanche, la compétition partisane est rejetée comme la source de tensions potentielles à l'intérieur de la forme syndicale, dont le rôle et l'objectif sont de rassembler un corps social à la condition et aux intérêts convergents, de manière à l'émanciper sans préoccupation des querelles de tendances qui constituent la marque de fabrique du socialisme. Le rejet de ce que Latapie qualifie de « politique électorale » est donc pour lui une nécessité, car il faut « recruter les travailleurs d'idées et de conceptions hétérogènes au point de vue politique et philosophique, mais homogènes en ce qui a trait à leurs intérêts économiques<sup>11</sup> », terrain sur lequel doit se produire l'émancipation ouvrière d'après les syndicalistes d'action directe aux commandes de la CGT.

À la veille du Congrès d'Amiens, l'autonomie ouvrière apparaît donc comme une idée présente qui plonge ses racines dans une histoire déjà relativement longue. Mais la conjoncture invite la CGT à un retour sur ses conceptions, accompagné d'une prise de position officielle fixant pour longtemps le point de vue syndical dominant. La situation immédiate est double. D'une part, la réalisation de l'unité socialiste ouvre la

\* Docteur en histoire, enseignant à l'université de Cergy-Pontoise. Dernier livre paru : *La Grève en France. Une histoire sociale*, Odile Jacob, 2002.

porte à un essor de ce mouvement et, partant, à une possible tentation hégémonique sur le terrain de l'émancipation du monde du travail. D'autre part, en Europe occidentale, la période est à la mise en place de modes de fonctionnement des mouvements ouvriers organisés autour de la relation entre champ politique et champ social, entre parti et syndicat. C'est en effet en cette riche année 1906 que se produisent à l'ouest du continent deux événements majeurs<sup>12</sup>. Au Royaume-Uni naît le Parti travailliste, à l'instigation des syndicats (Trade Unions). Cette initiative consacre le « modèle unioniste » ou « travailliste », dans lequel le syndicat prend le pas sur le parti politique. Le syndicalisme est l'instrument originel de défense des intérêts des travailleurs et constitue le noyau du mouvement ouvrier. Il se dote en 1906 de moyens d'action politique propres, en s'engageant dans la construction d'une représentation parlementaire et d'un parti organique, émanation directe du mouvement ouvrier. Toujours en 1906 a lieu en Allemagne, à Mannheim, le Congrès des syndicats qui entérine durablement la configuration de leurs relations avec le Parti social-démocrate. Dans ce pays, l'essor syndical s'est produit dans les années 1880-1900, après celui de la social-démocratie. Ce sont souvent les cadres du parti qui ont œuvré à la consolidation des syndicats. Dans un premier temps, ces derniers ont admis le rôle d'avant-garde du parti, puis à mesure qu'ils ont gagné en puissance, ils ont progressé en indépendance, se sont émancipés de l'organisation sociale-démocrate, tout en conservant avec elle des liens très forts. C'est cette situation, ce partage des tâches entre le syndicat, maître d'œuvre de l'action corporative, et la social-démocratie, pilote du politique, que consacre le congrès de Mannheim. Cela ne signifie pas pour autant un désengagement du syndicalisme de la sphère politique : la coopération avec le parti social-démocrate demeure très étroite et le système social bismarckien amène le mouvement ouvrier à entamer son intégration institutionnelle. Peu après le vote de la loi de 1883 sur l'assurance-maladie qui institue la participation des représentants ouvriers à la gestion des caisses, les syndicats s'engagent en effet avec succès dans ce dispositif<sup>13</sup>. On l'aura compris, les débats qui agitent le syndicalisme français autour de 1906 sont parfaitement naturels en considération des événements qui l'encerclent. Au Congrès d'Amiens, le rapport au politique est envisagé par trois propositions qui, au fond, illustrent un peu chacun des grands modèles de syndicalisme qui se figent en Europe occidentale<sup>14</sup>. La première proposition est celle du guesdiste Victor Renard, secrétaire de la Fédération du textile. Cette « motion du textile » soutient la nécessité d'une liaison

étroite entre le travail parlementaire et le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière, ce qui, en conséquence, appellerait une relation assumée avec le Parti socialiste :

« Considérant que les élus du Parti socialiste ont toujours proposé et voté les lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ainsi que son affranchissement définitif;

« Que tout en poursuivant l'amélioration et l'affranchissement du prolétariat sur des terrains différents, il y a intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité confédéral et le Conseil national du Parti socialiste (...)

« Le congrès décide :

« Le Comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes, avec le Conseil national du Parti socialiste pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières. » Il est permis de lire dans ces lignes l'influence du modèle allemand, ce qui ne surprend guère de la part d'un partisan de Jules Guesde, l'un des principaux promoteurs de l'introduction des conceptions marxistes en France. Un autre texte est rédigé par Auguste Keufer, le dirigeant modéré du Livre, contresigné par son collègue Liochon, ainsi que par Coupât des Mécaniciens et Henri Sellier des Employés :

« Il y a lieu de bannir toutes discussions et préoccupations politiques, philosophiques et religieuses du sein de l'organisme confédéral. La CGT, organe d'union et de coordination de toutes les forces ouvrières, tout en laissant à ses adhérents une entière liberté d'action politique hors du syndicat, n'a pas plus à devenir instrument d'agitation anarchiste et antiparlementaire qu'à établir des rapports officiels ou officieux, permanents ou temporaires avec quelque parti politique ou philosophique que ce soit... L'action parlementaire doit se faire parallèlement à l'action syndicale, cette double action pouvant contribuer à l'œuvre d'émancipation ouvrière et à la défense des intérêts corporatifs. »

Tout en exprimant une orientation qui ressemble somme toute à celle de la CGT depuis 1895, ce texte laisse cependant percer dans sa dernière phrase une appréciation qui peut en partie être rapprochée du modèle instauré par le mouvement ouvrier anglais.

La motion proposée par les principaux responsables de la confédération – dont son secrétaire général Victor Griffuelhes – et adoptée massivement (834 voix pour, 8 contre et 1 bulletin blanc<sup>15</sup>), promeut une autonomie de l'organisation syndicale dans des termes qui répètent et précisent les statuts adoptés en 1895, puis révisés en 1902 :

« ...en ce qui concerne les individus, le Congrès

affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des actes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

Si un libre choix d'engagement extra-syndical est laissé aux individus, conformément à la pratique en vigueur depuis la naissance de la CGT, en revanche, les syndicats qui la composent doivent repousser les rapprochements trop étroits avec les structures partisans ou exprimer une préférence marquée pour l'une ou l'autre d'entre elles. Rien de bien nouveau donc, si ce n'est l'énoncé très clair d'une raison de fond de ces grands principes : l'autonomie ouvrière n'a de sens que dans la mesure même où elle permet d'orienter directement les efforts des travailleurs des usines vers l'adversaire prioritaire à abattre – « le patronat » –, pour espérer tant une amélioration immédiate des conditions d'existence que le renversement de la société capitaliste. Autonomie ouvrière et syndicalisme d'action directe : le lien paradigmatique est clairement établi et laisse libre cours au déploiement d'un pansyndicalisme revendiqué et assumé.

**LA CRISTALLISATION D'UN PANSYNDICALISME TOTAL.** Ce chemin d'autonomie et d'action directe sur lequel s'engage clairement la CGT construit chez elle un rapport exacerbé au politique, dans la mesure où elle se trouve dès lors confrontée à la nécessité de s'emparer elle-même d'un champ qu'elle ne peut de toute façon par nature désert. Au fond, le syndicalisme s'investit de la mission de penser la vie et les transformations de la cité, il se retrouve face à la nécessité d'assumer son rôle éminemment politique.

Dans son article précédemment cité, qui peut être perçu comme une préfiguration de la motion majoritaire du congrès d'Amiens, Jean Latapie paraît avoir saisi cette situation en l'assumant plutôt allègrement : « L'idéal de transformation économique que nous poursuivons comporte fatalement, pour sa réalisation, une transformation politique correspondante (...) Tant dans notre action journalière que pour les fins révolutionnaires qui sont notre idéal, que nous le voulions ou non, nous faisons œuvre politique en même temps qu'économique<sup>16</sup>. »

La « Charte d'Amiens » reconnaît le contenu politique du syndicalisme et de son action. Considérer ce texte comme l'expression d'une forme d'« a-politisme », même entendu comme « le rejet, à terme, de la politique comme activité séparée<sup>17</sup> » est certainement un contresens. Ce sont l'action et l'engagement partisans qui sont visés, critiqués par ce texte, même si ce qui est porté par le discours l'est nettement moins par le vécu quotidien : les syndicalistes d'action directe ne refusent pas les négociations, les contacts avec les membres des institutions politiques, notamment sur le plan local, ni avec ceux de l'appareil d'État<sup>18</sup>. Quoi qu'il en soit, la motion de 1906 cristallise une forme de pansyndicalisme se vivant comme l'élément central des rapports de classes et la structure de base de la nouvelle société qui doit succéder au système capitaliste, dont le renversement est l'objectif ultime. Quoi de plus politique, au fond ?

Le syndicat est considéré comme l'élément central des rapports de classes à un double titre. Tout d'abord parce que, dit le texte voté à Amiens, il agit « dans l'œuvre revendicatrice quotidienne ». Mais également, et peut-être surtout, parce qu'« il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». Pour cela, il peut se dispenser d'une relation étroite avec les regroupements politiques, dans la mesure notamment où il estime disposer de sa propre méthode d'émancipation définitive du prolétariat, que lui dicte son choix de l'action directe, « il préconise comme moyen d'action la grève générale », dit la Charte d'Amiens.

Une fois atteint l'horizon rêvé, celui du renversement de la société capitaliste, c'est au syndicat qu'il reviendra de structurer les temps nouveaux : « (...) le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».

Puisqu'elle ne veut pas se contenter de la gestion des revendications immédiates mais ambitionne également un changement radical de société, puisqu'elle ne reconnaît pas aux organisations politiques mais au mouvement syndical le rôle moteur pour parvenir à cette transformation et gérer le nouveau régime qu'elle appelle de ses vœux, la CGT se trouve de fait propulsée en plein cœur du champ politique. Il paraît donc pertinent de considérer que « la Charte d'Amiens, souvent interprétée à tort comme la manifestation d'un apolitisme syndical, exprime au contraire une conception dans laquelle la sphère syndicale sera, dans l'avenir, coextensive d'une sphère politique renouvelée<sup>19</sup> ».

Ce « modèle » français est d'ailleurs peut-être le plus sensible de tous à l'expression du champ politique,

dans la mesure même où il est le seul à prétendre faire vivre une conception hégémonique de son action. Mais au-delà de ce constat, quels sont les éléments déterminants de la constitution de ces différents rapports au politique ? La compréhension des « modèles » s'est longtemps focalisée sur des explications trop exclusivement centrées sur les spécificités nationales. La recherche récente a montré la nécessité de considérer également d'autres paramètres, telles les communautés professionnelles ou spatiales<sup>20</sup>.

Parmi les singularités des histoires nationales figurent le processus d'industrialisation et l'intégration du monde ouvrier à la société globale. Chacun des « modèles » correspond à un moment et à une forme particuliers du processus d'industrialisation de l'Europe occidentale. Pionnier et rapide au Royaume-Uni, il signe l'antériorité du regroupement à base socio-économique. Brutal mais tardif en Allemagne, la social-démocratie précède l'essor du syndicalisme. Précoce mais lent en France, mouvements socialiste et syndical naissent dans un même élan. Dans ce pays comme en Italie, au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'au début des années 70, les actifs de l'industrie restent nettement inférieurs à ceux des pays d'Europe du Nord-Ouest<sup>21</sup>. D'un côté se constitue une classe ouvrière très minoritaire, avec des catégories socioprofessionnelles à l'homogénéité quelquefois fragile, alors que de l'autre émerge un monde ouvrier massif et plus homogène, auquel des droits d'expression sociale sont reconnus plus tôt qu'en France. Dans ce contexte, la séparation relative entre l'action politique et l'action sociale peut sans doute s'y exprimer plus aisément.

Le rapport direct du monde ouvrier à la pratique politique constitue également un élément d'explication important. En France, la révolution de 1789 favorise une politisation populaire précoce. Dès 1848, avant l'Angleterre ou l'Allemagne, le suffrage universel masculin est obtenu. Une certaine égalité politique assez tôt réalisée rend d'autant plus insupportable la mise à l'écart sociale des prolétaires et nourrit une dissociation entre structures syndicales et partisans<sup>22</sup>. Quant au droit de grève (1864), il est reconnu avant celui de se structurer (1884) : l'action précède l'organisation, conférant ainsi au conflit, à l'intervention directe des travailleurs, une dimension centrale, tandis que là où l'organisation devance l'action, s'installent plus volontiers la pratique précoce de la négociation, les discussions avec les employeurs et les pouvoirs publics, donc une certaine forme d'intégration.

D'autres facteurs majeurs interviennent, qui transcendent les espaces nationaux. Ainsi le rôle primordial des communautés professionnelles ou celui des espaces urbanisés. En effet, les formes du syndicalisme, son

rapport au politique s'enracinent aussi dans des métiers aux traditions spécifiques qui peuvent dépasser les frontières. L'exemple le plus frappant est sans conteste celui des mineurs<sup>23</sup>. Entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Seconde Guerre mondiale, le mouvement syndical de cette profession s'est apparenté, quel que fût le pays concerné, au « modèle unioniste ». Une représentation parlementaire précoce a permis de porter au niveau de l'État les revendications de la profession. On connaît la tradition du député-mineur, qui a d'ailleurs apporté aux hommes du sous-sol des avancées sociales importantes. Ainsi « l'existence d'une vraie communauté professionnelle et spatiale totale où se superposent « réseaux de travail » et modes de vie », d'un « monde clos, hiérarchisé, fondé sur l'expérience du travail », explique l'implantation d'une « organisation naturellement corporative », où le facteur politique est « logiquement second<sup>24</sup> ».

Le facteur spatial est également déterminant. Ainsi la grande ville est-elle l'espace de prédilection des modèles nationaux, alors qu'ailleurs la diversité tend à l'emporter. Ce lieu de brassage des métiers rend l'expérience du travail moins prépondérante qu'ailleurs. La pratique de l'action directe s'y développe plus volontiers que dans d'autres types de communautés spatiales : la « propension à l'action généralisée », économique, sociale, politique, trouve sans doute ici son contexte le plus favorable<sup>25</sup>.

La complexité du fait syndical, de son rapport au champ politique, à la société, exige donc la prise en considération d'une multiplicité de facteurs, d'autant plus que les « modèles » à partir desquels s'organise classiquement la réflexion ne sont nulle part hégémoniques et se trouvent partout confrontés à l'émergence de mouvements qui se revendiquent d'une autre logique. Cela dit, en France, la trajectoire historique du syndicalisme le conduit à s'inscrire dans un mode de fusion du politique et du social plus prégnant qu'ailleurs.

**À LA FUSION DU CHAMP SOCIAL ET DU CHAMP POLITIQUE : UN SYNDICALISME SOCIOPOLITIQUE.** Les conceptions exprimées par le syndicalisme d'action directe au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, inscrites dans le marbre de la motion adoptée en octobre 1906 à Amiens, s'inscrivent dans une rhétorique qui lie étroitement le champ social – la revendication économique de portée immédiate, le travail quotidien pour l'amélioration de la condition ouvrière à l'intérieur du système en place – et le champ politique – l'action en faveur de l'institution d'une société nouvelle, l'opposition radicale au patronat et à l'appareil d'État bourgeois –, finalement appelés à fusionner.

Œuvrer conjointement pour avancer sur les deux terrains est affirmé comme une nécessité, d'autant plus

qu'ils paraissent, dans l'esprit des syndicalistes d'action directe, se nourrir et se renforcer mutuellement. La Charte d'Amiens développe en effet un raisonnement qui commence par embrasser le double horizon du syndicalisme : le présent et l'avenir. Ni l'un ni l'autre ne doivent être négligés, s'emploie au fond à expliquer le texte :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

« Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. » Il est vrai que les militants et les responsables de la confédération née en 1895 à Limoges, s'ils invoquent volontiers leur objectif révolutionnaire de renversement de la société en place, n'oublie jamais leur tâche réformiste, celle qui les incite à agir sans relâche pour l'obtention de meilleures conditions d'existence du monde du travail. C'est en effet en amont et en aval du Congrès d'Amiens que sont définies puis développées quelques revendications syndicales majeures de la CGT, en particulier sur la durée du travail : la réduction du temps de production quotidien à huit heures, la « semaine anglaise », ce repos du samedi après-midi sont autant d'axes fondamentaux dont la réalisation occupe une large part des énergies syndicales de la période. Au moins depuis le début du siècle, loin d'être aveuglé par ses perspectives radicales d'avenir, « le syndicalisme que l'on appelle révolutionnaire (...) s'est au contraire efforcé d'« atteler le mouvement ouvrier à des tâches immédiates et fécondes<sup>26</sup> ».

La perspective révolutionnaire imprègne quant à elle nettement les esprits militants jusqu'à la Grande Guerre, mais pour l'essentiel dans le discours bien plus que dans la pratique. La grève générale, cet « arrêt concerté du travail s'étendant à tout le pays et à toutes les corporations – ou du moins englobant les services publics et les industries-clés (transports, transmissions, mines, gaz, électricité, pétrole, alimentation, métallurgie...), ce qui paralyse les autres<sup>27</sup> », instrument syndical du changement de société, n'est guère pratiquée. Les rares tentatives en ce sens ont d'ailleurs déjà échoué, tel en 1898, l'essai avorté d'élargissement de la grève générale du bâtiment parisien aux cheminots<sup>28</sup>. En somme, cette pratique représente, en octobre 1906, sans doute déjà davantage un horizon fonctionnel aux atours idéaux et mythiques, disposant bientôt de son livre de chevet<sup>29</sup>, qu'une perspective réellement envisagée, au moins à échéance rapprochée.

Outre que les syndicalistes d'action directe se révèlent des observateurs attentifs des réalités concrètes, capables du pragmatisme le plus abouti, il apparaît également que l'attention portée aux revendications immédiates s'inscrit pleinement dans la rhétorique développée par la Charte d'Amiens :

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. » Cette « double besogne » est en quelque sorte fusionnée. Là réside certainement l'une des clés de compréhension des raisons pour lesquelles le mouvement syndical se permet de se placer dans cette perspective à connotation hégémonique : il se perçoit comme la quintessence la plus pure, la plus aboutie des rapports de forces qui se diffusent dans la société, dans la mesure où il réfléchit à l'avenir de la société et œuvre quotidiennement sur le lieu même de l'exploitation du monde ouvrier, auquel il s'adresse par conséquent d'abord en tant que groupe social, bien davantage qu'en tant que force de soutien potentielle à une idéologie élaborée par des congrès de partis politiques. C'est d'ailleurs ce qu'il estime sans doute constituer sa principale supériorité par rapport à la forme de regroupement partisane. Car selon les syndicalistes de la Charte d'Amiens, un parti politique représente d'abord une opinion, une construction idéologique, donc un morcellement potentiel des engagements ; le syndicat représente en revanche d'abord une classe<sup>30</sup> – la classe ouvrière –, il s'inscrit au plus juste du procès de domination qu'elle subit et devient par là même son représentant le plus légitime et le plus en capacité de rassembler de la façon la plus large possible le monde dominé.

Le syndicalisme d'action directe paraît donc contenir une forme de dialectique de fusion des champs social et politique. La triple fonction qu'il s'assigne rend cette situation somme toute naturelle : une fonction sociale en tant qu'organisateur et porte-parole des mécontentements de l'univers de l'usine et de sa volonté d'amélioration quotidienne de son existence ; une double fonction politique, comme avant-garde de la masse ouvrière destinée à se révolter un jour pour renverser le vieux monde par la grève générale, mais également en tant que structure d'organisation de la société future. La motion adoptée à une écrasante majorité dans la capitale picarde est à cet égard le texte qui exprime de la manière la plus claire et synthétique la pensée du « modèle » français de syndicalisme. Ces caractéristiques en font d'ailleurs très rapidement une référence

incontournable : vers 1910 déjà<sup>31</sup>, cette motion de congrès commence à être désignée sous le noble vocable de « Charte d'Amiens », au moment même où la CGT entre dans une période de crise que la Première Guerre mondiale fait éclater au grand jour. La Charte d'Amiens définit un pansyndicalisme socio-politique total. Fruit d'une évolution de longue durée du mouvement ouvrier, elle déclare tout en l'assumant la permanence et l'inhérence des correspondances entre syndicalisme et politique. Naturellement confronté dans son action à tous les acteurs de la société, qu'il s'agisse de ceux des champs économique et social (employeurs, salariés) ou politique et institutionnel (partis, Parlement, appareil d'État, justice), le mouvement syndical ne peut échapper à l'obligation de réfléchir et de se positionner par rapport au monde au milieu duquel il évolue. C'est la raison pour laquelle s'est rapidement posée, pour lui, une question majeure qui traverse son histoire : le syndicalisme est-il (ou doit-il être) porteur d'une critique, d'un projet/modèle global de société, ou doit-il volontairement limiter son champ d'intervention à la défense des intérêts immédiats de ceux qu'il représente ? Les syndicalistes d'Amiens ont apporté leur réponse à cette question. Leurs successeurs en ont débattu et lui ont donné, au fil des époques et des tendances, des réponses diverses et variées. Quoi qu'il en soit, tous ont dû se frotter à ce débat. Il paraît dès lors illusoire de considérer que dans la mesure où « la majorité des adhérents n'est membre d'aucun parti politique », il « serait dangereux, pour l'avenir de la CGT, que nous soyons consciemment ou inconsciemment otages du débat politique<sup>32</sup> ». Relayer les prises de position d'un parti politique s'est révélé systématiquement funeste aux organisations syndicales françaises. En revanche, nier la portée politique de ses champs d'intervention ou refouler les prises de position sur les grands débats de société qui engagent le présent et l'avenir du salariat ressemble à une chimère dont la tradition d'Amiens invite à se méfier. D'autant plus que les formes de regroupement humain, politiques ou syndicales, ont besoin non seulement de causes ou d'engagements immédiats, mais également de perspectives utopiques. Laissons l'historien prendre congé pour laisser le mot de la fin aux militants de l'autonomie ouvrière et de l'action directe :

« L'action de chaque jour se suffit rarement à elle-même : elle a besoin de souvenirs qui la soutiennent et d'espérances qui l'exaltent, en d'autres termes d'une tradition quelquefois légendaire, d'un idéal, peut-être inaccessible. Il faut à l'homme d'action l'illusion bien-faisante qu'il est comme un anneau dans la chaîne des temps<sup>33</sup>. » •

1. M. Dreyfus, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Complexe, 1995, p. 57.
2. Sur ces questions, voir Y. Laybros, *Le Syndicalisme et le Parti républicain de 1871 à 1876*, mémoire annexe pour le DES, mai 1948.
3. *Ibid.*, pp. 27-29.
4. Pour reprendre l'expression de J. Julliard, *Autonomie ouvrière. Études sur le syndicalisme d'action directe*, Gallimard/Le Seuil/EHESS, 1988.
5. R. Mouriaux, *Syndicalisme et Politique*, Éditions ouvrières, 1985, 214 pages.
6. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, Office du travail, *Les Associations professionnelles ouvrières*, Imprimerie nationale, t. I : Agriculture. – Mines. – Alimentation. – Produits chimiques. – Industries polygraphiques, 1899, p. 267.
7. *Ibid.*
8. Cité par R. Mouriaux, « Syndicalisme et politique : les discours d'Amiens », dans *Le Congrès de la Charte d'Amiens – IXe Congrès de la CGT – 8 au 14 octobre 1906*, Éditions de l'Institut CGT d'histoire sociale, 1983, p. 85.
9. Cité par M. Leroy, *La Coutume ouvrière. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives. Doctrines et institutions*, M. Giard et E. Brière, 1913, p. 149.
10. *Le Peuple*, 9-16 avril 1905. Souligné dans le texte.
11. *Ibid.*
12. Voir J.-L. Robert, « La naissance du syndicalisme », *Le Monde*, 23 mars 1999, et S. Sirot, « Syndicalisme et politique : des modèles historiques ? », dans S. Wolikow, T. Régin (sous la dir.), *Les Syndicalismes en Europe*, t. II : À l'épreuve de l'État, Syllepse, 2002, pp. 13-29.
13. S. Kott, « Les politiques sociales en France et en Allemagne (1880-1914) », dans F. Guedj, S. Sirot (sous la dir.), *Histoire sociale de l'Europe. Industrialisation et société en Europe occidentale*, Seli Arslan, 1998, p. 124.
14. On peut retrouver l'intégralité de ces textes dans l'ouvrage ancien mais classique de G. Lefranc, *Le Mouvement syndical sous la IIIe République*, Payot, 1967.
15. Selon G. Lefranc, *op. cit.*, p. 142.
16. *Le Peuple*, 9-16 avril 1905.
17. G. Soulier, « Sur le langage de la Charte d'Amiens », dans *L'Actualité de la Charte d'Amiens*, PUF, 1987, p. 16.
18. Voir J. Julliard, « Indépendance réciproque et concurrence : le syndicalisme français et la politique d'action directe (1900-1914) », dans *Autonomie ouvrière...*, *op. cit.*, pp. 214-218, ou S. Sirot, *Les Grèves des ouvriers du bâtiment à Paris de 1898 à 1913*, Maîtrise, Paris-VII, 1988.
19. Y. Poirmeur, « Activité politique et organisations syndicales », dans *L'actualité...*, *op. cit.*, p. 38.
20. Voir J.-L. Robert, F. Boll, A. Prost (sous la dir.), *L'Invention des syndicalismes. Le syndicalisme en Europe occidentale à la fin du XIXe siècle*, Publications de la Sorbonne, 1997.
21. S. Sirot, « Emploi ouvrier, syndicalisation et grèves en Europe occidentale de 1880 à 1970 : entre rapprochements et creusement des singularités », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* n° 72, 3e trimestre 1998, pp. 24-29.
22. Voir J. Julliard, *Autonomie ouvrière...*, *op. cit.*, pp. 23-24.
23. J. Michel, « Une branche professionnelle : les mineurs », dans J.-L. Robert, F. Boll, A. Prost (sous la dir.), *op. cit.*, pp. 23-39.
24. J.-L. Robert, « Présentation », *ibid.*, p. 12.
25. *Ibid.*, pp. 14-15.
26. J. Julliard, « Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste », dans *Autonomie ouvrière...*, *op. cit.*, p. 50.
27. R. Brécy, *La Grève générale en France*, EDI, 1969, p. 4.
28. *Statistiques des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, Imprimerie nationale, 1898, pp. 252-271.
29. E. Pouget et E. Pataud, *Comment nous ferons la Révolution*, Librairie illustrée Jules Tallandier, 1909.
30. J. Julliard, *op. cit.*, p. 205.
31. Selon H. Dubief, *Le Syndicalisme révolutionnaire*, Armand Colin, 1969, p. 50.
32. Selon des propos tenus début 2005 par B. Thibault dans son intervention devant le CCN de la CGT, rapportés dans « Controverse à la CGT sur le référendum », *L'Humanité*, 4 février 2005.
33. *La Bataille syndicaliste*, 28 mai 1911.



MONDE DES IDÉES

Coup de sonde dans l'intelligentsia américaine

# LE MARXISME ANALYTIQUE AMÉRICAIN, UN OXYMORE ?

FABIEN TARRIT\*

**Le constat selon lequel le marxisme marque la vie intellectuelle américaine par sa quasi-absence n'est pas nouveau.** « S'il existe un seul professeur aux États-Unis qui enseigne l'économie politique et se dise socialiste, ce professeur est une aiguille que je n'ai pu trouver dans notre botte de foin universitaire » (Sinclair, 1923, p. 436). Ces quelques mots prononcés par un universitaire américain dans les années 20 paraissent encore d'actualité dans les années 70, au cours desquelles Perry Anderson soulevait le paradoxe selon lequel le marxisme « n'[a] pas atteint les États-Unis et l'Angleterre – respectivement le pays le plus riche de la classe impérialiste et celui de la classe ouvrière la plus ancienne du monde » (1977, p. 142). Deux ans plus tard, Jon Elster « constate... un fait curieux, l'absence d'un marxisme anglais » (1981, p. 745). Bien que l'intérêt pour la théorie marxiste se soit relativement déplacé des pays continentaux aux pays anglo-saxons, il serait erroné de parler d'une forte présence du marxisme outre-Atlantique.

Les traditions universitaires anglo-saxonnes semblent avoir longtemps éloigné les intellectuels américains et britanniques du marxisme. La philosophie analytique, associée au positivisme logique, a traditionnellement été hostile au marxisme, comme à la philosophie continentale en général, notamment pour son manque de rigueur : « Les paradigmes existants de la philoso-

\* Fabien Tarrit est membre du laboratoire d'Analyse des mouvements économiques (CERAS-OMI) à l'université de Reims. Il a obtenu un DEA d'épistémologie économique à l'université Paris-I, et il soutiendra en 2006 sa thèse de doctorat intitulée *Cohen et le marxisme analytique : genèse, fondements et limites d'un essai de refondation du marxisme*. Il publiera prochainement « Brief History, Scope and Peculiarities of "Analytical Marxism" » dans la *Review of Radical Political Economics* et a contribué à deux ouvrages collectifs à paraître : *Heterodox Views on Economics and Society* (Wageningen Academic Publishers) et *Les Méthodes en philosophie politique* (Presses universitaires de Rennes).

phie marxiste continentale sont affaiblis par une absence de définition attentive, d'argumentation claire et précise » (Ruben, 1980, p. 227). Réciproquement, les philosophes continentaux, notamment les marxistes, critiquent la philosophie analytique pour sembler indifférente à des thèmes qui leur sont essentiels, en privilégiant la résolution des problèmes spécifiques à la réalisation de synthèses théoriques. Marcuse accusait notamment l'œuvre de Wittgenstein de « sadomasochisme académique, d'autohumiliation et d'autodénonciation des intellectuels dont le travail ne débouche pas sur des réalisations scientifiques, techniques » (Marcuse, 1968, p. 196).

Avec la publication de *Karl Marx's Theory of History : A Defence* en 1978, Gerald A. Cohen franchit explicitement la barrière historique entre marxisme et philosophie analytique : « La présentation respecte deux contraintes : d'une part, ce qu'a écrit Marx, et, d'autre part ces critères de clarté et de rigueur qui distinguent la philosophie analytique du vingtième siècle » (Cohen, 2000). Une telle approche semble s'opposer à la thèse traditionnelle selon laquelle les sources théoriques du marxisme sont la philosophie allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme utopique français. En l'occurrence, la polémique porte sur la relation du marxisme à la philosophie hégélienne, à laquelle Marx reconnaît explicitement un héritage :

« Mes rapports avec Hegel sont très simples. Je suis un disciple de Hegel et le bavardage présomptueux des épigones qui croient avoir enterré ce penseur éminent me paraît franchement ridicule. Toutefois, j'ai pris la liberté d'adopter envers mon maître une attitude critique, de débarrasser sa dialectique de son mysticisme et de lui faire subir ici un changement profond » (1968, p. 528).

Pour Hegel comme pour Marx, le progrès suit un processus dialectique selon lequel l'état donné d'un système social contient et présuppose les états ultérieurs, alors que le rejet de tout raisonnement dialectique

est un des éléments fondateurs de la philosophie analytique.

Le marxisme analytique n'utilise pas le marxisme comme un outil d'analyse du capitalisme, mais comme un cadre théorique à soumettre à des tests. C'est la raison pour laquelle nous associons partiellement cette école à la théorie radicale, au sens où elle se situe dans le cadre de l'œuvre de Marx, mais avec une logique différente : analyser la théorie de Marx elle-même. Cet article se concentre sur le marxisme analytique pour ces raisons épistémologiques, et car ses travaux, qui recouvrent le champ de la connaissance en sciences humaines – économie, sociologie, histoire, philosophie, sciences politiques –, ont été massivement diffusés et ont fait l'objet de débats et polémiques relativement importants. Un fait remarquable est que cette école est née à l'aube d'une période marquée par un net regain de la pensée conservatrice, particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne à travers les gouvernements Reagan et Thatcher, et par un essoufflement du marxisme en tant qu'outil de transformation sociale.

Cette école est née à l'aube d'une période marquée par un net regain de la pensée conservatrice.

Cet article a pour objet de tracer le contour et de dégager les fondements du marxisme analytique, de le situer par rapport à son objectif de *reconstruire, recycler, reconsidérer, reconceptualiser, rajeunir, restreindre, réinterpréter, révolutionner, repenser, interpréter* le marxisme. L'objet du marxisme analytique est de délimiter le noyau et la périphérie du programme de recherche marxiste. Nous constaterons que le contenu scientifique du marxisme analytique est caractérisé par une forte diversité, et il puise son unité non seulement dans son objet de recherche – l'œuvre théorique de Marx – mais aussi dans l'utilisation de méthodes universitaires traditionnelles, c'est-à-dire non marxistes. Il s'agit d'un marxisme exclusivement cognitif, un programme de recherche à entrées multiples sans base méthodologique précise, ce qui a donné lieu à de nombreux

débats internes. Nous nous interrogerons sur les résultats théoriques auxquels permet d'aboutir l'utilisation sur les travaux théoriques de Marx d'instruments épistémologiques traditionnellement considérés comme contradictoires avec cette œuvre.

Nous allons donc présenter les fondements de la construction du marxisme analytique comme école de pensée, déterminerons son étendue, ses contours, sa spécificité, puis nous étudierons les auteurs qui en constituent indéniablement le noyau dur. Nous allons nous interroger, à partir de Cohen, sur la possibilité d'une interprétation de l'œuvre de Marx sur les fondements de la philosophie analytique, ce qui apparaît contradictoire, d'où le titre de l'article. Nous dégagerons en quoi la relecture du matérialisme historique proposée par Cohen s'inscrit dans le cadre de la philosophie analytique et du positivisme logique. Nous constaterons ensuite en quoi son œuvre est à l'origine de la constitution du marxisme analytique, qui tend à reconstruire l'ensemble de l'œuvre de Marx sur des fondements analytiques. Nous dégagerons la reconstruction par John Roemer de l'économie marxienne sur les fondements épistémologiques proposés par Cohen puis la reformulation de la théorie des classes sociales telle qu'opérée par Wright à partir de Roemer. Nous présenterons l'approche d'Elster, qui teste l'ensemble de l'œuvre de Marx à partir des postulats de l'individualisme méthodologique, ce qui nous conduira au marxisme de choix rationnel.

UNE RELECTURE NON DIALECTIQUE DU MATÉRIALISME HISTORIQUE PAR COHEN.

La parution de *Karl Marx's Theory of History*, où Cohen propose une défense non dialectique du matérialisme historique, a marqué une rupture, au sens où la méthode dialectique était jusqu'alors considérée comme indispensable à l'œuvre de Marx. Nous constaterons comment Cohen rejette tout héritage hégélien et reconnaît en ce sens une inspiration althussérienne, qu'il dépasse, puis nous dégagerons comment il articule les concepts du matérialisme historique, de manière positiviste, autour de thèses explicatives. Nous présenterons les enjeux du débat sur la question du déterminisme technologique, puis de l'explication fonctionnelle.

1 Une interprétation antihégélienne et postalthussérienne. Cohen fait partie de la vague de philosophes radicaux anglo-saxons ayant subi l'influence d'Althusser, et celle-ci s'est exercée sur lui comme un repoussoir contre l'hégélianisme, auquel il a opposé les méthodes philosophiques et scientifiques alors dominantes outre-Manche : philosophie analytique et positivisme logique.

Contre Hegel : au-delà de la coupure épistémologique « La principale partie du livre (...) est précédée d'une esquisse d'"Images d'Histoire chez Hegel et Marx",

ainsi nommée car elle concerne des idées n'ayant pas le degré d'articulation suggéré par le terme "théorie" » (Cohen, 2000).

Marx a conservé la structure de la théorie de l'histoire de Hegel, en a transformé le contenu, et a substitué une structure matérialiste dialectique à la structure idéaliste hégélienne. Pour Hegel, l'histoire se développe dialectiquement, de la conscience sensitive – unité indifférenciée – à la raison – unité différenciée – en passant par la compréhension – différenciation. Pour Marx, cette structure se dote d'un contenu matérialiste : du communisme primitif au communisme moderne, en passant par la société divisée en classes. La dialectique est ainsi débarrassée de sa forme mystifiée, transformée en une dialectique réelle. Marx aurait, selon Cohen, remplacé l'esprit universel de Hegel par l'industrie humaine, mais n'aurait pas supprimé son aspect métaphysique, les sociétés étant décrites comme les incarnations des étapes d'un processus unique de développement productif :

« Il reste dans les œuvres matures de Marx des éléments de l'origine hégélienne de la théorie (...) Mon but est de présenter le matérialisme historique aussi scientifiquement que possible, et par conséquent, j'ai légitimement ignoré le résidu hégélien » (1980, p. 44). En particulier, Cohen critique le raisonnement dialectique comme une approche obstétrique, selon laquelle toute solution à un problème est découverte à partir du moment où le problème est pleinement développé. Il considère comme erronée l'approche selon laquelle le capitalisme aurait produit les agents de son renversement et donc du progrès de l'histoire vers une forme sociale supérieure, mais également comme dangereuse en ce qu'elle nierait le besoin d'activité humaine. Il tire la conclusion suivante : « Au lieu de le renverser, Marx aurait mieux fait, après avoir désavoué Hegel, de le laisser là où il était » (1988, p. 172). C'est notamment dans la remise en cause de l'origine hégélienne de l'œuvre de Marx que Cohen se positionne dans le prolongement intellectuel d'Althusser, pour qui « cette philosophie de Hegel, même "renversée", ne "collait pas", ne marchait pas (...) Ce renversement ne fait que reproduire les structures de ladite philosophie hégélienne (...) surtout dans la philosophie de l'histoire de Marx » (1996, p. 88). Cohen s'associe à la coupure épistémologique et s'intéresse essentiellement aux œuvres « matures » : « Pour Marx d'Althusser m'a persuadé que ce qui est réellement important chez Marx se trouve dans *Le Capital* et ses écrits préparatoires » (Cohen, 2000).

1 Pour la philosophie analytique et le positivisme logique. Althusser se fixait pour objectif de « rechercher quel type de philosophie correspond le mieux à ce que Marx a écrit

dans *Le Capital* (...) ce ne sera pas une philosophie marxiste : ce sera une philosophie pour le marxisme » (1994, pp. 37-38). Pour Cohen, il s'agit de la philosophie analytique. Constituée en opposition à l'hégélianisme, elle peut être résumée en trois points : l'étude d'une réalité indépendante, l'accent mis sur la logique et la linguistique comme concepts centraux, et l'autonomie de l'investigation philosophique par rapport au contenu qu'elle étudie. Cohen se fixe pour objectif de substituer la philosophie analytique à la logique hégélienne dans l'œuvre théorique de Marx, dont il sépare le contenu de la méthode d'exposition. Il définit sa méthode comme un ensemble de théorèmes suivant un ensemble de postulats dont il teste la validité. Il est possible d'affirmer que l'apport de Cohen est de caractériser la théorie de l'histoire de Marx comme une articulation entre les éléments qui la composent (positivisme logique), dont chacun est analysé indépendamment au préalable (philosophie analytique). Positivisme logique et philosophie analytique peuvent ainsi être considérés comme deux aspects d'une même conception du monde.

### Cohen a été critiquée pour déterminisme technologique et une approche téléologique.

Niant au marxisme toute spécificité méthodologique, et maintenant qu'il puise sa singularité dans ses positions sur le fonctionnement du monde, il affirme que toute méthode peut être mise au service du marxisme, à partir du moment où elle permet une expression rigoureuse. Pour Cohen, la philosophie est une activité scientifique, pas une prise de parti. Il ne cherche pas à défendre le marxisme comme un ensemble théorique constitué et homogène – « le marxisme n'est pas une théorie mais un ensemble de théories plus ou moins reliées » (1985, p. 53). En outre, il ne défend pas la théorie de la valeur travail : « La théorie de la valeur travail n'est pas adaptée à l'accusation d'exploitation que les marxistes adressent au capitalisme » (1979, p. 339).

1 Le matérialisme historique comme objet d'étude. Du corpus théorique marxiste, Cohen extrait la conception matérialiste de l'histoire, à partir de la Préface à la *Contribution*

à la critique de l'économie politique, sur laquelle il produit un travail analytique. Il ne juge pas le matérialisme historique au regard de l'histoire réelle, mais de sa cohérence conceptuelle. Dans la tradition analytique, il définit au préalable les éléments constitutifs de l'ensemble théorique, en l'occurrence les forces productives et les rapports de production, et les articule par des thèses explicatives, la Thèse du Développement et la Thèse de la Primauté.

#### 1 Une fragmentation des concepts, marque de la philosophie analytique.

Avant d'énoncer l'articulation de la théorie, Cohen s'attache à extraire les concepts énoncés dans la Préface. Il propose une définition stricte des forces productives en énonçant que « seul ce qui contribue matériellement à l'activité productive au sens de Marx est une force productive » (2000, p. 34). En leur sein, il distingue une dimension objective – les moyens de production, c'est-à-dire les instruments de production et les matières premières – et une dimension subjective – la force de travail. Le développement des forces productives est la croissance de la productivité, c'est-à-dire le quotient « Taille du produit/Quantité de travail direct nécessaire à sa production » (*Idem*, p. 56) : le niveau de ce développement correspond à la puissance physique des producteurs, mais aussi au niveau de technologie et au niveau de qualification. Pour Cohen, c'est avant tout une question de développement de la force de travail : la « dimension subjective des forces productives est plus importante que la dimension objective ; et dans la dimension la plus importante, la partie la plus apte au développement est le savoir » (1982, p. 29). Les rapports de production sont définis comme des « rapports de pouvoir effectif sur les personnes et les forces productives, pas des rapports de propriété légale » (2000, p. 63) et Cohen délimite strictement forces productives et rapports de production : « la structure ou base économique se compose (...) uniquement des rapports de production : elle n'inclut pas les forces productives » (1982, p. 29). Il propose une analyse de la société comme une articulation des éléments qui la composent, dont chacun est analysé indépendamment au préalable, et il procède ainsi avec les forces productives et les rapports de production. Les rapports sociaux de production constituent le cadre social dans lequel a lieu un certain développement des forces productives matérielles. Ces rapports constituent le fondement de la société, sur lequel s'élève une superstructure.

1 Les concepts articulés par des thèses : la marque du positivisme logique. Il articule le matérialisme historique par deux thèses, la Thèse du Développement – « les forces productives tendent à se développer à travers l'histoire » (2000, p. 134) – et la Thèse de la Primauté – « la nature des

rapports de production d'une société s'explique par le niveau de développement de ses forces productives » (*Idem*). La première reposerait sur trois hypothèses : la rareté matérielle rendant nécessaire le développement des forces productives, l'intelligence et la rationalité humaines le rendant possible. La Thèse du Développement constitue le fondement de la Thèse de la Primauté. Les forces productives matérielles constituent la force motrice de l'histoire, et un ensemble donné de rapports de production correspond à un certain niveau de développement des forces productives. À un moment donné, le développement des forces productives entre en contradiction avec les rapports de productions existants. Alors, les rapports de production se transforment afin de correspondre de nouveau au niveau de développement des forces productives, et les rapports de production nouveaux permettent un niveau de développement supérieur des forces productives. De même, la base économique possède la primauté explicative sur la superstructure. En d'autres termes, le niveau de développement des forces productives explique la nature de la structure économique qui, à son tour, explique la nature de la superstructure, ce que Marx et Engels exprimaient de la manière suivante : « La quantité de forces productives accessibles aux hommes détermine l'ordre social » (1982, p. 1069).

1 Un déterminisme technologique ? L'analyse de Cohen a été critiquée pour déterminisme technologique. Il présenterait une approche téléologique selon laquelle l'histoire tendrait vers une fin irrémédiable. Il a notamment été accusé d'opposer l'activité scientifique objective à l'activité politique subjective – la lutte de classes – et de privilégier la première. Pour Cohen, la science est non seulement considérée comme une force productive, mais elle est la principale force productive. En d'autres termes, il ne s'interroge pas sur les possibilités de transformation de la rationalité en action et, bien qu'il ait cherché à se détacher du structuralisme althusserien son interprétation reste marquée par cet héritage, notamment en considération de la place relativement faible laissée à l'action humaine. Sa théorie a été caractérisée comme un déterminisme de type structuraliste, même si elle contient une composante humaniste, avec des hypothèses sur la nature humaine (rationalité et intelligence). Il a été accusé de ne pas suffisamment interroger l'existence de capacités de classe aptes à transformer la structure sociale lorsqu'elle entrave le développement des forces productives. Il semble supposer une croissance simultanée de l'intérêt pour le changement social et de la capacité de classe pour ce changement. Pour Levine et Wright, « Cohen ne parvient pas à la compréhension de la spécificité du rôle des contraintes structurelles dans la formation des capa-

cités de classe » (1980, p. 68). Il semble défendre une « théorie de l'inévitabilité historique » (Wright, 1992, p. 53) et pourrait être accusé de téléologie pour cette raison. Il prétend éviter cet écueil à l'aide de l'explication fonctionnelle, selon laquelle la présence d'un élément dans un ensemble s'explique par les fonctions qu'il remplit dans cet ensemble.

**1 Un recours original à l'explication fonctionnelle.** Pour Cohen « les explications marxistes centrales sont fonctionnelles [donc] les énoncés centraux du matérialisme historique sont des explications fonctionnelles » (1982, p. 27), ce qui signifie que « la structure économique a pour fonction de développer les forces productives et la superstructure a pour fonction de stabiliser la structure économique » (1980, p. 129). Les rapports de production affectant le développement des forces productives, leur existence serait fonctionnelle pour ce développement. Ce mode d'explication est nécessaire à Cohen pour articuler la Thèse du Développement et la Thèse de la Primauté. Il n'est pas fonctionnaliste, en ce qu'il ne défend pas l'explication fonctionnelle en général, mais comme mode d'explication particulier pour le matérialisme historique.

« Je n'associe pas le matérialisme historique et l'explication fonctionnelle parce que je soutiens l'explication fonctionnelle et par conséquent elle serait nécessaire au marxisme. J'ai commencé par un engagement pour le marxisme, et mon attachement à l'explication fonctionnelle résulte d'une analyse conceptuelle du matérialisme historique » (1982, p. 33).

Par ailleurs l'explication fonctionnelle n'est pas spécifique aux sciences sociales, puisque nombre d'explications biologiques sont fonctionnelles. Se référant à Lamarck, Cohen l'envisage comme une loi de conséquence pour laquelle les conséquences sont explicatives par leur caractère favorable à l'organisme spécifié. C'est donc d'un point de vue méthodologique que Cohen a innové, en faisant ce qui n'avait jamais été fait, du moins explicitement : une utilisation de l'explication fonctionnelle pour défendre le matérialisme historique. Il estime que, dans le cadre de la philosophie analytique, seule l'explication fonctionnelle peut sauver le matérialisme historique de son absorption dans le courant dominant, marqué par l'hégémonie de l'individualisme méthodologique.

« Il n'existe pas de construction alternative tenable des énoncés du matérialisme historique (...) si ma défense échoue, alors le matérialisme historique échoue. Par conséquent si j'ai tort, le coût sera considérable pour le marxisme » (1980, p. 129).

Jusqu'au milieu des années 90, Cohen ne s'est pas revendiqué du marxisme analytique, dans la mesure où

le but de son livre n'était vraisemblablement pas de former une école de pensée, mais avant tout de proposer une interprétation du matérialisme historique. Avant cette période, une des rares occasions où il a employé le terme marxisme analytique est la suivante : « J'appartiens à une école de pensée qui a été nommée marxisme analytique » (1990, p. 363).

**1 Un accueil favorable dans les universités anglo-saxonnes.** Avec sa défense analytique, *Karl Marx's Theory of History* a ouvert au marxisme les portes du monde universitaire anglo-saxon, atténuant les réticences de plusieurs universitaires radicaux qui s'en étaient écartés en raison du manque de rigueur attribué à la dialectique marxienne. Il a servi d'impulsion et de point de convergence pour la constitution du marxisme analytique, et c'est sur un consensus plus que sur une évidence scientifique qu'il en est considéré comme le document fondateur. En revanche, il reste à ce jour relativement méconnu en Europe occidentale – aucune traduction n'existe en français et en allemand. Nous avons constaté que l'importance qui lui est accordée tient moins à ses propositions théoriques qu'au mode d'exposition et de défense utilisé par l'auteur : il n'utilise pas de vocabulaire spécifique, porte une attention particulière à la formulation des phrases et se fixe pour objectif d'écrire avec simplicité et clarté. Ainsi, l'élaboration du matérialisme historique proposée par Cohen préserve le cadre conceptuel d'origine, mais lui attribue une forme d'exposition nouvelle. Contrairement à Hegel et à Marx, pour qui les éléments se définissent par les rapports qui existent entre eux, Cohen définit préalablement les concepts élémentaires et reproduit ainsi les fondements de la philosophie analytique dans la théorie marxiste de l'histoire.

**LE MARXISME ANALYTIQUE, UN MARXISME - SANS FOUTAISE -.** L'affirmation d'un monisme méthodologique marxien fut bouleversée par la parution en 1978 de l'ouvrage de Cohen, à laquelle est associée l'émergence du marxisme analytique. Nous constaterons dans un premier temps que cette école de pensée se singularise par un manque d'unité théorique, et elle ne se définit pas tant par l'acceptation de principes communs que par un ensemble de critiques. Nous remarquerons ensuite qu'elle se fonde sur les canons traditionnels du positivisme logique. Enfin, nous apporterons des éléments de réponse à l'affirmation selon laquelle le marxisme analytique vise à dépasser le marxisme.

**1 Un corpus théorique hétérogène.** À partir de 1979, des rencontres annuelles eurent lieu chaque mois de septembre, sur l'initiative d'Elster, Cohen et Roemer, avec pour objet l'étude de la théorie marxiste. Le groupe prit le nom de Groupe de Septembre, et parfois Groupe du marxisme sans foutaise (Non-Bullshit

Marxism Group), en référence à un rejet unanime de la dialectique. Ces rencontres se poursuivirent sur un rythme annuel jusqu'en 2000. Elles furent annulées en 2001 à cause des événements du 11-Septembre, puis prirent à partir de 2002 un rythme biannuel – voir Wright, 2004. Outre Cohen, Elster et Roemer, les auteurs ayant participé au Groupe de Septembre sont Pranab Bardhan, Sam Bowles, Robert Brenner, Alan Carling, Joshua Cohen, Andrew Levine, Adam Przeworski, Elliott Sober, Philippe Van Parijs, Erik Olin Wright. Bien que n'ayant pas participé à ces réunions, les préoccupations des auteurs suivants rejoignent celles du Groupe de Septembre : Michael Albert,

La nouveauté  
apportée  
par les marxistes  
analytiques est  
essentiellement  
d'ordre  
méthodologique.

Robert Hahnel, Stephen Marglin, David Miller, Richard Miller, GEM de Ste-Croix, Hillel Steiner, Michael Wallerstein, Allen Wood. Le terme « marxisme analytique », utilisé en séminaire par Elster dès 1980, a été publié pour la première fois en 1986 par Roemer avec *Analytical Marxism*. Toutefois ce n'est pas la première utilisation de ce terme ; l'école du marxisme analytico-linguistique s'est constituée en Pologne dans les années 50 – voir Skolimowski, 1967, Nowak, 1998. Le marxisme analytique ne s'y rattache pas directement mais ils ont en commun une séparation entre scientificité et éthique. Il existe également une école japonaise portant le nom de marxisme analytique, articulée autour de la formalisation mathématique des œuvres de Marx – voir Takamasu, 1999.

La philosophie analytique peut se définir comme « une révolte atomiste contre le holisme hégélien » (Engel, 1997, p. 250). D'après Carnap, membre du Premier cercle de Vienne, le but assigné à la science par le positivisme logique est de reconstruire tous les concepts servant à décrire le monde à partir de liens logiques simples. Pour Wright, l'objectif du marxisme analytique est de « définir une série de concepts abstraits (...) puis de spécifier la façon par laquelle ces concepts peuvent être combinés pour générer des

catégories plus concrètes de formes sociales » (1994, p. 112), ce qui correspond aux rôles respectifs de la philosophie analytique et du positivisme logique. À son origine, le marxisme analytique se définit par ce à quoi il s'oppose, d'où une certaine diversité. Il n'est pas évident de distinguer des théories positives ou des principes méthodologiques acceptés par tous les marxistes analytiques, d'autant que certains, comme Van Parijs ou Bowles, se présentent comme non marxistes – « je ne me suis jamais défini comme marxiste » (Van Parijs, 1997, p. 17). Toutefois, ils s'accordent sur les points suivants. Ils attribuent à Marx un manque de clarté et de rigueur ; ils privilégient la logique formelle sur la logique dialectique, unanimement rejetée en ce qu'elle réduirait l'intelligibilité du marxisme ; ils rejettent l'hypothèse de l'existence d'une méthodologie spécifique au marxisme, dont la singularité résiderait dans ses énoncés sur le fonctionnement du monde ; enfin, ils sont critiques à l'égard de la théorie de la valeur travail et de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

**1 Un marxisme positiviste.** La nouveauté apportée par les marxistes analytiques est essentiellement d'ordre méthodologique, et les modifications apportées au contenu théorique en sont la conséquence. Dans le but, explicite ou implicite, de reconstruire le marxisme, chaque aspect de la théorie est minutieusement analysé. Il s'agit de décomposer le corpus marxiste en divers champs disciplinaires, de les tester indépendamment les uns des autres et d'étudier leur relation logique. Ainsi, « il devenait plus ouvert au jugement de décider quelles parties du corpus marxiste se tenaient et lesquelles tombaient ensemble » (Carling, 1986, p. 25). Le marxisme est étudié comme un « programme de recherche socio-scientifique » (Shaw, 1986, p. 209), doté d'un noyau dur et d'une ceinture protectrice, au sens de Lakatos. Quatre éléments sont avancés par Wright pour caractériser « ce qui est analytique à propos du marxisme analytique » (1994, p. 40) :

« Des normes scientifiques conventionnelles » (*Idem*) : Le marxisme est considéré comme une science sociale positiviste. Les marxistes analytiques rejettent la distinction traditionnelle entre marxisme et science sociale « bourgeoise ».

« Une conceptualisation systématique » (*Ibid.*) : Le marxisme analytique se caractérise par une définition rigoureuse des concepts et par l'analyse de leurs interactions.

« Une spécification précise de la construction des arguments théoriques entre concepts » (*Ibid.*) : Des modèles abstraits sont utilisés. La simplification est utilisée pour identifier le mécanisme central d'un problème, expliciter un certain nombre d'hypothèses.

« Une importance accordée aux actions intentionnelles des individus » (*Ibid.*, p. 41) : Cette caractéristique est plus normative que méthodologique, et moins consensuelle, au sens où il est inexact d'associer strictement le marxisme analytique à la théorie du choix rationnel.

**1 Au-delà de Marx.** L'œuvre de Marx est systématiquement testée : « Il n'est probablement pas un seul dogme du marxisme classique qui n'ait fait l'objet d'une critique insistante lors de ces débats » (Elster, 1989, p. 12). Les travaux sont de plusieurs ordres : il peut s'agir de développements particuliers dans la théorie marxiste (Cohen, 2000 ; Roemer, 1982a), d'applications empiriques de concepts marxistes (Wright, 1985a ; Przeworski, 1985), de reconstructions de l'œuvre théorique de Marx (Elster, 1989 ; Wright, 1992), mais jamais d'exposés canoniques du marxisme. La logique est d'examiner la théorie de Marx avec des outils non marxistes, et l'œuvre de Marx n'est pas envisagée comme une théorie générale. Ceci a donné lieu à des débats et des reconstructions, principalement articulés autour des travaux du Marx dit de la maturité. Le marxisme analytique peut être synthétisé comme « une tentative de préserver le programme de recherche classique (a) en reconstruisant la théorie de l'histoire sur des fondements non hégéliens et (b) en remplaçant la théorie classique de la valeur travail par la théorie contemporaine de l'équilibre général » (Carling, 1997, p. 770). Une telle définition correspond respectivement aux travaux de Cohen et de Roemer.

La démarche initiale du marxisme analytique consiste à réorienter non pas le contenu théorique du marxisme, mais son corpus méthodologique, afin de le rendre opérationnel, ce qui lui serait rendu impossible par son héritage hégélien. En d'autres termes, il est question d'unir les méthodes de la science sociale contemporaine et les concepts centraux de la pensée marxiste classique, tout en faisant l'hypothèse qu'une telle combinaison est réalisable sans dénaturer le contenu des propositions théoriques émises par le marxisme.

« Les livres de cette série ont pour objectif d'illustrer un nouveau paradigme pour l'étude de la science sociale marxiste. Leur approche ne sera ni dogmatique ni purement exégétique. Leur objet sera plutôt l'examen et le développement de la théorie initiée par Marx à la lumière de l'histoire en cours, et à l'aide d'outils de la science sociale et de la philosophie non marxistes. Notre perspective est de libérer la pensée marxiste de méthodes de plus en plus discréditées et de présupposés lui étant largement attribués comme essentiels, et d'établir plus fermement ce qui est vrai et important dans le marxisme » (Présentation de « Studies in Marxism and Social Theory »)

En raison de son rejet de la logique dialectique, le marxisme analytique a parfois été considéré comme un marxisme posthégélien. Toutefois, alors que Marx a conservé une structure dialectique et a rejeté le contenu idéaliste attribué par Hegel, les marxistes analytiques rejettent à la fois le contenu et la structure de la pensée hégélienne. Il s'agirait plutôt, à cette étape, d'un marxisme antihégélien et postalthussérien, dans la mesure où plutôt que de rechercher la spécificité de la philosophie marxiste, les marxistes analytiques la resituent dans un courant traditionnel. Le marxisme est considéré comme une science sociale neutre, il peut être reconstruit à l'aide des outils de la philosophie analytique, du positivisme logique, de l'économie néoclassique. Il s'oppose alors au marxisme orthodoxe : face à Lukács – « L'orthodoxie en matière de

Il s'agirait  
plutôt,  
à cette  
étape,  
d'un marxisme  
antihégélien et  
postalthussérien.

marxisme se réfère exclusivement à la méthode » (1960, p. 257) – la réponse est hétérodoxe : « Le marxisme ne devrait pas se distinguer des autres pensées sociales par ses outils mais par les questions qu'il pose » (Roemer, 1988, p. 76).

Alors que Cohen présente une défense de la théorie de l'histoire de Marx, Roemer cherche à reconstruire la théorie économique de Marx et vise explicitement à l'adapter aux outils contemporains en utilisant la méthodologie néoclassique (équilibre général, théorie des jeux). Il a influencé la théorie des classes sociales présentée par Wright. Elster est l'auteur le plus abouti de ce tournant méthodologique. Ses travaux portent sur les techniques de représentation des choix, des actions et des stratégies des acteurs. Plus généralement, il critique tous les aspects de Marx et tente une reconstruction *via* la Théorie du Choix Rationnel, et il recommande l'adoption de l'individualisme méthodologique. D'autres auteurs, comme Brenner et son analyse de la transition historique, comme Przeworski et son étude de la lutte des classes en démocratie,

occupent une place également importante, mais leurs travaux nous semblent avant tout s'appuyer sur ceux de Cohen, Elster, Roemer et, dans une moindre mesure, Wright.

**ROEMER : LA THÉORIE ÉCONOMIQUE MARXISTE REVISITÉE.** À partir de la possibilité analytique, ouverte par Cohen, d'une dissociation entre le contenu théorique de l'œuvre de Marx et la méthode de son exposition, Roemer cherche explicitement à adapter l'économie marxienne à la théorie néoclassique. « Il est évident que nous adoptons les méthodes inaugurées par les théoriciens antimarxistes, et alors, pourquoi donner au diable les meilleures armes ? » (Roemer, 1986, pp. 192-193) Il convient de noter que son analyse n'est pas historique, que les concepts qu'il utilise ne sont pas de Marx, et qu'aucune référence n'est faite aux textes de Marx en soutien à son argumentation.

Il a utilisé sur la théorie économique marxienne des outils épistémologiques similaires à ceux utilisés par Cohen sur le matérialisme historique. Après avoir initié l'utilisation de la théorie néoclassique par des économistes radicaux (1979), il a écrit trois ouvrages majeurs, sur les fondements de la théorie économique marxienne (1981), sur l'exploitation et le matérialisme historique (1982a), sur l'articulation entre les deux premiers et la philosophie politique normative (1988). Il a procédé à un examen critique de la théorie de la valeur travail, de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, sur lequel il s'est appuyé pour redéfinir la théorie de l'exploitation à l'aide de la théorie des jeux. Il a remplacé la nature du processus de travail par la propriété différentielle des ressources productives, il a établi un rapport analytique et non nécessaire entre classe et exploitation, ainsi qu'une équivalence entre marché du travail et marché du crédit, il a exploré les formes d'exploitation pouvant exister dans l'ex-URSS.

**1 Une prise de distance supplémentaire.** Il estime que dans la mesure où les outils marxistes sont vieux d'un siècle, ils ne peuvent être compatibles avec la science sociale contemporaine. De même que la science physique a oublié Galilée, que la microéconomie contemporaine n'est pas smithienne, toute science qui hésite à oublier ses fondateurs serait dégénérante et le marxisme devrait oublier Marx. Il est en rupture explicite avec l'hypothèse d'une spécificité méthodologique pour le marxisme.

« Je reformulerai le défi en un langage pouvant être facilement compris par les étudiants contemporains dans ces domaines, de manière à ce qu'ils n'aient pas à batailler avec les singularités linguistiques et logiques du discours marxiste. Il me paraît dommageable que ces singularités apparaissent dans une bonne partie du

débat marxiste moderne, puisqu'elles dissuadent inutilement ceux qui ne partagent pas ces idées d'en prendre connaissance » (1988, p. 7).

Pour Roemer, le marxisme est une question de langage et la formalisation néoclassique est le langage adéquat. Se référant à Paul Lafargue – « une science n'est développée que lorsqu'elle a atteint la capacité d'utiliser les mathématiques » (1891, p. 13) – et surtout s'appuyant sur les travaux de Michio Morishima – « Je crois que nous devons reconnaître en Marx un économiste mathématicien » (1975, p. 694) – il s'est fixé pour objectif de donner au marxisme le statut de science à l'aide des mathématiques. Il définit le marxisme comme un modèle hypothético-déductif, c'est-à-dire un ensemble de postulats et de théorèmes soumis à examen. Estimant que les marxistes ont souvent été victimes d'erreurs fonctionnalistes, Roemer a cherché à établir que des fondements microéconomiques sont compatibles avec le marxisme.

« L'absence d'une analyse microéconomique peut conduire au fonctionnalisme. Sans rechercher le mécanisme par lequel sont prises les décisions et mises en œuvre les actions, il est facile de commettre l'erreur d'affirmer que ce qui est bon ou nécessaire pour la préservation de l'ordre économique prévaut » (1981, p. 114).

**1 Une déconstruction de la théorie de la valeur travail.** Il interprète la théorie de la valeur travail d'un point de vue microéconomique et, s'appuyant notamment sur les travaux de Morishima (1973) et de Steedman (1977), il considère que l'absence d'homogénéité de la force de travail conduit à son incommensurabilité, d'où l'impossibilité d'utiliser le travail comme référence de valeur. Généralisant le théorème marxien fondamental énoncé par Morishima – une exploitation positive est une condition nécessaire et suffisante pour que le système ait une capacité de croissance positive aussi bien que pour garantir des profits positifs aux capitalistes – il défend l'affirmation selon laquelle n'importe quelle marchandise peut être exploitée, et donc jouer le rôle de la force de travail.

À cette fin, il formule un théorème généralisé d'exploitation des marchandises : il existe un profit si et seulement si chaque marchandise produite possède une propriété d'exploitabilité lorsqu'elle est utilisée comme numéraire pour le calcul de la valeur incorporée. Il a pour objectif de reconstruire les conclusions de la théorie marxienne de la valeur indépendamment de cette théorie, ce qui le conduit à affirmer que la théorie de l'exploitation doit être construite indépendamment du concept microéconomique des valeurs travail individuelles : « La théorie néoclassique de l'équilibre a été utilisée afin de reconstruire les concepts marxistes de façon à les débarrasser de ce qui

est à mes yeux la principale faiblesse de l'analyse marxiste, à savoir la théorie de la valeur travail » (1988, p. 172). Estimant impossible de déterminer la valeur de façon objective, contrairement à Sraffa (1970), Roemer inverse la causalité entre valeur et prix : « La valeur ne peut pas être définie avant l'opération du marché » (1981, p. 203). Là encore il reprend les conclusions de Morishima, selon lesquelles Marx aurait confondu le système des prix établi par la concurrence et le système des valeurs correspondant aux quantités de travail nécessaires à la production. Il estime également que l'hypothèse du salaire de subsistance, indispensable selon lui à la théorie de la valeur travail, est tautologique, et remplace une théorie spéciale du salaire de subsistance par une théorie générale du salaire lutte de classes : « Une fois ce remplacement effectué, la motivation implicite de Marx d'utiliser la théorie de la valeur travail comme théorie de l'échange, à un certain niveau d'abstraction, est abandonnée » (*Idem*, p. 114). Sans cette hypothèse de subsistance, Roemer estime nécessaire d'apporter une justification normative au concept d'exploitation.

**Une réfutation de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.** Contre la tendance fonctionnaliste selon laquelle tout ce qui est bon ou tout ce qui est nécessaire à la mort d'un système prévaut – comme ce serait le cas pour les contradictions structurelles du capitalisme – Roemer soutient l'énoncé selon lequel Marx formule sa position, en particulier dans le tome 3 du *Capital*, en termes microéconomiques. Cela signifie qu'il est nécessaire de rechercher le mécanisme de prise de décision ou de mise en œuvre des actions.

« L'exploration des "fondements micro" du comportement économique semblant être, aux yeux de nombreux marxistes, une méthodologie néoclassique (et donc interdite), il doit être précisé que ce n'est pas le cas » (*Ibid.*).

En particulier, Roemer affirme que Marx explique la baisse du taux de profit comme un phénomène macroéconomique résultant du comportement concurrentiel d'unités économiques atomisées : afin de maximiser leur profit individuel, les capitalistes substituent du capital constant au capital variable, ce qui conduit à une augmentation de la composition organique du capital, et donc à une chute du taux de profit. Roemer considère que cette théorie est un déterminisme technologique. Selon lui, le « dogmatisme » de la hausse de la composition organique du capital et de la baisse du taux de profit aurait empêché un développement créatif du marxisme. Reprenant les résultats d'Okishio (1961), il estime qu'en permettant une hausse du taux d'exploitation, le progrès technique parvient à surcompenser la hausse de la

composition organique du capital et donc à contre-carrer la baisse du taux de profit. Par conséquent il serait impossible de considérer la baisse du taux de profit comme une caractéristique structurelle du capitalisme. L'approche microéconomique de Roemer semble ne pas considérer l'effet de la concurrence entre les entreprises sur le niveau du taux de profit, et à envisager que le taux d'exploitation peut augmenter à l'infini. Contrairement à Marx. Il affirme avoir « démontré ici que si le taux de profit diminue dans le cadre du capitalisme concurrentiel, ce doit être dû à une augmentation du salaire réel » (1981, p. 108). Il apparaît que cet aspect est l'un des rares éléments théoriques sur lequel tous les marxistes analytiques s'accordent globalement.

**Une transformation de la théorie de l'exploitation.** À partir de cette réfutation des fondements scientifiques de la théorie, Roemer privilégie les questions normatives.

« J'ai choisi de me concentrer sur la question de l'équité, aux dépens d'une analyse de l'efficacité, parce que je crois que ce sont les perceptions et les idées sur la justice qui sont au cœur du soutien ou de l'opposition de la population envers un système économique » (1988, p. 3).

Ainsi, il s'est rapproché des théories radicales contemporaines en philosophie politique, tout en évacuant l'aspect scientifique et objectif de l'exploitation, qui chez Marx repose sur la théorie de la valeur travail. Ayant réfuté la théorie de la valeur travail il se trouve contraint de trouver un nouveau fondement à la théorie de la valeur travail, ce que nous constaterons dans un premier temps. Dans un deuxième, nous dégagerons la continuité de Cohen revendiquée par Roemer à travers le lien qu'il construit entre le matérialisme historique et sa théorie de l'exploitation.

**L'exploitation sans travail.** Roemer a élaboré une théorie générale de l'exploitation, dans laquelle la théorie de l'exploitation capitaliste constitue un cas particulier. En distinguant échange de travail coercitif (esclavagisme, féodalisme) et échange de travail non coercitif (capitalisme, socialisme), il a étudié comment un processus d'exploitation est possible dans les deux cas. Sa théorie a notamment pour objectif d'expliquer ce qu'il considère comme un rapport d'exploitation dans les États dits socialistes – l'URSS et sa zone d'influence –, ce qui lui apparaît comme une anomalie dans la théorie marxiste. Ceci l'a conduit à énoncer que, pour obtenir une théorie de l'exploitation valide, il est nécessaire de relâcher l'hypothèse de propriété privée des moyens de production.

Ainsi, les causes institutionnelles de l'exploitation marxienne seraient l'existence de marchés concurrentiels et la propriété différentielle des moyens de pro-

duction, plutôt que l'expropriation directe du travail. Dans ce cadre, un régime de marchés concurrentiels suffirait à produire exploitation et classes, sans nécessité d'un échange de travail. Sur les traces de Morishima, il a donc cherché à construire une théorie de l'exploitation indépendamment de la théorie de la valeur travail et a envisagé l'exploitation comme un processus d'optimisation. Dans une économie de subsistance, un agent est exploité s'il travaille plus de temps qu'il ne lui est socialement nécessaire pour produire un panier de subsistance, il est exploitateur s'il travaille moins de temps qu'il ne lui est socialement nécessaire pour produire. Il démontre par la suite que l'exploitation existe dans le capitalisme, non pas structurellement, mais parce que les capitalistes travaillent moins que le temps de travail socialement nécessaire, alors que les ouvriers et les paysans travaillent plus que le temps de travail socialement nécessaire. Il peut alors exister une exploitation sans échange de travail, ni accumulation de richesses, ni production de surplus, ni transfert de plus-value, ni rapport de classe.

## Une mention spéciale doit être accordée à l'énoncé et la défense du matérialisme historique.

Pour Roemer, la question de l'exploitation repose sur un processus d'optimisation, de façon à ce qu'elle soit déterminée de façon endogène. Les agents étant dotés de façon différentielle en force de travail, il serait possible d'une part que des producteurs matériellement aisés soient exploités, si par exemple leur force de travail est relativement riche et bien rémunérée mais pas à hauteur de la valeur des marchandises incorporées dans leur travail, d'autre part que des producteurs matériellement peu aisés soient exploités pour la raison inverse. L'existence d'une telle possibilité réfuterait la corrélation entre exploitation et richesse et, au lieu d'un rapport immanent entre classe et exploitation, il s'agit d'un théorème devant être prouvé, le « Principe de Correspondance Classe – Exploita-

tion » : ceux qui optimisent en vendant leur force de travail sont exploités, ceux qui optimisent en embauchant de la force de travail sont exploités.

« Notre formulation de l'exploitation capitaliste en termes de théorie des jeux est incontestablement supérieure à la formulation marxienne en termes de plus-value : elle est indépendante de la théorie de la valeur travail » (1982a, p. 20).

L'exploitation est donc conditionnée par la dotation initiale en rapports de propriété. Cette approche lui permet de déboucher sur le théorème de l'isomorphisme, où le marché du capital (« île du marché du crédit ») possède les mêmes fonctions que le marché du travail (« île du marché du travail »). Le créancier est assimilé au capitaliste et le débiteur au prolétaire et les rapports d'exploitation sont équivalents entre les deux marchés. Ils peuvent exister par l'intermédiaire de l'échange de marchandises, et des classes peuvent aussi bien exister sur un marché du crédit que sur un marché du travail. Il suffit que la coercition se situe au niveau des rapports de propriété plutôt qu'au niveau des rapports de production, qui seraient d'une importance secondaire.

**Exploitation et matérialisme historique.** Roemer revendique explicitement la continuité de Cohen et il a cherché à établir une correspondance entre le matérialisme historique et la théorie de l'exploitation qu'il défend : « Par chance, la période récente a connu une renaissance du travail analytique sur le matérialisme historique ; une mention spéciale doit être accordée à l'énoncé et la défense du matérialisme historique d'une incroyable clarté par Cohen » (*Idem*, p. 54).

Acceptant l'hypothèse selon laquelle le développement économique est lié à la nature des rapports de production, il associe une forme spécifique d'exploitation à chaque mode de production. Il conceptualise la notion d'exploitation socialement nécessaire et applique son modèle à différentes formes d'exploitation, à savoir l'exploitation féodale, l'exploitation capitaliste et l'exploitation socialiste, et il énonce plusieurs spécifications des règles de retrait, correspondant à chaque forme d'exploitation. « Toute transition révolutionnaire remplit la tâche historique d'éliminer la forme associée d'exploitation » (*Ibid.*, p. 21) et l'élimination du capitalisme est une condition nécessaire mais non suffisante au « libre développement de chacun (...) condition du libre développement de tous » (Marx, 1986, p. 88). L'établissement du communisme éliminera l'exploitation socialiste vers l'établissement de la règle « à chacun selon ses besoins » (Marx, 1972, p. 32). De la sorte, aucune raison objective ne pousse à privilégier le travail comme numéraire, et la raison immédiate est le lien avec le matérialisme historique,

qui énonce que l'histoire est une succession de luttes de classes.

« Il est certain que le matérialisme historique nous pousse à construire une théorie qui considère que les peuples sont exploités, et non le maïs, comme programme de recherche plus efficace » (Roemer, 1982a, p. 284).

L'œuvre de Roemer permet de dégager l'existence d'une profonde divergence entre le marxisme analytique et la théorie économique radicale, dans la mesure où il utilise massivement la théorie économique néoclassique, comme un instrument neutre, alors que les radicaux s'opposent à cette théorie, considérée comme idéologique. Compte tenu de la critique à laquelle a été soumise, au cours des années 60 et 70, la théorie néoclassique, présentée comme un outil obsolète, il nous semble surprenant que Roemer l'envisage comme un instrument puissant, en particulier pour une présentation du marxisme. Son faible contenu explicatif, l'incohérence conceptuelle de la théorie de l'équilibre général, l'existence de choix intransitifs, le caractère spécialisé de l'économie contemporaine empêchent la théorie néoclassique, en particulier la théorie de l'équilibre général, de fournir des fondements microéconomiques solides à la macroéconomie, et rendent problématique son utilisation par Roemer. Ce dernier semble ne pas avoir connaissance de ce débat, qui a pourtant précédé la naissance du marxisme analytique. Il est vrai qu'il a ouvert la voie à l'utilisation de la théorie néoclassique par des auteurs radicaux – voir Lee et Keen, 2004 – mais il ne s'agit pas d'un phénomène général. Nombreux radicaux, comme ceux regroupés au sein de la Structure sociale d'accumulation, s'y opposent.

**LES CLASSES DE WRIGHT : SOUS L'INFLUENCE DE ROEMER.** Wright s'appuie explicitement sur les travaux de Roemer, principalement *A General Theory of Exploitation and Class*, et il reformule la théorie marxienne des classes sociales sur des fondements similaires. Nous constaterons dans un premier temps comment Wright adapte la théorie à l'évolution contemporaine du capitalisme à travers les positions de classe contradictoires. Dans un deuxième temps, nous dégagerons l'énoncé selon lequel la théorie proposée par Wright emprunte à d'autres paradigmes.

**1 Théorisation des positions de classe contradictoires.** La mutation de la structure de classe au cours des années 80 a été théorisée par Wright (1985a) comme l'apparition de positions de classe contradictoires. Pour cet auteur, qui caractérise son approche de « néomarxiste » (1985b, p. 231), l'existence de positions de classe contradictoires obscurcit les rapports de classe et d'exploitation, et dégage la possibilité d'existence de formes d'exploita-

tion non capitalistes. Son objectif est de spécifier et rendre opérationnel le concept de classe dans la théorie marxiste. Il tente de se situer entre d'une part l'économisme et l'essentialisme de la soi-disant orthodoxie marxienne, et d'autre part le relativisme et le subjectivisme de nombreux critiques du marxisme. Il considère que la conception essentialiste d'un prolétariat authentiquement révolutionnaire socialiste, déterminé par des positions économiques de classe, se heurte au constat que la majorité de la classe ouvrière dévie de ce schéma. Il estime que la définition des classes sur la base exclusive des rapports sociaux de production ne fournit pas une base adéquate à la définition de classes spécifiques dans telle ou telle organisation sociale de la production, dans la mesure où elle tendrait vers un économisme et un réductionnisme de classe.

Roemer  
et Elster  
sont  
deux  
des auteurs  
les plus  
influents du  
marxisme  
analytique.

Wright ne prétend pas présenter l'énoncé marxiste mais juste un énoncé possible dans la tradition marxiste. Il conserve le critère fondamental selon lequel la différence entre les structures de classe se fonde sur les mécanismes d'appropriation du surplus. Le critère de détermination de la structure sociale prend la forme des rapports d'exploitation qui par nature génèrent un ensemble d'intérêts contradictoires. Afin de spécifier la façon par laquelle les rapports constituent le mécanisme d'exploitation, il dégage trois dimensions essentielles et interdépendantes des rapports de production : le contrôle sur le capital monétaire (l'investissement), le contrôle sur le capital physique (les moyens de production) et le contrôle sur le travail (le processus de production). Il affirme que le mécanisme capitaliste d'exploitation repose sur l'exclusion des travailleurs de ces trois rapports et leur monopolisation par les capitalistes. Les positions de classe sont fondées sur des critères empiriques et l'exploitation capitaliste est la combinaison de ces trois dimensions. À un niveau plus

concret, le mode de production capitaliste pur étant une abstraction non immédiatement opérationnelle, les trois dimensions précédemment énoncées ne coïncidant pas nécessairement, il existerait des « positions de classe contradictoires entre la bourgeoisie et le prolétariat » (Wright, 1985a, p. 97) dont les principales sont les suivantes :

– Les cadres se situent entre la classe ouvrière et la classe capitaliste ; ils contrôlent les travailleurs et une partie des moyens de production, mais ne contrôlent pas le processus d'accumulation.

– Les employeurs de petites et moyennes entreprises se situent entre la petite bourgeoisie et la classe capitaliste ; ils contrôlent le processus de production et possèdent les moyens de production, mais ne contrôlent pas le processus d'accumulation.

– Les salariés semi-autonomes, comme les ingénieurs, se situent entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie ; ils contrôlent seulement certains aspects du processus de production.

Toutes les fonctions du capital ne sont pas réalisées par les capitalistes et les classes précédemment décrites sont contradictoires plutôt qu'intermédiaires car elles sont situées dans deux classes à la fois et partagent les intérêts de chacune, d'où leur rôle ambigu dans la lutte des classes.

**1 Classes et professions : entre Marx et Weber.** Wright distingue les professions, définies comme des positions au sein des rapports techniques de production, des classes, définies comme des positions au sein des rapports sociaux de production, et les organisations capitalistes structurées par des rapports sociaux et des rapports techniques. Classes et professions occupent des espaces théoriques fondamentalement distincts. L'objet de sa recherche est d'étudier le rapport empirique entre ces deux éléments en vue d'élaborer un rapport conceptuel entre classe et profession, et de tenter de dégager ce lien à travers le concept d'organisation. Les catégories socioprofessionnelles les plus larges comportent des éléments de classe hétérogènes, et les distributions professionnelles sont variées selon les classes. Les classes et les professions sont donc des aspects qualitativement différents dans la structure sociale.

Wright prétend présenter un modèle dialectique, et non seulement structuraliste, dans la mesure où la lutte des classes peut transformer les conditions de sa propre détermination. Il semble plutôt s'agir d'un marxisme sociologisé, et il est possible de parler d'une logique néowébérienne de stratification sociale. Il partage avec Weber la notion des « chances de vie » de l'individu, trajectoire globale des possibilités rencontrées par les individus tout au long du cycle de vie » (Wright, 1985a, p. 144). Une telle approche s'inspire également

de celle de Nicos Poulantzas, pour qui les classes désignent exclusivement des rapports d'exploitation et de domination, la classe ouvrière étant restreinte au travail productif manuel sans responsabilité. Pour Poulantzas (1974), comme pour Nicolaus (1967) ou pour Urry (1973), la détermination des classes est structurelle et les intérêts de classe sont objectivés. La forme de la lutte de classes est déterminée par des rapports économiques, idéologiques et politiques d'une situation historique particulière. Une différenciation des niveaux économique, idéologique et politique le conduit à établir des catégories taxonomiques permettant d'élaborer une terminologie, afin de distinguer des positions de classes dans leur rapport au pouvoir.

**ELSTER : UNE INTERPRÉTATION DE MARX EN TERMES D'INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE.** Roemer et Elster sont deux des auteurs les plus influents du marxisme analytique, à l'origine des principales innovations théoriques. Tous deux inspirés par l'œuvre de Cohen, ils ont cherché à adapter le marxisme aux outils dominants, respectivement en science économique (théorie néoclassique) et en sciences sociales (individualisme méthodologique). Il serait abusif de réduire le marxisme analytique à ces deux auteurs, mais ils représentent le tournant le plus abouti de cette réorientation du corpus méthodologique marxien. Elster peut être considéré comme le troisième initiateur du marxisme analytique. Alors que Cohen présente une défense du matérialisme historique, qu'il critique – nous le verrons dans un premier temps –, que Roemer élabore une reconstruction de la théorie de l'exploitation, Elster propose une interprétation et une critique sans concession de chacun des aspects de l'œuvre de Marx – ce que nous verrons dans un deuxième temps.

**1 Une critique particulière de l'explication fonctionnelle au sein du marxisme analytique.** Des divergences ont opposé Elster et Cohen sur des questions méthodologiques, notamment un débat entre individualisme méthodologique et explication fonctionnelle, mais elles se situent dans le cadre délimité de la philosophie analytique. C'est dans ce contexte que s'est engagée une riche discussion entre ces deux auteurs, entre une défense par Cohen de l'explication fonctionnelle pour le matérialisme historique (Cohen, 1980, 1982) et un plaidoyer par Elster en faveur de l'individualisme méthodologique en général et de son application au marxisme en particulier (Elster, 1980, 1982).

La problématique de ce débat peut être formulée de la manière suivante : pour articuler le marxisme, et le matérialisme historique en particulier, dans le cadre de la philosophie analytique et du positivisme logique, quelle est la méthode appropriée ? Se fixant pour

objectif de se situer dans un cadre marxiste, Cohen s'approprie l'explication fonctionnelle et l'utilise pour défendre la théorie de l'histoire de Marx. À l'inverse, Elster présente sa critique de l'explication fonctionnelle comme une critique du marxisme. Il condamne le fonctionnalisme comme étant une caractéristique de « l'ineptie des choix méthodologiques de Marx et du marxisme » (1985, p. 627), et le matérialisme historique est qualifié de conception technologique de l'histoire, de théorie désincarnée. Il lui reproche « de n'avoir pas intégré la lutte des classes et le développement des forces productives (...) On ne trouve pas trace d'un mécanisme par lequel la lutte des classes encourage l'essor des forces productives » (1989, p. 429). Il envisage la contradiction entre forces productives et rapports de production comme une contradiction parmi d'autres; le danger d'une interprétation superficielle du matérialisme historique serait de penser que les rapports de production disparaissent automatiquement à partir du moment où ils sont obsolètes et sont remplacés par de nouveaux rapports sans lutte sociale ou politique.

D'une part, Cohen a effectué une analyse interne du matérialisme historique, en recherchant un mode explicatif pouvant lui correspondre. Hors matérialisme dialectique, il a eu besoin de l'explication fonctionnelle pour éviter l'incohérence. D'autre part, Elster a élaboré une critique externe, semblant assimiler explication fonctionnelle et matérialisme dialectique – on trouve cet amalgame chez Lange (1962) –, fonctionnalisme et hégélianisme, auxquels il oppose individualisme méthodologique, explication intentionnelle et théorie des jeux. Il considère que l'explication fonctionnelle est arbitraire, n'importe quoi pouvant être invoqué pour justifier le capitalisme ou l'existence d'un avenir communiste, ambiguë sur la distinction entre court terme et long terme, et surtout incohérente en l'absence d'un acteur intentionnel pouvant justifier les effets positifs à long terme.

Il prête à Cohen une vision téléologique de l'histoire, lui reproche son manque de clarté – notamment une confusion entre forces productives et rapports de production. Il évoque un « embrouillamini conceptuel » (1989, p. 404), en ce que le matérialisme historique présente à la fois une explication téléologique (les rapports de production non productifs disparaissent) et une explication causale (les forces productives sont la cause des rapports de production). Par exemple, Marx célébrait le capitalisme comme agent inconscient du progrès historique et suggérait un mécanisme à ce progrès – la poursuite des intérêts particuliers – mais serait incapable d'expliquer les raisons de la coïncidence entre intérêt individuel et progrès historique. Il

n'aurait fait que remplacer le Dieu de Leibniz et l'Esprit de Hegel par l'Humanité. C'est pourquoi Elster évoque « des intentions désincarnées, des actions en quête d'acteur, des verbes sans sujet » (*Idem*, p. 157). Il reproche à Marx de ne pas avoir expliqué le rôle médiateur de la lutte de classes dans la contradiction entre forces productives et rapports de production et, pour cette raison, estime nécessaire une réflexion sur les fondements micro de l'action collective.

C'est dans ce contexte que Cohen soutient qu'il « n'est pas impossible de suggérer que le matérialisme historique est à son étape lamarckienne » (1980, p. 134), et Elster de commenter : « Si Marx fut le Buffon du marxisme, Cohen est son Lamarck; attendons le Darwin » (1981, p. 754). Il accuse la position de Cohen d'être primitive en termes de philosophie des sciences, la qualifie de vérificationnisme naïf, à l'image du Cercle de Vienne, alors que lui-même serait plus proche d'une position poppérienne consistant à rechercher des infirmations. De fait, il conclut que le marxisme n'est pas scientifique car non réfutable. On peut ainsi dégager, parmi les marxistes analytiques, une approche postpositiviste autour d'Elster, et une approche postalthussérienne autour de Cohen.

Au terme de ce débat, Cohen articulait le matérialisme historique par une explication causale fonctionnelle non intentionnelle, et Elster admettait que l'individualisme méthodologique et l'explication fonctionnelle ne sont pas nécessairement incompatibles, à condition d'attribuer des mécanismes implicites à celle-ci afin d'expliquer pourquoi des événements particuliers ont lieu. Ainsi disparaît l'opposition entre explication causale et explication fonctionnelle, la seconde étant un sous-ensemble de la première. Il est donc possible d'affirmer qu'Elster et Cohen adoptent la même approche, mais avec une différente forme de spécification.

**Une critique générale de l'œuvre de Marx.** Dans son ouvrage majeur, *Karl Marx, une interprétation analytique*, publié pour la première fois sous le titre de *Making Sense of Marx*, Elster fait une analyse critique, qui se veut exhaustive, de l'œuvre de Marx. Sa lecture présente l'originalité de tester cette œuvre avec les outils de la théorie du choix rationnel. L'individu est au cœur de l'analyse. Il est troublant de constater qu'Elster ne procède pas à une lecture de Marx mais à une interprétation; il procède surtout par allusions : Marx « voulait dire », « on peut déduire cette idée », « Marx songe de toute évidence », « ce que Marx avait à l'esprit »... (Elster, 1989, respectivement pp. 338, 352, 353, 364). Ainsi, sur des fondements méthodologiques similaires à ceux utilisés par Roemer, et en revendiquant explicitement la continuité de Cohen – « maintes idées que

je crois de mon cru sont en réalité nées en sa compagnie » (*Idem*, p. 14) –, Elster a réalisé une critique systématique de l'ensemble de l'œuvre de Marx, à la lumière des principes de l'individualisme méthodologique. Il décompose la théorie de Marx en une théorie économique et une théorie de l'histoire, elle-même dissociée en une théorie de l'histoire économique (relation entre forces productives et rapports de production) et une théorie de la lutte de classes. Il critique la théorie économique de Marx, pour des raisons similaires à celles de Roemer – « j'en conclus que la présence de travail véritablement et irréductible-

### Elster a réalisé une critique systématique de l'ensemble de l'œuvre de Marx.

ment hétérogène constitue une pierre d'achoppement de taille pour l'économie marxienne » (Elster, 1989, p. 186) – et rejette le matérialisme historique comme holiste – « le progrès en sciences sociales ne passe pas par la construction de théories générales telles que le matérialisme historique » (1990, p. 2). Quant à la lutte des classes, il considère que seule la théorie des jeux est en mesure d'en expliquer les mouvements. Elster semble avoir poussé la logique de reconstruction analytique de l'œuvre de Marx jusqu'au point où l'ensemble des éléments théoriques marxistes sont transformés en leur contraire.

Il prête au marxisme « un hégélianisme superficiel, un scientisme naïf, un manque de falsifiabilité et une forte préférence pour la supposition par rapport à l'argumentation » (1989, p. 14) et considère que la principale contribution de Marx à la méthodologie des sciences sociales est l'idée générale des conséquences non intentionnelles d'actes intentionnels, c'est-à-dire les effets émergents. « Il est de peu d'importance qu'on désigne cette méthode du nom de dialectique » (*Idem*, p. 78). Il refuse de considérer la méthodologie marxiste comme un ensemble homogène, il estime que Marx a utilisé plusieurs modes d'explication, et qu'une partie de ses travaux se fonde sur l'individualisme méthodologique, notamment la théorie des crises exposée dans le tome 3 du *Capital*. Il affirme que Marx était antitéléologique sur cet aspect, et il

estime que Marx a également eu recours à l'explication fonctionnelle, en particulier dans sa philosophie de l'histoire, comme nous l'avons évoqué précédemment, et il aurait été téléologique sur ce point.

De toute évidence, Elster porte la conclusion suivante : « Il n'est plus possible aujourd'hui, moralement ou intellectuellement, d'être marxiste au sens traditionnel » (*Ibid.*, p. 711). Il semble alors qu'il a réfuté sa propre interprétation de Marx et sa théorie présente des similitudes frappantes avec la théorie économique non radicale : il utilise les instruments de l'orthodoxie afin de produire une analyse dont le contenu pourrait correspondre à la théorie radicale, mais il est difficile d'affirmer qu'il y parvient. Son utilisation de la théorie du choix rationnel pour analyser l'œuvre de Marx est partie intégrante du marxisme de choix rationnel.

**LE MARXISME DE CHOIX RATIONNEL : UNE RENCONTRE IMPROBABLE.** Le marxisme de choix rationnel, avec notamment Roemer, Elster et Przeworski, se fixe pour objectif d'utiliser la théorie du choix rationnel, traditionnellement employée pour justifier le capitalisme, comme un outil de critique anticapitaliste. Une telle démarche a été comparée par Carling à celle adoptée par Marx : « N'est-ce pas ce qu'a fait Marx dans *Le Capital* en subvertissant l'économie politique classique de son époque pour en tirer des conclusions anticapitalistes? » (1990, p. 107)

**Cohen dépassé par la théorie des jeux.** De nombreux critiques de Cohen parmi les marxistes analytiques ont rejeté le matérialisme historique comme théorie générale de l'histoire. Toutefois l'hypothèse de rationalité qu'il proposait est suffisamment générale pour avoir servi de justification au marxisme de choix rationnel. Ainsi, beaucoup se sont tournés vers une analyse du mode de production capitaliste, en particulier de la formation et de l'action des classes, ce terrain-là étant propice à l'utilisation de la théorie des jeux.

« Les questions-clés du matérialisme historique doivent faire référence aux formes spécifiques de la lutte de classes, et (...) une compréhension de telles luttes est apportée par la théorie des jeux » (Roemer, 1982b, p. 513).

Nous tenons à préciser que le marxisme de choix rationnel n'est pas équivalent au marxisme analytique, mais qu'il s'agit d'un sous-ensemble majeur du marxisme analytique. Cette confusion peut s'expliquer par le fait que le terme « marxisme analytique » n'est apparu qu'avec l'établissement des fondements du marxisme de choix rationnel. C'est notamment contre l'utopie et l'irresponsabilité attribuées par Elster et Roemer au marxisme orthodoxe des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales que fut élaboré le marxisme de choix rationnel. Ils lui reprochent sa méthode dialectique, et

le collectivisme méthodologique et le fonctionnalisme qu'ils lui attribuent et qui seraient empruntés à Hegel. Le collectivisme méthodologique donnerait une indépendance ontologique aux sujets collectifs, des lois de développement ayant une importance explicative supérieure à celle des individus, ce qui correspondrait à une intentionnalité désincarnée, à une téléologie. Au-delà d'Althusser, ils condamnent farouchement le renversement hégélien et considèrent que la logique formelle est violée par la logique dialectique.

La combinaison de la neutralité méthodologique que revendique la philosophie analytique et des lacunes octroyées à l'explication fonctionnelle peut aboutir à la recherche de fondements microéconomiques pour le marxisme. Au lieu d'une interaction dialectique entre les individus et la société, le marxisme de choix rationnel accorde une primauté explicative aux individus. À travers le marxisme de choix rationnel, le marxisme est privé de son objectif, qui est de comprendre le fonctionnement social dans ses déterminants historiques. Toutefois, il peut être considéré comme un effet émergent de la défense analytique de Cohen. Dans ses premiers travaux, celui-ci est incontestablement un défenseur du matérialisme historique, un opposant à la théorie néoclassique, et il n'avait aucune intention de servir de modèle au marxisme de choix rationnel, mais les limites de son élaboration résident dans ses présupposés méthodologiques, dont il n'imagine vraisemblablement pas les conséquences. En laissant des brèches dans son explication, notamment en ne justifiant pas suffisamment la Thèse du Développement, il s'est exposé à l'accusation de déterminisme technologique et a permis à ses détracteurs d'assimiler ses manques à des lacunes propres au marxisme.

**1 Une place centrale à l'acteur individuel.** La théorie des jeux est pour Elster et les marxistes de choix rationnel nécessaire au marxisme en ce qu'elle seule serait en mesure d'expliquer les mouvements de la lutte de classes. Contrairement à Cohen qui envisage la lutte des classes comme l'expression de l'interaction entre forces productives et rapports de production, ils ne donnent de primauté explicative qu'aux actions des agents individuels. Une telle approche peut être considérée comme « une innovation révolutionnaire dans la méthode marxiste » (Przeworski, 1982, p. 306). « Ce » marxisme s'articule autour de l'hypothèse selon laquelle une partie des travaux de Marx, principalement celui de la « maturité », se fonde sur les principes de l'individualisme méthodologique. La théorie des jeux est utilisée pour analyser les processus d'interaction sociale : un état social donné dépend des choix individuels, les actions individuelles ne sont pas entiè-

rement déterminées par une structure sociale, les individus choisissent les actions menant aux meilleurs résultats et les individus considèrent les autres individus comme des acteurs rationnels.

« Si Mrs Jones devient ouvrier, ce n'est pas parce qu'elle a été dirigée de la sorte par une norme internalisée; elle devient ouvrier parce qu'elle a choisi de devenir ouvrier. Telle est la révolution apportée par Roemer dans le concept marxiste de classe » (*Idem*, pp. 309-310).

L'acteur rationnel constitue une structure incarnée, en ce qu'il représenterait les lois de l'histoire universelle, la logique transhistorique du développement. En termes de matérialisme historique, le féodalisme était une

### Le marxisme est privé de son objectif, qui est de comprendre le fonctionnement social dans ses déterminants historiques.

entrave au développement des forces productives en ce qu'il décourageait la prise d'initiative individuelle, alors que le capitalisme, dans une logique de concurrence, conduit à la spécialisation, l'innovation, l'accumulation. Les résultats du marxisme de choix rationnel sont relativement importants : le matérialisme dialectique est remplacé par l'individualisme méthodologique et l'économie néoclassique, la théorie de la valeur travail est inadaptée à l'exploitation, les rapports de production sont inadaptés à la formation de classe et les intérêts des capitalistes peuvent être compatibles avec ceux de la classe ouvrière. Il nous semble qu'avec le marxisme de choix rationnel, les marxistes analytiques ont définitivement franchi la frontière entre la théorie radicale et la théorie non radicale en poussant Marx dans le champ non radical, et la théorie de Marx a largement perdu son caractère subversif.

**1 Un marxisme réformiste.** Dans ce contexte intellectuel marqué par la domination de la théorie du choix rationnel, nombre de marxistes analytiques en sont venus à envisager la question sous l'angle des perspectives politiques ouvertes par le marxisme. Le premier d'entre eux est Adam Przeworski, pour qui si la transition vers le socialisme conduit à une détérioration, y compris temporaire, des conditions matérielles des travailleurs, et si les travailleurs peuvent améliorer ces conditions en

coopérant avec les capitalistes, la perspective socialiste ne peut pas résulter des intérêts matériels des travailleurs.

« Un capitalisme se développant de façon rigoureuse, et dans lequel les travailleurs peuvent raisonnablement espérer bénéficier de l'exploitation passée, est toujours un second *best* à la fois pour les travailleurs et pour les capitalistes. C'est précisément là que se situe la lutte pour l'amélioration des conditions matérielles sous le capitalisme. Ce n'est pas une lutte pour le socialisme » (Przeworski, 1980, p. 146).

De plus, les développements de Wright sur les positions de classe contradictoires conduisent à obscurcir la distinction entre exploités et exploités, entre capitalisme et socialisme, ce qui le conduit à défendre la proposition d'une coopération entre classes sociales.

« L'objectif pratique de la lutte de classes n'est pas de détruire la classe capitaliste, mais de créer un compromis durable avec le capital (...) Pour établir un compromis de classe, les travailleurs doivent être capables de fournir à la bourgeoisie une main-d'œuvre bien coordonnée et disciplinée » (Wright, 1997, p. 114-115).

Il serait alors possible d'abolir l'exploitation capitaliste au sein même d'une économie de marché, d'où le développement d'un intérêt certain des marxistes analytiques pour le socialisme de marché.

« Un socialisme entièrement dépourvu de marché n'est pas une forme d'économie stable et appropriée et, dans tous les cas, il est improbable qu'il soit compatible avec des institutions démocratiques » (*Idem*, p. 103).

Enfin, nous pouvons remarquer que, sur les fondements théoriques proposés Wright et Roemer, avec de nouvelles divisions de classe, Philippe Van Parijs (1987) a proposé l'hypothèse selon laquelle la lutte de classes s'est déplacée, et elle aurait dorénavant lieu entre d'une part les employés stables et d'autre part les chômeurs et les employés précaires.

**CONCLUSION.** Avec la parution de *Karl Marx's Theory of History: A Defence*, Cohen est à l'origine d'une innovation majeure dans le débat méthodologique autour de l'œuvre de Marx, au sens où il a proposé une lecture d'un aspect de cette œuvre à l'aide des outils de la philosophie analytique et du positivisme logique. En présentant une interprétation non dialectique du matérialisme historique, il a cherché à briser le lien unissant marxisme et hégélianisme. L'œuvre de Marx fragmentée, le matérialisme historique fut étudié indépendamment des autres éléments du corpus théorique. Cette œuvre a donné lieu, sur le même mode, à une série de débats portant sur d'autres aspects de l'œuvre de Marx, autour d'un ensemble d'auteurs regroupés dans l'école du marxisme analytique, uni-

fiés non pas par un ensemble d'énoncés théoriques, mais par des principes épistémologiques non dialectiques. Ainsi, les deux auteurs les plus avancés de ce tournant méthodologique, Roemer et Elster, ont reconstruit le marxisme sur les fondements de l'individualisme méthodologique, et posé les fondements du marxisme de choix rationnel.

Par la suite, Cohen a été conduit à renoncer à la plupart de ses propositions théoriques : il a rejeté le matérialisme historique pour son incompatibilité, d'une part avec l'anthropologie philosophique marxienne, d'autre part avec la préservation de l'environnement; il a abandonné le matérialisme pour lui préférer des pré-occupations normatives; il a estimé que la modification de la structure de classe empêche la classe ouvrière d'être porteuse du changement social; il a jugé que la chute de l'URSS a constitué un échec pour la possibilité d'une alternative socialiste au capitalisme.

Les résultats auxquels est parvenue cette école à la fin des années 80 sont notamment l'établissement de l'incohérence conceptuelle du matérialisme historique, de l'échec de la théorie de la valeur travail et de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Le marxisme se trouve réduit à une théorie de la justice sociale : « Il n'est pas évident de trouver des différences entre les marxistes analytiques et des philosophes non marxistes tels que Dworkin, Rawls et Sen » (Roemer, 1986, p. 191). En complément à la théorie des jeux, les discussions s'articulèrent autour de questions normatives afin d'énoncer la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Ainsi, en partant d'une tentative de renouveler le marxisme, le marxisme analytique aboutit à une théorie de la justice sociale. La séparation entre scientifique et normatif déjà esquissée par Cohen dans son premier ouvrage et le contexte historique, se prêtant à une assimilation entre la disparition de l'Union soviétique et une mort du marxisme, ont ouvert la voie à des questions normatives. Cette irruption du normatif chez Cohen fut théorisée dans ses deux derniers ouvrages (1995 et 1999). Le marxisme analytique, une étude de l'œuvre de Marx avec des instruments méthodologiques non marxistes, est parvenu à la conclusion selon laquelle cette œuvre est scientifiquement déficiente. Faute d'interroger les outils qu'ils utilisent – philosophie analytique, positivisme logique, individualisme méthodologique, équilibre général –, les marxistes analytiques ont postulé qu'ils sont efficaces et que le marxisme doit être séparé de sa méthode, et la justification de telles prémices reste à fournir. Toutefois, il nous semble possible d'affirmer que l'œuvre de Marx ne peut pas survivre sans raisonnablement dialectique. ●

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Althusser L. (1994), *Sur la philosophie*, Gallimard.
- Althusser L. *et al.* (1996), *Lire Le Capital*, La Découverte.
- Anderson P. (1977), *Sur le marxisme occidental*, Maspero.
- Buss S., Overton L. *et al.* (2002), *Contours of Agency : Essays on Themes from Harry Frankfurt*, Cambridge, MIT Press.
- Carling A. (1986), « Rational Choice Marxism », *New Left Review* n° 160, pp. 24-62.
- Carling A. (1990), « In Defence of Rational Choice : A Reply to E.M. Wood », *New Left Review* n° 184, pp. 97-109.
- Carling A. (1997), « Analytical and Essential Marxism », *Political Studies* vol. 45, pp. 768-783.
- Chavance B. *et al.* (1985), *Marx en perspective*, EHESS, Paris.
- Cohen G.A. (1979), « The Labour Theory of Value and the Concept of Exploitation », *Philosophy and Public Affairs* vol. 8, pp. 338-360.
- Coehn G.A. (1980), « Marx and the Giraffe », *The New York Review of Books* vol. 27, 21 février, p. 44.
- Cogen G.A. (1982), « Functional Explanation, Consequence Explanation and Marxism », *Inquiry* vol. 25, pp. 27-56.
- Cohen G.A. (1985), « Restricted and Inclusive Historical Materialism », dans Chavance, pp. 53-76.
- Cohen G.A. (1988), *History, Labour and Freedom : Themes from Marx*, New York, Oxford Clarendon Press.
- Cohen G.A. (1990), « Marxism and Contemporary Political Philosophy, or : Why Nozick Exercises Some Marxists More than He Does Any Egalitarian Liberals? », *Canadian Journal of Philosophy*, vol. suppl. 16, pp. 363-387.
- Cohen G.A. (1995), *Self-Ownership, Freedom and Equality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Cohen G.A. (1999), *If You're an Egalitarian, How Come You're So Rich?*, Cambridge, Harvard University Press.
- Cohen G.A. (2000, [1978]), *Karl Marx's Theory of History : a Defence*, Expanded Edition, Princeton, Princeton University Press.
- Cohen G.A. (2002), « Deeper Into Bullshit », dans Buss, pp. 322-339.
- Elster J. (1980), « Cohen on Marx's Theory of hHistory », *Political Studies* vol. 28, pp. 121-128.
- Elster J. (1981), « Un marxisme anglais. À propos d'une nouvelle interprétation du matérialisme historique », *Annales économie, sociétés, civilisations*, 36<sup>e</sup> année, pp. 745-757.
- Elster J. (1982) « Marxism, Functionalism and Game Theory : The Case for Methodological Individualism », *Theory and Society* vol. 11, p. 453-482.
- Elster J. (1985), « Further Thoughts on Marxism, Functionalism and Game Theory », dans Chavance, pp. 627-648.
- Elster J. (1989, [1985]), *Karl Marx, une interprétation analytique*, PUF.
- Elster J. (1990), *Psychologie politique*, Éditions de Minuit.
- Engel P. (1997), *La Dispute : une introduction à la philosophie analytique*, Éditions de Minuit.
- Lafargue P. (1891), « Karl Marx », *Neue-Zeit* vol. 9.
- Lange O. (1962), *Économie politique*, PUF.
- Lee, F.S., Keen, S. (2004), « The Incoherent Emperor : A Heterodox

- Critique of Neoclassical Microeconomic Theory », *Review of Social Economy* vol. 42, p. 169-199.
- Levine A., Wright E.O. (1980), « Rationality and Class Struggle », *New Left Review* n° 123, pp. 47-68.
- Lukács G. (1960), *Histoire et conscience de classe*, Éditions de Minuit.
- Marcuse H. (1968), *L'homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Éditions de Minuit.
- Marx K. (1957), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Éditions sociales.
- Marx K. (1968 [1867]), « Notes critiques sur le traité d'économie politique d'Adolph Wagner », dans *Œuvres, t. II : Économie*, La Pléiade.
- Marx K., Engels F. (1972 [1875]), *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales.
- Marx K., Engels F. (1982 [1845]), « L'idéologie allemande », dans *Œuvres, t. III : Philosophie*, Gallimard.
- Marx K., Engels F. (1986 [1848]), *Manifeste du Parti communiste*, Éditions sociales.
- Meijer G. (sous la dir.) (2006, à paraître), *Heterodox Views on Economics and Society*, Wageningen, Wageningen Academic Publishers.
- Morishima M. (1973), *Marx's Economics : A Dual Theory of Value and Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Morishima M. (1975), « Marx à la lumière de la théorie économique moderne », *Économie appliquée*, tome XXVIII, pp. 693-722.
- Nicolaus M. (1967), « Proletariat and Middle Class in Marx : Hegelian Choreography and the Capitalist Dialectic », *Studies on the Left* n° 7.
- Nowak L. (1998), « The Adaptative Interpretation of Historical Materialism : A Survey – On a Contribution to Polish Analytical Marxism », *Poznan Studies in the Philosophy of the Sciences and the Humanities* vol. 60, pp. 201-236.
- Okishio N. (1961), « Technical changes and the rate of profit », *Kobe University Economic Review* n° 7, pp. 85-99.
- Poulantzas N. (1974), *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil.
- Przeworski A. (1980), « Material Interests, Class Compromise, and the Transition to Socialism », *Politics and Society* vol. 10, pp. 125-153.
- Przeworski A. (1982), « The Ethical Materialism of John Roemer », *Politics and Society* vol. 11, pp. 289-313.
- Przeworski A. (1985), *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Roemer J. (1979), « Divide and Conquer : Microfoundations of a Marxian Theory of Wage Discrimination », *Bell Journal of Economics* n° 10, pp. 695-705.
- Roemer J. (1981), *Analytical Foundations of Marxian Economic Theory*, New York, Cambridge University Press.
- Roemer J. (1982a), *A General Theory of Exploitation and Class*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Roemer J. (1982b), « Methodological Individualism and Deductive Marxism », *Theory and Society* vol. 11, pp. 513-520.
- Roemer J. *et al.* (1986), *Analytical Marxism*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Roemer J. (1986), « "Rational Choice" Marxism : Some Issues of Method and Substance », dans Roemer, pp. 191-201.
- Roemer J. (1988), *Free to Lose : An Introduction to Marxist Economic Philosophy*, Londres, Radius.
- Ruben D.-H. (1980), « Review Article : Cohen, Marx and the Primacy Thesis », *British Journal of Political Science* vol. 11, pp. 227-234.
- Shaw W. (1986), « Historical Materialism and the Development Thesis », *Philosophy of the Social Sciences* vol. 16, pp. 197-210.
- Skolimowski H. (1967), *Polish Analytical Philosophy*, Londres, Routledge.
- Sinclair U. (1923), *The Goose-Step : A Study of American Education*, Pasadena, Sinclair.
- Sraffa P. (1970, [1960]), *Production de marchandises par des marchandises : prélude à une critique de la théorie économique*, Dunod.
- Steedman I. (1977), *Marx after Sraffa*, Londres, New Left Books.
- Takamasu A. *et al.* (1999), *Analytical Marxism*, Kyoto, Nakanishiya Press.
- Tarrit F. (2006, à paraître), « A Brief History, Scope and Peculiarities of "Analytical Marxism" », *Review of Radical Political Economics* vol. 38.
- Tarrit F. (2006), « Another Marxism : A Delimitation of Analytical Marxism » in Meijer.
- Turner S., Sica A. *et al.* (2004), *A Disobedient Generation : '68ers and the Transformation of Social Theory*, Londres, Sage Publications.
- Urry J. (1973), « Towards a Structural Theory of the Middle Class », *Acta Sociologica* vol. 16.
- Van Parijs P. (1987), « A Revolution in Class Theory », *Politics and Society* vol. 15, pp. 453-482.
- Van Parijs P. (1997), « The Need for Basic Income : An interview », *Imprints : A Journal of Analytical Socialism* vol. 1, pp. 5-22.
- Wright E.O. (1985a), *Classes*, Londres, Verso.
- Wright E.O. (1985b), « What is Marxist and What is Neo in Neo-Marxist Class Analysis? », dans Chavance, pp. 231-250.
- Wright E.O., Levine A., Sober E. (1992), *Reconstructing Marxism : Essays on Explanation and the Theory of History*, Londres, Verso.
- Wright E.O. (1994), *Interrogating Inequality : Essays on Class Analysis, Socialism and Marxism*, Londres, Verso.
- Wright E.O. (1997), « Reflections on Socialism : An Interview », *Imprints : A Journal of Analytical Socialism* vol. 2, pp. 100-122.
- Wright E.O. (2004), « Autobiographical Essay », dans Turner, pp. 1-43.

1. Tous les textes en anglais sont traduits par nos soins.
2. Voir K. Kautsky, Les Trois Sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx, Spartacus, 1977 ; V.I. Lénine, Les Trois Sources et les trois parties constitutives du marxisme, Pékin, Editions en langues étrangères, 1976 ; plus récemment E. Kouvélakis, Philosophie et Révolution, de Kant à Marx, PUF, 2003.
3. Tous ces termes ont été employés dans la littérature marxiste analytique.
4. La nature antihégélienne de la philosophie analytique peut toutefois être nuancée, notamment avec les travaux de Duhem et Quine, mais il s'agit là de prolongements, et non des fondements de la philosophie analytique sur lesquels s'appuie Cohen.
5. « Les rapports de production correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles (...) À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants (...) De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale (...) Une forme sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir (...) Jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports ne soient écloses dans le sein même de la vieille société » (Marx, 1957, p. 4-5).
6. « Lire *Le Capital* m'a paru pour une bonne part dangereusement vague. Il est peut-être regrettable que le positivisme logique, avec son insistance sur l'activité intellectuelle, n'ait jamais atteint Paris » (Cohen, 2000, p. x).
7. « Lorsqu'un ensemble de marxistes ou de semi-marxistes, qui comme moi détestaient ce que nous considérions comme une obscurité qui a envahi le marxisme, ont constitué à la fin des années 70 un groupe de discussion marxiste, auquel je suis heureux d'appartenir, j'étais ravi que mes collègues souhaitent le nommer Groupe du marxisme sans foutaise » (Cohen, 2002, p. 323).
8. « Studies in Marxism and Social Theory » (Cambridge University Press) est la collection dans laquelle furent publiés les ouvrages marxistes analytiques depuis *Making Sense of Marx* (Elster).
9. Voir M. Morishima, 1973, p. 94 : « L'économie de Marx peut acquérir la citoyenneté en théorie économique contemporaine en se séparant de ses racines, la théorie de la valeur travail ».
10. Voir M. Morishima, 1975, p. 698 : « À supposer chaque travailleur payé au niveau de subsistance (hypothèse de base chez Marx). » Notons que la théorie du salaire de subsistance fut dénoncée par Marx (1972) lorsqu'elle fut énoncée par Lassalle.
11. Par exemple, Wright et Brenner sont des marxistes analytiques, mais ils ne sont pas des marxistes de choix rationnel.
12. Voir J. Roemer, E.O. Wright *et al.*, *Equal Shares. Making Market Socialism Work*, Londres, Verso, 1996.

CARTE BLANCHE À... CAROLINE FOUREST

# LUTTER CONTRE L'ISLAMISME SANS FAIRE LE JEU DES NÉOCONSERVATEURS

**I**y crois. Je le défends partout. Mais les réflexes binaires hérités du temps de la guerre froide sont si présents, si envahissants, qu'émettre la moindre critique contre sa propre famille de pensée sans être récupérée relève du parcours du combattant. Ce n'est pas une raison pour y renoncer...

Un mail m'invite à une conférence. La trentième depuis la sortie de la *Tentation obscurantiste*<sup>1</sup>. Un plaidoyer contre la gauche obscurantiste, tentée par l'alliance avec les islamistes, sous prétexte de lutter contre l'impérialisme américain en n'importe quelle compagnie. Mais peut-on militer pour un monde meilleur en si mauvaise compagnie ? Je n'y ai jamais cru. Cette règle, que je reproche tant aux militants antiracistes et altermondialistes en tournée dans les cercles islamistes, je me l'applique à moi-même, privilégiant presque méticuleusement mes lieux d'intervention, choisis pour être progressistes ou du moins des lieux où l'on peut parler avec des progressistes. Même au prix d'un débat rude comme le sont les clarifications confraternelles. Les Cercles humanistes et laïcs, féministes, les Amis du monde diplomatique, le MRAP-Marseille... Trente conférences en tout depuis la sortie du livre. Je suis vannée, lessivée, mais confiante. La gauche antitotalitaire se redresse, relève la tête, retrouve ses valeurs et donne de la voix, sans tomber dans le piège tendu par nos adversaires, qui voudraient nous acoquiner avec la pensée néoconservatrice. Droits dans nos bottes. Jusqu'à un soir... À l'Institut d'histoire sociale.

Ce nom me dit quelque chose. Dans le mail, le responsable, un homme charmant, m'a écrit qu'il s'agissait d'un Centre d'archives sur l'histoire du communisme. Sans doute un lieu d'archives lié au Parti communiste... En tout cas, ce nom me dit quelque chose. J'y vais, en me promettant d'arrêter pour de bon d'accepter des conférences, à des dates si rapprochées, mais en me félicitant d'avoir vaincu la

fatigue pour aller débattre dans un lieu où la contradiction risque d'être très rude mais stimulante.

Je vais vite comprendre ma méprise.

Le bibliothécaire, un archiviste passionné, me fait visiter le fonds documentaire : « communisme », « anarchisme », « syndicalisme ». L'analyste que je suis n'y résiste pas. Ça sent bon le trésor, la revue oubliée, le tract d'époque. Je me promets de revenir faire des lectures. Ce n'est qu'en voyant l'assemblée qu'un doute m'effleure. Une trentaine de têtes grises. Elles n'ont pas le look habituel, plutôt celui de mes sujets d'étude... du temps où je travaillais sur l'extrême droite française. Le responsable des lieux me présente, en me remerciant tout particulièrement d'avoir accepté cette proposition. Il insiste sur le fait que je travaille à *Charlie Hebdo* et la salle sourit quand il précise que je me définis comme quelqu'un de gauche. Ce sourire en coin, partagé par l'ensemble de l'assistance, me met sur la voie... « Institut d'histoire sociale », bien sûr que je connais ! Je revois le carton d'archives dans les étagères du centre de documentation de *Prochoix*<sup>2</sup>, le passage de la thèse de Fiammetta Venner sur la droite radicale<sup>3</sup> et la notice dans le livre de Camus et Monzat... sur les « droites nationales et radicales ».

Mon nom est en train de se graver tout doucement au bas de l'affiche... Groupes. « Qu'est-ce que je fous là ? » Cette phrase tourne en boucle dans ma tête. Pourtant, c'est à moi de parler. Je pourrais me lever, remettre mon manteau et me tirer. Mais la salle sourit. Elle a envie de débattre et il faut croire qu'un vieux fond de judéo-christianisme non purgé m'empêche d'être si malpolie. Donc je reste et je parle. Mais je recentre. Pas à la façon Tariq Ramadan, pour flatter mon public et lui faire entendre ce qu'il a envie d'entendre. Je veux bien assumer la critique envers la gauche obscurantiste, mais ce public-là n'a pas besoin de moi pour critiquer la gauche. Alors je vais au charbon à rebrousse-poil, je raconte mon parcours, de femme de gauche, mon engagement contre l'extrême droite, contre les intégristes chrétiens, j'insiste tout

particulièrement sur le fanatisme de la droite religieuse américaine... Je sens que ça tique, alors je développe. Le fondamentalisme protestant dans années 20, l'alliance avec l'aile dure du Parti républicain à la fin des années 70 et le mouvement historique de reconfessionnalisation en cours du monde où convergent tous les intégrismes : celui de Jean Paul II, sous prétexte de lutter contre le communisme, celui de la droite religieuse américaine, celui des intégristes juifs en Israël et, finalement, le plus dangereux, celui des fondamentalistes musulmans, rêvant de rebâtir un empire islamique sur les ruines du califat déchu. Une théocratie mondialisée bien peu compatible avec une altermondialisation progressiste et laïque, malgré ce qu'en dit Tariq Ramadan lorsqu'il prône la « collaboration » en vue d'imposer ses concepts au sein du Forum social européen<sup>4</sup>. Ce n'est pas sur le propos de *Frère Tariq* que j'insiste aujourd'hui mais sur celui développé dans *Tirs croisés*, écrit un an plus tôt avec Fiammetta Venner, du temps où j'espérais encore qu'un front contre tous les intégrismes (juif, chrétien et musulman) suffirait à éviter qu'une certaine gauche ne tombe dans la fascination pour l'islamisme<sup>5</sup>. Dans ce livre, devant ce public, je récuse une fois de plus l'idée de chercher le surcroît de dangerosité de l'islamisme dans l'islam ou dans le Coran, où l'on trouve le meilleur comme le pire, comme dans tous les livres sacrés, pour en venir aux facteurs historiques et politiques : notamment au prétexte fourni par la colonisation qui a permis aux fondamentalistes de délégitimer par avance toute modernisation et sécularisation de l'islam sur un mode rappelant le monde « occidental », donc colonisateur. Je passe rapidement sur l'absence de contre-feux, démocratiques et laïcs, qui expliquent aujourd'hui pourquoi l'intégrisme musulman est à l'évidence moins contenu dans plusieurs pays du globe et donc plus dangereux. Ce public-là ne manquera pas de me le rappeler, me dis-je. Cela ne rate pas. Le public est séduit mais résolument en désaccord. Les interventions reviennent en boucle pour me reprocher de comparer les intégrismes juif, chrétien et musulman. Plusieurs spectateurs insistent sur le fait que l'intégrisme musulman a la spécificité d'évoluer dans des pays souvent peu démocratiques et peu laïcs, où ils ne rencontrent pas les contre-pouvoirs de la démocratie, ce qui fait toute la différence avec les États-Unis. J'approuve, d'autant plus que c'est la thèse de mon livre qu'une lectrice attentive est en train de m'objecter. En revanche, le débat tourne au dialogue de sourd lorsque mes interlocuteurs cherchent absolument à démontrer que le christianisme et le judaïsme ne portent pas en soi le même potentiel liberticide que l'islam, où le texte coranique est jugé révélé et donc absolument intouchable ou critiquable.

Ce n'est pas entièrement faux, mais je rappelle que je ne suis pas là pour juger les religions d'un point de vue théologique. Mon objet d'étude porte uniquement sur l'instrumentalisation politique du religieux. Or, à ce niveau-là, les intégrismes convergent contre les libertés et la laïcité. Parfois même dans le recours à la violence. Même si certains passages, très durs et très violents, de la bible hébraïque ont été contenus grâce au commentaire du Talmud, même si le christianisme insiste sur l'amour de son prochain, cela n'a pas empêché qu'un fanatique juif tue Rabin, ni des militants Prolife de tuer des médecins pratiquant l'avortement au nom de Dieu. Même chose concernant les droits des femmes. Le Coran n'est pas plus sexiste que la Bible. Je rappelle que Mahomet s'est battu contre les mariages forcés, pour que les femmes héritent (la moitié des hommes, ce qui était un progrès pour l'époque) tandis que saint Paul prône lui aussi le voile pour les femmes « en signe de sujétion » (lorsqu'elles prient ou prophétisent) et leur interdit de parler dans les assemblées publiques. La volonté de contrôle de l'autonomie des femmes, et notamment de leur corps, est un trait commun à tous les intégristes, que ce soit par le voile ou par la lutte contre le droit à l'avortement.

Une dame blonde s'agite sur son siège. Mon discours l'horripile. Elle se présente comme « catholique traditionaliste n'ayant pas, malheureusement, la foi » (on ne me l'avait jamais faite celle-là). Ma pique contre Jean Paul II ne lui a évidemment pas plus. Même si elle dit ne pas partager le mode d'action des commandos antiavortement, elle refuse de voir l'imposition du voile comparée à la lutte contre le droit à l'avortement (où la vie d'un fœtus — et donc à ses yeux d'une personne — est en jeu). Le public est agacé par son intervention, jugée « hors sujet ». Cela me rassure. Mais je dois quand même répondre. Je lui rappelle que ma revue s'appelle *Prochoix* (*Prochoice* en anglais) et que nous touchons là aux limites d'un débat dont nous ne sortirons pas d'accord...

Qu'est-ce que je fais dans cette galère ? Cette phrase ne cesse de tourner dans ma tête. La dernière fois, c'était dans un Institut d'un tout autre genre : l'Institut du monde arabe. Le débat s'était déroulé de façon strictement inverse. Je me réjouissais à l'idée d'intervenir dans un lieu que j'aimais, où je me rendais souvent, et je suis tombée dans un tribunal orchestré par un proche du parti Baas, face à une meute d'accusateurs se réclamant du Hezbollah venus défendre l'honneur des Frères musulmans. Grâce au renfort de la gauche obscurantiste. De la thèse du mon livre, ce soir-là, il n'a pas été question. Puisque l'immense majorité de mes interlocuteurs ne l'avait pas lu ou s'était contentée d'un commentaire tronqué et partisan paru sur Oumma.com. Le

\* Journaliste et essayiste. Dernier ouvrage paru : *La Tentation obscurantiste*, Grasset, 2005.

peu de fois où l'on nous a accordé le droit à la parole, à Fiammetta Venner et à moi-même, ce fut pour répondre aux accusations visant à me présenter comme une « islamophobe » vendue au lobby sioniste et à la pensée bushienne. On m'avait servi des bretzels, sans doute dans l'espoir que je m'étouffe avec... Un militant laïc a failli se faire casser la gueule par un type du MIB pendant que la salle s'échauffait et la tension était telle qu'il a fallu l'intervention de la police pour nous « exfiltrer » de ce « café-débat ».

Autant dire que cette soirée-là n'avait rien de comparable avec le débat, contradictoire mais respectueux, organisé à l'Institut d'histoire sociale. Preuve, s'il en était besoin, qu'une certaine conception de la démocratie fait effectivement toute la différence. À l'Institut du monde arabe, il y avait des militants tiers-mondistes se revendiquant de la même gauche que moi. Ils m'ont fait peur par leur violence et leur intolérance. À l'Institut d'histoire sociale, il y avait des militants de droite, réactionnaires, à mille lieues de moi. Mais nous avons pu débattre. Dans le calme et le respect de la parole de chacun.

N'empêche, en sortant, je n'étais pas fière d'avoir traîné mes guêtres jusqu'ici. J'entendais déjà les ricanelements de la gauche obscurantiste, qui allait se repaître d'une bourde pareille. Caroline Fourest à l'Institut d'histoire sociale, on vous avait bien dit qu'elle faisait le jeu des néoconservateurs... Le Réseau Voltaire, Oumma.com et Les Mots sont importants allaient pouvoir, enfin, me prendre en défaut de « double discours ». Déjà, Tariq Ramadan, usant de procédés dont il est coutumier, a réussi à faire dire l'inverse à l'un de mes articles paru dans le *Wall Street Journal Europe* sur les émeutes. Mon article s'élevait contre l'explication visant à présenter les émeutes comme un phénomène d'origine ethnique et religieuse pour insister sur l'explication sociale, tout en rappelant que les intégristes sauraient tirer profit – *a posteriori* – de la friche sociale... Tariq Ramadan a fait traduire le texte en le tronquant pour faire croire que je partageais l'analyse d'Alain Finkelkraut.

L'époque que nous vivons est si passionnée, nos débats si majeurs pour l'avenir du monde, que la propagande fait rage de toute part. Rien n'est plus difficile que de tenir une position équilibrée, tout simplement sincère ou fondée sur un constat empirique, sans tomber d'un côté ou de l'autre. La moindre position risque d'être déformée, surinterprétée, amalgamée, instrumentalisée. Si bien que les gens se sont habitués à ne penser qu'en fonction de « qui est avec qui » ou de « qui est contre qui ». Au lieu d'apprendre à se faire une idée par eux-mêmes, sur le message véhiculé. C'est bien pour que les gens se fassent une idée par eux-mêmes

sur Tariq Ramadan que j'ai consacré 426 pages à ses discours et non uniquement à son parcours... J'attendais naïvement la même honnêteté en retour. Pourtant, le seul fait que mes analyses puissent être reprises par tous les opposants à l'islamisme, y compris les néoconservateurs, peut me valoir à tout moment d'être associée à des gens que je combats par ailleurs depuis des années, depuis mon livre contre la droite religieuse américaine en 2000<sup>6</sup>. Que faire ? Persévérer dans la patience et si possible la pédagogie, avouer que l'on n'a pas toujours la solution. Ni pour éviter les malentendus, ni pour éviter les récupérations.

Ce soir-là, à l'Institut d'histoire sociale, le responsable a compris mon malaise. Je me suis excusée de ne pouvoir rester dîner. Avant de me laisser m'éclipser, il m'a raconté l'histoire de l'Institut en regrettant, lui comme moi, de ne pas l'avoir fait plus tôt. Passionnante, au demeurant, cette histoire. L'Institut a été fondé en 1935 à Amsterdam, notamment à l'initiative d'un militant communiste horrifié par la façon dont Trotski avait été limogé du Parti communiste, ce qui lui a valu d'être lui-même expurgé. Pour héberger les archives de Boris Souvarine, Boris Nicolaïski et Anatole de Monzie. L'Institut a longtemps abrité les archives de Trotski, jusqu'à ce qu'un cambriolage politique emporte les 80 kilos de documentation dans la nuit du 6 au 7 novembre 1936. En 1940, une partie des fonds fut pillée par des membres des autorités de l'occupation, qui emmenèrent ces collections en Allemagne. Une partie de ces documents, d'après l'Institut, fut remise à Staline par Hitler et se trouve aujourd'hui à l'Institut Marx-Engels de Moscou.

L'Institut d'histoire sociale abrite aujourd'hui encore des communistes antitotalitaires, repentis ou déçus, mais n'a pas échappé à une certaine récupération conservatrice, voire réactionnaire. Bien logique du temps de la guerre froide, plus problématique au moment de la Seconde Guerre mondiale, où l'Institut a logiquement servi de lieu de passage à certains anti-communistes plutôt pétainistes comme des anciens cadres du Rassemblement national-populaire de Marcel Déat. Notamment Roland Gaucher et Georges Albertini. Albertini a même longtemps utilisé le bulletin de l'Institut (le *BEIPI – Bulletin d'études et d'informations politiques internationales*) pour servir de vivier intellectuel à une Internationale aux accointances fascistes. Ce que Pierre Rigoulot, un ancien professeur de philosophie devenu maître des lieux par amour de l'archive, ne cache pas : « Nous avons des anciens communistes, des gens de tous horizons, mais nous avons aussi eu des membres au parcours plutôt douteux vis-à-vis du nazisme et de l'antisémitisme. » Malgré quoi, Camus et Monzat reconnaissent que

l'« Institut d'histoire sociale n'a jamais été une structure de l'extrême droite ».

En tout cas, depuis la chute du mur de Berlin, l'Institut n'est plus le lieu de combat qu'il a pu être. Présidé de façon honorifique par Jean-François Revel depuis 1998, il se contente de gérer les archives de l'histoire sociale dans un local du Conseil général des Hauts-de-Seine. Où nous sommes tombés d'accord pour dire que Nicolas Sarkozy avait fait une énorme erreur en conviant l'UOIF à la table de la République... Ce qui ne manquait pas de charme. Aujourd'hui, Pierre Rigoulot voudrait en faire un lieu de débat plus général et tourné vers la prise de conscience antitotalitaire. Mais la vigilance anti-islamisme ne semble guère intéresser les communistes, qui ne sont pas venus en nombre dans la salle ce soir-là. Avant de partir, j'ai un débat passionnant avec l'un des convives, qui cherchait à comprendre comment une jeune trentenaire comme moi pouvait se définir comme progressiste résolument attachée aux libertés individuelles. « Vous êtes une libérale » m'a-t-il lancé. « Oui mais progressiste », lui ai-je répondu. Libérale au niveau des mœurs. Mais progressiste et égalitariste au niveau social. Nous avons cherché nos points de désaccord et nous sommes assez vite tombés sur la question des rapports Nord-Sud, sur celle des services publics et sur le rôle de l'État. Nous ne sommes pas si loin. Mais nous ne regardons pas le verre, à moitié vide ou à moitié plein, du même angle. Et cet angle change tout.

Nous pouvons nous revendiquer de la même tradition républicaine, défendre les libertés individuelles face au danger totalitaire, mais nous ne sommes pas entièrement d'accord sur les priorités – altermondialistes, féministes, égalitaristes, sociales, environnementales – qui font encore cette différence entre le progrès et la conservation, voire parfois la réaction.

Ce lieu n'est plus si honteux, malgré son passé, ses brebis galeuses et son ancrage résolument conservateur. Des intervenants illustres sont d'ailleurs intervenus avant moi.

N'empêche. Je repense aux fois où j'ai reproché à Olivier Roy, Mouloud Aounit, Christine Delphy ou Vincent Geisser d'intervenir dans des associations proches – voire tenues par – des Frères musulmans. Bien sûr, le contexte n'est pas tout à fait le même. Dans ce cas, ces interventions ne font que confirmer leurs prises de position. Leurs interventions abondent dans le sens de leurs hôtes au lieu de les prendre à rebrousse-poil. Et puis surtout, les Frères musulmans défendent un islam totalitaire, liberticide et réactionnaire, dont le danger n'est pas vraiment comparable au désir de réflexion et d'archive d'un vieux centre d'étude, fût-il réac et anti-communiste... Leurs vieux briscards à eux s'amuse-

surtout à aller collectionner les tracts d'extrême gauche comme d'extrême droite. Ce soir-là, loin du regard de la dame blonde antiavortement, un vieux monsieur de l'Institut m'a montré, tout fier, les tracts qu'il était allé chiper dans une manif de Laissez-les-vivre quelques jours plus tôt. Pour les remettre à l'Institut. « D'habitude, je prends surtout des tracts d'extrême gauche pour les archives, mais là, j'ai pris des tracts d'extrême droite. » Il m'a promis de m'en faire un double pour le fonds documentaire de *Prochoix*...

N'empêche, malgré tout cela, si j'étais journaliste à *Prochoix* ou à *Charlie Hebdo*, j'aurais égratigné le moindre conférencier ayant mis le pied à l'Institut d'histoire sociale. Alors *mea culpa*. Pan sur le bec, comme diraient mes confrères du *Canard enchaîné*.

Pourtant, il y a une chose que je ne regrette pas. C'est d'avoir entrevu, l'espace d'un débat, cette droite libérale antitotalitaire née de la déception.

Sur le chemin du retour, je repense à ces parias de la lutte antistalinisme par antitotalitarisme, victimes des procès de Moscou, écœurés par la mauvaise foi ambiante, au point d'avoir lentement dérivé vers la droite. Par amour de la liberté. Mais au risque de la réaction. Tous les jours, je rencontre des militants de gauche qui cessent de se définir ainsi, écœurés qu'ils sont de voir la gauche obscurantiste rester sourde et aveugle aux mises en garde contre l'intégrisme. Il n'existe qu'un seul moyen d'éviter que cette histoire ne se reproduise. Poursuivre l'œuvre de clarification en cours à gauche et à l'extrême gauche. Réaffirmer que l'idéal de progrès est incompatible avec le soutien à des idéaux intégristes, liberticides et totalitaires. Pour prouver aux conservateurs ricanants que la défense des libertés n'est pas leur monopole. Pour sauver l'âme et l'honneur de la gauche.

Je crois en cette gauche amoureuse de l'égalité comme de la liberté, source de résistance au nouveau danger totalitaire. Je l'ai dit en finissant ma conférence à l'Institut d'histoire sociale. Peu importe qu'ils m'aient crue ou non. C'est à nous, à gauche, d'écrire l'histoire pour leur prouver que nous avons raison d'y croire. ●

1. Grasset, 2005.

2. *Prochoix* est une revue luttant contre le racisme, l'extrême droite et les intégrismes. [www.prochoix.org](http://www.prochoix.org).

3. Fiammetta Venner, *L'Extrême France* (à paraître chez Grasset).

4. Voir Caroline Fourest, *Frère Tariq : discours, stratégie et méthode de Tariq Ramadan*, Grasset, 2004.

5. Caroline Fourest et Fiammetta Venner, *Tirs croisés : La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*, Livre de poche, 2004.

6. Caroline Fourest, *Foi contre Choix : la droite religieuse et le mouvement Prolife aux États-Unis*, Golias, 2000.

# LA RÉCEPTION DU XX<sup>e</sup> CONGRÈS DANS LA RÉGION DE GORKI

JEAN-PAUL DEPRETTO\*

Le texte est né du travail que j'ai effectué en 2003-2004 dans le cadre d'un projet qui associait le Centre russe de l'EHESS, l'Institut d'histoire de la Russie (Moscou) et les Archives de Nijni Novgorod<sup>1</sup>. Cette collaboration a déjà donné lieu à la publication de trois volumes de documents d'archives portant sur les rapports entre société et pouvoir dans la région de Nijni Novgorod<sup>2</sup>. Je vise ici un objectif précis : étudier les réactions au Rapport secret de Khrouchtchev, telles qu'elles se sont exprimées au lendemain même du XX<sup>e</sup> Congrès, au cours des réunions organisées pour discuter des résultats de ce Congrès. Les documents examinés proviennent des archives du Parti communiste de la région (*oblast'*) de Gorki : ce sont, entre autres, des comptes rendus ou des procès-verbaux (*protokoly*) de réunions tenues au niveau de l'*oblast'*, d'une ville ou d'un district (*rajon*). La perspective adoptée est celle de l'histoire sociale « par en bas » : il s'agit d'essayer de capter la parole populaire à propos d'un événement, un peu à la façon dont procède Arlette Farge pour les Parisiens du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, afin d'écouter les « petites voix<sup>4</sup> » des « subalternes », « noyées dans le bruit des commandements étatistes », entreprise qui se heurte à de redoutables difficultés, mais qui se révèle féconde, du moins je l'espère. Je ne me résigne pas, en effet, à ce que « l'homme des classes inférieures » demeure « silencieux<sup>5</sup> ». Vu les sources utilisées, on entendra avant tout les avis de communistes, mais je fais l'hypothèse (à vérifier) que dans l'ensemble, les réactions de ces derniers ne diffèrent guère des points de vue des « sans-parti ». Il faut insister d'emblée sur les limites de ce texte :

\* Chercheur associé au Cercec, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail. Auteur (direction de l'ouvrage) de *Pouvoirs et société en Union soviétique*, Éditions de l'Atelier, collection « Mouvement social », 2002 ; et de *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », 2001.

– Il utilise exclusivement des sources écrites : je n'ai pas mené d'enquête d'histoire orale.

– J'ai envisagé la déstalinisation comme *événement* du temps court et non comme *processus* étalé dans le temps.

– Rien ne prouve que les conclusions tirées de cet exemple local soient généralisables<sup>6</sup>.

L'historiographie du sujet a été fortement renouvelée grâce à l'ouverture des archives au début des années 90. Mais avant d'examiner ces recherches récentes, il faut mentionner pour mémoire quelques travaux un peu anciens publiés en France avant la disparition de l'URSS.

Dans un ouvrage paru à l'occasion du vingtième anniversaire de l'événement, le soviétologue Branko Lazitch décrit brièvement les modes de diffusion du Rapport secret en URSS mais ne s'interroge pas du tout sur les réactions de la population<sup>7</sup> : il se limite à une vision d'en haut. Les frères Medvedev, qui prennent davantage en considération la société, portent un jugement tranché<sup>8</sup> : « En URSS, le rapport de Khrouchtchev jouit d'un soutien total dans l'ensemble de l'intelligentsia et dans la masse des permanents du parti, et par la suite il fut la principale base de sa popularité. » Mais ils ajoutent : « En Géorgie, cependant, la première réaction de la population fut négative, et une tentative de manifestation antigouvernementale eut lieu à Tbilissi. Cette manifestation fut dispersée avec l'aide de l'armée et il y eut de nombreuses victimes (...) » Dans son utile anthologie de textes sur le XX<sup>e</sup> Congrès, Roger Martelli est très bref, voire sibyllin, sur l'attitude des Soviétiques<sup>9</sup> : « Les échos en URSS furent, semble-t-il, considérables et les réactions fort diverses selon les situations locales, avec quelques indices spectaculaires (?). »

Hélène Carrère d'Encausse définit la déstalinisation comme « la mémoire retrouvée d'un peuple » et « la renaissance morale d'une société<sup>10</sup> » : dès 1956, « la conscience des hommes, que la peur avait presque

détruite, se réveille ». À propos du Rapport secret, elle écrit<sup>11</sup> : « Devant ce texte, les réactions variaient, allant de l'indignation et du désespoir le plus profond au refus de croire ; mais nul ne pouvait rester indifférent. » Mais elle n'indique pas sur quelles preuves elle fonde ce jugement.

C'est Georges Haupt qui a mené la réflexion la plus approfondie sur cette question : lors d'un colloque sur le XX<sup>e</sup> Congrès organisé par René Girault (mars 1976), il a tenté d'explorer les répercussions de cet événement sur les mentalités collectives, « terme fluide, mal défini » utilisé « faute de mieux » pour désigner « l'ensemble complexe des systèmes de représentations, de valeurs, de croyances, d'attitudes et de comportements<sup>12</sup> ». Il souligne d'abord que « le XX<sup>e</sup> Congrès a été ressenti comme un séisme dans certains secteurs de la société soviétique, notamment dans l'intelligentsia. Par les espoirs qu'il suscite (...), il provoque une vague d'enthousiasme et d'optimisme<sup>13</sup> ».

À terme, il a eu deux conséquences<sup>14</sup> :

1. Une opposition émerge à l'intérieur et à l'extérieur du Parti communiste.

2. « À travers des prises de position diverses (...), des manifestations sociales, politiques ou littéraires (...), se fait jour un fait longtemps camouflé ou nié, à savoir : la société soviétique est partagée entre des courants et tendances divergents quant aux idées, aux méthodes, aux aspirations. »

**G. HAUPT EST CEPENDANT PRUDENT** : il note que ses sources (documents officiels, textes du Samizdat, biographies de dissidents ou de « libéraux » des années 60) « rétrécissent considérablement le champ d'investigation et privilégient un milieu restreint qui ne constitue souvent qu'une frange de ce que nous continuons à appeler, à tort ou à raison, *l'intelligentsia*. Dans quelle mesure leur comportement est-il le reflet de l'ensemble de la société soviétique<sup>15</sup> ? ». L'historien se heurte ici à une sérieuse difficulté : comment ausculter les attitudes à l'égard du XX<sup>e</sup> Congrès dans la classe ouvrière, cette « grande silencieuse » ? Que signifient les « manifestations populaires prostaliniennes » des années 60<sup>16</sup> ?

G. Haupt conclut en relativisant la portée de « l'événement du XX<sup>e</sup> Congrès », qui « ne pouvait pas se répercuter profondément sur les structures mentales » : de ce point de vue, il ne soutient pas la comparaison avec la « Grande Guerre patriotique », qui a ébranlé de façon profonde et durable la vie de tous les Soviétiques<sup>17</sup>.

Qu'a apporté l'ouverture des archives ? Dès 1993, N.A. Barsukov a examiné « l'envers » du dégel, en s'appuyant sur des documents des archives du Parti communiste (*RTsKhIDNI* et du *TsKhSD*). Selon lui,

la discussion du Rapport secret a provoqué une « effervescence des esprits », un développement de la « libre pensée démocratique<sup>18</sup> » que les autorités se sont empressées de qualifier d'antisocialiste et d'écraser, en recourant à des exclusions de communistes et en utilisant l'article 58 du code pénal (« crimes contre-révolutionnaires<sup>19</sup> »). Les propos cités par N.A. Barsukov dépassaient en effet ce qui était toléré par le pouvoir en matière de critique du « culte de la personnalité » : voici, par exemple, un petit échantillon des questions posées à l'historienne A.M. Pankratova, alors membre du Comité central, lors de ses neuf conférences sur « Le XX<sup>e</sup> Congrès du parti et les tâches de la science historique » (Leningrad, 20-23 mars 1956<sup>20</sup>) :

« Qu'a été notre État pendant presque trente ans : une république démocratique, ou un État totalitaire avec un pouvoir personnel illimité, ou, peut-être, les deux ? « Qu'y avait-il chez nous de 1934 à 1956 : la dictature d'une classe, d'un parti, du Comité central ou la dictature militaire d'un seul individu ? (...) »

« Le culte de la personnalité n'est-il pas favorisé par le parti unique et par la fusion presque complète des organes du pouvoir et des organes du parti ? »

Le public d'Anna Pankratova était composé d'intellectuels : selon les rapports officiels, chercheurs, écrivains, artistes et étudiants étaient les principaux auteurs de propos « antisoviétiques ». Toutefois, on trouve aussi mention d'ouvriers critiques : « Dans notre pays, partout et en tout lieu c'est le chaos et le cauchemar, dans les journaux on écrit une chose, mais en réalité c'est terrible à voir, les gens vivent mal<sup>21</sup>. »

Paru deux ans après, l'article de M.R. Zezina est consacré à la période 1953-1956<sup>22</sup>. La mort de Staline et les premières réhabilitations font reculer la peur de s'exprimer librement : dès 1955, des conflits surgissent entre comités de parti et communistes de base dans les milieux universitaires de Moscou et de Leningrad<sup>23</sup>. Le Rapport secret provoque des manifestations en Géorgie, qui commencent le 5 mars : dans le reste de l'URSS, sans prendre cette forme extrême, la désapprobation de la critique de Staline prédomine, même si la voix des défenseurs de Staline ne se fait entendre que faiblement<sup>24</sup>. Mais il en va autrement au sein des unions de créateurs, des établissements d'enseignement supérieur et des institutions scientifiques, où le XX<sup>e</sup> Congrès suscite des débats très animés ; dans ce contexte politique, les cadres du PCUS préfèrent se taire. L'effervescence de l'intelligentsia contraste avec le calme qui règne en général dans le monde ouvrier : à l'usine, les « propos antisoviétiques » provenaient plutôt d'ingénieurs, de collaborateurs de journaux d'entreprise ou de secrétaires de comités du parti<sup>25</sup>.

Toutefois, cette opposition ne doit pas être exagérée : on note des cas de destruction par des ouvriers de monuments à Staline, de fabrication de tracts et d'affiches antistaliniens. À la différence de N.A. Barsukov, M.R. Zezina insiste sur la modération de la répression<sup>26</sup>. Elle évoque brièvement les réactions à l'intervention soviétique en Hongrie : les protestations ont été rares ; selon un témoignage, les ouvriers de l'usine automobile de Gorki étaient mécontents de l'attitude officielle envers Staline<sup>27</sup> : « Staline n'aurait pas laissé faire l'effusion de sang en Hongrie. Mais les dirigeants Khrouchtchev (*sic*) ont perdu contenance et ne savent que faire avec leur direction collective. »

**ELENA ZUBKOVA A CONSACRÉ UN CHAPITRE DE SON LIVRE** à « l'impact social » de la critique de Staline<sup>28</sup>. Elle souligne que les cadres communistes étaient avant tout préoccupés des formes extérieures d'expression : ils demandaient aux comités de parti de leur indiquer les réponses à des questions du type : que faire des portraits de Staline ? peut-on utiliser ses œuvres dans la propagande et l'enseignement ? sont-elles encore considérées comme des classiques du marxisme<sup>29</sup> ? La réaction du public s'exprimait souvent par des doutes, des réflexions et des questions : beaucoup de gens ne pouvaient se satisfaire des explications de Khrouchtchev, qui mettaient en avant la seule responsabilité de Staline. D'après les informations parvenant au Comité central, les anciens soldats restaient les plus attachés à Staline ; la masse des réactions favorables au Rapport secret venait de l'intelligentsia et des étudiants<sup>30</sup>. L'auteur signale que les communistes de l'usine Staline (Leningrad) ont demandé au Comité central d'ôter le corps du Guide du mausolée et de débaptiser l'entreprise<sup>31</sup>, mais nous ignorons de qui émane cette initiative : ouvriers, ingénieurs, responsables communistes locaux ? E. Zubkova constate elle aussi que les manifestations de protestation ouverte contre l'intervention soviétique en Hongrie ont été « peu nombreuses » et « isolées<sup>32</sup> ». En décembre 1956, une lettre confidentielle du Comité central affirma que les artistes et les étudiants étaient soumis à l'influence de « l'idéologie étrangère » et conclut : « La dictature du prolétariat doit traiter les éléments antisoviétiques sans pitié. »

Les écrivains (Dudintsev, Pasternak, etc) furent les premières victimes de la campagne contre le « syndrome hongrois<sup>33</sup> ».

Alexandre Pyjikov consacre la section (razdel) 8 de son livre *Le Dégel khrouchtchevien* aux « aspects socio-psychologiques de la vie sociale<sup>34</sup> ». Il souligne l'importance des changements survenus dans la « conscience de masse » après mars 1953 : les gens exigeaient avec insistance le respect de leurs droits. C'est ainsi qu'en janvier 1956, à Klaipeda, la milice a été

confrontée à des désordres causés par ses violences ; en octobre, des « émotions » massives visèrent aussi la milice à Slaviansk (*oblast'* de Stalino) : la majorité des personnes arrêtées pour participation à ces événements étaient des ouvriers<sup>35</sup>. Selon A.V. Pyjikov, il n'y aurait eu que deux grèves en URSS entre 1953 et la fin des années 50, mais dans les charbonnages du Donbass la « résistance passive massive » aurait conduit les autorités à faire des concessions aux mineurs<sup>36</sup>. Lorsqu'ils discutent les textes officiels, les communistes de base font état de préoccupations liées à la vie quotidienne : ainsi, Fedorov, ouvrier de Lenvodput', déclare<sup>37</sup> : « Ces derniers temps, sont apparues beaucoup de lettres diverses du CC du PCUS, mais le minimum vital des travailleurs reste bas. Les prix des marchandises augmentent, mais le salaire baisse. Peut-être, quelqu'un fait cela spécialement. Et chez nous cela peut finir comme en Hongrie. »

### Beaucoup de gens ne pouvaient se satisfaire des explications de Khrouchtchev.

Dans son livre, A.V. Pyjikov n'analyse pas les réactions au Rapport secret, sauf dans le cas des jeunes : la réaction de ces derniers n'a pas été uniforme, mais pour la majorité absolue, ce fut un « vrai choc ». Voici le témoignage de V. Osipov, futur dissident<sup>38</sup> : « Le rapport de Khrouchtchev nous a été lu à une réunion fermée du komsomol dans la salle Communiste de l'université de Moscou dans la rue Mokhovaia. Au mur étaient accrochés quatre portraits : Marx, Engels, Lénine, Staline. Naturellement, je fus bouleversé par ce rapport. Aussitôt, tout prit le signe "moins". »

En fait, l'auteur s'intéresse avant tout aux origines du mouvement dissident : c'est dans cette perspective qu'il examine les « humeurs » de la jeunesse étudiante et ses initiatives autonomes après la mort de Staline : mouvement poétique, théâtre amateur, publication de journaux et revues illégaux<sup>39</sup>, etc. Il a d'ailleurs publié en 2003 un article sur les « sources de la dissidence<sup>40</sup> », où il est essentiellement question des étudiants ; il signale cependant au passage que dans le foyer de l'usine Fraise (Moscou), les jeunes se divisaient en deux camps opposés à propos du Rapport secret : les uns qualifiaient Sta-

line de « saboteur » et ont enlevé son portrait du mur d'une des chambres ; les autres se méfiaient de l'information officielle sur ses crimes<sup>41</sup>. Un autre article de la même année apporte quelques éléments nouveaux par rapport au livre de 2002, par exemple sur la « crise » du komsomol, qui au milieu des années 1950 avait du mal à recruter dans beaucoup d'usines employant surtout des jeunes<sup>42</sup>. A.V. Pyjikov soutient aussi que dans les années 50-60, la confiance de la société envers le pouvoir a diminué : à l'appui de cette thèse, il cite un extrait d'un rapport consacré aux réunions du PC après le XX<sup>e</sup> Congrès<sup>43</sup> : « Les communistes critiquent vivement de nombreux cadres du parti, des soviets, des syndicats et de l'économie pour violation des normes léninistes de comportement, infatuation, morgue, éloignement des masses travailleuses et attitude incorrecte à l'égard de la critique. »

A.V. Pyjikov a traité spécifiquement le thème qui nous intéresse ici dans un livre antérieur<sup>44</sup>. Selon lui, « les résultats du XX<sup>e</sup> Congrès ont engendré toute une palette d'opinions, de jugements, de pensées<sup>45</sup> » : les discussions et les rumeurs liées au Rapport secret faisaient pratiquement oublier les autres décisions de ce Congrès. Les admirateurs de Staline refusaient d'accepter ce tournant politique : ainsi, un certain Pobedonostsev, habitant d'Erevan, écrivait dans une lettre<sup>46</sup> : « En lisant la résolution du CC du PCUS "Sur le culte de la personnalité", j'ai été indigné plus d'une fois. Cette résolution a été écrite par Khrouchtchev pour rabaisser Staline, mais Staline vivra éternellement dans l'histoire, dans les cœurs de l'humanité progressiste. » D'autres, en sens contraire, poussaient la critique de Staline au-delà des limites fixées par Khrouchtchev : A.A. Alekseev, chercheur dans un institut de Leningrad, déclarait par exemple, lors d'une réunion de militants communistes<sup>47</sup> : « (...) Chez nous, il est admis que l'Inquisition a été une très grande honte de l'histoire des peuples, mais l'Inquisition espagnole pâlit devant ce que nous avons connu. Quelle échelle avons-nous donc connue ? Chez nous, l'échelle est beaucoup plus grande. Et comment donc pouvons-nous dire tranquillement que cet homme [Staline] mérite l'indulgence parce qu'il était un communiste convaincu ? (...) »

On a assisté au développement d'une réflexion sur les causes du « culte de la personnalité » et les facteurs qui ont favorisé son développement. Des adhérents de base ont soulevé la question de la responsabilité des proches de Staline, dont Khrouchtchev lui-même : de telles mises en cause leur ont valu des sanctions, qui pouvaient aller jusqu'à l'exclusion du parti. Quant à Staline, un Moscovite nommé Solov'ev qualifiait sa politique à partir de 1929 de « trotskiste » ; le Profes-

seur A. Jebrak, de son côté, le considérait comme un « paranoïaque typique », atteint de délire de la persécution<sup>48</sup>. Mais beaucoup de gens accusaient l'appareil du parti et de l'État, car il apparaissait comme le principal bénéficiaire du régime politique créé par Staline<sup>49</sup> : « En ce qui concerne les grands mérites de Staline devant le peuple et son immense autorité, ce ne sont pas les simples ouvriers ou paysans qui les lui ont créés, mais les cadres du parti, ce pour quoi il les a généreusement récompensés » (Kniazev, Kazan).

**LA DISCUSSION DU RAPPORT SECRET** s'accompagnait souvent de vives attaques non seulement contre l'héritage du despote, mais aussi contre le PCUS et le marxisme-léninisme dans son ensemble. Le Comité central recevait de nombreuses régions des informations concernant la découverte de textes (de tracts, entre autres) « anti-soviétiques ». Des lettres étaient adressées à sa revue théorique, *Kommunist*, qui mettaient l'accent sur l'absence de liberté dans les kolkhozes ou affirmaient qu'en dépit des déclarations officielles, les travailleurs soviétiques étaient exploités.

Au total, A.V. Pyjikov conclut, en s'appuyant sur la correspondance envoyée au Comité central, que la dénonciation de Staline « fut soutenue avec ardeur par l'intelligentsia<sup>50</sup> ».

Iouri Aksiutin a lui aussi étudié les réactions de la société soviétique au Rapport secret<sup>51</sup>. Il montre qu'on rencontrait les nuances les plus diverses, au sommet du Parti communiste comme dans la masse du peuple<sup>52</sup> : approbation conformiste de la ligne officielle, défense de Staline ou au contraire désir d'aller plus loin que Khrouchtchev dans la critique du « culte de la personnalité ». Les réunions de niveau régional se déroulaient en général comme sous Staline, mais ici ou là ce mécanisme bien réglé connut des exceptions et des cadres prenaient des positions un peu plus originales : ainsi, à Orël, le président du comité exécutif du soviet régional déclara<sup>53</sup> : « L'arbitraire monstrueux, la violation de toutes les normes et de la morale commis par Staline – tout cela nous donne le droit de poser la question de la conviction et de l'esprit de parti de Staline. Visiblement, en expliquant peu à peu cette question dans la population, nous devons reconnaître que Staline n'est pas digne de rester dans le mausolée à côté de Lénine », et il conclut, sous les applaudissements : « Il y a vraiment beaucoup d'ordures, il y a vraiment beaucoup de sang sur lui pour qu'on lui accorde un tel honneur. »

Lors de la même réunion, la parole fut donnée à deux fonctionnaires réhabilités : le premier raconta ses vingt-deux mois en prison, où il connut « tortures et humiliations », et exprima la conviction que ces « temps terribles ne reviendraient plus » ; le second,

réprimé pour s'être opposé à une dépense de 54 000 roubles consacrée à un portrait de Staline, proposa de « poser la question de la possibilité, à l'avenir, de la présence (ou non) d'un portrait de Staline dans les institutions ».

Dans les assemblées de militants des districts et des villes, les écarts par rapport aux orientations officielles étaient plus fréquents qu'au niveau régional. À Leningrad, A.A. Alekseev, chercheur déjà cité, communiste depuis 1920, expliqua<sup>54</sup> : « (...) Que peut-on comparer à la monstrueuse exploitation féodale qui avait lieu au temps de la domination de Staline, quand ses paroles divergeaient de son action? (...) Les kolkhozes sont au bord de la misère... » Et de proposer de « juger Staline à titre posthume devant un tribunal du parti » : lors du vote, 4 personnes sur 750 ont levé la main pour soutenir sa proposition.

À Molotov, Pavlov, secrétaire du comité de parti de l'usine Staline, met en cause les pratiques politiques : « Chez nous, les présidiums des réunions sont concoctés dans les bureaux; les listes pour le vote secret aux élections des comités de parti sont discutées aux séances plénières des conférences à la vitesse de l'éclair; lors de la préparation des meetings, des grandes réunions, nous considérons comme obligatoire la vérification par le parti des textes des interventions des cadres de base, etc. Ce n'est pas correct, ce n'est pas léniniste ! »

Cette critique lui valut une vive attaque du secrétaire du comité de district, Galanchine : l'affaire fut arbitrée par le bureau du comité régional, qui donna tort à Galanchine, qualifiant son comportement de « nerveux et incorrect ».

**DES VOIX FAVORABLES À STALINE** se faisaient aussi entendre : ainsi, dans un district du Daghestan, un président de kolkhoze, ancien responsable local du MGB, estimait « tout à fait injustifié et inadmissible » de décrier Staline : personne n'approuve sa mise en accusation, le peuple est indigné<sup>55</sup>.

Dans les organisations de base du PCUS, tous ces points de vue se sont fait entendre encore plus fortement, selon Iouri Aksiutin, mais les exemples qu'il donne concernent principalement l'intelligentsia de Leningrad : écrivains, chercheurs, enseignants de l'Université<sup>56</sup>. Ces milieux semblent avoir été particulièrement réceptifs à la critique de Staline : une partie de ces intellectuels trouve Khrouchtchev trop timide. Le 3 avril, le Comité central a adopté une résolution non publiée sur la discussion des résultats du XX<sup>e</sup> Congrès : son contenu est repris dans un éditorial de la *Pravda* intitulé « Le Parti communiste l'a emporté et l'emporte grâce à sa fidélité au léninisme » (5 avril 1956). Il s'agit clairement de donner un coup

d'arrêt aux « excès » : le texte s'en prend à des « éléments pourris isolés (qui) sous couvert de condamner le culte de la personnalité essaient de mettre en doute la justesse de la politique du parti ». L'article attaque nommément des personnes qui ont émis des jugements critiques et déplore que des organisations communistes aient fait preuve de « libéralisme » à l'égard d'« humeurs petites-bourgeoises<sup>57</sup> ». Mais les « excès » ont continué et le 16 avril un rapport adressé au secrétariat du Comité central constatait : « Aux réunions de quelques organisations du parti, ont lieu des interventions démagogiques et même hostiles, qui ne reçoivent pas toujours une riposte résolue et une appréciation politique. »

Et de citer à titre d'exemple les propos tenus à l'université de Leningrad par Gaevski, monteur en électricité, communiste depuis 1918, pour qui le culte de la personnalité résultait d'une orientation du Comité central; il soulignait en même temps la coupure entre ce dernier et la masse du parti. Ces critiques n'ont provoqué aucune réaction de la base; le recteur de l'université et le secrétaire du comité de district ont dû se charger de rappeler la « ligne ». D'autres cas étaient plus graves aux yeux du régime, dans la mesure où ils débouchaient sur des « actions antisoviétiques » : ainsi, le jeune communiste B. Generalov, mécanicien dans une centrale électrique de la région d'Arkhangelsk, ayant une formation supérieure inachevée, a diffusé parmi les ouvriers trois tracts appelant à dissoudre le PCUS et à poursuivre en justice son Comité central<sup>58</sup>. I. Aksiutin conclut que la société soviétique n'était pas prête à la déstalinisation : en 1964, Khrouchtchev a perdu le pouvoir « non seulement parce que les comploteurs se sont montrés plus rusés et plus adroits, mais aussi parce que la "voix du peuple" n'était pas de son côté<sup>59</sup> ». Outre les archives, l'auteur s'appuie sur les résultats d'enquêtes menées entre 1994 et 1997 par des étudiants de la faculté d'histoire de l'université pédagogique de Moscou : 568 personnes ont été interrogées sur leur attitude, quarante ans auparavant, à l'égard des accusations lancées contre Staline. Voici les résultats :

- approuvaient la dénonciation de Staline : 163 (28,7 %);
- désapprouvaient : 185 (32,6 %);
- n'étaient pas au courant, avaient une attitude indéterminée, ambiguë, ou indifférente : 220 (38,7 %).

Malheureusement, la troisième catégorie est un fourre-tout statistique : elle amalgame des attitudes qui n'avaient pas le même sens. En outre, nous ne connaissons pas la composition exacte de l'échantillon et ne pouvons donc juger de sa représentativité : I. Aksiutin reconnaît que du point de vue de la sociologie, il est

difficile de considérer ces résultats comme vraiment représentatifs<sup>60</sup>.

Il me semble que par-delà leurs différences d'appréciations, deux idées essentielles se dégagent des travaux des historiens russes :

Les réactions de la société au Rapport secret n'ont pas été uniformes, mais en raison de la nature des sources utilisées, nous saisissons principalement l'état d'esprit des communistes.

C'est surtout l'intelligentsia qui s'est emparée de la critique de Staline, en essayant parfois de la pousser plus loin que ne le voulait Khrouchtchev. Il faudra s'interroger sur ce qui apparaît à tort ou à raison comme une évidence, le relatif silence des catégories populaires : est-ce un effet des présupposés des chercheurs, des biais des sources officielles? ou bien les « subalternes » (*nizy*) s'exprimaient-ils d'autre façon? Mais la meilleure synthèse sur la question est sans

### C'est surtout l'intelligentsia qui s'est emparée de la critique de Staline.

doute l'article de la chercheuse anglaise Polly Jones qui a étudié la « démythologisation » de Staline, en s'appuyant sur les archives centrales (*GARF, RGALI, RGANI, RGASPI, TsKhDMO*) et provinciales (région de Volgograd<sup>61</sup>). Elle souligne que le Rapport secret tranchait sur le ton dogmatique de la rhétorique stalinienne et fournissait peu de directives claires. De ce fait, la réforme de l'éducation s'est faite dans l'improvisation et la confusion : les enseignants ont dû bricoler une nouvelle version de l'histoire soviétique à partir d'instructions vagues. La situation était la même pour le traitement réservé à l'iconographie du culte : aucune politique nationale cohérente n'a été définie : selon les endroits, les monuments étaient enlevés ou préservés, provoquant la désorientation des citoyens. Ces derniers ont réagi au Rapport secret avec une diversité inattendue; l'attitude la plus fréquente a été de demander des éclaircissements sur un discours difficile à interpréter, puisqu'il accusait Staline des crimes les plus graves tout en insistant sur ses mérites. Des modes de pensée binaires se manifestaient dans de nombreuses questions : Staline était-il un héros, un

*uchitel'* ou un *vrag naroda*? À Stalingrad et à Rostov, certains ouvriers étaient convaincus que le *vojd'* défunt était un ennemi. À l'occasion, on suggérait de le punir à titre posthume. Un deuxième type de réactions, qui se rencontrait surtout dans l'enseignement supérieur, était plus critique à l'égard des intentions du régime : pour ces communistes, Khrouchtchev avait accusé Staline de tous les maux afin d'éviter les interrogations sur le rôle du parti pendant toutes ces années. D'autres allaient plus loin et réclamaient des réformes politiques (élections pluralistes, liberté de parole), nécessaires pour « surmonter pleinement le culte de la personnalité »; ils furent sanctionnés sans pitié. Enfin, le Rapport secret a été attaqué, parfois avec virulence, par des défenseurs de Staline, qui invoquaient notamment ses mérites militaires, vigoureusement contestés par Khrouchtchev, et s'exprimaient assez souvent dans des lettres anonymes. Polly Jones conclut que toutes ces attitudes, malgré leur surprenante diversité, allaient le plus souvent à l'encontre des intentions des dirigeants : la déstalinisation a échoué, parce qu'elle a été largement mal comprise et n'a pu mobiliser la population autour de ses idées centrales. De ce fait, Khrouchtchev dut adopter une attitude plus modérée sur Staline, qui fut formulée dans une résolution du Comité central datée du 30 juin 1956 et publiée par la *Pravda* le 2 juillet<sup>62</sup>.

**N.S. KHROUCHTCHEV A LU SON FAMEUX RAPPORT**<sup>63</sup> le 25 février 1956, lors de la séance du matin; cette séance fermée n'a pas été sténographiée et le Rapport n'a pas été discuté, mais les délégués l'ont approuvé « à l'unanimité<sup>64</sup> ». Le Congrès décida aussi de ne pas publier le Rapport, mais de l'envoyer aux organisations du parti<sup>65</sup>. Il fallut alors mettre au point la version écrite officielle de ce texte, ce qui prit plusieurs jours : le 1<sup>er</sup> mars, N.S. Khrouchtchev présenta le résultat de ce travail au présidium du Comité central. Nous ne savons pas dans quelle mesure il reprenait l'intervention orale de Khrouchtchev, car pour l'instant on n'a pas découvert dans les archives d'enregistrement au magnétophone de son discours : il est possible que le premier secrétaire ait improvisé par endroits<sup>66</sup>. Le 5 mars, le présidium du Comité central adopta une résolution « rigoureusement secrète » dont voici le texte intégral<sup>67</sup> :

« 1. Ordonner aux comités de région, de pays et aux Comités centraux des partis communistes des républiques fédérées de faire connaître le rapport du cam(arade) Khrouchtchev N.S. au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS "Sur le culte de la personnalité et ses conséquences" à tous les communistes et membres du kom-somol, mais aussi aux militants sans-parti ouvriers, employés et kolkhoziens.

« 2. Envoyer le rapport du cam(arade) Khrouchtchev aux organisations du parti avec la marque “non destiné à la presse”, en enlevant de la brochure la marque “rigoureusement secret”. »

Le Rapport secret a donc en principe été lu aux sept millions de communistes et aux dix-huit millions de membres du Komsomol. Les réunions des organisations du parti ont parfois été ouvertes aux « sans-parti ». Il est arrivé aussi que le discours de Khrouchtchev soit divulgué lors d’assemblées syndicales : dans ce cas, tout le personnel en prenait connaissance<sup>68</sup>. Mais le texte a parfois été rendu public par extraits seulement, voire mis sous le boisseau : ce fut le cas pour les étudiants d’un *tekhnikum* de Staryj Oskol, qui furent cependant informés de son contenu grâce aux cours d’un professeur, et dans certaines organisations d’école du komsomol. Il est difficile de dire quelle proportion de la population totale a entendu le Rapport secret : citons, avec les réserves de rigueur, les chiffres fournis par les enquêtes déjà citées des étudiants de l’université pédagogique de Moscou (voir *supra*<sup>69</sup>) :

Date de l'enquête	1996	1997	1998	1999
Ont entendu personnellement le texte à une réunion du parti ou du Komsomol	33%	18%	25%	33%
N'ont pas entendu le rapport, mais ont appris son contenu par d'autres	33 %	15%	32,5%	33%

Pour la seconde catégorie, les sources d’information ont été diverses : discussions lors de réunions postérieures au XX<sup>e</sup> Congrès, cours de formation politique, récit d’un parent, émission d’une radio étrangère<sup>70</sup>. Dans l’esprit des dirigeants soviétiques, le Rapport secret devait être écouté silencieusement et ne donner lieu à aucune discussion ; en outre, il était interdit de prendre des notes. Mais nous savons par les comptes rendus officiels des réunions que des débats ont eu lieu.

Le 28 février 1956, le secrétaire du comité de parti de la région de Gorki a envoyé au Comité central un rapport « sur les meetings de travailleurs (...) consacrés à l’achèvement des travaux du XX<sup>e</sup> Congrès<sup>71</sup> ». Dans ce texte, il annonce que ces meetings se sont tenus la veille « dans toutes les entreprises, dans les kolkhozes, MTS, sovkhoses, établissements d’enseignement et institutions de la région<sup>72</sup> ». Ces assemblées se déroulent selon le rite habituel : « les travailleurs des villes et des villages » approuvent avec ardeur les décisions du Congrès ; « des centaines d’ouvriers » s’engagent à dépasser le plan<sup>73</sup>. Les propos tenus lors de ces réunions témoignent du paternalisme

du régime : « Les ouvrières de la fabrique d’habillement n<sup>o</sup> 1 remercient ardemment le parti pour son grand souci des besoins des travailleurs<sup>74</sup>. »

### Il a suscité une prise de parole et l’expression d’un début de pluralisme.

Dans ce compte rendu du principal dirigeant de la région, il n’est fait aucune allusion au Rapport secret ou même à la critique publique de Staline par Mikoyan<sup>75</sup>. Tout est conforme aux habitudes prises par le parti bolchevique depuis au moins 1927 : unanimité obligatoire et absence de tout débat politique. On peut même affirmer que toute politique est absente : il n’est question que de tâches économiques à exécuter<sup>76</sup>. Il est significatif que ce rapport rappelle par son contenu un texte antérieur concernant « les réactions des travailleurs de la région de Gorki à l’ouverture du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS<sup>77</sup> » : tout se passe, à la lecture de ces deux documents, comme si le déroulement de ce Congrès n’avait rien apporté de neuf. Mais, dès le 12 mars, une « information » sur la diffusion du Rapport secret auprès des communistes montre que le XX<sup>e</sup> Congrès a bien été un *événement*, au sens que Hannah Arendt donnait à ce mot, car il a introduit de « l’imprévisible », de « l’inductible<sup>78</sup> » : en l’occurrence, il a suscité une prise de parole et l’expression d’un début de pluralisme<sup>79</sup>. Les communistes étaient « exceptionnellement » nombreux à ces réunions sur le Rapport secret ; certains d’entre eux sont intervenus pour affirmer « les grands mérites » de Staline « devant le parti et l’État », « malgré ses erreurs<sup>80</sup> » ; en sens inverse, une victime du « sadisme de la bande de Beria », arrêtée « sans motif », a affirmé partager « entièrement et pleinement le point de vue du cam(arade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité et son caractère nuisible pour le parti et l’État<sup>81</sup> ». Beaucoup se demandaient pourquoi on n’avait pas « pris de mesures pour réprimer le culte de la personnalité au temps de Staline<sup>82</sup> » et s’interrogeaient sur l’impuissance des autres dirigeants face à ce phénomène. La nécessité d’ôter les portraits de Staline et de retirer son corps du mausolée a été évoquée à plusieurs reprises<sup>83</sup> ; un président de kolkhoze annonce

qu’il va enlever « tout de suite » l’image du Guide. Il importe toutefois de ne pas surestimer la nouveauté introduite par le XX<sup>e</sup> Congrès, comme le montre le sténogramme d’une réunion des militants (*aktiv*) régionaux du PCUS, qui s’est tenue le 13 mars 1956. Pendant deux heures, Ignatov, secrétaire du comité régional (*obkom*), a lu un long rapport qui occupe presque la moitié du sténogramme (54 pages sur 119, soit 45 %) ; étaient présentes dans la salle 1 626 personnes ; 31 d’entre elles se sont inscrites pour intervenir dans les discussions, mais 15 seulement ont pu le faire, le président ayant fait voter l’arrêt des débats<sup>84</sup>. Ces quinze personnes se répartissent de la façon suivante<sup>85</sup> :

- dirigeants régionaux du PCUS et du Komsomol : 3 ;
- cadre subalterne du PCUS : 1 ;
- cadres de l’État : 9, dont 4 directeurs d’entreprise et 2 présidents de kolkhoze ;
- ouvrier : 1 ;
- profession inconnue : 1.

**LES CATÉGORIES POPULAIRES SONT PRESQUE ABSENTES** : les kolkhoziens présents dans la salle sont muets, les ouvriers aussi, à une exception près. Même silence chez les intellectuels des villes et des campagnes. Ce sont donc surtout des « notables soviétiques » qui s’expriment ; l’État est mieux représenté que le parti, ce qui semble à première vue paradoxal. Les milieux économiques prédominent, surtout si l’on ajoute que le responsable de l’*obkom* (comité régional) est chargé de la construction mécanique. On notera au passage que les secrétaires des comités de parti des établissements industriels, représentés dans la salle, ne prennent pas la parole. Fort classiquement, les directeurs des deux principales entreprises de Gorki, Sazanov (usine automobile Molotov) et Liapin (Krasnoe Sormovo) sont présents : leurs interventions sont centrées sur des questions liées à la production et n’abordent pas de thèmes politiques. Sazanov constate que mécanisation et automatisation sont partielles et ne diminuent pas beaucoup l’importance du travail manuel ; il note qu’en 1955, les réclamations des consommateurs portant sur la qualité des voitures de tourisme se sont accrues. En outre, les prix de revient des bicyclettes sont plus élevés qu’à Kharkov ; il conclut en soulignant les difficultés d’approvisionnement des entreprises<sup>86</sup>. Liapin se plaint aussi de l’irrégularité des livraisons : les retards dans l’arrivée de l’équipement bloquent l’introduction de nouvelles techniques, malgré les prêts consentis par la Banque d’État. Il déplore que les autorités de tutelle imposent à Krasnoe Sormovo de fabriquer du matériel agricole, au détriment de sa vocation de chantier naval<sup>87</sup>. Il n’est pas davantage question du « culte de la personnalité », ni de la discussion du XX<sup>e</sup> Congrès par

les jeunes, dans l’intervention de Staroverov, secrétaire du comité régional du komsomol. Il évoque les efforts de son organisation pour inciter garçons et filles à revenir travailler de façon permanente dans les kolkhozes et signale que l’usine automobile emploie un assez grand nombre de jeunes ayant une formation secondaire, et les utilise mal ; évoquant les loisirs, il déplore au passage l’alcoolisme et le hooliganisme, « assez fréquents » dans la jeunesse<sup>88</sup>.

Les participants à cette réunion ont voté à l’unanimité, sans la modifier, une résolution de trois pages approuvant les décisions du XX<sup>e</sup> Congrès : un paragraphe de la première page est explicitement consacré au « culte de la personnalité » ; la fin du texte y revient implicitement, en insistant sur le respect de la légalité, des « normes léninistes de la vie du parti » et la lutte contre « le dogmatisme et la scolastique<sup>89</sup> ». Dans son long rapport, Ignatov aborde à deux reprises des sujets liés à la critique de Staline (1.40-42 et 49-50). Il fait référence au Rapport secret et annonce : « Dans les jours qui viennent, tous les communistes seront informés de tous ces matériaux. »

Il résume fidèlement le discours de Khrouchtchev, en mettant l’accent sur les aspects suivants :

- la violation des règles de fonctionnement du PCUS ;
- les répressions massives contre des « communistes honnêtes » ;
- l’expulsion des Tchétchènes, Ingouches et Kal-mouks : « Il est vrai que parmi ces peuples, il y avait des félons et des traîtres, mais cela ne donnait aucun fondement à l’utilisation de la répression contre des peuples entiers, y compris les vieillards, les enfants, les femmes » ;
- le retard de l’agriculture et son état d’abandon, « aussi liés au culte de la personnalité de Staline » ;
- l’exagération des mérites de Staline pendant la guerre de 1941-1945 ;
- son rôle négatif dans la rupture avec la Yougoslavie.

**QUANT AUX CONCLUSIONS PRATIQUES** à tirer de ces critiques, il insiste surtout sur le « renforcement de la légalité socialiste », dont le moindre affaiblissement est utilisé par les ennemis de l’État soviétique, comme la bande de Beria : le PCUS a réhabilité les gens condamnés à tort, établi son contrôle sur la Sécurité d’État et renforcé les pouvoirs du procureur.

À la fin de la réunion, Ignatov « a répondu aux questions posées<sup>90</sup> » : notre document n’en dit pas plus, mais un autre texte nous apprend que le présidium a reçu de la salle quelques billets sans doute anonymes posant les questions suivantes<sup>91</sup> : pourquoi le problème du culte de la personnalité est-il apparu maintenant, et pas plus tôt ? où regardaient les membres du Bureau politique, quand ils voyaient les actes incorrects de

Staline et pourquoi ne le corrigeaient-ils pas ? que faire des portraits, des bustes de Staline – les laisser ou les enlever ? que faire des travaux de Staline et peut-on les utiliser dans le travail de propagande ? Comment parler de Staline aux enfants dans les écoles ?

Ces billets mêlent des demandes d'explications gênantes pour les dirigeants, à qui sont demandés des comptes, et des questions pragmatiques, posées probablement par des cadres du PCUS ou des enseignants, qui, désorientés, attendent des orientations, voire des instructions : malheureusement, nous ignorons tout des réponses qui leur ont été faites.

Arrêtons-nous maintenant sur deux interventions, qui se détachent des autres par la place qu'elles accordent au culte de la personnalité ». La première, due à Durkin, « rédacteur » d'une maison d'édition régionale, se caractérise par une tonalité fort critique, caustique même, provoquant des rires dans la salle ; c'est, probablement, pourquoi une des deux versions conservées de ce texte a été tronquée<sup>92</sup>. Durkin s'approprie le discours officiel sur le « culte de la personnalité » pour critiquer avec précision les pratiques et les dirigeants locaux<sup>93</sup> :

« C'est que, camarades, il y avait jusqu'à récemment dans le comité régional du parti des cadres qui agissaient selon le principe de Tarass Boulba : "Je t'ai engendré, je te tuera aussi." Le cam(arade) Morozov aimait répéter : "Regardez donc, nous vous avons promu, (...) nous pouvons vous révoquer et vous chasser." /Animation dans la salle/. À moi, il est vrai, il m'a appliqué une formule délicate, en disant : "Nous ne nous mettrons pas en travers de ton chemin, s'ils t'envoient travailler quelque part en Asie centrale." /Rires/. »

LE « CULTE DE LA PERSONNALITÉ » conduit à l'étouffement de la critique : sur ce point, Durkin prend pour exemple la façon dont un simple journaliste de la *Gorkovskaya Pravda* a été « outragé » pour avoir critiqué l'ancien rédacteur en chef<sup>94</sup>. Il entraîne aussi « l'oubli des intérêts » des salariés, ainsi qu'une tendance à travailler pour la parade : par exemple, le soviet de Gorki a construit de belles maisons, mais a oublié les bains. Les dirigeants locaux négligent les préoccupations des masses ; il est temps aussi d'en revenir à « la tradition léniniste » d'écrire des articles et des livres politiques pour le peuple<sup>95</sup>. Bref, le discours de Durkin fournit un intéressant aperçu sur l'exercice du pouvoir dans une province soviétique ; cette peinture très vivante des responsables de Gorki utilise aussi le registre de la dénonciation morale, fustigeant « l'égoïsme, le carriérisme, l'obséquiosité, le despotisme, l'amour du pouvoir, le désir d'inspirer la peur, d'épier, d'effrayer<sup>96</sup> ». Interrogeons-nous un instant sur les motifs qui ont

présidé aux coupures opérées dans son texte : il est probable que son discours a déplu en raison de son refus des généralités creuses. Ainsi, contre les attaques de la *Literaturnaya Gazeta*, il prend clairement la défense de M. Cholokhov<sup>97</sup>, « presque le seul écrivain qui n'a pas succombé au culte de la personnalité » : son roman *Ils ont combattu pour la patrie* n'encense pas Staline, mais montre de simples soldats, « les vrais héros » de la guerre. Plus grave peut-être, il met les points sur les i en ce qui concerne les pratiques politiques soviétiques<sup>98</sup> :

– Lors d'une conférence locale du parti, les hôtes « ont été très minutieusement filtrés » et les journalistes n'ont pas été invités sous prétexte que le bâtiment était trop petit.

– Les rapports présentés lors des réunions sont souvent ennuyeux « à tuer les mouches » : « Les membres du présidium, surmontant l'assoupissement, sont obligés de dessiner des chevaux dans leur bloc-notes. »

Durkin cite en exemple l'époque de Lénine : en 1918, a été publié le sténogramme de la V<sup>e</sup> Conférence bolchevique de la région de Nijni Novgorod : « Dans ce document figurent tous les rapports, toutes les interventions, toutes les répliques. Il faut supposer que ce compte rendu a été édité sans les littérateurs assermentés qui à notre époque, très récemment, lissaient tellement les discours des orateurs que ces derniers ne s'y reconnaissent pas. »

Concluant cette conférence de 1918, Kaganovitch insistait sur le rôle des masses, qu'il opposait aux personnalités, aux guides, aux héros. Rappelant cette prise de position, Durkin constatait : « Mais nous, jusqu'à une période récente, nous disions : "Seigneur, seigneur, aide-nous et pardonne-nous, notre clair soleil, notre grand guide." Et les simples gens disaient en leur for intérieur : "Eh bien, l'alléluia a commencé." /Applaudissements/. » Malgré son intervention très critique, Durkin a été « élu » membre de la commission de rédaction de la résolution<sup>99</sup> ; Ignatov l'a approuvé quand il a dit espérer que ses remarques sur certains collaborateurs de la *Gorkovskaya Pravda* ne seraient pas censurées par le journal<sup>100</sup>.

Le second discours que nous examinerons a été prononcé par A.M. Godyaev, tourneur à l'usine Krasnoe Sormovo, communiste depuis 1943, qui battait des records de rendement et a été délégué au XX<sup>e</sup> Congrès : il ne s'agit donc pas d'un ouvrier ordinaire. Son texte atteint une longueur d'environ quatre pages et demie, dont une sur le « culte de la personnalité » ; le reste est consacré aux problèmes de son entreprise<sup>101</sup>. Il commence par évoquer la vie quotidienne : le district de Sormovo, qui s'est beaucoup agrandi, souffre d'une pénurie d'eau et de moyens de commu-

nication. À Krasnoe Sormovo, le ministère a réduit de moitié les crédits sociaux, malgré un « manque aigu de surface habitable » : à ce rythme, il faudra vingt-quatre ans pour satisfaire les 4800 demandes en souffrance. Mais il s'étend surtout sur des questions technologiques : il plaide pour l'introduction dans toutes les entreprises d'une nouvelle méthode de découpage des métaux, utilisant la céramique miné-

### « Les ouvriers écoutent et discutent avec très grand intérêt... »

rale, au lieu des alliages durs, ce qui revient moins cher et présente ce progrès comme une affaire d'État ; personnellement, il a initié trente personnes à cette façon moderne de travailler. Une partie de l'équipement de Krasnoe Sormovo est vieillie :

« À côté de nouvelles installations de coulage de l'acier (...), il existe de vieux ateliers de fours Martin, qui ont été les premiers construits en Russie<sup>102</sup>. »

Plusieurs obstacles s'opposent au progrès technique à l'usine :

– Les instances supérieures, même le ministère, planifient des équipements dont l'amortissement dure plus de dix ans.

– Les bureaux d'études sont coupés de la vie ; les jeunes formés par les instituts connaissent la production surtout par les livres et par oui-dire ; leurs enseignants ne sont plus à la page.

Cette mentalité technicienne me paraît typique d'une élite de travailleurs qualifiés de l'industrie : elle fait penser au « saint-simonisme ouvrier » de la France d'avant 1914, analysé par Michelle Perrot<sup>103</sup>.

Godyaev affirme ensuite : « Les ouvriers écoutent et discutent avec très grand intérêt et attention le rapport du cam(arade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité et ses conséquences. »

**FAUT-IL Y VOIR UNE PHRASE TOUTE FAITE ?** Il est difficile de trancher sur ce point. Toujours est-il que l'orateur lit le Rapport secret au prisme de sa vie à l'usine : « (...) si nous avons eu de tels dieux qui ont été célébrés chez nous en leur temps, non sans notre aide peut-être, nous avons maintenant de petits dieux locaux, qui ne tiennent compte ni de l'opinion des ouvriers ni de celle

du collectif, mais mettent plus haut que tout leur propre moi ».

Godyaev constate que le « culte de la personnalité » a influencé l'attitude des cadres subalternes, qui attendent des ordres d'en haut : « s'il y a une orientation, une indication, il se remuera ». Il se demande aussi s'il était possible de faire connaître plus tôt au pouvoir central les « pensées, humeurs et exigences » d'en bas et répond que c'était « très difficile et impossible », car les organisations de Moscou « étaient séparées par une grande distance de la vie immédiate ». Son intervention se termine par une déclaration de confiance envers le PCUS.

Un rapport adressé au Comité central du PCUS (Département des organes du parti pour la RSFSR) et datant au plus tard du 3 avril 1956 dresse un bilan de la discussion qui a eu lieu « dans tous les villes et districts de la région et dans plus de 2500 organisations de base (...)»<sup>104</sup>. Il souligne la « grande présence » et la « haute activité » des communistes : les réunions de militants ont rassemblé au total 17597 personnes ; 658 ont demandé la parole et 496 sont effectivement intervenues, soit 2,8 % des présents. Des chiffres portant seulement sur une partie de la région indiquent des ordres de grandeur comparables<sup>105</sup> :

	Présents	Ont demandé la parole	Sont intervenus
8 districts de Gorki et environ villes de Dzerjinsk et Bogorodsk	6000	non réponses	plus de 100 (1,6 %)
5 districts	1998	67	59 (2,9 %)
Ville de Bor et 2 districts	989	57	35 (3,5 %)

Il ressort de ces données que les intervenants ont été peu nombreux ; même si l'on y ajoute ceux qui ont posé des questions lors de la discussion, il reste que seule une minorité a donné son avis. Que pensaient les autres ?

Changeons maintenant de focale et examinons les différences internes à la région. Nous savons qu'en URSS, il existait un immense fossé entre les villes et les campagnes et que le PCUS était peu implanté parmi les kolkhoziens. Un rapport consacré à deux districts ruraux de la zone forestière (Krasnye Baki et Varnavino<sup>106</sup>) présente cette particularité étonnante de ne souffler mot du « culte de la personnalité » : cette thématique officielle était-elle trop éloignée des préoccupations locales ? ou la proximité des dirigeants locaux paralysait-elle la critique ? Toujours est-il que pas un seul paysan n'a pris la parole.

Intervenants à Krasnye Baki : 3 présidents de kolkhoze ; le directeur de la scierie « Udarnik » ; le président du comité exécutif de district ; peut-être d'autres (non identifiés) ».

Intervenants à Varnavino : « plusieurs responsables d'exploitations forestières ; le directeur d'une MTS [station de machines agricoles NDLR] ; plusieurs présidents de kolkhoze ».

Les discours tenus confirment d'abord ce que nous savons de la pénurie dans les campagnes soviétiques<sup>107</sup> : « Dans les magasins du district, il est impossible d'acheter des aiguilles à coudre et d'autres marchandises de première nécessité. » Ils ont aussi mis en lumière les tensions entre institutions et les plaintes qui en résultaient :

– Plusieurs présidents de kolkhoze ont déploré que le comité de parti et le comité exécutif du district « comme avant, s'occupent peu des kolkhozes en retard et voient en eux seulement le mauvais, mais ne remarquent pas (...) les aspects positifs, ne suggèrent pas aux directeurs de MTS d'être plus souvent dans les kolkhozes, d'étudier plus profondément leurs besoins et de réagir plus vite à leurs demandes ». Ils ont aussi souhaité que ces deux instances « renoncent à l'envoi de plénipotentiaires dans les kolkhozes » et fassent davantage appel à la responsabilité des dirigeants de ces derniers<sup>108</sup> ; ils demandaient à la fois plus d'aide et moins de tutelle.

– Un directeur de MTS « a exprimé des réclamations à l'égard des organisations régionales parce qu'elles approvisionnent mal les MTS en pièces de rechange pour les machines agricoles, n'organisent pas la production de charrues, de herses, de cultivateurs et autres machines agricoles pour en fournir assez aux MTS et aux kolkhozes ».

– La MTS ne remplit pas « ses obligations contractuelles avec les kolkhozes sur la livraison d'engrais minéraux, le transport de fourrage et autres travaux d'hiver », ont déclaré à leur tour plusieurs responsables d'exploitation collective<sup>109</sup>.

Ces zones rurales ne s'occupaient pas seulement d'agriculture ; elles s'adonnaient aussi à l'exploitation de la taïga. Le combinat Gorkles (« Forêt de Gorki »), qui en a la charge, est critiqué par le directeur de la scierie Udarnik : il ne s'intéresse pas à l'entreprise, qui attend depuis deux ans l'installation d'une scie mécanique. En outre, son activité n'est pas contrôlée par le département de la construction et de l'industrie forestière du comité régional du parti. Plusieurs cadres mettent sévèrement en cause le même combinat : les exploitations forestières « n'ont pas de métal pour réparer les machines » ; « pendant tout l'hiver, elles n'ont pas distribué de moufles aux ouvriers », qu'elles n'approvi-

sionnent pas de façon satisfaisante en produits alimentaires et en marchandises industrielles. La convention collective discutée par les ouvriers prévoyait la construction d'un club et de bains, ainsi que la fourniture de combustible au personnel, mais les dirigeants du combinat ont supprimé ces engagements<sup>110</sup>.

Mentionnons aussi au passage que le président du comité exécutif du district de Krasnye Baki est intervenu sur le rôle des députés des soviets locaux : beaucoup d'entre eux n'entretiennent que de faibles liens avec leurs électeurs et n'organisent pas de réunions pour rendre compte de leur activité ; sur ce point, les députés des instances supérieures ne montrent pas le bon exemple<sup>111</sup>.

Le cas des districts de Krasnye Baki et de Varnavino est-il unique ? Nous disposons d'un second rapport<sup>112</sup>, consacré à quatre districts agricoles<sup>113</sup> : Semenov, Tonkino, Khmelevitsy et Sosnovskoe auxquels il faut ajouter un district de Gorki : Kirov. Le « culte de la personnalité » y est mentionné une seule fois, à la fin du texte, pour dire que « les intervenants ont exprimé leur satisfaction des mesures adoptées par le Comité central du PCUS, exposées dans le rapport du c(amarade) Khrouchtchev<sup>114</sup> ». Certes, nos données sont lacunaires, mais elles semblent indiquer que pas un seul kolkhozien n'a pris la parole.

**INTERVENANTS À SEMENOV :** « le directeur d'une fonderie de fonte ; un communiste de profession non indiquée » ; à Tonkino : « pas d'informations » ; à Sosnovskoe : « huit personnes, dont un président de kolkhoze et un directeur de MTS, le secrétaire du comité de parti du district » ; à Khmelevitsy : « deux présidents de kolkhoze, autres intervenants non identifiés ».

Dans le district de Semenov, à en croire le rapport, il n'a pas été question d'agriculture. Le directeur de la fonderie des Trois Communistes, située à Semenov même, a décrit les difficultés de son entreprise : à cause de l'organisation qui en est chargée, l'électrification des postes de travail progresse lentement ; il en va de même pour la mécanisation et pour l'équipement des nouveaux ateliers. Un communiste, dont nous ignorons la profession, a dénoncé des gaspillages : les usines de lin manquant de capacité, la paille de lin est stockée à ciel ouvert et pourrit<sup>115</sup>. En revanche, dans les trois autres districts, la discussion a tourné essentiellement autour des questions agricoles. À Tonkino, les participants au plénum élargi du comité de parti ont critiqué les méthodes bureaucratiques de direction : le premier secrétaire du district et les cadres qui l'entourent jugent de la situation des kolkhozes d'après des rapports (*svodki*), sans se rendre sur place<sup>116</sup>. La préparation des ensemencements de printemps a pris du retard dans le district de Sosnovskoe : à nouveau, c'est

la MTS qui est mise en accusation, par plusieurs orateurs<sup>117</sup>. Le directeur de cette MTS, quant à lui, s'en prend au comité régional du PCUS, qui demande trop peu aux savants : il n'exige pas d'eux une présence plus fréquente dans les kolkhozes, ni une aide pratique à l'application des découvertes scientifiques dans l'agriculture. Dans un esprit voisin, un secrétaire du comité de parti du district souligne que les responsables de l'Institut d'agriculture n'ont pas tenu parole : ils ont organisé un seul séminaire d'« économie concrète » à la MTS et s'en sont tenus là<sup>118</sup>. La réunion des militants communistes du district de Khmelevitsy a été dominée par les interventions de deux directeurs de kolkhoze. Le premier, Berezhine, a insisté sur les réformes faites dans son exploitation : réduction du personnel administratif, modification des normes de production, instauration d'un nouveau système de paiement du travail. Ensuite, Berezhine et son collègue Sokolov ont demandé que les coopératives industrielles augmentent leur production de roues, de télégués (charrettes) et autre matériel agricole ; ils ont aussi souhaité que les coopératives de consommation assurent la vente de chaussures en caoutchouc et de salopettes ouatinées pour les éleveurs<sup>119</sup>.

Toutes ces interventions concernant l'agriculture présentent un point commun frappant : elles sous-estiment la gravité de la situation de l'agriculture soviétique et n'établissent jamais de lien entre la situation présente et le passé récent. Pourtant, dans son Rapport secret<sup>120</sup>, N.S. Khrouchtchev avait affirmé la responsabilité de Staline en la matière : « La répugnance de Staline à considérer les réalités de l'existence et le fait qu'il n'était pas au courant du véritable état de la situation dans les provinces peuvent trouver leur illustration dans la façon dont il a dirigé l'agriculture. »

**DANS LES DOCUMENTS QUE J'AI PU LIRE,** cette déclaration n'est jamais reprise. Il est tout au plus question de « liquider le retard de l'agriculture dans la région [c'est moi qui souligne]<sup>121</sup> », ce qui n'a pas la même portée.

Nous avons la chance de disposer du procès-verbal d'une réunion des militants de Pavlovo (district et ville<sup>122</sup>) : les uns viennent de la campagne, les autres de petites agglomérations (Pavlovo, Vorsma<sup>123</sup>). Le thème du « culte de la personnalité » est évoqué à plusieurs reprises, mais de façon très générale<sup>124</sup>. Seuls prennent la parole des cadres de divers niveaux. Des présidents de kolkhoze expriment des griefs contre la ville<sup>125</sup> :

« En pleins travaux d'été, les usines de Pavlovo nous envoient, en règle générale, des gens dont une partie importante ne travaille pas consciencieusement (...) »  
« Une usine de Dzerjinsk a construit dans notre kolkhoze des silos et des serres, mais ce ne sont pas des bâtiments, c'est du pur rebut. »

Le président du soviet de Vorsma évoque les difficultés de sa petite ville<sup>126</sup> : les entreprises ne construisent pas de logements, ou peu ; les matériaux de construction et le bois de chauffage manquent ; dans le commerce, on ne trouve ni gruau ni pâtisserie confiserie. Le secrétaire du parti de Pavlovo-ville brosse un tableau aussi sombre de la situation<sup>127</sup> : les usines, où prédomine le travail manuel, obtiennent de mauvais résultats ; le bâtiment a des coûts de revient élevés, malgré la mauvaise qualité ; plus de la moitié des logements construits au cours du 5<sup>e</sup> plan (1951-1955) l'ont été par le secteur privé. Deux interventions évoquent un monde ouvrier presque inconnu, celui des coopératives industrielles (artels) de la métallurgie, fabriquant des objets de consommation courante (couteaux) : travail physique pénible, hygiène et sécurité négligées (absence de ventilation), mauvaises conditions de vie, entraînant des maladies pulmonaires<sup>128</sup>. Ces ouvriers étaient employés aux travaux agricoles dans les kolkhozes l'été. Les loisirs constituaient pour les communistes locaux un autre sujet de préoccupation : Pavlovo n'avait qu'un cinéma ; les prolétaires, en particulier les jeunes, n'avaient pas d'endroit où passer le temps « de façon civilisée<sup>129</sup> » (*kul'turno*) : « Certains d'entre eux vont au restaurant, se saoulent, d'où des violations de l'ordre social, du hooliganisme, etc. »

Le secrétaire du Komsomol de Pavlovo se plaint que la Maison de la culture de l'usine Staline ne se préoccupe que de commerce et organise des danses payantes au détriment de toute autre activité<sup>130</sup>.

Je crois donc avoir démontré que le thème du « culte de la personnalité » est faiblement présent dans les organisations communistes de la campagne ; nous avons vu que c'était aussi le cas à Pavlovo. Prenons un autre exemple de petite ville : à Bor, pourtant proche de Gorki, il brille par son absence. Ce sont les préoccupations liées à la vie quotidienne qui dominent : logement, aménagement urbain, insuffisances de l'approvisionnement à la campagne, faiblesse du travail éducatif et culturel dans les villages, longs retards dans la livraison de pain aux ouvriers d'une entreprise de tourbe<sup>131</sup>. À Gorki et dans deux villes voisines, Dzerjinsk et Bogorodsk, ces soucis matériels apparaissent aussi : un ouvrier signale l'absence de ventilation dans son atelier de menuiserie, qui nuit à la productivité du travail ; à Bogorodsk, un immeuble de logements n'est toujours pas construit, car le comité exécutif de la région n'a pas donné d'argent ; dans le district Kouibychev (Gorki), les services médicaux sont en mauvais état et il manque environ deux cents places dans les crèches<sup>132</sup>. Mais on assiste également à des tentatives pour tourner le thème du « culte de la personnalité » contre les dirigeants de tout niveau<sup>133</sup> :

– Un mécanicien du dépôt de la gare de Gorki-triage déclare que le « culte de la personnalité » « s'est répandu aussi à la base » et dénonce « des chefs qui exigent le respect, chacun d'entre eux même pour des remarques inoffensives menace d'imposer, de rétrograder dans le travail (...) ».

– Deux communistes du district Kouibychev (Gorki), « blâmant le culte de la personnalité, ont critiqué vigoureusement le président de l'Union régionale de consommation (...) parce qu'il ne supporte pas la critique et les remarques, (...) bafoue la démocratie coopérative, en abolissant de sa propre autorité les décisions du présidium de direction ». Par la même occasion, ils s'en prennent aussi au nombre exagéré de chefs et à la dilapidation de l'argent des coopératives.

– La plus virulente est sans doute une ouvrière de la bourrellerie-sellerie (Bogorodsk) : « Elle a entendu que Lénine est intervenu de manière (...) mordante contre les manifestations du culte de la personnalité<sup>134</sup>, ne craignait pas de dire franchement la vérité (...), mais pourquoi les membres du Bureau politique ont-ils eu peur de Staline ? Le culte de la personnalité (...) s'est répandu même à la base, dans la production, où l'on peut toujours entendre des chefs et des contre-maîtres des mots comme "mon secteur", "mon atelier", "mes ouvriers", "je suis le patron, ce que je veux, fais-le", etc. »

Nous sommes ici en présence, me semble-t-il, d'une authentique tentative pour prendre la parole<sup>135</sup>, exprimer des revendications, en s'appropriant un mot d'ordre diffusé par le pouvoir. Cette appropriation n'est pas le monopole des ouvriers : ainsi, le directeur de l'usine « Krasnyi Yakor » explique que « le culte de la personnalité gâte les gens (...), engendre l'irresponsabilité (...) », puis s'en prend à un de ses collègues<sup>136</sup>. Ses propos font écho à un passage du Rapport secret qui évoque brièvement la bureaucratisation résultant du culte de Staline<sup>137</sup>. De même, bien qu'il ne cite aucun dirigeant, le secrétaire du comité de parti de la direction des chemins de fer de Gorki a pu se sentir encouragé d'en haut à réclamer la réduction de l'appareil administratif et le transfert « dans la production » du personnel superflu : des mesures dans ce sens ont été élaborées en 1954, mais deux ans plus tard elles n'étaient pas encore appliquées<sup>138</sup>. Dans son rapport public au XX<sup>e</sup> Congrès, N.S. Khrouchtchev avait en effet appelé à poursuivre la diminution des effectifs du personnel de gestion administrative, commencée en 1954-1955, et à transférer ces gens dans les usines, les mines, les kolkhozes<sup>139</sup>, etc.

Dans le district Kirov (Gorki), les « dirigeants du parti et de l'économie » ont été accusés de s'entretenir peu avec les ouvriers, de ne guère écouter leur voix et de

réagir lentement aux critiques. Un ajusteur communiste de l'usine Krasnaya Etna leur a reproché de donner leur accord à la fabrication de faux records de production ; le secrétaire de l'organisation territoriale du parti a soulevé la question de l'impunité des cadres de l'État-parti, qui les encourage à violer la loi et cité les noms de coupables à Gorki même<sup>140</sup>. Dans un autre district (Jdanov) de la capitale régionale, c'est le président du comité exécutif de la ville qui a été mis sur la sellette pour avoir parfois négligé les plaintes de travailleurs et s'être rendu trop rarement dans les entreprises ; à la même réunion, il a été rappelé que les députés des Soviets suprêmes d'URSS et de RSFSR doivent rendre compte régulièrement de leur activité à leurs électeurs. Ces « humeurs antibureaucratiques » s'exprimaient aussi à la campagne, j'en ai déjà cité des exemples plus haut : dans le district Zalesnyi, par exemple, l'on se plaignait que les dirigeants communistes locaux connaissent mal la situation dans les kolkhozes ; ailleurs, on déplorait qu'ils ne discutent pas souvent avec les simples paysans<sup>141</sup>. Dans tous ces cas, il

### « Pourquoi les membres du Bureau politique ont-ils eu peur de Staline ? »

n'était fait aucune allusion au « culte de la personnalité » ; il n'en est pas moins significatif que cette critique des cadres s'exprime à l'occasion de la discussion des résultats du XX<sup>e</sup> Congrès : Khrouchtchev ne s'en était-il pas pris avec vigueur aux « bureaucrates », en citant un poème satirique de Maïakovski<sup>142</sup> ? Évidemment, comme l'a montré l'histoire de l'URSS sous Staline, ces thèmes « antibureaucratiques » sont ambigus : ils peuvent exprimer une authentique protestation de la base, mais aussi être utilisés par des responsables à des fins politiques ou dans le cadre de batailles internes à la bureaucratie<sup>143</sup>.

**IL EXISTAIT EN TOUT CAS UNE LIMITE** à ne pas franchir dans la critique : c'est ce qui fut rappelé dans une résolution secrète du Comité central (3 avril), déjà citée, intitulée « Sur les sorties ennemies aux réunions de l'organisa-

tion du parti du laboratoire thermotechnique de l'Académie des sciences de l'URSS sur les résultats du XX<sup>e</sup> Congrès<sup>144</sup> ». Était visée une réunion tenue à Dubna les 23 et 26 mars, où l'on avait entendu des propos « subversifs<sup>145</sup> » :

« Nous parlons de la force du parti et du pouvoir du peuple, mais cela n'existait pas. Avec Staline, nous serions allés au fascisme (...) Nous répétons encore aujourd'hui le culte de la personnalité, en portant aux nues Khrouchtchev, nous n'avons pas discuté "avec intelligence" au congrès son rapport sur le culte (...) Khrouchtchev nous a entassé un grand nombre de faits de toutes sortes, mais il nous faut comprendre pourquoi on ne l'a pas fait au congrès (...) » (G.I. Chtchedrine, technicien).

« Le peuple est impuissant, c'est pourquoi un petit groupe de gens a réussi à établir sa dictature... Armer le peuple peut être la mesure la plus radicale pour surmonter les phénomènes négatifs dans notre vie » (R.G. Avalov, chercheur).

Mais c'est l'intervention du jeune physicien Ju. F. Orlov, qui a été au centre des débats : « Notre pays est socialiste, mais non démocratique. Nous avons tort de comparer le socialisme avec le capitalisme, alors pourquoi ne pas le comparer avec le régime esclavagiste ? (...) Chez nous, il y a une situation où la propriété appartient au peuple et le pouvoir à un tas de coquins (...) Notre parti est pénétré d'un esprit de servitude. La majorité des membres du parti s'adaptent, il en a été ainsi au XX<sup>e</sup> Congrès (...) Les séances du Soviet suprême produisent une triste impression. Il est comique de dire que le rapport du c(amarade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité n'a pas été discuté au Congrès. Pour l'essentiel, dans notre parti tout est resté comme avant : le vieil esprit de flagorneur, notre appareil de l'État et du parti regorge de gens comme ça. La presse est faite d'aventuriers et d'opportunistes. En la personne de la Sécurité d'État nous avons élevé un enfant qui nous tape sur la gueule. »

Or, malgré les efforts du présidium, la résolution condamnant ces interventions a obtenu seulement deux voix de plus que le texte alternatif, qui les soutenait. C'était intolérable et l'organisation communiste du laboratoire thermotechnique fut dissoute, mesure rare, justifiée ainsi<sup>146</sup> : « [Les communistes du laboratoire] ont dénigré le caractère démocratique de l'ordre soviétique, ont vanté les fausses libertés des États capitalistes, ont lutté pour répandre dans notre pays l'idéologie bourgeoise ennemie. »

**LA RÉOLUTION DU 3 AVRIL** recommandait d'exclure du PCUS Orlov et ses camarades, ce qui fut fait<sup>147</sup>, et de mener à l'avenir la discussion du XX<sup>e</sup> Congrès de façon à ne pas tolérer de semblables « sorties ennemies ». Son

contenu fut repris le 5 avril dans un texte de la *Pravda* déjà cité, qui dénonçait nommément Avalov, Orlov, Chtchedrine et un certain Nesterov<sup>148</sup>. Le Comité central l'envoya en province, avec l'ordre d'organiser des réunions fermées du parti à ce sujet<sup>149</sup>.

C'est dans ce contexte qu'est organisée à l'intention des communistes de Gorki-ville une séance de lecture de trois articles de la *Pravda*<sup>150</sup> : deux éditoriaux, « Pourquoi le culte de la personnalité est-il étranger à l'esprit du marxisme-léninisme ? », « Le Parti communiste l'a emporté et l'emporte grâce à sa fidélité au léninisme » et la traduction d'un document chinois intitulé « Sur l'expérience de la dictature du prolétariat », tiré du *Quotidien du Peuple*.

D'après le compte rendu, sept personnes ont pris la parole<sup>151</sup>. Artemov, ouvrier de la fabrique de confection n° 2, note : « Même nous, communistes du rang, avons remarqué que dans les dernières années de sa vie, Staline encourageait beaucoup le culte de la personnalité, portant par là un dommage considérable au parti et au pays. » Il s'affirme en accord avec « la lutte contre le culte de la personnalité, pour liquider plus rapidement ses conséquences ».

**IL N'EST PAS SANS INTÉRÊT DE SIGNALER** au passage les déclarations de Ryumantseva, secrétaire du parti de la même entreprise : l'article chinois a suscité « un grand intérêt » chez les communistes : il expose « de façon correcte et accessible l'activité positive de I.V. Staline dans les années après la mort de V.I. Lénine » et « met en lumière ses erreurs dans les dernières années de sa vie ». Korovine, chef d'atelier de la fabrique de confection n° 7, affirme, comme Artemov, son approbation de la ligne officielle. Les autres interventions sont beaucoup plus agressives. Un cadre syndical s'en prend aux contestataires en ces termes : « Nous sommes obligés d'élever la vigilance politique et de donner une riposte décidée à des gens comme Avalov, Orlov, Nesterov, Chtchedrine et autres, qui ont essayé d'utiliser la démocratie interne du parti pour diffamer notre parti. »

Les trois enseignants qui interviennent ensuite sont tout aussi sévères. Pour Kuznetsov, vice-recteur de l'université d'État, celui qui ose douter de la justesse de la politique des autorités « ou pire encore considérer notre démocratie comme moins parfaite que la démocratie américaine, celui-là n'est pas digne du titre de membre de notre Parti communiste ». Aux yeux du directeur adjoint de l'Institut pédagogique, Ermakov, le XX<sup>e</sup> Congrès ne marque pas un « tournant thermidorien » : celui qui juge ses décisions « insuffisamment démocratiques » « n'a pas sa place dans les rangs du PCUS ». Ces gens « sont des ignorants qui ont passé toutes les bornes ou même de vrais ennemis de notre patrie ». Quant à Zaitsev, professeur d'histoire du parti à

l'Institut médical, il « exige non seulement la condamnation des interventions antiparti d'Avalov, de Nestorov, de Chtchedrine et autres, mais aussi leur exclusion des rangs de (notre) parti » et reprend telle quelle à leur rencontre une phrase de la *Pravda* du 5 avril<sup>152</sup>.

Cette réunion constitue un très clair avertissement quant aux risques que courent les communistes qui se permettent d'aller plus loin que les autorités dans la critique de Staline. Pourtant, le lecteur a l'impression d'un certain flottement chez les dirigeants lorsqu'il prend connaissance d'un rapport envoyé par le comité régional du PCUS à Moscou<sup>153</sup>, concernant l'« iconoclasme » (Polly Jones). Lors de réunions de militants, « beaucoup de communistes » demandaient aux rapporteurs s'il fallait enlever les portraits et les statues de Staline : il leur était répondu qu'ils étaient libres de garder ou d'enlever les images du Guide (*Vojd'*) ; afin de rassurer leur public, les rapporteurs précisaient même que personne ne serait poursuivi pour « iconoclasme<sup>154</sup> ». L'auteur du rapport ajoute que « sur cette question, ni le comité régional, ni les comités de ville, ni les comités de district du parti n'ont donné aucune autre indication à quiconque » : il semble donc probable que Moscou n'avait pas envoyé de directives claires à ce sujet, peut-être parce que les sommets du pouvoir étaient divisés sur ce point. Selon le même texte, l'« iconoclasme spontané » dans les lieux publics a été très limité<sup>155</sup> : seuls deux cas sont cités : « Dans l'école secondaire n° 1 de Gorki et dans l'école secondaire de Chakhounia<sup>156</sup>, après avoir écouté le rapport du c(amarade) Khrouchtchev "Sur le culte de la personnalité" (...), les travailleurs de ces écoles ont aussitôt enlevé tous les portraits, bustes et bas-reliefs. »

L'auteur mentionne aussi la dégradation de statues de Staline (des bras cassés) par des jeunes, mais lui dénie toute signification politique, en attribuant à ses auteurs des « motifs de hooligans ».

Jusqu'ici, j'ai le plus souvent cité des propos tenus lors de réunions par des hommes ou des femmes (rarement) dont nous connaissons le nom et, souvent, la profession : il s'agit d'une parole individuelle filtrée par l'institution<sup>157</sup>. Mais il existait en URSS une pratique qui consistait à poser des questions aux rapporteurs après leur exposé : on écrivait ces questions sur des morceaux de papier que l'on faisait parvenir au présidium. Elles étaient vraisemblablement anonymes, ce qui explique sans doute qu'elles donnent l'impression d'une plus grande liberté de ton : c'est un avantage pour l'historien, qui a l'impression (peut-être fallacieuse) d'un « accès direct à la parole vive<sup>158</sup> », mais il a son envers, car nous ne connaissons pas l'identité de leurs auteurs. De plus, elles sont parfois difficiles à interpréter aujourd'hui : si certaines d'entre elles tra-

hissent clairement une façon de penser, ce n'est pas toujours le cas. Les communistes cherchent d'abord à s'informer sur le déroulement du XX<sup>e</sup> Congrès<sup>159</sup> :

« Le rapport du c(amarade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité a-t-il été discuté ? Si oui, qui est intervenu sur cette question ? »

« Y avait-il des représentants de partis communistes d'autres pays à la séance fermée du Congrès le 25 février ? »

D'autres demandent des précisions sur le contenu du Rapport secret :

« Le cam(arade) Khrouchtchev N.S. a dit (...) que la formation du culte de la personnalité avait été favorisée par des gens à double face<sup>160</sup> (...) et des chanteurs d'alléluias. Qui donc le c(amarade) Khrouchtchev sous-entendait-il, peut-être certains littérateurs, artistes, compositeurs, qui ont avec tant de zèle exalté la fausse grandeur de Staline ? »

**LA CRITIQUE DE STALINE** suscite des interrogations dans son principe même : « décrier » Staline, n'est-ce pas pour Khrouchtchev se « décrier » lui-même ? D'ailleurs, fait remarquer un autre, les dirigeants se contredisent : « À la première séance, les délégués ont honoré la mémoire de Staline en se levant. Comment cela se concilie-t-il avec le rapport du c(amarade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité ? »

La diffusion à grande échelle d'un discours prononcé lors d'une séance fermée, contraire aux habitudes, étonne : « Par quoi expliquer une si large popularisation du rapport du c(amarade) Khrouchtchev sur le culte de la personnalité ? »

On cherche à mesurer les conséquences pratiques du XX<sup>e</sup> Congrès :

« Pourquoi dans certaines institutions enlève-t-on les portraits de Staline ? Est-ce que vraiment il est rayé du nombre des personnalités éminentes ? »

« Peut-on maintenant enlever les portraits (...) de Staline et détruire et brûler tout, pour sa barbarie ? Mais poursuivra-t-on en justice pour cela ? »

« Peut-on utiliser comme manuel le *Bref cours d'histoire* du parti ? »

Des valeurs jusqu'alors respectées par la société risquent de se trouver remises en cause<sup>161</sup> : « Que faire des insignes des lauréats des prix Staline ? des médailles Pour la victoire sur l'Allemagne, Pour un travail courageux pendant la Grande Guerre patriotique, et d'autres ? »

Khrouchtchev avait bien perçu un danger de sa critique de Staline : que la population ne demande des comptes aux proches de Staline, dont lui-même. Aussi, dans le Rapport secret, insiste-t-il sur le fait que les membres du Bureau politique ne pouvaient rien entreprendre contre Staline<sup>162</sup>. Apparemment, sa thèse

a rencontré un certain scepticisme, puisque des communistes reviennent sur la question :

« Comment ont réagi les membres du Bureau politique (...) à l'activité de Staline dans les dernières années de sa vie, pendant la guerre comme avant la guerre, en commençant par le XVII<sup>e</sup> Congrès du parti ? Y a-t-il eu des tentatives de leur part pour faire revenir le Comité central du parti à un travail correct, et aussi pour rectifier Staline, et si cela n'a pas été fait, alors pourquoi ? »

« Malenkov était plus proche de Staline que les autres, comment s'est-il comporté pendant les répressions de masse, est-il intervenu à la séance fermée ? »

**LES COMMUNISTES CHERCHENT AINSI À S'EXPLIQUER** ce qui est arrivé à leur pays ; c'est pourquoi ils ne s'intéressent pas seulement aux responsabilités des proches de Staline. Ils posent aussi d'autres questions sur le passé : « Qui parmi les spécialistes militaires a souffert de la répression stalinienne ? Qui Lénine avait-il en vue pour le poste de secrétaire général à la place de Staline ? »

Cette tentative de compréhension s'appuie parfois sur des mythes historiques<sup>163</sup> : « Par quoi s'explique que Staline ait demandé à être libéré de son poste de secrétaire général lors du Plénum (...) du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du 29 octobre 1927, mais qu'on ne l'ait pas accepté ? »

Mais le rappel d'une simple vérité suffit à mettre en difficulté les thèses officielles : « Qui dirigeait le pays jusqu'en 1953, Staline ou le Parti communiste ? Si c'était le parti, pourquoi a-t-il permis l'outrage (*izdevatel'stvo*) au peuple ? »

Bien sûr, il se révèle difficile de ne pas recourir aux étiquettes si souvent utilisées sous Staline : « Comment considérer Staline par rapport à la patrie, comme un ennemi du peuple ou encore comment ? »

L'écoute du rapport secret débouche aussi sur des critiques de l'action de Khrouchtchev : « Pourquoi le Congrès n'a-t-il tiré aucune conclusion des abus de pouvoir dans le parti, les soviets et l'armée commis par Staline et quelles voies de correction de ses abus sont adoptées, pour l'instant elles sont encore insuffisantes, me semble-t-il. »

Les cadres sont à nouveau mis en cause : « Combien d'ouvriers sont élus au Comité central du PCUS ? »

Leur opportunisme est dénoncé : « Cam(arade) Nekrasov, n'est-ce pas vous qui, rendant compte du XIX<sup>e</sup> Congrès, avez parlé de vos impressions personnelles sur l'activité de Staline, son énergie bouillonnante. Vous avez vous-même flagorné. Est-ce que vous ne faites pas maintenant l'éloge de Khrouchtchev ? (...) »

Leur rôle sous Staline pose de délicates questions à la fois éthiques et politiques : « Que faire de ceux qui sur ordre de Staline ont battu des gens, les ont torturés et

martyrisés ? C'est que beaucoup d'entre eux sont maintenant très prospères et touchent pour cela de solides pensions et ont reçu depuis longtemps des décorations pour coups, des titres pour des "dénonciations" expertes. »

Deux questions manifestent ouvertement des aspirations égalitaires fidèles aux idéaux d'Octobre 1917 :

« Du temps de Lénine, sur sa proposition, fut introduit un "maximum de parti" dans le paiement du travail et cela a favorisé le rapprochement des dirigeants avec les masses, mais maintenant, quand on s'approche du communisme, la différence de salaire a fortement augmenté. N'est-il pas temps de mettre de l'ordre dans cette affaire ? »

« Comment sont liés au principe léniniste de paiement du travail les traitements élevés des ministres, des grands dirigeants du parti et de l'économie, les colis des députés ? Est-ce que cela n'empêche pas la solution de grandes questions, est-ce que ce n'est pas un des moyens d'étouffer la critique<sup>164</sup> ? »

Les conclusions de Polly Jones tenaient en cinq points<sup>165</sup> :

1. Le Rapport secret manquait de clarté, créant confusion et désorientation chez les Soviétiques, qui ont adopté des attitudes diverses ; la réaction la plus répandue dans la population a été de demander des éclaircissements.

2. La pensée stalinienne, caractérisée par une dichotomie manichéenne entre héros et méchants, était profondément enracinée dans les esprits : le Guide de la veille devient alors un « saboteur » ou un « ennemi du peuple ».

3. Les nouvelles images négatives de Staline sont attaquées, souvent avec méchanceté, par des citoyens qui invoquent notamment ses mérites militaires.

4. Une partie de l'intelligentsia estimait que Khrouchtchev n'allait pas assez loin dans la critique de Staline, se contentant de le « diaboliser » et refusant de reconnaître les responsabilités du Parti communiste.

5. La déstalinisation a échoué : Khrouchtchev a été contraint d'annuler une grande partie de sa critique de Staline, principalement par peur du dissensus.

**MES RECHERCHES DANS LES ARCHIVES** de Nijni Novgorod confirment la diversité des attitudes face au Rapport secret et la volonté d'obtenir des explications sur son contenu. En revanche, le poids du manichéisme, réel, ne me paraît pas devoir être exagéré ; la défense de Staline, si elle existe, n'est finalement pas si fréquente, mais peut-être cela tient-il à mes sources : je n'ai pas utilisé de lettres anonymes<sup>166</sup>. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à ce moment-là, l'apologie du dictateur était exclue par la ligne officielle et se réfugiait sans doute en partie dans des canaux d'expression ne relevant pas

de l'espace public. Il reste qu'aucune des questions posées lors des réunions n'indique une volonté de réhabiliter Staline. Quant à l'intelligentsia, mes documents en disent trop peu pour qu'il soit possible de conclure. Je ne sais si à l'échelle de l'URSS, la déstalinisation a échoué, mais j'ai plutôt le sentiment qu'à Nijni Novgorod, cette opération est restée pour l'essentiel sous le contrôle des autorités, qui ont réussi à la maintenir dans les limites souhaitées.

Il semble d'ailleurs qu'il ne faille pas exagérer l'ampleur des discussions autour du « culte de la personnalité » ; ce fait apparaît avec netteté à la lecture de documents émanant des organisations communistes d'entreprise : en février-mars 1956, par exemple, le XX<sup>e</sup> Congrès ne figure même pas à l'ordre du jour des réunions du comité de parti de l'usine automobile, qui s'occupe essentiellement de questions personnelles ou d'intérêt local (concernant la production<sup>167</sup>). Au chantier naval Krasnoe Sormovo, le sténogramme d'une assemblée générale du parti indique que le tourneur Godyaev, déjà cité *supra*, a évoqué le XX<sup>e</sup> Congrès, où il était délégué : il a été frappé par le fait que Khrouchtchev, Boulganine, Molotov et d'autres s'entretenaient avec des communistes « du rang<sup>168</sup> ». Selon lui, la question du « culte de la personnalité » « agite sérieusement tout le collectif et les membres du parti » ; à Sormovo, beaucoup de gens « se considèrent comme supérieurs au collectif, aux lois ». Et de citer le mauvais exemple de Smirnov, ancien secrétaire du comité régional, qu'il oppose à l'actuel, Ignatov. Mais le sténogramme consacre beaucoup plus de place aux questions de production<sup>169</sup>. Les intervenants évoquent les problèmes sociaux et donnent leur avis sur les responsables<sup>170</sup> :

– en 1954-1956, les sommes accordées par le ministère pour la construction de logements ont diminué ;  
– la charge de travail n'est pas suffisante pour occuper les ouvriers très qualifiés : il faut donc transférer ailleurs ces excédents de main-d'œuvre, mais les intéressés font appel à la justice ou à la commission des tarifs et des conflits ;

– au laminoir, les courants d'air causent beaucoup de maladies ;

– les dirigeants des ateliers sont insensibles aux besoins des travailleurs, ce qui engendre un grand nombre de plaintes ;

– des dirigeants syndicaux sont sous la coupe des chefs d'atelier.

Ce dernier point fait écho au XX<sup>e</sup> Congrès, où N.M. Chvernik<sup>171</sup> avait critiqué « l'attitude conciliante de nombreux organes syndicaux à l'égard des responsables économiques qui n'appliquent pas les conventions collectives. Il faut combattre avec résolution ces

insuffisances. Les ouvriers et les employés veulent voir dans leurs syndicats des défenseurs de leurs intérêts contre ceux qui violent les lois soviétiques<sup>172</sup> ».

Trois séries de documents fournissent des indices qui semblent confirmer la place limitée des débats sur le « culte de la personnalité » et la priorité donnée à la mise en cause des cadres locaux. La première concerne des « remarques critiques » émises au cours de discussions consacrées aux résultats du XX<sup>e</sup> Congrès<sup>173</sup> : le « culte de la personnalité » est évoqué explicitement une seule fois<sup>174</sup> : « À la fabrique de confection n° 2, un intervenant a dit lors d'une réunion : les conséquences du culte de la personnalité ne sont pas surmontées dans l'organisation du parti de Gorki. Lors de l'inauguration du tekhnikum de la confection, les cam(arades) Tuzov et Proskurine ont promis de l'aide pour l'attribution d'un local pour le tekhnikum de la construction. Maintenant, le c(amarade) Tuzov n'occupe plus son ancien poste, et le cam(arade) Proskurine refuse de tenir sa promesse, en donnant pour motif que le cam(arade) Tuzov n'a pas négocié cette question avec lui. Ils donnent de l'importance à leur propre personne, mais ne prêtent aucune attention à une affaire d'État. »

Une fois de plus, les cadres sont mis sur la sellette<sup>175</sup> : « À la réunion, il a été dit que le XX<sup>e</sup> Congrès est très attentif aux conditions matérielles de vie des travailleurs, mais que le Comité du PCUS et le comité exécutif (des soviets) du district Kouibychev (ville de Gorki) manifestent peu ce souci. »

LA DEUXIÈME SÉRIE DE DOCUMENTS provient des dossiers du département régional d'agit-prop. Son responsable, A. Gorev, dresse dans un texte de sept feuillets le bilan du « travail d'agitation de masse pour expliquer aux travailleurs les décisions et matériaux du XX<sup>e</sup> Congrès, les mobiliser afin de réaliser les tâches fixées par le Congrès<sup>176</sup> » : il s'étend sur la situation de l'agriculture, soulignant que des kolkhozes ont introduit un nouveau mode de paiement des paysans, l'avance mensuelle (deux à cinq roubles par journée de travail ou *trudoden*). Mais il n'est pas question de Staline. Le même dossier contient un plan-guide de leçons sur le XX<sup>e</sup> Congrès, destiné aux écoles politiques, cercles, séminaires et écoles du soir : ces leçons sont regroupées en trois grandes rubriques : situation internationale de l'URSS (3-4 cours), situation intérieure (5-6 leçons), le Parti communiste (2-3 cours). Aucun thème lié au « culte de la personnalité » n'y apparaît<sup>177</sup>. Un autre dossier de l'agit-prop porte sur les journaux locaux ; on y trouve notamment neuf rapports<sup>178</sup> ; chacun d'eux expose les résultats de l'examen critique d'un organe d'entreprise différent. Bien sûr, leur lecture ne remplace pas un dépouillement

exhaustif de ces publications, mais elle donne le sentiment que le contenu de ces journaux était assez étroitement axé sur la vie de l'usine ou du trust : le fameux discours de Khrouchtchev y brille par son absence et même, à une exception près<sup>179</sup>, le XX<sup>e</sup> Congrès. Tout se passe comme si les comités de parti, qui exerçaient une censure vigilante sur cette presse, avaient voulu enfermer les salariés dans un cercle de préoccupations limité à leur lieu de travail.

La troisième série de documents éclaire les résultats d'élections internes au PCUS qui se sont tenues à l'automne 1956<sup>180</sup> : on a voté à bulletins secrets, au moins dans certains cas. À Gorki, environ un tiers des communistes présents ont pris la parole, ce qui représente une proportion élevée<sup>181</sup>. Un thème revient sans cesse : la mise en cause des petits responsables du parti et des cadres d'entreprise, accusés d'être coupés de la base et sourds aux plaintes. L'impatience est grande à l'égard de ceux « qui manifestent de l'infatuation et de la morgue, ne tiennent pas compte de l'opinion des masses, ne se soucient pas de la culture et de la vie

## Le Parti communiste apparaît d'abord comme une caisse de résonance des plaintes et des revendications des cadres

quotidienne des travailleurs et n'assurent pas une direction convenable du parti ou de l'économie<sup>182</sup> ».

La grossièreté envers le personnel figure en bonne place parmi les griefs avancés : dans un atelier de l'usine automobile, il est même question de « comportements inhumains à l'égard du travailleur » et d'« outrages aux ouvriers et aux contremaîtres, allant jusqu'à des humiliations<sup>183</sup> ». Mentionnons au passage la dénonciation de l'alcoolisme, qui, il est vrai, ne concernait pas que les chefs<sup>184</sup>.

Quels ont été les résultats de ces élections ? Notre source ne fournit pas de données complètes, mais seulement des indications partielles sur les personnes qui n'ont pas été élues : c'est le cas pour plus de quarante responsables du parti et de l'économie à Gorki<sup>185</sup>, mais, pris isolément, ce chiffre n'a pas grand

sens. Nous savons seulement qu'« il est arrivé beaucoup de nouveaux camarades » à la suite de tous ces scrutins<sup>186</sup>. Dans le district de Kanavino, sept personnes (directeurs d'usine, chef de gare, etc.) n'ont pas été élues, dont trois pour grossièreté<sup>187</sup>. À l'usine automobile (« forge »), il en a été de même pour le chef de bâtiment<sup>188</sup> Chepelev et le secrétaire de l'organisation du parti Zaitsev : il leur était reproché de ne pas avoir lutté contre les violations de la discipline du travail. Mais la liste des critiques ne s'arrêtait pas là<sup>189</sup> :

« Le bureau du parti ne s'est pas occupé de planifier le salaire des ouvriers, qui selon une déclaration de [trois] membres du PCUS baisse chaque année, ce qui permet d'importantes économies à la forge, alors que le rebut cause de grandes pertes.

« Les cam(arades) Chepelev et Zaitsev se sont coupés des ouvriers, se montrent insensibles envers eux, n'examinent pas leurs besoins, ne réagissent même pas aux plaintes, à cause des mauvaises conditions de travail et de vie le turnover est élevé, surtout chez les jeunes. »

Dans un atelier de l'usine Staline (Gorki), les communistes n'ont recommandé la réélection d'aucun des membres de l'ancien bureau du parti<sup>190</sup>.

On aimerait connaître la portée exacte de cette « épuration douce », mais elle est difficile à mesurer : il faudrait comparer ces élections aux précédentes. Nous ne disposons pas d'informations qui permettent de saisir l'impact de ces éliminations de cadres sur les rapports d'autorité dans l'entreprise ; quoi qu'il en soit, leur fréquence ne doit probablement pas être surestimée<sup>191</sup>.

**CONCLUSION.** Qu'apportent les archives régionales de Nijni Novgorod utilisées ici ? Elles offrent d'abord des aperçus sur la vie quotidienne et les dysfonctionnements permanents du système soviétique : pénuries, à-coups de la planification, tensions entre bureaucraties, etc. ; de ce point de vue, elles confirment un tableau déjà connu et pourraient intéresser des spécialistes d'histoire économique et sociale. Elles permettent ensuite de saisir sur le vif la domination des cadres locaux de l'État-parti, dans leur interaction avec la population<sup>192</sup> ; ces relations de pouvoir déséquilibrées se manifestent avec une particulière netteté à la campagne. Cette domination se traduit par une tendance à monopoliser la parole lors des réunions, de sorte que le Parti communiste apparaît d'abord comme une caisse de résonance des plaintes et des revendications des cadres<sup>193</sup>. Les archives doivent être lues en tenant compte de cette réalité : les règles de fonctionnement du PCUS ont pour effet de filtrer la parole venant d'en bas. Les historiens russes que j'ai pu lire négligent trop souvent ce fait et se contentent d'extraire tel ou tel propos critique de son contexte, comme si l'on sai-

sisait ainsi l'authentique « voix du peuple ». En fait, celle-ci ne réussit à percer que de temps en temps ; on ne saurait parler d'une « opinion publique », inexistante, mais plutôt de *nastroenija* comme on dit en russe<sup>194</sup> (littéralement « humeurs ») ou d'avis sur... Le retentissement à court terme du XX<sup>e</sup> Congrès a été réel, mais limité<sup>195</sup> : il ne pouvait en aller autrement après les vingt-cinq ans de règne de Staline, caractérisés par la destruction de la politique. On a vu que lors des réunions, nombre d'interventions se limitaient à des questions économiques ou techniques et ne mentionnaient même pas le Rapport secret de Khrouchtchev. Quand le thème du « culte de la personnalité » était évoqué, il était surtout lu à partir de préoccupations locales : sa critique servait à mettre en cause tous ceux qui détenaient quelque pouvoir : supérieurs hiérarchiques dans l'entreprise ou cadres du parti<sup>196</sup>. Que la « base » s'en prenne aux « petits chefs » n'était pas un phénomène nouveau : les campagnes d'« autocritique » de 1928-1929 et 1936-1937 avaient déjà produit semblable résultat.

En dénonçant la « grossièreté » (*grubost'*) et les « outrages » (*izdatel'stvo*) commis par les autorités<sup>197</sup>, les « subalternes » (*nizy*) affirmaient leur revendication de dignité. Cette protestation contre la grossièreté avait des racines anciennes : elle se faisait déjà entendre à Nijni Novgorod en 1928-1930<sup>198</sup>. Sous l'Ancien Régime, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvriers en grève insistaient très souvent sur l'exigence d'être traités avec politesse par leurs employeurs<sup>199</sup> ; la même volonté s'est exprimée pendant la révolution de 1917<sup>200</sup>. Ce souci de dignité et cette importance accordée aux questions morales constituent une caractéristique durable des mentalités populaires russes au XX<sup>e</sup> siècle<sup>201</sup>. ●

1. Cette ville s'est appelée Gorki de 1932 à 1991.
2. A.A. Kulakov, J.-P. Depretto (sous la dir.) *Obshchestvo i vlast' Rossijskaia provintsia*, t. 1, 1917-milieu des années 30, Moscou-Nijni Novgorod-Paris, 2002, 635 pages ; A.A. Kulakov, A.N. Sakharov (sous la dir.), t. II, 1930-juin 1941, Moscou-Nijni Novgorod, 2005, 1 152 pages et t. III, juin 1941-1953, Moscou-Nijni Novgorod, 2005, 1 080 pages.
3. Arlette Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, 1992.
4. Expression empruntée à un chef de file du courant des *Subaltern Studies*, l'historien indien Ranajit Guha, voir son article « The Small Voice of History », dans Shahid Amin et Dipesh Chakrabarty (sous la dir.) *Subaltern Studies IX Writings on South Asian History and Society*, Delhi, Oxford University Press, 1996, p. 3. Sur ce courant historiographique, voir Isabelle Merle « Les *Subaltern Studies*. Retour sur les principes fondateurs d'un projet historiographique de l'Inde coloniale », *Genèses*, septembre 2004, pp. 131-147.
5. Je cite ici F. Furet, pour qui « l'homme des classes inférieures n'existe pour l'historien que perdu dans l'étude démographique ou sociologique ». Voir « Pour une définition des classes inférieures à l'époque moderne », *Annales ESC* n° 3, 1963, p. 459. Carlo Ginzburg a critiqué cette thèse dans *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Flammarion, 1980, p. 15.

6. J'ai présenté mon travail au séminaire de Claude Penetier et Bernard Pudal le 14 janvier 2006 : je remercie tous les participants à la discussion dont les remarques ont enrichi le présent article.
7. Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Le Seuil, 1976, pp. 16-17.
8. Roy et Jaurès Medvedev, *Khrouchtchev, les années de pouvoir*, F. Maspero, 1977, pp.82-83. Voir aussi p. 86.
9. Roger Martelli (éd.), *1956, Le Choc du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS*, Éditions sociales, 1982, pp. 28-29.
10. Hélène Carrère d'Encausse, *1956, La Déstalinisation commence*, Complexe, 1984, pp. 6 et 57.
11. *Ibid.*, p. 56.
12. *Le XX<sup>e</sup> Congrès. Mythes et réalités de l'Europe en 1956*, Institut d'études slaves, 1977, p. 31.
13. *Ibid.*, p. 32.
14. *Ibid.*, p. 34. L'auteur cite un article de C. Frioux.
15. *Ibid.*, pp. 34-35.
16. *Ibid.*, p. 64.
17. *Ibid.*, pp. 36-37.
18. N.A. Barsukov « L'envers du Dégel essai historico-documentaire », *Kentavr* n° 4, 1993, pp. 131 et 136.
19. *Ibid.*, pp. 140-141.
20. *Ibid.*, p. 137.
21. L'intéressé, un ajusteur, fut exclu du PCUS. *Ibid.*, p. 138. Un autre rapport signale deux ouvriers mécontents : l'un a accroché un « tract antisoviétique » à une palissade, l'autre envoyé une « lettre antisoviétique » à un journal. *Ibid.*, p. 141.
22. M.R. Zezina, « La thérapie de choc : de 1953 à 1956 » *Otechestvennaia Istorija* n° 2, 1995, pp. 121-135. M.R. Zezina a aussi consacré un article au problème de la liberté de création pendant le Dégel. Voir « De l'histoire de la conscience sociale de la période du Dégel », dans *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, série 8, Histoire n° 6, 1992, pp. 17-28.
23. *Ibid.*, p. 124.
24. *Ibid.*, pp. 126-128.
25. *Ibid.*, p. 129.
26. *Ibid.*, p. 130.
27. *Ibid.*, p. 131.
28. Elena Zubkova, *Russia after the War. Hopes, Illusions and Disappointments, 1945-1957*, New York-Londres, M.E. Sharpe, 1998, ch. 18, pp. 178-190.
29. *Ibid.*, p. 186.
30. *Ibid.*, p. 189.
31. *Ibid.*, pp. 187-188.
32. *Ibid.*, ch. 19, p. 197.
33. *Ibid.*, p. 198.
34. Alexandre Pyjnikov, *Khrouchtchevskaia « otpepel' »*, Olma-Press, Moscou, 2002, pp. 259-289.
35. *Ibid.*, pp. 277-278.
36. *Ibid.*, p. 275.
37. *Ibid.*, p. 272 (discussion de la lettre du Comité central sur le renforcement du travail idéologique, envoyée en décembre 1956).
38. *Ibid.*, p. 278.
39. *Ibid.*, pp. 278-288.
40. A.V. Pyjnikov, « Les sources de la dissidence. La jeunesse après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS », *Svobodnaia Mysl'* n° 12, 2003, pp. 77-85. Sur la naissance dans le PCUS d'une opposition intellectuelle suscitée par le XX<sup>e</sup> Congrès, voir R.G. Pikhhoja, *Sovetskij Sojuz : istorija vlasti 1945-1991*, Novosibirsk, Sibirskij khronograf, 2000, p. 131.
41. « Les sources de la dissidence », *art. cit.*, p. 77.
42. A.V. Pyjnikov, « Aspects sociopsychologiques de la vie sociale dans les années du Dégel », *Svobodnaia Mysl'* n° 6, 2003, p. 109.
43. *Ibid.*, p. 110.
44. A.V. Pyjnikov, *Politicheskie preobrazovaniia v SSSR (50-60-e gody)*, Académie des sciences de Russie, Moscou, 1999, pp. 94-115. Voir aussi son article, « Le XX<sup>e</sup> Congrès et l'opinion publique », *Svobodnaia Mysl'* n° 8, 2000, pp. 76-85.
45. *Politicheskie preobrazovaniia...*, *op. cit.*, p. 95.
46. *Ibid.*
47. *Ibid.*, p. 97.
48. *Ibid.*, p. 100.

49. *Ibid.*, p. 101.
50. *Ibid.*, p. 113.
51. Iouri Aksiuin, « Du nouveau sur le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS », *Otechestvennaia Istorija* n° 2, 1998, pp. 108-123.
52. *Ibid.*, p. 119.
53. *Ibid.*, pp. 114-115.
54. *Ibid.*, pp. 115-116.
55. Pour une opinion similaire à Molotov (district Staline), voir *Ibid.*, p. 116.
56. *Ibid.*, pp. 117-118.
57. *Pravda*, 5 avril 1956, p. 3. Tous les communistes ainsi dénoncés ont été chassés du PCUS ; après la parution de cet éditorial, un « technologue » de Leningrad a eu ce commentaire : « Il semble que le parti a eu peur de la critique qui s'est exprimée (...) Est-ce que vraiment après cela tu parleras sincèrement?! » Voir N.A. Barsukov, « L'envers... », *art. cit.*, p. 135. Le jeune physicien Iouri Orlov, futur fondateur du groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki, faisait partie des cibles de la *Pravda* ; il perdit son poste de chercheur à l'Académie des sciences. Voir ses Mémoires : *Particules de vie*, Montricher (Suisse), Éditions Noir sur Blanc, 1994, pp. 124-125.
58. Iouri Aksiuin, « Du nouveau... », *op. cit.*, p. 119.
59. *Ibid.*, p. 120. Dans une autre contribution, I. Aksiuin se montre plus nuancé : « La majorité de la population, à la différence de l'intelligentsia, n'a jamais compris ni approuvé le brusque tournant de la louange et de la déification du "grand leader et maître" à sa dénonciation. » Voir « Popular Responses to Khrushchev » dans W. Taubman, S. Khrushchev et A. Gleason (sous la dir.), *Nikita Khrushchev*, New Haven-Londres, Yale UP, 2000, p. 191.
60. Pour des compléments à ces enquêtes, voir Iouri Aksiuin, *Khrouchtchevskaia « otpepel' » i obshchestvennye nastroyeniia v SSSR v 1953-1964gg.*, Rosspen, Moscou, 2004, p. 173 et surtout pp. 178-183, où l'on trouvera un aperçu des réponses données par les personnes interrogées.
61. Polly Jones, « From Stalinism to Post-Stalinism : De-Mythologising Stalin, 1953-1956 » dans Harold Shukman (sous la dir.) *Redefining Stalinism*, Frank Cass, Londres, 2003, pp. 127-148.
62. Traduction française de cette résolution intitulée « Surmonter le culte de la personnalité et ses conséquences », dans Roger Martelli (éd.) *1956...*, *op. cit.*, pp. 249-267.
63. Ce Rapport n'était pas présenté au nom du Comité central, mais au sien propre.
64. *XX s'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza, Stenograficheskie otchet*, t. II, Politizdat, Moscou, 1956, pp. 402 et 498 ; A.A. Fursenko, V. Iou. Afiani, « Le rapport de N.S. Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS "Sur le culte de la personnalité et ses conséquences" (de l'histoire de sa préparation et de son édition) », *Arkheograficheskie ezhegodnik za 2001 god*, Nauka, Moscou, 2002, pp. 70-72.
65. Voir l'ouvrage collectif *Doklad N.S. Khrushcheva o kul'te lichnosti Stalina na XX s'ezde KPSS Dokumenty*, Rosspen, Moscou, 2002, p. 250 (document n° 22).
66. R.G. Pikhhoja, *op. cit.*, p. 128.
67. *Doklad N.S. Khrushcheva o kul'te lichnosti...*, *op. cit.*, p. 253 (document n° 25).
68. Non communiste, l'écrivain Lydia Tchoukovskaïa a pris connaissance du Rapport lors d'une réunion de l'Union des écrivains, voir Lydia Tchoukovskaïa, *Entretiens avec Anna Akhmatova*, Albin Michel, 1980, p. 278.
69. I. Aksiuin, *Khrouchtchevskaia « otpepel' »*, *op. cit.*, pp. 173-174.
70. Selon les Souvenirs de R.I. Pimenov, le Rapport secret aurait aussi circulé en samizdat : cette forme de diffusion non autorisée a constitué l'un des chefs d'accusation contre ce jeune mathématicien, arrêté en mars 1957 pour « agitation et propagande antisoviétiques », voir *Pamyat' Istoricheskii Sbornik*, fascicule 2 ; Moscou 1977 – Paris 1979, p. 161.
71. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 87.
72. *Ibid.*
73. *Ibid.*, l. 89.
74. *Ibid.*, l. 88. Sur les remerciements aux dirigeants, voir Jeffrey Brooks, *Thank you, Comrade Stalin! Soviet Public Culture From Revolution to Cold War*, Princeton University Press, Princeton, 2000.
75. *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza. Stenograficheskie otchet*, Politizdat, Moscou, 1956, t. 1, p. 323.
76. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 88-89.
77. *Ibid.*, l. 83-86.

78. Voir Anne Amiel, *Hannah Arendt Politique et événement*, PUF collection « Philosophies », 1996, p. 42.
79. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 90-92.
80. *Ibid.*, l. 90-91 ; voir aussi l. 91 les positions d'un professeur de l'enseignement secondaire, vieux membre du parti.
81. *Ibid.*, l. 90.
82. *Ibid.*, l. 91.
83. *Ibid.*, l. 90.
84. *GOPANO*, f. 3 op. 2 d. 416 l. 93 et d. 320 l. 115.
85. *Ibid.*, d. 416 l. 93 et d. 320 l. 58-115.
86. *Ibid.*, d. 320, l. 96-98.
87. *Ibid.*, l. 109-111.
88. *Ibid.*, l. 105-107.
89. *Ibid.*, l. 117 et 119.
90. *Ibid.*, l. 115.
91. *Ibid.*, d. 416, l. 96.
92. *Ibid.*, l. 99-101 (extraits du discours, où les coupures pratiquées ne sont pas indiquées) ; d. 320, l. 91-94 (version longue).
93. *Ibid.*, d. 320, l. 92.
94. *Ibid.*, l. 92-93.
95. *Ibid.*, l. 93-94.
96. *Ibid.*, l. 92.
97. J'ignore de quel article de la *Literaturnaja Gazeta* il s'agit, mais au XX<sup>e</sup> Congrès M. Cholokhov a prononcé un discours très critique envers ses collègues, en particulier Surkov et Fadeev, dirigeants de l'Union des écrivains. Voir *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza, op. cit.*, t. 1, notamment pp. 580 et 585-586.
98. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 320, l. 93-94.
99. *Ibid.*, l. 95.
100. *Ibid.*, l. 93 : réplique non reproduite dans *Ibid.*, d. 416, l. 100.
101. *Ibid.*, d. 320 l. 73-77 : texte complet. Les extraits figurant dans le dossier 416 (l. 97-98), qui concernent exclusivement les aspects politiques, n'ont pas subi de coupures. A.M. Godyaev était délégué au Congrès « avec voix délibérative », voir *XX s'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza, op. cit.*, t. 2, p. 514, n° 250.
102. L'entreprise a été fondée en 1849.
103. « Le regard de l'Autre : les patrons français vus par les ouvriers (1880-1914) » dans Maurice Levy-Leboyer (sous la dir.), *Le Patronat de la seconde industrialisation*, Cahier du « Mouvement Social » n° 4, Éditions ouvrières, 1979, pp. 300-302 (années 1880). Voir aussi p. 304 sur le mouvement syndical au début du XIX<sup>e</sup> siècle.
104. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 132-133.
105. *Ibid.*, l. 105, 114 et 124.
106. *Ibid.*, l. 125-127. Les deux communes se trouvent au nord de la région de Nijni Novgorod. Ce compte rendu concerne aussi la ville de Bor (l. 124-125).
107. *Ibid.*, l. 126.
108. *Ibid.*, l. 125.
109. *Ibid.*, l. 126-127.
110. *Ibid.*, l. 126.
111. *Ibid.* Khrouchtchev avait rappelé à l'ordre les soviets sur ce point, voir *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza, op. cit.*, t. 1, p. 92.
112. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 114-116.
113. Les trois premiers sont situés au nord de l'oblast', le dernier au centre-sud-ouest : je remercie l'historien russe Mikhaïl Zelenov (Nijni Novgorod) de son aide sur les questions de géographie.
114. *Ibid.*, l. 116.
115. *Ibid.*, l. 115.
116. *Ibid.*
117. *Ibid.*
118. *Ibid.*, l. 116.
119. *Ibid.*, l. 116.
120. Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev...*, *op. cit.*, p. 140. La résolution du XX<sup>e</sup> Congrès sur le rapport du Comité central parle de « l'abandon [zapushchennost'] d'une série de branches de la production agricole ». Voir *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii, op. cit.*, t. 2, p. 418.
121. *GOPANO*, f. 3, op. 2, d. 416, l. 134.
122. *Ibid.*, f. 1985, op. 26, d. 136, l. 53-72.
123. Ces deux communes sont situées au sud-ouest de Nijni Novgorod.

124. Nous savons que le public a posé des questions au premier secrétaire régional du parti : malheureusement nous ignorons lesquelles.

125. *Ibid.*, l. 56-58. Voir aussi une autre intervention sur le thème « l'union des ouvriers et des paysans n'existe pas », l. 64-65.

126. *Ibid.*, l. 61-62.

127. *Ibid.*, l. 66-70.

128. *Ibid.*, l. 65-66.

129. *Ibid.*, l. 58.

130. *Ibid.*, l. 61.

131. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 124-125.

132. *Ibid.*, l. 105-106.

133. *Ibid.*, l. 107.

134. Allusion au début du Rapport secret de Khrouchtchev, qui rappelle l'opposition des « classiques du marxisme-léninisme » au culte de la personnalité. Voir Branko Lazitch, *Le rapport Khrouchtchev...*, op. cit., pp. 53-55.

135. Sur la parole singulière comme événement historique, voir Arlette Farge, *Quel bruit ferons-nous ?*, Les Prairies ordinaires, 2005, pp. 23, 86, 154, 173 et 190.

136. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 107.

137. Branko Lazitch, op. cit., p. 140.

138. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 105-106.

139. *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza*, op. cit., t. I, p. 92.

140. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 114.

141. *Ibid.*, l. 135.

142. *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza*, op. cit., t. I, pp. 45-46. Voir aussi l'intervention de D.T. Chepilov, *ibid.*, p. 211.

143. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 133-134 pour des exemples de tensions dans la bureaucratie économique.

144. N.A. Barsukov « L'envers du Dégel », art. cit., p. 135.

145. Jurij Aksjutin, *Xruchchevskaja « otpepel' »...*, op. cit., pp. 175-176 ; R.G. Pikhova, op. cit., pp. 131-132. Notez qu'il date la résolution du Comité central du 5 avril et non du 3 ; il s'agit probablement d'une erreur, puisque son contenu est intégré à l'éditorial de la *Pravda* du 5.

146. M.R. Zezina, « La thérapie de choc : de 1953 à 1956 », *Otetchestvennaja Istorija* n° 2, 1995, p. 130.

147. On obligea les autres communistes à se faire réenregistrer ; le chef du département politique du laboratoire fut démis de ses fonctions.

148. *Pravda*, 5 avril, p. 3.

149. N.A. Barsukov, art. cit., p. 135.

150. 28 mars, pp. 2-3 ; 5 avril, pp. 2-3 ; 7 avril, pp. 2-4. Le lecteur en trouvera une traduction française dans Roger Martelli (sous la dir.) *1956...*, op. cit., pp. 239-248 et pp. 279-291.

151. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 139-141.

152. Page 3.

153. Ce rapport date probablement de la première moitié d'avril 1956 ; il a pour destinataire le Comité central du PCUS (Département des organes du parti pour la RSFSR).

154. Ceci confirme les remarques de Polly Jones sur le rôle de la peur, voir « From Stalinism to Post-Stalinism... », art. cit., p. 132.

155. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 142.

156. Cette ville est située au nord-est de la région de Nijni Novgorod.

157. Arlette Farge, *Quel bruit...* ?, op. cit., p. 158.

158. *Ibid.*, p. 159.

159. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 109-110 et l. 137-138.

160. *Dvumichniki* : épithète typiquement stalinienne, employée au moment de la Grande Terreur, et qui ne figure pas dans le texte de Khrouchtchev. Voir *Doklad...*, op. cit., p. 108.

161. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 108.

162. Branko Lazitch, *Le rapport Khrouchtchev...*, op. cit., pp. 120 et 145-149.

163. Le Plénum s'est tenu du 21 au 23 octobre 1927 ; il a exclu Trotski et Zinoviev du Comité central. Le recueil *KPSS v rezolutsiïakh i resheniïakh s'ezdov, konferentsii i plenumov TsK*, t. 4 (1926-1929), Politizdat, Moscou, 1984, pp. 214-250 ne mentionne pas cette proposition de Staline, mais seule une enquête dans les archives du parti bolchevique permettrait d'affirmer avec certitude qu'il s'agit d'une légende.

164. GOPANO, f. 3, op. 2, d. 416, l. 109-110 et l. 137-138.

165. « From Stalinism... », art. cit., p. 130-136.

166. Pour cette période, les archives de Nijni Novgorod n'ont pas conservé de lettres adressées aux journaux.

167. GOPANO, f. 39, op. 6, d. 350, l. 1-2 : procès-verbaux numéros 24 à 28 (6-27 mars).

168. *Ibid.*, f. 1244, op. 12, d. 185, l. 13-14 et 16-17.

169. *Ibid.*, l. 18-23, 24-26, 32-37, 43-44 et 45-48.

170. *Ibid.*, l. 15-16, 27-29, 53 et 38-39.

171. Il était alors président du Conseil central des syndicats soviétiques (VCSPS).

172. *XX S'ezd Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza. Stenograficheskii Otchet*, op. cit., t. 2, p. 165.

173. GOPANO, f. 30, op. 11, d. 207, l. 76-77, 80-81 et 84-85.

174. *Ibid.*, l. 85.

175. *Ibid.*, l. 77, 81 et 84.

176. *Ibid.*, f. 3, op. 2, d. 427, l. 87-93.

177. *Ibid.*, l. 96.

178. *Ibid.*, d. 434, l. 99-107, 114-136 et 140-144.

179. *Ibid.*, l. 134.

180. *Ibid.*, f. 30, op. 11, d. 207, l. 107-131.

181. *Ibid.*, l. 107. Le district Sovetskij de la ville signale cependant la « faible présence » aux réunions, cf. l. 118.

182. *Ibid.*, l. 111-112.

183. *Ibid.*, l. 112, 115, 119, 121, 124 ; 129 (grossièreté envers des cadres) ; 130.

184. *Ibid.*, l. 121, 123, 125 et 128.

185. *Ibid.*, l. 112.

186. *Ibid.*, l. 114.

187. *Ibid.*, l. 115.

188. Un bâtiment regroupait plusieurs ateliers.

189. *Ibid.*, l. 120-121. Pour d'autres exemples, voir l. 121-123 et 125.

190. *Ibid.*, l. 124.

191. Voir *Ibid.*, l. 117 pour le cas du district Sovetskij (Gorki). Sur l'élection des comités de parti au niveau des districts et des villes (fin novembre-décembre 1956), voir Yu. V. Aksjutin, A. V. Pyzhikov, *Poststalinskoe obshchestvo : problema liderstva i transformatsiya vlasti*, « Nauchnaya kniga », Moscou, 1999, p. 137 : en plusieurs endroits, il y eut plus de candidats que de places à pourvoir, ce qui se traduit par l'élimination de responsables locaux : ce fait inquiéta la direction du PCUS.

192. Sur la « domination comme pratique sociale », voir Thomas Lindenberger (Hg.), *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur. Studien zur Gesellschaftsgeschichte der DDR*, Köln-Wimar-Wien, 1999, pp. 21-23.

193. Voir l'exemple de Pavlovo, où ils revendiquent une réforme administrative, consistant à fusionner les comités de parti du district et de la ville ; cette demande figure dans la résolution adoptée : GOPANO, f. 1985, op. 26, d. 136, l. 57-58, 60, 62, 64 et 72.

194. Voir le titre du livre d'Aksjutin cité *supra*.

195. Selon M.S. Gorbatchev, dans un district rural de la région de Stavropol, le « thème du culte suscitait un vif écho » chez certains, surtout parmi les jeunes, les intellectuels ou les gens touchés par la répression stalinienne. Voir ses *Mémoires*, Éditions du Rocher, 1997, pp. 90-91 ; version russe *Zhizn' i reformy*, Livre 1, Novosti, Moscou, 1995, p. 84.

196. Sur l'opposition entre les simples citoyens et les chefs à Leningrad dans les années 30, voir Sarah Davies « "Us against Them" : Social Identity in Soviet Russia, 1934-1941 », *The Russian Review*, vol. 56, n° 1, janvier 1997, notamment pp. 71-72 et 79.

197. *Ibid.*, pp. 80-81 et 83-84.

198. Jean-Paul Depretto, « Les ouvriers de la région et le pouvoir soviétique (1928-1932) », article en russe dans A.A. Kulakov, A.N. Sakharov (sous la dir.), *Obshchestvo i Vlast'. Rossiiskaia provintsia*, t. 2 1930-juin 1941, Moscou-Nijni Novgorod, 2005, pp. 676-677.

199. Mark D. Steinberg, *Voices of Revolution, 1917*, Yale University Press, 2001, p. 23 ; voir aussi Leopold H. Haimson, « The Problem of Social Identities in Early Twentieth Century Russia », *Slavic Review*, vol. 47, n° 1, printemps 1988, p. 8 ; et *Russia's Revolutionary Experience, 1905-1917*, Columbia University Press, 2005, p. 117.

200. Marc Ferro, *La Révolution de 1917. La chute du tsarisme et les origines d'octobre*, Aubier, 1967, pp. 172 (revendications de la classe ouvrière) et 199 (aspirations des soldats).

201. Je n'entends nullement affirmer par là que le souci de dignité soit spécifiquement russe : il jouait par exemple un rôle important dans le mouvement ouvrier français avant 1914.

## ARCHIVES

## Deux documents méconnus

L'ORGANISATION  
DU PCF  
À SES DÉBUTS

SERGE WOLIKOW

**Nous publions intégralement ci-après, à partir des originaux issus des archives du PCF, la lettre dite « des 250 », datée d'octobre 1925, et la « Lettre ouverte aux adhérents du parti », de décembre 1926. Deux documents à mettre en liaison avec le congrès du PCF des 20-27 juin 1926 à Lille, dont nous traitons par ailleurs (page 90).**

Ces deux textes, élaborés à la fin de l'année 1925, ont joué un rôle notable dans l'histoire du PCF même s'ils sont aujourd'hui méconnus. Ils ont représenté des jalons associés à des temps forts de l'édification d'une organisation partisane devenue stable seulement au cours des années 30. Ils renvoient à deux moments du processus de modification des structures du parti qui s'est étalé sur plusieurs années. En fait, ce qu'on a appelé la « bolchevisation » est une opération entamée dès 1923, donc un an avant le lancement officiel du mot d'ordre lors du V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (IC). Elle se poursuit, en France, après 1926, alors même qu'en principe la bolchevisation est achevée. En fait, il a fallu plusieurs années pour que l'opération de transformation du Parti communiste aboutisse, non sans mal, notamment parce que les références russes qui constituaient les principes sur la base desquels elle était effectuée prenaient à contrepied les habitudes et les pratiques héritées du socialisme français.

Ces deux textes nous permettent d'entrer dans le vif des débats et des tensions qui traversent le Parti communiste français (PCF) moins de 5 ans après sa naissance. Identifier leur forme et leur fonction aide à comprendre la richesse des informations qu'ils apportent. La forme épistolaire des deux ne laisse pas d'étonner pour des textes qui portent sur l'activité d'ensemble du parti. Ces deux documents sont fonctionnellement très différents puisque le premier exprime un désaccord transmis à l'Internationale communiste tandis que le second exprime la position de la direction du PCF à l'intention de ses adhérents. Finalement ces deux textes qui se répondent ont en commun d'emprunter une forme d'expression qui

contourne le fonctionnement normal de l'organisation. Les opposants doublent la direction nationale tandis que celle-ci s'adresse directement aux adhérents. Ces procédures inhabituelles témoignent des incertitudes qui agitent alors le PCF.

Le PCF, né à Tours d'une décision majoritaire du parti socialiste SFIO, est devenu en 1921 la SFIC, Section française de l'Internationale communiste. Durant les quatre années qui suivent il doit faire face au défi d'une situation politique française où le mouvement ouvrier divisé est affaibli face à une droite auréolée du prestige de la victoire, bénéficiant de surcroît du soutien des radicaux. Il doit également se plier aux recommandations de l'Internationale communiste qui n'a de cesse de transformer un parti qu'elle juge réformiste et parlementariste. Les changements de direction, les modifications des structures d'organisation, de 1923 à 1925, vont dans le même sens : il s'agit d'enraciner le parti dans le monde ouvrier, mais aussi de subordonner l'activité syndicale aux orientations du parti. Les cadres issus du syndicalisme révolutionnaire applaudissent dans un premier temps, en 1923, lorsqu'il s'agit d'écarter ceux qui comme Frossard voulaient maintenir l'ancienne manière de diriger le parti. Restés jusqu'alors méfiants à l'égard du PCF comme ils l'avaient été à l'égard de la SFIO, ils adhèrent et entrent dans ses instances dirigeantes locales et nationales. Impulsée par Trotski, cette orientation est l'année suivante relayée par Zinoviev dans un contexte politique transformé. Après l'échec des mouvements révolutionnaires en Allemagne, en 1923, au lendemain de la mort de Lénine, la direction de l'Internationale comme celle du Parti communiste russe se divisent autour des perspectives révolutionnaires et de la stratégie internationale des partis communistes. Lors du V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1924, la transformation des partis communistes est mise à l'ordre du jour comme objectif stratégique central. Alors que l'horizon révolutionnaire s'éloigne, la réorganisation des partis devient la principale tâche

du moment, afin de transformer les partis communistes à l'image du parti russe. Le léninisme énoncé par Zinoviev et Staline devient la théorie de la bolchevisation face à Trotski qui dénonce les errements de 1923 en Allemagne, la liquidation de la démocratie interne et l'abandon des perspectives révolutionnaires.

**LE LANCERMENT DE LA BOLCHEVISATION CORRESPOND À DES CHANGEMENTS DE DIRECTION DANS LES PARTIS COMMUNISTES, EN ÉCHO À LA MISE À L'ÉCART DE TROTSKI.**

En France, Souvarine ainsi que les dirigeants issus du syndicalisme révolutionnaire, Rosmer et Monatte notamment, sont écartés puis exclus, tandis que Sémard, lui aussi issu du mouvement syndical, devient le secrétaire général d'une direction où l'essentiel du pouvoir est détenu par les dirigeants de la fédération de la Seine, A. Treint et S. Girault, qui affirment leur allégeance aux thèses de Zinoviev. Durant le deuxième semestre de 1924, lors du IV<sup>e</sup> congrès du parti, à Clichy, en janvier 1925, la réorganisation bat son plein. L'Internationale communiste, comme la direction du parti russe, infléchit ses analyses dès le printemps de 1925 aussi bien dans le domaine international que proprement russe. La ligne gauchiste du Parti communiste allemand est désavouée en août par une intervention publique de Manouïlsky qui condamne comme des dérives gauchistes les prises de position du PCA aussi bien à l'égard des syndicats que de la social-démocratie. Dans le même temps, Zinoviev se trouve en difficulté au sein du parti russe et de l'Internationale où grandissent les critiques contre le gauchisme de ses analyses sur l'imminence du fascisme en Europe et la centralisation exagérée au sein de l'Internationale. En France, le délégué de l'IC, Gouralski a constamment appuyé la politique initiée par S. Girault et A. Treint, il a encouragé l'intervention du parti dans le champ des luttes sociales et incité à l'adoption d'une action vigoureuse contre la guerre du Maroc menée par le gouvernement radical du cartel des gauches.

Ainsi le texte des 250, rédigé, transmis en octobre 1925, mais publié seulement en janvier 1926, s'inscrit tout à la fois dans le contexte d'une inflexion de la politique de l'Internationale et dans celui des difficultés rencontrées par le parti pour conduire à bien la bolchevisation entreprise depuis plus d'un an.

La décision de réorganiser les partis communistes est inséparable d'une analyse stratégique qui a culminé lors du V<sup>e</sup> Congrès. L'accent avait alors été mis sur la fin prochaine de l'« ère démocratique-pacifiste » et sur le développement prochain de la contre-révolution bourgeoise. Les difficultés des partis communistes étaient expliquées uniquement par leurs erreurs opportunistes. La bolchevisation ne devait pas simplement être le moyen de les réorganiser sur le modèle du parti bolchevik, mais d'en faire des partis avant tout

disciplinés idéologiquement et unis, afin qu'ils puissent s'engager avec succès dans les combats révolutionnaires dont la perspective semble proche.

Le caractère précipité de la réorganisation, la sous-estimation des problèmes posés par les réactions des adhérents, l'attention secondaire portée aux cellules de quartier, au caractère de masse des partis et à leur situation nationale spécifique furent les conséquences logiques du V<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Mais la direction du PCF, s'inscrivant sans réserve dans cette orientation, la mit en œuvre de façon systématique au moment même où, dans l'été 1925, l'expérience aidant, l'IC amorçait un infléchissement sensible de ses conceptions.

À la veille du V<sup>e</sup> Plénum du CE de l'IC, au printemps 1925, s'était tenue la première conférence d'organisation<sup>1</sup>. Son objectif, selon Piatnitsky, était « d'examiner les bonnes et mauvaises expériences des divers partis et de les corriger<sup>2</sup> ». Cette conférence prétendait confronter les expériences déjà très diverses des partis. Elle était également le moyen pour l'IC d'obtenir des informations qui, par ailleurs, ne lui parvenaient qu'irrégulièrement. De plus, les problèmes posés par la réorganisation de l'appareil central des partis et le fonctionnement des nouvelles directions étaient loin d'être résolus. Enfin beaucoup d'interrogations demeuraient quant aux cellules : les cellules d'entreprises devaient-elles rester les seules organisations de base ou bien fallait-il donner une plus grande place aux cellules de rue ? Comment organiser leur travail pour qu'elles aient une activité politique régulière... ? Un certain souci de réalisme s'alliait à la préoccupation, affirmée à plusieurs reprises, de voir les partis communistes conserver ou conquérir une influence de masse. Il s'agit surtout pour l'Internationale d'arriver à mettre en place des structures nouvelles de direction et de fonctionnement, identiques dans leurs principes pour tous les partis. Les différents textes adoptés par la conférence, puis le V<sup>e</sup> Plénum, constituent ensuite des références impératives pour chaque parti.

La délégation française, forte des succès qu'elle n'hésite pas à détailler, intervint à de nombreuses reprises pour affirmer ses positions. Elle était composée de membres du Comité central, de la Région parisienne et de celle du Nord. Facilement critiques à l'égard des autres partis moins avancés que le PCF dans la réorganisation, les délégués français ont un point de vue particulièrement tranché sur la question des cellules de rue, alors que la section d'organisation de l'IC est gagnée par une certaine circonspection. Thorez, repoussant la formation des cellules de rue, justifia la suppression des organisations territoriales. « Les cellules de rue n'ont guère réussi. Elles ont été, au

contraire, des foyers de déviation. Elles ont donc été dissoutes et leurs membres rattachés à des cellules d'usine. » Cette thèse, reprise par toute la délégation française, provoqua une réaction mesurée de Piatnitsky, soucieux d'éviter une déperdition d'adhérents. « Le parti français dit que les cellules de rue sont superflues ; d'autres partis disent le contraire. Je ne veux pas défendre les cellules de rue. Si les conditions sont telles qu'on peut s'en passer, alors, je serai le premier à les combattre (...) Je ne dis pas que le parti français doit immédiatement créer des cellules de

**Le texte des 250, rédigé, transmis en octobre 1925, mais publié seulement en janvier 1926, s'inscrit tout à la fois dans le contexte d'une inflexion de la politique de l'Internationale et dans celui des difficultés rencontrées par le parti pour conduire à bien la bolchevisation.**

rue, mais le parti français et la jeunesse qui sont tout à fait opposés aux cellules de rue ont entrepris la création de groupes de travail au lieu du domicile. Cela prouve que l'on ne peut se passer d'organisations comme celles des cellules de rue. »

La direction de l'Internationale, désormais plutôt favorable aux cellules de rue, n'avait cependant pas d'avis encore complètement arrêté, d'autant que les dirigeants russes manquaient d'expérience. Cependant les remarques de Piatnitsky indiquaient un infléchissement tactique de l'IC qui modifiait ses positions tout en évitant de les théoriser.

L'appréciation globale de l'IC sur la réorganisation en France restait encore positive, au vu des résultats présentés par la direction de PCF. Celle-ci n'avait-elle pas indiqué, par la bouche de son secrétaire à l'organisation, Sauvage, que la réorganisation était effective dans les principales régions, que le nouvel « appareil central » du parti, avec le Comité central, le Bureau politique, le Bureau d'organisation, le Secrétariat et différentes commissions, était mis en place. Sauvage, à l'appui de son appréciation optimiste, avait cité le chiffre de 2500 cellules concentrées dans les différentes régions<sup>3</sup>. Il précisait cependant que la réorganisation n'est pas terminée partout, indiquant qu'il restait environ 1000 sections locales encore à transformer<sup>4</sup>. Bientôt, cependant, l'IC intervint pour opérer des rectifications, vu les difficultés de fonctionnement du parti, car la situation réelle était fortement contrastée.

**La Lettre des 250 et son contexte.** De fait, à l'automne 1925, le PCF, en proie à de nombreuses difficultés, est conduit, en liaison avec l'Internationale, à infléchir l'ensemble de son activité. À la fin du mois d'octobre 1925, une lettre critiquant la politique du PCF est adressée au « Comité exécutif de l'Internationale communiste ». Son contenu et ses 250 signatures expriment bien l'ampleur du mécontentement. Parmi les inspirateurs de cette lettre on trouve Rosmer et Dunois qui ont été exclus de façon expéditive lors du Congrès de Clichy. Ils sont résolument hostiles à la politique suivie depuis le V<sup>e</sup> Congrès de l'IC, mais d'autres, ayant approuvé la bolchevisation, se retrouvent maintenant d'accord avec eux pour mettre en cause la ligne suivie et la direction du parti. Il ne s'agit pas de simples militants, mais de syndicalistes, d'enseignants, de jeunes universitaires et de nombreux élus, des députés notamment. Cette lettre n'est publiée par les *Cahiers du bolchevisme* qu'en janvier 1926<sup>5</sup>, mais, rédigée fin octobre, elle témoigne bien des critiques dont la politique du PCF est alors l'objet. Elle nous éclaire également sur la détermination de ces militants qui sont persuadés que la direction du PCF ainsi que sa politique vont connaître le même sort qu'en Allemagne, quelques semaines plus tôt ! C'est-à-dire être changés par l'IC ! Le début de la lettre exprime bien cette idée tandis que l'appel à une intervention de l'IC est explicite. Les débats dans le parti russe, les récentes interventions de l'IC dans les travaux du PCA sont autant de signes d'un changement que les dirigeants de l'opposition, associés à Souvarine dans sa revue *Le Bulletin communiste*, appellent l'IC à réaliser en France. Leur critique revêt un caractère systématique puisqu'elle met en cause la bolchevisation et l'orientation suivie depuis le V<sup>e</sup> Congrès. Elle est habile en mettant au premier plan les erreurs et les difficultés que l'IC a

déjà signalées et dénoncées dans d'autres partis. Ainsi les « 250 » dénoncent la façon hâtive avec laquelle les dirigeants du parti ont conduit la réorganisation. Tirant argument des difficultés rencontrées et des erreurs commises, ils en concluent que « les cellules ne peuvent pas constituer actuellement la base du parti ». Ils proposent en conséquence que, « sans supprimer les cellules d'usine, en s'efforçant, au contraire de les multiplier, il faut revenir sans tarder à la Section territoriale comme base organique du parti ».

Par ailleurs, la lettre dénonce les échecs électoraux et le fiasco de la grève générale du 12 octobre. Sont notamment critiquées les outrances verbales contre les socialistes et les radicaux, un temps qualifiés de fascistes, ou les mots d'ordre de fraternisation proposés comme base pour l'action commune contre la guerre du Maroc. « L'échec complet de la campagne pour l'unité syndicale » est imputé aux dirigeants du parti et de la CGTU accusés de bluff et d'exagération. La politique du parti, caractérisée comme politique du « cavalier seul », est mise en cause. Très habilement, la lettre propose comme seul remède le retour au centralisme démocratique et l'instauration d'une large discussion dans le parti.

À la Conférence nationale d'Ivry, le 30 octobre, les résultats positifs de la réorganisation sont réaffirmés, mais ne s'y expriment ni les critiques des signataires de cette lettre ni même les inquiétudes de nombreux cadres régionaux. Malgré tout, le malaise a tendance à s'élargir aux dires mêmes de Crémet, chargé du contact avec les régions, cela quinze jours après cette Conférence nationale, bien vite dépassée. « Très peu de camarades de province ont parlé à la Conférence nationale, parce qu'ils ne veulent pas qu'on les assimile à la droite, et disent-ils aussi, parce qu'ils ne veulent pas donner d'armes à la droite, ni gêner le travail de la direction du parti.<sup>6</sup> »

En somme, la *Lettre des 250*, en combinant critiques de fond et remarques factuelles, rassemble à la fois ceux qui mettent en cause la politique du parti, qu'ils soient ou non exclus, et ceux que tel ou tel aspect de son activité mécontente. En ce sens, elle est susceptible de voir son audience grandir, comme l'indique le nombre, la notoriété et la diversité de ses signataires. Contrairement à ce que laisse entendre cette lettre, la direction du parti n'est pas insensible aux problèmes de fonctionnement et d'activité de l'organisation communiste. Mais, faute d'être discutées et analysées, les difficultés auxquelles les dirigeants communistes se heurtent provoquent une situation de blocage dans le fonctionnement même du Bureau politique et constituent un terrain favorable à l'affirmation de divergences.

Le mauvais fonctionnement du Bureau politique, en octobre-novembre 1925, est l'indice de désaccords qui s'expriment surtout par des refus et des absences systématiques. Au lendemain de la grève du 12 octobre, cette situation s'aggrave tandis que le Secrétariat du parti, animé par S. Girault et A. Treint, met sur pied la Conférence nationale qui réaffirme sans restriction la validité du travail accompli depuis dix-huit mois. La faible participation aux réunions du BP et du CC devient en octobre un fait patent dont le délégué de l'IC, pourtant peu critique à l'égard de Girault et de Treint, souligne la gravité en faisant remarquer, lors de la séance du BP du 15 octobre, que seuls trois membres titulaires sont présents.

Ces oppositions cristallisent, pour une large part, la diversité persistante des courants constitutifs d'un parti encore bien jeune. Elles expriment également la pluralité des choix politiques auxquels le PCF se trouve confronté dans une situation de crise de la gauche radicale et socialiste.

Les difficultés de fonctionnement de la direction grandissent et sont bientôt au centre des discussions du Bureau politique.

Au fil des réunions du BP, les divergences entre dirigeants apparaissent progressivement, à la faveur des initiatives politiques à prendre et en relation avec le malaise grandissant dans le PCF. Monmousseau, dirigeant syndical depuis moins d'un an à la direction du parti, nie l'existence de divergences politiques, mais

souligne les problèmes de fonctionnement du BP et ses relations difficiles avec la CGTU, aspect pourtant central de la politique suivie depuis le Congrès de Clichy. Il indique d'entrée : « Je suis de ceux qui viennent au BP avec l'impression de perdre leur temps. Apporter des critiques? Cela ne servirait à rien. La direction unique n'a jamais existé. C'est le problème de deux générations, de deux façons d'agir, de deux façons d'avoir une vue d'ensemble. Nous ne le résoudrons pas de sitôt. [Il poursuit] Il y a un relâchement non pas seulement dans le parti, mais partout, dans les syndicats, à la Commission exécutive. Nous n'avons pas gagné la confiance du parti et nous perdrons la confiance des syndicats<sup>7</sup>. »

Sémard quitte le terrain des problèmes d'organisation pour souligner que les carences de la direction proviennent de conceptions erronées. Sur ce point, il met en cause l'IC : « À l'IC, on a surestimé les possibilités du PCF et on lui a imposé des tâches d'organisation, alors qu'il se trouvait en face de tâches politiques considérables<sup>8</sup>. »

Les divergences, cristallisées sur des problèmes d'organisation, traduisent de façon biaisée des difficultés politiques. Elles se manifestent progressivement dès octobre et préludent aux changements d'orientation de début décembre. Les divergences se précisent à propos des enseignements de la grève du 12 octobre. Au lendemain de celle-ci, les membres du BP se réunissent afin d'en faire le bilan. À cette occasion apparaissent leurs désaccords sur les rapports parti-syndicat, la manière d'organiser les luttes et l'évolution de la situation politique. Si tous s'accordent pour considérer que la grève a été un succès, les analyses qu'ils en font diffèrent largement.

La différenciation des positions et des analyses parmi les membres du BP s'accroît ainsi à la faveur de la crise politique française et de l'inflexion de la stratégie de l'IC. Pour autant, le collectif dirigeant du PCF réussit, dans les semaines suivantes, à prendre des initiatives inédites qui, avec l'appui de Manouïlsky, lui permettent d'engager un processus de rectification. De la sorte, le malaise et le mécontentement diffus dans le parti sont effectivement combattus, mais la transformation de la direction n'est qu'amorcée en raison des divisions et des oppositions qui se manifestent alors en son sein. Ces oppositions cristallisent, pour une large part, la diversité persistante des courants constitutifs d'un parti encore bien jeune. Elles expriment également la pluralité des choix politiques auxquels le PCF se trouve confronté dans une situation de crise de la gauche radicale et socialiste.

La *Lettre ouverte aux membres du parti* est adoptée par la Conférence nationale du PCF, tenue les 1<sup>er</sup> et 2 décembre. Ce

document marque l'aboutissement de débats animés et dénoue une crise grave de la direction tout en amorçant une nouvelle orientation du parti.

En présence de Manouïlsky, représentant la direction de l'Internationale, arrivé à Paris en provenance de Berlin où il a contribué à infléchir l'orientation du KPD, la décision d'une réunion exceptionnelle des instances dirigeantes a été prise par le Bureau politique en raison des divisions qui traversent la direction et surtout des difficultés provoquées par une orientation politique marquée par un volontarisme centralisateur qui a suscité mécontentement et montée des oppositions, comme en témoigne la *Lettre des 250* envoyée à l'Internationale, à la fin du mois d'octobre. La tenue d'une Conférence nationale, du 18 au 20 octobre, moins d'un mois et demi après la conférence d'Ivry, est inhabituelle. Elle est convoquée sans être précédée de réunions régionales ni même d'une réunion particulière du Comité central. Cette Conférence nationale est en réalité une réunion du Comité central élargie aux secrétaires régionaux du parti et aux secrétaires des Unions départementales de la CGTU. C'est Thorez qui l'a organisée avec Crémet. La décision de sa tenue a coïncidé avec l'arrivée de Manouïlsky le 27 novembre. L'initiative prolonge les débats commencés dans le BP et concrétise les remarques de Manouïlsky, selon qui une des causes du malaise du parti provient de l'absence de discussions. Le dirigeant soviétique, dans son intervention préliminaire, reprend devant la conférence toutes les critiques qu'il a formulées les jours précédents auprès du BP, puis il encourage les participants à s'exprimer largement : « Je demande aux camarades de dire tout à fait franchement leur opinion, qu'une discussion sérieuse s'engage<sup>9</sup>. » À la différence des séances habituelles du Comité central ou de la précédente Conférence nationale, les secrétaires régionaux, mis en confiance, interviennent pour présenter la situation du parti dans leur région<sup>10</sup>. D'autres signalent la difficulté du parti à s'implanter dans les entreprises face à la répression patronale et à l'activité des réformistes, notamment en Lorraine ou en Franche-Comté. Avec des nuances, la plupart des secrétaires fédéraux approuvent les remarques de Manouïlsky. Trouillard, de Basse-Seine, considère ainsi que « la faiblesse du parti n'est pas seulement une faiblesse de la direction. Nous sommes tous responsables<sup>11</sup> ». Charles, du Nord-Est, trouve certaines critiques exagérées : « On a exagéré le malaise du parti que nous avons été les premiers à souligner. Nous apercevons au contraire un développement du parti dans toutes les questions<sup>12</sup>. » Il n'y a pas d'un côté la direction et de l'autre les secrétaires régionaux, car ils n'ont pas tous la même appréciation de la situation. Ils insis-

tent ensemble sur l'amélioration nécessaire et urgente de l'activité du parti dans les domaines que Manouïlsky a évoqués : les rapports avec les syndicats, le front unique, la démocratie intérieure.

À la fin de la première journée de la réunion il est décidé, à l'instigation de Manouïlsky, de rédiger une *Lettre ouverte au parti* qui expose les analyses et les décisions adoptées par la conférence. La composition de la commission chargée de la rédaction de cette *Lettre* reflète la volonté d'y inclure les préoccupations des secrétaires régionaux puisqu'ils s'y retrouvent à côté des membres du BP<sup>13</sup>. La rédaction de ce texte n'est achevée qu'après la clôture de la conférence et au lendemain d'une nouvelle discussion du BP<sup>14</sup> qui charge Thorez, Sémard et Doriot de sa mise au point finale et de sa publication dans *L'Humanité*<sup>15</sup>.

Cette *Lettre* diffère de la résolution adoptée par la Conférence nationale précédente par sa structure, ses thèmes et son ton. La première résolution constate les faiblesses et les fautes en les situant exclusivement au niveau de la vie intérieure du parti. Elle se contente de signaler, pour s'en inquiéter, l'absence de discussion et la peur de s'exprimer qui règnent dans le parti. Elle reconnaît « le léger malaise persistant » avant d'affirmer, dans une partie positive, la nécessité d'appliquer correctement le centralisme démocratique qui combine libre discussion et discipline. L'activité effective du parti, son contenu idéologique et ses modalités pratiques n'y sont pas examinés. Les difficultés sont mises au compte d'une mauvaise application.

La comparaison des phrases introductives des textes des deux conférences, à quelques semaines d'intervalle, permet de saisir d'entrée et concrètement la nouveauté de la *Lettre ouverte*. La résolution d'octobre commençait ainsi :

« Notre Conférence nationale a été des plus intéressantes et d'une excellente tenue. Elle a établi que le niveau politique de notre parti s'est sérieusement élevé depuis le Congrès de Clichy et a marqué un pas de plus vers sa bolchevisation<sup>16</sup>. »

La première phrase de la *Lettre Ouverte*, elle, est lapidaire : « La conférence du parti, réunie les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, marque le début d'une étape nouvelle dans la vie du parti. »

Cette phrase situe d'entrée la portée du texte. Le terme d'étape introduit le thème du changement non comme rupture ou tournant, mais comme moment spécifique d'un cheminement. Il ne s'agit pas d'une étape franchie, mais d'une étape nouvelle dans laquelle le parti ne fait que commencer à entrer : « le début d'une étape importante ». C'est signaler d'emblée la nouveauté des travaux de la conférence. Cette nouveauté est inscrite dans l'évolution du parti depuis sa constitu-

tion. Le rappel en quatre courts paragraphes des luttes pour fonder le parti « sur le terrain des principes du communisme » trace le bilan positif de l'activité du parti dans les années précédentes. Ayant fait ses preuves dans la lutte contre les guerres coloniales, dans la lutte pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, « il devait maintenant aborder les grandes tâches posées devant lui par la gravité des événements ».

Cette brève introduction précède une analyse de la situation politique présentée sous le titre « la crise du régime en France ». Cette première partie indique le souci prioritaire de modifier la politique du parti en fonction de la situation. Les éléments d'analyse avancés les semaines précédentes sont repris et assemblés : le tableau de la crise politique ainsi tracée est bien différent de celui esquissé jusqu'à l'automne. L'accent est mis sur l'incertitude de la situation politique, sur le danger du fascisme dont l'activité n'est pas sans écho parmi les masses désorientées. La faillite de la politique du Cartel étant rappelée, c'est l'urgence de rassembler les larges masses contre le fascisme, « pour résoudre révolutionnairement la crise », qui est soulignée. La *Lettre* procède ensuite à un examen critique et à une redéfinition des aspects essentiels de la politique du parti. Sont abordés successivement les questions du Front unique, les rapports avec les syndicats et la vie intérieure du parti. Il s'agit de reformuler toute la politique du parti en y apportant des modifications substantielles. Par rapport aux résolutions antérieurement adoptées par le CC, la démarche est renversée. L'objet du texte n'est plus l'exposé, même critique, des conditions d'application d'une ligne politique dont la teneur est mise entre parenthèses, mais l'analyse du contenu même de la politique du parti.

La *Lettre* passe en revue les différents aspects de cette politique en liant critiques et modifications souhaitables : attitude à l'égard des masses et politique de front unique, lutte pour les revendications immédiates et politique syndicale adaptée sont mises en relation.

La *Lettre* consacre un long développement au Front unique afin de le faire « comprendre et appliquer de façon complète par le parti ». Le rappel circonstancié des modalités de cette tactique confirme que c'est « dans la situation présente, la seule tactique de défense effective et de sauvetage des masses menacées ». L'évocation des dangers opportunistes et sectaires met en valeur une conception positive et réaliste de la politique de Front unique. Cette conception du Front unique est à la base des récentes propositions adressées à la SFIO. La nouveauté du texte tient surtout à l'autocritique à laquelle la direction du parti se livre en évoquant les erreurs commises, ces derniers mois, dans la politique de Front unique. Cette autocritique est

complétée par l'exposé de la nouvelle orientation centrée sur les revendications et le Front unique. Ce passage tire les enseignements généraux des difficultés rencontrées par le parti sans préciser cependant le contenu ou le programme du Front unique dont l'urgence est pourtant affirmée. Le texte ne détaille pas, non plus, les conditions, les possibilités et l'ampleur des propositions susceptibles d'être adressées de nouveau à la SFIO.

## La conclusion de la *Lettre ouverte*, dirigée contre l'opposition, traduit le souci de la direction du parti d'isoler les chefs de cette opposition au moment même où le bien-fondé de leurs critiques semble reconnu.

La *Lettre* prend soin d'affirmer que cet exposé, en partie autocritique, ne peut être interprété comme une justification des critiques antérieurement émises par les opposants. Ces critiques sont dénoncées comme dangereuses en matière d'organisation, puisqu'elles mettent en cause la restructuration du parti en cellules. Sur la vie interne du parti et ses rapports avec les syndicats, la lettre reprend les analyses de Manouïlsky. L'exposé comporte cependant des accents nouveaux sur l'amélioration du travail de direction et les diverses situations régionales.

Le passage consacré aux rapports avec les syndicats évoque le rôle d'avant-garde des communistes, mais souligne qu'il ne peut être décrété administrativement

et qu'il faut le conquérir politiquement dans les luttes. Dans le traitement des problèmes d'organisation et de fonctionnement du parti, il y a également une évolution sensible. La nécessité de poursuivre et d'achever la réorganisation du parti sur la base des cellules est réaffirmée, mais il est également indiqué, avec une vigueur nouvelle, que « la réorganisation sur la base des cellules ne signifie nullement la suppression du travail local ». Cette formule répond aux nombreuses critiques et difficultés suscitées par la transformation des sections territoriales en cellules d'entreprises. Elle reconnaît l'activité locale du parti et donc, au plan de l'organisation, les cellules de rue, selon la terminologie alors en usage dans l'IC.

La conclusion de la *Lettre*, dirigée contre l'opposition, traduit le souci de la direction du parti d'isoler les chefs de cette opposition au moment même où le bien-fondé de leurs critiques semble reconnu. « Contre eux, le parti unanime mènera une lutte implacable, pour arracher à leur influence chaque ouvrier qui aurait pu un instant se laisser égarer par eux. » Ce ferme épilogue n'infirme cependant pas la tonalité générale de cette *Lettre*, finalement publiée par *L'Humanité* le 6 décembre. Ce texte modifie sensiblement la politique du parti dans des domaines essentiels et annonce des modifications dans l'organisation en vue de la rendre adéquate à la nouvelle orientation. Le processus de réorganisation de la direction autour de P. Sémard est amorcé au cours de la seconde partie de la Conférence nationale, il sera mené à son terme lors d'une réunion du comité exécutif de l'IC en février 1926 puis lors du V<sup>e</sup> Congrès du parti. ●

1. *Correspondance internationale* n° 61, 15 mai 1926.

2. *Ibid.*

3. Piatsnitsky, en mars 1926, reconnaît 2300 cellules au PCF. *Correspondance Internationale* n° 61, 15 mai 1926.

4. *Op. cit.*

5. « Comment la droite manœuvre », *Cahiers du bolchevisme* n° 35, 15 janvier 1926.

6. Bureau Politique, 14 novembre 1925, Rgaspi 517/1/249.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*

9. Conférence nationale, 1<sup>er</sup> décembre 1925, Rgaspi 517/1/234.

10. « Sans l'intervention de Kirsch, je n'aurais pas exprimé mon avis, mais je suis entièrement d'accord avec lui. Il est bien certain qu'il y a un malaise, un manque de liaison avec le centre et la province, un manque de camaraderie. » Intervention de M. Trouillard, de la Basse-Seine, Conférence nationale, 1<sup>er</sup> décembre 1925.

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. « Une commission composée des camarades Vilatte, Béors, Charles, Devernay, Sémard, Thorez, Costes, Trouillard, Treint, Froimage, Doriot est chargée de rédiger une résolution politique : *Lettre ouverte au parti* pour la conclusion de la discussion qui vient d'avoir lieu », *ibid.*

14. Bureau politique, 5 décembre 1925, Rgaspi 517/1/249.

15. *L'Humanité*, 6 décembre 1925. Voir ce document en annexe.

16. Résolution de la Conférence nationale d'Ivry, CB, n° 11, 1925.

# AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

**C**amarades, Bien que le Bureau politique et le Comité central du Parti Communiste français ne négligent aucune occasion d'affirmer leur plein accord avec l'Internationale communiste et que les discours des délégués de l'exécutif semblent accréditer cette opinion, nous nous sommes décidés, après mûre réflexion, à vous entretenir de la situation pénible dans laquelle se débat le parti français.

Nous avons l'intime conviction que vous êtes mal renseignés sur ce qui se passe ici, parce que vous n'avez de contact qu'avec une direction trop intéressée à vous montrer les choses sous un jour faussement favorable. On vous raconte que, depuis la soi-disant « bolchevisation » du parti, le communisme a acquis une influence puissante sur les masses et que les ouvriers approuvent et suivent nos mots d'ordre avec enthousiasme. C'est faux. Non seulement nous ne progressons pas, mais nous ne piétons même pas sur place, nous sommes en pleine régression. Et cela au moment où les circonstances politiques et économiques sont pleinement favorables à la diffusion de nos idées, à la propagation de notre doctrine : la politique de soutien, pratiquée par les socialistes, la capitulation honteuse du Bloc des gauches devant les puissances d'argent, l'ascension continue du coût de la vie, la perspective pour le prolétariat et les classes moyennes d'avoir à supporter des charges fiscales de plus en plus lourdes, l'impopularité de la guerre du Maroc et de l'expédition de Syrie, l'inquiétude générale créée par la chute du franc ont contribué à créer un état d'esprit tel que nous aurions dû voir de nombreuses recrues se rallier à notre drapeau.

Il n'en a rien été, malheureusement, et, en dépit des prédictions les plus optimistes, nous avons subi des échecs cuisants qui ont surabondamment prouvé que notre influence sur le monde du travail est toute de surface.

La direction du parti, en présence du fiasco de sa politique de bluff et d'intimidation, essaye aujourd'hui de diminuer, aux yeux des militants, le désastre dont elle

est responsable. Elle se répand en explications filandreuses, ergote, n'avoue qu'une faible partie du mal, suppute des remèdes et n'arrive ainsi qu'à démontrer son manque de sens politique et son inaptitude à conduire un grand parti. Par une manœuvre, qui est devenue classique, elle essaye de rejeter sur ce qu'elle appelle la « droite du parti » la responsabilité de ses échecs répétés et demande une « bolchevisation » plus complète.

Nous avons hésité pendant longtemps à intervenir, parce que nous espérions que, devant la leçon des faits, nos dirigeants finiraient par renoncer à des méthodes d'action déplorables, à un autoritarisme mesquin, sentiraient la nécessité d'enrayer le mal dont le parti est menacé de mourir.

C'était trop espérer de ceux qui, isolés dans leurs bureaux, agissent sans jamais consulter personne et exercent sur la masse des militants, au nom de l'Internationale, une dictature intolérable qui finit par écœurer les plus dévoués de nos partisans.

Aujourd'hui, nous vous crions « casse-cou ». Quelques camarades courageux ont osé se dresser contre les mégalomanes du Bureau politique et du Comité central qu'on ne subit que par respect pour l'Internationale communiste et qui, sans cela, seraient balayés comme des fétus de paille. L'opposition a, derrière elle, des camarades beaucoup plus nombreux qu'on ne croit, et qui n'ont gardé le silence, jusqu'à présent, que par discipline. Si vous laissez procéder à de nouvelles exclusions, un dégoût général va s'emparer de tout ce qui raisonne et pense dans le parti, et nous irons tout droit à la liquidation totale du Parti communiste français. Voilà ce que nous avons le devoir de vous dire tout d'abord, en dépit des foudres dont on menace toujours ceux qui osent rompre le silence et proclamer la vérité.

**CONSIDÉRATIONS SUR L'ORGANISATION DU PARTI.** Afin de rompre complètement avec les méthodes d'organisation et d'action de la social-démocratie, le Ve Congrès mondial, voulant hâter la bolchevisation du parti, a décidé

sa reconstruction sur la base des cellules d'usine. Nos délégués ont accepté sans discussion le nouveau mot d'ordre. Ils sentaient là en effet l'occasion de masquer leur incapacité et d'asseoir, à la faveur du désarroi qui accompagne toujours les brusques changements, leur dictature personnelle.

Dès leur retour en France, ils se mirent en devoir de « bolcheviser » le parti. S'ils n'avaient pas méconnu les conditions politiques et sociales de ce pays, ils eussent procédé à la réorganisation par étapes. Or, ils opérèrent avec une aveugle brutalité, toute la vieille armature fut pulvérisée en un tournemain, sans souci de la diversité des milieux ni des possibilités de réussite. Naturellement, nos bolchevisateurs proclamèrent que tout se passait le mieux du monde, que le seul fait de la création des cellules et des rayons avait attiré au parti des éléments ouvriers jusqu'alors réfractaires, et que seuls les contempteurs intéressés du nouveau cours pouvaient nier les bienfaits de la nouvelle organisation.

Voyons donc où nous en sommes après une année de « bolchevisation » à outrance, une année pendant laquelle tous ceux qui ont osé émettre quelques critiques ont été impitoyablement exclus ou brisés pour servir d'exemple aux autres.

Nous ne pouvons donner aucun chiffre, même approximatif, sur les effectifs du parti. Lors de la dernière Conférence nationale, conférence presque entièrement composée de fonctionnaires, on s'est bien gardé de donner la moindre précision à ce sujet. Il est probable, d'ailleurs, que personne ne sait au juste à quoi s'en tenir. Mais ce qui est certain, c'est que les effectifs du parti ont fonctionné comme « beurre en poêle ». L'article du camarade Gourget, publié dans *L'Humanité* du 13 octobre, et auquel nous vous demandons de vous reporter, donne une idée absolument exacte de la situation du parti dans la région parisienne, celle qu'on cite toujours en exemple à cause des résultats admirables (?) qu'on y aurait obtenus. En province, la situation est pire. Au cours des nombreuses tournées de propagande que certains d'entre nous ont faites aux quatre coins de la France, ils n'ont trouvé que des cellules sans vie et des rayons squelettiques dont l'action est absolument factice et l'influence nulle.

Dans les villes industrielles comme Montceau-les-Mines et le Creusot, on ne trouve qu'une cellule microscopique eu égard au chiffre de la population ouvrière.

À Montargis (4000 ouvriers environ) il y a 4 cellules comprenant 70 membres (dont 20 cheminots, 3 métallurgistes, 2 bijoutiers, 6 manœuvres; les autres sont des « rattachés » : artisans, instituteurs, petits métiers).

Même situation lamentable à Orléans où l'on compte pourtant 14000 ouvriers. Même situation partout : dans la région du Nord et du Pas-de-Calais, dans les régions de Lyon et de Saint-Étienne, en Basse-Seine (Rouen et le Havre), dans la région Alpes (Grenoble, etc.), dans celle de l'Atlantique (Nantes, Rennes, La Rochelle), à Marseille, à Limoges, à Chaumont, partout enfin où nous sommes allés. La faillite des cellules d'usine est à peu près générale. Une statistique sincère des membres du parti appartenant aux cellules comme ouvriers de l'entreprise et non comme « rattachés » serait à cet égard des plus édifiantes.

Ce n'est pas, en effet, sans difficulté qu'on peut obtenir quelques renseignements sur l'état des cellules. Non seulement on se heurte à l'optimisme intéressé des « hommes de confiance », mais l'adhérent à une cellule ignore ce qui se passe dans les cellules voisines. Tout au moins n'en connaît-il que ce que l'on veut bien lui dire. Ce qu'il constate aisément, c'est l'extrême faiblesse des assemblées de rayon et des assemblées régionales<sup>1</sup>.

On ne trouve plus guère maintenant le parti que là où les anciennes sections ont subsisté. Dans beaucoup d'endroits, en effet, on a baptisé la section « cellule » pour avoir l'air de se mettre en règle avec le Centre. Agir autrement eût amené la dispersion des derniers militants et rendu toute propagande impossible. Afin « d'animer » les organismes nouveaux, on a créé de toutes pièces « l'Appareil ».

Le principe d'un « appareil » est loin d'être mauvais en soi. Harmonieusement proportionné aux forces du parti, nommé et contrôlé par celui-ci, l'appareil est indispensable et nul n'en conteste la nécessité. Mais l'appareil du Parti communiste français est tout autre chose dans son essence et sa destination. Expression directe d'un Bureau politique omnipotent, il est au service non du parti, mais d'une fraction. Un népotisme éhonté a présidé à sa formation, entraînant un gaspillage d'argent formidable. Pour devenir secrétaire, dactylographe, propagandiste, instructeur, point n'est besoin d'avoir des aptitudes ni de connaître la doctrine. Il suffit « d'être dans la ligne », d'aller par le pays en chantant les louanges du Comité central et de livrer bataille à tous ceux qui ne marchent pas au pas ou n'observent pas le silence dans le rang.

Lesté d'un léger bagage de lieux communs, tel ou tel jeune militant, ayant encore tout à apprendre, est brusquement investi de la toute-puissance. Il tranche les questions les plus délicates et juge sommairement des hommes et des choses. C'est lui qui catalogue les membres du parti, surveille le moral et poursuit les suspects. C'est lui qui crée des cellules d'usines composées uniquement de « rattachés<sup>2</sup> », débite des pavés sans nom en réunion publique, et dénonce la

droite nationale et internationale. À l'appui de ses dires, il invoque l'autorité de l'IC, prétend parler et agir en son nom avec l'audace que donnent l'irresponsabilité et l'impunité.

Mais, malgré « l'Appareil », ou plutôt à cause de lui, il est hors de doute que la machine fonctionne mal et ne rend pas. On en conclut qu'il faut augmenter le personnel de catéchumènes existant et, par conséquent, engager de nouvelles dépenses aussi inutiles qu'insupportables. On ne saurait pousser plus loin l'aberration. Pourtant, la vérité saute aux yeux. Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du parti. Affirmer le contraire, c'est méconnaître l'économie générale du pays et l'organisation des grands États capitalistes modernes, c'est se leurrer sur le rapport des forces sociales en présence, c'est entraîner le parti vers sa liquidation rapide et totale.

Les causes générales et essentielles ne sont d'ailleurs pas seules à condamner le nouveau régime du parti. Non seulement les cellules offrent au patronat une cible facile, mais elles se heurtent à des difficultés intrinsèques dont certaines sont assez graves pour provoquer leur mort. L'expérience a montré, par exemple, que leur existence est liée à la valeur et à la stabilité du secrétaire. Or, il est difficile de trouver, dans une même localité, une quantité de secrétaires capables de donner une vie politique aux diverses cellules. C'est pourquoi les camarades se bornent à expédier la besogne courante : distribution de tracts, de papillons, examen des questions intéressant l'usine à laquelle ils appartiennent. De temps à autre, ils écoutent un compte rendu du délégué au rayon, en le priant d'aller vite, car chacun est pressé de rentrer chez soi, son domicile étant souvent, dans les grandes villes, fort éloigné du lieu de son travail. Les questions les plus importantes sont traitées avec désinvolture ; on se quitte sans prendre de décision ; et l'éducation des militants ne se fait pas. Elle ne peut d'ailleurs se faire dans de telles conditions. On aura beau multiplier les propagandistes, le résultat sera le même. Les cellules tomberont les unes après les autres, faute d'animateurs. Pour sauver le parti, il faut renoncer délibérément aux méthodes employées depuis un an. Le Comité central propose, outre le développement de l'appareil, la création de « cellules de rue » et de « sous-rayons ». Au diable toutes ces complications !

Car ces complications, loin de remédier au mal, l'aggravent. Nous n'avons pas la prétention, dans cette lettre, d'examiner en détail la question de l'organisation du parti. Nous nous bornerons à dire que, sans supprimer les cellules d'usine, en s'efforçant, au contraire, de les multiplier, il faut revenir sans retard à la Section territoriale comme base organique du parti.

Il faut assurer le jeu du véritable centralisme démocratique, rendre la parole au parti, et en finir avec la politique personnelle.

Il faut simplifier l'appareil et le mettre au service et sous le contrôle du parti.

**LES RÉSULTATS 1 Élections municipales et cantonales.** Nous ne ferons également qu'esquisser une situation qui révèle au plus haut point l'incapacité politique de la direction actuelle du parti.

Sous l'étendard du communisme, cette direction n'a fait, en réalité, que ressusciter l'hervéisme condamné depuis longtemps par l'immense majorité des ouvriers français. La démagogie grossière, l'outrance verbale, le bluff ont constitué, en toutes circonstances, le fond de sa politique. De telles méthodes donnent nécessairement leurs fruits. Ceux que le parti a déjà recueillis sont amers.

Le Comité central s'était targué d'un succès certain aux élections municipales et cantonales. Il devait entourer Paris d'une « ceinture rouge » de municipalités « bolchevistes ». Le résultat a été piteux. Le 3 mai 1925, au premier tour de scrutin, le parti, irrémédiablement battu en province, perd dans la région parisienne 30 % des voix qu'il avait obtenues le 11 mai de l'année précédente aux élections législatives. Pour éviter le désastre, au second tour, le Comité central est contraint de quêmer les voix des socialistes et des radicaux, qualifiés la veille encore de « fascistes », dans un manifeste qui est un désaveu de toute son attitude passée et dans lequel il dénonce ingénument « l'abominable campagne » d'une réaction qui a, dit-il, « essayé de faire croire que les communistes sont partisans d'une révolution faite contre le gré des masses travailleuses par de petits groupes militairement organisés ».

La préparation technique de ces élections avait d'ailleurs été déplorable. La désignation des candidats s'est faite dans la confusion et l'arbitraire. Le Centre n'avait pas su alimenter politiquement la campagne. Une commission supérieure avait élaboré péniblement cinq ou six brochures massives, indigestes, coûteuses, que personne n'acheta, que personne ne lut. Le « groupe de travail », création de circonstance, réduit à une besogne purement matérielle, ne pouvait mener la bataille dans de bonnes conditions. Ce fut un désarroi complet que couronna un échec dont l'éclat ne fut dépassé que par celui des élections cantonales, deux mois plus tard.

**1 La guerre au Maroc - Les comités d'action - Les congrès ouvriers et paysans - La grève de vingt-quatre heures.** La bataille électorale perdue, allions-nous nous ressaisir pour prendre notre revanche à la première occasion ? C'était chose possible, avec un peu d'habileté et de bon sens.

La guerre du Maroc, la menace des impôts Caillaux, le

vote d'une nouvelle inflation par les Chambres offraient pour un appel au pays ouvrier une excellente plate-forme.

Mais pour toucher les masses et les entraîner, il fallait faire un effort intelligent, afin de réaliser au maximum l'unité des travailleurs, amener le Parti socialiste et la vieille CGT à entrer dans la lutte ou à se renier eux-mêmes devant les prolétaires ; proposer une base d'action commune acceptable comme la cessation des hostilités, la paix et l'indépendance du Riff, la lutte contre la ploutocratie financière, la nationalisation des banques, etc.

On voulut, à toute force, imposer l'idée de l'évacuation du Maroc et celle de la fraternisation qui, en la circonstance, n'étaient que surenchères sans objet réel. C'était, de propos délibéré, rendre impossible un large mouvement d'opinion et se condamner à « faire cavalier seul ».

La plupart d'entre nous ont été acteurs ou témoins des fameux « congrès ouvriers et paysans ». Nous savons donc à quoi nous en tenir sur leur importance : on y fait beaucoup de bruit pour peu de besogne. Ces congrès ont été un bluff et rien de plus. Les délégués ne représentaient qu'une infime partie de la population ouvrière de chaque exploitation, ce qui n'a pas empêché pourtant la direction de clamer qu'elle avait derrière elle « des millions d'ouvriers ».

Malheureusement, la direction a été prise dans l'engrenage de son propre bluff. Quand on prétend avoir derrière soi des millions d'ouvriers, on ne peut rester inactif. Ainsi fut décidée la grève générale de vingt-quatre heures du 12 octobre.

Eh bien, nous le déclarons nettement : cette grève « générale » a été un fiasco lamentable, une véritable défaite pour le prolétariat et pour le parti. Mal préparée, dans une atmosphère d'agitation factice, déclenchée au moment où, sur le front marocain, les opérations s'endormaient, la grève n'a pu mettre debout que ceux qui, quelles que soient les circonstances, quels que soient les mots d'ordre, « marchent toujours ». Les « millions d'ouvriers », qu'on se vantait d'avoir derrière soi, n'ont pas bougé. La grève des Transports parisiens (TCRP) sur laquelle on comptait pour déclencher le mouvement d'ensemble a avorté. Aucune des corporations décisives (cheminots, marins, dockers, mineurs, postiers, services publics, etc.) n'a marché. Dans le bâtiment et la métallurgie, le chômage n'a été un peu sensible que dans la région parisienne. Dans les agglomérations industrielles de province (Lyon, Lille et Roubaix, Montluçon, Marseille, Nantes, Bordeaux), le chômage a passé presque entièrement inaperçu. À Montargis, 8 chômeurs sur 4 000 ouvriers ; à Orléans, 7 sur 14 000 ; au Creusot,

25 ouvriers votent la grève, mais la veille du mouvement se font porter malades. Nous pourrions multiplier les exemples, tous plus pitoyables les uns que les autres. Ceci n'empêche pas le Bureau politique de colporter partout que plus d'un million d'ouvriers ont suivi, le 12 octobre, le mot d'ordre du comité d'action. Au lieu de faire, en marxistes, la critique des opérations et de dresser le bilan des fautes commises pour ne plus les recommencer, on persévère dans le bluff. Est-ce ainsi qu'on dirige un parti et qu'on acquiert la confiance des masses ? Celles-ci, de même que la bourgeoisie et le gouvernement, savent à quoi s'en tenir sur notre faiblesse. Dans nos rangs mêmes, l'effet moral de la journée du 12 octobre a été désastreux. Le découragement s'est infiltré parmi nous. Dans les syndicats, de nombreux camarades déchirent leur carte, jurant, comme le renard de la fable, qu'on ne les y reprendra plus ! Le syndicat des TCRP, l'un des plus forts de Paris, est en plein désarroi.

Nous ne voulons pas allonger démesurément notre *Lettre*. Nous nous bornerons donc à mentionner, sans nous y arrêter, l'échec complet de la campagne pour l'unité syndicale : la responsabilité de cet échec retombe tout entière sur les dirigeants du parti et de la CGTU. À force de proclamer partout que l'unité syndicale était certaine, ils avaient fini par le croire. Or, le « Congrès interconfédéral d'unité » est tombé à plat. Aujourd'hui, le mot d'ordre de l'unité syndicale, pourtant plus nécessaire que jamais, est pratiquement abandonné. Nous demandons qu'il soit immédiatement repris et que la campagne unitaire recommence, non plus, bien entendu, sur des bases de bluff et d'exagération verbale, mais de loyauté et de franchise, et avec la volonté d'aboutir.

Il semble d'ailleurs que tous les moyens tendant à nous rapprocher du prolétariat et à entraîner celui-ci dans la lutte soient actuellement écartés. Il semble qu'on cherche à s'éloigner de plus en plus des masses populaires par des mots d'ordre qui font le vide autour de nous. Nous tenons par exemple à signaler que le mot d'ordre, absolument irréfléchi, de l'évacuation de l'Alsace-Lorraine, ne peut avoir pour effet que de nous isoler davantage. Autant le mot d'ordre du plébiscite alsacien-lorrain eût été juste en 1918, autant il est destiné aujourd'hui à tomber dans l'indifférence ou le ridicule. Pourquoi pas l'évacuation de Nice, de la Savoie, de la Corse ? Jusqu'ici le mot d'ordre de l'évacuation n'a eu qu'un résultat : il a fait échouer en Alsace le front unique contre la guerre marocaine, qui était sur le point de se réaliser.

Nous ne sommes pas de ceux que les échecs découragent. Mais nous connaissons trop la mentalité des dirigeants du parti, incapables de se critiquer eux-mêmes,

pour espérer qu'à force de se faire battre par la bourgeoisie et les sociaux-démocrates, ils apprendront à les vaincre. C'est cet état d'esprit qui nous fait peur.

Quant aux remèdes, nous n'en connaissons qu'un seul. Appliquer résolument dans le parti les principes du centralisme démocratique. Les appliquer non pas en paroles, mais en fait. Cela veut dire : permettre à toutes les opinions communistes de s'exprimer, à toutes les initiatives de se faire jour, limiter l'omnipotence de l'appareil jusqu'ici irresponsable. Que celui qui a quelque chose à dire puisse le dire sans être aussitôt bafoué, intimidé, menacé d'exclusion, tenu à l'écart. Qu'à tous les échelons du parti on puisse discuter librement toutes les questions politiques, celles d'organisation, celles de tactique. Le parti, réduit à un rôle de secte, manque de vie intérieure, il étouffe, il meurt. Cependant, le Parti socialiste redevient peu à peu,

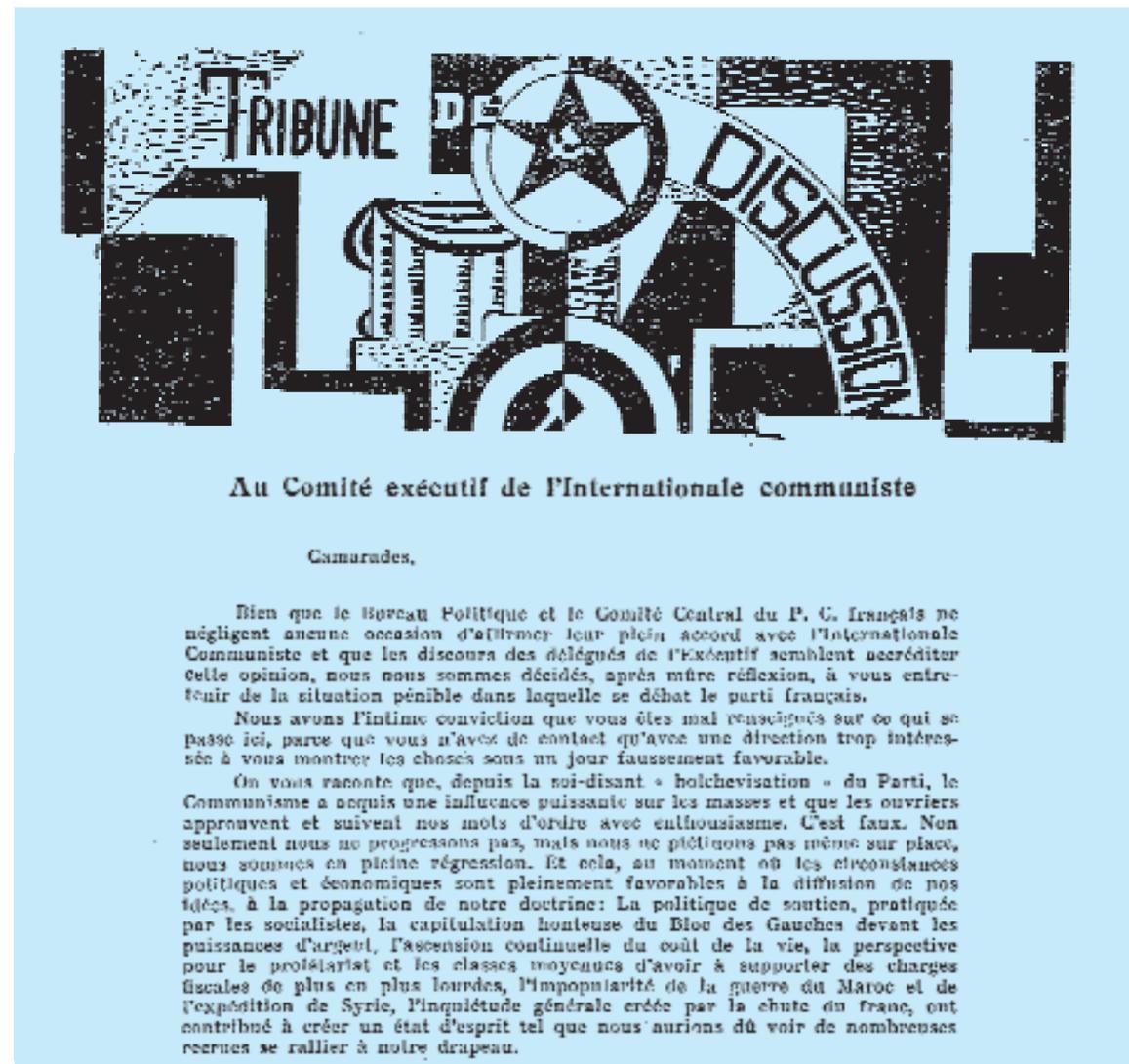
grâce à ses 110 000 membres, le parti influent qu'il avait cessé d'être après la scission de Tours, et le capitalisme tend à se raffermir, à se consolider et à envisager l'avenir avec sécurité.

Nous attendons du comité exécutif de l'Internationale qu'il prête l'oreille à notre voix, qu'il se rende compte de l'état réel des choses dans le parti français, qu'il en apprécie toute la gravité et qu'il prenne, sans tarder, les mesures de salut qui ranimeront dans nos rangs la confiance ébranlée.

25 octobre 1925

*Cahiers du bolchevisme* n° 35, 15 janvier 1926.

1. À la conférence de la région Alpes, tenue à Annecy, le 12 août 1925, il y avait en tout et pour tout une douzaine de militants.
2. Membres de la cellule étrangers à l'entreprise.



# À TOUS LES MEMBRES DU PARTI

1. La Conférence du parti, réunie les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, marque le début d'une étape importante dans la vie du parti.

Pendant des années, le parti a dû mener des luttes très sévères pour se fonder sur le terrain des principes du communisme. Il a dû successivement chasser irrémédiablement de ses rangs les représentants irréductibles du carriérisme, de l'esprit social-démocrate ou anarcho-syndicaliste ainsi que du révisionnisme, en un mot tous ceux qui par leur idéologie anticommuniste ou leur activité contre-révolutionnaire entravaient son essor.

Grâce à la clairvoyance de la masse des adhérents du parti et à la fermeté de sa direction, les Frossard, les Souvarine, les Monatte et les Rosmer, chassés du parti, sont aujourd'hui éliminés du mouvement ouvrier.

L'activité générale de notre parti, et en particulier sa lutte contre les guerres du Maroc et de Syrie, a montré à la masse ouvrière qu'il a une doctrine clairement communiste et est le seul à défendre les intérêts de classe du prolétariat.

Parce qu'il a mené de telles luttes, à l'extérieur contre la bourgeoisie, à l'intérieur contre les ennemis du communisme, le parti peut maintenant aborder les grandes tâches posées devant lui par la gravité des événements, dans un esprit de large collaboration, avec toutes les forces vives de la classe ouvrière.

**LA CRISE DU RÉGIME EN FRANCE.** Depuis la précédente Confé- rence nationale du parti, la crise de la bourgeoisie française, caractérisée par les difficultés financières de l'État, par le développement des guerres coloniales au Maroc et en Syrie, se transforme, par l'aggravation rapide de la situation financière, en une crise politique et sociale qui ébranle le régime lui-même.

Alors que depuis le 11 mai 1924, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises s'étaient rassemblées électoralement derrière le Cartel des gauches, la faillite politique de celui-ci, qui n'a réalisé aucune de ses promesses et qui a déçu les espoirs sus- cités par lui, a déterminé sous la poussée des événe-

ments, et grâce à la politique du parti communiste, un regroupement des forces populaires.

Une faible partie des masses cartellistes tourne les yeux vers le fascisme et se laisse impressionner par cette nou- velle démagogie. Mais la partie la plus importante se radicalise de plus en plus et exige l'accomplissement des promesses qui lui ont été faites. Des chefs radicaux et socialistes, pour continuer à tromper leurs masses et sous la poussée de celles-ci, ont pris une attitude en apparence plus radicale et manœuvrent de telle façon qu'ils ont amené à deux reprises la chute des deux gouvernements cartellistes de Painlevé. Enfin, un nombre important d'ouvriers socialistes de plus en plus déçus par les résultats négatifs de la politique de colla- boration avec la bourgeoisie et stimulés par la politique du Parti communiste, ont déterminé de la part de cer- tains de leurs chefs une attitude qui a brisé le Cartel.

Les impôts nouveaux, la menace de ceux qui vont suivre, l'inflation qui monte, la charge des guerres coloniales sont la cause de la vie de plus en plus chère. Ces difficultés s'ajoutant aux précédentes déceptions déterminent une incertitude et une inquiétude géné- rales parmi les masses laborieuses.

Dans cette situation, les appels au fascisme ont trouvé un certain écho et déjà permis l'organisation de quelques bandes armées, qui se proposent de briser par la violence les organisations prolétariennes, afin de résoudre la crise sur le dos des travailleurs en les livrant au grand capital national et international. La crise est si grave, les dangers qui menacent les travailleurs des villes et des champs sont si imminents, que le parti a le devoir de mobiliser toutes ses forces pour rallier et organiser les plus larges masses, afin de résoudre révo- lutionnairement la crise dans leur intérêt et sur le dos du grand capital. Le passé de luttes de notre parti montre à tous qu'il est seul capable de mener à bien cette tâche immense et nécessaire.

**LE FRONT UNIQUE.** Afin de réaliser dans la lutte l'unité de classe du prolétariat et du Bloc ouvrier et paysan, le parti tout entier doit comprendre et appliquer d'une

façon juste et complète, de la base au sommet, la tactique du Front unique qui est, dans la situation présente, la seule tactique de défense effective et de sauvetage des masses menacées.

Qu'est-ce que la tactique du Front unique et comment la pratiquer? La tactique du Front unique n'est pas une coalition avec les chefs réformistes. Elle consiste à unir les masses dans la lutte contre le Capital, sur des buts concrets. Les propositions de Front unique doivent être faites sur des mots d'ordre correspondant aux intérêts et à la compréhension des masses et susceptibles de les éveiller aux luttes prochaines. Deux fautes sont à éviter. La première serait de proposer des mots d'ordre déjà dépassés par les événements et la volonté de lutte des masses. La seconde serait de proposer des mots d'ordre trop lointains et encore incompris des larges masses qu'il faut rassembler. Au fur et à mesure du rassemblement des masses et du développement de la lutte, le parti doit examiner les changements qui se produisent dans le rapport des forces en présence et dans la volonté de lutte des masses, afin d'indiquer les solutions et de lancer les mots d'ordre correspondants.

Néanmoins, le parti ne saurait, sous prétexte de Front unique, renoncer, même provisoirement, à son indépendance politique et organique, ni renoncer à expliquer devant les masses, ses propres mots d'ordre, son programme et la perspective révolutionnaire vers laquelle il sait que la classe ouvrière marche invinciblement.

Malgré les succès importants et incontestables on ne peut pas dire que notre parti ait jusqu'ici appliqué complètement et sans erreurs la tactique du Front unique. Alors que la tactique du Front unique doit surtout s'appliquer à la base, les propositions précédemment faites par le centre du parti n'ont pas souvent fait l'objet de propositions correspondantes à tous les degrés de l'organisation du parti et n'ont pas été, en général, suffisamment portées à la connaissance des ouvriers dans les usines. Alors que dans les premières offres de Front unique sur la guerre du Maroc, la direction du parti avait fait des propositions justes et limitées en ne reprenant pas comme condition d'une action commune l'intégralité de son programme, le manque de précision du haut en bas dans l'application a amené la grande masse du parti et quelques couches sympathisantes à une confusion entre le programme intégral du parti, qu'il faut toujours certes propager devant la masse, et le programme immédiat et limité qui devait être à la base du Front unique. Cette erreur a amené par exemple la direction du parti elle-même à faire, en fait, de l'acceptation du mot d'ordre de fraternisation une condition absolue de la réalisation du

Front unique, alors qu'au contraire il fallait profiter du Front unique réalisé sur la base de l'armistice immédiat et de la paix, pour expliquer et faire adopter par les larges masses, à l'aide de tous les moyens d'agitation du parti, le mot d'ordre de la fraternisation.

Cependant, il convient d'observer qu'au moment où, pour la première fois en France, un parti ouvrier prenait en face d'une guerre coloniale une attitude pleinement communiste (affirmation pratique et résolue de la solidarité des intérêts du prolétariat, des soldats et des peuples asservis), il n'était guère possible d'éviter alors toute erreur de tactique. Au moment où les ouvriers socialistes et sympathisants désillusionnés par le Cartel cherchent confusément à revenir à la politique de la lutte des classes, le parti doit leur venir en aide, favoriser leur évolution et faire tomber toute barrière artificielle qui les empêcherait de s'unir aux ouvriers révolutionnaires. C'est en s'inspirant de ces préoccupations et en appliquant exactement la tactique de l'Internationale que, dans ses dernières propositions de Front unique contre le fascisme et au cours de la dernière crise gouvernementale, le parti a appelé les masses à lutter sur un programme concret et limité de revendications immédiates. Le parti ne doit perdre aucune occasion de constituer et de développer les organismes de Front unique : comité d'unité prolétarienne dans chaque entreprise ; comité de défense paysanne dans chaque village ; comités d'action locaux et régionaux.

**LA POSITION DE LA DROITE DANS LE FRONT UNIQUE.** Cette rectification de notre pratique de Front unique est séparée par un abîme des conceptions opportunistes de la droite. Celle-ci considère le Front unique comme une coalition parlementaire et extra-parlementaire avec les chefs réformistes, coalition où le parti perdrait toute indépendance, confondrait son programme avec les autres et renoncerait ainsi lui-même à toute possibilité de développement pour ne devenir qu'un appendice du Bloc des gauches. À l'heure très grave où nous sommes, le parti doit unir toutes ses forces pour combattre impitoyablement les erreurs de la droite et pour rassembler dans la lutte tous les exploités.

**LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU PARTI.** Le parti ne pourra venir à bout de cette tâche qu'en achevant la transformation de son organisation sur la base des cellules d'usine et en perfectionnant du haut en bas son organisation, qui doit acquérir la souplesse nécessaire pour faire face rapidement à toutes les situations. L'achèvement d'une telle transformation ne peut se faire qu'en comprenant bien, pour les vaincre, les difficultés qui l'entravent, difficultés locales, répressions, faibles effectifs, cadres insuffisants, etc. La réorganisation sur la base des cellules ne signifie nullement la suppression du travail local. Elle

doit, au contraire, sans rien faire perdre de la puissance d'action et d'agitation d'autrefois, donner au parti sa vraie base d'organisation et d'action pour la mobilisation des ouvriers sur le lieu même de leur travail. Mais pour réaliser tout cela, il faut améliorer sérieusement les méthodes de direction, d'organisation et de liaison à l'intérieur du parti, utiliser et assimiler les adhérents et les cadres de l'ancienne génération qui, en contact avec la masse, ont tendance à se tenir à l'écart des travaux du parti. Le Comité central, travaillant collectivement, doit diriger effectivement non seulement l'ensemble du parti mais chacune des régions, en tenant compte de leur diversité ainsi que de leur situation et de leurs difficultés particulières. Une liaison plus intime doit être réalisée entre les différents organismes centraux et régionaux du parti : régions, rayons, sous-rayons et cellules. Dans ce but, il faut poursuivre activement la constitution des sous-rayons.

**LE PARTI ET LES SYNDICATS.** Une des conditions très importantes d'un bon travail intérieur du parti et du développement de son influence, c'est une liaison intime avec le mouvement syndical à tous les degrés. Cette liaison dépend de l'activité que déploieront les communistes dans le mouvement syndical. Ceux-ci n'ont pas toujours porté l'attention nécessaire sur les revendications immédiates. Le Parti communiste est, certes, le parti de la Révolution et des barricades, et c'est justement pour cela que seul il veut et peut à chaque instant défendre sans réserve toutes les revendications immédiates des travailleurs. À l'usine, au syndicat, dans la localité, partout où il y a des exploités, les communistes doivent toujours être à l'avant-garde pour formuler et défendre les revendications immédiates, ainsi que pour organiser le recrutement et la lutte syndicale.

Ce n'est pas par des mesures formelles mais par ce travail pratique de chaque jour que les communistes arriveront à conquérir et à garder la confiance des inorganisés, des syndiqués et de leurs cadres. C'est une condition essentielle pour qu'une direction unique du mouvement ouvrier puisse vivre et devenir de plus en plus cohérente. C'est aussi par ce travail acharné, constant, difficile, mais absolument nécessaire, qu'il sera possible d'abattre les barrières entre les syndiqués de la CGT et ceux de la CGTU et de réaliser l'unité syndicale.

Les communistes doivent se rendre compte que le syndicat, par le fait même qu'il tend à grouper tous les travailleurs sans distinction d'opinion, représente des caractères de la masse elle-même, aussi bien dans les périodes de volonté de lutte que dans les périodes d'hésitation et de timidité. Aussi, les difficultés que l'on rencontre toujours lorsqu'il s'agit d'entraîner la grande masse se retrouvent, quoique atténuées, lorsqu'il s'agit

d'entraîner le mouvement syndical. C'est pourquoi les fractions communistes dans les syndicats doivent bien comprendre les caractères du mouvement au sein duquel elles travaillent et bien se pénétrer de l'idée qu'elles pourront entraîner ce mouvement dans la voie révolutionnaire non pas en méconnaissant le caractère des difficultés rencontrées, mais, au contraire, en en tenant compte pour mieux les expliquer à la masse et pouvoir aussi les surmonter. Certes, les fractions communistes déterminent l'attitude des communistes dans les syndicats, mais elles doivent toujours prendre des décisions éclairées en recherchant une large collaboration avec les cadres syndicaux et les couches sympathisantes du mouvement syndical.

**LA LUTTE CONTRE LE FASCISME.** Politique juste vis-à-vis des masses et pratique exacte du Front unique, lutte pour les revendications immédiates et politique syndicale bien adaptée aux circonstances. Une politique intérieure et une direction du parti rassemblant et assimilant l'immense majorité des forces du parti, qui sont saines, dans une organisation cohérente et souple, tout cela tient, tout cela constitue les éléments de la même politique générale. Tout cela est la condition essentielle du développement et du succès du parti dans les temps prochains.

Avec une telle politique, le parti pourra mener les masses à la lutte victorieuse contre le fascisme, en faisant la propagande idéologique la plus claire (par exemple : démonstration de l'asservissement du fascisme aux puissances financières et industrielles nationales et internationales, démonstration que le fascisme veut, en réalité, vendre l'économie nationale et asservir les travailleurs à l'étranger), en défendant les revendications immédiates des masses afin de les arracher à la démagogie trompeuse du fascisme, en préparant la résistance directe aux agressions de ses bandes armées.

**CONTRE LA DROITE, POUR LA BOLCHEVISATION!** Les quelques intellectuels d'opposition qui pactisent avec les ennemis du parti et de l'Internationale, ceux qui ont attaqué les mots d'ordre justes du parti en pleine lutte contre la guerre du Maroc, qui se refusent à reconnaître la cellule comme base d'organisation du parti, ceux qui sabotent chaque jour le parti et refusent de venir s'expliquer dans ses grandes assemblées, sont séparés par un abîme des conceptions exposées dans la présente *Lettre*. Contre eux, le parti unanime mènera une lutte implacable pour arracher à leur influence chaque ouvrier qui aurait pu un instant se laisser égarer par eux.

**L'UNION POUR LA LUTTE.** Le parti ne repoussera aucune force résolue à travailler sur la base de ses décisions, mais il combattra impitoyablement tous ceux qui continueront leur besogne de désagrégation. C'est dans l'esprit qui anime cette lettre, unanimement approuvée par la

Conférence, que le Comité central du parti étroitement uni appelle tous les communistes à rassembler leurs forces sous sa direction, pour remplir la grande tâche révolutionnaire tracée par l'Histoire. En avant pour continuer la bolchevisation du parti!

Vive le Parti communiste français!  
Vive l'Internationale communiste!

La Conférence extraordinaire nationale du parti et le Comité central du parti.  
*L'Humanité*, 6 décembre 1925.

**Pendant des années, le Parti a dû mener des luttes très sévères pour se fonder sur le terrain des principes du communisme. Il a dû successivement chasser irrémédiablement de ses rangs les représentants irréductibles du carriérisme, de l'esprit social-démocrate ou anarcho-syndicaliste ainsi que du révisionnisme, en un mot tous ceux qui par leur idéologie anticommuniste ou leur activité contre-révolutionnaire entravaient son essor.**

**Grâce à la clairvoyance de la masse des adhérents du Parti et à la fermeté de sa direction, les Frossard, les Souvarine, les Monatte et les Rosmer, chassés du Parti, sont aujourd'hui éliminés du mouvement ouvrier.**

**L'activité générale de notre Parti et, en particulier, sa lutte contre les guerres du Maroc et de Syrie a montré à la masse ouvrière qu'il a une doctrine clairement communiste et est le seul à défendre les intérêts de classe du prolétariat.**

**Parce qu'il a mené de telles luttes, à l'extérieur contre la bourgeoisie, à l'intérieur contre les ennemis du communisme, le Parti peut maintenant aborder les grandes tâches posées devant lui par la gravité des événements, dans un esprit de large collaboration, avec toutes les forces vives de la classe ouvrière.**

#### **LA CRISE DU RÉGIME EN FRANCE**

**Depuis la précédente Conférence nationale du Parti, la crise de la bourgeoisie française, caractérisée par les difficultés financières de l'Etat, par le développement des guerres coloniales au Maroc et en Syrie, se transforme, par l'aggravation rapide de la situation financière, en une crise politique et sociale qui ébranle le régime lui-même.**

**Alors que depuis le 11 mai 1924, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises s'étaient rassemblées électoralement derrière le cartel des gauches, la faillite politique de celui-ci qui n'a réalisé aucune de ses promesses et qui a déçu les espoirs suscités par lui, a déterminé sous la poussée des événements et grâce à la politique du Parti communiste, un regroupement des forces populaires.**



## LIVRES

## Chronique philosophique

# BANALITÉ, QUOTIDIENNETÉ ET VIE ACTIVE

ARNAUD SPIRE\*

Traiter de la banalité et critiquer la vie quotidienne ont en commun le désenchantement qu'elles provoquent vis-à-vis de la politique. Mais distinguer l'un de l'autre est un préalable à toute compréhension profonde des stigmates occasionnés dans la société française par l'actuelle crise de la politique. Avec l'évanouissement de la prévisibilité de l'avenir, c'est l'intelligence du devenir en son entier qui s'est transformé. Sous l'excès de déterminisme, la conscience d'elle-même de nos sociétés est devenue fondamentalement patrimoniale. L'idée de ce que nous sommes s'est disjointe de ce que nous pouvons devenir. Comme l'écrivait déjà le philosophe Marcel Gauchet en préface du *Désenchantement du monde* (1985) : « Une histoire s'achève, une autre commence. L'histoire politique de la religion est à certains égards close, au moins à la pointe de la modernité, mais son histoire anthropologique est loin d'avoir dit son dernier mot<sup>1</sup>. » Le capitalisme se pose progressivement dans le temps comme se produisant lui-même. L'économisme ambiant a aidé à faire de ce système la société de sortie de la religion et des valeurs autres que l'argent et le profit. Le sens de l'histoire – si sens il y a – incomberait désormais à la seule production économique, et l'axe du calcul monétaire deviendrait l'axe de la création du futur. On peut déplorer rétrospectivement la faillite du monde occidental mais, comme l'écrit le sociologue Jean Baudrillard, « Dieu sourit de ceux qu'il voit dénoncer les maux dont ils sont la cause ». Bien au-delà de l'immigration, le mal de la banalité atteint une bonne part de la population qui se vit culturellement et politiquement comme immigrée dans son propre pays. Tous désaffiliés. La civilisation occidentale ne se maintient que du désir du reste du monde d'y accéder. La banalité dans la société du désenchantement, c'est précisément pour chacun et

chacune le sentiment d'avoir perdu tout pouvoir de séduction à ses propres yeux. Une autre conception de l'humain est en train de se constituer dans laquelle la transcendance est immanente. Elle commande aussi bien la sublimité de la culture que la brusquerie du passage à l'acte.

**LA BANALITÉ.** Le philosophe Nicolas Grimaldi, professeur émérite à la Sorbonne, avait publié en 1998 un *Bref Traité du désenchantement*<sup>2</sup> qui connut un réel succès de librairie. Cette expression métaphorique avait déjà été utilisée par le philosophe Max Weber pour résumer le trait le plus général des transformations des conceptions du monde au cours du processus de formation des sociétés occidentales modernes. Il ne s'agissait pas seulement de l'éradication de la magie de la religion, mais plus largement de l'intellectualisation et de la rationalisation progressive auxquelles procèdent les civilisations fondées sur la conviction que tout ce qui est et advient dans le monde de l'existence humaine est régi par des lois que la Science peut connaître et la Technique maîtriser. Cette prévisibilité de principe prêtée aux événements est toutefois contrebalancée par l'impossibilité de réduire le progrès à un mécanisme causal et de lui accorder une quelconque signification éthique interne. Le cosmos travaillé par le désenchantement n'est pas seulement caractérisé, comme chez Heidegger, par la domination de la technique. Y serait associée une pluralité hétérogène de sens « scientifique », « religieux », « moralisateur », etc. Rappelons que Max Weber<sup>3</sup> était un sociologue essentiellement soucieux de souligner le rôle des idées dans le façonnement des conduites humaines, singulièrement dans les conduites économiques. C'est dans le droit fil de cette conception du « désenchantement » que s'inscrit le récent *Traité de la banalité*<sup>4</sup> que vient de faire paraître Nicolas Grimaldi. Chaque contemporain pourra trouver dans ce miroir sa propre réflexion sur la portée contemporaine de l'existence humaine. Déficit d'imagination, absence d'horizon, vide de pensée notamment politique, déception vis-à-vis de la démo-

\* Philosophe, journaliste. Dernier ouvrage paru : *L'Idéologie toujours présente, Dialogue entre Eidos et Logos* (avec J.-A. Nielsberg), La Dispute, 2004.



cratie. Dépassant la différence de nature entre la pure passivité du souvenir et la pure activité de l'imagination, le caractère permanent de la médiocrité du monde s'impose à nous comme un passé présent. Cette constance « lui vient de la manière dont la dense compacité oppose la résistance de son inertie à tout ce qui tend à le changer. Parce que le propre de sa permanence est de se précéder toujours elle-même, le propre du présent est d'être toujours lesté de matière comme d'un perpétuel passé. (...) Aussi ne pouvons-nous que nous sentir décalés ». Tout se passe comme si chacun identifiait le présent à un simple avatar, à une variation ou à une transformation du passé. Seule différence entre le souvenir et la perception : percevoir le réel c'est toujours avoir à percevoir encore, même si ce que la perception hérite du passé nous permet d'anticiper l'action à venir : « Par exemple, l'indication "chien méchant" nous signale l'éventualité d'un danger. Elle contient un enseignement fourni par le passé. En effet, le chien présent est "méchant" non parce qu'il mord mais parce qu'il a mordu. » L'épaisseur du passé se condense pour rétrécir l'éventail des possibles dont est porteur le présent. Cette conception du temps qui change tout sans qu'il soit même besoin d'aucun changement montre qu'il suffit de la seule continuité du temps pour rendre tout discontinu. Ici se pose la question-clé de ce *Traité de la banalité* : qu'est-ce donc qui continue de se passer alors même qu'il ne se passe plus rien ? Le temps, affirmait Kant, est une pure réceptivité. En réalité, il s'agit d'une pure ouverture aux possibles qui appelle tout le contraire d'une philosophie de la conscience. Une philosophie qui introduit dans la théorie le point de vue de la pratique, une philosophie de l'action comme celle de Marx. Pour Nicolas Grimaldi, la banalité chez Marx se situe dans le caractère inaccompli de tout ce qui est humain. Il y aurait là un véritable « malheur » qui consisterait, pour ceux qui sont en voie de prolétarianisation au sens marxiste du terme, à tout subir sans jamais rien pouvoir, « que notre action configure la volonté d'un autre sans rien laisser soupçonner de la nôtre : telle est l'aliénation ». Tout ce qui était possible chez l'homme exploité, dominé, aliéné, n'a pas été réalisé. Tout ce qui était intérieur n'est jamais devenu extérieur. Le moi de cet homme-là ne peut donc être que le « secret du refoulé » et la « clandestinité de l'inexprimé ». Ce possible qui ne s'est jamais réalisé n'est rien d'autre que de l'à-venir qui n'a jamais pu devenir présent. « Quel maléfice, se demande Marx, a donc pu suspendre la liberté d'un homme, lui ôter l'exercice de ses facultés, et faire dépérir de la sorte tous les possibles qui étaient en lui ? » Si l'histoire n'a plus de sens et si la critique de la notion de progrès reste sans

réponse, une sorte de renversement tend à se produire aujourd'hui : « La même division du travail qui avait arraché l'homme à la barbarie en développant l'habileté, la virtuosité, rejette maintenant la plus grande partie de l'humanité dans une nouvelle barbarie en l'expropriant de son travail, en subordonnant aussi inflexiblement l'individu à sa tâche que sa tâche à la machine. » La banalité devient alors du « potentiel humain non réalisé ». La « prolétarianisation » réduit l'homme à un résidu dont on a retiré tout ce qui faisait son humanité : l'initiative, l'invention, la virtuosité et le style. Nicolas Grimaldi qualifie un peu vite

Le temps,  
affirmait  
Kant,  
est une pure  
réceptivité.  
En réalité,  
il s'agit  
d'une pure  
ouverture  
aux possibles  
qui appelle  
tout  
le contraire  
d'une  
philosophie  
de la conscience.

d'utopie, pur produit de l'imagination de Marx, l'éventualité d'une libération sociale délivrant la personne du joug de la division du travail. Pour ce faire, il s'appuie sur ce passage de *L'Idéologie allemande* : « La division du travail a assigné chacun à une sphère d'activité aussi déterminée que bornée, sans qu'il eût la possibilité de s'en affranchir. Il n'y aura plus dans la société communiste de sphère d'activité exclusive de toute autre. Chacun pourra s'y exercer et s'y perfectionner dans l'activité qui lui plaît. Parce que la production sera déterminée par la société (et non par une infime minorité de possédants), il sera possible à chacun d'exercer aujourd'hui telle activité et demain telle

autre, d'être chasseur le matin, pêcheur l'après-midi, éleveur le soir, et même de consacrer ses soirées à la critique si c'est son bon plaisir, sans jamais devoir s'identifier ni se fixer à une activité déterminée<sup>5</sup>. » La constance de cette utopie qu'on retrouve trente ans plus tard dans la *Critique du programme du Parti ouvrier allemand* illustre le fait qu'elle n'appartient pas aux écrits de jeunesse de Marx et qu'elle constitue une bifurcation de longue durée dans sa pensée : « Quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, par suite, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel ; quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre mais encore le premier besoin de la vie (...), alors seulement on pourra s'évader une bonne fois de l'étroit horizon du droit bourgeois et la société pourra écrire sur ses bannières : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"<sup>6</sup>. » Nicolas Grimaldi qualifie d'« homme utopique » le projet marxien et de « jeu de l'Histoire » son émancipation : « L'homme utopique que devait produire ce grand jeu n'aurait été en effet possible qu'à condition de ne pas être un homme. » La plupart des jeux et des fictions ne permettent-ils pas d'échapper à la fadeur, à l'insignifiance, ou à l'inconsistance, ou à l'horreur de l'existence, quel que soit le caractère plus ou moins totalitaire de la politique à laquelle on adhère ? Il appartiendra à Hannah Arendt de répondre à cette question dans son ouvrage *La Condition de l'homme moderne*, dans son œuvre ultime *La Vie de l'esprit* et dans le *Journal de pensée* que Sylvie Courtine-Denamy vient de traduire en français : « Marx-Hegel : on a pris l'habitude de voir en Hegel l'incarnation du processus d'accomplissement de soi de la philosophie. Marx a vu à juste titre en elle [dans la philosophie de Hegel] la réfutation de la philosophie par elle-même<sup>7</sup>. » C'est sur cette base qu'Henri Lefebvre proposa, dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, de substituer à la critique de la quotidienneté bourgeoise, celle de la vie quotidienne tout court avec ses deux aspects : le vide et la plénitude. Les techniques modernes avaient incontestablement pénétré l'organisation sociologique de la vie quotidienne (le four électronique, l'intercommunication par haut-parleur, le circuit interne télévisé, la piscine privée dans le sud de la France, les cheveux raccourcis pour les femmes, etc.), et ce aux dépens de l'aliénation, concept complexe mais tout à fait opératoire proposé par Marx. Loin de supprimer la critique de la vie quotidienne, le progrès technique moderne la réalise.

**LA VIE QUOTIDIENNE.** Le progrès technique, même s'il creuse les inégalités, s'intègre dans la vie quotidienne – non sans problème – mais pas dans la banalité, qui est le

niveau le plus bas de ce que l'humanité a en commun. Il importe donc de différencier le processus de banalisation de la notion de vie quotidienne et de sa critique. Il y a, dans ce qui relève de la vie de tous les jours, une dimension plus élevée qui situe la critique de la vie au niveau du rêve, des idées, de la poésie et autres activités qui émergent au-dessus du quotidien. C'est à ce niveau postcritique que se situe la valeur du concret humain dans la vie quotidienne.

« Critique de l'économie politique » est le sous-titre donné par Marx au *Capital* que l'on considère, à tort, comme son œuvre maîtresse achevée. *Critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre, en trois tomes, pourrait être l'objet d'une remarque similaire. Chez l'un comme chez l'autre, l'œuvre centrale ne vaut pas tant par son caractère systématique que par son incomplétude et l'appel pressant dont elle est porteuse pour ceux qui se référeront à ces deux penseurs. Dans les constellations de concepts légués par Marx comme par Henri Lefebvre, il y a des « trous noirs ». Ces vides deviennent de plus en plus criants au fur et à mesure que se multiplient les disciples-perroquets qui commentent le maître sans y ajouter une seule virgule d'actualité. Les activités étudiées par Marx et mises au premier plan par la plupart des courants qui se sont réclamés de lui ont concerné le travail, la production, les lieux et les rapports de production. Or, l'analyse des rapports de production n'épuise pas le mode de production et fait quasiment l'impasse sur la « formation économique et sociale » dans son ensemble. Elle permet, de plus en plus mal, de comprendre son déploiement d'abord keynésien puis hayekien (capitaliste libéral à l'époque des Trente glorieuses) et enfin aujourd'hui libéral-capitaliste, ce dernier étant cette fois-ci dénué de tout scrupule social. Comme l'écrit Henri Lefebvre en 1983, c'est-à-dire cent ans après la mort de Marx : « Ces analyses permettent mal de comprendre son déploiement au XX<sup>e</sup> siècle, son élasticité, ses capacités. Que se passe-t-il hors des lieux de travail ? » Henri Lefebvre a proposé de comprendre un ensemble de faits (l'architecture, l'urbanisme, les transports, les loisirs, la vie privée, la vie familiale, les espaces et temps sociaux), non pas en les opposant au travail productif, mais en tenant compte du fait que les espaces et le temps sociaux sont devenus, au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des marchandises autour desquelles se livrent, à l'échelle de la mondialisation, de grandes luttes. Résultat : temps et espace, s'ils restent le fondement de la valeur d'usage, sont aussi entrés très profondément dans les valeurs d'échange. Des formes nouvelles de la lutte de classes (écologie, féminisme, urbanisme, etc.) sont nées et se sont développées, sans pour autant exclure l'histoire des luttes

de classes dans leurs formes traditionnelles. C'est ce sur quoi a mis tout récemment l'accent une jeune philosophe, Alessandra Dall'Ara, dans une thèse soutenue en juin 2004 à l'université de Poitiers intitulée *Henri Lefebvre, la vie quotidienne, « mère-terre » de la société moderne*. Partant de l'hypothèse très largement admise – même Raymond Aron la soutenait dans ses cours – selon laquelle Karl Marx serait l'un des pères fondateurs de la sociologie, elle pointe la transformation historique de la sociologie de la quotidienneté d'Henri Lefebvre, compte tenu des transformations les plus récentes de la vie quotidienne et son inégal développement : « Le quotidien qui jusqu'alors avait été touché encore indirectement par le processus d'accumulation et qui, ayant évolué selon des rythmes cycliques et dans des espaces différents des espaces industriels du profit, constituait encore une "survivance du primitif", des besoins et des désirs biologiques de l'homme. Il s'est graduellement transformé par la rationalité technique et cumulative du capitalisme, fondée sur la manipulation des choses et des hommes<sup>8</sup>. » Cette manipulation subtile n'est plus seulement marquée par la transformation du système de symboles en un système de signes conditionnant sa conscience et ses réactions selon le modèle stimulus-réponse. Cet usage a pour but et pour conséquence directe la répression de l'énergie humaine créatrice d'œuvres (la « poïétique », du grec *poïein*, créer, produire, faire en créant) qui est changée en comportements et en façons de penser mécaniques et passifs, induits par la visualisation spectaculaire du monde qu'imposent de façon dominante les *mass media*. Cette énorme production de signes s'étend jusqu'à ce que le spectacle devienne monde, comme cela avait été prédit par Guy Debord, dans *La Société du spectacle* et jusqu'à ce que le monde devienne « spectacle de la consommation et consommation de spectacle ». Que cette mutation de la vie quotidienne atteinte par une privation de contenu et envahie par des formes évanescences engendre chez les femmes et les hommes de notre temps le *sentiment dramatique et dévastateur d'une perte de substance* est compréhensible. Mais avec la poursuite de la critique de la vie quotidienne, nous sommes loin du processus de banalisation auquel se rattachent Marcel Gauchet et Nicolas Grimaldi, c'est-à-dire d'un désenchantement face à la moderne rationalité technico-instrumentale que Max Weber, croyant encore dans la « substantialité du rationnel », avait théorisé. Dès les événements de Mai 68, l'objectif n'est plus de pérenniser une « société bureaucratique de consommation dirigée » en gérant de façon rigide les « cages d'acier » (la métaphore est de Max Weber) des institutions et des appareils bureaucratiques, mais la

*programmation totalitaire de l'existence à partir du quotidien* et à travers le quotidien.

Le désenchantement politique n'a donc pas grand-chose à voir avec quel que processus de banalisation fatale d'un vide qui accompagnerait l'expropriation croissante de la pensée opérée de l'intérieur des individus par l'argent, par les médias, par la désinformation. C'est la société qui, en remplaçant le désir par le besoin préétabli, le plaisir par la satisfaction standardisée, fait de la vie quotidienne un champ de bataille globale contre le libéralisme et ses tentatives de s'imposer comme pensée unique. « Aujourd'hui, écrit Henri Lefebvre dans le tome 2 de la *Critique de la vie quotidienne*, La vie quotidienne ne se réalise plus (...) La vie quotidienne s'apprend vite : il suffit de se laisser aller à la passivité<sup>9</sup>. » Nous sommes loin des images et de la culture de l'apprentissage qui environnaient la transmission des savoirs. Une sorte de rupture patrimoniale s'est instaurée aussi bien dans l'activité au travail que dans la vie quotidienne. « Il n'y a plus de connaissance de la société (globale) sans connaissance critique de la vie quotidienne telle qu'elle est devenue au sein du capitalisme libéral et de son histoire. Et réciproquement, il n'y a pas de connaissance de la quotidienneté sans connaissance critique de la société (globale) (...) Connaître la quotidienneté, c'est vouloir la transformer (...), c'est comprendre le réel en le concevant au nom du possible, comme impliquant le possible. Car l'homme sera quotidien ou ne sera pas<sup>10</sup>. » La politique n'a donc pas besoin d'être réenchantede mais réinventée eu égard à la destruction de ses formes classiques, exiguës et délimitées. Entre la globalité de la superstructure et la base économique, la vie quotidienne constitue une sorte d'anthropologie intermédiaire. Elle fait sa part à l'histoire mais exclut « l'historicisme » selon lequel tout est également historique. Elle met en évidence la *loi de l'inégal développement* créant des divergences radicales entre les parties de la société et entre les sociétés. Après chaque événement historique extraordinaire (« ceux qui équivalent à vingt ans ordinaires » écrivait Lénine), le quotidien tend à se détacher à nouveau comme un iceberg à la dérive. En prenant un cours séparé déterminé par la *loi non physique mais économique-politique* de l'inégal développement. Rattraper le retard de la vie quotidienne dans la formation économique et sociale demande une longue élaboration conceptuelle. Revenir d'abord sur la *théorie des besoins* pour repenser sans cesse cette vie quotidienne. Ni le capitalisme ni le socialisme n'ont jusqu'ici traité cette déficience de la société, la plupart des besoins privés restant négligés ou dédaignés. On se référera aux curieux toasts portés par les ex-tenants du socialisme soviétique lorsqu'ils

recevaient leurs invités occidentaux : « Nous ferons aussi bien que le capitalisme et même mieux ! » Henri Lefebvre espérait traiter un jour la question : « Combien coûte socialement, dans des conditions par ailleurs définies, une vie individuelle médiocre ? Combien coûterait socialement, dans des conditions également définies, une vie individuelle épanouie, cet épanouissement devenant norme<sup>11</sup> ? » La vie quotidienne est bien, pour ce philosophe et sociologue que fut Henri Lefebvre, partie intégrante de la société globale et « base du fonctionnement de l'organisation sociale et de l'État ».

Les possibilités  
d'un monde  
non totalitaire  
sont à rechercher,  
selon  
Hannah Arendt,  
dans les  
ressources  
de résistance  
et de renaissance  
qui sont contenues  
dans la « condition  
humaine » et  
dans les activités  
sociales  
des hommes  
quotidiens.

**LA VIE ACTIVE.** Henri Lefebvre pense que la critique de la vie quotidienne est porteuse en elle-même de luttes contre l'état de choses existant, tandis qu'Hannah Arendt, philosophe allemande d'origine juive, disciple de Martin Heidegger et de Karl Jaspers, a focalisé son intérêt sur la vie de l'homme moderne dans les sociétés totalitaires, au sens large du terme. Elle explique que l'existence objective des « masses » dépend aujourd'hui toujours plus de l'existence d'un monde *non totalitaire* où « la désolation qui jadis constituait une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginales telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidienne des masses toujours crois-

santes de notre siècle<sup>12</sup> ». La peur et l'impuissance qu'engendre la domination de type totalitaire sont des principes antipolitiques qui précipitent les hommes dans une situation contraire à toute action politique. Les possibilités d'un monde non totalitaire sont à rechercher, selon Hannah Arendt, dans la *Condition de l'homme moderne* (publié en 1958, sept ans après *Les Origines du totalitarisme*), dans les ressources de résistance et de renaissance qui sont contenues dans la « condition humaine » et dans les activités sociales des hommes quotidiens. La philosophe met au premier plan la vie quotidienne en tant que monde de la vie active que la tradition grecque antique avait assimilée à la vie dans la *polis* (le *bios politicos* dont parle Aristote) et avait subordonné la vie contemplative « plus élevée » aux séquelles de la vieille opposition entre la pensée (les réalités intelligibles) et l'action (les apparences sensibles).

La vie active de l'homme moderne n'est plus constituée par l'espace public politique et d'action des citoyens grecs, hommes libres dans la cité, par exemple l'*agora* (forum), les esclaves étant réduits à l'état d'animaux de trait ou de machines. Elle se déploie dans l'espace de toutes les activités pratiques qui, face au caractère périssable et passager du cycle biologique, donnent stabilité et permanence à l'existence humaine et créent un monde durable d'objets qui survit à ses producteurs. Pour cette élève de Heidegger qu'a été Hannah Arendt, l'homme n'est pas tant le seul animal à savoir qu'il va mourir, un être-pour-la-mort, qu'un être pour la vie et la création. Les dimensions fondamentales de la vie active de tous les hommes en société sont, pour elle, le travail, les œuvres et l'action. La philosophe commence son analyse par le travail comme première activité commune à tous les hommes. Ce n'est pas seulement un processus matériel qui sert à la reproduction des sociétés, mais c'est au niveau social l'équivalent de la procréation au niveau biologique, un mode de perpétuation de l'espèce. Elle écrit dans *La Condition de l'homme moderne* : « Tout ce qui est produit à travers le travail est fait pour être consommé et pour régénérer ainsi de suite le processus vital<sup>13</sup>. » D'où la plus ou moins grande désocialisation des « sans » (travail, État, logement, droits...). Le travail crée, en outre, un processus de chosification de la matière, un monde objectif solide, fondé sur l'argent comme chose durable, éternelle, équivalent artificiel de tout par opposition au cycle naturel de croissance et de déclin. Enfin, le travail satisfait les besoins vitaux de l'homme en alimentant en même temps la société capitaliste dans laquelle l'*Homo faber*, créateur d'outils et d'œuvres, est graduellement remplacé par l'*Homo laborans*, le travailleur qui fabrique les marchandises desti-

nées à la masse des consommateurs et assure ainsi le fonctionnement du système. Mais pour Hannah Arendt le travail a aussi un caractère privé puisqu'il est un processus d'appropriation par lequel l'individu acquiert la propriété privée de son activité physique et mentale en les séparant d'avec tout ce qui est commun ou social. Le travail est donc la sphère où le public et le privé, tout en restant distincts, sont fonctionnels l'un par rapport à l'autre. La vie active est constituée par les œuvres de l'*Homo faber* qui prennent

C'est en introduisant de nouvelles valeurs éthiques ou humanistes dans la banalité, la vie quotidienne ou la vie active que l'humanité pourra se préserver de ce retour à la barbarie.

au cours du processus un caractère instrumental, jusqu'à devenir des objets considérés seulement pour leur valeur commerciale et non plus pour les qualités objectives qu'ils possèdent en dehors des logiques du marché. C'est dans ce sens qu'Hannah Arendt dénonce la déshumanisation croissante de la société marchande où seul compte ce qui est « utilitaire » et « monnayable ». Et pourquoi seul ce qui est utile aurait-il droit à l'existence ? Face au déterminisme capitaliste qui va jusqu'à fabriquer des « contrefaçons » des objets d'usage pour les produire en série, Hannah Arendt voit dans l'activité pratique, par laquelle le sujet instrumentalisé affirme sa propre identité distincte et unique, le seul mode de vie active par lequel les hommes quotidiens peuvent « faire l'histoire ». Le quotidien est, pour Hannah Arendt, le monde de l'unité de la théorie et de la pratique où tout fonctionne pour la loi du *fonctionnalisme dominant*, selon des automatismes économiques inexorables où les moyens et les instruments deviennent à eux-mêmes leur propre fin : « L'instrumentalisation du monde et de la terre, cette dévaluation sans limites de tout ce qui est

donné, ce processus de non-sens croissant dans lequel toute fin se transforme en moyen et que l'on ne peut arrêter qu'en faisant de l'homme le seigneur et maître de toutes choses<sup>14</sup>. » Notons que c'est dans cet esprit qu'Hannah Arendt retrouve, à l'occasion du procès « Eichmann à Jérusalem », en tant qu'envoyée spéciale du journal américain *New Yorker*, la banalité du mal : « Eichmann n'est pas une figure démoniaque, mais plutôt l'incarnation de "l'absence de pensée" chez l'être humain<sup>15</sup>. » Ce procès-spectacle a mis en évidence que « faire son travail » (« j'ai fait ce pour quoi j'étais salariée »), sans réfléchir à la portée éthique de son geste, pouvait se transformer, et pas seulement dans le cadre de « crimes contre l'humanité », en actes inhumains que chacune et chacun peut accomplir. La vie active peut faire de n'importe quel être humain « un instrument consentant dans l'organisation du meurtre de masse. (...) Exécuter et soutenir activement une politique de meurtre de masse est [pour Hannah Arendt] la même chose ; en politique obéissance et soutien ne font qu'un ». Et la philosophe de prévoir comme « non totalement inconcevable » que dans un avenir pas si lointain « les hommes pourraient être tentés d'exterminer tous ceux dont le quotient intellectuel est inférieur à un certain niveau ».

La philosophe allemande a vu dans les possibilités d'action de l'homme quotidien la seule voie qui s'ouvre à la création d'un espace politique comme expression de l'action libre rendant possible la construction d'une société non totalitaire, où le quotidien soit historiquement et politiquement « actif ». Comment ne pas en induire que c'est en introduisant de nouvelles valeurs éthiques ou humanistes dans la banalité, la vie quotidienne ou la vie active que l'humanité pourra se préserver de ce retour à la barbarie ? ●

1. Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde*, Gallimard, 1985.
2. Nicolas Grimaldi, *Bref Traité du désenchantement*, Le Livre de Poche, Biblio Essais, mars 2004.
3. Max Weber, *Sociologie des religions*, Gallimard, 1996, p. 448.
4. Nicolas Grimaldi, *Traité de la banalité*, PUF, septembre 2005.
5. Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, 1945.
6. Karl Marx, *Critique du programme du Parti ouvrier allemand*, trad. de Maximilien Rubel, La Pléiade, *Économie* t. I, p. 1420.
7. Hannah Arendt, *Journal de pensée*, trad. de Sylvie Courtine-Denamy, t. I, cahier 12, novembre 1952, Le Seuil, 2005.
8. Alessandra Dall'Ara, *Henri Lefebvre, la vie quotidienne, « mère-terre » de la société moderne*, thèse, Université de Poitiers, 2004.
9. Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, t. II, « Fondements d'une sociologie de la quotidienneté », L'Arche éditeur, 1980.
10. *Ibid.*, pp. 102-103.
11. *Ibid.*
12. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, Gallimard, coll. Quarto, 2002.
13. Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, Éditions Calmann-Lévy, 1961, pp. 112-113.
14. *Ibid.*, p. 176.
15. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, Folio Histoire, juin 2005.

THÉORIE *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (1940-1968)*

## DE « L'ANCIEN » AU « NOUVEAU » MAITRON

BERNARD PUDAL\*

Le premier des douze volumes du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier/mouvement social de 1940 à 1968*, réunissant quelque cinq cents biographies pour le volume papier, et deux milles notices dans le CD-Rom qui l'accompagne, vient de sortir aux Éditions de l'Atelier (2006). À raison de deux volumes par an, on devrait bientôt disposer d'un outil scientifique et mémoriel fondamental, qui, sous la direction de Claude Penetier, associe des centaines de contributeurs. Cette nouvelle série s'inscrit dans la continuité d'une œuvre collective commencée il y a un demi-siècle. Mais elle en renouvelle nombre d'aspects, non seulement grâce aux ressources informatiques mais aussi quant à l'éventail des acteurs retenus. Par un appel lancé en juillet 1958 dans une revue qu'il avait fondée – *L'actualité de l'histoire* – Jean Maitron proposait aux historiens de collaborer sous sa direction à la réalisation d'un *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (DBMOF)* qui, de la Révolution française à 1939, devait « comprendre » ceux qui avaient « milité », à un moment ou un autre de leur trajectoire personnelle, au sein du mouvement ouvrier. Quatre périodes furent successivement traitées : de la Révolution Française à la I<sup>e</sup> Internationale (trois volumes) ; la I<sup>e</sup> Internationale et la Commune (six volumes) ; de la Commune à la Grande Guerre (six volumes) et de la Première Guerre mondiale à la Seconde Guerre mondiale. La publication commença en 1964. Elle compte quarante-quatre volumes à ce jour et est désormais accessible sur un CD-Rom Mac/PC. Près de deux cent soixante contributeurs, dont certains des meilleurs spécialistes de l'histoire sociale et politique, de Maurice Agulhon à Michèle Perrot, de Madeleine Rebérioux à Pierre Broué, d'Yves Lequin à Nicole Racine, de Maurice Moissonnier à Jacques Girault, ont apporté leur concours à Jean Maitron, puis à son successeur Claude Penetier, pour réaliser cette œuvre unique. Que le *DBMOF* ait

\* Professeur de science politique à Paris-X Nanterre.

pu associer tant d'historiens aux options idéologiques différentes et/ou opposées, aux statuts multiples (il y eut aussi beaucoup de militants-historiens parmi les collaborateurs), qu'il ait accueilli, en les biographiant, communistes et socialistes, anarchistes et trotskistes, syndicalistes chrétiens et coopérateurs, « renégats » et « apostats », résulte d'un accord intéressé entre les auteurs et d'une garantie morale et scientifique, qu'offrait précisément Jean Maitron. Accord en premier lieu sur l'éloge à rendre aux militants, mais accord aussi et surtout sur la nécessité de faire droit à cette histoire au sein de l'Université, et par conséquent de rendre visible et d'aider au développement de ce champ de recherche. De ce point de vue, le *DBMOF* est indissociable de l'ensemble de l'œuvre de Jean Maitron : fondation en mars 1949 de l'Institut français d'histoire sociale, destiné à accueillir les archives de militants ; création d'une revue scientifique, en 1960, *Le Mouvement social*, aujourd'hui encore l'une des grandes revues scientifiques françaises d'histoire, fondation à l'université de Paris d'un centre d'histoire du syndicalisme, l'actuel Centre d'histoire sociale de Paris-I.

EN OFFRANT AUX CHERCHEURS UN OUTIL BIOGRAPHIQUE, qui est aussi un gigantesque répertoire de sources d'archives et de press et un gigantesque répertoire bibliographique (chaque notice est suivie de l'indication des sources et des œuvres du biographié), Jean Maitron proposait aussi aux acteurs collectifs du mouvement ouvrier (syndicats, partis politiques, mutuelles, etc.) un « lieu de mémoire » qui leur soit propre et qui reconnaisse leur histoire. « Retenir les militants, aider à la résurrection des obscurs, être en quelque sorte leur mémoire, permettre une nouvelle approche de l'humain, tel est le grand but du *Dictionnaire* » affirmait Jean Maitron. Par opposition, en effet, aux ouvrages dans lesquels les élites dominantes s'autodéfinissent comme légitimement dominantes (par exemple le *Who's Who ?*), le *DBMOF* se propose de légitimer à la fois scientifiquement et symboliquement les élites dominées. On peut en ce sens le définir comme le

Dictionnaire des élites obscures, d'où les nombreuses notices très brèves sur tel ou tel militant arraché à l'anonymat d'une histoire longtemps méprisée. En recensant tendanciellement *tous* les militants, ou du moins le plus grand nombre, le *DBMOF* tente de brouiller la frontière entre les « grands » et les « petits », interroge les opérations sociales de classement qui « grandissent » indûment les uns et rejettent dans l'invisibilité les autres, promet à la dignité « d'individualité » tous ceux qui ont eu à lutter contre les entreprises sociales d'indéfinition de soi et qui ont eu pour cela recours à l'action militante.

**LA NOUVELLE SÉRIE S'INSCRIT RÉSOLUMENT** dans la continuité de cette histoire scientifique et symbolique. Comme le *DBMOF*, le *DBMOMS* (1940-1968) associe des militants aux statuts très variables, ce que reflètent les notices elles-mêmes, parfois brèves, parfois développées, mais toujours extrêmement fiables. Comme le *DBMOF*, le nouveau Maitron résulte de la mobilisation collective de centaines de chercheurs. Il s'en distingue cependant sous deux aspects de nature différente. Il s'adapte aux évolutions de l'histoire visée en devenant dictionnaire du *mouvement ouvrier/mouvement social*. Il associe à la version papier une version CD-Rom beaucoup plus développée qui contient les notices imprimées.

En devenant *Dictionnaire du Mouvement social*, le nouveau Maitron adapte sa visée aux évolutions mêmes des mobilisations qui caractérisent la période 1940-1968. Cette période voit bien évidemment des luttes ouvrières notables, jusqu'au plus grand mouvement de grèves de l'histoire de France en Mai-Juin 68. C'est l'époque de la grande influence du mouvement communiste et, sur le plan idéologique, du marxisme, qui irrigue nombre de secteurs de la connaissance. C'est aussi une époque relativement faste pour le mouvement syndical, même s'il est, en France, divisé. Le nouveau *Dictionnaire* fait toute sa place à cette histoire comme l'attestent les excellentes notices consacrées à des intellectuels marxistes comme Althusser, Axelos, Agulhon, Jean Baby ou André Barjonnet, à des dirigeants communistes comme René Andrieu, Robert Ballanger, Paul Balmigère, Virgile Barel, ou encore à de nombreux dirigeants syndicaux appartenant à la CGT, la CGT-FO, la CFTC, la CFDT ou la FEN pour l'essentiel.

Mais cette période se caractérise aussi par la diversification des fronts de lutte, depuis la Résistance jusqu'aux luttes étudiantes en passant par les combats féministes, les luttes anticolonialistes, les actions d'aide au tiers-monde, etc. On ne peut donner ici que quelques aperçus de la richesse du nouveau Maitron. On retiendra les notices consacrées à Lucie Aubrac et

à Raymond Aubrac, dont les trajectoires conduisent de la Résistance à de multiples formes d'engagement qui font signe aux formes les plus actuelles d'actions dans les ONG, l'altermondialisme, les luttes pour les droits de l'homme ou les luttes pour la mémoire de ce que fut l'action des Résistants. Celles aussi d'Henri Alleg ou de Maurice Audin à cause de l'importance, pour la période, de la guerre d'Algérie. Celles de Collette Audry, Marcelle Auclair ou de Simone de Beauvoir pour le féminisme. Celles enfin de Roger Barralis ou de Luc Barret, militants et dirigeants de l'UNEF et du PSU. De notice en notice, émergent progressivement un ensemble d'acteurs dont les trajectoires biographiques, souvent complexes, dessinent peu à peu la carte des luttes contre les différentes formes de domination sociale tout en en révélant à la fois les intersections et les parallélismes.

**LE NOUVEAU MAITRON** se distingue aussi par sa dualité formelle : édition papier et édition informatique incomparablement plus développée. Cette solution n'est pas seulement technique : elle vise la coexistence de l'imprimé et de l'informatique et appelle par conséquent à des usages variés. Sur le plan mémoriel en premier lieu. Le développement des luttes et des organisations, la multiplication des sources (en particulier l'apport inestimable des sources orales) permettent aujourd'hui de connaître un si grand nombre d'acteurs qu'il était indispensable d'adjoindre à l'imprimé les ressources que procure le CD-Rom. Sur le plan de la recherche scientifique en second lieu. La version informatique offre de multiples possibilités grâce à des moteurs de recherche permettant de regrouper les notices qui concernent un même individu, une même période, un même enjeu, une même organisation. Au-delà, l'informatisation conditionne et rend possible les biographies collectives qui prendront place dans les recherches qui croisent les acteurs recensés, d'où l'utilité d'un réservoir de notices aussi important. Entreprise de longue durée, le *Dictionnaire* a évolué au fur et à mesure que se modifiait le contexte historiographique et politique. Sa dimension militante est aujourd'hui moins revendiquée que son caractère scientifique, les auteurs de notices se sont eux-mêmes professionnalisés et l'instituteur-auteur tend à céder la place aux universitaires et chercheurs. Émanant de la communauté des historiens, cette entreprise collective réalise une heureuse, et au fond assez rare, rencontre entre des logiques qui font de l'histoire une discipline « au bord de la falaise », celle de l'autonomie des chercheurs, celle des usages sociaux de leurs travaux. ●

# PROCHAINS NUMÉROS

FondationS n° 2

Sortie juin 2006

Dossier :

« *Politique et sciences humaines* »

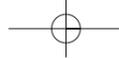
FondationS n° 3

(Numéro double)

Sortie en novembre 2006

Dossier :

« *Intellectuels et communismes* »



Conception/réalisation graphiques :  
Atelier Sacha Kleinberg

ISBN : 2-916374-01-9

ISSN : en cours

Commission paritaire : en cours

Achévé d'imprimer en mars 2006  
sur les presse de l'Imprimerie Loire Offset Plus  
22, rue de Méons – ZI Molina la Chazotte  
42000 Saint-Etienne

